



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

Jean-Pierre Raffarin à la Chambre des Députés:

Hommage à la "capacité européenne"



"La puissance du Luxembourg, c'est sa capacité européenne." C'est en ces mots que le Premier Ministre de la République Française, M. Jean-Pierre Raffarin, a exprimé son admiration pour le Grand-Duché devant une délégation de la Chambre des Députés dans l'après-midi du 11 juillet 2003.

Dans une brève allocution, le Premier Ministre a confirmé son adhésion à l'idée de la Grande Région. Il a promis une simplification des procédures qui, du côté français, entravaient parfois la réalisation concrète et bloquaient souvent le développement rapide "de l'Europe à petite échelle" que représentait la Grande Région.

Interrogé sur sa réaction face au document final présenté par la Convention sur l'avenir de l'Europe, M. Raffarin a concédé qu'il n'aurait jamais cru en un résultat d'une pareille qualité. Il en serait d'autant plus agréablement surpris.

Entre parlementaires

En fin de matinée, une délégation de parlementaires français accompagnant le Premier Ministre - membres de l'Assemblée Nationale et du Sénat (dont Christian Cointat, Sénateur résidant à

Luxembourg et représentant les Français établis hors de France) - avait été reçue à la Chambre des Députés.

Les entretiens qui se sont déroulés dans une ambiance très amicale ont essentiellement porté sur le projet d'une Université à Luxembourg - projet qui a été voté entre-temps par la Chambre des Députés. Pour les parlementaires français, surtout pour les élus de Lorraine, une université luxembourgeoise ne fera que renforcer l'attractivité de la Grande Région. Tout comme leurs collègues luxembourgeois, ils ont insisté sur la nécessité que l'Université de Luxembourg se mette en réseau avec les universités voisines. Par ailleurs les parlementaires français apprécient particulièrement le concept bilingue du projet qui constituerait un véritable atout pour le Luxembourg et la Région!



Du 5 au 9 juillet à Rotterdam:

12ème session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE

Du 5 au 9 juillet 2003 s'est déroulée à Rotterdam la 12ème session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe), qui a pour but de promouvoir le dialogue et la participation parlementaire dans les activités de l'OSCE. Le Luxembourg était représenté par M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés, ainsi que

M. Fred Sunnen, M. Alexandre Krieps et Mme Renée Wagener.

Près de 300 parlementaires des Etats partenaires de l'OSCE ont discuté sur différents aspects du rôle de l'OSCE dans la nouvelle architecture de l'Europe. Les trois Commissions générales - à savoir la Commission des affaires politiques et de la sécurité, la Commission des affaires économiques, de la science, de la tech-

nologie et de l'environnement ainsi que la Commission de la démocratie, des droits de l'homme et des questions humanitaires - ont analysé plusieurs projets de résolution pour la séance plénière, dont une résolution sur la Biélorussie et une autre sur les prisonniers détenus par les Etats-Unis à Guantanamo.

La prochaine réunion aura lieu en février 2004 à Vienne.

Marcel Glesener nouveau Président de l'Assemblée de l'UEO

Le député luxembourgeois Marcel Glesener a pris les fonctions de Président de l'Assemblée parlementaire de l'UEO le 3 juillet 2003. Membre de l'Assemblée depuis août 1999, il a été élu Vice-Président en décembre 2002. Avant de devenir Président de l'Assemblée, il a été membre des Commissions de défense, politique et technique et aérospatiale.

L'Assemblée de l'UEO, première assemblée interparlementaire européenne pour la sécurité et la défense, a été créée en 1954 par le Traité de Bruxelles modifié. Ce traité comporte une clause de défense mutuelle semblable à celle contenue dans l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord et lie la sécurité des pays membres de l'UEO à l'OTAN. En outre, il a créé l'Assemblée, composée de 364 parlementaires nationaux de 28 pays, dont tous les pays membres de l'UE et les pays candidats à l'adhésion à l'UE et à l'OTAN. La délégation luxembourgeoise se compose de MM. Marcel Glesener, Gusty Graas et Mme Lydie Err (membres effectifs) ainsi que de MM. Norbert Haupt, Emile Calmes et Mme Mady Delvaux-Stehres (membres suppléants).



L'Assemblée de l'UEO contrôle les activités intergouvernementales européennes dans tous les domaines de la sécurité et de la défense, y compris la coopération en matière d'armements. A la suite du transfert des activités opérationnelles de l'UEO à l'UE, elle assume également la fonction de tribune interparlementaire pour la politique européenne de sécurité et de défense.

Chamber TV

weist all öffentlich Sëtzung
live an integral
mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un



(de gauche à droite) M. Alexandre Krieps, M. Jean Spautz, M. Fred Sunnen, Mme Renée Wagener

NOUVELLES LOIS

4807 - Projet de loi

portant modification de la loi du 2 septembre 1993 créant les conditions requises pour l'application

1. de la loi modifiée du 17 juin 1970 concernant les pratiques commerciales restrictives

2. du règlement n° 17 du Conseil de la Communauté européenne du 6 février 1962, pris en exécution des articles 85 et 86 du Traité de Rome

3. du règlement (CEE) n° 4064/89 du 21 décembre 1989 relatif au contrôle des opérations de concentration entre entreprises

Le projet de loi vise à rendre la législation luxembourgeoise conforme au Règlement (CE) N° 659/1999 du Conseil du 22 mars 1999 portant modalités d'application de l'article 93 du Traité CE. Ce Règlement appelé « Règlement de procédure » précise les modalités de coopération entre la Commission et les Etats membres en matière d'aides d'Etat.

Le projet de loi prévoit d'étendre le champ d'application de la loi du 2 septembre 1993 créant les conditions requises pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives pour organiser le droit d'enquête de la Commission dans le cadre du Règlement de procédure.

Dépôt par M. Henri Grethen, Ministre de l'Economie, le 13.06.2001

Rapporteur: M. John Schummer

Travaux de la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports (Président: M. John Schummer):

11.03.2003 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

02.06.2003 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.06.2003

les marques, signé à Bruxelles, le 11 décembre 2001

Le projet de loi prévoit l'approbation du Protocole portant modification de la loi uniforme Benelux sur les marques, signé à Bruxelles, le 11 décembre 2001.

La directive 89/104/CEE du Conseil des Communautés européennes du 21 décembre 1988 prévoyait de rapprocher les législations nationales des Etats membres sur les marques. Lorsque les trois gouvernements du Benelux ont transposé cette directive en 1992, ils ont opté pour une approche minimale, c'est-à-dire une adaptation de la loi uniforme uniquement sur les points qui s'avéraient être incompatibles avec la directive. Or, la pratique du droit a démontré au fil des années que cette approche ne suffisait pas pour éviter tous les écueils pouvant se manifester dans l'application de la LBM. L'affaire Sabel B.V. contre Puma AG, dont le détail peut être consulté dans l'exposé des motifs du présent projet de loi, en est un exemple phare. Le Protocole sous rubrique entend donc remédier à ce problème.

Par ailleurs, le Protocole prévoit l'institution d'une procédure d'opposition. Ainsi, le Benelux se dotera également, à l'instar des autres Etats membres de l'Union européenne, d'une telle procédure qui a pour objectif de permettre aux titulaires d'une marque de s'opposer à l'enregistrement d'une marque qui pourrait entrer en conflit avec sa propre marque.

L'introduction d'un registre de mandataires en marques doit permettre de créer au sein du Benelux les conditions d'un contrôle plus efficace de la qualification des mandataires en marques et de faire bénéficier les mandataires agréés Benelux d'une qualification qui est reconnue pour l'exercice de leur profession dans d'autres Etats membres de l'Espace économique européen. Les dispositions proposées ne réglementent cependant pas l'accès à la profession de mandataire en marques mais limitent uniquement l'usage du titre de mandataire Benelux en marques aux personnes qualifiées.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 23.07.2002

Rapporteur: M. John Schummer

Travaux de la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports (Président: M. John Schummer):

11.03.2003 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

02.06.2003 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.06.2003

5083 - Projet de loi

sur l'affectation de l'excédent des recettes de l'exercice 2001

Le résultat de l'exercice 2001 se caractérise par les traits suivants:

- le budget courant affiche un excédent supplémentaire de 140,2 millions d'euros

- le budget en capital affiche un excédent supplémentaire de 10,9 millions d'euros

- l'excédent global passe ainsi de 1,3 millions à 152,4 millions d'euros.

Les principales plus-values de recettes sont enregistrées au titre des postes budgétaires suivants:

Impôt sur le revenu des collectivités: +99 millions

Impôt retenu sur les traitements et salaires: +91 millions

Intérêts de fonds en dépôt: +58 millions

Taxe d'abonnement sur les titres de société: +118 millions.

Les moins-values les plus sensibles étaient:

- Part du Grand-Duché dans les recettes communes de l'UEBL en matière de droits de douane et d'accises -87 millions

- Redevances à payer par la SES -42 millions.

L'affectation proposée des plus-values est la suivante:

- Fonds de la coopération au développement +25 millions

- Fonds pour le financement des infrastructures sociofamiliales +20 millions

- Fonds spécial des investissements hospitaliers +40 millions

- Fonds d'investissements publics scolaires +40 millions

- Fonds pour la loi de garantie +15 millions

- Fonds du rail +10 millions

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 15.01.2003

Rapporteur: M. Jean-Marie Halsdorf

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Lucien Weiler):

02.06.2003 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi

06.06.2003 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.06.2003

5122 - Projet de loi

modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de transposer en droit national deux directives européennes concernant la taxe sur la valeur ajoutée, à savoir la directive 2001/115/CE relative à la facturation en matière de TVA et la directive 2002/38/CE sur le régime de taxation des services de radiodiffusion et de télévision, ainsi que de certains services fournis par voie électronique, dont certains éléments n'ont qu'une portée temporaire.

La transposition en droit national de ces deux directives revêt une importance évidente pour le développement du commerce électronique au Grand-Duché.

En ce qui concerne les dispositions communautaires actuellement applicables à la TVA sur les services fournis par voie électronique, elles ne permettent pas d'imposer de manière adéquate ces services consommés dans un Etat membre de l'Union Européenne. Ceci provoque des distorsions de concurrence sérieuses du fait que les services fournis à un client de l'Union par un fournisseur établi dans un pays tiers ne sont pas soumis à la TVA, alors que la détaxation complète des prestations fournies par un prestataire établi dans l'Union Européenne à un client domicilié dans un pays tiers n'est pas assurée dans tous les cas.

Par conséquent, le présent projet a pour objet, en ce qui concerne les services payants de radiodiffusion et de télévision, d'une part, et les services fournis par voie électro-

nique, d'autre part, de déplacer d'une manière générale, pour les opérations à partir et à destination de l'U.E., le lieu d'imposition des opérations «business to business» vers le pays de résidence des clients assujettis.

Les mêmes règles de localisation s'appliquent également à l'égard des services «business to consumer» prestés à partir d'un pays de l'U.E. à des preneurs établis dans un autre pays de l'U.E. ou dans un pays tiers.

Finalement, les services rendus à partir de pays tiers pour le compte de consommateurs finaux («business to consumer») établis dans l'U.E., sont régis de la manière suivante:

- les services fournis par voie électronique sont soumis à la TVA aux pays de résidence des clients (non assujettis);

- les services de télévision et de radiodiffusion, aux pays d'utilisation et d'exploitation effectives du service par les clients (non assujettis).

Ces dispositions ont pour conséquence, d'une part, de taxer les prédites prestations de services au lieu de leur consommation (effective ou présumée), et, d'autre part, d'assurer la complète détaxation des opérations relevant du commerce électronique effectuées par des assujettis communautaires et consommées en dehors de l'U.E., ce qui ne peut que contribuer au développement de la commercialisation de ces prestations à partir des pays de l'U.E.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances, le 24.04.2003

Rapporteur: M. Norbert Haupt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Lucien Weiler):

02.06.2003 Désignation d'un rapporteur
18.06.2003 Examen de l'avis du Conseil d'Etat

Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.06.2003



**Chambre
des Députés**
L U X E M B O U R G

Chamber TV

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Ordre du jour

1. Communication

2. Heure d'actualité au sujet des délais des procès en matière pénale (débat demandé par le groupe LSAP)

(Discussion générale)

3. - Question avec débat N° 29 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la libéralisation du marché des télécommunications

- Question avec débat N° 30 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la libéralisation du marché du gaz

- Question avec débat N° 31 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la libéralisation du marché de l'électricité

4. 4991 - Projet de loi portant modification de certains articles du code pénal

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

5. 5072 - Projet de loi portant

1. modification de l'article 46 et de l'article 56-2 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, et

2. introduction des articles 37-2 et 78-2 dans la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Henri Grethen et François Biltgen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

1. Communication

Ech hunn lech folgend Kommunikatioun ze maachen.

En date du 3 juin 2003 la Chambre a été saisie de la pétition N° 251 de LILUX a.s.b.l. «Contre la brevetabilité des logiciels».

Mir hunn d'Petitioun un déi zoustänneg Kommissioun weidergeleed.

Haut de Mëtteg steet op eiser Dagesuerdung eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Délaie bei de Strofprozesser. Et handelt sech heibäi ëm eng Demande de débat, déi den Här Jeannot Krecké an d'Madame Lydie Err am Numm vun der sozialistescher Fraktioun ugefrot haten an déi duerch Beschloss vun der Presidentenkonferenz an eng Aktualitéitsstonn ëmgewandelt gouf.

D'Riedezäit ass am Artikel 78 vum Chamberreglement festgehalten a gesäit Folgendes vir. Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn 10 Minuten zou, deenen anere Fraktiounen jeeeweils fënnf Minuten, der Sensibilité politique zwou Minuten an der Regierung eng Véirelsstonn. Bis elo si schonn ageschriwwen: den Här Mosar, d'Madame Err, d'Madame Durdu, den Här Henckes an den Här Bausch. D'Wuert huet elo d'Madame Lydie Err.

2. Heure d'actualité au sujet des délais des procès en matière pénale (débat demandé par le groupe LSAP)

Mme Lydie Err (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Sujet, dee mer haut beschwätzen, ass ongefëier esou drësche wéi d'Klima haut. Et ass awer trotzdem net onwichtig, fir op verschidde Saachen anzegoen. Ech hoffen, Här President, dass

Der Versteesdemech hutt, an dass Der bei engem Thema wéi deem heiten, wat ëmgewandelt ginn ass par rapport zu der Ufro, net ze vill streng mat de Riedezäite sidd.

Ech fänken un. De Rapport vun 2002 iwwert d'Justiz, an deem seet de Procureur vun Dikrech, dass ouni de Classement vun den Affären, déi net esou wicteg sinn, d'generell Situatioun, déi scho beonrouegend ass, carrément dramatesch géif ginn.

Ech mengen, dass dat eppes erëmgëtt wat d'Leit och spieren: D'Zäit, déi gebraucht gëtt um Tribunal fir eng Affär um Penal duerchzekréien, ass ze laang. Et gi vill Saache klasséiert. D'Informatioun vun de Victimen - mä deem gëtt jo elo deemnächst opgeholl - gëtt op jidde Fall de Leit dat Gefill, dass d'Transparenz am Justizsystem net déi ass, déi si gären hätten. Et gëtt esou en diffust Insécuritéitsgefill, well d'Leit net genau hannert déi Rideaue gesinn hannert deenen d'Justiz schafft.

D'Ursaache firwat deen Arriéré ëmmer méi grouss gëtt, obschonns gläichzäiteg d'Personal um Tribunal staark opgestockt ginn ass, si vielfälteg. Éischtens emol ginn d'Affären ëmmer méi komplizéiert an déi Spezialisten, déi gebraucht gi fir an der Criminalité économique ze enquêterien, si schwéier ze fannen an et braucht ee ganz laang bis déi Leit, déi agestellt ginn, an där Matière schaffe kënnen.

Et ass och esou, dass d'Prioritéiten um Tribunal esou sinn, dass déi Leit, déi an Ennersuchungshaft sëtze fir d'éischt um Geriicht bäikommen. Also ginn déi Affäre fir d'éischt geholl an da kommen natierlech déi einfach Affären, déi net duerch de Cabinet d'instruction ze goe brauchen, wat zum Endresultat féiert, dass dat wat relativ schnell virugeet relativ einfach an esou gesinn och relativ gesinn onwichtig Affäre sinn, bei deenen den Ordre public op jidde Fall net schrecklech troubléiert ass, während déi komplizéiert Affäre vun deenen deelweis d'Sécherheetsgefill oder d'Onsécherheetsgefill vun de Leit ofhänkt op d'laang Bänk geschubbt ginn.

Da stelle mer nach fest, wa mer déi lescht Procès-verbauxen huelen, wou mer mam Parquet Dikrech a mam Parquet vun der Stad geschwat hunn, dass 70% vum Arriéré judiciaire Circulationsaffäre sinn. Ech denken, dass dat en Element ass, wat ee muss mat a Considérationen huelen, wann ee kucke wëllt wéi dee Mëssstand do kann ophéieren.

Do kënn een natierlech un déi Moyenen denken, déi et géingen erlaben niift dem Classement vun den Affären eng Poursuite pénale ze ginn ouni d'Affären iwwert d'Gericht lafen ze loossen, an dat wär natierlech d'Médiation pénale. Mir hunn awer an eisen Entrevuen héieren, dass d'Médiation pénale par rapport zu dem Gesamtchiffer vun den Affären immens wéineg applizéiert gëtt. De leschte Chiffere vum Procureur d'Etat aus der Stad no hu mer 2002 35.510 nei Affären erakritt; datselwecht Joer sinn iwwert de Wee vun der Mediation 100 Affären eliminéiert ginn. Dat heescht, dass ee vun de Moyenen, dee géing a Dispositioun stoe fir méi schnell mat den Affären virunzekommen, ganz wéineg gebraucht gëtt.

Da muss ee gesinn, dass de Premier 1999 bei der Regierungserklärung ënner anerem de Programm vun der Regierung esou zesummegefaasst huet, dass d'Regierung d'Intentioun hätt all alternativ Prozedure wéi Arbitrage a Mediation weiderzebréngen. Mir stellen awer fest, dass an där Matière do näischt geschitt. Dat ass regrettable aus méi wéi enger Ursaach an ech wëll probéieren déi zesummenzefaassen.

D'Médiation ass bekannt als eng aner Manéier wéi déi üblech bekannte fir e Konflikt ze léisen, sief dat an der Justiz oder ënnert de Privatleit. Et ass awer och, an dat ass vill manner bekannt, e Moyen fir d'Kommunikatioun tëschent de Leit erëm hierzestellen, an am Fong esou och den Zesammenhalt vun enger Gesellschaft domadder ze stäerken, well et fir jiddferen Einzelnen eng Méiglechkeet ass seng eege Problemer, d'Resolutioun vu senger Problemer oder d'Gestioun vu senger Problemer selwer an d'Hand ze huelen amplaz se einfach ze delegéieren.

Vläicht huet dat zu Lëtzebuerg och nach eppes domadder ze dinn, dass et de Leit en général net ze vill schlecht geet, an dass ganz vill Leit Verträge hu mat Assurance-reoursen dran, wouduerch se hir Prozesser bezuelt kréien, wat sécherlech en Deel vun der Erklärung ass, firwat zu Lëtzebuerg inlassablement d'Zuel vun deene klengen Affären, och stroferechtlech Affären, déi um Geriicht passéieren, eropgeet.

Den Développement vun der Médiation pénale wär also och eng Inicitation zur Autonomie vum Bierger, well et hie géif opferdere selwer säin Deel bäizedroen an sech aus deene kritesche Situatiounen an deenen hien dran ass oder dra war oder an déi hie sech eramanövréiert huet erauszebréngen. Et ass awer kloer, dass d'Médiation eleng, och wa se besser fonctionnéiere géing wéi dat de Fall ass, net géif duer goe fir d'Problemer vu Retarden um Geriicht opzeschaffen.

Et géing op jidde Fall awer emol hëllefen, wann iwwert dat eraus, wat am Gesetz vun 1999 steet, eng Reform kéint kommen iwwert de Fong vum Fonctionnement vun der Mediation. Wann, wéi an der Belsch zum Beispill, gläichzäiteg mam Gesetz e Service de médiation um Geriicht selwer geschafte géif ginn, wou an Zesummenarbecht zwëschent dem Parquet, de

Riichteren an deene Leit vum Service de médiation gekuckt gi géif fir Kritären auszeschaffen no deenen d'Affäre sollen an d'Médiation goen. Do kënn och e Suivi gemaach ginn iwwert d'Médiation an och iwwert d'Exécutioun vun deenen Accords de médiation, déi kommen.

Et ass och esou, dass an der Belsch gläichzäiteg op all Tribunal ee Responsable genannt ginn ass fir déi Médiation pénale, an dass och um Ministère Kriminologe genannt gi si fir eppes ze entwéckele wéi eng richtig Politique de médiation criminelle respectivement de justice restaurative.

All déi Saache feelen zu Lëtzebuerg, wéi zu Lëtzebuerg och d'Sensibilisation vun de Professionelle feelt, net nëmme bei deene vum Droit, mä och bei den Enseignanten a bei den Educateuren, fir iwwert dese Moyen social u Problemer erun ze goen. Et feelt d'Formation vun de Professionellen um Terrain trotz dem Master européen en médiation, deen op der Uni Lëtzebuerg dëst Joer ugaangen ass. Deen eleng bréngt et sécherlech net fäerdeg fir Praktiker um Terrain a méiglechst kuerzer Zäit an a genügender Zuel ervirzebréngen.

Ech denken dofir och, dass et net duer geet mat deene puer Saachen, déi ech elo opgezielt hunn, vu Reforme vun der Mediation, wann een net och bereet ass sech d'Moyene vu sengen Ambitiounen ze ginn. Dat ass bis elo op jidde Fall, wat d'Médiation ubelaangt, net de Fall gewiescht, weder wat d'Personal ubelaangt, nach wat d'Suen ubelaangt. Ech wëll dobäi just ee Saz aus dem Reglement zum Gesetz vun 1999 zitieren, wou d'Honorairé fixéiert gi fir eng Mediation a wou den Taux horaire vun enger Mediation manner héich ass wéi den Taux vun der Assistance judiciaire fir en Affekot, deen nach am Stage ass.

Esou développéiert een net Iddien, esou spuert ee keng Suen, well wann een ausrechent wat d'Zäit kascht, déi um Geriicht ka gespuert ginn iwwert de Wee vun enger Mediation, da mengen ech misst een och hei raisonnabel bleiwen, besonnesch da wann ee weess, dass et net duer geet dass déi Leit eng Basisformatioun hunn, mä wa se uerdentlech schaffe sollen, se och eng Zousatzformatioun hunn, fir domadder herno manner ze verdéngen wéi ee Stagiaire an der Assistance judiciaire. Dat ass ganz einfach net realistesch.

Ech wëll hei um Passage de Centre de médiation vum Lëtzeburger Barreau saluéiere wéi Äre Projet de loi, Här Minister, deen Der am Kader vun der Deklaratioun vun der Lag zu der Natioun hei déposéiert hutt iwwert de Statut vun de Victimen an iwwert d'Protection vun den Témoigné viru Geriicht. Dat ass e ganz interessant Gesetz, an ech hoffen dass d'Regierung et fäerdeg bréngt deen Text, dee komplizéiert ass an dee laang gebraucht huet fir ausgeschafft ze ginn, op d'Prioritéiteléicht ze setzen, fir dass et net nach e puer Joer dauert bis mer déi Décision-cadre, déi mer virun zwee Joer, mengen ech, hätte missen ëmgesat hunn, zu Lëtzebuerg och ëmgesat kréien.

Ech déposéieren hei eppes à l'intention vun Justizminister, well ech jo net kann dorobber goen an him dat an de Grapp drécke kann. Et ass eng Invitatioun op e Séminaire iwwert d'Médiation pénale, iwwert d'Theorie an d'Praxis an Europa, wou et wicteg wier, dass vun allen Tribunal déi Leit vum Parquet an déi Riichteren, déi sech mat deenen Affären ofginn, géingen déi Invitatioun do virugereecht kréien, fir sech e bësse schlaue ze maachen zesumme mat Leit, déi an deem Domän scho méi eng grouss Praxis hu wéi dat zu Lëtzebuerg de Fall ass.

Iwwert d'Médiation eraus ass et natierlech esou, dass et misst fir eng Justiz, déi méi no beim Bierger wär, esou sinn, dass all Gesetzesiwwertriedung misst eng systematesch Äntwert kréien, wat net heesche wëllt, dass all Fait eng systematesch Äntwert iwwert en Uerteel kréie soll. Et wär awer lo-gesch, dass och niewent dem Classement eng Poursuite komme géing, an deem Sënn dass zum Beispill direkt no de Faiten oder ganz kuerz Zäit drop en Entretien um Parquet stattfanne géif, op jidde Fall ëmmer dann, wann e Classement envisagéiert gëtt, wann eng Infraktioun do ass, vun deenen d'Faiten unerkannt sinn a wann et eng Victime gëtt, déi e Schued erlidden huet.

De Fait, dass e Mënsch vum Parquet sech géif mat deene Leit zesummesetzen, sech ullauchtere géif wéi d'Situatioun ass, eventuell kucke géif wéi et mat der Indemnitioun vum Schued vun der Victime steet an dann eventuell erkläre géif, dass, wann de Schued bezuelt gëtt, een dann envisagéiere kéint e Classement vun deser Affär ze kréien, da géing een där Victime ëm déi et geet an déi heiansdo net versteet firwat hir Affär net weidergeet vläicht d'Geschneisser vun der Justiz e bësse méi no bréngen an e bësse méi Versteesdemech bei de Leit suscitieren.

Ech denken, dass esou Gesté wéi déi heite beispillsweis an aner Gesté wéi déi, déi am Gesetzesprojet stinn, deen elo viru kuerzem déposéiert ginn ass, dozou bäidroen géifen, dat vaagt oder dat dif-fuust Insécuritéitsgefill sécherlech ze verbessern.

Eng zweet méiglech Äntwert wär a mengen Ae fir Spezialisten ze rekrutieren an matière économique a Comptablen, déi dem Parquet, de Geriichter an den Ennersuchungsriichter haaptsächlech kéinten zur Sait stoen, fir hinne fachméisseg Hëllef ze gi bei der Opklärung vun deene schwierigen Affären, déi jo am mannste schnell weiderkommen, well se eben zäitraubend sinn, well se komplizéiert ginn, well Expertisen a Konterexpertisen kommen a gefrot ginn, déi net ëmmer einfach ze analyséiere sinn. Déi Leit missten net alleguerte Juriste sinn, si missten och net alleguerte verbeamtet ginn, si kéinten awer, mengen ech, dozou bäidroen, dass och déi wicteg Affären hei zu Lëtzebuerg géifen an engem akzeptablen Délai iwwert d'Bühn goen.

(Interruption)

Ech hunn nach zwou Minuten.

(Interruption)

Neen, ech hu keng zwou Minutte méi.

M. le Président. - Kommt zum Schluss, Madame Err.

Mme Lydie Err (LSAP). - Ech hunn nach eng Sait mat zwou Iddien, Här President, wann ech déi nach kéint soen.

Eng aner Méiglechkeet wär déi fir d'Ennersuchungsriichteren ze déchargieren andeem een net ëmmer all Affär am Cabinet d'instruction géing loossen, wou aus iergendwelleche prozeduralen Ursaachen eraus eng Kéier e Mandat vum Untersuchungsriichter huet misse kommen. Da gëtt et eng aner Iddi, déi och de Moment a Frankräich diskutéiert gëtt, dat wär déi Iddi vun Plaidier-coupable oder vun der Transaction en matière pénale, déi een dann op jidde Fall emol undiskutiere kéint, ënnert de Bedingungen, datt d'Faiten unerkannt wären, datt Affekote bei där Négociation do akzeptéiert sinn, wann et sech net ëm Mineuren handelt, wann en Délai de réflexion approprié besteet fir iwwert déi Propositionen do oder déi Négociationen nozedenken a wann et eng Victime ass, déi unerkannt ass an där hire Schuedenersatz ënnerwee ass.

Eng Strof kéint an deem Fall duerch de Parquet proposéiert ginn, wou och de Sursis à semi-liberté kéint dobäi bleiwen an esou kéint ouni en normaalt Stroferiicht, iwwer eng Juridiction mat engem Juge unique einfach deen Accord, deen tëschent dem Parquet an dem Prévenu do erauskomm ass, entérinéiert ginn. Et ass kloer, dass dat misst geschéien, fir dass dee Fait pénal, dee geschitt ass, kann a Considération geholl gi fir de Casier a fir d'Récidive.

Iwwregens hätt dat och missen esou bei der Mediation gemaach ginn, well et weess een elo zum Beispill net, ob eng Mediation bei deemselwechte fir d'zweet méiglech ass, ob et an de Casier kënnt, ob eng Aggravation vun engem Schued eng nei Affär géif opmaachen oder net. Fir all déi Froen do ze léisen, mengen ech, wär et kloer esou Négociation duerch en Uerteel ofzeschleissen.

Déi sechsten Iddi war déi vun der Comparation, ech hu se och kuerz ugeschwat, ech hunn elo keng Zäit méi dorobber anzegoen. Déi Comparation um Parquet géint et sécherlech och erlaben, de Leit déi Prozeduren e wéineg méi schmackhaft ze maache wéi dat normalerweis beim Bierger dobaussen de Fall ass, deen net verstoe ka firwat seng eegen Affär net weidergeet, wann hien eng ähnlech Affär, ähnlech a sengen Aen op jidde Fall, vun engem Bekannte kennt, déi weidergaangen ass.

Et wär villes ze soen ënner anerem och nach zum Punktführerschäin, mä ech hu meng Zäit jo schonn iwwerschratt an ech halen da mat der sechster Iddi op an hoffen, dass déi eng oder déi aner vun deenen Iddi wéinstens eng Kéier d'Honneur kritt vun der Commission juridique, déi jo net begeeschert war fir an dës wichtege Matière emol e Rapport fir haut ze maachen. Och wann dat net sollt de Fall sinn, esou wéll ech heimadder ukënnegen, dass deemnächst aus der sozialistescher Fraktion eng Proposition de loi kënnt iwwer d'Reform vum Mediationsgesetz.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Laurent Mosar agedroen. Den Här Mosar huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi ëmmer méi grous Délaian an de Gerichtsprozeduren, besonnesch um strofretliche Plang, sinn en Thema, dat d'Justiz awer och d'Politik net eréischt säit gëschter an haut beschäftegt. Säit den 80er Joren huet d'Zuel vun den Affäre sech verdräifacht, wat dann och explizéiert firwat d'Retarden, besonnesch am Stroferäich, ëmmer méi grous ginn. Dës ongesond Situation kann och d'Politik net einfach als Fatalitéit akzeptéieren, dëst aus haaptsächlech zwou Iwwerleeungen eraus.

Éischstens déi souwisou net ëmmer positiv Meenung, déi vill Matbierger iwwer d'Justiz hunn, gétt sécherlech duerch déi iwwerlaang Délaian net verbessert. Dobäi kënnt, dass dat wéineg Vertrauen, wat vill Bierger am Allgemengen an eis Institutionen, mä besonnesch an eis Justiz hunn, ëmmer méi zerbréckelt, wat op där anerer Säit erëm verschidde Bierger an hirer Iwwerzeugung verstärkt sech hiert Recht iwwer aner Weeër ze sichen.

Eng zweet Iwwerleeung ass awer déi, dass haut all Bierger d'Méiglechkeet huet fir un d'Europäesch Mënscherechtschour op Stroosbuerg ze goe fir do säi Recht anzekloen an engem raisonnablen Délai säi Prozess kennen iwwer d'Bühn ze kréien. Wann een d'Jurisprudenz vun dëser Cour iwwer déi lescht puer Méint a Joren e

bësse méi eingiebeg studéiert, esou muss ee feststellen dass ëmmer méi Bierger vun dësem Recht Gebrauch maachen, wat dann och dozou féiert, dass ëmmer méi Décisionen och vu lëtzebuergesche Gerichtsbarkeete riskéieren an Zukunft annulléiert ze ginn.

D'juristesche Kommissioun huet sech mat dëser Problematik befaasst an och versicht op Ursachen heivun anzegoen, mä si huet awer och konkret Léisungsvorschläi zesumme mat de Procureuren aus der Stad a vun Dikrech diskutéiert. De Constat, deen een am Beräich vum Strofrecht maache muss, ass deen, dass et eigentlech wéineg Problemer gétt um Niveau vun de Contraventionen a bei Schwéierverbrechen. Do, wou et haaptsächlech Schwierigkeete gétt, ass am Kader vun der Wirtschafts- a Finanzkriminalitéit, wou et oft Joren dauert ier eng Affär endlech verhandlungsraif ass.

Mä och fir dës sécherlech onzefridde Situation gétt et eng Rei vu logeschen Explikationen, déi souwuel mat der ëmmer méi grousser Komplexitéit vun deem Genre Affären ze dinn huet, wat sech souwuel um Niveau vun den Enquêté wéi awer och ganz besonnesch vun den Expertisé weist. Dobäi kënnt, dass um Niveau vun der Instruction déi Leit, déi bei der Police judiciaire mat deenen Dossiere befaasst ginn, net ëmmer déi noutwendeg Formation hunn, déi d'Instruction vun esou komplexen Dossiere viraussetzt.

Wann een dee leschte Rapport d'activité, deen och scho vun der Madame Err hei zitéiert ginn ass, noliest, da stellt ee fest dass haut schonn an der Moyenne all Untersuchungsrichter 200 Dossiere muss instruéieren, an dës Zuel net matgerechent d'Commission rogatoire, déi och Tendenz hunn, besonnesch um Niveau vum Blanchiment, substanzuell an d'Luucht ze goen.

Niewent dës Finanz- a Wirtschaftsdossiere gétt et dann awer och nach eng aner Kategorie vun Infraktionen, déi, och wa se d'öffentlech Meenung net fundamental perturbéieren, dach fir déi betrafte Persounen oft mat villen Onannehmlechkeete verbonne sinn. Ech denken do un Infraktiounen wéi: Vol, Abus de confiance, Faux et usage de faux, déi oft jorelaang an engem Tirang verstëbsen ier se dann no enger Onzuel vu Rappele mat e bësse Chance vun engem Vertrieeder vum Parquet aus deem berühmten Tirang oder Koup erëm erausgekroopt ginn.

Och wann ech vollt Verständnis hunn an novollzéie kann, dass fir de Parquet aner Affäre Prioritéit ageraumt kréien, esou muss een dach gesinn, dass et fir den eenzelne Justiciable oft schwéier verständlech ass, dat säin Dossier, dee fir hie jo souwisou ëmmer deen allerwichtigsten ass, einfach net vun der Plaz kënnt, wat verständlecherweis zu grousser Frustration, besonnesch bei Affären vun esou Infraktiounen féiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn haut an hei d'Zäit net fir am Detail op all Léisungsvorschläi anzegoen, nach wéll ech versichen an deene puer Minuten, déi mer nach bleiwen, kuerz e puer esou Léisungsvorschläi opzesechen.

D'Opstockung vun den Effektiver am Stroferäich ass sécherlech ee Mëttel, an de Justizminister huet jo dann och am Programm plurianuel iwwer déi nächst Joren eng Verstärkung, zum Beispill vun der Police judiciaire vun 20 zousätzleche Persounen, festgeschriwwen. Och um Niveau vum Tribunal a vum Parquet ass et an de leschte Joren zu enger substanzueller Opstockung vun den Effektiver komm vu fënnf op néng Untersuchungsrichter säit 1993 a vu 14 op 19 Leit um Niveau vum Parquet. Begrësse wéll ech och hei d'Aussoe vun eisem Statsminister, deen a senger Deklaratioun zur Lag vun der Na-

tioun och eng Reform vum Statut vum Untersuchungsrichter ugekënnegt huet.

Här President, ech wéll hei awer eindringlech do virdu warnen ze mengen eleng mat der Fuerderung no Opstockung vun den Effektiver, souwuel bei der Police judiciaire wéi um Niveau vum Parquet, géife mer all d'Problemer léisen.

Ech hunn duerfir och wéineg Verständnis, wa vu verschidde Säiten ëmmer erëm duerno gejaut gétt fir méi Leit an der Justiz anzestellen. Et schéngt mer méi fundamental ze sinn driwwer nozedenken, a wat fir enge konkrete Beräicher mer de Fonctionnement vun eiser Justiz kënnte verbessern. An deem Kontext géif ech mer erlaben entre autres dräi Pisten opzesechen, déi mer och an deenen Entrevuë mat de Procureure scho verdéift haten an déi och elo schonn deelweis vun der Madame Err hei énuméiert gi sinn.

Eng éischt Pist ass sécherlech déi ze versichen den Untersuchungsrichter ze déchargéieren an hien net méi systematesch mat allméiglechen Affären ze befaassen. Hei kënnt ee sech um Modell vun de franséischen, respektiv de belsche Parqueten orientéieren, déi eng ganz Rei Dossiere guer net méi bei den Untersuchungsrichter iwwermëttelen, mä se direkt vun der Police, respektiv vum Parquet instruéieren loosse. Dëst géif eis et also erlaben, dass den Untersuchungsrichter sech an Zukunft net méi misst mat all Bistroskläpperei befaassen, mä sech kéint op déi wichtege Dossiere konzentréieren.

Eng zweet Option ass d'Méiglechkeet vun der Transaction am Stroferäich. Och dëst schéngt mer en interessante Wee ze si fir verschidde Juridictionen ze entlaaschten. Nach muss een awer genau iwwerleeë wat fir eng Zort vun Affären een iwwer esou eng Transaction kéint aussergerichtlich arrangéieren.

Eng drëtt Pist wär dann déi vun deene sougenanntene Procédure accélérées - d'Madame Err huet schonn dovun geschwat -, wou den Auteur vun enger Infraktion schonn e puer Deeg nodeem hie seng Dot begaangen huet vun engem Geriicht jugéiert gétt. Dës Prozedur, déi notament a Frankräich mat engem gewëssenen Erfolleg applizéiert gétt, wërf natierlech eng Rei vu méi fundamentale Froen op, besonnesch wat d'Rechter vun der Verteidigung ugeet.

Ech si mer dann och bewosst, dass dës Procédure accélérée keen Allheilmittel ass, mä awer trotzdem kann an enger Rei vun Infraktionen, wou e flagrant délit virläit, zum Beispill géint de Code de la route oder bei Kläppereien, relativ schnell an ouni laang Infraktionen en Uerteel ergoen.

Den Avantage vun esou enger Prozedur läit sécherlech op dem educativen Niveau, well een Uerteel, respektiv eng Strof, déi esou en Uerteel festhält, erwisenermoosse manner dissuasive ass wat den Zeitpunkt heivu méi wäit ewech ass vun deem, wou d'Dot begaange ginn ass.

Här President, dëst féiert mech dann zu mengem allerleschte Punkt, nämlech deem vum Statut vum Affer. Och dëst ass e wichtege Mosaiksteen an engem gutt funktionnéierende Justizapparat. Bis elo ass leider Gottes d'Affer, besonnesch vu Gewaltverbrechen, oft nëmme als noutwendeg Iwwel an engem Stroprozess considéiert ginn, wou et just als Zeie kann aussoen a soss absolut keng anerlechter huet, ausser et géif sech dann Zivilpartei constituéieren.

Bei all Infraktion gétt et en Täter an en Affer an d'Rechter vum Affer

mussen eis mindestens esou wichtig si wéi déi vun Täter. Duerfir begrësse meng Fraktion an ech selwer d'Initiativ vum Justizminister, dee viru kuerzem e Gesetzesprojet iwwer just dee Statut vum Affer hei déposéiert huet.

Eng gutt funktionnéierend Justiz gétt net nëmme dorunner gemooss wéi schnell an effizient hir Prozedure funktionnéieren, mä och virun allem wat fir e Stellwäert si dem schwächste Glidd an der Prozedurketten, nämlech dem Affer, zoumoosst.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als nächst Riednerin ass d'Madame Agny Durdu agedroen. D'Madame Durdu huet d'Wuert.

Mme Agny Durdu (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir bei dësem Thema a fënnf Minuten den Tour d'horizon ze maachen ass relativ komplizéiert, mä ech probéieren nawell et am Stenoverfahren ze maachen.

Mir hunn am Fong geholl d'Problematik vun eisem Système juridique an zwou Kommissiounen beliicht, nämlech an där vun der Commission des pétitions, wou mer am Fong geholl méi d'Justiz beliicht hu vun den Ae vun der Victime aus, an an der Commission juridique, wou mer ënnert anerem déi zwee Procureuren, de Procureur général aus der Stad an de Procureur vun Dikrech, gehéiert hunn.

Ech gi besonnesch op de leschte Volet an a ganz besonnesch wann een déi zwee Procureure kennt, da weess ee mat wéi vill Engagement déi zwee hirer Tâche journalière nokommen a mat wéi vill Engagement dat se schaffen.

D'Iwwerleeungen an d'Retarden, déi mer an der Matière pénale considéieren a feststelle kënnen, sinn op e puer Grënn zréckzeféieren.

Et ass festgestallt ginn, dass am Domän vun de Contraventionen an an deem, wat een nennt Crime de sang, d'Instruktion relativ séier vonstatten geet. Méi komplizéiert gétt et soubal d'Affären e bësse méi komplizéiert ginn. Besonnesch d'Criminalité économique et financière, d'Criminalité en col blanc, wéi se ëmmer genannt gétt, ass deen Domän, wou am Fong geholl d'Instruktion sech am längsten an d'Jugementer sech och am längsten hincéien. Firwat ass dat esou?

Dat ass am Fong geholl e Froekomplex, dee komplizéiert ass. Éischstens ass et esou, dass d'Affären am globale Volume ganz einfach zouhuelen. Mir hunn nun emol eng ekonomesch a wirtschaftlech Plaz, déi grous ass, da ginn d'Infraktionen natierlech och an d'Luucht. 70% vun den Infraktionen iwwerhaupt sinn Infraktionen um Code de la route. Dann ass et natierlech esou, dass déi Dossieren, wou Détections provisoires dra sinn an do wou eng Commission rogatoire gefrot ginn ass, absolut Prioritéit kréien, an dann ass et automatesch dass all déi aner Affären erëm hannen op de Koup rutschen.

Dann ass et natierlech och esou, dass bei ganz villen Dossieren, wou Delikter sinn, Expertisé gefrot ginn. Wann een Expertisé seet, da ginn et erëm Konterexpertisen. All déi Affären de col blanc, do geet et gewéinlech ëm ganz vill Geld, dat bedeit dass ganz vill Recoursen an erëm Konterrecoursé gemaach gi vun den implizierten an interessierte Parteien. An dann ass et natierlech esou, wat och ewell heibanne festgestallt ginn ass, dass all Affäre vun engem bestëmmten Degré an iwwer de Büro vun engem Instruktionsrichter lafe mussen.

De Problem ass deen dass festgestallt gétt, dass an der Moyenne en Instruktionsrichter 200 Affäre pro Joer suivéiere muss, esou dass ganz dacks hir Aarbecht momen-

tan doranner besteet, dass si d'Retarde géieren, wat natierlech och keng flott Missioun fir si ass a wou och si méi wéi eng Kéier d'Flemm kréien, wa se mengen elo hunn ech mech kënnen an en Dossier aschaffen, da kënnt erëm iergendeng Commission rogatoire oder eng aner wichtege Affär, wou eng Détention préventive ass a wou dann och mussen déi néideg Décisionen geholl ginn.

Dann ass et natierlech esou, dass all Prozedure virum Untersuchungsrichter leien an och d'Police judiciaire natierlech Problemer hu fir deenen opgestockten Dossieren alleguerten nozekommen.

D'Léisungsvorschläi, déi ech am Numm vu menger Fraktion virbréngen wollt, iwwerschnede sech a villem net ze deenen, déi d'Madame Err an den Här Mosar de Mëtteg elo ewell hei virgedroen hunn. Éischstens sinn et d'Infrastrukturen, déi mer mussen de Geriichter zoukomme loosse: Infrastructures immobilières et mobilières, wéi ech se emol géif betitelen. Ech menge mir wësse jo all, dass et nach wäert Joren daueren ier mer eis Gerichtsgebaier do stoen hunn. Dat léisst eis net aus der Verantwortung, dass d'Infrastructure mobilière onbedéngt klappe muss. Ech denken do besonnesch u Computeren, déi onbedéngt mussen eise Magistraten an ausrechender Zuel an zu hirem vollste Versteesdemech dohinner gestallt ginn, fir dass si domat schaffe grad esou gutt wéi déi en col blanc, well déi sinn natierlech extrem gutt organiséiert an déi wësse ganz dacks och extrem gutt domat ëmzegen.

Da kommen ech op ee Volet, deen och net ze ënnerschätzen ass, dass ass menger Meenung no d'Ausbildung an och d>Weiderausbildung vun de Magistraten. Dat ass e Volet, deen net ze ënnerschätzen ass an deen onbedéngt organiséiert gi muss. Ech weess net, ob mer sollen driwwer nodenke fir eng Ecole de la magistrature hei am Land ze maachen, mä nach ass d>Weiderbildung menger Meenung no och en Thema fir d'Magistratur, fir all Berufszweig, och fir si. Wann een elo seet Weiterbildung, dann ass et ee Problem, deen dann elo kënnt, an dat ass dee vum Opstocke vum Personal.

Ech begrëssen et hei ausdrécklech dass e Projet de loi deponéiert ginn ass, wou dräi Untersuchungsrichter heien an der Stad bäikommen, mä ech mengen dass dat eleng net duer gétt, besonnesch wann ee vu Weiterbildung schwätzt. Weiterbildung maachen natierlech d'Magistraten och nëmme, wa se sécher sinn, dass während där Zäit hire Service viruleeft. Wann de Service während där Zäit dann hält, wou si hir Formation sollen offréiert kréien, da muss een och all Magistrat verstoen, dee seet: Neen, ech maache léiwer meng Dossieren, wéi dat ech ech weess net wouhi gi fir eng Formation mat ze maachen.

E spezielle Problem vun der Magistratur vun Dikrech wollt ech awer och signaléieren. Déi hu vläicht manner de Problem an der Magistrature debout, mä déi hu méi e grouse Problem an der Magistrature assise, wou de Problem esou ass, dass si an der Magistrature assise relativ ënnerbesat sinn, wat dozou féiert, dass déi vum Pénal ganz dacks mussen iwwergräifen op den Zivil an op de Commercial, ganz dacks och Juge de la jeunesse spille mussen, esou dass si dann do Retarde kréien.

Ech mengen, ier dann zu Dikrech d'Kand definitiv am Pëtz läit, sollt een och vläicht do déi néideg Messuren ergräife fir hinnen zurzäit ënner d'Äerm ze gräifen, ier et definitiv do ze spët ass.

Dann ass et natierlech och esou dass ech der Meenung sinn, dass mer mussen un eise Prozedure schaffen. Éischstens an der Mediation, do krute mer effektiv vum Procureur général hei aus der Stad gesot, dass do relativ wéineg drop

zréckgegraff gëtt, ënner anerem och well do relativ onkloer ass, wéini datt ee soll, duerf oder muss op déi Prozedur zréckgräifen. Ech sinn der Meenung, dass mer dat Gesetz nach muss reforméieren. Wann dat sollt de Problem an deem dote Beräich sinn, da sollt een och d'Prozedur vereinfachen.

Hei ass elo gesot ginn, bei all Geleeënheet muss den Untersuchungsriichter agräifen. Ech sinn och der Meenung, datt et e ganze Koup Affäre gëtt, wou net onbedéngt muss eng laangwiereg Prozedur an eng laang Instruktioun sinn, also sollt een no Méiglechkeet och do dem Instruktiounsriichter seng Aarbecht erliichteren oder hie souguer dovunner entbannen, mä dat hänkt ëmmer vun den eenzelne Fäll of, well ech mengen eng Instruktioun muss ëmmer à charge et à décharge jo vun Inculpé gemaach ginn, also d'äerf een d'Wichtigkeet vun engem Instruktiounsriichter kengesfalls ënnerschätzen.

Dann ass et och esou, datt mer eis mussen dozou hilloossen och vläicht op Prozeduren zréckzepräifen, wou mir eis e bësse schwéier domadder dinn, well se eis friem sinn. Ech denken un d'Transactionen. Ech denken un d'Comparation immédiate, wou mer da gesot kréie Comparation immédiate, jo, mä normalerweis gëtt e Procès-verbal geschriwwen an da muss deen zirkuléieren an da sinn ewell gewéinlech dräi Méint vergaangen. Och do misst ee sech vläicht da Moyenen zoukomme loosse bei bestëmten Affären, wou d'Faité kloer sinn, datt een nawell mat Comparations immédiate fuere kann.

Dann d'Transactionen. Ech wëll elo net onbedéngt op den amerikanesche System erauskommen, wou Onsumme Geld da bezuelt ginn. Ech mengen, dat ass net onbedéngt d'Léisung par excellence, mä och do sinn ech der Meenung, datt d'Transactionen en Thema sinn, wat een net sollt ënnerschätzen.

Dann och e franséische System, dee vum Aveu, wou een Inculpé, wann en den Aveu mécht, zu enger méi niddreger Strof dann och condemnéiert gëtt. Ech mengen, dat sinn alles Moyenen déi ee kann a soll ergräifen, déi een op alle Fall soll studéieren, esou datt ech mech an deem Sënn och meng e Virriedner hei uschleissen.

Zum Ofschloss wollt ech soen: Wann och eng DP, awer net nëmmen d'DP, mä iwwerhaupt d'Parteien an enger Demokratie vun engem Rechtsstat schwätzen, da muss mer och dem Rechtsstat déi néideg Moyene ginn an déi néideg Méiglechkeete gi fir als Rechtsstat ze fonctionnéieren. Ech mengen, déi Lacunen, déi do sinn, muss mer dann och esou séier wéi méiglech opgräifen, well déi jorelaang Instruktiounen, déi een heiansdo huet, wou dann d'Zeien entweder gestuerwe sinn, respektiv sech net méi un d'Faiten erënnern, sinn net am Intérêt vun Inculpé, ...

(Coups de cloche de la Présidence)

... well net all Inculpé ass dorunner interesséiert dass säin Dossier schleeft, respektiv verschleefe gelooss gëtt. Ech mengen, et ass virun allem net am Intérêt vun der Justiz an hirer Glafwierdegkeet, well wann dobaussen am Vollek oder dobaussen beim Commun des mortels bis d'Bild entstee: Ah jo, déi déck Fësch, wann et bis komplizéiert gëtt, da loosse se déi léiweschwamme wéi sech an eng Instruktioun eranzeginn, an déi kleng Fësch kréien op d'Fanger geklappt. Wann dat Bild bis dobaussen entstanden ass, datt ass net gutt, dat ass menger Meenung no net positiv an deem solle mer mat Zäit entgéint wierken.

Ech soe merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een an de leschte Joren d'Rapports d'activité gelies huet vum Ministère de la Justice an haaptsächlech vum Parquet, an dat elo scho bal iwwer zéng, fofzéng Joer laang, da gesäit een, datt sech ëmmer ganz batter beklot ginn ass iwwer d'Lenteure vun der Justiz.

Dat huet Tradition. D'sozialistesche Kollege wëssen dat nach vun der Zäit, wou se an der Regierung waren, esou datt an där ganzer vergaangener Zäit net vill geschitt ass. Et ass elo, well d'Délaie wierklech ze vill grouss gi sinn an der leschter Zäit, vun der Regierung d'Initiativ geholl gi fir verschidde Leit anzestellen, mä fundamental huet sech awer näischt geännert a wäert sech och näischt änneren. Wuerfir? Well mer elo schonn unhand vun e puer Zuele kënnen gesinn, datt d'Donnéen net esou liicht ze léise si mat nëmmen e puer Leit méi an der Magistratur.

Bei den Délité waren am Exercice 1999/2000 831 Informatiounen, zwee Joer méi spéit sinn et der 1.873 an 327 Commissions rogatoires. Et gesäit een, datt ongeféier d'Halschent nëmme vun deenen Informatiounen, déi vum Untersuchungsriichter gemaach ginn, effektiv am Laf vum Joer fäerdeg gestallt ginn.

Am schlëmmsten ass et bei der Criminalité économique et financière. Do gesäit een, datt wann d'Affär nëmmen e bësse méi komplex ass, da geet iwwerhaupt näischt méi, dann dauert et sechs, siwen, aacht, néng, zéng Joer. Et ass do, wou alleguerten déi Leit, déi d'Affär si vun esou Faiten, sech iergereen a wou Lëtzebuerg scho widderholl condemnéiert ginn ass vum Tribunal des Droits de l'Homme zu Stroosbuerg. Ech mengen do mussen och manifestement Ännerunge kommen. D'Médiatioun wäert op jidde Fall bei der Criminalité économique et financière et financière et financière a bei deene meeschten Delikter, wou e Juge d'instruction ageschalt gëtt, näischt léisen.

Wat ee muss vir huele, dat sinn déi Saachen, déi mer elo scho jorelaang hei fuerderen, an zwar datt ee fir d'éischt verschidde Prozedur simplifizéiert fir zum Beispill an der Criminalité économique et financière net all Kéiers iwwer all Deel vun engem Delikt kënnen oder missen ze instruéieren, mä deen Abléck, wou e faux bilan beispillsweis festgestallt ginn ass, schonn eng Condamnatioun erfollege kann, an datt een net nach aner Saache fir d'éischt duerchziehe muss. An där Zäit gesäit een nämlech, datt déi Persoun, déi inculpéiert ass, ganz oft nach mat weidere Geschäfte handele kann. Wa se condemnéiert wier, da wier hir all ekonomesch, all wirtschaftlech, all kommerziell Aktivitéit ënnerbannen.

Da gesäit een och, datt de Problem ganz grouss ass bei dem Personal vun der Police judiciaire, speziell bei deem vun der Section économique et financière. Et ass do wou massiv investéiert gi muss. Da muss och gekuckt gi fir d'Accèsen un déi Données administratives, déi bestinn, iwwer Internet oder Intranet ze facilitéieren, anstatt datt wéinst esou Problemer d'Enquêtes onnëtz verlängert ginn.

Et ass vläicht nach wichtig, datt wann en Zeien an enger Affär am Prisong gehéiert gëtt, an enger Affär wou hie selwer net riskéiert inculpéiert ze ginn, dat oni Ordonnance vum Juge d'instruction geschéie misst. Et gesäit een heiansdo, datt wéinst esou enger Affär e ganzen Nomëtteg verluere geet fir zwee Instruktoren, fir een eenzege Témoïn am Prisong ze héieren. Ech mengen och, datt ee misst envisagéiere fir de Juge unique bei

verschidde Infraktiounen nach weider auszedehnen.

Dat waren déi Problemer, déi bestinn, an dat waren déi Suggestiounen, déi mer wollte maachen. Ech hoffen, datt d'Regierung no deene villen laange Joren, wou mer all Kéier datselwecht monéiert hunn, nach weider Efforte mécht fir dat dote kënnen an d'Rei ze bréngen.

D'Leit dobaussen erwaarde sech vun ons, datt mer eng gutt Justiz hunn, an déi hu mer augenblécklech um Niveau pénal, wat d'Durée ugeet, net.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Här President, ech wëll fir d'éischt ufänken ze schwätzen iwwer déi Affären, déi mat Juges d'instruction instruéiert ginn, wat sécherlech e grouse Problem duerstellt aus e puer Grënn.

Ech ginn dem Här Mosar sécherlech Recht, wann hie seet, datt et falsch wier fir sech et einfach ze maachen an nëmmen ze soen dat hätt domat ze dinn, well bei de Juges d'instruction e Manque u Personnel do wier, mä ech muss him awer dobäi soen, datt dat awer sécherlech och en Deel vum Problem ass, och wann et nach e puer anerer dobäi gëtt, op déi ech nach wäert ze schwätze kommen.

Well wann ech gesinn, wat fir eng Situatioun mer do virfannen, da muss mer feststellen, dass d'Juges d'instruction de Moment éischtens vill ze vill Dossier hunn, dat si och gläichzäitig nach mussen d'Verhéiere maachen, datt si oft, wéi den Här Mosar selwer hei richteg bemierkt huet, konfrontéiert si mat komplizéierte Situatiounen, och duerch eis Finanzplaz, wou oft Commissions rogatoires internationales unhängeg sinn a wou Recherchen noutwendeg sinn am Ausland, déi jo net kënnen gemaach gi vun deenen dote Juges d'instruction selwer, mä déi da vun auslännesche Juges d'instruction gemaach ginn.

Wann een da weess, zum Beispill de Fall datt se oft am Ausland net onbedéngt als déi gréisste Prioritéit ugesi gëtt vun deene betreffende Juges d'instruction, an dann ass et och kloer datt eleng dat beleet, datt eigentlech déi Juges d'instruction, déi mer de Moment hunn, och vun der Zuel hier, nach ëmmer net ausräichend sinn, vu och d'Komplexitéit vun den Dossier, mat deene se konfrontéiert sinn.

En anere Problem ass zum Beispill deen, datt se de Moment funktionéieren andeem se eng Permanence hu wou se all Woch rotéieren, dat heescht all Woch huet en anere Juge d'instruction Permanence, wat dozou féiert datt dee quasi op Abruf ëmmer muss prett sinn, wat weider dozou féiert datt all nei Dossier, déi während där Woch erakommen, fir d'éischt bei dee kommen, an dee muss dann d'Aarbecht weider verdeelen, wat natierlech erëm dozou féiert, datt deejéineg während där Woch warscheinlech a sengen eegenen Dossier net vill ka maachen, wat och net dozou bäidréit, datt et méi séier geet.

Da kënn nach derbäi, datt vill Dossier oft ënnerschat ginn an do duerch och verschidde Délaie falsch gesat gi wéi d'Affären ofgewéckelt solle ginn. Mir hunn dat an deene leschte Joren oft misse feststellen, datt mer eng ganz Rei Affären haten, déi immens laang gedauert hunn, well sech komplett verschat ginn ass vun Ufank u bei der Opstellung iwwer d'Envergure an d'Komplexitéit vun den Dossier, an dat huet natierlech direkt mat deem anere Volet ze dinn, deen och schonn ugeschwat ginn

ass, nämlech datt eigentlech net genuch Leit do sinn déi spezialiséiert si wat hir Formatioun ubelaangt, haaptsächlech an der Wirtschaftskriminalitéit, wat jo ee Volet ass mat deem mir zu Lëtzebuerg vill konfrontéiert sinn a wou eiser Meenung no net genuch Leit déi adequat Ausbildung hunn, fir do kënnen anzesprangen. Dohier kann et dann och kommen, datt oft Dossiere falsch ageschat ginn.

Donc misst ee sech natierlech d'Fro stellen, datt et net nëmmen drëms geet driwwer ze diskutéiere fir méi Juges d'instruction anzestellen, respektiv doriwwer eraus de ganze Greffe vum Juge d'instruction, wéi een deen nach weider étofféiert mat Ressources humaines, déi och gewëssene Qualifikatiounen mussen entsprechen, fir de Juge d'instruction kënnen a senger Aarbecht ze ënnerstetzen.

Dann ee Problem, deen oft virkënt, deen een oft héiert am Juristemilieu, datt vill Verspéidunge komme well d'Rapporte vun der Police carrément vum juristesche Standpunkt hier voller Mängel sinn oder schlecht verfaasst sinn, an d'Affären dofir oft hin an hier ginn. Dat muss een einfach hei soen. Dat ass net onbedéngt eng Saach vu schlechtem Wëlle vun deene Policebeamten, mä dat huet och ze di mat der Formatioun vun deene Leit. Dat heescht hannert deem ganze Problem verstoppt sech och e gudden Deel Formatioun, déi verolleséiert ginn ass bei de Leit, vun enne bis uewe vun der Echelle, déi bei den Instruktiounen tätég sinn. Och do misst een eng Kéier sech iwwerleeën, wéi een do eng aner Situatioun geschafte kritt, fir datt déi dote Mängel kënnen behuewe ginn. Et muss een usetzen um Niveau vun der Formatioun.

Dann dee Volet vun Affären, wou kee Juge d'instruction implizéiert ass. Et ass scho vun e puer Leit hei ugeschwat ginn. Et gëtt am Ausland Méiglechkeeten, wéi ee ka vereinfacht Prozedur schafen. Och mir sinn der Meenung, datt dat déi richteg Weeër sinn. Zum Beispill dee vun der aussergerichtlecher Transaktioun, haaptsächlech bei ganz kleng Vergehen. Mat Sécherheet ass dat ee Wee, deen ee muss analyséieren an deen ee muss goen, well et ass net aliichtend firwat bei verschidde Saachen, déi total evident sinn, déi och emol net vun dem Inculpé a Fro gestallt ginn, do nach muss laang Rapporten an Enquêté gemaach ginn, firwat et do net méi séier iwwer eng vereinfacht Prozedur kann zu engem Jugement kommen. Sécherlech sinn dat, niwint deem anere Volet vun der Médiatioun, déi d'Madame Err hei ugeschwat huet, zwee Punkten, déi vill kënnen dozou bäidroen fir eis Gerichter insgesamt ze entlaaschten, an doduerch et insgesamt dozou bäidroen, datt d'Prozedur méi séier ginn.

Wou mir méi skeptesch sinn a wat den Här Mosar och ugeschwat huet, ass dat vun der Procédure accélérée. Hien huet selwer zwar och eng Rei Reserven hei ugemellt, haaptsächlech Reserve well e sech Suerge mécht ëm d'Rechter vun der Verteidigung. Dat sinn och déi Suerge, déi eis éischerter méi skeptesch maachen, wann een d'Erfahrungswäerter aus Frankräich kuckt, wou dat dote jo haaptsächlech ugewannt gëtt. Et huet een do och oft Situatiounen, déi alles aneschtens wéi gutt si fir eis Justiz, an dofir géinge mer dat awer éischerter mat gréisster Reserv betruuchten a mat gréisster Virsiicht ugoen. Et ass éischerter op deenen anere Punkten, déi ech virdrun opgezielt hunn, wou Handlungsbedarf besteet.

Et sinn eng Rei Efforten an deene leschte Méint a Jore gemaach ginn, och vun deeser Regierung, wou der awer nach ze maache sinn, an ech meng bei alle Riedner eraus gehéiert ze hunn, datt eigentlech een Accord besteet. Mir géingen dofir hoffen, datt d'Regierung géing relativ séier Proposen

op den Dësch leeën, an da kéime mer och relativ séier an engem Konsens do weider, fir datt mer dee Malaise kéinten aus der Welt schaffen.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Justizminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut de Mëtteg gëtt hei eng wichteg Problematik ugeschwat, fir déi et allerdéngs keng einfach Léisung gëtt. An ech muss och zouginn, datt net nëmmen d'Wieder et schwierig mécht fir heiriwwer am Parlament ze debattéieren, mä och den Inhalt vun der Debatt, well fir iwwer déi eenzel Artikelen vum Code d'instruction criminelle ze debattéieren ass d'öffentlech Sitzung vum Parlament net déi beschten an einfachste Plaz, mä ganz sécher méi eng Kommissiounssitzung, wou ee kann Artikel fir Artikel duerchuelen.

Dobäi kënn oft d'Schwierigkeet, déi een an deesem Dossier och huet als Justizminister, fir zu verschidde Punkte Stellung ze huelen, déi ganz kloer an der Kompetenz vun der onofhängeger Magistratur leien. Ech maachen dofir bewosst de Mëtteg keng Aussoen, déi an deem Kontext kéinten an der Kompetenz vun de Riichter sinn, fir déi se eleng zoustänneg sinn.

Mir halen all op d'Séparation des pouvoirs, an déi dierf hei net touchéiert ginn. Do, wou mir zoustänneg sinn, dat si verschidde organisatoresche Aspekter vun der Justiz, an dat ass d'Législatioun. Et ass iwwer déi Punkten, wou mer kënnen heibannen diskutéieren.

Ech begrëssen déi ganz konstruktiv Interventiounen, déi de Mëtten hei gemaach gi sinn, an déi sech effektiv, wéi den Här Bausch dat elo grad ënnerstrach huet, op ville Punkten iwwerschneiden. Ech wëll just, datt mer e realistesch Bild vun der Situatioun hunn. Et ass net esou, wéi Verschiddener datt gemengt hunn, datt d'Retarden enorm zougeholl hätten. Retarde gëtt et bei deene ganz komplizéierten Affären. An ech soen lech, datt ech an deene leschte Wochen, och en préparation vun deesem Débat, Débat, dee jo schonn e puermol festgeluecht ginn ass an notament wéinst menger heiansdo verluicht huet misse ginn, mat auslännesche Kolleegen doriwwer geshwat hunn, an déi sote mer alleguerten, datt et keng einfach Léisungen zu deem dote Problem gëtt an datt si alleguerten bei deene komplizéierten Affären, an notament an der Matière de criminalité économique et financière, déi gréisste Schwierigkeeten hunn.

Kuckt och nëmmen déi ganz berühmten a vill publizéiert Prozesser am Ausland an deem Beräich. Kuckt déi, déi a Frankräich de Gouverneur vun der Banque de France betreffen. Kuckt déi, déi an Italien den aktuelle Premierminister betreffen. Kuckt emol eng Kéier wéi laang déi Faiten zréckkleien. Dat ass einfach, well et enorm komplizéiert ass. Ech kéint lech 50 där Affären zitéieren, déi déi aner Ministere mir genannt hunn, déi gesot hunn, dee Moment, wou et an der Finanzkriminalitéit ganz komplizéiert gëtt, do brauch een einfach schrecklech laang Zäit.

Dofir wëll ech einleitend am Fong soen, datt do, wou d'Problematik ass, mir alles muss maache fir se ze verbesseren, mä et dierf een net d'Illusioun opkomme loosse, datt wa mer elo dräi, véier Ännerunge virhuelen, déi de Mëtten hei am grouse Konsens diskutéiert ginn, wat iwwregens Suggestiounen sinn, déi d'Procureuren zum Deel selwer gemaach hunn, an déi ech och deelen, datt dann op eemol am nächste Joer déi Retarden net méi do wären. Déi sinn an der Natur vun der Saach. Dat géing ech gärën ënnersträchen, grad esou wéi ech hei wëll ervirhiewen, datt bei

deene klenge Strofdoten a bei deenen Delikter, wou keng komplizéiert Enquêté muss gemaach ginn, extrem gutt geschafft gëtt, an een och do soll dat Positiivt ervirsträichen.

Et ass normal, datt een op d'Problemer hiweist. Ech maachen also do kengem e Reproche. Ech géng awer och gären ennersträiche wéi vill Aarbecht gemaach gëtt. Ech hunn zum Beispill gekuckt, wat an deenen dräi éischte Méint vun dem Joer op de Gerichter, nëmme Penaljustiz, gesprach ginn ass.

En matière criminelle sinn dat aacht Condamnatiounen. En matière correctionnelle an dräi Méint vun dem Joer 1.066 Jugementer. A vun de Juges de police sinn an deenen dräi éischte Méint 1.515 Décisiounen en matière de police geholl ginn. Dat ass net fir ze soen, datt et keng Problemer gëtt, mä dat ass fir enger équilibréierter Presentatioun op déi vill gutt Aarbecht déi gemaach gëtt, vun där d'Zeitungen net voll stinn, hinzeweisen. Dobäi kënnen, an doriwier schreien d'Zeitungen a schwätzen d'Radioen, an dat ass och normal, eng ganz Rei Prozesser, déi dagdeeglech virkommen an déi och beweisen - dat gesidd Dir an der Berichterstattung - wéi komplizéiert d'Enquêtes doriwier waren. Wann Der an deene leschte Wochen d'Actualité judiciaire suivéiert hutt, da gouf et eng ganz Rei vu Prozesser, wou ee gemierkt huet, datt d'Missionen vun der Instruktioun, dat heescht vum Untersuchungsrichter a vun der Police judiciaire, fir d'Faiten an d'Auteurs ze fannen, extrem komplizéiert war, an trotzdem sinn déi bis zum Prozess komm. Do gëtt also ganz vill a gutt Aarbecht gemaach fir déi d'Regierung dankbar ass.

Et ass net e Mangel u politescher Volontéit fir déi Délaié bei deene ganz komplizéierten Affären ze reduzieren, et ass e Problem vum Inhalt dovunner.

Mir wäerten also weiderfuere op deem Wee, dee mer ageschloen hunn. Well net d'accord kann ech si mat deem wat hei de Verrieder vum ADR gesot huet, andeem e gesot huet, zënter Jore gëtt dat hei mentionnéiert an et geschitt näischt.

Ech hu gesot: a) éischtens geschitt eppes, b) och wann eppes geschitt ännert dat net onbedéngt d'Problematik, wéi gesot, soss géng an deenen anere Länner, well et ass jo nëmme zu Lëtzebuerg wou d'CSV regéiert, jo alles funktionnéieren an hei fonctionnéiert et net. Dir hutt gesot, et geschitt näischt, an et ass just op dee Punkt wou ech, Här Henckes, wollt zrëckkommen. Do soen ech lech wat geschitt.

Zum Beispill wat de Budget ubelaangt: '99 ware ronn 50 Milliounen Euro am Budget, dëst Joer sinn et ronn 75 Milliounen, dat ass e Plus vu 50%. Dat ass och well, esou wéi d'Madame Durdu mat Recht gesot huet, den Equipement, well et si jo virun allem d'Personalkäschten an den Equipement, Informatioun vum Geriicht, datt do intensiv drop geschafft gëtt, dat kascht, a mir deelen déi Meinung, datt een op deem Wee muss weiderfuere. Dobäi kënn jo dann de Budget vun der Police, well ganz vill vun deene komplizéierten Enquêté gi jo net vun der Justiz gemaach. D'Justiz léiert se un, d'Justiz decidéiert se, mä si ginn exekutéiert vun der Kriminalpolizei, der Police judiciaire, an et ass och dofir wou mer esou wuel d'Police judiciaire wéi d'Magistratur budgetär substanzuell gehéicht hunn.

Zweetens d'Zuel vun de Magistraten. Mir haten 1999 eppes 160 Riichter. Mir hunn der haut 183. Dës Chamber huet dee Gesetzesprojet gestëmmt, deen d'Regierung proposéiert huet, d'Zuel vun de Riichter an dëser Legislaturperiod ëm 22 eropzesetzen, plus 28 Fonctionnaires, déi administrativ Aarbecht um Geriicht maachen. Ech wëll hei ennersträichen, datt

mer um Niveau vum Parquet économique substanzuell Renforten higesat hunn. Also och an der Zuel vum Personal ass et niewent dem Budget déck eropgaangen.

Mir hunn zum Beispill dofir konnten eng nei Chambre correctionnelle beim Geriicht bäiféieren. Dat zitt mat sech datt mer och méi Uerteler kritt hunn. Ech mierken dat iwregens bei der Zuel vun de Condamnéierten, déi mer zu Schraasseg hunn. Déi ass an deene leschte puer Joer eropgaangen duerch d'Zuel vun de Condamnatiounen, déi vun de Gerichter gesprach gi sinn. Déi Efforten, déi mer gemaach hunn, si substanzuell an déi gi virun.

D'Police judiciaire hutt Der am Budget vum leschte Joer hei presentéiert kritt, an Dir hutt dat approuvéiert wéi der de Budget gestëmmt hutt, op d'mannst déi, déi e gestëmmt hunn, datt dëst Joer d'Police judiciaire 20 Leit bäikritt. Dat ass net en unieken Effort, et war en exceptionellen Effort, mä dat solle justement där Leit sinn, déi héich qualifizéiert si fir am Beräich vun der Finanzkriminalitéit an der organisierter Kriminalitéit kënnen ze enquêtieren.

Dir hutt héieren, datt d'Regierung proposéiert huet an der Debatt iwwer d'Lag vun der Natioun an dëser Legislaturperiod d'Zuel vun den Untersuchungsrichter ze verdubelen. '99 hate mer der sechs, um Enn vun dëser Legislaturperiod wäerte mer der 13 hunn, et ass méi wéi verdubelen, well vu sechs op 13 ass bekanntlech nach ee méi wéi dat Duebelt.

(Interruption)

Jo, ech maache moies doheem d'Hausaufgabe mat menge Kaner, dofir kommen déi dann...

Mir wëllen dann och eng Rei Instrumenter der Police méi ginn, déi se bis haut net hat, och an den Enquêté vläicht méi séier Täter ze fannen. Dofir zum Beispill d'Proposition, déi d'Regierung d'lescht Woch gemaach huet, fir och eng ADN- oder DNA-Databank ze maachen, kommen ähnlech Gesetzesprojeten, un deene mer um schaffe sinn, fir et och méi liicht ze maachen a verschidde komplizéierten Affären, wou et oft net einfach ass den Täter ze fannen, fir déi iwwer aner Methode vun Investigation ze iwwerféieren. Dofir gëtt et och an deem Gesetzesprojet, deen d'Madame Err dankbarerweis mentionnéiert huet iwwer de Schutz vun den Affer, e Volet iwwer de partiellen Anonymat vun den Zeien, an dat maache mer och fir an deenen Enquêté selbstverständlech déi Leit ze schützen, mä och datt déi Enquêtes iwwerhaupt weiderkommen, well ganz vill Leit soen, ech hunn awer keng Loscht dat doten auszesoen, well soss geschitt mir dat an dat, an dofir hu mer och där Realitéit wollte Rechnung droen. Och op deem Wee fuere mer weider, grad esou wéi ech kee Problem hu mat enger Rei vun deene Propositionen, déi an der Commission juridique diskutéiert gi sinn an déi de Mëtteg hei e breeden Accord bei allen Intervenanté fonnt hunn, wéi zum Beispill verschidde Actes d'instruction nëmme vum Untersuchungsrichter autoriséieren ze loossen, ouni datt domadder eng ganz Instruktioun opgemaach gëtt, wou also de Parquet kann d'Instruktioun weider féieren, grad esou wéi ech och bereet sinn nach eng Kéier ze diskutieren iwwer d'Iddi vun der Transaktioun an Affäre wou d'Faiten etabléiert sinn an den Auteur déi zouginn huet.

Ech zécken heiansdo e bëssen op deem Wee vun der Transaktioun ze goen, well ech net wëll Abüe kréie wéi se a verschidde Länner aus eiser Siicht bestinn, mä et ass awer e Punkt iwwer deem ech op sinn ze diskutieren. D'Transaction pénale ka verschidde Affäre vum Geriicht ewechhalen. Si geet awer nëmme an verschidde Affären.

Mäi Résumé vun all deem wat ech hei gesot hunn ass, datt enorm vill gemaach ginn ass an deene leschte Joren, an dat ka kee contestéieren. Budget, d'Zuel vum Personal a Gesetzesännerung. Ech hunn der e puer nëmme opgezielt. Mir fuere weider mat deene Gesetzesännerungen. Dat sinn och där, wou net vill driwwer geschwat gëtt. Ech wëll just bidden ëm Realismus, well Dir musst net mengen, datt wann Der dem Untersuchungsrichter verschidde Akten ewechhuet, dat déchargéiert dee selbstverständlech, datt Der dann an zwee, dräi Joer heihinner kënn kommen a soen, an dräi Méint ass e Prozess aus an un.

Eng schnell Justiz a komplizéierten Affäre gëtt et net. Mir mussen alles maache fir ze verbesseren. Mir maachen dat um Niveau vun der Police judiciaire. Den Innenminister Michel Wolter an ech sinn amgaangen zesumme mat de Leit vun der Police judiciaire eng ganz Reorganisatioun vun der Police judiciaire ze diskutieren, fir hinnen nach besser Moyenen ze ginn hir schwierig Aarbecht ze maachen. Mir maachen dat nämlech zesumme mat Riichter an domadder kënnen mer verschidde Problemer vläicht léisen, mä mir kréien ni an dësen Affären eng ganz schnell Justiz. Eng schnell Justiz kann et och net ginn, eng ze vill schnell Justiz, well et och ëm d'Droits de la défense geet. Verschidde Affären, déi heiansdo um Geriicht virkommen, wou ech herno froen, firwat huet dat dann esou laang gedauert, a wann ech dann erkläert kréie wéi vill Enquêtes a Géigeninstruktionsakte gefrot gi sinn, och vun de Parteien, dat erkläert ganz oft firwat e Prozess méi spéit virun d'Geriicht kënn wéi een dat, wann een einfach dat nëmme um Radio héiert, sech ka virstellen. An dofir soll een och do net d'Impressioun ginn, datt komplizéiert Affären, esouguer wann d'Faiten etabléiert sinn, ouni eng Mëssuechtung vum Droit de la défense kënn ganz schnell iwwer d'Bühn goen.

Ech mengen, datt mer hei zesummen, besonnesch no där konstruktiver Debatt vun de Mëtteg, an deenen nächste Woche kënnen e Projet de loi heiriwwer hunn, well ech wëll lech soen, d'Iddien, déi haut de Mëtteg hei opgeworf gi sinn, sinn där, déi d'Procureuren an deene leschte Wochen hei an der Chamber an och mir gesot hunn. Wéi gesot, si léisen net fundamental verschidde Problemer déi et ginn, well einfach déi mat der Natur vun der Affär ze doen hunn, mä vu datt ech normalerweis bei esou Projéit schnell schaffen, a vu datt se och nëmme punktuell Mesurë betreffen, déi hei opgezielt gi sinn, mengen ech, datt ech kënn an deenen nächste Wochen och heiriwwer am Numm vun der Regierung der Chamber e Projet de loi presentéieren.

Wéi gesot, d'Efforten am Budget, d'Efforten an der Zuel vun de Leit, déi fir mech wesentlech sinn, wäerte viruoen.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Domadder ass dës Punkt ofgeschloss. D'Madame Err freet nach eng Kéier d'Wuert.

Mme Lydie Err (LSAP). - Wéi ass et mat der Prioritéit vun engem Projet iwwer de Statut vun der Victime a vun der Protection vun den Témoins?

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Jo, Madame Err, dat ass selbstverständlech e prioritäre Projet, well ech mengen, ënnert deene Projeten, déi fir de Moment ennerwee sinn, ass niewent dem Partenariat, dem Projet iwwer d'Scheidungsrecht, wou mer och nach an deenen nächsten Deeg

driwwer wäerten diskutieren, an de Projet iwwer den Afferschutz, dräi ganz wichteg Projeten, déi ennerwee sinn, a wou ech hoffen, datt de Conseil d'Etat an duerno Dir als Parlament déi kënn esou schnell wéi méiglech stëmme. Dat läit awer net méi un der Regierung, Madame Err, well déi huet hir Aufgabe gemaach, an dee war an deem ganz décke Koup, deen den Här Statsminister hei déposéiert huet, derbäi.

Mme Lydie Err (LSAP). - D'Regierung seet Prioritéiten.

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Jo, d'Regierung huet gesot datt de Projet vum Partenariat a mengem Beräich deen éischte war an dee vum Droit vun de Victimen, deen ass jo eréischt d'lescht Woch déposéiert ginn, dee steet also op där nächster Lëscht vun de Prioritéiten, well zënter dem Dépôt vun dem Projet hu mer nach keng nei Lëscht an de Conseil d'Etat eraginn, mä ech kann lech soen, et war esou vill Aarbecht, dee Projet de loi, datt ech souwiesou ganz frou wär, wann dee prioritär och géng hei behandelt ginn. Do si mer eis eens.

Mme Lydie Err (LSAP). - Mir si parat.

M. le Président. - Als nächste Punkt op eiser Dagesuerdnung hu mer d'Questions avec débat Nummer 29, 30 an 31 vum Här Jacques-Yves Henckes iwwer d'Liberalisierung vum Maart vun der Telekommunikatioun, vum Gaz a vum Strom. D'Wuert huet elo den Här Henckes.

3. Question avec débat N° 29 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la libéralisation du marché des télécommunications

Question avec débat N° 30 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la libéralisation du marché du gaz

Question avec débat N° 31 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la libéralisation du marché de l'électricité

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech fir d'éischt driwwer oopreegen an iergeren, datt déi Interpellatioun, déi ech ugefrot hat, nees eng Kéier transforméiert ginn ass an eng Question avec débat. Ech mengen, et ass eng schlecht Praxis, well et évitéiert, datt haut an der Chamber eng Debatt zustane kënn, an datt een och d'Problematik ëmmer méi schlecht kann exposéieren, wéi dat bei enger Interpellatioun de Fall ass.

Ech wëll fir d'éischt iwwer d'Liberalisierung vun den Telekommunikatiounen schwätzen, dat heescht vum Mobil-Telefon an dem Internet. Dat hei war déi éischt Liberalisierung, déi virgeholl ginn ass. Och hei gesäit een, datt wuel e Gesetz besteet, mä datt d'Gesetz zu engem Deel guer net applizéiert gëtt, zu engem aneren Deel gëtt d'Gesetz nure mat vill Retizienz a mat konsequente Versich, fir et entweder ze ëmgoen oder seng Applicatioun ze retardéieren, applizéiert.

D'Resultat op haut, d'Telefonverbindungen, fix a mobil, sinn 30% méi deier wéi am noen Ausland. Internet ass 60% méi deier wéi am Ausland, d'Internetabonnement läit am Ausland bei 20 Euro de Mount, bei eis 50 Euro. Den DSL, fir méi séier um Internet kënnen ze surfen, ass och vill méi deier zu Lëtzebuerg wéi am Ausland, an d'Resultat ass, datt zu Lëtzebuerg nuren 2% vun de Leit abonnéiert sinn um DSL an an den Nopeschlänner 15%.

Hei ass e gudden Deel vu legaliséiertem Déifstall amgaang, an dat huet och eng Explikatioun. Mä wat op jidde Fall elo scho feststeet, datt Lëtzebuerg um Gebitt vum Internet zu den Entwécklungslänner gehéiert a meilewäit vun engem eLëtzebuerg ewech ass.

Woufir sinn d'Telekommunikatiounen zu Lëtzebuerg esou deier, trotz Konkurrenz? Et gëtt een eenzeggen oder een Hauptgrond: d'Benutzungskäschte vum Réseau vun der Post. Am europäesche Vergläich läit Lëtzebuerg an der Spëtz vun de Réseauskäschten. Op haut läit de RIO, dat ass de Präiskatalog fir en gros d'Liwwerunge fir d'Joer 2003, verglach mat deenen Tariffer, déi am Ausland praktikéiert ginn, iwwer 200%, genau 227% méi héich wéi am Ausland.

Eng nei Direktiv gesäit vir, datt d'Reseauskäschte missten an Zukunft an déi Käschten ugepasst gi vun deenen dräi bëllegste Länner. Wann dat geschitt, dann ass dat relativ interessant fir Lëtzebuerg a mer kéinte vill méi bëlleg un de Réseau erukommen.

Da muss een och ervirsträichen, datt no den Informatiounen, déi ech hunn, Dumpingspräisser gemaach gi fir Banken an Industrien, mä haaptsächlech fir Banken, wou ënnert dem Tarif, deen offiziell duerch de RIO festgeluecht ass, Ugebueter geschéien. Dat ass net an der Rei. Och ass dee RIO fir d'Joer 2002 iwwerhaupt net publizéiert ginn.

Dann een anere Phenomeen, deen een hei muss ervirsträichen, dat ass de RUO. Ech entschëllege mech fir all déi technesch Termen, mä dat ass awer esou. Reference Unbundling Offer, dat sinn d'Louyeren, déi am Kader vum Dégrouper de la boucle locale, fir nees erëm en technesch Ausdrock ze gebrauchen, gefrot ginn, mä wou et haaptsächlech drëm geet fir dee Réseau, wou deen héijen Débit fir den DSL driwwer geet, ze finanzéieren. Do muss ee soen, datt déi Tariffer eng regelrecht Frechheet sinn. Et gesäit een och, datt mat Ausnahm vun enger Gesellschaft, wou de Stat 40% vum Kapital huet, keen aneren interesséiert ass fir do matzemaachen. Doduerch ergëtt sech natierlech eng Monopolstellung mat deene Konsequenzen, déi ech virdrun ugedeit hunn, dat heescht datt den DSL hei zu Lëtzebuerg nëmme 2% ausmécht.

Et gesäit een och, datt d'Commission européenne géint Lëtzebuerg eng Action en manquement ugestallt huet, déi elo virum europäesche Geriichtshaff unhängeg ass. D'Post misst eng separat Kontabilitéit féieren a Betribskonte misste publizéiert ginn. Dat ass net de Fall, sou datt och keng Kontroll ka geschéien.

Och wat d'Portabilitéit vun den Telefonnummern ueget, wann een de Serveur wiesselt, wann ee vun enger Firma op déi aner wiesselt, een déiselwech Nummer kënn behalen, och dat fonctionnéiert ablécklech net. Detailléiert Telefonrechnungen ass op eppes, wat net esou fonctionnéiert wéi et soll. Et misst automatesch sinn, geschitt hei nëmme zur Demande a mat ganz ville Schwierigkeeten.

Et gesäit een och, datt den Institut Luxembourgeois de Régulation, (ILR) deen d'Autorité de surveillance ass, vill Suen a Fräen akaséiert, mä näischt mat deene Sue mécht. En huet dofir Reserven ugeleucht, wat illegal ass. Entweder muss d'Regierung dofir surgen, datt d'Tariffer reduzéiert ginn oder datt Leit agestallt ginn, fir datt den ILR senger Missioun ka gerecht ginn.

D'Froen, déi ech wollt stellen:

- Wat wëllt d'Regierung ennerhuele fir Transparenz an de Konte vun der Post?

- Wéini gi separat Konte publizéiert?

- Wat wëllt d'Regierung maache fir d'Basistariffer ze senken an allge-

meng fir eng reell Liberaliséierung ze garantéieren, notament duerch een ILR, dee senger Missioun misst kënne gerecht ginn?

M. le Président. - D'Wuert elo den Här Minister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications.* - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Fro vum Här Henckes ass déi interessantst: Wat wëllt d'Regierung maache fir méi Liberaliséierung ze kréien? Wa mir net déi Liberaliséierung hätten, déi mer elo hunn, dann hätte mer eng Partie vun deene Problemer, déi Dir opgeworf hutt - soufern se richtig sinn, zum Deel si se net falsch, sinn awer nach laang net all richtig -, net.

Dir frot: Wat maacht Der, fir d'Präiser ze senken? Mir kënnen als Regierung no enger Liberaliséierung d'Präisser net méi senken. Mir sinn net méi Meeschter an der Post. D'Post ass e Betrib wéi een aner och, an d'Post muss sech dobaussen der Konkurrenz beugen.

D'Liberaliséierungstheorie, Dir sutt jo ee vun deene weinigen Unhänger heibanne vun där Liberaliséierungstheorie, dat ass eng, déi op europäeschem Plang vu verschiddene Länner erausbruecht gouf, ënner anerem vun den Engländer, déi versiche wollten, dass hire Service public, deen net gutt funktionéiert huet, duerch d'Liberaliséierung méi effikass a méi bëlleg Services kënn ubidden. Dee Problem hate mir am Telekommunikationsberäich net zu Lëtzebuerg, dass mir keng gutt a keng bëlleg Services haten. An déi aner Länner, dat waren haaptsächlech déi grouss, déi wollte kucken, dass duerch d'Liberaliséierung hir ehemoleg staatlech Betriber, dee Moment, wou se privatiséiert waren, méi Marché géifen an Europa kréien.

Eng Liberaliséierung muss net schiedlech si fir eis, mä mir müssen eis dervir hüten fir ze mengen, eng Liberaliséierung géif Lëtzebuerg ëmmer nëmmen direkt eppes bréngen.

Liberaliséierung zu Lëtzebuerg am Telekommunikationsberäich heescht, dass d'Post, obwuel se dem Stat gehéiert, sech muss der Konkurrenz aussetzen, an d'Post muss och kucke wéi ee Betrib dobaussen ze raisonnéieren. D'Post ass keng Caritas. D'Post ass ee Betrib wéi een aner och. Wéini falen dann d'Präisser dobaussen? Mä nëmmen dann, wa mer Konkurrenz hunn. Dofir muss een aner Konkurrenzbetriber kréien.

Elo komme mer op ee springende Punkt, wéi Der richtig gesot hutt. Da muss ee Konkurrenz och kënnen erméiglechen. Dofir huet d'europäesch Regelung virgesinn, dass mer onofhängeg, an zwar vun der Regierung onofhängeg Organer schafen. Dat ass zu Lëtzebuerg den ILR. Et ass net un engem Lëtzeburger Minister a scho guer net um Regulationsminister, fir ze soen, du muss mat de Präiser erop oder erof goen, mä et ass de fräie Maart, an do wou um fräie Maart Widerständ sinn, déi géint d'Gesetz verstoussen, ass et um ILR anzegräifen.

Wéi mer an dëser Regierung ugetruede sinn, do ware mer mat engem Problem konfrontéiert, dass mer ugesicht ware vun der europäescher Kommissioun, déi gesot huet, den ILR huet net genuch Méiglechkeete sech duerchzusetzen. Deem hu mer Rechnung gedroen. Ech hu relativ séier e Projet de loi hei déposéiert, deen och gestëmmt gouf, wou den ILR elo all Pouvoiren huet, an elo leeft d'Spill.

Dir hutt vu RIO a vu RUO geschwat. Mir bleiwen elo beim Fachjargon, missten awer eng Kéier méi Zäit hu fir de Leit ze erklären, ëm wat et geet. Woufir sinn déi net publizéiert? Ma tout simplement, well do den ILR nach mat der Post streit, well den ILR déi net ugeholl huet, an do lafen déi normal gesetzlech Prozeduren. Elo streit den

ILR mat der Post, wat en Zeechen ass, dass den ILR onofhängeg ass a seng Aufgab mécht. Do kann d'Regierung net dran agräifen.

Wou kann den ILR mat der Post streiden? Net fir ze soen Är Tariffer sinn ze héich par rapport zum Ausland. Do huet den ILR iwwerhaapt keng Handhab. Dat geet an enger liberaliséierter Welt net. Den ILR ka just soen, dee Coût historique, deen Dir, d'Post, hei fixéiert, fir dass ee Konkurrent ka bei lech erasprangen, deen ass net reell. Do lafen d'Diskussionen an do funktionéiert d'Gesetz. Do funktionéiert dat, esou wéi et muss sinn.

Da sot Der, am Kader vum Internet wier Lëtzebuerg en Entwécklungsland. Kuckt lech emol all eng Kéier déi Zifferen an déi et gétt. Lëtzebuerg ass eent vun deene Länner wou am meeschten Internet ass. Mir spillen do mat der zweeter Halschent vun de skandinavesche Länner mat. Mir hate virun zwee Joer 26% vun de Stéit, déi op Internet waren. Haut hu mer 56% vu Stéit, déi op Internet sinn. Et ass also ganz vill geschitt, an all déi Etüden, déi mer maache gelooss hunn, hunn eis och gesot, dass de Problem vun de Leit eigentlech net d'Präisser sinn. Dir hutt net Onrecht, obwuel, Dir musst ëmmer kucke mat Verglach. Jeder Vergleich hinkt. Dir hutt net Onrecht, dass an enger Fauschtregel mer net déi Bëllegst an Europa sinn. Dat maachen ech lech wierklech net falsch. Mä dat ass fir d'Leit net de springende Punkt, a mir kënnen déi Präisser net erofsetzen do duerch dass de Stat géif dekretéieren, mä dat geet nëmmen duerch d'Libre concurrence, a wa kee Konkurrent kënn par rapport zur Post, dann huet d'Post keng Ursaach fir mat hire Präisser erofzuegoen. Dat ass dee ganze Problem, an dee kënn vun der Liberaliséierung. Dofir musst Der emol kucken, wann Der nach esou vill fir d'Liberaliséierung jätzt, ob Der wierklech richtig leit oder falsch.

Mir hunn awer am Internet Méiglechkeete Konkurrenz zu Lëtzebuerg ze kréien, vläicht net duerch Konkurrenten um Festnetz, mä Konkurrenten am Kabel. Eng vun deene grouss Regierungspolitiken, déi mer an deem dote Kader maachen, dat ass ze kucken, zënter zwee Joer hu mer och do scho vill Resultater kritt, dass mer all eis Kabelnetzbedreier zesumme bréngen. Och do kënne mer keen zwingen, mir kënnen emol keng Subside ginn, et sief da mir kënn wierklech beweisen, dass keen anere géif Internet ubidden. Mä mir hunn zënter zwee Joer versicht, do ass villes geschitt, dass d'Kabelnetzbedreier vill méi no unenee ginn. Mir hu jo méi Kabelnetzbedreier wéi mer Gemengen hunn, dass déi méi no unenee kommen, an dass déi u sech eng zweet Schinn sinn, fir och Internet virun allem breedbandech unzebidden.

Elo sot Der breedbandech si mer hannendran. ADSL si mer awer méttlerweil esou wäit ech weess, mä do ass den Här Grethen als Chef vun der Post, well hien ass Chef vun der Post, besser placéiert, mä mir sinn iwwer 2% Prozent bestëmmt am ADSL an do lafen och, schwätzen ech fir den Här Grethen mat, Pläng an der Post fir dat zügeg weider ze bréngen, mä et ginn aner Ubidder zu Lëtzebuerg, déi iwwer aner Weeër breedbandechen Internet ubidden. Ech denken u Bamboo, et ginn der nach vill, an Dir wäert gesinn, wa bis UMTS funktionéiert, dass och do Ubidder kommen, an do wäerte mer also eng Partie breedbandechen Internet méi kréien.

Mä nach eng Kéier fir op Är Fro ze äntweren, Dir kënn net an engem Saz soe mir hätte gäre méi Liberaliséierung an d'Regierung muss méi agräifen. Entweder méi Liberaliséierung an da kann d'Regierung manner agräifen, oder manner Liberaliséierung, da kann d'Regierung agräifen.

Mir hunn, net opgrond vun Ären Interventiounen, Här Henckes, mä opgrond vun den EU Direktiven hei Liberaliséierung agefouert, a mat där Liberaliséierung muss mer liewen. Mir liewen net esou schlecht wéi Dir et mengt, a wann Der kuckt wéi d'Präisser evoluéiert sinn, ech hu se leider elo net hei, virun dräi Joer an elo ass zu Lëtzebuerg ganz villes geschitt, an am Ausland gouf et ganz vill Dumpingpräisser. An der Héichkonjunktur ware verschidde Betriber am Ausland, ech wëll se net mam Numm zitéieren, déi wierklech beim breedbandechen Internet Dumpingpräisser ugebuet hunn an déi elo wou d'Kris do ass, a wou se keng Finanzreserven hunn, müssen eropkommen. Och dat dierf een net vergiessen. Do schwätzen ech fir all Betrib, fir d'Post esou gutt wéi fir déi aner. Et kann een net nëmmen Dumpingpräisser ubidden, et muss een och Reserven hu fir kënnen ze investéieren, dass et weider geet, well déi ganz Technologien do gi weider, an nach eng Kéier, mir gehéieren net zu engem Entwécklungsland, mir gehéieren zu engem Land wat dat Bescht aus der Liberaliséierung gemaach huet wat et konnt maachen.

Dir wäert elo nach an deenen nächste Wochen en neie Pak vu fénnef Gesetzer kréien, wou mir och déi allerlescht Gesetzer vun der EU ëmsetzen iwwert den neie Cadre wou et méi einfach gétt. Dir hutt dee Punkt ugesprach. Haut muss een all Lizenz eenzel beim ILR ufroen. Mir ginn elo op de Wee vun Autorisations générales. An deem Zuch wäerte mer selbstverständlech en neit Taxereglement maachen, wou mer dann och déi Taxen erofsetze par rapport zu deem wat se elo sinn, woubäi een awer all Tax ëmmer muss eenzel kucken. All Tax muss u sech eenzel justifiéiert sinn, dass se käschtendeckend ass.

Dat wäert Der also kréien, fir d'éischt e Pak vu véier Gesetzer, eent iwwert de ganzen Telekommunikationskader, eent iwwert d'Radiosfrequenzen, eent iwwert den ILR, eent iwwert d'Protection des données. Also véier Gesetzer wäert ech nach Enn vun Mount hei déposéieren, an da kann ech nëmmen hoffen dass d'Chamber déi och stëmmt, an da si mer an där onauswäichlecher vun lech esou häerzlech gewënschter Liberaliséierung e Stéck weider.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Här Henckes, wëllt Dir nach eng Fro stellen? Den Här Henckes kritt nach eng Kéier d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, ech wëll kuerz drop reagéieren. Ech mengen, den Här Minister huet hei ganz kloer zum Ausdrock bruecht, dass en net ganz frou ass mat där Liberaliséierung an dass en se net grad ganz waarmhärzeg ueget. Ech fannen awer, dass en a sengen eegene Wieder seet, dass zënter dass liberaliséiert ginn ass d'Präisser am Telefon erofgaange sinn, mä awer net esou dass et positiv wor an och net esou wäit wéi am Ausland.

An ech mengen awer, Här Minister, an et ass do wou mer vläicht eng Differenz hunn, dass bei der Utilisatioun vum Réseau, bei deene Käschten, do huet d'Regierung eng Verantwortung. Si huet Verantwortung doranner, dass d'Post muss separat Konten hunn. Si huet keng, folglech ka kee kontrolléieren ob déi Käschten, déi se ugëtt, iwwerhaapt reell sinn a wéi se solle sinn.

M. Henri Grethen, *Ministre de l'Economie.* - D'Post huet separat Konten. Här President, mir soe jo hei d'Post soll als privat Gesell-

schaft agéieren. Dann ass een dach net esou domm, well et sinn nëmmen déi dommste Kälwer, déi sech hire Metzler selwer sichen. Da kënn Der dach net vun der Post verlaangen, dass d'Post urbi et orbi alle Konkurrente seet no wat fir enge Konditiounen si schafft. Mä den ILR kritt vun der Post déi intern Konten. Mä déi setze mer awer net an de Mémorial, soss brauch jo nëmmen all Konkurrenz ze kucke wéi ass et bei der Post, an da maachen ech et mäi Business. Also ech loosse net zou, Här President, esou laang wéi ech zoustännege Minister fir d'Post sinn, dass d'Post sech ausdeet op d'Käschte vun der Entreprise, fir dass anerer kënn säfteg Benefisser maachen. Ech hunn der Post den Optrag ginn, sech ganz enersgesch géint all hir Konkurrenten zur Wier ze setzen, an hiren Acquis, dee se huet, bec et ongles ze verteidegen. Esou bleibt et esou laang wéi ech zoustännege si fir dee Betrib.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Et gesäit een un de Reaktiounen, dass déi Obligatioun, déi duerch d'Direktiven am Gesetz festgehale ginn, d'Regierung net wëllt dass dat exzerziert gétt. Ech hunn d'Texter, an och vun der Commission européenne, dofir hätt ech dat gären an der Interpellatioun gesot, dass hei d'Commission européenne wäert héchstwahrscheinlech dorobber reagéieren, an déi Rapporten, déi mir kritt hunn, déi public sinn, déi un Internet sinn, déi soen, dass Lëtzebuerg sech net un d'Gesetzgebungen an un d'Transparenz hält. An dat erkläert och woufir déi eng Direktiv iwwert d'Transparenz vun de Konten nach net an ons Gesetzgebung ëmgesat ginn ass.

Mä ech sinn awer elo frou, dass den Här Minister ugekënnegt huet, well dat wär een Zweck vun der Interpellatioun gewiescht, déi ech am Januar ugefrot hat, dass déi néideg Gesetzer am Kader vun der Liberaliséierung, déi virgesi sinn, mussen kommen, dass déi endlech solle kommen, an dat ass jo emol eppes Positives.

M. le Président. - Den Här Minister géif gär nach eng Kéier Stellung huelen. Den Här Minister Biltgen huet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications.* - Här President, ech muss nach eng Kéier op déiselwecht falsch Saachen datselwecht Richtegt widerhuelen. Mir hunn, wat d'Telekommunikationsberäich ubelaangt, an do kënn Der d'Rapporte vun der Kommissioun nokucken, als Regierung bis elo e ganze Pak ëmgesat. Déi nei Päck, Här Henckes, dat sinn der, déi eréischt vum 1. Juli u müssen ëmgesat ginn. Dofir soen ech, komme mer och mam Gesetzesprojet virum 1. Juli hei eraus. Mä mir si bäi.

Wou e Problem ass, dat ass dass do gestridde gétt téschent Kommissioun, ILR a Post iwwert d'Aart a Weis wéi e Compte séparé gemaach gétt, mä d'Regierung huet hei hir Aufgab gemaach. Hei ass eng normal Streidereit téschent Betriber, an dat wat den Här Krecké gesot huet, dat ass ganz richtig. Et kann een net engersäits soen, d'Post muss behandelt gi wéi e Privatbetrib. Do ginn et jo Jurisprudenzen - d'Post huet iwwerhaapt kee Privileg méi zegutt -, Jurisprudenz déi gesot huet, majo si hätt esouguer nach manner Privilegié wéi anerer.

Mä et kann een net engersäits soen, si muss wéi e liberale Betrib sinn, an da kritt d'Regierung e Procès d'intention gemaach wann d'Post sech och wéi en normale Betrib dobausse behält.

An dann hutt Der ganz am Ufank gesot, ech hätt gesot duerch d'Liberaliséierung wäeren d'Präisser hei erofgaangen. Am Fixnetz sinn d'Präisser erofgaangen, awer net wéinst der Liberaliséierung, well si sinn nämlech zum Deel och erop-

gaangen. Mir haten hei eng gréisser Diskussioun iwwert d'Abonnementer. D'Abonnementer sinn nämlech an d'Luucht gaangen. Woufir sinn d'Abonnementer an d'Luucht gaangen? Majo well d'Post muss richtig Präisser, déi duerch reell Käschte gedeckt sinn, opginn. Eise Abonnementpräiss zu Lëtzebuerg war ëmmer ze bëlleg. Woufir war en ze bëlleg? Majo well mir als successiv Regierung gesot hunn, den Abonnement hale mer niddreg, do maache mer u sech sozialen Dumping, mir maachen den sozialen niddreg, mir maachen en net esou deier wéi e misst sinn, an dat huele mer op den internationalen Telekommunikationspräisser eran. Wat ass duerch d'Liberaliséierung geschitt? Op internationalen Telekommunikationspräisser ass Konkurrenz komm, an d'Post huet missten do erofgoen. Dofir sinn déi international Verbindungen zu Lëtzebuerg effektiv, do hutt Der Recht, massiv erofgaangen, mä op där anerer Säit hunn awer d'Abonnementpräisser misse an d'Luucht goen, well ebe soss, och wann dat net geschitt wär, wäeren d'Konkurrenten zu staatlech subventionnéierte Präisser an de Postréseu erakomm.

Alles dat weist lech, dass dat net esou einfach ass, an dass d'Liberaliséierung vill méi komplex ass. Just wa se do ass muss ee mat hir spillen, an et kann een dann net, a besonnesch net wann ee Liberaliséierungsunhänger ass, komme fir dann, fir alles wat d'Liberaliséierung mat hiren eegene Maartmechanisme vläicht net richtig mécht, och nach d'Regierung dofir verantwortlech ze maachen.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 4991, eng Ofännerung vu verschiddenen Artikelen vum Code pénal.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Entschëllegt, Här President, ech hunn nach zwou Questions avec débat.

M. le Président. - Wéi dann, Dir hutt dach Är Questionen all zesumme gemaach?

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Neen, Här President, ech hunn dräimol fénnef Minutten.

M. le Président. - Dir hat awer gëschter déi Saach aneschtters duergestallt, soss wier d'Versammlung bestëmmt net d'accord gewiescht mat enger Ännerung. Jiddefalls hutt Dir dat gëschter net esou explizéiert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Ech hat ganz kloer gesot, datt ech wëllt déi Froen, déi den Här Wirtschaftsminister ugin huet iwwer Gas an Elektresch regroupéieren, an déi Fro, déi d'Telekommunikatiounen betrëfft, wou de Minister vun den Telekommunikatiounen ugesprach ass, géing separat huelen. Dat war dat, wat ech gesot hat.

M. le Président. - Et huet jiddefalls keen heibannen dat esou verstanen. Dir hat gesot, Dir géngt gären alles an engem Siess maachen, fir nëmmen eng Kéier ze schwätzen. Dir hutt dann elo d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Ech wollt dat heiten esou maachen, well dat och déi Häre Ministeren arrangéiert wat hir Äntweren ueget.

Här President, mir hunn am Laf vun dëser Legislatur e puer Gesetzer gestëmmt, eent vum 24. Juli 2000 an eent vum 6. Abrëll 2001, wou d'Liberaliséierung vum Elektrizitéits- a vum Gasmaart decidéiert ginn ass. Et ass virgesinn, datt dat an e Etappe geschitt. Ablécklech sinn et beim Elektresche 37 Betriber, déi éligibel sinn, wou d'Öffnung vum Maart geschitt.

Wann ech déi Äntwerte kucken, déi den Här Minister mer kierzlech nach ginn huet, dann ass virgesi fir weider ze liberaliséieren a méi séier ze liberaliséiere wéi dat am Gesetz virgesinn ass, dat heescht datt den 1. Juli 2004 sämtlech Entreprisé kéinten um Maart Elektrizitéits- a Gaspräisser ufroen, an datt total soll liberaliséiert gi vum 1. Juli 2007 un. Dat ass eng positiv Evoloutioun, well ee gesäit datt do, wou total liberaliséiert ginn ass, d'Präisser vu Gas an Elektresch ëm 25% zrëckgaange sinn.

Et muss een och festhalen, datt zënter datt d'Liberaliséierung besteet eng etlech Präisser schonn zrëckgaange sinn. 7,5% an der Moyenne beim Elektreschen. Et gesäit een awer och, datt dat ënnerschiddlech ass, datt dat haaptsächlech fir déi grouss Clienté gespillt huet an au contraire, no den internationale Statistiken, d'Privatleit hu misse méi deier bezuelen. Mä och do muss een nees nuancéieren, well dat jee no Betrib an no Gemeng verschidden ass.

Här Minister, do wou ech e Problem hunn, dat ass mat der Tatsaach, datt mer zwar zwee Gesetzer gestëmmt hunn, mä eng etlech Règlements grand-ducaux bestinn nach net an d'Ausféierung vun där ganzer Gesetzgebung ass ablécklech nëmme méi um Pabeier a keng Realitéit a mir sollen ons awer elo op weider Liberaliséierung virbereeden.

Et gesäit een, datt d'Regierung dee ganzen Dossier schéngt verschlof ze hunn. Zum Beispill zirkuéliert säit dem 17. Februar, héchstwahrscheinlech nodeem ech elo schonn d'Interpellatioun ugefrot hat, vum ILR e Questionnaire sur l'état d'avancement des démarches en vue de s'aligner aux exigences de la législation de l'an 2000. Dat heescht datt säit méi wéi dräi Joer déi Gesetzgebung keng Realitéit ginn ass an eng etlech Reglementer feelen, notament wat d'Tariffer ugeet.

Här Minister, kéint Der ons soe wat déi Äntwerte sinn, déi op dee Questionnaire hi komm sinn? Wann Der et net kéint haut maachen, ob Der da méi spéit mer kéint déi Donnéeë ginn? Wou sinn d'Schwierigkeeten? Firwat geet déi ganz Liberaliséierung net virun?

Dat hei war d'Fro zum Elektreschen, beim Gas schéngt et nach vill méi schlëmm ze sinn.

Wat sinn d'Grënn firwat d'Tariffer, d'Clauses et obligations fir d'Utilisatioun vun de Réseauen net public gemaach ginn?

Da muss ee festhalen, datt och d'Obligatiounen vum Service public, déi kënnen iwwer Règlement grand-ducal virgeholl ginn, mat Ausnahm vun engem Règlement grand-ducal vum 22. Mee, dee mam Fonds de compensation ze dinn huet, net definéiert sinn, och keng Missions de service public. Ech froe mech, ob d'Regierung wëlles huet do nach nei Initiativen ze huelen. Datselwecht géllt och fir Reglementer, déi mam Accès au réseau gazoduc ze dinn hunn. Et gesäit een, datt déi ganz Problematik an den eenzelne Gemenge ganz vill Schwierigkeeten ofwerft, well se justement net transparent ass, well an de Gemengen net gewosst ass, wéi dat soll ugepaakt ginn.

Den Här Innenminister hat proposéiert, fir datt d'Gemenge sollten de ganze Réseau privatiséieren, dat heescht sollte verkafen. D'Gemenge wollten net op dee Wee goen. Et ass elo eng Léisung erausfonnt gi wou den ILR seet, beispillsweis um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg, datt dat net conforme wier zum Gesetz, dat heescht datt eng Gemeng 100% vum Kapital vun enger Société de gestion dierft halen. Et gesäit een, datt déi ganz Problematik net seriö ugepaakt ginn ass, datt dat e bëssen empiresch an zickzackarteg mëtten am Niwel sech entwéckelt. Dat zitt dann och mat sech, datt e

gudden Deel vum Personal beonrouegt ass iwwer déi Entwécklung, an dat ass eng Fro déi ech och wollt un d'Regierung stellen, ob et net nëtzlech wier fir eng gesetzlech Basis ze schafen, wéi d'Personal kéint integréiert ginn an déi Sociétés de droit privé, déi musse geschafe ginn am Kader vun där Liberaliséierung, wéi se elo virgesinn ass?

Ablécklech gesäit een datt dat zu Schwierigkeete féiert, datt dat net ganz kloer ass, an d'Beispill vun der Post weist jo och datt d'Zesummeliewe vu Fonctionnairé mat Leit ënnert dem Employé privé-Statut zu munch Schwierigkeete féiert an datt et vläicht gutt wier fir eng gesetzlech Basis do ze schafen.

M. le Président. - Är Zäit ass ofgelaf.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - E klänge Moment nach, Här President.

Et muss een d'Fro stelle wat d'Regierung wëlles huet, fir an Zukunft där definitiver Liberaliséierung entgéint ze trieden, wéi se dat wëll preparéieren, well esou wéi et elo leeft, kann et net weidergoen, do gi mer enger schwéierer Situatioun entgéint. Et mussen hei, sief et vum Här Innenminister, sief vum lech, Här Wirtschaftsminister, oder sief et vun e puer Leit aus der Regierung, e puer Initiative geholl ginn, fir datt dat Gesetz, wat mer am Joer 2001 gestëmmt hunn, kann eng Realitéit ginn, fir datt d'Betriben an d'Bierger dobaussen endlech kënnen an de Benefiss vu méi bëllegem Elektresch a Gas kommen.

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Minister Grethen.

M. Henri Grethen, Ministre de l'Economie. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss lech agestoen, datt ech ganz seriös Schwierigkeeten hu fir d'Fro vum honorabelen Här Deputéierten Henckes ze beäntweren, Schwierigkeeten, well ech d'Fro ganz einfach net richtig verstane hunn.

(Interruption)

Här President, ech wollt dem Här Henckes proposéieren, datt hien déi vill Froen, déi him vläicht am Kapp ronderëm ginn, kéint a schrëftlecher Form als Question parlementaire erareeche, da wäerte meng Servicer a Koordination mat anere Servicer, déi betraff sinn, Äntwerten op déi Froe ginn, déi den Deputéierten opgeworf huet.

Den Här Henckes seet op dëser Tribün, et géifen eng ganz Rei Règlements grand-ducaux feelen. Ech wier Demandeur fir déi Lëscht ze kréie vun deene Règlements grand-ducaux, déi feelen. Da këne mer doriwwer schwätzen. Ech wëll elo hei net dorobber agoen, wat den déiwe Sënn vun deene Liberalisatiounstendenzen op europäeschem Niveau ass, mä Kolleeg François Biltgen ass schonn dorobber agangen. Et koud ënnert dem Drock vu Regierungen, wou déi Lëtzebuurger Regierung net drënner war, an et war fir Situatiounen ze berengen, déi et hei zu Lëtzebuerg net gouf.

Wa mer nëmme vu Gas an Elektresch schwätzen, esou ass et historesch bewisen, datt Lëtzebuerg a Lëtzebuurger Betriben déi nidregst Präisser haten, déi an Europa gültig waren. Datt no der Liberaliséierung a verschiddene Länner eenzel Clienté bessere Konditiounen kruten an och haut nach wéi Lëtzebuurger Betriben, dat ass gewosst. Dat huet awer ënner anere domadder ze dinn, datt mir jo musse praktesch d'Integralitéit vun eise Stroum importéieren an och d'Integralitéit vun Gas, dee mer verbrauchen. Et huet och domadder ze dinn, datt mer am Gassecteur zum Beispill laangfristeg Kontrakter hunn, déi iwwer zéng Joer a méi lafen, wat sougenannt Take or pay-Kontrakter sinn, wou d'Obligatiounen aus deene Kontrakter

eraus mussen natierlech laangfristeg op de Präis vum Produkt, an dësem Fall vum Gas, ofgewälzt ginn.

Mä ech wëll awer dem honorabelen Här Henckes versécheren, dass d'Lëtzebuurger Regierung sech net hiren Obligatiounen, déi sech aus den europäesche Verträge erginn, entzéie wäert. Mir hunn, wat den elektresche Secteur ugeet, jo zwee Opérateuren hei am Land: d'SOTEL op där enger Säit, d'CEGEDEL op där anerer Säit.

Zënter dem 1. Januar 2003 ginn et 40 Clienten, dat si Clienten, déi eng Consommation hu vu méi wéi 9 Gigawatt-Stonnen, déi sech um fräie Marché approvisionnéiere kënnen. Si kënnen dat maachen, wa se do besser Konditiounen kréien.

Ech muss lech awer och soen, dass d'Transportkäschten, net hei zu Lëtzebuerg, mä an Däitschland oder an der Belsch e seriöse Frein sinn, d'selwecht wéi d'Tatsaach, dass mer eigentlech keng, mat enger klenger Ausnahm, zolidd direkt Leitung mat Frankräich hunn, esou dass dat natierlech bei den Transportkäschten mat spillt, an dass duerfir fir eenzel Betriben déi präislech Effete vun der Liberaliséierung, wann een e Benchmarking mécht mat Präisser an anere Länner, um Marché vum Elektresch vläicht nach net voll spillen. Dat huet awer näischt mat der Situatioun hei zu Lëtzebuerg ze dinn. Dat huet haaptsächlech domat ze dinn, dass den Transport an Europa net esou optimal leeft wéi ee sech dat vläicht an der Theorie, wéi soll ech soen, an de communautairen Instanze virgestallt huet.

Den honorabelen Deputéierten Henckes, Här President, huet dann och d'Problematik vun deenen eenzelne Gemengebetriben ugeschnidden. Nom Gesetz vum 24. Juli 2000 ass et esou, dass zwee vun deene lokalen Distributeuren, d'Stad Lëtzebuerg an d'Stad Esch, éligibel sinn, dass déi sech also kënnen - déi hunn eng Consommation, déi sech op iwwer 90 Gigawatt-Stonne pro Joer beleef, wat also 16% vun der Gesamtconsommation vun Elektreschen duerstellt - um fräie Marché approvisionnéieren. Mä den Approvisionnement um fräie Marché fir déi zwee Opérateure bréngt deenen net ganz vill, well wa se zesumme mam Client oder mam Distributeur CEGEDEL akafe wesentlech besser Präisser kréie wéi wa se op en anere Marché ginn.

Dass d'Strukture vun deene Betriben hu misse geännert ginn, dat ass eng Konsequenz vun der Direktiv, dass do gesot ginn ass, dass dat muss eng separéiert Kontabilitéit sinn. Dass d'Gemenge Schwierigkeeten hu fir dat esou aus dem Aarm ze rëselen a mir als Regierung net elo d'Gemengen hetzen an dirängelen, fir dat ze maachen, mä dass mer se awer encouragéieren an hinnen hëllef fir op dee Wee ze kommen an hir Obligatiounen ze respektéieren, dat ass selbstverständlech. Mä mir wëllen awer och net, dass gewuesse Strukturen an de Gemenge mir näischt, dir näischt op d'Kopp gehäit ginn.

Et si verschidden Acteuren do, et ass net nëmme de Minister deen zoustänneg ass fir Energiefroen an der Regierung, mä et ass och eng Questioun vum Innenministère, déi do mat spille muss.

Wéi elo déi eenzel Betriben sech organiséieren ass net eng Fro vu mengem Departement, mä ass haaptsächlech eng Fro, déi an d'Autonomie communale fält an an de Ressort vum Innenminister. Duerfir, wann do Froe sinn, an da géif ech den Här Henckes bidden déi schrëftlech ze formuléieren, da géif ech dofir suergen, dass mir,

ech zesumme mat meng Kolleege an der Regierung, déi beäntwerte géifen.

Vum 1. Januar 2005 u si sämtlech Betriben, déi méi wéi 1 Gigawatt pro Joer verbrauchen, éligibel. Op europäeschem Plang ass et de Wonsch fir dee Mouvement ze accélérieren. Wann d'Lëtzebuurger Regierung net begeeschtert iwwert déi Pläng ass, dann ass dat well se net gesäit wat dat elo direkt dem normale Konsument abréngt, dem normale Stot hei an der Stad oder zu Esch oder iergendwou anescht am Land, wou deem säin Avantage ass, wann hie sech um Marché par rapport zu där Offer, déi hien elo huet, approvisionnéiere kann. Dat gesi mir net direkt. Mir gesinn och net, dass dat dat géif terribel méi bëlle ginn. Mir sinn awer bereet all eis Obligatiounen do ze erfüllen.

Datselwecht géllt fir de Gassecteur, deen elo nom Gesetz, wéi et de 6. Abrëll 2001 vun dëser Chamber verabschiedet gouf, ab dem 1. Oktober 2010 komplett fräi ass a jiddferee sech därer do approvisionnéieren, wou hie wëllt. Et muss een awer och wëssen, Här President, dass zum Beispill beim Gassecteur sukzessiv Regierungen enorm Efforte gemaach hu fir iwwerhaupt de Gasapprovisionnement hei am Land ze assuréieren.

Den Investissement vum ganze SOTEG-Réseau ass net nëmme héich subventionéiert ginn, mä gläichzäitig ass de Stat och ganz konsequent an d'Kapital vun där Gesellschaft eragaangen. Déi lokal Distributiounen ginn och vu staatlecher Säit ganz héich subventionéiert. Deemools war et de Wonsch sécher ze stellen, dass mer eng Diversifikatioun vun eise Approvisionnement hätten.

Den ILR wäert senger Aufgab gerecht ginn, fir dofir ze suergen, an d'Gesetz vum ILR, an den Här Biltgen huet dat jo éineschters hei nach erkläert, dass de Rôle vum ILR deen ass vun der Régulatioun fir de Contrôle an d'Transparenz ze assuréieren, fir ze évitéieren, dass een en Abus mécht vun enger Position dominante zum Schued vum Konsument. Dat alles mécht den ILR. Dat ass net ëmmer einfach, well e Betrib, deen eng gewëss Situatioun huet, dee gétt déi net mir näischt, dir näischt op. Dat sinn déi Diskussiounen, déi normal lafen. Mir hunn do Prozeduren. Déi Prozedure lafen, a wann een net ze fridden ass, da kann en déi Recoursen huelen, déi am Gesetz virgesi sinn, mä ech verstinn, Här President, nach eng Kéier net richtig déi, ech wëll net soe Virwërf, mä déi donkel Undeitung, déi den honorabelen Här Deputéierten Henckes hei gemaach huet.

D'Personal wier beonrouegt. Wat fir e Personal? Ech huelen un, dass do vum Gemengepersonal geschwat ginn ass. Dat ass eng Fro, déi muss een de Bürgermeeschtere vun deene respektive Gemengen oder dem Innenminister stellen, mä déi kann een net dem Wirtschaftsminister stellen. Ech hunn net d'Kompetenz fir mech do anzeméischen, wéi - dat war jo Är grouss Fro - d'Regierung d'Liberaliséierung ugeet.

Ech kann lech nëmme soen, dass dës Regierung wéi déi viregt och nach eng Kéier bereet ass all déi europäesch Obligatiounen, déi mer agaange sinn oder déi mer imposéiert kritt hunn, ze respektéieren, mä mir ginn awer déi Liberaliséierung net Hals iwwer Kapp un, mä et soll eng Liberaliséierung sinn déi bien réfléchie ass, fir dofir ze suergen dass dat, wat bis elo gutt fonctionnéiert huet, net a Fro gestallt gétt an d'Intérète vun de Konsumenten, sief et déi vu privaten oder Entreprises, net léséiert ginn.

M. le Président. - Den Här Henckes huet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, ech erlabe fir d'éischt - déi Froen iwwert d'Ré-

glement-grand-ducauxë kann ech schrëftlech hannerleeën - ...

Une voix. - Wéi vill sinn et der?

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Et sinn der fënnf.

(Interruption)

Neen, keng 95. Ech wëll och drop hiweisen, datt een hei nach eng Kéier gesäit, dass wann een eng Interpellatioun mécht, dann huet een Zäit fir eng Debatt ze strukturéieren, anstatt dass een hei fir esou eng Problematik fënnf Minuten zougestane kritt fir dat ze exposéieren.

(Interruptions)

Dat ass manifestement net an der Rei an dat explizéiert och deen Ablack, dass verschidde Mëssverständniss virkommen.

Dat zweet ass: Wann een eng Regierung interpelléiert, dann huet een net nëmme eng Question avec débat mat engem Minister, mä mat alle concernéierte Ministere. An d'Schwierigkeet, déi een huet, dat ass datt ee gesäit, datt et augenblécklech an de Gemengen, ech weess et och a menger Fonction als Gemengeconseiller vun der Stad Lëtzebuerg, duerch d'Absence vu klaren Direktiven, Reglementer, etc., ganz schwierig ass fir sech en Conformitéit zum Gesetz ze setzen. Dat ass dat wat ech wollt opwerfen. Et soll een elo kucke fir eng Léisung ze sichen.

M. le Président. - Da wiere mer elo um Enn vun deem Punkt ukomm a mir kéimen dann elo zur Diskussioun vum Projet de loi 4991, eng Ofännerung vu verschiddenen Artikelen vum Code pénal. Et si schonn agedroen: déi Häre Klein, Bettel, Henckes an Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dem Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Mosar.

4. 4991 - Projet de loi portant modification de certains articles du code pénal

Rapport de la Commission juridique

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de virleiende Projet huet als Objet dräi Artikelen vum eise Code pénal ëmzënnere an domadder méi Kohärenz an eist Strofrecht ze bréngen.

Den éischten Artikel betrëfft den Artikel 252 vum eise Code pénal. Dësen Artikel leet de Strofrinzip an d'Strofmooss vun der Tentative am Kader vun engem Verbriche fest. De Prinzip ass deen, datt mir op der Tentative vun engem Verbriche déi Strof applizéieren, déi just ënnert där läit, déi mer géife bei engem Verbriche applizéieren, dat bis zum Schluss duerchgezu ginn ass, an dat dann och en matière pénale ginn ass.

Falls zum Beispill e Verbriche am Prinzip mat liewenslänglechem Prisong bestrooft gétt, esou soll elo nom Artikel 52 d'Tentative vun esou engem Verbriche mat enger Haftstrof vu 15 bis 20 sanctionnéiert ginn. Des Weidere soll een nom Artikel 52 mat enger Prisongstrof zwëschen 10 a 15 Joer rechnen am Fall vun enger Tentative bei engem Verbriche, déi normalerweis mat enger Prisongstrof vu 15 bis 20 Joer bestrooft gétt. Den Artikel 52 zielt dann och nach e puer aner Beispiller op.

D'Gesetz vum 13. Juni 1994 iwwert de Régime des peines huet an eiser Gesetzgebung en neie Grad bei der Bestrofung vu Verbriche agefouert, an zwar d'Prisongstrof zwëschen 20 an 30 Joer. Elo ass et awer esou, dass am Artikel 52 vum Code pénal esou eng Strof net virgesinn ass. D'Jurisprudenz ass zum Schluss komm, dass d'Stof, déi direkt no der liewenslänglecher Haft am Kader vun enger Tentative kënn, enger Prisongstrof vu 15

bis 20 Joer entsprécht, wat awer notamentum an Usiicht vum Gesetz vun 1994 net kohärent ass.

De virleiende Projet hieft dës Inkohärenz op a mam neie Gesetz steet elo op enger Tentative vun engem Verbriechen, dat normalerweis mat enger liewenslänglecher Strof bestrooft gëtt, eng Prisongsstrof zwëschen 20 an 30 Joer, amplaz vun enger Réclusioun vun nëmme 15 bis 20 Joer. Mir mengen, datt an Ubetracht vu verschiddene schwéiere Verbriechen dës Moosnam gerechtfertegt ass.

Den Artikel 476 gëtt och am Kader vun virleiende Projet de loi ëmgeännert. Nom Artikel 476 steet op der Tentative de vol an der Extorsion déiselwecht Sanctioun wéi op de Vol an d'Extorsion, déi ënner gravéierenden Ëmstänn begaange gi sinn. Eenzeg Viraussetzung: den Auteur huet säi Verbriechen net bis zum Schluss duerchgezunn an et bleift dowéinst bei enger Tentative, déi sech nëmme duerch Ëmstänn erkläre léisst op déi den Auteur keen Afloss huet, dat heescht datt se sech dem Wëlle vum Auteur entzéien.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Den Artikel 476 bezitt sech expresse verbis op den Artikel 473 an op den Artikel 474 vum Code pénal, mä net op den Artikel 475, dee beiseet, an ech zitieren: «que le meurtre commis pour faciliter le vol ou l'extorsion ou pour assurer l'impunité sera punie par la réclusion à vie.» De Projet de loi assimiléiert elo d'Hypothesen vun enger Tentative de vol ou d'extorsion mat där vun engem Vol oder enger Extorsion, déi ginn ass, andeem e virgesäit datt den Artikel 476 sech och op den Artikel 475 bezitt.

Den drëtten Artikel, deen dann de virleiende Projet ëmännere soll, ass den Artikel 376 vum Code pénal. A senger aktueller Versioun gesäit dës Dispositioun vum Code pénal vir, datt de Viol, deen den Doud vum Affer mat sech bréngt, mat enger Prisongsstrof vu 15 bis 20 Joer bestrooft soll ginn. Nom aktuellen Artikel 376 vum Code steet op engem Mord, dee begaange gëtt, fir entweder eng Vergewaltigung duerchgezéien oder ze vertuschen, eng liewenslänglecher Prisongsstrof.

Den neien Text ersetzt elo de Mord, bei deem et zu enger Vergewaltigungstentative koom, mat engem Mord, wou d'Victime tatsächlech vergewaltigt ginn ass, gläich vun deem Moment u wou et bei enger Tentative bliwwen ass wéinst Ëmstänn op déi den Auteur keen Afloss hat, dat heescht wann den Auteur net fräiwëlleg decidéiert huet de Viol ofzebriechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat kléngt alles ganz komplizéiert, net nëmme fir Net-Juristen, mä och fir Juristen. De Code pénal ass net ëmmer ganz einfach am Verständnis, mä ech mengen schonn dass déi verschidden Artikelen, déi mer hei elo ëmännere, zu enger méi grousser Kohesioun vun eisem Code pénal bäidroen, an dofir géif ech lech och bieden Är Zoustëmmung dësem Text ze ginn. Ech kann och direkt d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun zu dësem Text ginn.

Ech wëilt awer vun der Geleeënheet profitéieren dem Här Justizminister ze soen, datt et vläicht eng kéier noutwendeg wär en allgemengen Toiletteage vun eisem Code pénal ze maachen. Ech weess, Här Minister, dat ass eng Sisyphusaarbecht, an ech ka mer och virstellen dass et aner Prioritéite ginn, nach awer wär et net onwichtig trotzdem eng kéier dës Sisyphusaarbecht unzegoen. Ech mengen, et ass och vill méi einfach fir all déi Leit, déi mat eisem Code pénal ze dinn hunn, wann dës Code pénal vereinfacht gëtt. An deem Sënn géif ech lech merci soe fir Är Opmerksamkeet.

M. le Président. - Merci, Här Mosar. Als éischte Riedner ass den

Här Jean-Pierre Klein agedroen. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Pierre Klein (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci dem Rapporteur fir säi gudden Rapport. Duerch d'Ofschaffung vun der Doudesstrof hei zu Lëtzebuerg ass d'Skala vun den zäitleche Fräiheitsstrofe verréckelt ginn, an zwar ass 1994 am Artikel 8 d'Peine de la réclusion à temps vun 20 bis 30 Joer bäikomm, dobäi ass den Artikel 52 vum Code pénal, wat d'Tentative ubelaangt, net geännert ginn.

D'Tentative gëtt am Prinzip ëmmer mat der Strof beluecht, déi direkt ënnert dem Fait criminel, wann e consomméiert gi wär, läit. De Rapporteur huet dat och elo grad schonn erkläert. An der jëtzege Situatioun gëtt zum Beispill de Crime, dee mam liewenslängleche Fräiheitsentzuch bestrooft gëtt, am Fall vun der Tentative opgrond vum Artikel 52 vum Code pénal mat 15 bis 20 Joer bestrooft an net mat 20 bis 30 Joer. Den Artikel 52 vum Code pénal muss also mam Artikel 8 vun deemselwechte Code an Aklang, a Relatioun bruecht ginn, an dat geschitt mat dësem Projet de loi, e Parallelismus tëschent den Artikelen 8 an 52 vum Code pénal.

Wat den Artikel 476 vum Strafgesetzbuch ubelaangt, am Artikel 475 vum Code pénal ass de Mord als aggravanten Ëmstand vum Déifstal virgesinn. Also de Vol ass de Fait principal gemäss dem Élément moral vum Täter, souguer wann et bei der Tentative bleift, wann de Mord begaange ginn ass an den Déifstal konnt onofhängeg vum Wëlle vum Täter net getätigt ginn. De Mord ass eng Circonstance aggravante vun der Tentative vum Vol. De Meurtre, wat jo e ganz schroe Crime ass, gëtt an dësem Fall net esou uerg bestrooft wéi wann de Vol gelonge wär. E gëtt nëmme maximal mat 20 Joer Réclusioun bestrooft. Am Fall, wou e gelongene Vol dobäikënnert, kënnert e liewenslänglech ginn.

Deen Décalage tëschent deenen zwee Faiten ass net richtig. De Meurtre eleng ka laut dem Artikel 92 mat der liewenslänglecher Strof beluecht ginn. Dofir ass eng Gläichstellung Mord mat gelongem oder net gelongem Vol noutwendeg, an dozou d'Referenz am Artikel 476 op den Artikel 475 vum Code pénal.

Den Artikel 376 vum Code pénal betrëfft de Viol. An dësem Artikel gëtt d'Tentative mat der gelongener Dot gläichgestallt. De Statsrot huet heizou eng Differenz proposéiert, zu Recht iwwregens, esou wéi hie seng Theorie entwéckelt huet, wat d'Alinéaen 1 an 2 vum proposéierten Text ubelaangt. Do steet eng Distinction tëschent engersäits dem Viol, deen den Doud mat sech bruecht huet, an andersäits dem Mord fir de Viol ze erliichter, also zwou grondverschidde Situatiounen: den Doud ouni d'Absicht fir en erbäzeféieren an den Doud mat Virbedacht.

Do stellt de Statsrot sech d'Fro mat Recht, an hien huet och duerfir en Text proposéiert, deen nëmme d'Tentative mam Viol selwer assimiléiert am Fall wou de Mord, also d'Absicht fir d'Affer dout ze maachen, am Spill ass, sief et virun der Tentative, während där oder duerno. D'Commission juridique huet de Raisonement vum Statsrot akzeptéiert an den ursprüngleche Projet de loi an deem Sënn amendéiert.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, géing ech den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Klein. Den nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen den Här Mosar huet schonn hei alles gesot. Ech sinn net hei fir nach en zweete Rapport ze maachen. Den Här Klein huet och nees eng kéier verschidden Detailler soulevéiert. Ech wëll hei net nach eng kéier als Drëtten drop agoen.

Dat eenzegt wat ass, Här President, an den Här Mosar, eise President vun der Commission, sot et och schonn, dass en Dépoussiéierung vum Code pénal eppes wär wat vläicht wichteg wär. Ech zum Beispill sinn der Meenung, wéi an deem heiten Text and steet, do schwätzt ee vu Volonté des coupables, ech hunn den Terme Coupables net ganz gären. Ech fannen den Terme Auteur vun enger Infraction ass op jidde Fall juristeschesch méi richtig an et gëtt nach verschidden aner Saachen.

Et wär och fir d'Schüler vum Cours complémentaire fir d'Affekoten, fir déi, déi den Avoué ze léieren hunn, vill méi einfach, wann d'Codé méi kloer wären. Mä op jidde Fall bréngen ech heimat den Accord vun eiser Fraktioun mat deene puer Bemerkungen, déi ech gemaach hunn.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Bettel. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur a President vun der juristescher Commission huet d'Problematisierung ganz kloer hei definéiert. Et ass noutwendeg gi fir d'Gesetz vum Code pénal op e puer Punkten ze änneren, well mer gesinn hunn, datt verschidden Ongerechtegkeeten entstinn, wann een d'Gesetzgebung esou léisst wéi se haut ass. Dofir ass dat heiten e positivt Gesetz an den ADR wäert och dofir seng Zoustëmmung zu dësem Gesetz ginn.

M. le Président. - Den Här Urbany, wann ech gelift.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll net esou kuerz schwätze wéi déi meescht vu mengem Virriedner, well ech wëll e bësse méi eingehend op dee Projet hei agoen. Ech wëll mengen Iwwerleeungen zwou Bemerkungen virausschécken.

Éischtens: Strafgesetzter sinn ëmmer delikat Gesetzter, besonnesch wa se Prisongsstrofe virgesinn, déi forcément en déiwen Aschnëtt an d'Fräiheet vun de Bierger duerstellen. Duerfir ass zum Beispill och e wichtige Prinzip am Strofrecht, datt d'Strafgesetzter musse restriktiv interpretéiert ginn.

Zweetens: Déi schlëmmste Strofdot aus humanistescher Siicht bleift et selbsterständlech fir e Mënsch ëmzebréngen. Si rechtfertegt méi wéi all aner Strofdot eng Prisongsstrof. Eng ofgeschwächten Dimension vum der Loi du talion, dat heescht Gläiches mat Gläiches, oder op d'mannst Gläiches mat eppes Schlëmmes ze vergelten, bleift e Bestanddeel bei de sougenante Crimes du sang.

A grad well ee sech bewusst ass, datt déi Dimensionen vun der Vergeltung bei esou Strofen derbäi ass, muss een och d'Prisongsstrofen am Allgemenge mat Verstand asetzen. Et geet net drëm bei Prisongsstrofen e Mënsch ze vernichten no Raten. Si si keen Ersatz fir d'Doudesstrof, déi glécklecherweis ofgeschaaft ginn ass. Si sollen d'Gesellschaft zwar schützen virun neie Gewaltdoten, mä si sollen awer och den Täter net nëmme strofen, mä och besser maachen

an e wa méiglech an d'Gesellschaft réintégréieren.

Esou en Objektiv vu Resozialisatioun ass awer och zum Deel incompatible mat Prisongsstrofen. Dat ass och en Element, niewent der Bestrafung, déi de Législateur an d'Gerichter ëmmer mussen a Betracht zéien. D'Fro vun adaptéierte Strofen a vun engem humane Strofvollzuch stellt sech also an alle Fäll fir de Législateur a fir d'Gerichter. Déi Fro stong och am Mëttelpunkt, Dir Dammen an Dir Hären, vum Gesetz vun 1994 iwwert de Régime des peines, deen nach op eng Virlag vum Minister Robert Krieps zrëckgeféiere war.

Dat Gesetz vun 1994 huet zwar eng nei, sougenannt intermédiaire Strof vun 20 bis 30 Joer Prisong an déi Panoplie vun zäitbegrenzte Prisongsstrofe fir begaange Verbriecher bäigefügt, déi deemools nëmme bis 20 Joer gaange sinn, mä et huet sech awer wuel gehitt fir Prisongsstrofen no uewen unzepasse fir Verbriecher, déi verhënnert konnte ginn, also fir Tentative de crime. Dat mécht dat hei Gesetz, andeem et de Maximum bei Tentative de crime vun 20 op 30 Joer eropsetzt.

Mat dësem Gesetz soll elo, wann op deem Verbriechen, wann et begaange gi wier, liewenslänglech géif stoen, net méi 15 bis 20 Joer Prisong stoe wéi bis elo, mä 20 bis 30 Joer wann d'Tentative de crime verhënnert ginn ass. Wann 20 Joer oder 30 Joer Prisong géif stoen op enger Strofdot, déi begaange gi wier, stinn der elo 15 bis 20 drop, wann d'Strofdot verhënnert ginn ass.

Dat gëtt begrënnert domat, datt eng gewësse Graduation hiergestallt misst ginn, tëschent de Verbriechen an de verhënnerte Verbriechen, woubäi déi lescht Kategorie ëmmer eng Stuf misst hannert där éischter leien. Dat ass eng reng theoretisch Argumentatioun, woubäi een awer muss bedenken, datt et hei net ëm mathematesch Tabellen geet, déi schéi proportionnell sollen ausgesinn, mä et geet ganz konkret hei drëm, fir konkrete Mënschen zéng Joer Prisong méi ze ginn.

Et dierf ee bei deem Ganzen och net vergiessen, ech wëll et nach eng kéier widerhuelen, datt et sech ëm eng Tentative de crime handelt, déi selbsterständlech verhënnert konnt ginn, net wéinst dem Wëlle vun deem, dee se ausgefouert huet, mä wéinst dem Wëlle vun Drëtten oder vun Ëmstänn, déi dat esou erginn hunn, mä wou ëmmerhin awer d'Opfer net ëmbruecht ginn ass an nach leeft. Duerfir mengen ech och, datt de Législateur bis elo Recht hat, wann e gesot huet, bei Tentative de crime setze mer eng maximal Strof vun 20 Joer am Text fest.

Et gëtt och am Exposé des motifs drop higewisen, datt et eng flagrant Ongerechtegkeet wier de Mord, dat heescht den Doudschlag mat Absicht, an den Assassinat, dat heescht den Doudschlag mat Plang, gläich ze bestrofen, während jo awer den Assassinat virun 1979 mam Doud bestrooft gi wier.

De Statsrot weist zu Recht drop hin, datt un där Tatsaach do jo nëischt mat deem heite Gesetz geännert gëtt, well esouwuel bei enger begaangener Strofdot wéi och bei enger Tentative de crime ëmmer nach déi Parallelitéit vun der Bestrafung besteet zwëschen Assassinat a Meurtre. Haut sinn et 15 bis 20 Joer, bei der Tentative d'assassinat wéi bei der Tentative de meurtre. Mat deem heite Gesetz sinn et an Zukunft 20 bis 30 Joer.

Dat heescht, d'Intentioun bei deem heite Gesetz schéngt ganz kloer eleng dran ze bestoen, eng Répression renforcée ze maache vun enger bestëmmter Kategorie vu Verbriechen, vun enger Tentative de crime. Dat seet de Statsrot ganz däitlech, an et muss ee feststellen, datt keng richtig Erklärung an

deem ganze Projet de loi dran ass, firwat dat dann elo soll geschéien. Ass et zrëckgeféieren op eng Praxis vun de Gerichter, ass et zrëckgeféieren op eng Demande vun de Gerichter? Ech fannen an deem ganzen Text keen Avis vum Parquet dran. Ech fanne keen Avis vum Gerichter dran. Ech fannen och keng Statistik dran, zum Beispill iwwer konkret Strofmooßnahme wéi se ugewannt géife ginn.

Deemools, wéi d'Gesetz vu '94 diskutéiert ginn ass, hat den deemolege Premier Avocat général Alphonse Spielmann an engem Avis...

M. le Président. - Maacht lech fäerdeg, Här Urbany.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Ech si gläich fäerdeg, Här President.

...vum 23. Mee 85 gesot - deemools ass jo d'Strofmooß op 20 bis 30 Joer festgesat gi bei enger Strofdot, déi wierklech begaange ginn ass -, et géif eigentlech keng Demande gi vun de Gerichter fir esou en Erophiewe vum Strofmooß, an dat reellt Strofmooß an der Praxis géif leie bei 14 an een halleft Joer deemools.

Eleng déi Considérationen do ginn duer fir mech fir ze soen, datt ech dee Projet hei net ka stëmmen, et sief dann déi heite Bestëmmung gëtt aus dem Projet erausgeholl, well mat deenen zwou Bestëmmungen duerno kann een d'accord sinn. Et feelt mer leider elo un der Zäit fir ze erklären aus wat fir engen Ursachen, mä ech kann dat dann nach vläicht herno maachen.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Urbany. D'Regierung wëllt d'Wuert net. Et ass alles kloer. D'Diskusioun ass dann elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique vum Projet de loi a stëmmen doriwier of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Niki Bettendorf)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Mir maachen de Vote vum Projet de loi 4991.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi déi fir de Projet si stëmmen mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass matt 55 Joestëmmen, enger Nee-Stëmm an enger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank (par M. Laurent Mosar), MM. Marcel Glesener (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par Mme Nelly Stein), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling (par M. Marco Schroell), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Jean-Paul Rippinger), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par Mme Maggy Nagel), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer (par M. Alexandre Krieps) et Théo Stendebach (par Mme Agny Durdu);

M. Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot (par M. Mars Di Bartolomeo), Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Alex Bodry);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves

D'Artikelen 1 bis 3 si gelies an ueg-holl.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dogéint si mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi ass ueg-holl mat 56 Jo-Stëmmen an enger Abstentiuon.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank (par M. Lucien Cle-

ment), MM. Marcel Glesener (par M. Nico Loes), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Marco Schroell), MM. Jeannot Belling (par M. Jean-Paul Rippinger), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas,

Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par M. John Schummer);

MM. Jean Asselborn (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Jeannot Krecké), MM. Ben Fayot (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer (par M. Mars Di

Bartolomeo), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen (par M. Aly Jaerling), Fernand Greisen (par M. Jean-Pierre Koepp), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Jacques-Yves Henckes);

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch).

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da wiere mer domadder um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si virgesinn de 17., 18. an 19. Juni. Den Ordre du jour gëtt lech schrëftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.52 heures)

MARDI, 17 JUIN 2003

62^E SÉANCE

**Présidence: M. Jean Spautz, Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président**

1. Communications

2. Ordre du jour

3. Dépôt de deux propositions de loi

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question N° 306 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Laurent Mosar au sujet du statut et du fonctionnement de la société coopérative "Spidolswäscherei", adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- Question N° 307 du 16 juin 2003 de Monsieur le Député Jeannot Krecké au sujet des conclusions des groupes de travail issus de la table ronde sur les pensions de l'année 2001, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- Question N° 308 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Gusty Graas au sujet de l'interruption de l'alimentation en eau potable du réservoir principal à Eschdorf à partir de la station de traitement à Esch-sur-Sûre, adressée au Ministre de l'Intérieur
- Question N° 309 du 16 juin 2003 de Madame la Députée Renée Wagener au sujet des retours des demandeurs d'asile déboutés, adressée au Ministre de la Justice
- Question N° 310 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Marco Schank au sujet de la stratégie gouvernementale en matière de réduction des émissions à effet de serre, adressée au Ministre de l'Environnement
- Question N° 311 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Alex Bodry au sujet du prochain sommet de la Grande Région, adressée au Ministre de l'Intérieur
- Question N° 312 du 17 juin 2003 de Madame la Députée Maggy Nagel au sujet du financement des installations du Syndicat intercommunal pour la collecte, l'évacuation et l'élimination des ordures ménagères et industrielles (SIGRE) en provenance des communes de la région de Grevenmacher, Remich et Echternach, adressée au Ministre de l'Intérieur
- Question N° 313 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Jean Huss au sujet du conflit social entre l'Entente des Hôpitaux Luxembourgeois et les syndicats du secteur santé, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- Question N° 314 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Patrick Santer au sujet des problèmes juridiques se posant au niveau de la création d'un lieu d'injection (Fixerstuff), adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- Question N° 315 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Ben Fayot au sujet des résultats de la récente enquête Eurobaromètre sur les attitudes vis-à-vis de la discrimination, adressée au Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse
- Question N° 316 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Ben Fayot au sujet du projet de Constitution élaboré par la Convention sur l'avenir de l'Europe, adressée au Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur
- Question N° 317 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Jos Scheuer au sujet du problème des surqualifications de nombreux candidats à l'examen-concours pour l'admission au stage dans la fonction publique, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

5. 5105 - Projet de loi relatif à l'adhésion du Luxembourg à la Banque Asiatique de Développement

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

6. 5073 - Projet de loi modifiant la loi du 21 juin 1999 autorisant l'Etat à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers

(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Michel Wolter, Luc Frieden, Mme Anne Brasseur, MM. Henri Grethen, Charles Goerens et Carlo Wagner, Ministres; MM. Joseph Schaack et Eugène Berger, Secrétaires d'Etat.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

(Négation)

1. Communications

Ech hunn lech folgend Kommunikatiounen ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le Bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 12 juin 2003, les projets de loi suivants:

- Projet de loi N° 5165 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et modifiant:

1. le code pénal;
2. le code d'instruction criminelle;
3. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;
4. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
5. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
6. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;

7. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat;

8. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

9. la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseur d'entreprises;

10. la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert comptable;

11. la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives;

12. la loi générale des impôts („Abgabenordnung“).

- Projet de loi N° 5166 modifiant la loi du 25 juillet 2002 portant création et réglementation des professions de géomètre et de géomètre officiel et portant modification de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

3) Par lettre du 5 juin 2003 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir le texte des résolutions adoptées par le Parlement européen au cours de sa période de session du 12 au 15 mai 2003:

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord visant à renouveler l'accord de coopération dans le domaine de la science et de la technologie entre la Communauté européenne et le gouvernement de la Fédération de Russie
- résolution sur les travaux de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE en 2002
- résolution sur la protection des artistes du secteur audiovisuel
- résolution sur la recommandation de la Commission concernant les grandes orientations des politiques économiques des Etats membres et de la Communauté (période 2003-2005).

2. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz huet an hierer Sitzung vum 6. Juni décidéiert, datt d'Chamber haut de Mëtten an iwwermuer mat folgendem Ordre du jour siégéiert:

Haut de Mëtten hu mer eng Froestonn un d'Regierung an duerno de Projet de loi 5105 iwwert de Lëtzebuurger Baitrëtt an d'Banque Asiatique de Développement. Bei dësem Projet ass eng qualifizéiert Majoritéit erfuert. Dann hu mer nach de Projet de loi 5073 iwwert d'Spideeler.

En Donneschdeg hu mer éischens de Projet de loi 4807 iwwert d'Pratiques commerciales restrictives, zweetens de Projet de loi 4997, e Protokoll vum BENELUX-Gesetz iwwert d'Marken an drëtzens de Projet de loi 5083 iwwert d'Affectation vun Iwwerschëss vun de Recettes aus dem Joer 2001. Op Wonsch vum Rapporteur a mam Averstännis vun der Regierung kënn dëse Projet en Donneschdeg als éischten un d'Rei.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Den Här Alex Bodry freet d'Wuert fir den Dépôt vun zwou Propositions de loi. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

3. Dépôt de deux propositions de loi

M. Alex Bodry (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et si gläich zwou Propositionen, déi ech hei déposiere wëll.

Eng éischt Proposition de loi behandelt d'Émännerung vum Gesetz vum 27. November 1980 iwwert d'Émweltverwaltung. Ech gesinn dës Proposition de loi als Alternativ zum Regierungsprojekt 4863. Mir kënnen déi dann zesummen diskutieren a kucke wien déi beschten Texter presentéiert. Här Rippinger.

Déi zweet Proposition de loi ass déi, déi een neien Artikel 940-1 an de Code de procédure civile aféiert, respektiv déi den Artikel 41 vum Gesetz vum 1999 iwwert d'Police an d'Inspection générale de la Police, wéi d'Artikelen 58 an 68 vum Gemengegesetz vum 1988 émännert. Dat heiten ass och geduecht als Alternativ zum Regierungsprojekt 5076 bekannt ënnert dem Numm Lex Greenpeace.

- Proposition de loi N° 5167

- portant introduction d'un article 940-1 nouveau au Nouveau Code de Procédure civile

- modifiant a) l'article 41 de la loi du 31 mai 1999 sur la Police et l'inspection générale de la Police b) les articles 58 et 68 de la loi communale du 13 décembre 1988, telle que modifiée par la suite, et

- Proposition de loi N° 5168 portant modification de la loi modifiée du

27 novembre 1980 ayant pour objet la création d'une administration de l'environnement.

M. le Président. - D'Chamber hält Akt vum Dépôt vun zwou Propositions de loi d'uerch de Kolleg Alex Bodry. Si gi weidergeleet un déi zoustänneg Kommissiounen an un de Statsrot.

4. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtten hu mer als éischte Punkt eng Froestonn un d'Regierung. Déi éischt Fro ass d'Fro 306 vum Här Laurent Mosar un de Gesondheitsminister iwwert d'Coopérative „Spidolwäscherei“.

Ech maachen drop opmierksam, dass d'Froen zwou Minutten dierfen daueren an d'Regierung véier Minutten Zäit huet fir ze äntweren. Ech géing jiddferree bieden sech dorun ze halen.

Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

- Question N° 306 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Laurent Mosar au sujet du statut et du fonctionnement de la société coopérative „Spidolwäscherei“, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Laurent Mosar (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn d'lescht Woch an eiser geschriwwener Press gelies, datt d'Société coopérative vun der Spidolwäscherei en Direkter engagéiert. Mir wëssen, dass d'Spidolwäscherei u sech eng ganz begrëssenswäert Initiativ ass, well et hei em d'Reinsertioun vun Détenuen an d'professionell Liewe geet. Op där anerer Säit stellen sech awer hei eng Rei vu Froen, wat d'Wäsch vun de Spideeler ubetrëfft, notamment d'Qualitéit an d'Ponctualitéit.

Déi Froen, déi ech dozou wëll un de Gesondheitsminister stellen:

- Besteet en definitivt Konzept, wat d'Strukturen an de Fonctionnement vun dëser Société coopérative ubetrëfft? Wéi vill Leit sollen hei schaffen? Wéi gesäit et do mat der Formatioun aus?

- Déi Quantitéiten, déi virgesi sinn, fir gewäsch ze ginn, gesinn eng Verdeublung vun den aktuelle Quantitéite vir, wou ech dann also gär vum Gesondheitsminister wësse géif, wou a sech déi Verdeublung vun de Quantitéite vun deene Spideeler hierkënn?

- Mir hu viru kuerzem hei en neit Gesetz iwwert d'Marchés publics gestëmmt. Applizéiert dat Gesetz sech net och op d'Spideeler, besonnesch wat déi öffentlech-rechtlech Spideeler ubetrëfft, wat d'Ausschreiwung vun esou Servicer ubelaangt?

- Fäert de Gesondheitsminister net, dass hei eng Concurrence déloyale par rapport zum Privatsecteur wäert bestoen a riskéiere mir do net eventuell op d'Fangere geklappt ze kréie vun der Europäescher Kommissioun?

M. le Président. - D'Wuert huet elo de Gesondheitsminister Carlo Wagner.

M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et deet mer Leed, mä et ass mir schwierig op déi dote Froen ze äntweren.

Dir wësst, dass déi Spidolwäscherei eng Coopérative ass vun der EHL, wou déi verschidde Spideeler sech ugeschloss hunn, mä déi huet kee Lien mam Ministère de la Santé. Dat heescht an anere Wierder, déi Spidolwäscherei läit nulllement an de Kompetenzen vum Minister vun der Santé. Et kënn héchstens eppes ze dinn hunn, kënn ech mir virstellen, vläicht mam Minister vun der Justiz oder mam Minister vun de Classes moyennes, wat d'Autorisatioun

ubelaangt, mä wéi gesot et besteet kee Lien tëschent der Spidolwäscherei an dem Ministère de la Santé. Merci.

M. le Président. - Mir kommen zur Fro 307. Do kritt den Här Jeannot Krecké d'Wuert fir un de Minister vun der sozialer Sécherheet eng Fro ze stellen iwwert de Rentendësch.

- Question N° 307 du 16 juin 2003 de Monsieur le Député Jeannot Krecké au sujet des conclusions des groupes de travail issus de la table ronde sur les pensions de l'année 2001, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn eng Déclaratioun finale vum Rentendësch op de 16. Juni 2001 gehat, déi eng Rei „Mesures à discuter“ virgesäit, well mer alleguerten zur Konklusioun komm sinn, inklusiv de Minister, dass do eng Rei Froen opgeworf gi sinn, déi wichteg genuch si fir weider analyséiert ze ginn, mä wou et zäitlech bedéngt net méiglech war déi zu deem Zäitpunkt zu engem gudden Ofschluss ze bréngen.

Doropshin sinn an der Déclaration finale véier Punkte festgehale ginn, wouvun deen éischte Punkt d'Individualisatioun vun de Rechter betrëfft awiefieren een do net misst méi wäit goe wéi dat, wat mir bis elo hunn. E Groupe de travail war virgesinn, deen déi Fro behandle sollt a wou och de Conseil national des femmes luxembourgeoises mat bäigezu sollt ginn.

Wéisou hunn d'Membere vum Rentendësch, wéisou hunn d'Organisatiounen, déi um Rentendësch waren, wéisou huet d'Chamber iwwerhaupt keng Kenntnis vun deem, wat dee Groupe de travail bis elo gemaach huet? Huet en iwwerhaupt ugefaange mat schaffen? Wa jo, firwat hu mir keng Kenntnis dovunner, zwee Joer si verbäi, wou mir eis dach alleguerten eens waren, dass déi Leit sollte mat agebonne ginn, déi op deem Rentendësch waren?

Mir haten dräi Sujeten, dat eent war d'Carrière dynamique, dat anert waren d'Pensions complémentaires, dann nach d'Sources de financement alternatives et complémentaires, wou och sämtlech Leit, inklusiv de Minister, der Meenung waren, dass een do sollt weider nodenken. Zu deenen dräi Punkten sollten dräi Gruppe schaffen, déi eng ähnlech Kompositioun sollten hu wéi déi vum Rentendësch. Da ginn ech also dovun aus, dass déi Organisatiounen, déi do vertruede waren, hätte misse gefrot gi wie se dohinner géife schécken en y associant bien sûr d'autres organisations représentatives.

Nach eng Kéier meng Fro: Wéi ass et méiglech, dass zwee Joer nodeem mer dat decidéiert hunn zumindest eis Fraktioun keng Kenntnis dovunner huet?

(Interruption)

Mir wollt kee Rentendësch II, mir wollt Grupos de travail.

Här President, wann den Här Weiler mir eng Fro ze stellen huet, dann hunn ech kee Problem domat. Ech wollt dem Minister eng stellen, mä ech äntweren awer och dem Här Weiler gären, mä da kréien ech dat awer net vu menger Zäit ofgerechent.

Här Weiler, mir haten ofgemaach, dass mer kee Rentendësch II an där doter Form wëilten, an dass et Grupos de travail wäeren, déi dat géife maachen, mä wou d'Kompositioun vum Rentendësch géing respektéiert ginn. Wéisou huet zumindest eis Organisatioun - Dir hutt vläicht Kenntnis dovunner - keng Kenntnis dovunner, ob déi Arbeitsgruppen zesumme gesat sinn, wéi se zesumme gesat sinn, wat se bis elo geschafft hunn a wat d'Resultater sinn?

Här Minister, ech fannen zwee Joer nom Rentendësch muss do iergendeppes schief gelaf sinn, well et ka jo net sinn, dass mir keng Kenntnis dovunner hunn, wann do excellent Aarbecht an de Kulissen, besonnesch op deenen dräi leschten Themen, soll geschitt sinn.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Gesondheitsminister Carlo Wagner.

M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Här President, mir haten effektiv eng kleng Schwierigkeit bei der Kompositioun vun deene Grupos de travail, justement wéi et elo richteg gesot ginn ass, well d'Sozialiste jo kee Rentendësch II wollten, awer Grupos de travail, déi déiselwech Kompositioun respektéiert hätte wéi um Rentendësch. Dann hätte mer awer e Rentendësch II gehat an dat wollten se jo awer net. Dofir si mer op de Wee gaange vun de jëtzege Grupos de travail.

Ech hunn dat d'ailleurs schonn eng Kéier viru laanger Zäit der Chamber erkläert, dass mer géife Grupos de travail maache mat de Partenaires sociaux zesumme mat aneren Organisatiounen, wann dat noutwendeg wär. Déi Grupos de travail sinn zesummekomm.

Bei de Sources de financement wollt mer kucke wéi ee kéint supplementar oder alternativ Sources de financement hei am Land schaffen. Do sinn déi éischt Konklusiounen vun deem Groupe de travail scho gefall, wat d'Rentabiliséiere vum Rendement vun de Reserven ubelaangt. De Premier huet beim Etat de la Nation den Dépôt gemaach vun deem Projet de loi, an deen, Här Krecké, kënn selbstverständlech an d'Kommissiounen an da ka jiddereen iwwert déi Propositionen, déi mir maachen, mat diskutéieren.

An deem Zesammenhang wäerte mer och geschwé fäerdeg si mat deem Avant-projet de règlement iwwert d'Exécution an iwwert d'Constitution vum Cahier des charges fir d'Gestionnaire vun deene Suen.

Et ass och decidéiert ginn, dass esoubal wéi mir mat deenen Aarbechte fäerdeg sinn dee Groupe de travail géif d'Aarbechten entaméiere fir d'Sources alternatives de financement.

Den zweete Groupe de travail iwwert d'Individualisatioun vun de Rechter besteet och aus de Partenaires sociaux. Zousätzlech hu mer awer e Représentant vun der Promotion féminine mat bäigeholl, esou wéi vum Conseil national des femmes. Déi sinn zu éischte Konklusiounen komm, wou se, wat d'Dammen ubelaangt, proposéieren, dass mer net sollten ze vill un d'Structures actuelles vun dese Pensiounen réckele goen. Se hunn och schonn eng Solutioun examinéiert, déi ee kéint am spezifesche Fall vum Divorce proposéieren. Fir de Rescht huet de Groupe de travail de CEPS/INSTEAD chargéiert fir d'une manière générale d'Situatioun vun de Fraen am Kader vun der Assurance-pension ze analyséieren. Déi Etüd misst relativ geschwënn ofgeschloss sinn.

Deen drëtten Punkt, deen den honorablen Här Krecké ugeschwat huet, ass dee vun der Carrière dynamique. Zesumme mat de Partenaires sociaux ware mer der Meenung, dass ee fir d'éischt déi éischt zwee Punkten ofschléisse sollt ier ee mat der Carrière dynamique géing ufänken. Dat géing eis dee Moment erlabe fir méi Donnéeën iwwert d'Pensions complémentaires ze hunn, well och d'Pensions complémentaires indispensables si fir an där Matière weiderzokommen.

Wéi gesot, et ass net geschlof ginn. Dir hutt héieren, dass elo scho ganz vill vun deene Fuerderunge realiséiert sinn. Selbstverständlech gétt iwwert de Wee vun de Chamberskommissiounen all Partei mat deene Propositionen befasst. Ech menge méi demokratesch geet et net. Merci.

M. le Président. - Mir kommen elo zur Fro 308 vum Här Gusty Graas un den Här Innenminister iwwert d'Wasserleitung vum SEBES. D'Wuert huet den Här Gusty Graas.

- Question N° 308 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Gusty Graas au sujet de l'interruption de l'alimentation en eau potable du réservoir principal à Eschdorf à partir de la station de traitement à Esch-sur-Sûre, adressée au Ministre de l'Intérieur

M. Gusty Graas (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de leschte Freideg war et zu engem Broch vun der SEBES-Leitung tëschent Esch-Sauer an Eschduerf komm. Doduerch war et jo och zu Enkpass an der Drénkwaasserversuergung komm. Zwar konnt déi Pann relativ séier behuewe ginn, et sollt een och deene Verantwortleche vun SEBES dofir hei félicitéieren, ech wollt awer an deem ganze Kontext do e puer Froen un den Innenminister stellen.

1. Huet et sech hei effektiv em en aussergewöhnlechen Accident gehandelt oder besteet d'Gefor, datt sech esou eng Pann nach eng Kéier widerhuele kënn?

2. Op wéi eng Manéier gétt de Réseau vun de Leitunge vun der SEBES ëmmer kontrolléiert?

3. Am Fall vun enger Pann, déi sech géing iwwert eng länger Zäit hinzéien, géingen do déi Solutions de rechange et awer erlaben d'Land weiderhi mat Drénkwaasser ze beliwieren?

4. Ass effektiv virgesinn, fir elo eng zweet Leitung tëschent dem Barrage vun Esch-Sauer an dem Réservoir de distribution vun Eschduerf ze aménagéieren?

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Innenminister Michel Wolter.

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op d'Fro vum honorablen Deputéierte Graas géif ech Folgendes wëllen äntweren:

1. Et ass esou, dass am Prinzip déi Leitung, em déi et sech de leschte Freideg gehandelt huet, dem Produzent no 70 Joer laang hale misst, esou dass mer dovun ausginn, dass et sech effektiv em en exceptionnelle Virgank handelt.

2. Den Informatiounen no, déi ech vun deene Responsable vum SEBES krut, ass et esou, dass hire Réseau regelméisseg iwwerwaacht gétt. Wat dës Leitung ubelaangt war déi lescht Inspektioun Enn 2002 an et goufen deemools keng Anomalitéite festgestallt.

3. Ass enner mengem Virgänger, dem jëtzege Chamberspräsident, e System opgebaut ginn, fir wann e Problem bei de Leitunge wier, eng Solutioun de rechange virzugesinn. Déi bréngt 43.000 m³ pro Dag am Fall wou de SEBES ausfällt. Et gétt mer hei gesot, dass an deene leschte fënnef Joer an der Moyenne beim SEBES 38.580 m³ gebraucht si ginn, esou dass am Regelfall also d'Solutioun de rechange zu 100% kann d'Waasser liwweren am Land, ausser an de Summerméint, wou mer bekanntlecherweis jo méi Consumatioun hunn. Do wär et esou, dass wann déi Pann méi laang géif undauern een d'Leit misst bieden, esou wéi dat jo d'ailleurs och geschitt ass de leschte Freideg, an der Consumatioun erof ze goen.

Mir hunn an deene leschte Joren, zesumme mat de Responsable

vum SEBES, e ganz ambitiöse Programm opgestallt, fir ze kucken d'Leitungen iwwerall do, wou et geet, am Land ze doubléieren. Ech erënneren un d'Ringleitung ronderëm d'Stad Lëtzebuerg, déi doubléiert ginn ass. Ech erënneren un de Projet de loi, dee mer déposéiert hu fir vu Miersch op Jonglënster en Doublement ze maache fir sécher ze stellen, dass mer d'Stad Lëtzebuerg, de Süden an och den Oste vum Land doubléiert hätten.

Wann déi Leitung do gebaut ass, wou de Projet de loi an der Chamber virläit, dann hu mer nëmmen nach zwee Deeler, déi net doubléiert wieren. Dat ass vun der Station de traitement bis erop op Eschduerf a vun Nospelt bis op de Reebierg. De Reebierg ass bei eis am Süden am Eck. Et gétt mer allerdéngs vun de Responsable gesot, dass Compte tenu vun deem ganz groussen Investitiounspak, deen duerch déi Leitung vu Miersch bis op Jonglënster elo an deenen nächste Joren op de SEBES duerkënn, à ce stade net dru geduecht ginn ass fir en Doublement vun der Station de traitement bis op de Réservoir vun Eschduerf ze maachen. Mä näischt verhënnert, dass an engem zukünftigen Investitiounsprogramm och déi Leitung do doubléiert géif ginn.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Mir kommen dann zur Fro 309 vun der Madame Renée Wagener un de Justizminister iwwert d'Asylbewerbung. D'Wuert huet d'Madame Renée Wagener.

- Question N° 309 du 16 juin 2003 de Madame la Députée Renée Wagener au sujet des retours des demandeurs d'asile déboutés, adressée au Ministre de la Justice

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. Mir konnten an der Press liesen, dass den Här Justizminister den 3. Juni eng Pressekonferenz hat, wou et enner anerem zum Thema vun den déboutéierten Demandeurs d'asile gaangen ass no senger Rees an Ex-Jugoslawien, an dass doropshin den 12. Juni eng Entrevue mat de Flüchtlingsorganisatiounen stattfont huet.

Ech wollt dofir vum Här Minister wësse wéi eng Moyenen d'Regierung wëllt asetze fir déi Concernéiert ze informéieren iwwert déi Mesuren, déi geholl ginn, fir si zréckzeschécken, an awer och iwwert déi Zommen, déi si ausbezuelte kréien am Fall wou et sech em en Départ assisté handelt.

Ech wollt och wësse wéi d'Regierung d'Direktiounen vun de Lycéeë wëllt informéieren, vu datt jo an dem Moment d'Organisatioun vun der Rentrée scolaire amgaangen ass an no Meenung vun de Flüchtlingsorganisatiounen wär et zum Beispill vum pedagogeschen a vum psychologeschen Point de vue ganz wichteg, dass do e regelrechten Äddi mat deene Kanner oder Jugendleche géif stattfannen. Dat wär wichteg, esouwuel fir déi Concernéiert selwer wéi och fir hir Schoulkomerodinnen a -komerode wéi och natierlech fir d'Schoulpersonal.

An déi lescht Fro: Wéi eng Moyenen a wéi eng Délaie gesäit d'Regierung vir fir déi Concernéiert a fir d'Schoulen ze informéieren?

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Justizminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Här President, dat wat ech op der Pressekonferenz gesot hat, op deem klenge Point de presse no der Rees a Serbien a Montenegro, ass genau dat nämlech wéi dat wat de Statsminister an ech e puer Vertrieeder vun de Flüchtlingsorganisatiounen gesot hunn, déi eis d'lescht Woch besicht hunn.

Fir am Résumé op déi Froen ze äntwerten, esou hu mer gesot, dass den éischten an deen normale Wee wär, dass déi Leit sech géinge selwer drëm beméie fir e Laissez-passer bei der Ambassade Serbien-Montenegro zu Bréissel ze kréien, well dat ganz sécher deen einfachste Wee ass fir zu deem Datum, dee si décidéieren, dat heescht och esoubal d'Schoul aus ass, fräiwëlleg zréck an hir Heemecht ze goen.

Wann een eng Gerichtsprozedur mécht, wann een e Recours mécht duerch eng staatlech Autoritéit, da muss ee sech och un d'Regelen vun där Prozedur halen a vu dass déi meescht Leit déboutéiert sinn, wëssen se, an dat huet d'Regierung oft gesot, dass se och missen um Enn vun där Prozedur heemgoen. Dofir ass den Appel och un déi Organisatiounen gaangen deene Leit ze soen si solle sech selwer ëm hir Pabeiere bekëmmern, déi si ouni Problemer zu Bréissel kréien an da sollen se am Summer heemgoen.

Zweetens fir déi, déi dat net maachen, géllt fir d'Regierung, dass mir déi Pabeiere versichen ze beschaffen, wat natierlech ëmmer eng gewëssen Zäit dauert, well et sech ëm vill Leit handelt. Mir machen dann déi sou genannte Retours assistés, dat heescht mir ruffen déi Leit, esoubal mer d'Pabeiere vun den Autoritéite vu Serbien-Montenegro hunn a si kréien da gesot, dass den an deen Dag den Départ virgesinn ass. Dat maache mer awer nëmme bei deenen éischte puer Gruppen. Wa mer da feststellen, dass déi Leit op deem geplangten Datum net do sinn, dat heescht, dass se sech dem Retour wëllen entzéien, entweder zum Deel oder déi ganz Famill net fannen, da gesäit d'Regierung leider keen anere Wee wéi mam Retour forcé déi Leit heemzeféieren. Duerfir probéiere mer dat.

Mir sinn och bereet, dass bei der éischter Entrevue mat engem klengen Grupp vun Demandeurs d'asile déboutés Observateuren dobäi sinn, fir dass ee gesäit, dass mer déi Leit convoquéieren. Wéi gesot, nach eng Kéier, stelle mer fest, dass se deen Dag vum Départ, dee mer organiséieren, net do sinn, da kënnt et zu Retours forcés.

Wat d'Enveloppe financière ubelaangt, esou schwätzen ech ënnert der Kontroll vun der Familjeministerin, mä déi bleift beim Retour assisté déi, déi mer bis elo haten, dat heescht 1.200 Euro fir en Erwuesenen a 600 Euro fir e Kand.

Mir hu selbsterständlech kee Problem, dass den Dag, wou elo déi éischt puer geruff ginn, mer och eng Kopie vun där Invitatioun un d'Schoul schécken. Wéi gesot, dat zitt sech awer iwwer eng länger Zäit. Dofir nach eng Kéier den Appel. Et wär vill besser, wann och d'Enseignanten an déi, déi sech mat guddem Grond ëm déi Leit bekëmmern, hinne géingen un d'Häerz leeë selwer ze versichen am Summer de Retour unzuetrieden, well se dann och kënne, grad wéi all déi aner Kanner, wou de 15. Juli d'Schoul ophält, sech op en neit Schouljoer am Hierscht virbereeden. Mir hu kee Problem fir d'Schoul och bei deene Retours volontaires oder assistés ze informéieren a mir hoffen, dass mer e Minimum vu Retours forcés musse maachen.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Fro 310 kënnt vum Här Marco Schank un den Ëmweltminister iwwert den Treibhauseffekt. D'Wuert huet den Här Marco Schank.

- Question N° 310 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Marco Schank au sujet de la stratégie gouvernementale en matière de réduction des émissions à effet de serre, adressée au Ministre de l'Environnement

M. Marco Schank (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 5. Mee 2003 huet den Ëmweltministère an der Handwerkerkummer en Informatiouns-seminär organiséiert gehat iwwert d'Strategie fir d'Emissiounen vun Zäregasen zu Lëtzebuerg ze reduzéieren an notament gouf op där Plaz och, an dofir war dee Seminär och esou wichteg, iwwert d'EU-Direktiv debattéiert, déi den Handel vun Emissiounsquote festleeë soll, wat e ganz wichtige Virgank ass fir zukünfteg ënner anerem eis Industriebetriber zu Lëtzebuerg.

D'Direktiv gesäit vir, dass bis Enn des Joers administrativ a juristisch Strukturen an all Memberstat vun der EU etabliert ginn, déi eben den nationalen Allocatiounsplang fir Emissiounsberechtigunge soll festleeën.

An deem Kontext hunn ech déi eng an déi aner Fro un den Ëmweltminister.

Läit d'Responsabilitéit fir d'Ëmsetzung vun där Direktiv zu Lëtzebuerg beim Ëmweltministère?

Ass den Ëmweltministère amgang a Konzept auszeschaffe fir eben d'Allocatioun vun den Emissiounen a gëtt an deem Kontext och e Projet fir e Gesetz oder e Reglement ausgeschafft?

Bréngt Lëtzebuerg et fäerdeg mat den eegene Moyenen déi éiergäizeg Objektiv am Kontext Kyoto mat Reduktiounsmoosnamen ze errechen, déi also selwer zu Lëtzebuerg stattfannen?

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Den Här Ëmweltminister Charles Goerens huet d'Wuert.

M. Charles Goerens, Ministre de l'Environnement. - Merci, Här President. Ech wëll kuerz Stellung huelen zu deene vum Här Schank opgeworfene Froen. Mir hu viru kuerzem am Conseil vun den Ëmweltministere zu Bréissel eng Direktiv approuvéiert iwwert déi den 3. Juli am Europaparlament ofgestëmmt gëtt. Déi Direktiv gesäit vir, dass en innereuropäeschen Handel kann organiséiert gi vun Emissiounsrechter. Am Artikel 9 vun där selwechter Direktiv steet implizit och d'Méiglechkeet dra fir aner Allocatiounen ze maachen, net nëmme un déi 12 Betriber, déi hei am Land direkt concernéiert si vun der Direktiv.

Déi Direktiv huet et also a sech a si wäert eng gewëssen Dynamik an der Allocatioun vun den Emissiounsrechter mat sech bréngen, mir maachen eis do keng Illusiounen an déi, déi de 5. Mee op deem Colloque waren, déi vum Froesteller hei ugeschnidde ginn ass, hunn och no där Sitzung sech keng Illusiounen méi gemaach, dass dat do wäert esou goen.

Zu der éischter Fro, wien d'Autorité responsable ass fir deen Allocatiounsplang do ze maachen, wollt ech soen, dass dat ganz kloer de Minister fir d'Ëmwelt ass, an dat opgrond vun de Kompetenzen, déi am Arrêté grand-ducal fixant les compétences ministérielles, dra stinn. Et ass awer och kloer, dass déi Entscheedungen, déi an deem dote Kader bei der Transposition vun der Direktiv geholl ginn, d'Intérêten an och d'Kompetenz vun aneren Departementer tangéieren. Ech denken do net esou séier un de Kultus- oder un de Sportsministère, mä haaptsächlech un de Finanzministère, den Ekonomiesministère an och de Ministère du Travail, well d'Komponenten oder den Impakt vun där Direktiv souwuel eng wirtschaftlech wéi eng sozial, wéi och eng environmental ass.

Zweetens wat d'Donnéen ubelaangt, déi den Här Schank gefrot huet, do wëll ech just festhalen, dass déi Donnéeën der Chamber zur Verfügung stinn am Rapport annuel vum Ministère de l'Environnement. Déi Donnéeën gi festgehalten opgrond vun zwou Methodolo-

gien. Déi eng heescht CORINAIR an déi aner IPCC, Intergovernmental Panel on Climate Change, déi fannt Der also am Rapport d'activité. Dat sinn déi Donnéeën, déi mer och all Joer kréie vun deenen zwee Organismen, déi fir d'Erfaassung vun de reellen Emissiounen an de Länner zoustänneg sinn.

Wat elo d'Konzept vun der Allocatioun ubelaangt, do wëll ech op dat hiweisen, wat ech schonn des Öfteren hei an der Chamber gesot hunn. Bei där Dose Betriber, déi elo ënnert de Champ d'application vun där Direktiv iwwert den innereuropäeschen Emissiounshandel falen, implizéiert déi Allocatioun natierlech, dass dat, wat mer vun deenen 8,9 Milliounen Tonnen, déi mer als Lëtzebuerger émettéieren dierfen, ewechhuelen, herno feelt fir déi aner Secteuren, esou dass mer, wa mer bis um Enn vum Joer awer dee Meinungsbildungsprozess an deen Echange de vues, deen deem virausgoe muss, ofgeschloss hunn.

Wat elo d'legislativ an d'reglementaresch Aarbecht ubelaangt op déi den Här Schank hei hiweist, do muss ech soe mir mussen emol fir d'éischt waarde bis d'Direktiv definitiv a Kraaft ass. Déi Direktiv ass also eng Wett op d'Zukunft, an zwar eng duebel Wett op d'Zukunft.

Engersäits muss se vum Europaparlament approuvéiert ginn – wat och deernächst geschéie wäert – ech hoffen och, dass mer da relativ kloer gesinn, wat d'Weiderliewe vun der Direktiv ubelaangt, anersäits wa mer dann iwwert deen nationalen Allocatiounsplang hei befonnt hunn, an dat ass eng Aarbecht, déi muss menger Virstellung no am hallwen November ongeféier ofgeschloss sinn, sollt se en Impakt kréien ënnert anerem op d'Gestaltung vum Budget, dann ass dat wierklech de leschten Délai op dee mer kéinte spekuléieren fir dat do hinze kréien. Et ass awer och menger Meenung no deen éischten Délai, dee méiglech ass, well wéi gesot, ganz vill Consultatiounen ënnert anerem am Kader vun der Concertation sociale musse stattfannen.

Wat déi lescht Fro ubelaangt, ob mer am Stand sinn den Objectif de réduction ze erfëllen. De Moment ass dat net de Fall, well mer 22% Reduktiounen errechen. Säit 1998 si mer an enger Phas, wou et méi schwéier ass fir dat do ze kontrolléieren. Ech wëll och do op e puer Saachen hiweisen.

Éischtens hu mir mam A-Kraaft-Triede vun deem neie Gas-Turbine-Vapeur-Wierk Twing ronn 900.000 bis 1 Millioun Tonne weider. Dat sinn 10% vun der Gesamtquot, déi mer als Lëtzebuerger zégt hunn. Dat ass net nâischt. Dat beweist och, dass wann ee Betrieb hei zu Lëtzebuerg dobäikënn, dass dann de ganze Plang vun deem mer zéng Joer geschwat hunn op d'Kopp gehäit gëtt. Dat ass déi alltäglich Situatioun vun där mer hei schwätzen. Ech fannen et awer richtig, dass mer net op den Atomstrom ëmklammen, mä dass mer versiche mat enger méi frëndlecher Energiequell Strom ze maachen.

Dat zweet wat an deem Zesammenhang ze soen ass, an do bleiwen ech dobäi, mir musse kucken, dass mer mat eegene Mëttelen hei zu Lëtzebuerg esou wäit wéi méiglech d'Zil errechen. Déi sou genannt domestic efforts hu Prioritéit: déi éischt, déi zweet an déi drëtt Prioritéit.

Sollt et sech dann awer erweisen, dass et nach net opgeet, da verweisen ech op déi Moyenen hin, déi mer am Kyoto-Protokoll hunn. Ech hu gesot, et wär eng duebel Wett op d'Zukunft. Déi éischt ass déi, dass déi Direktiv esou séier wéi méiglech a Kraaft trëtt an déi zweet, de Kyoto-Protokoll u sech ass och nach net en vigueur, well d'Ratifikatiounsprozedur nach net déi Mass vu Länner, Affekoten ervirbruecht huet, déi ee brauch fir kënnen de Vertrag a Kraaft ze setzen. Mä wéi gesot, déi Wett op d'Zukunft kënne mer nëmme gewannen, wa mer d'Prioritéiten esou gesi wéi ech elo gesot hunn a wa mer dann d'Potenzialer erfassen, d'Spuerpotenzialer, och d'Innovationspotenzialer selbstverständlech an dann op der Zäitachs kënnen festleeë wéi et geet.

Zum Schluss, Här President, nach just de Rappel wat den Timing ubelaangt. Den 1. Januar 2005 fänkt déi éischt Période d'engagement un. Déi hält op den 31. Dezember 2007, dat ass eng Période d'engagement, wou nach keng Strofen ufalen, mä wou awer jiddfeeren, deen ënnert déi Direktiv fällt - an dorobber huet den Här Schank och higewisen - nëmme dann dierf méi émettéieren, wann hien eng Autorisation d'émission huet. Also musse mer bis dohinner d'Saach stoen hunn. Et ass allerdéngs eng Testphas, wou mer dann och gesi wéi déi eenzel Mechanismen, déi mer bis dohinner ausgeschafft hunn, sech kënnen applizéieren.

En enorm wichtigen Dossier an et wäert och dee sinn, nieft dem Naturschutzgesetz, deen d'Joer d'Aarbechte vum Ëmweltministère fir de Rescht vum Joer bestëmmen wäert.

M. le Président. - Mir kommen zur Fro 311. Si kënnt vum Här Alex Bodry un den Innenminister iwwert de Sommet de la Grande Région. D'Wuert huet den Här Alex Bodry.

- Question N° 311 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Alex Bodry au sujet du prochain sommet de la Grande Région, adressée au Ministre de l'Intérieur

M. Alex Bodry (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen et ass erëm gläich esou wäit. Enn Juni, wann ech mech net ieren, den 28. Juni treffen sech erëm d'Exekutiven hei vun deene Regiounen a Länner, déi sech an der sou genannter Groussregioun zesummegeeschloss hunn.

Et muss een allerdéngs soen, dass am Virfeld dozou eigentlech wéindeg duerchgesickert ass, wat elo d'Schwéierpunkte vun den Aarbechte vun deem sou genannte Sommet si wäerten. Dofir wëll ech vun der Regierung emol wëssen, wat déi Dossiere sinn, déi prett sinn, fir dass se kënnen op deem Sommet do behandelt ginn. En ass elo iwwert e Joer jo préparéiert ginn. Wat sinn also d'Schwéierpunkte vun den Aarbechte vun deem Treff vum der Groussregioun? Wat sinn déi Froen, déi d'Lëtzebuerger Regierung wëllt an déi Debatten do erabrëngen?

Mir wëssen och, dass zënter engem Joer eng Kommissioun ënnert dem Virsätz vum Jacques Santer amgaangen ass sech Gedanken ze maachen iwwert d'Identitéit vun der Groussregioun an iwwert d'Strukture vun der Groussregioun. Och do muss ech soe weess en als Parlamentarier praktesch nâischt wat do leeft. D'Lëtzebuerger Regierung ass jo eng vun deenen, déi kee Parlamentarier mat an déi Kommissioun bestëmmt huet, esou dass mer eigentlech do och frou wäeren ze wëssen awéiwäit d'Regierung mengt, dass déi Aarbechten ofgeschloss sinn. Awéiwäit kënnen déi Virschléi vun der Kommissioun Santer do diskutéiert ginn? A wat fir eng Richtung ginn déi Virschléi vun der Kommissioun Santer?

Dat wär wichtig, wa mer dat och kënnte gewuer ginn als Chamber. Schliesslech ass et esou, dass ënner anerem och scho länger Zäit driwwer diskutéiert gouf op Initiativ vum Saarland haaptsächlech hin, mä et ass awer eng Décisioun, mengen ech, vum leschte Sommet gewiescht, fir der Saar-Lor-Lux-Regioun en aneren Numm ze ginn. Do zirkuléieren eng Rei vun Nimm, Phantasienimm, ënner anerem och den Numm Maas-Mosel-Saar.

Ech muss ganz éierlech soen, d'Gefor besteet, dass wann een en neien Numm gëtt, dass et dann éischter méi schlëmm gëtt wéi et haut ass. Mag sinn, dass a Saar-Lor-Lux deen een oder aneren neie Partner sech net erëmfënnt, mä de Risiko ass grouss, dass mat engem neien Numm kee Mënsch sech méi erëmfënnt a kee sech méi ka mat deem Ganzen identifizéieren. Dofir wollt ech och vun der Regierung wësse wéi si sech zu där Fro stellt vum Opgi vun deem alen Numm an dem Ersetzen duerch en aneren Numm.

Virun allem stellt sech och d'Fro: Wéi gesäit d'Regierung et, dass d'Parlament an notament d'Lëtzebuerger Parlament méi staark kann implizéiert ginn an dee ganze Prozess? Ech muss éierlech soen, ech si Member vun deem Parlament, ech si Member vum interregionale Parlamentariergrupp, mä bis elo sinn déi ganz Aarbechten am Virfeld vun deem Sommet eigentlech laanscht eis gelaf. Da wollt ech och wësse wéi an deenen neie Strukturen sech virgestallt gëtt wéi een dat kéint verbessere par rapport zu haut. Merci.

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Innenminister Michel Wolter.

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Ech géif da probéieren op déi véier Froen vum Här Bodry ze äntwerten. Den Haaptsujet vum 7. Sommet ass dee vun der Bildung a vun der Forschung. Do derniewent geet et ëm Froen vun der Budgetisatioun vun den Aktivitéiten, vun de Relatiounen mam CPI an zwee aner Sujeten, déi den Här Bodry och nach évoquéiert huet, an zwar iwwert de Rapport vun der Kommissioun Santer an och déi zukünfteg Dénominationen vun der Groussregioun.

De Sommet hält Kenntnis vum Rapport Santer, deen dann duerno soll diskutéiert ginn. Et muss ee wëssen, dass d'Kommissioun Santer an totaler Onofhängegkeet geschaff huet, also sech net réckgekoppelt huet mam Sommet, an e Rapport de réflexion ofgeléiwert huet. D'Transposition vun deem, wat also zréckbehale gëtt um Sommet, wäert dann ënner lothringescher Prezidenz an deenen nächsten zwee Joer stattfannen.

Wat elo déi wichteg Fro vum zukünftige Numm vun der Groussregioun ubelaangt, esou ass offiziell keng Proposition à ce stade dévoiléiert ginn. Dat gëtt eréischt um Sommet selwer gemaach. Allerdéngs kann een ausschléissen, dass den Numm Maas-Mosel-Saar, deen emol an der Diskussioun war, zréckbehale gëtt. Deen Numm ass weder am Public nach par ailleurs gutt ugeholl ginn. Op jidde Fall ass gemeengt ginn, dass deen Numm keng Verbesserung wier par rapport zu deem Numm, deen d'Groussregioun haut huet.

De Sommet ass eng Institutioun vun den Exekutiver zu deem de President vum CPI regelméissig conviéiert ass. Et ass am Prinzip um President fir de Parlamentarier d'Reckkoppelung ze maache vun deem wat do diskutéiert gëtt. Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Fro 312 kënnt vun der Madame Maggy Nagel un den Innenminister iwwert de Syndikat SIGRE. D'Wuert huet d'Madame Maggy Nagel.

- Question N° 312 du 17 juin 2003 de Madame la Députée Maggy Nagel au sujet du financement des installations du Syndicat intercommunal pour la collecte, l'évacuation et l'élimination des ordures ménagères et industrielles (SIGRE) en provenance des communes de la région de Grevenmacher, Remich et Echternach, adressée au Ministre de l'Intérieur

Mme Maggy Nagel (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Dezember 1998 kruten d'Membergemenge vun dem interkommunalen Offfallsyndikat SIGRE aus de Regioun Gréiwemaacher, Réimech an lechternach modifizéiert Statute geschéckt an hu se no Analys Uganks 1999 an hir Conseile matgeholl. De Refus vun zwou Gemengen ass hinnen dunn de Februar an de Mäerz vun dem Distriktkommissariat matgedeelt ginn. Duerno ass näischt méi erfollegt.

Vu datt déi finanziell Participatioun vum Stat u verschiddenen Deeler vun den Installatiounen um Site am Muertendall un der Approbatioun vun de Statuten hänkt wollt ech den Här Minister froen:

- Ob d'Statuten nach net genehmegt sinn am Intérieur, a wa se nach net genehmegt sinn, wourunner et läit?

- Wat fir eng Démarché muss gemaach ginn a vu wem? Ass et de SIGRE, dee muss d'Démarché maachen oder ass et vu Säfte vum Intérieur, wou dat muss gemaach ginn?

An do wëll ech eng Klamer opmaachen. No deem neie Syndikatsgesetz wär et gutt, wann all d'Syndikater vum Ministère en ausgeschaffte Modèle type kréische vu Statuten. Dat géing villes vereinfachen a vill Korrespondenz tëschent Ministère a Syndikater erspieren.

Déi zweet Fro wär: A wat fir engem Délai kann de SIGRE op d'Participatioun vum Stat rechnen?

Merci.

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Innenminister Michel Wolter.

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi d'Madame Nagel richtegerweis gesot huet läit et net um Innenministère oder un der Regierung, dass et gescheitert ass, dass d'Statute vum Syndikat SIGRE am Joer 1998/1999 adaptéiert gi wären, mä un e puer Membergemenge vun deem Syndikat selwer, déi net bereet waren d'Modifikatiounen vun de Statuten deemools unzuhuelen.

Entre-temps hu mer dat neit Syndikatsgesetz gestëmmt, wat souwéi esou eng Adaptatioun vun de Statute vum SIGRE virgesäit. Et ass esou, dass et um SIGRE ass fir eng Proposition ze maachen. Et ass en éischte Kontakt mat menge Servicier gewiescht Enn vum Joer 2002. Den Innenministère waart also drop, dass hien eng modifizéiert Proposition vum Syndikat kritt, ass awer selbstverständlech wéi an der Vergaangenheet bereit seng Kompetenz a sâi Wësse mat zur Verfügung ze stellen, wann et drëm geet de Feinschlëff vun de Statuten ze maachen.

Ob mir, wéi et vun der honorabler Deputéierte proposéiert ginn ass, et fäerdeg bréngen e Modèle type fir all Zort vu Syndikat hei zu Lëtzebuerg hierzustellen, woen ech ze bezweifelen, well mer feststellen, dass bei der Ausschaffung vun de Statute vun de Syndikater et kaum zwee Syndikater gëtt, déi exakt no deeneselwechte Modalitéite funktionéieren. Do si ganz oft ganz aner Considératiounen, déi och vu Gemengesäit mat erabuecht ginn, esou dass mir am Fong léiwer de Wee hätte wéi mir en an der Vergaangenheet haten, nämlech dee

vun der Concertatioun tëscht dem Büro vum Syndikat an dem Intérieur fir ze kucke virunzekommen. Concertatioun kann een awer allerdéngs eréischt maachen, wann d'Gemenge sech emol ënnerenee selwer eens sinn, wat se an d'Statute setze wëlle, fir dass et dann och dat ass, wat herno den Instanzewee soll duerchschréien.

Et ass nun emol esou, dass d'Participatioun vum Stat gekoppelt sinn un déi nei Statuten. D'Sue stinn zur Verfügung, si budgetiséiert a kënnen ausbezuelt ginn, esoubaal mer d'Modifikatiounen vum Statut vum SIGRE hunn.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Mir kommen zur Fro 313 vum Här Jean Huss un de Gesondheitsminister iwwer e Konflikt am Spidolswiesen. D'Wuert huet den Här Jean Huss.

- Question N° 313 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Jean Huss au sujet du conflit social entre l'Entente des Hôpitaux Luxembourgeois et les syndicats du secteur santé, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir méi Qualitéit an eise Spideeler ze assuréieren geet et net duer nei Gebaier ze bauen oder Gebaier ze renovéieren an nei Servicier do unzebidden. Och de Recrutement vu genügend qualifiziertem Personal a virun allem d'Motivatioun vum Fleegepersonal, dat heescht vum Infirmierspersonal, ass fir eng gutt Qualitéit an e gutt Funktionéieren vun de Servicier an eisen Aen absolut onverzichtbar.

Et ass virun dësem Hannergrond, wou ee muss bedauern, datt et elo zu engem grouse Sozialkonflikt am Spidolsecteur riskéiert ze kommen, well d'Entente des Hôpitaux, d'Regierungsvertriedungen an d'Conseils d'administration vu Spideeler virun e puer Wochen op eng Kéier net méi d'accord waren ee mat de Gewerkschafte vum Secteur fäerdeg ausgehandeltene neie Kollektivvertrag ze ënnerschreiwen, e Kollektivvertrag an deem fir eng Kéier emol net direkt d'Lounfuerderungen am Mëttelpunkt stongen, mä méi qualitativ Fuerderungen a Saache Fraeförderung a Rechter op Deelzäitrent no 50 Joer.

Vum Minister a vun der Regierung wëll ech an dësem Kontext gäre wëssen:

- Entsprécht d'Verhale vum Regierungsmandataire bei den Ofstëmmungen an de Conseils d'administration wierklech engem iwwerluechten an duerchduechte Konzept vun der Regierung?

- Firwat stellt sech d'Regierung an deem Kontext géint d'Mesuren, déi virun allem de weibleche Beschäftegten, dat ass de Gros vun de Beschäftegten do, wéi och eelere Beschäftegte méi wäit géifen entgéint kommen, déi no esou vill Jore ganz haarder Aarbecht an e wéineg Burn out net méi ganz capabel si fir no 50 Joer déi ganzen Zäit ze schaffen?

- Wat wëllt d'Regierung maache fir d'Attraktivitéit vum Infirmiersberuff erëm e wéineg méi grouss ze maachen, an dat an eng Zäit wou anscheinend ëmmer manner jonk Leit bereit sinn an den Infirmiersberuff eranzeklammen an an d'Infirmierschoul konkret Formatioun maachen ze goen?

- Misst de Rôle vun der Regierung an dësem Konflikt aus sozialen, mä och aus motivatiounspolitesche Grënn net éischter dee si fir dem Personal vun eise Spideeler, wat jo wierklech eng haart Aarbecht mécht, méi wäit gehend entgéint ze kommen?

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Gesondheitsminister Carlo Wagner.

M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mir just e ganz klengt Wuert ze soen zu deene Schwierigkeeten, déi de Moment sinn, well ech wëll mech do net amëschen.

Ech wëll drun erënneren, dass eng Differenz ass tëschent de Syndikater op där enger Säit an der EHL. Et geet hei ëm déi deelweis Fréipensionéierung, dat heescht, dass d'Leit iwwer 50 Joer nëmmen nach just bräichte 50% vun der Zäit ze schaffen mat engem Loun vu 70%. Dat ass de Moment d'Ursach vun deem Konflikt.

De Minister vun der Santé huet nullem d'Intentioun sech an deem dote Konflikt anzemëschen, esou wéi ech dat an der Vergaangenheet och nach ëmmer gemaach hunn. Et stëmmt, dass dee Vertrieeder vum Stat, an deem Fall vu mengem Ministère, deem ofgestëmmt huet, an enger ganz schwéierer Situatioun war. Dat war, wann ech gutt rensignéiert sinn, den zweete Vote. Den éischte Vote ass nämlech à l'unanimité geholl ginn. Do ass gesot ginn déi zwou Parties concernées sollte fir d'éischt emol verhandelen. Et ass zu engem zweete Vote komm, dass wann dat awer net géif opgoen, wat da sollt geschéien.

Do huet de Représentant vum Minister eng Décisioun en son âme et conscience geholl, ouni vum Minister Instruktiounen kritt ze hunn. Ech muss soen, dass déi Représentante vum Stat et net ëmmer ganz einfach hunn an emol guer kee Représentant vum Stat muss an där Commission administrative sinn. Net méi spéit wéi am Januar 2001, am Kader vun dem neie Statut vun deem neien Etablissement fusionné, hunn ech déi zwee Presidenten, souwuel d'Presidentin vun Esch wéi och de President vum Diddelenger Spidol ugeschriwwen a gesot, dass de Stat kee Représentant mat Voix délibérative méi an där Commission consultative wëllt. Dat beweist op alle Fall, dass ech mech absolut net wëll an déi Saachen immiscéieren.

Ech muss awer ofschléissend soen, dass et menger Meinung no net ganz gesond ass, wann all déi Décisiounen aus deene Commissions consultatives an de Public gedroe ginn. Ech ka mer virstellen, dass et géif zu Schwierigkeete féieren, wann an Zukunft jiddereen, esou wéi et him gefält, dobaussen erzielt, wat do geschwat a wat décidéiert ginn ass. Dat ass op alle Fall a mengen Aen net gesond.

Nach eng Kéier, de Minister vun der Santé hält guer net drop fir an esou enger Commission consultative ze sinn. Wann et gewënscht ass, dass sollten Observateuren do sinn, da schaffe mir gäre konstruktiv mat, mä wéi gesot, déi Leit, déi ofstëmme, kommen oft a komesch Situatiounen. Merci.

M. le Président. - D'Fro 314 gëtt vum Här Patrick Santer un den Här Gesondheitsminister gestallt a betrëfft d'Fixerstoffen. D'Wuert huet den Här Patrick Santer.

- Question 314 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Patrick Santer au sujet des problèmes juridiques se posant au niveau de la création d'un lieu d'injection (Fixerstuff), adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Patrick Santer (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesondheitsminister mécht keen Heel draus, datt hie wëllt bannent kuerzer Zäit eng sou genannte Fixerstuff um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg usidlen.

Ech interesséiere mech elo iwwerhaupt net fir déi lokal Problemer, déi esou eng Initiative an dësem oder deem Quartier kéinte schaffen, déi hunn och mam Prinzip vun enger Fixerstuff wéineg ze dinn. Vill méi interesséiert mech wéi de Minister eng Rei juristesche Problemer gesäit, déi sech am Kontext vun der Schaffung vun esou enger Struktur stellen: Drogegesetz, bestrooffen Handel mat an de Besëtzen vun Drogen, déi op esou enger Plaz géife gesprézt ginn. Doraus ergëtt sech dann déi cocasse Situatioun, datt e Mënsch an enger Fixerstuff ongestrooft an ënnert gudden hygienische Bedingungen eppes ka konsuméieren, wat hien iwwerhaupt net dierft hunn, op jidde Fall net ausserhalb enger Fixerstuff.

Wann een Drogenofhängegen 100 m virun enger Fixerstuff enger Polizeikontroll an d'Gräpp leeft, da gëtt e festgehol. An der Fixerstuff befënt e sech par contre esou ze soen en territoire connu et sûr, well mer virgesinn hunn am Drogegesetz, datt op bestëmmte Plazen de Konsum vun haarden Droge gestatt ass. Blouss, wéi kommen déi Drogen op dës Plaz?

Natierlech kontestéieren ech heimat net de Prinzip vun der Fixerstuff an de Prinzip nodeem mer den Drogenofhängegen als e Kranke betruechten, deem gehollef soll ginn, an net als e Kriminellen. Op Plaze wéi enger Fixerstuff kënnen dës Leit betreit ginn, vläicht souguer Weeër aus hirer Sucht fannen. Ech hunn also mat der Fixerstuff u sech kee Problem, mä e juristesche Kader muss awer kloer geschafe ginn. Effektiv dierf den Drogenofhängegen am Fong seng Wuert, also d'Drogen, net selwer bis an d'Fixerstuff transportéieren, an da misst jo wuel op der Plaz selwer de Stat oder d'Gemeng dës Drogen ubidden. Et kéint jo dofir kaum Geld gefrot ginn, well soss géif de Stat oder d'Gemeng selwer zum Dealer ginn.

Wa kee Geld gefrot gëtt, da kéint dës öffentlech Instanz an esou engem Fall nawell selwer strofbar gemaach ginn, esou wäit dat geet, well och d'Distributioun vu verbuedene Substanzen net legal ass, egal ob géint Geld oder fir näischt. Sou oder esou, befanne mer eis am Kontext vun enger Fixerstuff an enger rechtsfräier Zon, déi net einfach ze handhaben ass an déi legislativ nach dringend misst agerummt a koordinéiert ginn éier esou Initiative wéi eng Fixerstuff praktesch ëmgesat ginn oder éier souguer esou Initiativen ugekënnegt ginn.

Meng Fro un de Gesondheitsminister: Wéi gedenkt hien dës Problemer ze léisen?

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Gesondheitsminister Carlo Wagner.

M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech fannen et jo doudsympatesch, dass d'Leit esou begeeschtert si fir Froen u mech ze stellen. Dir gesidd also ech hu meng Sue verdéngt, Här Di Bartolomeo. Mä dat doten ass awer och nees eng Fro, déi en fait net de Minister vun der Santé concernéiert, mä de Minister vun der Justiz. Ech sinn awer gäre bereit fir trotzdeem e puer Wuert drop ze äntwerten aus menger Sicht an duerno vläicht dem honorablen Här Santer eng Proposition ze maache wéi ee kënnit wederkommen.

Et stëmmt, dass effectivement d'Détentioun vun Drogen verbueden ass. Et stëmmt och, dass mer de Cadre légal duerch d'Gesetz vum 27. Abrëll 2001 geschafen hunn, fir dass an de Fixerstuben dierfen Droge consomméiert ginn, well ganz genau am Text steet, ech mengen et ass den Artikel 6 oder 7, wou den Alinea 1 seet, dass Drogen iwwerall verbuede si mat Ausnahm vun deene Lokaler, déi vum

Minister vun der Santé agréiert sinn. Dat ass de Fall vun der Fixerstube. An anere Wierder ass de Cadre légal geschafen.

Mä natierlech mat der Détentioun, wou déi drogéiert Leit mussen dohinner komme mat hiren Drogen, dat ass relativ schwéier. Ech wëll awer soen, dass och an Europa déi Problematik nach net geléist ass. A kengem Land vun Europa ass déi dote Problematik geléist, well dat géif nëmme goen iwwer de Wee vun der Legaliséierung vun den Drogen. Vu dass d'Commission des Stupéfiants virun deem dote Gesetz ganz ausgiebig iwwer déi dote Problematik diskutéiert huet, géif ech den Här Santer vläicht opfuerderen oder bidden ze kucken, ob hie seng Fraktioun net kënnit beweegt kréie fir d'Legaliséierung. Dee Moment géife mer dann déi Kommissioun nees reaktivéieren.

Merci.

M. le Président. - Déi nächst Fro kënnit vum Här Ben Fayot un d'Familljeministesche iwwer eng Enquête vum Eurobarometer iwwer d'Diskriminéierung. D'Wuert huet den Här Ben Fayot.

- Question N° 315 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Ben Fayot au sujet des résultats de la récente enquête Eurobaromètre sur les attitudes vis-à-vis de la discrimination, adressée au Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse

M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, dëser Deeg trieden zwou europäesche Direktiven a Kraaft, déi eng iwwer d'Égalité de traitement, wat d'Aarbecht ugeet, an déi aner och iwwer d'Égalité de traitement, wat den Accès zum Logement, zur Formatioun, zur Schoul, zu de Prestations sociales an esou weider ugeet, ouni dass Rassendiskriminéierung oder ethnisch Originé kënnen zu enger Diskriminéierung féieren.

Déi Direktive sollen also wéi gesot am Juli 2003 a Kraaft trieden an et soll och gläichzäitig mat dem A-Kraaft-Triede vun deenen Direktiven eng Informatiounscampagne an deenen eenzelne Mitgliedsländer gemaach gi fir d'Leit ze sensibiliséieren an op hir Rechter opmierksam ze maachen. Et sollen och national berodend Gruppen aberuff ginn, déi mat der Société civile zesummeschaffen, fir eng Gesellschaft ze entwéckelen an där Diskriminéierungen opgrond vu Rass, vu Relioun, vun Handicap an esou weider sollen ofgebaut ginn, respektiv ofgeschaaft ginn.

Et ass och, wéi den Här President gesot huet, an deem Zesummenhank eng Enquête vum Eurobaromètre gemaach ginn aus där ervirgaangen ass, dass Diskriminatiounen zum Beispill op d'Rass fondéiert relativ important zu Lëtzebuerg sinn, op jidde Fall ass dat esou émfonnt ginn, och opgrond vu reliéier Diskriminatioun.

Dofir wollt ech d'Regierung froen, éischters emol, wéi wäit dass se mat der Ëmsetzung vun deenen Direktiven ass. Ech mengen et ass eng, esou wäit ech weess, déi scho virläit, déi awer nach net ëmgesat ass. Och wéi et mat där nationaler Antidiskriminéierungscampagne ass a wat fir aner Mesuren, dass d'Regierung wëllt erfaasse fir eben dat Zil vun der Ofschaffung oder der Bekämpfung vun der Diskriminéierung ze errechen.

M. le Président. - D'Wuert huet d'Madame Familljeminister Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. - Här President, den Här Fayot weist op déi Etüd hin, déi gëschter presentéiert ginn ass vun der Kommissioun géint Diskriminatiounen an do ass effektiv virgesinn, dass elo am Juli all d'Lëtzebuerg Acteu-

ren zesummegeruff gi fir eben d'Leit ze informéieren an och ze kucken, wat fir eng Campagne, datt mer kënne maachen, fir géint de Phenomeen vun dem Rassismus an och vun der Diskriminatioon wéinstens emol an deem wat d'Meenung vun de Leit ubelaangt virzegoen.

Déi Etüd, wéi gesot, déi eréischt gëschter presentéiert ginn ass, kënnt een natierlech bis elo net am Detail kucken. Do geet fir Lëtzebuerg ervir, dass 20% vun de Leit spieren, datt se géifen diskriminéiert ginn, wou d'Moyenne an Europa ëm 22% läit, wou allerdéngs awer och d'Etüd selwer seet, dass et schwierig ass fir dat richteg festzustellen, well et eng Appréciatioun vun deenen eenzelne Leit ass, wou et net onbedéngt eppes ass wat een ëmmer beweise kann.

An där Etüd selwer gëtt awer och gesot, dass et selbstverständlech dovun ofhänkt, wéi vill net national Leit, dat heescht hei zu Lëtzebuerg, Net-Lëtzebuerg hei wäeren. An deene Länner, wou vill Ausländer sinn, ass natierlech och d'Gefill vun der Diskriminatioon méi grouss wéi an deene Länner wou relativ wéineg Ausländer sinn.

Well d'Madame Renée Wagener viru kuerzem och eng Fro gestallt hat iwwert de Bureau des plaintes, wëll ech vläicht nach just ee Wuert dozou soen. Do si bis elo siwe Plainten am Ganzen eragaangen an do hunn der sechs missten zréckgewise ginn, well déi Kommissioun iwwerhaapt keng Befugnisse hat fir doriwwer ze befragen. An deem Sënn, wat d'Direktiven ubelaangt, ass et wichteg, well ebe just déi eng Direktiv virgesäit, dass ee muss Strukturen schaffen, wou déi an aller Independenz schaffen kënnen an dann och déi néideg Schrëtt ënnerhuele kënnen, fir och deene Plainten, déi do gemaach ginn, kënne Rechnung ze droen.

Dat ass eng vun deenen Direktiven, déi mer hätte misse fir de Juli ëmsetzen, wou mer amgaange sinn drun ze schaffen, mä wou sech awer och erausstellt, dass dat eppes ass wat vill méi schwierig ëmzesetzen ass an nationaalt Recht, wéi dat sech an der Direktiv esou liest, mä wéi gesot, mir sinn amgaangen un deem Projet ze schaffen.

Déi aner Direktiv ass déi iwwert den Accès zum Aarbechtsmaart. Déi brauch eréischt am Dezember ëmgesat ze ginn an do gëtt och am Travail dru geschafft. Mä do hu mer eng Campagne, déi amgaangen ass an ech denken, dass den honorablen Här Fayot och déi Plakater gesinn huet, déi besonnesch drop opmierksam maachen, dass ee keng Diskriminatioonen op der Aarbecht daerf maachen aus deene verschiddene Grënn, déi och hei opgezielt goufen.

Merci, Här President.

M. le Président. - Déi nächst Fro kënnt vum Här Ben Fayot un d'Madame Ausseminister iwwert d'europäesch Verfassung. D'Wuert huet den Här Ben Fayot.

- Question N° 316 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Ben Fayot au sujet du projet de Constitution élaboré par la Convention sur l'avenir de l'Europe, adressée au Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, den 13. Juni leschte Freideg huet jo den europäesche Konvent seng Aarbechten ofgeschloss, Aarbechten, déi 16 Méint laang gedauert hunn. An dee Konvent huet ofgeschloss mat dem Virleeë vun engem Verfassungstext fir d'Europäesch Unioon. Dee Verfassungstext ass e Kompromëss, dee vu ganz breeden Deeler vum Konvent approvüert ginn ass, enger-säits vun eminenter Regierungsvirtrieder: dem Här Fischler, dem Här de Villepin, der Madame Palaccio,

anerer vu Lëtzebuerg Sait, och vum Jacques Santer, de perséinleche Virtrieder vum Här Juncker an och vun de Lëtzebuerg Konventmitglieder. Och den Här Helming huet sech positiv dozou ausgeschwät. Ech selwer hunn deen Text och begréisst als e positiven Text am Intérêt vun Europa.

Selbstverständlech kann een zu där enger oder där anerer Fro an deem Text Reserven hunn, mä insgesamt ass de Jugement iwwert dee Verfassungstext ganz positiv ausgefall. Ëmsou méi erstaunt war ech wéi ech an engem Bericht vun dem Regierungsrat vun e Freideg virun aacht Deeg gelies hunn, dass d'Regierung offälleg Bemierkungen dozou gemaach huet. Ech hunn och an engem Interview, deen de Premier an enger bekannter däitscher Zeitung ginn huet, ganz ofschätzend Remarken dozou gehéiert.

Meng Fro ass also elo ganz einfach, vu dass mer virun engem Conseil européen stinn, virum Conseil vum 20. Juni, wou deen Text vum President vum Konvent, dem Här Giscard d'Estaing virgestallt gëtt, mat wat fir enger Approche ons Regierung an dee Conseil européen erageet. Steet si zum Verfassungstext als Ganz? Ech wëll elo net hei op d'Sémantique agoen, ob dat d'Basis ass oder en Text, deen nëmmen en Ufank ass, wéi dat am Conseil gëschter jo diskutéiert ginn ass. Mech interesséiert hei wéi d'Lëtzebuerg Regierung deem Text vis-à-vis steet an der Approche vum Conseil européen vun Thessaloniki?

M. le Président. - D'Wuert huet d'Madame Ausseministerin Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, de Konvent war eng Innovation an e sollt Europa de Biergo méi no bréngen, méi Transparenz schaffen. En huet och villes bewierkt an d'Lëtzebuerg Regierung war frou wéi e Freideg schlussendlech, an et kann ee soen an der leschter Ligne droite, awer e breede Konsens op ville Froen dobäi erauskomm ass. Ech kommen och nach op den Inhalt dovun zréck.

Wat allerdéngs am Virfeld oft a vu ville Säiten, an ech géif bal gäre soe vun alle Säiten, awer och ervirgetrach ginn ass, datt ass, datt et mat der Transparenz am Fong, der Manéier, an der Method awer liicht gehappert huet. Et war net esou kloer, wat dann elo mat deenen dausenden Amendementer, déi do virbruecht gi sinn, géif geschéien a wéi eng géingen zréckbehale ginn a wéi eng net. Ech mengen Är eegen Amendementer oder déi, déi den Här Helming bruecht huet, an déi, déi mer zesammen ausgeschafft hunn an ech wëll mech hei ausdrécklech och bedanke fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer all zesammen, d'Virtrieder vun der Chamber, vun der Regierung an och vum Ausseministère an der Begleedung vun deenen Aarbechten hei haten. Ech wëll mech dofir extra bedanken.

Dir selwer hutt der virbruecht, mir hunn der virbruecht, déi net zréckbehale gi sinn, esou datt also an der Manéier, an dem Fonctionnement ee sech scho konnt Froe stellen. Mä wéi gesot, zum Schluss ass awer e breede Konsens dobäi erauskomm an et muss een nüchtern feststellen, datt och eng ganz Rei positiv Saachen do sinn, déi mir wierklech begréissen, wéi zum Beispill d'Personnalité juridique unique, déi elo net méi a Fro gestallt gëtt, wéi zum Beispill d'Intégratioun vun der Charte, wéi eng besser Definitioun vun de Kompetenzen, wéi méi en zolidd Ancre vum Principe de subsidiarité an och déi verbessert Positioun vun den nationale Parlamenten. Dat sinn alles positiv Evolutiounen.

Wat elo déi Réformes institutionnelles ugeet, déi jo am meeschten

ervirgetrach gi sinn an déi am meeschten Diskussiounen ervirbruecht hunn, ech mengen, do soen lech näischt Neits, datt am Ufank op alle Fall de Benelux déi Iddi vun engem President fir de Conseil européen, deen och nach en plus vu bausse sollt kommen, net ënnerstëtzt huet. Mä et ass nun emol a Réuniounen, wou een awer versicht e Konsens erauszuschloen, esou, datt een ebe muss versiche seng Meenung a verschiddene Saachen mat aneren op een Nenner ze kréien, an dat hei ass ee vun deene Punkten, dee, wéi gesot, am Ufank net eis Ennerstëtzung fonnt huet.

Dofir hu mir awer op anere Punkten, wierklech op enger ganzer Rei Punkte Recht kritt, wéi zum Beispill besonnesch bei der Kreatioun vum Ministère des Affaires étrangères, net nëmmen um Niveau vun dem Conseil, mä eben och als Vizepräsident vun der Kommissioun. Dir wësst, datt dat eng Proposition vum Benelux war an déi schlussendlech zréckbehale ginn ass.

Datt mer um Niveau vun der Aussepolitik awer net esou wäit komm si wéi mir et alleguer gewollt hunn, an Dir selwer och, oder um Niveau vun der Sozialpolitik, besonnesch wat d'Majorité qualifizéiert ubelaangt, dat kënne mer bedauern an dat wäerte mer och versichen an der Regierungskonferenz, déi jo elo kënnt, vläicht nach ze redresséieren. Mä wéi gesot, dat Positiivt soll een awer bei all deem net vergiesen.

Mir hunn och fäerdeg bruecht, datt de Conseil européen net eng Fonction législative kritt. Et ass zwar eng Institution ginn, mä en huet awer net wierklech eng Fonction législative kritt an déi Propositionen, déi finalement fir d'Kommissioun zréckbehale gi sinn, berouen och op deene Propositionen, déi mir als Benelux gemaach hunn. Dat emol fir déi puer positiv Saachen ervirzesträichen, déi deem entspreche wat mir proposéiert hunn.

Et ginn awer och där, wou mer net frou sinn driwwer oder wou mer carrément net kënnen domat d'accord sinn an dat ass zum Beispill déi minimal Representatioun am Europaparlament. Mir hunn ons zu Nice wierklech geschloen fir déi sechs Deputéierten ze halen, wat fir eis e Minimum ass fir souwuel déi politesch Sensibilitäten aus eisem Land kënnen ze representéieren wéi och iergendwéi op eng dezent Aart a Weis d'Aarbechte vum Europaparlament kënnen ze verfollegen a mir wäerten och bei där Haltung bleiwen.

Mir kommen elo an d'Regierungskonferenz an déi 25 Ausseministeren - an dat wäert och deen Text sinn, deen eben zu Thessaloniki zréckbehale gëtt -, datt dat hei eng gutt Base ass fir den Ufank vun den Négociatiounen an der Regierungskonferenz. Et konnt ee gëschter ganz gutt spieren, datt natierlech d'Propositione vum Konvent wierklech eng zolidd Basis sinn, mä datt awer munch Punkte vu verschiddene Säiten nach wäerten diskutéiert ginn. An déi sinn och néideg diskutéiert ze ginn, well et muss op ville Plaze prezisiéiert, einfach verbessert oder méi däitlech gemaach ginn.

Eng Rei Punkte sinn nach net wierklech op deem Punkt, datt ee kënnt soen dat do ass e perfektem oder dat do ass e gudden Text, ofgesinn dovun, datt all Texter jo emol nach iwwerhaapt net virleien, datt déi jo, besonnesch wat den Inhalt vun de Politiken ubelaangt, eréischt Ufanks Juli wäerte virgelaucht ginn.

Mir wäerten also, an deen Engagement huelen ech hei ganz kloer, esou wéi mer dat och bei der Regierungskonferenz, déi zu Nice of-

geschloss ginn ass, gemaach hunn, wéi eben elo bei den Aarbechten zum Konvent, och bei där Regierungskonferenz, déi, wann et da sollt esou goe wéi dat elo ausgesäit, am Oktober/November soll ufänken, genau déiselwech offen a gutt Kollaboratioun mat deeser Chamber hunn, fir dann ze versichen déi Texter an déi Aarbecht, déi zum Deel ganz gutt gemaach ginn ass, mä awer och do wou nach Verbesserungsverschléi unzebréngen si wäerte mer déi zesummendroen an dann hoffe mer, datt mer zum Schluss zu engem Text kommen, dee wierklech fir Europa, och fir dat Europa vu muer, nët nëmme vu 25, mä vu 27 a vläicht souguer nach méi, eng Organisatioun an en institutionelle Kader virgesäit, déi wierklech effikass sinn.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Mir kommen elo zur leschter Fro fir haut an déi kënnt vum Här Jos Scheuer an de Minister vun der Fonction publique iwwert de Problem vun der Lwwerqualifizierung bei de Statsexamen.

D'Wuert huet den Här Scheuer.

- Question N°317 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Jos Scheuer au sujet du problème des surqualifications de nombreux candidats à l'examen-concours pour l'admission au stage dans la fonction publique, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

M. Jos Scheuer (LSAP). - Merci, Här President, ech si frou déi Fro endlech kënnen un den Här Statssekretär ze riichten.

Et ass eng Fro, déi sech op déi Klassen Statsexamen bezitt. Fir den Examen maachen ze kënne fir zur Carrière vum Expéditionnaire zougelooss ze ginn, muss ee fënnf Joer Postprimaire virweisen. Fir an d'Carrière vum Redakter eranzekomme muss ee siwe Joer Postprimaire virweisen, da gëtt een akzeptéiert zum Examen. Déi Kandidaten, déi zum Examen zougelooss ginn, maachen en Examen-concours an opgrond vun deem Concours gëtt e Klassement opgestallt. Déi Kandidaten, déi sech en rang utile klasséiert hunn, kommen dann eran an déi eenzel Carriären.

Et ass elo awer esou, datt déi beschte Resultater vun de Kandidaten vun deene Kandidaten gemaach, déi eng Lwwerqualifikatioun hunn. Lwwerqualifikatioun heescht an deem Fall, datt se entweder méi wéi fënnf Joer gemaach hu fir deen een Examen, respektiv méi wéi siwe Joer gemaach hu fir de Redacteursexamen. Ech wollt emol d'Positioun vun der Regierung héieren zu där doter Problematik. Dat ass dat éischt. Et kann een natierlech net verlaangen, datt de Statssekretär elo Zuelen op eng mëndlech Fro hin duerleat.

Déi zweet Fro schéngt mer awer och eng wichteg ze sinn, an dat ass fir mech och d'Ursach firwat ech se stellen. Fait ass, datt de Stat entsprechend enger Klassementslëscht recrutéiert, mä bestëmmt Etablissements, déi ech gär als parastaatlech bezeichne géif, recrutéieren och opgrond vun deemselwechte Concours, mä si lehnen et of fir sou genannt iwwerqualifizéiert Leit anzustellen.

Do wollt ech froen: Wat fir eng Etablissements sinn dat? Wouou fousst dat Recht fir déi Leit net eran ze huelen? Firwat des Modalitéit, déi op d'mannst oneneheetlech ass? Merci.

M. le Président. - D'Wuert huet elo de Statssekretär vun der Fonction publique, den Här Jos Schaack.

M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative. - Merci, Här President, Dir Dammen

an Dir Hären, den honorablen Deputéierte Jos Scheuer huet d'Fro gestallt vun der Lwwerqualifikatioun vun deene Kandidaten, déi sech bewerbe fir e Poste beim Stat ze kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an eise Reglementer vum Recrutement ginn all d'Konditiounen festgeluecht, déi d'Kandidaten erfëlle mussen fir un engem Examen-concours deelzuehelen. An deese Konditiounen sinn déi schoulesch Ausbildung wéi och d'Diplome festgehalen, déi d'Kandidaten virleeë mussen fir zu engem Concours zougelooss ze ginn. Et sinn dat minimal Konditiounen, déi fir jidder Carrière an engem separate Reglement grand-ducal stinn un déi sech d'Fonction publique muss halen, wann se e Kandidat wëllt fir de Concours opzuhalen.

An deem Kontext kann ee soen, datt et effektiv eng Rei vu Kandidaten ginn - besonnesch an deem Joer hu mer dat festgestallt -, déi eng schoulesch Ausbildung hunn, déi iwwert dat erausgeet, wat an eise Règlements grand-ducaux verlaangt gëtt oder déi weider Diplome an Certificaten hu wéi déi, déi noutwendeg si fir an eng bestëmmte Carrière beim Stat eranzekommen.

Mir kënnen dat praktesch an alle Carriären feststellen, vun der Carrière vum Cantonnier, fir déi d'Kandidaten de Certificat vun Ofschluss vun der Primärschoul virweise mussen, bis d'Carrière supérieure fir déi sech Kandidaten umellen, déi oft méi wéi dee virgeschriwwenen Universitätszyklus vu véier Joer hunn. An der leschter Zäit gëtt et der souguer ëmmer méi, déi en Doktorat hunn, a sech fir e Poste beim Stat an der Carrière supérieure bewerben.

De Problem ass eis also bekannt an an deene Joren, wou de Stat natierlech net genuch Kandidaten hat war e selbstverständlech frou, wann en och konnt op déi Kandidaten zréckgräifen, déi eben eng Lwwerqualifikatioun haten.

Den honorablen Deputéierten Här Scheuer hat déi Fro hei jo schonn e bësselche méi laang u mech gestallt an dofir hat ech och méi Zäit fir mech ze dokumentéieren an ech géif awer wierklech och wëllen hei mat Beispiller dëngen aus dem leschte Statsconcours dee mer ofgehalen hunn. An deem leschte Concours vun der Redaktesch-Carrière ware vun 334 Kandidaten, déi d'Epreuves ofgeschloss haten, 15 Kandidaten, déi en Universitätsdiplom haten. Vun deene 15 hunn der siwen de Concours bestanen, dat heescht déi hu sech klasséiert, an aacht sinn der refuséiert ginn.

Dës Zuele weisen also drop hin, dass en fait an der Carrière moyenne de Problem vun der Lwwerqualifikatioun sech an deem Mooss net stellt. Et kann een awer feststellen, datt wat déi schoulesch minimal Konditiounen vun de Carriären erofginn, wat méi Kandidaten iwwerqualifizéiert sinn. Esou sinn an deem leschte Concours vum Expéditionnaire administratif op 168 Kandidaten, déi d'Epreuve ofgeschloss haten, et der 88 ginn, déi méi eng héich Ausbildung hate wéi erfuerdert war. Vun deenen 88 Kandidaten hunn der 29 de Concours gepackt an 59 net. Ech wëll awer dobäifügen, dass nëmme 15 Vacances de poste waren, dat heescht, dass déi dote Posten alleguer besat gi si vu Leit, déi iwwerqualifizéiert waren.

An alle Carriären, ausser der Carrière vum Universitaire, ginn d'Kandidaten no dem Klassement vum Examen-concours agestallt an hunn e Recht op eng Plaz. Wann also eng Verwaltung e Kandidat refuséiert anzustellen, dann handelt se net entsprechend der aktueller Législation. Dat soll emol eng Kéier hei kloer an däitlech gesot ginn.

An der Carrière universitaire mussen ganz oft Kandidaten, déi den Exa-

me fir d'Carrière supérieure gepackt hunn, sech duerno nach engem zousätzlechen Examen an/oder Interview an dem Ministère oder der Verwaltung ënnerwerfen, wou si e Poste brigüieren. Duerno gëtt dee Kandidat zréckbehalen, deen dem Profil, deen erfuerdert ass, am beschten entsprécht.

Wat elo déi Etablissements publics ubelaangt, déi Der ugeschwat hutt, do ass jo eent wat besonnesch an deem Kontext ervirstécht, dat ass de Centre d'affiliation d'Caisse de maladie, wou ech festgestallt hunn, dass an der Vergaangenheet d'Administration ganz oft déi Kandidaten, déi iwwerqualifizéiert waren, besonnesch fir d'Carrière vum Expéditionnaire, einfach refuséiert huet mat dem Argument, dass se gesot huet déi do komme souwisou nëmme just fir eng kuerz Zäit, déi profitéiere vun der Geleeënheet fir d'Courser am IFA ze suivéieren, wa se dat da gemaach hunn, da stellen se sech deem nächste Concours fir an d'Carrière moyenne eranzekommen a wa se dee gepackt hunn, da gi se eis verluer. Dat ass d'Ursach firwat mer déi Leit net méi wëlle bei eis astellen.

Ech muss lech soen, dass dat keng richtig Approche ass, well Dir hutt gehéiert wéi vill Leit sech momentan bewerbe fir bei de Stat ze kommen, och an der Carrière vun dem Expéditionnaire. Ech sinn der Meenung, dass déi Leit, déi hei d'Chance kréien iwwert de Wee vum Expéditionnaire bei de Stat eranzekommen, déi Chance misste kënne wouerhuelen, well ganz oft handelt et sech hei ëm Kandidaten, déi net déi noutwendeg Voraussetzungen erfëlle fir den Examen-concours an der Carrière vum Redakter ze packen, well se eben aus engem Ordre d'enseignement kommen, notament aus dem Enseignement technique, deen net esou spezifesch d'Leit op d'Examen an der Carrière moyenne vum Redakter virbereet. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président - Domat wier d'Heure de questions ofgeschloss. Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5105 iwwert de Lëtzebuurger Bättréit an d'Banque Asiatique de Développement. Et sief drun erënnert, dass bei deemem Projet de loi 5105 nom Artikel 114 vun eiser Verfassung ofgestëmmt gëtt. Dat heescht, dass mindestens dräi Véirel vun den Deputéierte mussen present sinn, an datt de Projet mat enger Majoritéit vun zwee Drëtter muss ugeholl ginn.

D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si schon agedroen déi Hären: Krecké, Graas, Henckes a Bausch. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Lucien Clement.

5. 5105 - Projet de loi relatif à l'adhésion du Luxembourg à la Banque Asiatique de Développement

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Clement (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg ass weltwäit eent vun deene Länner mat der héchster proportionaler Leeschtung an der Entwécklungshëllef. 0,85% vun eisem Bruttoinlandsprodukt investéiere mer an deemem Joer an d'Kooperatioun. An e puer Joer wäert e ganze Prozent sinn, wat jo och d'Zilsetzung vun eis ass.

Dëst Engagement an der Entwécklungspolitik verflucht eis awer och stänneg déi Kanäl iwwert déi mer eis Leeschtung drainéieren nei ze iwwerdenken. Am Kontext vun der Kooperationspolitik muss een dofir de virleiede Projet gesi mat deem Lëtzebuerg der asiatescher Entwécklungsbank bäitriede wäert.

Et ass dëst eng regional Institution, déi sech am Kampf géint d'Aarmutt an Asien verschriwwen huet. Et gëtt dës Bank schonn zënter 1966. Am Verlaf vun der Zäit sinn 61 State Member dovun ginn, dovunner 44 aus Asien selwer.

An der Europäescher Unioun ass Lëtzebuerg nieft Griichenland an Irland eent vun deenen dräi Länner, déi nach net Member sinn. No deemem Vote wäerten et der dann nach just zwee an der Europäescher Unioun ginn. D'asiatesch Entwécklungsbank vergëtt Prête mat deenen déi sozial Entwécklung weidergedriwwen soll ginn.

Institutionebildung gehéiert grad esou zu de Kärberäicher vun den Interventiounen vun dëser Bank wéi d'Ënnerstëtze vun der Zivilgesellschaft a vum Privatsektor. De Respekt an de Schutz vun der Ëmwelt esou wéi juristesche gesellschaftlech Reforme sinn am gläichen Otemzuch dozou ze nennen.

D'Ziler vun der asiatescher Entwécklungsbank sinn also mat deene vun eiser Entwécklungspolitik conforme. Virun allem d'Bekämpfung vun der Aarmutt ass, wéi mer dat all wëssen, e virdrénglecht Zil vun der Lëtzebuurger Kooperatioun. Zwee Zillänner an Asien sinn de Laos an de Vietnam. De Vietnam zum Beispill ass gläichzäiteg ee vun den Haaptbénéficiäre vun den Interventiounen vun dëser Bank, där Lëtzebuerg elo bäitriede soll. Hei gëtt et mat Sécherheet och ganz sénnvoll Iwwerschneidungen.

Mat dem Antréit an d'Kapital vun der asiatescher Entwécklungsbank erweidere mer de Spektrum vun den Instrumenter mat deene mir eis Kooperationspolitik bedriewen an och ergänzen. Mä net nëmme dat. Mir bedriewen och aktiv Ënnerstëtzung vu Lëtzebuurger Betriber, déi op dem asiatesche Marché entweder scho present sinn oder et wëlle ginn. Si hunn de Bättréit vu Lëtzebuerg zur asiatescher Entwécklungsbank mat ugeeregt. Lëtzebuurger Betriber kënnen an Zukunft an de Soumissiounen, déi d'Bank an Asien auschreift, deelhuelen, an esou hir Maartpresenz verstärken oder etabléieren, an dëst op engem Kontinent, deen duerch seng wirtschaftlech Dynamik an Zukunft mat Sécherheet wäert op sech opmierksam maachen. Déi héich qualifizéiert a motivéiert Main-d'oeuvre, déi a villen asiatesche Länner unzetreffen ass, ass dee beschte Garant fir e wirtschaftleche Wuesstum an domat vu gesellschaftlechem Fortschritt.

Konkret bedeit de Bättréit zur asiatescher Entwécklungsbank fir Lëtzebuerg eng Dépense vu ronn 10 Milliounen Euro. Mir souscrivéiere grad esou vill Parten wéi zum Beispill Spuenien, Dänemark oder Holland dat gemaach hunn. Et sinn der 12.040, mä et brauche vun dëse Parten nëmme 7%, dat heescht ronn 847 Stéck libéréiert ze ginn. Dat passéiert zu 43% a Form vun enger direkter Geldanlag a fir déi reschtlech 57% a Form vu Bons du trésor. D'Contributioun a Form vu Geld ass gestreckt vun 2003 op 2006, während véier Joer also, an dat zu gläichen Deeler. Während fënnf Joer, tëschtent 2003 an 2007, ginn d'Bongen amortiséiert.

Parallell zum Astieg an d'Kapital vun der asiatescher Entwécklungsbank trëtt eist Land dem asiateschen Entwécklungsfong bäi. Dat ass eng Konditioun fir iwwerhaupt kënne Member vun dëser Bank ze ginn. Dëse Fong ass dann och den eigentleche Gestionnaire vun de Prête, déi d'Bank accordéiert. Hei maache mer eng Contributioun vu ronn 35 Milliounen Dollar, respektiv de Géigewäert dovun an Euroen. Bezuelte gëtt dës Zomm integral a Form vu Bons du trésor, an zwar an zwou gläichen Tranchen dëst Joer an d'nächst Joer. D'Bonge ginn dann awer iwwert den Zäitraum vun 2003 bis 2007 amortiséiert.

De Statsrot huet sech a sengem Avis mat der Zilsetzung an dem Inhalt vum Projet averstanen erkläert. Déi redaktionell Ännerungen, déi hie proposéiert hat, goufen och esou vun der Kommissioun iwwerholl.

De Statsrot huet nach drop higewisen, dass de Conseil des Gouverneurs vun der Bank d'Kompetenz huet Statutenännerungen ze beschléissen, an zwar ouni eng weider Interventioun vun deenen eenzelne Memberstaten. Mat dem Bättréitsgesetz ginn d'Statute vun der Bank an hirem aktuellen Zoustand um Dag vum A-Kraaft-Triede vum Gesetz akzeptéiert. Well awer eventuell spéider Modifikatiounen vun de Statuten sech ouni formell Akzeptatioun vun de Memberstate vollzéien, geet de Statsrot dovun aus, dass mer et hei am Sënn vum Artikel 49bis vun eiser Constitution, mat enger Dévolutioun vu Pouvoiren iwwer Traitéen ze dinn hunn. Aus deemem Grund, Här President, suggéiert de Statsrot, dass mer dëst Gesetz mat Verfassungsmajoritéit stëmme sollen, an dat laut dem Artikel 114 Ofsatz 5.

Dëser Appréciatioun vum Statsrot huet d'Finanzkommissioun sech ugeschloss. Lëtzebuerg gëtt hei Kompetenzen of, an zwar un eng Institution de droit international, dem Conseil des Gouverneurs. Aus dëse Grënn recommandéiert dann och d'Finanzkommissioun, wéi ech scho gesot hunn, de Vote vun deemem Projet mat constitutioneller Majoritéit.

Zum Schluss wëll ech nach soen, dass d'CSV-Fraktioun dëse Projet stëmme wäert, an dass ech hoffen, dass déi aner Fraktiounen en och mat droen. En ass mat Sécherheet e wichtegt neit Element an der Landschaft vun eiser Kooperationspolitik.

Ech soen lech merci fir Äert Nolautschteren.

M. le Président - Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Jeannot Krecké agedroen. Här Krecké, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Här President, no den Ausféierung vum Här Clement kann ech den Accord vun eiser Fraktioun bréngen. Et ass zwar eppes, wat vun de Chiffren hier vläicht mag erschrecken, mä wa mer wëllen am Concert vun deenen normalen a groussen Natiounen matspillen, da mussen mer hei matmaachen.

M. le Président - D'Wuert huet den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt eng Rei vu Gesetzesprojeten, déi u sech d'Chamber passéieren esou wéi une lettre à la poste. Et kënnt een dat heite Gesetz an déi Kategorie areien, trotzdem mengen ech awer, dass ee soll e puer Reflexiounen iwwert dee Gesetzesprojet maachen.

Wann een de Wirtschaftswuesstum hei am Land an deene leschten zwee Joer analyséiert, da stellt een natierlech fest, dass deen extrem séier zréckgaangen ass. Eis Ekonomie huet sech effektiv e bëssen erkaalt an da gëtt et ganz séier Leit, déi da scho vun enger Kris schwätzen. Wann een awer emol e Bléck iwwert d'Grenz werft, da gesäit een, wat wierklech eng Kris duerstellt an dofir ass et wichteg, dass mer eis mat esou Projeten hei beschäftegen, well et gëtt jo awer eng Rei vun Deeler vun der Welt, wou d'Situatioun vill méi grave ass wéi hei zu Lëtzebuerg.

Et brauch een nëmme a Südamerika ze kucken, an Afrika, an Osteuropa, virun allem awer och an den

asiatesche Raum. Dofir ass et u sech wichteg, dass mir als Lëtzebuurger Land eng geziilt Entwécklungshëllef leeschten. Dat mannt, wat ee jo ka soen, ass, dass Lëtzebuerg do eng Virreiderroll spillt, sief dat um Niveau vum Stat, sief dat awer och um Niveau vun eenzelne Gemengen oder vun ONGen.

D'Zil vun dëser Regierung ass jo effektiv fir 1% vum PIB bis zum Enn vun dëser Legislaturperiod als Entwécklungshëllef ze leeschten. Dofir ass et scho luewenswäert, dass mer dee Schrëtt hei ënnerhuelen an decidéiere fir der Banque asiatique de Développement bäitrieden. De Rapporteur huet dat schon ënnerstrach. Et sinn u sech nëmme nach dräi Länner aus der Europäescher Unioun, dorënner Lëtzebuerg, déi bis dato net Member sinn, esou dass et och der Meenung sinn, dass et eis als Lëtzebuerg gutt zu Gesiicht steet, wa mer dëse Schrëtt haut hei ënnerhuelen.

Wann een elo kuckt, wat fir eng déi Hauptbenefiziente vun deene Kreditter sinn, da gesäit een, dass Länner drënner sinn, wou et vläicht net ëmmer esou ganz genee mat de Mänscherechter geet. Ech denke virun allem hei u China. D'Fro, déi ee sech awer da soll stellen, ass déi, ob net och sollen esou Moosnamen da gekoppelt si mam Appel un esou Länner Efforten um Niveau vun de Mänscherechter ze maachen.

Natierlech, an dat ass eng Tatsaach, stinn hannert dem Bättréit zu der BAD net nëmme reng human Iwwerleungen, mä natierlech och wirtschaftlech Interessen. Dat ass mat Sécherheit guer keng Onéier. Et dierf een net vergiesse, dass mer haut an enger globalisierter Welt liewen, a besonnesch Lëtzebuerg ass jo méi wéi jee ofhängeg vun den auslännesche Mäert. Ech wëll an deem Kontext emol aus der Regierungserklärung vun 1999 zitieren, wou dra steet: «La globalisation croissante de l'économie mondiale exige un renforcement des instruments qui régissent les échanges commerciaux multilatéraux». Eent vun deenen Instrumenter ass mat Sécherheit de Bättréit zu där Bank hei, well dat wäert enger Rei Lëtzebuurger Betriber et erlabe vläicht nach méi e staarke Fouss am asiateschen a pazifische Raum ze faassen.

Ze begrëissen ass awer och, dass d'Objektiver vun där Bank net nëmme reng wirtschaftlecher Natur sinn, mä dass doriwwer eraus awer och aner Objektiver verfollegt ginn. Ech denken zum Beispill un déi sozial Entwécklung, u juristesche Reformen oder virun allem awer och un den Ëmweltschutz. An deem Kontext kann een hei op en interessante Projet hiweisen, deen d'BAD 2001 schon zesumme mat der Weltbank geholl huet, an zwar geet et do ëm d'Initiativ „Propper Loft fir asiatesch Stied“.

Net méi spéit wéi de leschten 10. Juni sinn deemem Projet aacht grouss Fime bäigetrueden, ënner anerem Shell a Ford. Dat ass u sech en neie Finanzéierungsmodell, esou wéi déi Verantwortlech vun där Bank dat och matgedelt hunn. Da gëtt awer och versicht der Korrupcion de Kampf iwwert de Wee vun där Institutioun unzesoen.

Wat elo de finanziellen Apport vu Lëtzebuerg ueget, wëll ech net méi an den Detail agoen. De Rapporteur, deem ech iwwerengs och nach merci soe wëll fir säi Bericht, huet dat jo ausféierlech gemaach. Natierlech kann ee sech d'Fro stellen, firwat dass mir deeselwechte Bättréit mussen leeschte wéi grouss Länner, zum Beispill d'Türkei, Spuenien oder Norwegen, op där anerer Säit kréie mer doduerch awer och deiselwecht Stëmmenzuel.

Ech wëll ofschléissend nach festhalen, dass mir eis als Demokratiesch Partei awer och dem Avis vum Conseil d'Etat ralliéieren, dass

et wichteg ass, dass mer dëst Gesetz am Kader vum Artikel 114 vun der Constitution stëmme, well een net dierf vergiesse, dass mer gegebenfalls eng Rei Souveränitätsrechter un eng Institution vun internationalem Recht ofginn.

Et ass jo bekannt, dass d'Demokratesch Partei e besonnesch Akzent op d'Entwécklungshëllef setzt. Dat gëtt jo duerch d'Politik vum Charel Goerens besonnesch bemierkbar an an deem Sënn hu mir och absolut kee Problem fir dëse Projet ze stëmme.

Ech soen lech merci.

M. le Président - Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass wichteg, dass Lëtzebuerg an internationale Gremie vertraueden ass an notament hu mer déi Politik och verfollegt an all deene Gremien, wou wirtschaftlech a finanziell Intéréten debattéiert ginn.

Et ass dofir och wichteg, dass Lëtzebuerg un den neie Gremien am asiatesche Raum deelhält an an deem Sënn bréngen ech den Accord vun der ADR-Fraktioun zu deemem Projet.

M. le Président - Als leschte Riedner ass den Här François Bausch agedroen.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Här President, ech bréngen den Accord vu menger Fraktioun.

M. le Président - D'Wuert huet elo den Här Budgetminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Regierung ass dat hei e wichtige Projet. Dir wësst, dass d'Entwécklungspolitik - an dat soe mer och all Joers bei de Budgetsdebatten - en erkläert Zil vun dëser an och där viregter Regierung ass, dass do eng gewësse Kontinuitéit dra läit.

Et ass am Kader vun där Entwécklungspolitik, déi net nëmme eng Politik ass vu Generositéit vis-à-vis vu Leit deenen et méi schlecht geet, mä och am Intérêt vun der Stabilitéit vun der Welt an dofir och an eisem eegenem Intérêt ass. Et ass am Kader vun där Entwécklungspolitik, wou mer déi bilateral Entwécklungshëllef hunn, déi virun allem vum Ausseministère geréiert gëtt, an dann hu mer déi multilaterale Entwécklungshëllef, déi vum Finanzministère geréiert gëtt via eng Rei international Finanzinstitutiounen. Dat heescht, deen Effort financier, deen Der de Mëtteg hei stëmmt, reit sech an an déi 0,84% vum Revenu national brut, dee Lëtzebuerg fir d'Entwécklungshëllef consacréiert. Et kann een net alles um bilaterale Wee maachen. Et muss een och en Deel um multilaterale Wee maachen. Dat wat mer hei maachen ass also complémentaire zu där bilaterale Hëllef, déi de Lëtzebuurger Stat gëtt.

Mir ware bis elo selbstverständlech an der Weltbank vertraueden. Mir sinn och an anere regionalen Entwécklungsbanke vertraueden. Mir waren net an der asiatescher Welt um multilaterale Plang vertraueden. Dat ass awer, mengen ech, net gutt gewiescht, well wann ee kuckt wou déi Aarm an der Welt wunnen, da gesäit een, dass zwee Drëtter vun der Aarmutt op der Welt am asiatesche Raum ass. Also méi wéi an Afrika a méi wéi an anere Regiounen vun der Welt.

Wat och gutt ass bei der asiatescher Entwécklungsbank, dat ass, dass ganz vill vun den Hëlfe, déi déi Bank gëtt, gekoppelt sinn un d'Performance vun de Bénéficiären, dass also gekuckt gëtt, ob déi Länner, déi Sue kréien, eng bonne gestion économique hunn, gutt

Gouvernements hunn. Dorunner gekoppelt sinn also Kreditter, déi d'asiatesch Entwécklungsbank deene Länner gëtt. Ech mengen, dat ass e gudden Kritär fir se och selwer, déi aarm Länner, op hir eege Féiss stellen ze looszen.

Positiv, mengen ech, ass och bei der asiatescher Entwécklungsbank, an dat ënnerscheet se vläicht vun aneren, datt do Appels d'offres gemaach ginn un deene Lëtzebuerger Entrepreneuren direkt kennen en Intérêt hunn. Dat ass scho virduer ugeschwat ginn. D'Lëtzebuerger Économie profitiert also och dovunner, op d'mannst eng Rei vu Betriber, déi an esou Länner wëllen aktiv ginn. Si kënnen an deem dote Wee och en Intérêt gesinn, quité datt dat net eis Haaptmotivatioun ass fir dat do ze maachen. Mä ech mengen Entwécklungshëllef kann a soll och do wou et méiglech ass de Lëtzebuerger Betriber eppes bréngen.

Eng lescht Remarque, déi ech géing wëlle maachen an déi mer och net oninteressant ze si schéngt ass déi, datt mer hei och fir e puer Lëtzebuerger d'Méiglechkeet schafe kënnen bei d'asiatesch Entwécklungsbank schaffen ze goen. Mir hunn dat mat négociéiert. Do gëtt et esou Quotaen, dat hu mer am Fong bei deenen aneren Entwécklungsbanken net. Mir sinn amgaangen dat genee ze kucken, mä dat wäert eppes fënn, sechs Leit sinn, déi do kënnen eng Plaz kréien an ech mengen, datt dat eng flott Méiglechkeet ass fir jonk Leit, déi sech fir deen dote Secteur interesséieren, déi doranner eng Formatioun hunn, fir kënnen bei esou Entwécklungsbanken matzeschaffen.

Ech sinn am Numm vun der Regierung frou, datt hei an der Chamber dëse Projet schéngt eng unanime Zoustëmmung ze fannen. Et ass, wéi gesot, e wichtege Projet vun der multilateraler Entwécklungshëllef, dee complémentaire ass zu där bilateraler, déi mer all Joers hei, esouwuel bei der Erklärung iwwert d'Entwécklungspolitik, wéi och bei de Budgetsdebatten diskutéieren.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Diskussioun ass ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 5105 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 an 2 si gelies an uegholl.

Mir stëmmen also elo of iwwert dee virleiende Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthale sech.

De Projet de loi ass eestëmme mat 58 Stëmmen uegholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Fery Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sarter, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Emile Calmes), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn (par M. Jeannot Krecké), Alex Bodry, Mme Mary Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Fernand Graisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Jean-Pierre Koepf;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer zur Diskussioun vum Projet de loi 5073 iwwert d'Spideeler. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si schon ageschriwwen déi Hären: Halsdorf, Di Bartolomeo, Bettendorf, Colombera an Huss.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Marco Schroell.

6. 5073 - Projet de loi modifiant la loi du 21 juin 1999 autorisant l'Etat à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Marco Schroell (DP), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5073 ass den 18. Dezember 2002 vum Gesondheitsminister Carlo Wagner an der Chamber deponéiert ginn. Et handelt sech heibäi ëm eng éischt Serie Ëmännerunge vum Finanzéierungsgesetz vum 21. Juni 1999, dat dem Stat d'Méiglechkeet gëtt d'Modernisatioun vun eise Spidolsinfrastrukturen zu 80% matzefinanzéieren. Den deemolege Projet stoung kuerz virun deene leschte Wahlen hei am Plenum zum Vote.

Dëst neit Finanzéierungsgesetz ass néideg ginn nodeem sech no an no erausgestallt huet, datt déi deemoleg Estimatiounen, dat ware 25 Milliarden aler Frang, also bal 620 Milliounen Euro, wat d'Besoinen vun deenen eenzelne Spideeler betrëfft, net un d'Realitäten ugepasst waren a vill ze niddreg ausgefall sinn. Dëst zum Deel, well déi néideg Devisen a Pläng fir déi insgesamt 15 Projeten net genuch ausgeschafft waren, well verschidden Equipementer net virgesi waren, mä awer och well nei Besoinen an nei Contrainten entstanen sinn.

Den neie Spidolsplang aus dem Joer 2001, deen dës Regierung elaboréiert huet, huet deene Realitéit Rechnung gedroen a sech de Besoinen vum Spidolswiesen alignéiert. De Projet de loi, dee mer hei wäerten ofstëmmen, gëtt der Regierung d'Méiglechkeet hiren neie Spidolsplang konkret an d'Praxis ëmzesetzen.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Här President, et besteet effektiv en Nohuelbedarf wat modern Spidolsinfrastrukturen hei zu Lëtzebuerg betrëfft. De Projet de loi huet also als Objektiv dës Situatioun ze verbessern andeems d'Zommen, déi de Stat deblockéiert fir d'Modernisatioun vun eise Spideeler, eropgesat ginn. Heivu concernéiert sinn op där enger Säit schonns fäerdeg Konstruktione, wéi d'Häerzfondatioun beim CHL, op där anerer Säit geplangten Etablissementer wéi zum Beispill déi nei Clinique Dr Bohler um Kierchbierg.

ler ech elo op den Detail vun deenen eenzelne Projete wëll agoen, wollt ech nach preziséieren, datt meng Donnéeën sech op den Dossier vun de Servicer vum Ministère de la Santé baséieren, deen de Rapporteur kuerzfristeg zur Verfü-

gung gestallt kritt huet an déi ech esou objektiv wéi méiglech hei resuméiere wäert.

Wéi eng Adaptatioun gesäit den heitege Projet dann elo konkret vir? Insgesamt si fënn verschidden Etablissementer betraff. Erlaabt mer hei vläicht méi an den Detail ze goen.

Fänke mer u mam Centre hospitalier. Den initiale Montant vu ronn 47,5 Milliounen Euro gëtt erhéicht an zwar ëm ronn 4 Milliounen Euro fir d'Modernisatioun vun der Maternité Grande-Duchesse Charlotte an ëm ronn 34,1 Milliounen Euro eleng fir d'Kannerklinik. Dee relativ héije Montant, dee fir d'Clinique pédiatrique virgesinn ass, ass net iwwerdrüwen. Hei ass den Nohuelbedarf besonnesch grous. Déi relativ al Infrastrukturen, d'Kannerklinik ass 1966 opgaangen, mussen integral moderniséiert ginn.

Scho Métt den 90er Jore gouf eng Modernisatioun vun der Kannerklinik an d'A gefaasst. 1997 sinn dann 300 Milliounen aler Frang, dat si ronn 7,5 Milliounen Euro, am Regierungrot festgehal ginn fir dës Modernisatioun am Kader vum Ausbau vum CHL, ouni datt awer dës Chiffer op engem präzise Konzept baséiert hätt. An deene Joren drop ass regelméisseg dës Enveloppe eropgesat ginn, bis datt den Avant-projet détaillé elo vu ronn 43 Milliounen Euro zrëckbehal ginn ass.

Virun deem grouse Käschtepunkt ass virun engem Joer de Projet erëm eng Kéier un d'Stocke komm, fir eng eventuell Alternativléisung a Form vun engem Neibau ze präferen. Schlussendlech ass awer d'Propositioun vun enger Modernisatioun vun der jëtzege Kannerklinik an den Neibau vun enger Maternité an e puer Joer zesummen als e Centre mère-enfant zrëckbehal ginn.

Dat Konzept vum Centre mère-enfant beinhalt déi funktionell an déi geographesch Zesummeleung vun alle Servicer, déi sech ronderëm de Puppelchen dréien, vu senger Konzeptioun an iwwert d'Schwangerschaft bis zur Gebuert an och no der Gebuert. Dozou gehéieren d'Procréation médicale assistée, d'Médecine fœtale, d'Iwwerwaache vu Risikoschwangerschaften, den Diagnostic prénatal, d'Prise en charge vum Neigeueren, deem gesonden an deem kranken, deem ënnergeviichtegen an deem fréi gebuereenen an deem, deen eventuell muss operéiert ginn.

Dat Ganzt soll funktionéieren an engem Kader, dee wuel héich technesch ausgericht ass, mä wou d'Mamm an de Papp an d'Geschwëster, wou also d'ganz Famill an engem convivialem Environnement voll ka mat abezu ginn. Déi moderniséiert Kannerklinik, déi elo etappeweis an dräi bis véier Joer fäerdeg soll sinn, ass also deen éischten Deel vun dësem Konzept Centre mère-enfant.

Um Rez-de-chaussée entsteet eng riseg Plattform fir déi ambulante Betreuung vun deene Klengen, sief et fir d'Urgencen, sief et fir déi, déi net ugemellt kommen, sief et fir déi programméiert Consultatiounen. Donieft entsteet eng Unitéit vun zéng Plazen Hôpital de jour, wou d'Kanner moies kommen an owes erëm heemginn no enger kuerzfristeger Beobachtung oder enger diagnostescher Prise en charge.

E kannergerechte Plateau médico-technique mat performanten Apparaturs compléiert dës Infrastruktur fir zum Beispill Häerzkrankheiten oder neurologesch Entwécklungsstéierungen an esou weider fréizäitig ze erkennen an ze behandelen.

Um éischte Stack entsteet eng Unitéit d'hospitalisation médico-chirurg-

gicale fir grous Kanner an eng fir kleng Kanner an dann de Service national de néonatalogie intensive an am selwechten Trakt eng Unité de soins intensifs fir déi méi grous Kanner. Um zweete Stack gëtt eng Kannerpsychiatrie installéiert mat engem ambulanten an engem stationären Trakt. Spillzëmmeren, e Schoulsall, d'Physiothérapie an eng Cafeteria ginn och net vergess.

Här President, Dir wësst jo, datt eng Gesellschaft dru gemooss gëtt wéi se hir eeler awer och hir jéngste Matbierger versuergt. Wat déi heiteg Maternité Grande-Duchesse Charlotte ubelaangt, esou erlaabt dëst Finanzéierungsgesetz eng Mise en sécurité provisoire. Eng definitiv Sanéierung vum ganze Gebai zu Spidolszwecker ass awer net méi méiglech, esou datt à la longue dësen architektoneschen interessante Bau zu administrativen oder ambulante medezineschen Zwecke genotzt gi wäert, deen Dag, wou déi nei Maternité funktionsfäeg ass.

Ze erwähnen ass awer, datt an dësem Gesetz d'Realisatioun vun engem FIV-Laboratoire, dat heescht vun engem Laboratoire de fécondation in vitro virgesinn ass. Dëse FIV-Laboratoire gëtt den Zentrum vun engem Service de procréation médicale assistée, deen et de concernéierte Koppelen hei zu Lëtzebuerg erlabe wäert eng Prise en charge ugebueden ze kréien an net méi dee lange Wee an d'Ausland maachen ze mussen.

Här President, eng weider finanziell Hëllef an dësem Gesetz ass virgesi fir d'Häerzfondatioun, dat heescht den Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle, kuerz INCCI genannt. Hei geet et ëm d'Régularisatioun vun engem bekannten Dépassement vun der Enveloppe vun 1999, bedingt duerch Fräen, déi deemools net berücksichtegt goufen. Den initiale Montant, dee fir de Bau vun dësem Institut virgesi war, dat heescht ronn 4,9 Milliounen Euro, gëtt deemno ëm ronn 3,3 Milliounen eropgesat.

Ëmmerhin ass ze soen, datt den INCCI elo genee zënter zwee Joer funktionéiert mat engem allgemeng unerkannte Succès. A tel point, datt nëmmen ee Joer no der Ouverture schon eng Vergréisserung vun de Raimlechkeeten ugefrot gouf.

Här President, d'Modernisatioun vun der Fondation Norbert Metz, Clinique d'Eich, kascht och méi wéi 1999 geschat gi war, notament wéinst neie Sécherheetsbestimmung vum der ITM, awer och wéinst neie Konzepter wéi zum Beispill d'Transformatioun vum fréiere Schwësterenhaus an e Centre de sénologie, dat heescht eng Infrastruktur fir den Diagnostik vu Broschtrankheeten. Dëse Projet ass besonnesch interessant, well en à l'écart läit vum normale Spidolsbetrib a fir Fraen, déi jo meeschtens net krank sinn, de richtege Kader fir eng preventiv Ënnersuchung schaaft.

Fir d'Modernisatioun vun der Eeche Klinik waren à l'origine ronn 12 Milliounen Euro virgesinn. Elo solle ronn 7,4 Milliounen dobäikommen. Hei feelt iwwerens e Saz a mengem schrëftleche Rapport ënner dem Punkt 2.3b, wou steet: «A cet effet, le montant prévu pour la modernisation de la Clinique d'Eich est augmenté d'un montant qui ne peut dépasser 4.598.559 €.» Do misst dobäikommen: «Par voie d'amendement gouvernemental ce montant est porté à 7.416.661 €.» Am definitiven Document parlementaire wäert dës Saz och figuréieren.

Ze erwähnen ass nach, dass d'Clinique d'Eich zesumme mam CHL dëser Deeg eng Konventioun wäerten ënnerschreiwen, wou déi zwee Etablissementer d'Zesummeleung vun all hire medezineschen a flegereschen Aktivitéit beschléissen an domat e Groupement hospitalier vu 640 Better realiséieren.

Här President, nodeems an deenen nächste Wochen dat neit Spidol um Kierchbierg, d'FFE, dat heescht d'Fondation François-Elisabeth opgeet, erlaabt dëst Gesetz och dee leschten Deel vum Kierchbiurger Komplex ze realiséieren, dat heescht den Neibau vun der Clinique privée Dr Bohler. Am 99er Finanzéierungsgesetz war ledeglech e Subside forfaitaire virgesinn an et ass eréischt duerno, datt den Avant-projet sommaire an zum Schluss den Avant-projet détaillé deen definitive Coût festgeluecht huet. Fir den Neibau vun der Clinique Dr Bohler um Kierchbierg sollt de Stat laut dem 99er Gesetz 13,9 Milliounen Euro matfinanzéieren. Dozou sollen elo nach eng Kéier ronn 3,5 Milliounen Euro dobäikommen.

An der Clinique Dr Bohler entsti sechs Kreessäll, een Operationsall fir Césariennen, zwee Operationsall fir gynäkologesch Agréfer, eng Pouponnière an 68 Better fir Fraen a Mammen, dovun 44% Eebettzëmmeren, en plus vu 4 Places de jour.

Eng Section de néonatalogie non intensive ass virgesinn am Kader vun der Pédiatrie am Hôpital du Kirchberg an dat d'Maternité Dr Bohler jo ugedockt gëtt. Ze notéieren ass nach, datt zënter September 2002 de Statut juridique vun der Clinique Dr Bohler geännert huet am Sënn vun enger Société anonyme, wou d'Fondation François-Elisabeth mat dru bedeelegt ass.

Här President, de Centre national de radiothérapie François Baclesse beim Escher Spidol ass dee leschten Etablissement, dee vun dësem Gesetz profitéiert. Hei geet et ëm en neie Projet, deen tel quel net am Gesetz vun 99 virgesi war an deen d'Extenssioun vun de Gebailechkeete virgesäit. Déi néideg Vergréisserung soll mat ronn 19,2 Milliounen Euro matfinanzéiert ginn. De Centre Baclesse huet 1999 seng Dieren opgemaach mat zwee Accélérateuren, déi op e Volume vu Patiente baséiert waren, dee sech als staark ënnerschat erweisen huet. Schon 2001 goufe ronn 800 Patiente behandelt, wat e Maximum duergestallt huet a vill Leit mussen zënterhier erëm an d'Ausland iwwerwise ginn.

De Centre Baclesse proposéiert eng Extenssioun ze schafe fir zwee supplémentaire Accélérateuren ze installéieren, een elo direkt an ee méi spéit, fir am Joer 2010 eng Populatioun vun 710.000 Persounen, dovunner 480.000 zu Lëtzebuerg an 230.000 an der Groussregioun, behandeln ze kënnen. Dëse Projet d'extension berücksichtegt déi demographesch Entwécklung awer och déi steigend Heefegkeet vu radiosensible Kriibskrankheeten. De Projet soll zesumme realiséiert gi mat der Extenssioun vum Service des urgences vum Hôpital de la ville d'Esch.

Här President, an der Santéskommissioun ass mat Zefriddenheet festgestallt ginn, datt d'Regierung vill Wäert op d'Modernisatioun vun eiser Spidolsinfrastruktur leet. Insgesamt kommen eleng, wat déi heiteg fënn Projete betrëfft, bal 72 Milliounen Euro par rapport zu der Finanzhëllef vum 1999er Gesetz dobäi. Et wäert awer net bei dësem heitege Projet de loi bliwen. E weidert Finanzéierungsgesetz, wou et ëm aner Projete wéi deen neie Spidolskomplex um Kierchbierg, déi nei Clinique St Louis zu Ettelbréck an de Reha-zenter um Kierchbierg geet, soll deemnächst déposéiert ginn. Och hei si weider Investissementer noutwendeg am Sënn vun engem qualitativ héichwäertege Spidols-wiesen.

Ech soen lech merci.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Schroell. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Jean-Marie Halsdorf. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nodeem hei an der Chamber, et war den 20. Mee 1999, e Peloton vu 15 Bauteprojete vu Spideeler op de Wee gaangen ass, ech schwätzen also hei vum éischte Finanzéierungsgesetz, ass deemools gefaart gi 15 Baute géife parallell an zesumme lafen, esou datt se mateneen ukéimen, wat finanziell Enkpäss mat sech bruecht hätt.

Déi Iddi, fir dass déi 15 Projete mateneen ukéimen, stoung am deemolegen Avis vun der UCM. Haut wësse mer, dass déi Ängschten net berechtigt waren, an dass et net esou ass. Verschidde Riedner wollten deemools schonn entweder guer net an der Chamber ofstëmmen, besonnesch aus juristesche Considérationen eraus, an anerer wollten zwee Pelotone maachen, ee mat siwe Spideeler an ee mat aacht Spideeler.

Haut kann ee soen, si alleguer op den Instanzewege ze schécke war sécherlech keng falsch Entscheidung an dëst besonnesch och am Intérêt vun der Entwécklung vun eiser Spidolslandschaft. D'Bauprojeten hunn nämlech net d'selwecht évoluéiert, dat kann een haut feststellen, esou wéi deemools déi eenzel Bauprojeten avancéiert sinn. Verschiddener si gutt virugaangen an anerer net esou gutt. Huelen ech de Centre hospitalier oder den Hôpital de la ville d'Esch, dann hunn dës normal évoluéiert. D'Clinique St Louis vun Ettelbréck mécht deemnächst hir Dieren op. Dëse Projet ass also och gutt weidergaangen. De Kierchbierger Projet François-Elisabeth ass, géif ech soen, besser virukomm, well hie war deemools net am éischte Peloton, an do solle jo och d'Dieren elo am Juli opgoen. D'Eecher Klinik huet nach méi schnell geschafft, well hire Projet ass haut och schonn hei an der Chamber. Datselwecht géllt fir d'Klinik Dr Bohler, déi mer och an dësem Finanzéierungsgesetz erëmfannen.

Et gétt awer aner Projeten, déi net esou gutt avancéiert sinn, an ech wëll kuerz op déi agoen. Ouni wëllen ze polemiséiere muss een awer feststellen, datt de Rehazenter zréckgefall ass an där ganzer Planung. Dat soll een zwar net als besonnesch dramatesch gesinn, well dëse Projet ass trotzdeem schonn, et muss ee sech et virstellen, 22 Joer al.

Fir d'alleréisch ass 1981 d'Iddi komm fir e Rehazenter ze bauen, an zwar zu Hamm. 1986 huet de Benny Berg gemengt, datt dësen Zenter misst op Mondorf-les-Bains kommen. 1993 ass d'Décisioun komm fir dësen Zenter op Diddeleng ze setzen. 1996 an dat berühmte Frankelach, wou mer scho vill hei an der Chamber driwwer diskutéiert hunn. 1997 ass d'A.s.b.l. Rehazenter gegrënnt ginn. Et ass e Cahier des charges gemaach ginn an et ass e Marché négocié gemaach ginn am Kader vun den Aarbechten. Iwwert d'Gesetz vum 21. Juni 1999 sinn 38 Milliounen Euro engagéiert gi fir dëse Projet ze realiséieren.

Et ass e Moratoire komm an am Oktober 2000 ass en neie Site um Kierchbierg festgehalen ginn. Et ass festgestallt ginn, datt dat Engagement, dat d'A.s.b.l. gemaach hat iwwer e Marché négocié, misst zréckgesat ginn. De Ministère des Travaux publics huet drop opmierksam gemaach, datt dat incompatibel wär mat der europäescher Législatioun.

Et ass also esou, datt den 22. Dezember 2000 d'Regierung eng nei Prozedur festgeluecht huet an och de Wëllen zréckbehalen huet fir weider mat der A.s.b.l. Rehazenter ze schaffen. Dat si Fakten, an ech wollt se einfach emol eng kéier esou bréngen fir ze weisen, datt dat heiten en Dossier ass, wou mer onbedéngt, Här Minister, haut scho wa méiglech, Opklärung mussen kréien.

Ech begréisste perséinlech, wéi och d'Membere vun der Kommissioun, datt de Rapporteur gesot huet, datt deemnächst dee Projet géif déposéiert ginn, an datt dann de Rehazenter soll Partie intégrante vum Peloton sinn. Ech wënsche mer dat, mä et stinn nach Froen op.

Ech wollt och kuerz op déi Froen agoen, déi notament an der Commission de l'exécution budgétaire opgeworf gi sinn, Froen iwwert dës Adjudicatioun, wéi dat gekläert soll ginn. Et ass dozou en Avis gemaach ginn. Wien ass do schëlleg? Wien ass net schëlleg? Kloer ass, datt 1997 den deemolege Gesondheitsminister, den Här Lahure, de Feu vert ginn huet fir dësen Dossier, an do muss een elo kucke wéi mer do erauskommen. Ech géing mer allzäit wënschen, am Sënn vun der Medezin, am Sënn vum Patient, am Sënn vum eise Gesondheetssystem, datt dësen Dossier, wat dee Punkt ugeet, schnellstens kéint liquidéiert ginn, grad esou wéi d'Fro vum Site. Et steet de Moment nach ëmmer am Spidolsplang e misst op Diddeleng kommen, e kënnt awer elo op de Kierchbierg.

Ech wier frou, Här Minister, wa mer kënnte Prezisioune vun lech kréie wéi Der dësen Artifice geléist hutt oder ob dee vläicht net existéiert an ech dat falsch interpretéieren. Wéi deem och ass, mir schéngt et, an ech mengen eis alleguerten heibannen, datt no 22 Joer dëse Projet endlech muss ficeléiert ginn, esou wéi aner Projeten och ficeléiert ginn.

Här Minister, ech wär frou, wann Der herno kuerz kéint op dësen Dossier agoen, well an engem aneren Dossier, an dat ass justement dee vun der Kannerklinik, ass gutt Aarbecht gemaach ginn, wat ech ganz kloer soe muss. Do war bis 1999 net vill virgesinn, just e Forfait, deen am Finanzéierungsgesetz stong an do hutt Dir, Här Minister, eng gutt Aarbecht gemaach, well Dir hutt elo e Plang virleien 1:100 mat engem CPH-Avis. Et ass eng gutt Saach an do kënne mer lech nëmmen dofir félicitéieren.

Et gétt awer nach aner Bauprojeten, an do wëll ech kuerz op een agoen, wou mer dëser Deeg e Bréif kritt hunn als Membër vum der Kommissioun vun der Direktioun vun der Zitha-Klinik, déi och feststellen, datt am Fong geholl hire Projet, wéi si en an d'CPH eraginn hatten, net géif deem entspreche wéi d'Autoritéit sech dat virstellt. Duerfir misst eng Rezentriéierung stattfannen, an déi soll dann och deemnächst kommen. Ech stelle mer d'Fro wéi esou eppes méiglech ass, datt e Projet bis an d'CPH geet, an datt dann op eng kéier do fundamental, géif ech soen, Divergenzen oder wierklech grondsätzlech Problemer opkommen. Ech géing mer wënschen, datt een och do géif schnellstens weiderkommen.

Stéchwuert CHNP, Centre hospitalier neuropsychiatrique vun Ettelbréck, dat ass och en Dossier, deen 1993 ugaangen ass mat der Dezentralisatioun iwwert d'Häffner-Studie. Do si mer jo gutt weiderkomm an deem Sënn, datt mer deemnächst hoffentlech eng Dezentraliséierung kréien. Déi soll jo zu Nidderkuer sinn, awer dat Ganzt huet zéng Joer Zäit kascht.

An nach e Stéchwuert, wat mer alleguerten an den Oueren hunn, dat ass dat vum Laboratoire national de santé. Dëst soll e Centre de référence ginn. Här Minister, wou ass dësen Dossier drun? Et wär gutt, wann Dir eis och do kéint haut Opklärung driwwer gi wéi konkret dëse Gesetzestext ausgesi soll. An nach e lescht Stéchwuert, an do ass den Här Huss bestëmmt frou, wann ech dat soen, datt ass den Émweltzenter. Et héiert een och näischt méi vun deem. Et wär flott, wa mer kéinten am Kader vun dëser Diskussioun och dës Strukturen an der Spidolslandschaft positionéieren, datt mer wësse wéi et weidergeet.

Et kommen ëmmer nees nei Momenter derbäi an en neit Element zum Beispill ass déi Ausso vum Statsminister beim Etat de la nation, fir d'Palliativmedezin an deenen nächste Joren auszubauen. Hei si ganz kloer och strukturell Elementer eng Viraussetzung fir esou en Ausbau. Hei ass et natierlech schwéier finanziell ze cadréieren, mä et gesäit een awer an esou engem kuerze Bilan, wann een en no evolutiv zäitliche Kritäre mécht, datt dee ganz komplex ass, an dee weist och d'Komplexitéit vum ganze Secteur.

Mir hunn also fest Prozedurregelen, dat ass och gutt esou, an trotzdeem evoluéieren déi eenzel Projete verschidden. Et kommen neier bái wéi d'Palliativmedezin. Mir hunn also eng Eegendynamik an dëser ganzer infrastruktureller Problematik an déi ass net absolut an der Zäit kontrolléierbar an duerfir mussen mer um Ball bleiwen, an dat kënne mer, wa mer zesummen um selwechte Strang zéien, och errechen.

De Projet de loi vun deem mer haut schwätzen huet awer e ganz anere Kontext wéi dat Finanzéierungsgesetz vun 1999. Mir bewegen eis hei an engem kloer legale Kader. De Minister gétt jo seng Autorisatioun eréischt wann den Avis vun der CPH virläit, an da kann déi finanziell Hëllef eréischt kommen. Et muss een och feststellen, dass dee Secteur sech berouegt huet. En ass méi transparent ginn an dat ass ganz kloer e Mérite vum Gesondheitsminister.

Deemools gong et sécherlech drëm déi berühmte Comptes bloqués ofzeschaffen. Déi waren nach Emanatioun vun der Dysfonctionnementsaffair vum Gesondheitsministère aus dem Joer 1998. Dat huet deemools vläicht eng gewëssen Onrou bruecht, haut hu mer e Spezialfong fir Spidolsinfrastrukturen, esou datt d'Faite kloer do leien. Juristesche werft dëse Projet de loi och keng Froen iwwert d'Legalitéit op, well jo och elo de Spidolsplang als solche gesetzlech existéiert.

D'Genehmigungsprozedur, wat de finanziellen Engagement duerch eng Décision ministérielle ugeet, ass méiglech wann d'CPH aviséiert. Dat hu mer fir all Projet, deen hei an d'Chamber kënnt, mä trotzdeem steet nach eng Fro am Raum, déi och schonn e puermol hei opgeworf ginn ass, déi vun den Normen.

Wéi ass et mat där Problematik? Déi soll jo iwwer e Règlement grand-ducal geléist ginn. Dës Problematik huet sécherlech keng grouss Influenz op de Baukäschtpunkt, mä trotzdeem, wa mer wëssen, datt am Ausland och Normen existéieren, déi deelweis an eis Modeller hei zu Lëtzebuerg afléisen, wier et awer net schlecht, wann een hei schnellstens kënnt légiféréieren an e Règlement grand-ducal erabrénge.

Dann hu mer déi Iddi, déi och scho vill diskutéiert ginn ass, vu 5 akute Better op 1.000 Leit an eise Spidolssecteur. Dëst geet op eng Constatatioun vun der SEMA aus dem Joer 1990 zréck an och op eng éisträichesche Etüd, déi kierzlech jo gemaach ginn ass, déi déi éischt confirméiert, mä trotzdeem gétt vu Surcapacité de lits aigus geschwat. Do muss ee sech awer, wann ee sech mat där Fro beschäftegt, dräi Froen stellen: Wéi ass et méiglech, datt et trotzdeem nach ëmmer vill Leit gétt, déi een uschwätzen a soen si géife keen Einzelzimmer kréien an engem Spidol, obschonn, an dat muss een och feststellen, d'Fleegefall manner an de Spideeler hébergéiert gi wéi bis elo, an obschonn d'Durée de séjour...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Si ginn erausgekiert oder net?

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV). - Här Di Bartolomeo, dat weess ech net.

...an de Spideeler zréckgaangen ass? Dofir géif ech mengen, dës prinzipiell Limitatioun, well se Froen opwerft, géif Sënn maache fir eng prezis Analys, fir genau festzestellen firwat dës Situation esou ass, a wann de Volleksmond dat esou seet, ob dat wierklech esou ass. Dës Démarche muss prioritär sinn, well mir op där anerer Säit wëssen, datt d'Cotisatiounen, no der Regierungsausso vun eise Statsminister, net solle gehéicht ginn, also mussen strukturell Elementer a Betruecht gezu ginn, fir effikass a präisgënschteg ze schaffen. Dofir och dës Analys.

Et schéngt mir awer esou ze sinn, wéi wann dës 5 pro 1.000 weider Bestand wäerten hunn an Zukunft, well mer soss deen héijen a villsäitege Leeschtungsstandard am Gesondheitsberäich net kënnen halen, a grad d'Spidolsinfrastrukturen sinn e bedeutend Element an enger qualitativer Gesondheitspolitik. Mir brauchen eng konsequent, eng gutt iwwerluechten a wäitsiichteg Politik beim Bau vun eise Spidolsinfrastrukturen.

Et muss kloer sinn, wie wat kritt u medezineschen Infrastrukturen, an dëst muss novollzéierbar an transparent sinn. Net jiddereen kann absolut déiselwecht Strukture kréien. De Spidolsplang weist jo hei de Kader, mä op deenen eenzelnen Niveauen a Sitë muss d'Gläichbehandlung am Sënn vu Chancégläichheet gëllen. Nëmme esou kréie mer keng Zwouklassemmedezin. Duerch esou eng Approche behalen déi eenzel Haiser eng gewësse Gestaltungsfräiheet, déi awer esou muss sinn, datt se an der Complémentaritéit zu de medezineschen Leeschtungen an der Region an am Land steet.

Et muss eng Zesummenaarbecht entstonen tëschen deenen eenzelnen Haiser, well si garantéiert e rationellt Schaffen. Dofir muss och déi finanziell Ennerstëtzung, déi iwwert dës Gesetzesprojeten, déi elo haut do sinn an nach kommen, zäitlech a qualitativ equivalent si fir e wichtege Partenariat tëschen allen Haiser an eise Land ze garantéieren.

D'Projeten, déi an d'Chamber kommen, mussen déiselwecht Prioritéit kréien, soss kréie mer eng Médecine à deux vitesses, och Projeten, wou keng Nimm néierens bis elo genannt sinn, wéi zum Beispill d'Clinique Ste Marie, d'Zitha-Klinik, déi reklaméiert hunn, den Hôpital de la ville de Dudelange oder och den HPMa. Esou e ganzheetlech Konzept setzt natierlech viraus, datt eis Gesondheitspolitik national muss organiséiert ginn. Déi lokal Spezifitéit mussen nom Subsidiaritätsprinzip a Betruecht gezu ginn. Am Lëtzebuurger Modell bleift d'UCM natierlech eng zentral Figur. Hire Rôle ass en integrativ strukturellen. D'UCM erméiglecht eng Vernetzung vun eenzelnen Elementer an eise Gesondheitsberäich. Bei gesondheitspoliteschen Décisioune géllt de Rôle vun der UCM éischter als e begleedenden.

Mir haten och 1999 gefaart mir géifen duerch iwwerregional Auswierkungen am Gesondheetssystem Problemer kréien, besonnesch nom Decker-Kohl-Uerteel. Bis dato ass hei näischt Émwerfendes ze mellen, mä et heescht awer um Ball ze bleiwen an iwwerregional Zesummenaarbecht, wéi se schonn am Klengen a punktuell existéiert, auszubauen. Esou eng Démarche kann och käschtespuerend sinn a wäert et och sinn, wa se gutt organiséiert ass.

Wann ech dëse Projet de loi elo finanzpolitesch kommentéieren, da fält mäin Uerteel ganz kloer positiv aus, well d'Finanzéierung geschitt

jo iwwert de Spezialfong vu Spidolsinfrastrukturen duerch budgetär Dotatiounen. Och iwwert d'Gesetz vun den Excédents a Recettë vum Exercice 2001, dat mer jo iwwermuer hei an der Chamber stëmme wäerten, gétt et méiglech 40 Milliounen Euro, dat sinn 1,6 Milliarde Lëtzebuurger Frang, an dëse Spezialfong ze speisen. Duerch esou Mechanismen a Méiglechkeete gétt et am Fong geholl méi finanziell Flexibilitéit an de finanziellen Engagement bleibt doduerch iwwersiichtlech.

Beim Projet als solchen, dee jo den 18. Dezember 2002 déposéiert gouf an haut schonn ofgestëmmt gétt – et gouf also schnell geschafft – wëll ech mech wierklech ganz dem mëndlechen a schrëftlechen Rapport vun eise Häre Rapporteur ralliéieren an him félicitéiere fir déi gutt an exhaustive Aarbecht, déi hie gemaach huet. Dat war ganz korrekt an och ganz transparent, géif ech soen, an déi Leit, déi den Dossier gelies hunn, hu Versteedemeech fir déi Méiausgaben.

Et ass en décke Batz. Et si méi wéi 161 Milliounen Euro. Dat ass scho ganz vill, dat si 6,4 Milliarden aler Frang. Et muss ee soen, all fënnf Projeten, déi hei am Fong geholl refixéiert ginn, dat ass richteg esou, an och dem Statsrot seng Aarbecht wat de synopteschen Tableau ugeet war gutt an dat soll een och hei ervirhiewen. Dofir ass et och ganz kloer, dass d'CSV wäert zu dësem Projet hiren Accord bréngen.

Bei deene fënnf Projete si jo d'Clinique Dr Bohler an d'Clinique d'Eich, déi nach net esou wäit entwéckelt ware beim leschte Finanzéierungsgesetz, esou dass et normal ass, dass een hei nostëmmt. Den CHL huet d'Kannerklinik an d'Maternité bäikritt, wat iwwerfällig war, wat eng richtig Démarche ass, an och Radiotherapie muss méi grouss gemaach ginn, wat ze begrëssen ass. Schliesslech ass d'Häerzchirurgie elo fäerdeg ginn. Dofir ass dee Käschtepunkt och ze verstoen, an dee soll jo nach méi grouss ginn.

Déi eenzeg Fro, déi ech mer nach stellen, ass déi vun der ITM an dësem ganzen Dossier. Dofir meng Fro un den Här Minister: Hunn dës méi streng Oplagen, wéi se am Rapport an am Gesetz stinn, och op aner Projeten en Effet? Fanne mer déi do erëm? Well aus deene Considérationen eraus géifen dat alt nees méi Ausgabe ginn.

Kloer ass wat d'ITM ugeet, dass am Virfeld besser zesummege-schafft muss ginn. Dat soll jo och de Fall sinn de Moment. Et muss e systematesche Modus Vivendi fonnt gi vun Zesummenaarbecht an et därefer net ëmmer nees nei Fuerderung kommen. Mir sollen also hei d'Ham net an der Mëllech kachen.

Als Konklusioun géif ech mengen, dass dëse Projet eng logesch Konsequenz ass vun der viregter Regierung an d'Finanzéierung am Spidolssecteur definéiert. Dës Démarche beweegt sech an engem kloer definéierten an transparente finanzielle Kader, a mir brauchen och an dësem Secteur eng kloer a konsequent Démarche. Mir mussen eis Strukturen am Gesondheitsberäich a besonnesch am Spidolssecteur fit halen. Net nëmmen nom Prinzip „qui trop embrasse, mal étreint“ mussen Prioritéit gesat ginn, well kloer ass, all Leeschtung huet säi Präis an eis finanziell Mëttele si limitéiert.

Déi nächst Pelotonen also, déi hei an d'Chamber komme mat deenen anere Kandidaten, wann déi an der Course sinn, mussen och schnellstens an dësem Haus hei passéieren. Si kënnen net alleguer mateneen a si wäerten och net alleguer mateneen finaliséiert ginn.

De Minister sollt am Interessi vun engem néideg homogene Spidolssecteur déi eenzel Dossierer, esou wéi se vun der CPH aviséiert ginn,

schnellstens an dat legislatiiv Rad abannen. An och d'CPH soll sech an esou enger Démarche der Wichtigkeet vun hirem Rôle bewusst ginn an alles maache fir garantéiert medezinesch Leeschtungen an dësem Secteur ofzesécheren.

All dës Iwwerleeunge geschéien am Kontext vun enger kurativer Medezin, dat heescht, mir hunn hei zu Lëtzebuerg, besonnesch an dësem ganze Secteur, Héchstleeschtinge fir déi finanziell Kotisatioun, déi den Eenzelnen tätegt. Dofir wëll ech och ofschléissend nach eng Kéier am Sënn vun enger dynamescher Gesondheitspolitik net nëmmen op déi kurativ, mä och op déi preventiv Medezin hiweisen, well grad do ass et méiglech käschtespuerend Resultater ze kréien an dofir d'äerf dës preventiv Medezin net vernoléisst ginn, fir dass mer kënnen héich Leeschtunge weider am Gesondheitssecteur ofsécheren.

Mir brauchen eng richtig Action santé publique, an ech wëll do nach eng Kéier hei un eng interessant Publikatioun erënnere vum Gesondheitsministère, dat berühmte Wäissbuch, de Livre blanc: Santé pour tous. Dës Publikatioun huet elo schonn e Jorzéngt um Bockel. A wann ee weess wéi dynamesch dëse Gesondheitssecteur ass, géif ech soen, dës Publikatioun ass net vu gëschter, mä scho bal vu virgëschter. A wann ee weess, dass eng wichteg Feststellung, déi am Wäissbuch steet, déi ass: „Le Livre blanc servira à l'orientation de nos efforts pour conserver aux Luxembourgeois leur bien le plus précieux, une bonne santé“. An ech wëll natierlech och eis auslännesch Matbierger hei mat abezéien.

Da kann ech doraus nëmme schléissen, dass mer eben esou eng global an awer och aktualiséiert Approche brauchen, fir datt kënne weider héichkarätig Leeschtungen am Gesondheitswesen hei zu Lëtzebuerg garantéiert ginn, an dat och wann d'Konjunktur sech emol wiesselhaft weist an net méi esou gutt dréint. Ech mengen, eis Gesondheet ass eis dat wäert.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Merci, Här Halsdorf. Den nächsten ageschriwene Riedner ass den Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'LSAP ass selbstverständlech d'accord fir déi finanziell Mëttele fir d'Moderniséierung vun der Kannerklinik zur Verfügung ze stellen. Déi Investitiounen sinn absolut noutwendeg an dréngend a stellen insgesamt 1,7 Milliarden aler Frang, oder 42,8 Milliounen Euro duer. Mir hoffe mam Rapporteur, dass d'Aarbechte schnell realiséiert ginn, an dass endlech déi Moderniséierung ka kommen, déi enger Kannerklinik an engem räiche Land digne ass.

Ech sinn och frou, dass de Rapporteur selwer drop higewisen huet, dass een net elo soll Scholdzouweisung maachen, firwat dass 1999 nëmmen 300 Milliounen virgesi waren. Dat ass e bësse méi komplex, wéi dass ee seet d'Finanzierungsgesetz hätt den dote Projet vernoléisst. Fazit ass, an de Rapporteur huet et selwer gesot, dass zu deem Zäitpunkt wou d'Finanzierungsgesetz opgestallt ginn ass, kee konkret Konzept virlooch an et deemools och relativ schwéier gewiescht wär fir dat exakt virauszeschätzen.

Ech sinn der Meenung, dass mer dat elo gemaach hunn, an dass et och richtig ass, dass mer den dote Projet esou séier wéi méiglech virundreiwen. Ech si selbstverständlich och d'accord mat de Mëttele, déi fir d'Mise en sécurité vun der Maternité virgesi sinn am

CHL. Et ass och richtig, wéi de Rapporteur hei ennerstrach huet, ginn net nëmme bahnbrechend nei Projeten op de Wee geluecht, mä et sinn eng Rei vu finanzielle Moosnamen noutwendeg fir déi Projeten, déi scho fäerdeg gestallt sinn, och à bon port ze bréngen, am Klortext Enveloppen nozereche fir Projeten, déi eigentlech scho fäerdeg sinn, wou ee sech d'Fro ka stellen, ob mer an Zukunft eis net sollen eng Methodik ginn, dass mer net après coup régulariséieren, mä dass mer, wann Dépassementer sech ukënnegen, och dann eng Prozedur sollen aleeden, fir d'Chamber mat anzubannen a fir zumindest ze hannerfroen, ob all Dépassementer berechtigt sinn.

Ech mengen, de Minister weess dat selwer am beschten, dass heiansdo Faits accomplis geschäfe ginn - ech kommen herno nach eng Kéier dorop zrëck -, an dass et dann herno schwéier ass fir Neen ze soen, well jo jiddereen hei am Haus d'accord ass, dass et am Intérêt vum Patient ass an et dann ëmmer ganz schwéier ass fir géint de Stroum ze schwammen an ze soen, dat do ass noutwendeg, an dat do ass net noutwendeg.

Eng Enveloppe gétt nogereecht fir d'Häerzchirurgie, wou Dépassementer an der Héicht vun 130 Milliounen virgesi sinn. D'Dr-Bohler-Klinik, déi um Kierchbiereg nei gebaut soll ginn, brauch 140 Milliounen aler Frang méi, wou och an den Diskussiounen an der Kommissioun kloer gestallt ginn ass, dass d'Dr-Bohler-Klinik d'selwecht behandelt gétt wéi all déi aner Spideeler, wéi öffentlech Spideeler a wéi privat-öffentlech Spideeler, dat heescht d'Famill behält déi Geballechkeeten, och wa se den Terrain muss bezuelen. Ech muss lech soen, dass ech eigentlech eng Rei vu Problemer mat där Approche hunn, well dat do e rengt Privatvermeigen ass an een zumindest hätt misse kënnen driwwer diskutéieren wéi am Fall vun enger regelrechter Privatklinik dat do ze handhabe gewiescht wär.

Da wichteg, déi Décisioun war sengerzäit richtig fir de Radiotherapie-Zentrum zu Esch beim grouse Spidol ze maachen. Dir kënnt lech alleguer drun erënneren, dass mer vill Diskussiounen, och Siten-Diskussiounen am Zesammenhang mat deem Radiotherapie-Zentrum haten. Et huet sech bewisen, dass déi Siten-Diskussiounen net berechtigt waren, an de Centre Baclesse zu Esch huet sech excellent entwéckelt. Elo kann ee soen: Hätt een et net vun Ufank u méi grouse misse bauen? Hätten an Hate waren zwee aarmer Staten. Tatsaach ass, dass mer kënne frou sinn, dass deen Investissement richtig war, an dass mer elo um Punkt si fir mussen den Zentrum ze vergréisseren. Och do gétt dann déi noutwendeg Enveloppe nogereecht.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Et ass also, wéi gesot, deen éischten Deel vun enger Serie vun Amendementen um Finanzierungsgesetz. Et wäerte weiderer nokommen an och do géllt de Prinzip, dass mer schnell sollen déi Enveloppen noschécken. De Minister weess, dass hie viru sechs Méint ugekënnegt hat, dass mer eigentlech elo scho misse kënnen iwwert déi zweet Serie vun Amendementen um Finanzierungsgesetz ofstëmmen. Bon, den Zäitplang huet sech liicht verschoben, esou dass mer am Moment iwwert déi éischt ofstëmmen, an dass déi zweet nogereecht gétt.

Normal ass et och, dass bei dëser Geleechenheet driwwer diskutéiert gétt, ob e Finanzierungsgesetz de richtige Wee war, oder ob mer bei all eenzelne Projete hätt misse e Gesetz stëmmen. Ech wëll mat e bëssem Détachement dozou soen, an do ginn ech mengem Virriedner Recht, dass een net eng allgemeng bindend Äntwert dorop ka ginn an net mat Jo a mat Neen Äntwerte kann. Déi zwou Positionen waren ze verteidigen.

Den Advantage, an dat soe mer haut bei deenen Désavantages, déi mer elo gesinn, vun engem Finanzierungsgesetz war, dass déi Projete schnell, zügig konnte realiséiert ginn, a wa mer haut zrëckkucken, wat awer trotzdeem zënter 1999 an der Spidolandschaft geschitt ass, kann een net soen, dass näischt geschitt ass. Ech wëll nëmmen drun erënneren, dass mer an e puer Deeg oder an e puer Wochen dat groust Spidol um Kierchbiereg wäerten opmaachen. Zu Esch ass extrem vill passéiert. Zu Esch ass extrem vill passéiert. Op ganz villen anere Plazen, beim St Louis zu Eitelbréck ass extrem vill passéiert.

Bon, elo kann ee soen, wa mer eenzel Projete gemaach hätten, da wär et vläicht net zu deenen Dépassementer komm, wat awer nach ze bewiese wäert sinn, well mir wäerten dat hei elo an der Praxis gesinn. Wa mer déi eenzel Projeten elo stëmmen, da géif ech bal eng Wett dofir agoen, dass mer bei deene Projeten, wou mer mengen, si wäer méi ausgefeilt, a véier oder fënnf Joer erëm eng Kéier wäerten do stoe fir déi eng oder déi aner Enveloppe nozeschéissen.

D'Finanzierungsgesetz, bei allen Appréhensiounen, déi ee konnt hunn an déi och de Statsrot hat, huet de Verdéngscht, dass bluttnoutwenneg Infrastrukturen um Terrain entstane sinn.

A wann da sollt eng Responsabilitéit ze verdeele si fir Dépassementer mat deene mer elo konfrontéiert sinn, dann ass et zumindest eng Responsabilitéit partagé, well eng Rei vun Dossiere vun deenen eenzelne Spideeler net esou ficeléiert ware wéi se hätte misse ficeléiert si fir 100%eg budgetär am Rumm ze sinn, well an der CPH déi Projeten esou duerchgaange sinn, well deemools de Finanzminister vläicht an enger Impressioun, dass d'Beem net géifen an den Himmel wuesen, och um Spidolfinanzdossier en Deckel drop hat, wou gesot ginn ass mir sollen et net an dat Extremt steige loosse. Mir kënnen nach där Responsabilitéite fannen, mä et notzt eis eigentlech net vill, wa mer no hanne kucken am Spidol dossier. Mir sollen am Spidol dossier wierklech no vir kucken.

(Interruption)

Och beim Rehazenter an ech kommen do herno ganz kuerz drop zrëck mat enger Position, déi lech wahrscheinlech iwwerrasche wäert, mä mech net esou, well mer einfach konsequent mat eis bleiwe wäerten.

M. Lucien Weiler (CSV). - Dat ass awer ganz nei.

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV). - ...sidd Dir dann net d'accord mat deem wat ech gesot hunn, Här Di Bartolomeo ?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Bon, mir waarden am Moment dann op déi zweet Serie vun Amendementen, wou et ëm d'Dépassementer bei der Clinique St Louis geet, wou de Gemengerot vun Eitelbréck jo en Emprunt huet misse ophuelen an Héicht vun enger aler Milliard vu Frangen, wou mer elo an der Kommissioun gesot kritt hunn, dass déi Dépassementer net esou héich wäerte sinn.

Dat wäert de Gemengerot freeën an dat freet selbstverständlech och d'Verwalter vun de Fongen. Och do muss ee soen, dass een dru wënt, wann Dépassementer sech ukënnegen, an hei sinn se relativ important, fir dann eng Prozedur anzuleeden, fir dass d'Genehmigung vun deenen Dépassementer ka gemaach ginn.

Wann ee kuckt, wat um Kierchbiereg entsteet, esou sinn déi Dépassementer sécher net extrem bei dem Spidol um Kierchbiereg. Beim Reha-

zenter, dee jo och soll Objet si vun der zweeter Serie vun Amendementen, gétt den Dépassement beträchtlech. Dir kënnt lech erënneren, dass de Chiffer, deen no der Ausschreiwung erauskomm ass, bei 1,7 Milliarden aler Frang louch. Mir landen elo bei 3,6 Milliarden aler Frang, bal bei 90 Milliounen Euro.

Ech wëll lech soen, dass mir och beim Rehazenter verlaangen, dass dee Projet ganz séier kënnt an de Minister och ennerstëtzen, wann hien dat mécht. Mir sinn der Meenung, dass no véier Joer de Rehazenter zumindest awer misst an der Prozedur esou wäit si wéi e viru véier Joer war. Dat ass jo näischt Onméiglech verlaangt. Am Moment ass en nach e Stéck do dovun ewech. Also, wann ech glift maacht den Dépôt vun den Ännerunge vum Finanzierungsgesetz, fir dass mer en dann och dohi setzen, wou e laut Décisioun vun der Regierung soll hikommen, op de Kierchbiereg an net op Diddeleng, well am Finanzierungsgesetz steet en nach ëmmer zu Diddeleng.

(Interruption)

Am Finanzierungsgesetz vun 1999 steet en nach ëmmer zu Diddeleng, wat dozou féiert, Här Minister, dass déi aarm Geselle vun der Rehazenter-A.s.b.l. mat hirem Verméigen haften, fir de Projet virunzedreiwen. Bei der A.s.b.l. Rehazenter, déi de Projet konzipéiert - an dat ass jo och d'Äntwert op d'Fro vum Här Halsdorf - muss jo alles an der Rei gewiescht si virdrun, well soss hätten net déiselwecht Gestionnaires den neien Zentrum ze managen, déi och de viregten Zentrum ze managen hatten. Also muss do alles an der Rei gewiescht sinn.

Ech mengen, dass et awer aus Respekt virun deene Leit noutwendeg wär, dass déi Emprunten, déi hu misse opgeholl gi fir den Zentrum virunzebréngen, iwwert déi normal Fonge fléisse kënnen. Et geet duer, wann d'Finanzierungsgesetz geännert gétt.

Also, wann ech glift schnell de Projet deponéieren, fir d'Finanzierungsgesetz ze änneren! Schnell de Projet deponéieren, dee schon zënter néng Méint beim Statsrot ass, fir den Etablissement public ze grënnen, wou ech net verstanen hunn, firwat dass d'Chamber deen nach net offiziell deponéiert kritt huet, well mer jo näischt ze verstoppen hunn an et jo kloer ass wat fir eng Décisioun gefall sinn. An da wann ech glift dat Versprieche respektéieren, dass d'Baggeren am Hierscht respektiv am fréie Wanter komme sollen, well mir hunn elo schonn an deene leschte Joren eng hallef Dosen Délaie genannt kritt, wéini dass et soll ugoen.

(Interruption)

Här President, ech wollt wann ech glift mäi Saz zu Enn bréngen an da kann den Här Weiler selbstverständlech mer eng Fro stellen.

Well mir sinn elo schonn erëm an d'ärselwechter Period mat deem doten Zentrum wéi mer viru véier Joer waren. Mir komme mam Rehazenter erëm an eng Wahlperiod eran an do kann ee sech dann d'Fro stellen: Wann dann elo par impossible bei deenen nächste Wahlen eng aner Equipe hei géif stoen, géif déi nei Equipe de Site dann erëm eng Kéier a Fro stellen?

(Interruption)

Ma voilà, et ass genee dat do, wat ech mer erwaart hunn, dass Der géift soen. Wa mir, Här Weiler, lech an Äre Koalitionspartner virgeworf hunn, dass Der duerch déi Siten-Diskussioun dozou gefouert hutt, dass e fënnf Joer méi spéit kënnt, an dass en duebel esou deier gétt, da kënnt Der vun eis jo net erwaarden, dass mer deeselwechte Feeleer nach eng Kéier maachen.

(Interruption)

Dir waart jo an d'ärselwechter Koalition, Här Weiler.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Lucien Weiler (CSV). - Dir hat de Minister.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Här Weiler, Dir waart an d'ärselwechter Equipe dran.

M. Lucien Weiler (CSV). - Mir waren net fir d'Santé responsabel.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Dir maacht ëmmer esou wéi wann Dir net dobäi gewiescht wäert.

(Interruptions)

M. Lucien Weiler (CSV). - Dach, hien ass hei am Sall. Den Här Wohlfart war Minister.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Här President, ech wëll weiderfuere. Bei där drëtter Serie vun Amendementen zum Finanzierungsgesetz kommen nach eng Rei vun décke Brocken op eis zou, zum Beispill den neie Projet Zitha-Klinik, wou d'Enveloppe vun der Zitha-Klinik jo opgebraucht ass a wou eng nei Enveloppe muss nokommen, d'Enveloppe fir d'Diddelenger Spidol, wou de Minister deenen Diddelenger gesot huet si sollen net un dat aalt Spidol rappe goen, mä si sollen am Verbund mat deenen Escher op enger anerer Plaz e fuschneit Spidol bauen, wat och ganz positiv ass.

Ech wollt awer de Minister drop hiweisen, dass et Zäit géif ginn, dass déi Strukturen, déi noutwendeg si fir déi dote Fusioun duerchezéien, endlech missten aviséiert ginn. Dat géllt net nëmme fir Diddeleng an Esch, mä dat géllt och fir d'Kooperation zwëschen Nidderkuer an der Ste Marie, wou nei Strukturen noutwendeg sinn a wou déi Statuten oder déi Projets de statut an der Zwëschenzäit zweeannehallet Joer an der Prozedur sinn a wou een endlech awer misst eng Äntwert kréie wat fir e Wee, dass ee misst goen.

Et kënnt also mat deenen dote Projeten, mat Nidderkuer, mat der véierter Phas Esch, mat Ste Marie nach Munches op eis duer an duerfir si mer och ganz frou doriwer, dass d'Kommissioun festgestallt huet, dass d'Investitiounen an d'Spidolstrukturen absolut Prioritéit missten hunn, an dass et och esou misst sinn, dass d'Regierung déi Feststellung, déi se an hirer Regierungserklärung gemaach huet, misst fale loosse, dat heescht, dass déi nei Projete wéi se am Plan hospitalier virgesi sinn, net d'äerften d'Enveloppe sprengen, déi an deem viregte Plan hospitalier virgesi war. Dat heescht am Kloertext, dass déi Mëttele, déi gebraucht ginn, mussen zur Verfügung gestallt ginn.

Do muss een allerdéngs elo sech esou lues Gedanken driwwer maachen, wat dann déi reell Besoien sinn, well mir kréie mat deene verschidde Serie vun Amendementen e Stéckwierk virgeluecht an et wär sënnavoll, wa mer e bëssem Transparenz an den Dossier wëllen erabréngen, dass mer eng Aktualiséierung vun de Gesamtdépense maachen. Esou wéi mäin Informationsstand am Moment ass kommen eleng zousätzlech dräi aler Milliarde mat dem Zitha-Projet op eis zou. E ganze Koup aner Projete ginn an d'Milliardenhéicht, esou dass een elo awer misst eng Kéier kënne feststelle wéi héich déi Besoien sinn an a wat fir engem Mooss de Fong fir d'Spidolsgebaier muss an deenen nächste Jore weider gespeist ginn.

Dann, zu der Diskussioun wéi mer se an der Kommissioun gefouert hunn. Den Här Rapporteur huet dat virdru richtig gesot. Mir hunn eng Enveloppe virleie gehat, mä mir hate ganz wéineg Detailler iwwert d'Inhalter virleien. Bis zu där leschter Sëtzung, wou mer de Rapport

verofschidd hunn, wousste mer eigentlech ganz wéineg iwwert d'Inhalter vun deenen dote Projeten. A wann eng Rei vun Amendementen um Finanzéierungsgesetz nach nokommen, da wäre mer ganz frou, wa mer mat den Enveloppen och konkret Projete kéinte virgeluecht kréien. Dat mécht d'Diskussiounen an der Kommissioun e bësse méi einfach.

Well mer déi eenzel Projeten net wollte blockéieren, hu mer dem Här Rapporteur Vertraue geschenkt. Hien huet jo och an der Zwëschenzäit eng Rei vun Elementer nogereecht.

M. Lucien Weiler (CSV). - Dat war 1999 awer och esou mat den Detailer.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Wësst Der, Här Weiler, Dir maacht ëmmer esou wéi wann Dir ni an der Regierung gewiescht wäert.

M. Lucien Weiler (CSV). - Ma neen, den Här Wohlfart huet de Projet deponéiert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Dir maacht Geschichtsfälschung. Dat war scho laang virdrun.

Ech kommen zum Schluss. Mir sinn hei zwar amgaang déi noutwendeg Enveloppen zur Verfügung ze stelle fir d'Spidolsneibauten, fir d'Depassementen vun den Investitiounen, fir déi op null erëm ze stellen, mä et geet awer sécher net duer, dass mer am Spidolswiesen nëmmen an d'Gebäilechkeeten investieren.

Et ass virdru scho richteg drop higewise ginn, dass mer beim Gesetz iwwert d'Etablissements hospitaliers eng Rei vu Reglementer virgesinn hunn dee Moment wou mer am Rahme vum Plan hospitalier déi eenzel Servicer autoriséieren. Do wär ech ganz frou, wa mer gewuer géife ginn, wou mer mat der Autorisationsprozedur fir déi eenzel Servicer dru sinn, dass wa mer d'Servicer autoriséieren och eng Dotation minimale en personnel ginn, fir deene Servicer d'Méiglechkeet ze ginn, fir optimal kënnen ze funktionéieren, an d'Budgetiséierung oder d'Verdeelung vum Personal net reng der Union des caisses de maladie iwwerloossen.

Ech begrëssen, dass vu ville Leit an der Zwëschenzäit gesot gëtt, dass fir de Patient näischt ze deier ass. Dat ass e gudder Prinzip. Et muss een allerdéngs dat op alle Plazen duerchzéien. Den Här Halsdorf huet drop higewise, dass bei der Dotatioun vun den aktive Better sech eng Rei vu Problemer stellen, wou d'Leit een drop opmierksam maachen.

Ee vun deenen, déi ech am akutesen ëmfannen, ass deen, wann eeler Leit aus akute Better erauskommen, dass se esou séier wéi méiglech sollen d'Spidol verloossen, well se akut Better besetzen. Dat ass heiansdo ganz dramatesch, wa keng Fleegeplazen zur Verfügung stinn, an do ass och ganz wéineg Versteedsdemech bei de Leit.

Dat heescht, wa mer den Intérêt vum Patient eescht mengen, da muss mer do net bei de Maueren ophalen, mä da muss mer beim Inhalt weidergoen an dofir suergen, dass eng Continuité des soins garantéiert ass. Dat heescht, wann ee Patient net méi an déi eng Infrastruktur eragehéiert, da muss mer dofir suergen, dass hien eng Plaz an enger anerer Infrastruktur kritt, an hien net, wéi ech virdru gesot hunn, eraus kieren, well den Drock op d'Spideeler do ass fir d'Durée moyenne de séjour esou déif wéi méiglech ze halen.

Dann e lescht Wuert, wa mer schonn iwwert d'Qualitéit an eise Spideeler schwätzen, iwwert déi medezinesch Installatiounen a selbstverständlech d'Personal. Mat den Dokteren, Här Minister, hutt Der jo offensichtlech eng Eene-

gung fonnt, wat d'Adaptatioun vun hiren Tariffer uegt. Mat dem Personal steet e Konflikt an d'Haus. An Här Minister, wann Dir och am léifste kee Vertrieeder an de Verwaltungsréit vun de Spideeler hätt, hutt Dir se nach dran am Moment a se hu mat gespillt an deem Sozialkonflikt, doduerch dass se sech géint de Kompromëss, deen am Ufank ausgehandelt gi war, ausgedréckt hunn. Esou laang wéi de Vertrieeder do ass muss de Vertrieeder jo dann och Stellung bezéien, an da wär et net schlecht, wann hie sech géif mam Minister koordinéieren fir déi richteg Positioun anzehuelen.

Als Konklusioun, d'accord mat de Modifikatiounen vum dem Finanzéierungsgesetz op all deene Projeten, déi haut virgeluecht gi sinn. Mir waarden op déi zweet Lëscht vu Modifikatiounen a mir waarde virun allem drop, dass déi Projeten, op déi mir elo an der Zwëschenzäit scho véier Joer waarden, net nëmme mam Finanzéierungsgesetz hei ofgeséichert ginn, mä dass endlech och an der Praxis d'Baggere kënnen rullen.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Niki Bettendorf agedroen. Den Här Bettendorf huet d'Wuert.

M. Niki Bettendorf (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt dem Rapporteur Marco Schroell merci soe fir säi schrëftlechen a virun allem fir säin excellente mëndleche Rapport. Keen heibanne weess besser wéi hien iwwert d'Spidolsinfrastrukture Bescheid, wéi an de Spideeler geplangt gëtt an och wéi d'Prozedur sinn, déi et dem Stat erlaben um Finanzement ze participéieren, wat d'Modernisatioun, den Aménagement an d'Konstruktioun vun de Spideeler ubelaangt. De Rapporteur huet sech natierlech ganz strikt neutral gehalten. Als Spriecher dierf hien awer e bësse méi wäit aushuelen.

Meng zwee Virriedner, de Kolleeg Halsdorf an de Kolleeg Mars Di Bartolomeo, hu verschidde Punkten ugeschnidden iwwert déi ech och net kann einfach eweckucken. Fir d'alleréischte ass niewebäi de Bréif vun der Zitha-Klinik ugeschwat ginn, dee mer kruten, an déi e bëssen traureg sinn, dass se net an dësem Jet dobäi sinn. Et muss een awer soen, dass d'Zitha-Klinik déi 800 Milliounen, déi se am viregte Finanzéierungsplang zegutt hat, opgeschafft huet, an dass se elo en neie Plang eraginn huet.

Si soen an hirem Bréif, dass dee Projet scho vum CPH aviséiert gi wär, mä wat se eis net soen an hirem Bréif, dat ass, wat an dem Avis vum CPH steet. Op alle Fall huet deen Avis et mat sech bruecht, dass se müssen hire Projet nei iwerschaffen. Si hu gesot, dee könnte se eréischt den 23. Juli an d'Santé eraginn. Well dat esou ass, kënnen se natierlech net an dësem Jet dobäi sinn. Ech verstinn d'Kollegen aus der Zitha-Klinik, mä si müssen awer och d'Prozedur verstoen an dass et muss der Rei no funktionéieren.

De Mars Di Bartolomeo huet eng Remarque gemaach, déi ech deelen. Hien huet geschwat vun der Approche, déi déi viregt Regierung hat bei der Clinique Dr Bohler, wou déi wuel den Terrain um Kirchbiereg hu misse kafen awer Propriétaire bliwwe si vun hire Gebäilechkeeten. Ech denken do net nëmmen un d'Clinique Dr Bohler, mä ech froe mech wéi deemools verhandelt ginn ass mat de Congrégatiounen, déi jo awer och Propriétaire bliwwe si vun de Gebaier vun der Ste Elisabeth an dem St François. Dat ass eppes, wat ech net verstinn. De Minister Wagner war deemools net an der Regierung. Aner Leit heibanne wësse vläicht do besser Bescheid wéi ech, awer ech hunn dat eng droleg Approche fonnt an et huet bis haut nach kee mer doriwwer Explikatiounen ginn.

Ech muss lech och soen, dass ech am Fong geholl meng Ried vun haut hätt kënnen ewechgeheien, well ech hat mir däermoossen Attacke vum Mars Di Bartolomeo virgestallt, awer hie war haut esou zahm, esou fein.

(Interruption)

Dir mengt, hie wär haut ganz staatsmännesch gewiescht. Dat ass richteg. Ganz ongeschuer wäert hien awer net dovu kommen.

Fir d'éischt wëll ech eppes soen a menger Qualitéit als President vun der Santéskommissioun. Et gouf mir ee Moment virgehale, dass de Rapport, dee mer ofgestëmmt hunn, eréischt een Dag virdru bei den Deputéierten ukomm ass, also een Dag ier mer an der Chamberkommissioun doriwwer ofgestëmmt hunn.

Ech muss awer soen, dass ech d'Chamberkommissioun gefrot hunn, ob mir géifen doriwwer ofstëmme oder ob mir géifen no zwee, dräi Deeg nach eng kéier zesummekommen. Do waren awer d'Memberen an der Kommissioun unanimement domat d'accord, dass mer sollten direkt doriwwer ofstëmme, an doduerjer, Här President, hu mer der Chamber eng ganz Kommissiounssëtzung u Jétons de présence gespuert. An ech mengen, Här President, do sidd Dir mat mir d'accord, dass mer do e gudder Geste vis-à-vis vun der Chamber gemaach hunn.

De Rapporteur huet de Projet explizéiert an drop higewise, datt et am Fong eng éischt Serie vun Adaptatiounen vum Gesetz vum Mee 1999 ass, wou d'Projeten haut konkretiséiert ginn, déi 1999 zwar net sprochräif waren, déi awer gestëmmt goufen. Haut genau wéi 1999 fannen ech et nach ëmmer net gutt, datt 1999 siwe Projeten ofgeseent goufen, déi deemools net sprochräif woren, wou keen Avis vun der Commission permanente pour le secteur hospitalier virlooch, dat eenzegt Organ, wou d'UCM mat um Dësch sëtzt, eng UCM, déi jo awer 20% vun dem Invest a vun de Fonctionnementskäschten droe muss.

Wéi ech deemools meng Bedenken ugemellt hunn, do krut ech es vum mengem Kolleeg Süddeputéierte Mars Di Bartolomeo. Hien huet mer gesot, ech géif lamentéieren, ech géif bluddeg Tréine kräischen, an ech muss him soen, Här President, ech hunn net lamentéiert an ech hunn och net gekrasch, mä ech hu Recht behalen.

Well dat Gesetz net komplett war, dofir si mer dann haut hei an de Kolleeg versicht haut schéin ze ëmschreiw wéi meng Schold, dass dat ass. Mir sichen net wéi meng Schold et ass, wéi meng Schold, datt et net ass, dat ass ganz léif, wéi hien dat gemaach huet, mä deemools wéi mir dat hei gesot hunn, do goufe mer am Fong geholl e bësse fir domm gehalten, an dat hunn ech net esou richteg verdroen.

Ech weess ganz einfach, dass d'Kanner gären dat Spill spille vum Raiber a Gendaarm. Deen een Dag sinn déi eng Kanner déi Gutt an déi aner sinn déi Béis, a gewéinlech ginn dann deenen aneren Dag d'Rolle gewiesselt, ganz oft wéi an der Politik, wou een emol aus der Majoritéit an d'Oppositioun kënnt a wou ee vun der Oppositioun an d'Majoritéit kënnt. Mä wa bei de Kanner dat och e Spill ass, mengen ech awer, dass d'Politik kee Spill ass a mir müssen an eisen Approchen als Politiker crédibel bliwwe, an dat souwuel, ob mer an der Majoritéit oder an der Oppositioun sinn.

Ech ginn net op d'Geschicht vun Rehazenter an. De Jean-Marie Halsdorf huet gesot, dass et schonn 22 Joer hier sinn, wou zu

Hamm an zu Mondorf an dann hei an dann do sollt gebaut ginn. De Rehazenter steet haut net zur Diskussioun. Dofir ginn ech och haut net dorop an, mä wann d'Geschicht vun Rehazenter eng kéier geschriwwen gëtt, wa se esou wäit fäerdeg ass, da wäert ech mer erlabe ganz gären dorobber zrëckzekommen.

(Interruptions diverses)

Ech hunn op alle Fall wëlles nach dran ze bliwwe.

Wat mech besonnesch freet bei dësem Projet, dat ass d'Modernisatioun vun der Kannerklinik. Dat hu meng Virriedner och scho gesot. Déi ganz Modernisatioun kascht elo 42,8 Milliounen Euro, an dat sinn 1,712 Milliarden al Lëtzebuerger Frang.

Ech spillen also nach net eng kéier d'Spill vum Raiber a Gendaarm an ech maache keng Scholdzouweisungen, mä et war awer esou, dass der Kannerklinik nëmmen 300 Milliounen zougestane gi sinn, an dass du gesot ginn ass, mä dann débrouilléiert lech, méi ass elo net do.

Richteg ass, dass den initiale Betrag, deen an de Spideeler sollt investéiert gi vun 1989 un, praktesch ëmmer deeserwechte war. Ech weess, dass 1989 gesot ginn ass, mir investéieren 20 Milliarden. 1994 waren et nach eng kéier 20 Milliarden, déi sollten investéiert ginn, an 1999 waren et, nodeems zwar e bëssen investéiert gi war, nach ëmmer nëmmen déi 20 Milliarden. Et brauch eis also net ze wonneren, dass et effektiv mat deene Pläng, déi deemools virlouchen, net duer gaangen ass.

Ech muss soen, an der Zwëschenzäit si ganz vill Spideeler ëmmer méi vétuste ginn, a besonnesch d'Kannerklinik ass haut an engem lamentablen Zoustand. D'Kanner si beim Verdeeel vum Kuch am schlechtsten ewechkomm, an dofir ass et ëmsou méi ze begrëssen, dass elo net gespuert, mä dass elo Neel mat Käpp gemaach ginn. An an der Santéskommissioun si mer net midd ginn, d'Oppositioun an d'Majoritéit zesummen, ze fuerderen, dass hei soll Remedur geschafe ginn. Dat geschitt elo an doriwwer freeë mer eis.

Datt zur gläicher Zäit d'Maternité de Sécherheetsnormen ugepasst gëtt ass och als positiv ze betruechten.

Den zweete Projet, deen ech nach wëll ervirsträchen, ass d'Vergrößerung vum nationale Radiotherapie-Zentrum François Baclesse zu Esch. Och hei spillen ech net Raiber a Gendaarm a maache Scholdzouweisungen, firwat dass elo kuerz no der Aweigung de Centre schonn ze kleng ass, dass keng Kapazitätéit méi do sinn. Ech sträiche just d'Wichtigkeet vun dësem Zenter fir d'ganz Land ervir an ech begrëssen de Fait, dass hei esou schnell reagiert gëtt an zousätzlech Sue fir d'Vergrößerung zur Verfügung gestallt ginn, an dass dann och an deen Zenter Leit aus der Groussregioun kënnen dohinner komme fir gefleegt ze ginn, ass fir eis Medezin eng ganz gutt Saach.

Op déi dräi aner Projeten, déi nach an dësem Deelfinanzéierungsgesetz dra sinn, d'Clinique Dr Bohler, d'Echer Klinik an den INCCI, den Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle, ginn ech net weider an. Meng Virriedner hunn dat scho gemaach.

Ech ka mer dat elo spueren, mä Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op eppes wëll ech awer nach hiweisen, wat all dës Projete gemeinsam hunn. Si gi vill méi deier wéinst zousätzlechen Oploe vun der Inspection du Travail et des Mines. Dat ass net eleng bei de Spideeler esou, mä bei allen öfentlechen an awer och private Gebaier. Hei stëmmt eppes net méi. Dovunner sinn ech iwwerzeegt, net

well d'Sécherheetsvirschrëften net richteg oder wichteg wieren, am Géigendeel, si si ganz wichteg, wa se zur richteger Zäit beim Plange vum Gebai an d'Pläng kënnen afléissen.

Leider komme vun der ITM ëmmer zousätzlech Oploe en cours de route, an dat kascht deier, vill méi deier ewéi wann d'Oploe vu virera bekannt wären, wa se vu virera kënnt beim Plange mat ageplangt ginn.

Hei hu mer et mam Fonctionnement vun der ITM ze dinn, an den zoustännege Minister, den Här Biltgen, huet doriwwer eng Etüd beim BIT erstelle gelooss. Nei Orientéierungen an der ITM müssen eis um Häerz leien. Et müssen nach genuch Leit disponibel si fir preventiv kënnen ze beroden. Et kann net esou weidergoen, dass en cours de route ëmmer erëm nei Oploe gemaach ginn. Dat gëtt oft als Willkür ugesinn an et muss ee sech och oft froen a wat fir enge gescheite Bicher verschidde Virschrëfte stinn. Dat kascht de Stat, dat kascht d'Gemengen, d'Wirtschaft an och de Privatmann en déckt Stéck Geld. Hei wënschen ech dem Aarbechtsminister eng gléckleche Hand bei der Organisatioun oder besser bei der Reorganisatioun vun der ITM.

Här President, et wäert lech net wonneren, dass ech zum Schluss nach den Accord zu dësem Projet de loi vun eiser Fraktioun, der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, bréngen, an ech freeë mech elo schonn op den zweete Projet de loi, dee mer a kierzester Zäit hoffentlech hei an de Plenum kréien, dat heescht de Solde vun deene Projeten, déi 1999 eben nach net fäerdeg waren, mat ënner anerem dem Rehazenter, mat deem mer dann nach wäerten eng ganz gutt Diskussioun kréien, ganz vill Gesprächsstoff, fir dass et sech och rentéiert fir hei flott ze debatéieren.

Ech soen lech merci fir d'Noleschteren.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Jean Colombero agedroen. Den Här Colombero huet d'Wuert.

M. Jean Colombero (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt e Merci un de Rapporteur, den Här Marco Schroell, fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Ech wëllt gären direkt mat enger Citatioun aus sengem Rapport ufänken: «Durant les 20 dernières années les investissements dans l'infrastructure hospitalière et sanitaire ont été fort modestes.» Wann ech hie gutt verstanen hunn, da wollt hien domadder soen, dass déi sozialistesche Regierungen hirer Aufgab net gerecht goufen, wat an der Kommissioun net contestéiert gouf, well déi ganz sozialistesche Fraktioun huet net géint de Rapport gestëmmt, also war si mat dëser Ausso d'accord.

E schreckleche Retard hu mer do an deene leschten 20 Joer kumuléiert par rapport zum medezinesche Progrès op där enger Säit, mä awer och op där anerer Säit, wann een d'Zuel vun de Leit betruecht, déi krank ginn, well da muss ee feststellen, dass dës Zuel ëmmer méi grouss gëtt, ënner anerem well och keng allze vill effikass Preventivmedezin ugebuede gëtt. Esou gëtt d'Demande u Spideeler a sanitären Infrastrukturen ëmmer méi grouss.

Et ass also logesch, dass de Stat sech prioritär mat dësem Problem befaasse muss, vu dass hien ausser Stand ass eng nei Form vu Medezin, en neit Konzept vu Gesondheitswiesen auszeschaffen. Mam Gesetz vum 21. Juni 1999 iwwert de Finanzement vun de Spideeler ass e wichtige Schratt ageleet ginn. Mat deem heitege Projet gëtt d'Enveloppe fir fënnf verschidden Infrastrukturen erweidert. Et ass net déi éischte kéier an och net déi

leschte Kéier, dass déi initial Ausgangsveloppe net duer geet, well ënner anerem nei Erkenntnisser erauskomm sinn oder nei Forderung vum der Inspection du Travail et des Mines operluecht goufen. Heiriwwer kéint ee laang diskutéieren.

Schued ass et awer, dass bei der Planung alles méi iwwerflächlech gesi gëtt. Esou ginn an deemem Projet zum Beispill eppes méi wéi véier Milliounen Euro fir d'Sécherheet vum der Maternité virgesinn, et gëtt awer parallel am Rapport festgehalten, datt mëttelfristeg wéinst dese sou genannte Sécherheitsgrënn eng nei Maternité gebaut muss ginn. Fir den nationalen Institut vum der Häerzchirurgie ginn 3,3 Milliounen Euro zousätzlech gefuerdert. Et gëtt awer festgehalten, dass eng Demande agereecht gouf, fir en ze vergrësseren, well déi verschidde Lokaler ze kleng wäeren.

An der Eecher Klinik gëtt ënner anerem méi fir Sécherheet investéiert. 1999 soll dat méi large gewiescht sinn. De Centre Baclesse zu Esch, den nationale Zenter fir Radiotherapie, war vu vireran ze kleng a muss elo erweidert ginn. Ech perséinlech mengen, wann een d'Statistike kennt wéi vill Leit kribbskrank sinn, wéi vill Leit all Joers bäikommen a wéi vill dovunner éligibel si fir eng Radiotherapie ze maachen, da misst een awer eng capabel si fir direkt déi néideg Infrastruktur op eng adequat Aart a Weis operzieren.

Ech sinn net d'accord mam Här Halsdorf, dee gesot huet hie wär zefridden, dass dat géif vergrëssert ginn. Menger Ansicht no misst een alles maachen, datt manner Leit op Esch géife goen, dat heescht, dass eng effikass Preventivmedezin géif gemaach ginn,...

(Interruption)

...fir dass manner Leit Kriibs géife kréien, Här Di Bartolomeo.

(Interruption)

Neen, déi zwou verschidde Saachen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Dir hutt gesot e wär vum Ufank un ze kleng gewiescht a wann een e vergrëssere wëllt, da sot Dir dat wär net dat richteg. Dat do ass awer de Clou!

M. Jean Colombera (ADR). - Dat ass net de Clou. Ech mengen, Här Di Bartolomeo, et gëtt Zäit, dass de Rehazenter hei am Land gebaut gëtt, Här Minister, maacht dat wann ech gliift, well ech hunn d'Impressioun, dass d'Sozialisten physesch a psychesche nei opgebaut muss ginn. Ech mengen, si wäeren déi éischt Cliente fir deen Zenter. Här Di Bartolomeo, Dir hutt guer näischt verstanen.

(Brouhaha général)

Bei deemem Projet huet een d'Impressioun, dass kee richteg Konzept an der ganzer Infrastruktur besteet. Et gëtt emol drop lass geschwat, fir eppes um Pabeier ze hunn, fir de politesche Géigner roueg ze halen an duerno gesäit een, dass hei an do eppes feelt.

Zum Beispill haten déi Responsabel vum der neier Ettelbrécker Klinik vergiess fir d'Better mat anze rechnen. Dat ass wierklech e staarkt Stéck! Wa mer grad vun der neier Ettelbrécker Klinik schwätzen, déi am Oktober d'Dieren opmaache soll, da sollen hei nach 13 oder 23 Milliounen Euro vun der Chamber genehmegt ginn. Et soll dofir en neie Gesetzesprojekt geschriwwen ginn awer et weess nach keen, ob 13 oder 23 Milliounen Euro an d'Gesetz sollen ageschriwwen ginn. Datselwech géilt fir dat neit Spidol um Kierchberg a fir de Rehazenter. Hei feelt eng gesetzlech Basis obschonn déi nei Klinik um Kierchberg och gläich d'Dieren opmaache wäert.

Ënnert der Rubrik vum der onlogescher Finanzpolitik vum der Spideeler muss een och d'Zitha-Klinik

erwähnen, déi weder am éischten nach am zweete Projet zitëiert gëtt. Mir wëssen alleguerten, dass an dëser Klinik munchmol Renovationsaarbechten duerchgefouert mussen gi mat engem Impakt vun 80 Milliounen Euro iwwer aacht bis zéng Joer. Eng Ënnerstëtzung vun der Zitha-Klinik ass noutwendeg eleng schonns, well 1993 dës Klinik keng Finanzspréitz kritt huet. Ëmsou méi misst een hei intervenéieren, well mir d'ärfen et net zuloossen, dass eng Klinik, déi vu ville Leit als eng gutt Klinik ugesi gëtt, an den nächsten zéng Joer weider am Reen stoe gelooss gëtt. Op jidde Fall huet d'Kommissioun vum Spidolsecteur den 8. November 2002 e favorablen Avis fir d'Modernisatioun vum der Zitha-Klinik ofginn, dee vun der Regierung berücksichtigte misst ginn.

Egal wien elo fir dës gewollten oder ongewollte Pannen zoustänneg ass, iergendeppes klappt hei net an et ass gewosst all Dag ginn d'Saache méi deier. All Pann, déi entsteet, muss vum Steierzueler berappt ginn. Eppes muss awer geschéien, sief et bei den zukünftige Bauherren oder sief et bei der Inspection du Travail et des Mines, den Här Bettendorf huet dat scho gesot.

Déi Saach muss vun der Regierung aneschtens ugepaakt gi wéi elo. Mir hoffen als ADR, dass trotz dem finanziellen Enkpass, dee mir an den nächste Joren hu wäerten, de Spezialfong vun der Spidolinfrastruktur nach weider gespeist gëtt fir eben de Financement ze garantéieren, net dass iergendeem mengt hie misst um Bockel vum Gesundheitswiese spueren.

Zum Schluss wëllt ech lech nach op e Feeler am Rapport hiweisen. Op der Säit zwee, den Här Schroell huet dat scho gesot, gëtt fir déi Eecher Klinik vum enger supplementärer Enveloppe vu 4.500.000 Euro geschwat, richteg ass 6.625.442 Euro. Domat ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun. Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Jean Huss agedroen. Den Här Huss huet d'Wuert.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt fir d'éischt hei dem Rapporteur, dem honorablen Här Schroell, merci soe fir d'Presentatioun vun deene fënnf neie Projeten an och vun den Enveloppes financiéres, déi jo hu missen no uewen ugepasst ginn an déi hien eis hei presentéiert huet: d'Kannerklinik an d'Maternité beim CHL, den Institut national de cardiologie et de chirurgie interventionnelle, d'Moderniséierung vun der Eecher Klinik, den Ausbau vum Centre Baclesse zu Esch an d'Constructioun vun der Clinique Dr Bohler um Kierchberg.

Als Gréng hu mir mat dese Projeten u sech kee grëssere Problem, well dës Moderniséierungen absolut noutwendeg sinn an zum Deel, wéi bei der Kannerklinik, längst iwwerfällig sinn. Mir hate jo nach virun e puer Wochen hei an der Chamber d'Geleeënheet bei enger Debatt op déi grësser Problemer do hinzewiesen.

Als Gréng kritiséiere mir awer, dass ënnert de vergaangenen CSV/LSAP-Koalitioun 15 bis 20 Joer laang den Zuch vun der noutwendeger Moderniséierung verpasst ginn ass an dofir net nëmmen d'LSAP d'Verantwortung dréit, si hat zwar den zoustänneg Minister, mä och d'CSV war mat dran an där Koalitioun. Esou wéi beim laang verschlofenen a verschleefenen noutwendeger Bau vun neie Schoulinfrastrukturen a Lycéeën waren 20 Joer laang also och d'Spidolinfrastrukturen vernoléisseg ginn, esou datt haut dësen evident groussen Nohuelbedarf besteet, dee mer elo mussen opschaffen, wat eis awer haut sécherlech méi deier kascht wéi wann dat viru fënnf, zéng, zwielef Joer geschitt wär.

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn also elo hei eng éischt Serie vu Moderniséierungsprojete virleien. Eng zweet Serie vu Projeten, dorënner de St Louis zu Ettelbréck an déi nei Rehaklinik um Kierchberg soll jo, hunn ech héieren, scho geschwënn, vläicht nach am Juli oder späitstens am Hierscht, dann och nach an eis Kommissioun hei virun d'Chamber kommen. Dozou wëllt ech Stellung huelen, wann dat dann um Dësch läit.

Ech wëll mer awer am Kontext vun all deenen neie Projeten aus der éischter an aus der zweeter Serie e puer méi kritesch Remarken erlaben. Eng éischt fir ze soen - ech mengen et ass och scho vun engem Virriedner hei gesot ginn -, dass et awer gutt gewiescht wär, wa mer schonn an der Kommissioun selwer méi inhaltlech Präzisierungen zu deenen eenzelne Projekte virleie gehat hätten. Dat war leider net de Fall. Verdeierungen duerch méi héich Sécherheitsoplage vun der ITM ass eng Saach, eng méi genau Beschreiwung vun eventuellen inhaltlechen Neierungen eng aner, déi bei esou groussen Investitionsprojeten awer sënnvoll wär, fir dass ee sech iwwerhaupt e seriöt Bild kéint dorriwwer maachen.

Zum zweeten ass dem Statsrot senger Kritik, dass hie bei esou grousser Montante léiwer enzel Gesetzesprojete fir jidder eenzelne Fall vu Klinik gehat hätt, op jidde Fall prinzipiell zouestëmme. Dat hätt eventuell als Nodeel - ech mengen dat ass och scho vum Här Di Bartolomeo gesot ginn -, dass wann een d'gesetzlech Prozeduren heifir kennt enzel Projeten, déi ganz urgent sinn awer vläicht méi laang nach hätte kënne verschleeft ginn, esou dass mer dann aus pragmatische Grënn géint eis prinzipiell Bedenken dëser Prozedur awer kënne zoustëmme.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt awer och nach op zwee Aspekter agoen, déi fir eis vum zentraler Wichtigkeet sinn an déi ech a Form vu Froen hei wëllt opwerfen. Den éischten Aspekt bezitt sech op de Statut vun der Spideeler, op d'Gestioun an op d'Kontrollméiglecheete vun den Investitionsprojeten a vun de Montante vun neie groussen Investitiounen.

Eis Spideeler hu bekanntlech aus der historiescher Entwécklung eraus ganz ënnerschiddlech Statuten: kommunal Spideeler, Fondatiounen, A.s.b.l.en an esou virun. Déi Acteuren, déi do lokal present sinn, hunn evidenteweis dofir och ënnerschiddlech Kompetenze fir Investitionsdossieren ze beschleissen, ofzewéckelen an ze kontrolléieren. Mir haten dofir jo och an der rezenter Vergaangeneheet nach esou munch onrühmlech lokal Beispill. Ech denken zum Beispill un Déifferdeng oder rezenterweis un de St Louis zu Ettelbréck, wou déi Responsabel beim Opstelle vun hiren Investitionsdossiere scheinbar elementar Finanzierungsbesoinen, wéi zum Beispill de ganze Mobilier, einfach vergiess haten.

Wann also d'Enveloppé fir déi enzel Spideeler oder Zentren elo nei no uewen adaptéiert mussen ginn, esou schéngt dat op jidde Fall net iwwerall eleng op méi streng Sécherheitsnorme vun der ITM zréckzeféieren ze sinn. A well et do jo awer deelweis em ganz grouss Zommen, an dat si Steiersuen, geet stellt sech an eisen An eben och d'Fro vun adaptéierten neie Statuter vun deenen Haiser. D'Regierung misst an eisen Aen, fir dass et net nach zu weidere Pannen a Gaspillagé vun öffentleche Gelder ka kommen, dës Statuter mat méi kloer definiéierte Kaderbestimmungen an Oplagen ëm-ginn.

Ee Moyen dofir ass sécherlech d'Presenz vun engem Regierungsvertrieeder an alle Verwaltungsreit. Dat wär an eisen An noutwendeg an dat ass de Contraire vun deem wat Dir virdu gesot hutt, dass Der gesot hutt, dass Dir éischer wëllt aus dem Escher Conseil erausgoen. Mir sinn der Meinung, dass an alle Spideeler, wou esou investéiert gëtt, wou et em esou vill Sue geet, d'Regierung soll hir Verantwortung iwwerhuelen an an deene Verwaltungsreit och soll vertrauede sinn.

Grad esou sënnvoll am Kontext vun Transparenz a Kontroll wär et an eisen Aen och, datt an deene Verwaltungsreit och misst e Vertrieeder si vun der UCM, vun de Krankekeesen, well schliesslech d'Krankekeesen och fir 20% vun den Investitionskäschte mussen opkommen. Noutwendeg am Sënn vun öffentlecher Transparenz a Participatioun wär et och, dass endlech Patientevertrieeder oder Patientevertrieederinnen obligatoresch an all Verwaltungsrot misste vertrauede sinn.

Dës Patientevertriedunge kënnten engersäits aus Patientevue eng gewësse Kontroll assuréieren a si kënnte gläichzäitig Usprichpartner si vu Plainté vu Patienten an dës Plainten um Niveau vum Conseil d'administration dann erbréngen a versichen ze léisen.

Insgesamt, Dir Dammen an Dir Hären, wëllt mir an deemem Kontext vu Statut, Gestioun a Kontroll och d'Fro opwerfen, ob et net och am Spidolsecteur zum Beispill sënnvoll wär a wichtig wär fir ähnlech Kaderbestimmungen a Kritäre virzugesinn, wéi et zum Beispill op aneren Niveaue, zum Beispill am ASFT-Gesetz um sozialen an um familjepoliteschen Niveau de Fall ass a wéi se do Gültgeet hunn.

Froe vu Qualitéit a Qualitätskontroll stellen sech awer net nëmmen um Niveau vun enger seriöser Gestioun an Investitiounspolitik vun einzelnen Haiser, déi stelle sech och um Niveau vun der Qualitéit vun de Servicer am Intérêt vun de Patienten. Si stellen sech um Niveau vu Qualifikatioun, Weiterbildung a Motivatioun vun de Professionelle vun der Santé, well ouni déi Motivatioun eng gutt Qualitéit net funktionéiere kann.

An da gëtt et aus grénger Vue awer nach weider Qualitätskritären, déi am Spidolwiese wichtig a sënnvoll wäeren. Dat sinn ekologesche baubiologesche Kritären, wa mer schonn nei Gebaier bauen. D'Spideeler sollen am Intérêt vun de kranke Leit, déi do oft e puer Wochen verbréngen, esou wäit wéi méiglech gesond Spideeler sinn, an dat um Niveau vu baubiologesche einwandfreie Baumaterialien, fir datt mer do keng Problemer mat Asbest, Formaldehyd, Lösungsmittel an esou viru kréien, déi d'Personal an déi krank Leit géife belastschen. Gesondheetlech Qualitätskritäre missten ënner Abézéie vu biologeschen a regionale Produkter och nach vill méi staark gefördert gi beim lessen, wat an de Spideeler offréiert gëtt. Do schéngt wierklech nach ganz grouss Problemer ze bestoen.

Zur Qualitéit vun alle Spideeler géingen och gehéieren esou ekologesche Froe wéi zum Beispill en ekologeschen Offallmanagement, oder Energiemanagement an doran zum Beispill Mesuré vun de Spideeler zum Klimaschutz. Eenzel positiv Mesuren an deem Sënn sinn an deene vergaangene Joren an eenzelne Spideeler op eenzelne Gebitter gemaach ginn. Mir mengen awer, datt dat vill méi global a systematesch misst gemaach an ugaange ginn, zum Beispill duerch Ëmweltmanagementssystemer an duerch regelméisseg Ökobilanen an all eise Spideeler, an all eisen Haiser.

All dës Froe vun enger qualitativ gudder Gestioun, Transparenz a Kontroll vun de Spideeler a vun den Investitiounen, an och all déi aner zitëiert Qualitätskritären an

Ufuerderunge si fir eis Gréng jiddefalls grad esou wichtig wéi de rengen Neibau oder Ausbau vu Gebaier a medezinesche Servicer, an och vill méi wichtig wéi déi zum Deel penibel Polemiken, déi et an der Vergaangeneheet haaptsächlech téschent der DP an der LSAP an dese Froe gi sinn.

Mir sinn haut selbstverständlech bereet am Intérêt vun der Moderniséierung vun eise Spidolswiesen an am Intérêt vun de Patienten dës nei Investitiounen ze stëmme. Op aner Froen, wéi zum Beispill d'Fro vun de Propriétéitsverhältnissen bei öffentlechen Investitiounen a Spideeler, wëllt ech zréckkommen, wa mer hei iwwer déi zweet Serie vun neien Investitiounen schwätzen, wann déi Enn Juli oder am Hierscht vun deemem Joer virleien.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt awer net ofschléissen ouni ze soen, datt ech hoffen, datt elo geschwënn och endlech Neel mat Käpp gemaach gi mat der Konzeption a mam Bau vun där scho vum Här Halsdorf ugeschwatener ëmweltmedezinescher Klinik fir déi mir als Gréng eis zënter Joren agesat hunn a wouriwwer mer hei viru ronn dräi Joer schonn en unanimé Vote geholl haten. An engem globalen ëmweltmedezineschen Konzept ass esou eng stationär Unitéit net nëmmen onverzichtbar, si géif och an engem grëssere grenziwwerschreidende Kontext eng absolut wichtig an nei medezinesch Offer duerstellen, an dem internationalen Image vu Lëtzebuerg sécherlech och méi e sympathesch Gesicht ginn.

Et soll also och op deemem Gebitt endlech Neel mat Käpp gemaach ginn, an ech hoffen, datt dese Projet nach dëst Joer ka konzepéiert an eventuell op d'Schinne gesat ginn.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als leschten Diskussionsriedner ass den Här Serge Urbany agedroen. D'Wuert huet den Här Urbany.

M. Serge Urbany (dÉi Lénk). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Spidolgesetz vun 1998 gesäit eng Finanzéierung vu bis zu 80% vun den Infrastrukturen vun alle Spideeler vir, ob se öffentlech oder privat sinn.

Duerch deen neie Plan hospitalier vun 2001, op Basis vun deem Gesetz, entsteet um Kierchberg elo dat, wat den Här Huss bei enger Debatt hei emol en Auchan vun der Santé genannt huet. Niewent dat grousst Spidol Hôpital Kirchberg vun der Fondation François-Elisabeth kënnt d'Privatklinik Dr Bohler, déi iwwerengs och schonn zum Deel d'ärselwechter Fondatioun gehéiert, grad esou wéi den öffentleche Rehazenter.

An e puer Deeg ass d'Ouverture vum neie Flaggschëff vum Bistum, dem Hôpital Kirchberg. Et ass keng Zäit verluer gaangen, zënter datt den LSAP-Gesundheitsminister e puer Deeg virun deene leschte Wahlen, am Juni 1999, dese Komplex autoriséiert huet, während awer op der Géigesäit de Rehazenter emol nach net am Projet virläit.

Här President, mir sollen haut nient engem Kredit fir de Neibau vun der Clinique Dr Bohler haaptsächlech eng Rei vu Kreditter am öffentleche Spidolsecteur stëmme. Spéider kommen an engem zweete Gesetz nach weider Investitiounen, déi erëm eng Kéier haaptsächlech private Projeten, nient dem vir genannte Centre de réadaptation, dinge sollen. Et gëtt iwwerengs am Rapport vun der Kommissioun festgehalten, datt déi Haiser, déi bis elo deene privaten Trägergesellschaften gehéiert hunn, mat dem Superspidol um Kierchberg net iwwerflësseg ginn, mä weidere private Projeten haaptsächlech am Fleegeberäich zougefouert solle ginn.

Et ass eiser Meenung no generell ze befierchten, datt duerch déi Balaialisierung vun der öffentlecher Finanzéierung vu Privatinitiativen de Gesondheitsmaart, ob kuerz oder lang, och op wäert goe fir nach méi gewännorientéiert Privatubidder am Zesammenhang a mat der Ënnerstützung vu privaten Zousazversicherungen oder Rentefongen. Och fir reng kommerziell Ubidder wäert et interessant ginn.

Esou besteet eiser Meenung no de Risiko, datt déi Dekonventionéierung, déi jo konnt bei den Doktere verhënnert ginn, iwwert de Wee vun de Spideeler erëm kann agefouert ginn. Datt ech déi Behauptung net aus der Loft gräifen, wëll ech domat ënnerleeën, datt ech den Här Halsdorf zitieren, dee beim Débat vun 2001 iwwert den neie Plan hospitalier folgend Wënsch un d'Regierung hat: „Wéi eng Méiglechkeete behalen déi eenzel Haiser fir an Zukunft zum Beispill connexe Aktivitéiten ze entwéckelen, Aktivitéiten, déi vläicht net méi vun der UCM rembourséiert ginn? Wou setzt de Minister do d'Prioritéiten?“ An e bësse weider huet hie gemengt: „A wéi enge Maartsegmenter, déi sech elo do an Zukunft opmaachen, wou sech elo schonn Zousazkrankversicherungen drop stierzen, gëtt et neie Stoff fir d'Spideeler hei zu Lëtzebuerg?“

Dee Wee do, dee menger Meenung no onausweichlech ass, wann net eng Géigewier asetzt, dee Wee gëtt elo schonn zilstrebeg virbereet, net nëmmen duerch déi öffentlech Finanzéierung vu privaten Infrastrukturen, mä och nach iwwer eng Senkung vun der Zuel vun de Spidolsbetter, an domat vum Personal, iwwert den organisierte Personalmangel an eng gesteigert Aarbechtsintensitéit an de Spideeler, also leschten Enns iwwer eng Senkung vun de Käsche vun der Aarbecht, mat Hëllef vun deenen Enveloppes budgétaires, déi jo d'Krankeeseen un d'Spideeler verdeelen.

De Stat setzt also iwwert d'Gesetz, iwwer säin Afloss och an der Krankeversicherung, d'Rahmebedingung fir eng Reduzéierung vun de Käschen am Spidolssecteur. Elo op eemol héiere mer bei der heiteger Froestonn, datt hie sech souguer wëllt aus de Verwaltungsréit vun den öffentlechen Haiser zrëckzéien. Mir fannen, datt dat onverantwortlech ass, mä vläicht awer ganz an der Logik ass vun der Politik, wéi se bis elo gemaach gëtt.

Dobäi kënn, datt déi konkret Ausrichtung vun der Gesondheitspolitik net wierklech hei an der Chamber decidéiert gëtt, well de Plan hospitalier, also d'Planifizéierung vun de Besoinen am Gesondheitssecteur, dat, wat d'Leit interesséiert a wou et wichteg ass, iwwer Règlement grand-ducal geregelt gëtt, an déi heiten Investitiounen, déi mer elo sollen iwwer Gesetz ofseenen, sinn a Wierklechkeet och am Règlement grand-ducal vun 2001 iwwert de Plan hospitalier virewech geholl ginn.

Hei huet de Législatuer scho säit längerem abduquéiert, selbstverständlech och an deene Regierung virdrun, obschonn d'Verfassung him eigentlech déi Matière vun der Gesondheitspolitik ganz konkret reservéiert. Mir verlaangen dofir endlech eng öffentlech Debatt iwwert d'Spidolsplanifikatioun an iwwert déi reell Besoine vun der Bevölkerung u gesondheetleche Leeschtungen, zum Beispill um Gebitt vun der Preventiv-, vun der Aarbechts- an der Ëmweltmedezin.

Eng Alternativ wier op deem esou wichtege Gebitt vun der Preventivmedezin zum Beispill en Ausbau an eng weider Demokratiséierung vum Thermalbad Mondorf an ähnlechen Arichtungen, grad esou wéi iwwerengs, an dat huet näischt direkt mat de Krankeeseen ze dinn oder mam Gesondheitswesen, et och ganz wichteg wär fir d'Preventivmedezin fir eng konsequent Aar-

bechtszäitverkiezung an der Aarbechtswelt anzefieren, besonnesch fir déi Beschäftegte am Gesondheitssecteur selwer.

Déi Enquête iwwert d'Aarbechtsbedingungen am Lëtzebuurger Spidolsmilieu, déi d'Chambre des Employés privés am Januar vun deem Joer duerchféiere gelooss huet, schwätzt eng däitlech Sprooch. Esou gi virun allem déi vill Iwwerstonnen, grad wéi och déi onregelméisseg Aarbechtszäiten als Quell vun deene verschiddenschte physischen a psychesche Beschwerden genannt, wéi och vun enger allgemenger Onzufriedenheet vum Personal. Et gëtt festgestallt vun deene Leit, déi gefrot gi sinn, datt et zu enger Augmentatioun vun der Aarbechtsintensitéit an deene leschte fënnf Joer am Spidolssecteur komm ass. D'Halschent vun deene Gefrotene fannen, datt de Patient an de Spideeler duerch déi aktuell Organisationsform vun de Spideeler eng ongenügend Qualitéit vu Fleeg kritt.

Opgrond vun där Enquête hu jo d'Gewerkschaften am Spidolssecteur spezifesch Aarbechtszäitverkiezungen, zum Beispill a Form vun Deelzäitaarbecht, gefrot, besonnesch am Alter, an obschonn ëmmer gesot gëtt Aarbechtszäitverkiezungen dierften net iwwer Gesetz agefouert ginn, mä missten iwwer Kollektivvertrag geregelt ginn, war et anscheinend net méiglech där normaler Demande do nozekommen. D'Vertrieder vu Stat a Patronat hunn an deenen zoustännegen Organismen dergéint gestëmmt, déiselwecht, déi och an der Krankeeseenunioun fir d'Rationaliséierung am Gesondheitssecteur a fir héich Participatiounen vun de Patienten antrieden.

Ech sinn domat beim Thema mat deem ech meng Interventioun ofschléisse wëll, nämlech wéi d'Spidolsweise finanzéiert soll ginn.

Wéi ass d'Spidolsweisen da bis elo finanzéiert ginn? Éischens emol iwwert de Wee vun der Krankeversicherung an zweetens iwwert de Wee vun der öffentlecher Hand. Besonnesch d'Krankeversicherung huet zu enger revolutionärer Entwécklung vum Gesondheitsniveau a vum Wuelbefanne vun der ganzer Bevölkerung, an domat och vun hirer Liewenserwaardung gefouert. Si huet iwwerengs och dem Gesondheitssecteur selwer erlaabt sech favorabel ze entwéckelen, ouni datt seng Träger a seng Prestaitairen drop ugewise wäeren sech no enger zahlungskräfteger Clientèle ëmzekucken. Si konnten esou eng demokratesch Medezin ausüben, an och de Beruff vum Medeziner konnt doduerch wesentlech demokratiséiert ginn.

Solidaritéit an Zesummenaarbecht bréngen d'Gesellschaft weider. Déi neoliberal oder neokonservativ Entwécklung, fir déi iwwerengs net eleng nëmmen déi Liberal oder déi Konservativ zoustänneg sinn, zerappt awer op der Géigesäit d'Gesellschaft a produzéiert eng Explosioun, op där enger Säit vu Räichertum, op där anerer Säit vun Aarmut, an och eng Explosioun vu Protest a vu Repressioun vun esou engem Protest.

D'Steiere vun de Betriber sinn an 20 Joer ëm d'Halschent reduzéiert ginn, niewent enger Reduzéierung vun de Cotisatiounen. Déi sozial Beiträg an och déi Steiere feele bei den öffentlechen Investitiounen a bei de Krankeeseen. Deen neoliberal Modell ass e Réckfall an d'19. Jorhonnert. Dat gesi mer de Moment ganz däitlech an Däitschland, wou elo déi Lounofhängeg souguer hiert Krankegeld solle selwer bezuelen, dat heescht déi finanziell Risike vun hirer Krankheet, de Lounausfall, solle selwer finanzéieren, an dat mat Hëllef vun enger sou genannter Lénksregierung.

Mir sinn der Meenung, well all Wäert aus der Aarbecht kënn, hunn déijéineg, déi schaffen, an hir Familjen och e Recht drop en Deel, an en Deel deen ëmmer méi

grouss gëtt, vu d'Liewenserwaardung, aus dem Produkt vun der Aarbecht erasuzehuelen, fir en direkt der Sécurité sociale zouzefieren an en do demokratesch am Interesse vun de Versécheren ze verwalten.

Eiser Meenung no ass déi systematesch Politik vun der Entlaaschung vum Kapital verheerend. Si huet zu engem däitleche Substanzverloscht vun de Revenue vun der Aarbecht par rapport zu deene vum Kapital gefouert, wéi d'Privatbeamtekummer iwwerengs an hiren Avise regelméisseg feststellt a wéi et och aus de Statistiken ervirgeet. Esou eng Politik féiert iwwerengs längerfristeg net zu méi Aarbechtsplazen, op jidde Fall net zu méi mënschewierdegen Aarbechtsplazen, well an Europa hëlt de Chômage jo bekanntlech net of.

Et muss erëm zu enger Ëmverdeelung an eng Géigerung kommen, och fir der gewuessener Produktivitéit vun der Aarbecht Rechnung ze trieden. Dofir triede mir an, fir eng ganz Rei vu Verbesserungen an der Sécurité sociale a géint Verschlechterungen. An dat kann nëmme solidaresch finanzéiert ginn. Fir et nëmmen e bësse polemesch ze soen, et geet eis net drëm fir méi Yachten a méi exklusiv Residenze fir eng Minoritéit ze bréngen, mä et geet eis drëm fir méi Gesondheet fir all Mënsch ze bréngen an e gläichen Zougank zu där Gesondheet.

Deen heite Projet, an domat wëll ech direkt ophalen, Här President, hëlt nëmme laang Versäumtes no, ouni wierklech demokratesch Kontroll a Matbestëmmung, mat der längerfristeger Gefor vun enger Endsolidariséierung, engem Auseanerbrüche vun enger eenheetlecher demokratescher Medezin. Well wie kontrolléiert dann d'Gesundheit vun de Privatkliniken, déi hei jo gläichgestallt gi mat öffentleche Spideeler, wat d'Finanzéierung ugeet? D'Antwort hu mer virdru geliwwert kritt. Och déi öffentlech Spideeler solle geschwënn der demokratescher Kontroll vum Parlament a vun der Regierung entzu ginn.

Ech wäert mech trotz alle Bedenken, déi ech hu bei där ganzer Entwécklung virun där mir hei stinn, nëmmen enthale bei deem heite Gesetz. Enthale firwat, oder virun allem net dogéint stëmmen, firwat? Well dat Gesetz hei eng längst iwwerfällig Investitioun am öffentleche Secteur bréngt, wou mer alleguerten d'accord si fir dat feststellen, déi dat fir d'Kannerklinik an d'Statsmaternité oder de Centre de radiothérapie ëmmerhin awer virgesäit. Dofir wäert ech mech bei deem heite Gesetz enthalen.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Gesondheitsminister Carlo Wagner.

M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'éischt emol meng Satisfaktioun ausdrécken, dass, géif ech emol soen, breet duerch de Sall Unanimitéit herrscht iwwert d'Utilitéit vun deene Projeten, déi de Mëtteg zum Débat stoungen. An och wann herno eng Abstentioun wäert dobäi sinn, esou muss ech soe, datt mir trotzdem eng écrasant Majoritéit fir déi heite Projeten, déi d'une importance extrême sinn, kréien.

Zweetens wëll ech awer och dem Rapporteur, dem honorablen Här Marco Schroell, félicitéiere fir dee formidable Rapport, deen hie gemaach huet. En huet bewisen, dass ee sech net mat Iwwerflächlichem zefridde gestallt huet, mä et war e ganz transparente Rapport, an ech mengen, méi objektiv kënn en och net sinn. Dat erlaabt et mir

och fir net ze vill an d'Detailer vun deene fënnf verschiddene Projeten anzegoen.

Et ass och genuch hei ënnerstrach ginn, dass souguer wann all eenzele Projet selbstverständlech d'une importance capitale ass, et dann trotzdem awer deen ass vun der Kannerklinik, deen doudsicher de Moment am allernéidegste war, vu dee grouse Retard, dee mer do accumuliert haten, an effectivement, déi Installatiounen ware vétuste, an ech wëll wierklech net op déi Gespréicher vun de leschte Méint oder déi Evénementen vun de leschte Méint zrëckkommen. Mä och do, en attendant, konnte mer duerch e ganz flotten a moderne Container op alle Fall Iwwergangslösung fanne fir déi nächst dräi, véier Joer, wat d'Bauzäit ass vun der Restauratioun vun der Kannerklinik, mä wéi gesot, en eminent wichtege Projet.

Et kënt elo selbstverständlech esou schnell wéi méiglech an ech wäert op alle Fall nach virun der grousser Vakanz déi zweet Well vun der Loi de financement am Regierungsrat duerchbréngen. Dat erlaabt lech och dee Moment, wann Der Loscht hutt, schonn iwwert d'Summerméint, Dir Hären an Dammen Deputéierten, vläicht e bëssen dorunner ze schaffen, wa mer wëlle ganz séier weiderkommen an där Saach.

(Interruptions diverses)

Wéi gesot, dat betrëfft souwuel d'Clinique François-Elisabeth, wéi och de St Louis zu Ettelbréck a selbstverständlech a virun allem och de Rehazenter, wou elo éinescht gesot ginn ass, dass e schonn iwwer 20 Joer am Gespréich wär, wou d'Projeten ëmmer nees changéiert gi sinn.

Enfin, ech ka vun deenen 20 Joer selbstverständlech net all Verantwortung iwwerhuelen. Ech sinn awer gäre bereit d'Verantwortung vun deene leschte véier Joer ze iwwerhuelen, an dass ech kee Rancunier sinn oder kee Fanatiker, Här Di Bartolomeo, dat beweist och de Fait, dass ech effectivement déi Reha-A.s.b.l an hirer éischter Kompositioun stoe gelooss hunn an och vollt Vertraue geschenkt hunn un de President vun där A.s.b.l., Ärem fréiere Virgänger als Buergermeeschter zu Diddeleng.

(Interruptions diverses)

Dat soll och emol eng Kéier ervirgestrach ginn, well et gëtt jo oft genuch gesot, an d'Leit mengen et wär de Ministère de la Santé, dee Bauhär wär.

Deem ass awer net esou. Bauhär beim Projet Rehazenter ass selbstverständlech d'Reha-A.s.b.l, mä wéi gesot, mir sinn an den Délaien, fir esou schnell wéi méiglech och do déi néideg Régularisatioun iwwert d'Loi de financement virzehuelen, esou zwar, dass et mir wierklech wäert e Pläsier sinn, fir no esou vill Joren endlech en Decikel op deen doten Eemer, wann ech et dierf esou nennen, ze setzen.

De Moment op alle Fall gëtt definitiv ugefaangen, nach viru Joresen, mat den Terrassementsaarbechten, an zwar esou, dass dann och net déi nächst Regierung iwwerhaupt wäert kennen an d'Versuchung komme fir eventuell nees eng Kéier eppes ze changéieren, well wann et der ILReS-Nofro géif esou goe bei deenen nächste Wahlen, da wär vläicht déi Partei do, déi schonn esou oft changéiert huet an deem dote Projet, an ech mengen, dat wëlle mer jo alleguerten net.

Et ass och hei vun der Zitha-Klinik geschwat ginn, d'Zitha-Klinik, déi enttäuscht ass, dass se net elo scho bei där zweeter Well dobäi ass. Dir Dammen an Dir Hären, et deet mer ganz Leed, mä et kann een nëmme Projete bréngen - an et ass éinescht vu verschiddene Riedner hei ervirgestrach ginn - déi fäerdeg sinn.

Den Avis vun der CPH vum 20. November vum leschte Joer seet och a senger ganzer Klorheet an Däitlechkeet, dass selbstverständlech eppes mat der Zitha-Klinik geschéie muss, an doriwwer schéngt jo Unanimitéit heibannen ze herrschen. Mä wann Der erlaabt, da géif ech awer trotzdem zitieren, dass se och seet: „La clinique Ste Thérèse ne fournit cependant pas, à l'appui de son avant-projet, d'analyses détaillées de ses activités, avec une projection réaliste sur l'avenir en phase avec un projet d'établissement précis et intégrant des synergies. Ainsi en comparaison avec les surfaces nettes par service d'autres projets hospitaliers, la CPH est d'avis que l'avant-projet doit être revu dans une approche plus réaliste des besoins“.

Dat ass d'Zitha de Moment amgaangen ze maachen, an esou wéi d'Zitha jo och seet, géif se dann déi revidéiert Pläng Enn Juli virleeën. Dat selbstverständlech ass ze spët, fir an der zweeter Well vun de Projeten dobäi ze sinn. Et läit also weder um Minister nach un der CPH, wa mer do nach net méi wäit sinn. Ech wëll awer soen, dass et trotz allem net grad esou ass wéi wann d'Zitha näischt kritt hätt, well d'Zitha huet déi 800 Milliounen, wann ech de Chiffer richteg am Kapp hunn, déi an der Loi de financement waren, entre-temps komplett opgebraucht. Net méi spët wéi Ufanks deses Joers huet se och iwwer dräi Milliounen Euro genehmet kritt fir Infrastrukturaagementer ze maachen, fir den IRM kënnen anzubauen, wou et elo am Abrëll, ech mengen zwee oder schonn dräi Joer ginn, dass ech dee genehmet hunn, a wou se, wéi gesot, après coup komm sinn a gesot hunn si missten do awer och nach extra Aménagementer maachen.

Et ass och de Labo ugeschwat ginn. Wat de Labo ubelaangt, do, mengen ech, huet d'Ministerin vun de Bâtiments publics viru 14 Deeg, dräi Wochen op eng Question parlementaire geäntwert, an zwar an deem Sënn, dass dee Projet fäerdeg ass, an dass se e wäert d'ici peu an de Regierungsrat bréngen.

Wat d'Médecine de l'environnement ubelaangt, do wësse mer, Här Huss, dass et net esou einfach ass e Konzept an deem ganzen Domän opzustellen, vu dass dat Neiland ass fir eis alleguerten, dass mer versichen och vum Ministère aus mat AKUT zesammenzeschaffen, an dass ech och emol e Sondage gemaach hunn, fir ze gesi wéi eng Klinik hei zu Lëtzebuerg interesséiert wär, fir esou eng Clinique de l'environnement opzebauen. Do hu mer eng eenzeg Äntwert kritt, den HVEA zu Esch, esou dass ech och dovun ausginn, dass domat den HVEA wäert dee Projet kréien, dass en och dee Moment wäert relativ schnell e Konzept opgebaut hunn.

Et ass och hei geschwat gi vun Normen, déi effectivement am Spidolsgesetz virgesi sinn. Ech kann lech soen, dass dat Règlement wat de Service d'urgence ubelaangt praktesch fäerdeg ass, also och ganz geschwë kënn, an datt wat aner Normen ubelaangt, déi och bis Enn deses Joers relativ wäit avancéiert sinn.

Den Här Di Bartolomeo huet d'Autorisatioun vun de Servicer ugeschwat, déi jo op den 1. Oktober solle fäerdeg sinn. Déi, déi an de Milieuen dra sinn, wann ech mech dierf esou ausdrécken, wëssen, dass all Spidol opgefuert ginn ass fir de 15. vun deem Mount, dat heescht, dat war fir gëschter, spëtstens hir Demande eraginn ze hunn. Dat ass net bei all Spidol bis elo geschitt. Do si verschiddener, déi Retard hunn, mä do wäerte mer och geschwënn déi néideg Donnéeë kréien, esou dass mer och do wäerten am Timing sinn.

E ganz interessante Punkt ass och deen, deen hei ugeschwat ginn ass, vun der Réduktioun vun de Better. Dir Dammen an Dir Hären,

Här President, zënter dass ech d'Responsabilitéit hunn, ass hei am Land nach keen eenzeg Bett ofgebaut ginn. Vu dass mer am Plan hospitalier gesot hunn, dass mer géifen am Objectif 2005 schaffen, dass mer awer flexibel wärem, dass een am Joer 2005 - also nach eng Kéier - éischens emol misst d'Evolution vun der Populatioun no kucken, zweetens awer och kucke wat d'Besoine wärem.

Ech muss och soen, dass dans l'état actuel des choses et mer schwéier schéngt fir déi Réduction esou schnell virzehuelen, well mer de Moment nach ze vill eeler Leit an de Cliniquë leien hunn, well eis Plaze feelen an den CIPAen, an de Maisons de soins, a wann dat esou ass, dass do Plaze feelen, da wësst Dir, Här Di Bartolomeo, och wahrscheinlech firwat.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Firwat dann?

M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Mä well net genuch Projeten ënnerwee waren, an dass eréischt eng ganz Rëtsch...

(Interruptions)

Do kënt Der roueg d'Madame Jacobs froen. Dir wësst, dass regelméisseg CIPAen a Maisons de soins agewië ginn, an dass de Moment, wann ech de Chiffer richteg am Kapp hunn, 1.300 nei Better fir déi nächst Jore geplangt sinn. Dee Moment op alle Fall misst mer hei am Land bäi sinn, well esou wäit wéi ech weess hu mer Better genuch fir 7% hei zu Lëtzebuerg vun de Leit iwwer 65 Joer. Woumadder mer géifen elo schonn, kann ee soen, e Rekord hei an Europa opstellen.

Zum Schluss vläicht wéilt ech och nach agoen op d'ITM, déi och de Mëtteg hei wéi oft ernimmt ginn

ass, d'ITM, déi effectivement grouss Schwieregkeete gemaach huet, wou ech awer muss soen, zur Entlaaschtung vun der ITM, dass éischens emol déi Infrastructures hospitalières och Neiland ware fir d'ITM, well se absolut keng Erfahrungen haten. Erënnert lech, dat zweetlescht Spidol wat hei zu Lëtzebuerg gebaut ginn ass, den CHL, dat war Ufanks de 70er Joren. Dat lescht Spidol, dat war Déiferdeng, ech mengen 1984, dat heescht, och deene Leit huet et an Erfahrung an un Donnéeë gefeelt.

Et ass awer esou, dass éischens och do eng Restructuratioun virgeholl ginn ass, an zweetens et effectivement elo esou ass, dass mer fir déi meescht Situatiounen fest Normen hunn, esou dass et an Zukunft wäert méi einfach si fir déi Projeten, déi elo kommen, op alle Fall mat den Exigence vun der ITM.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ...

(Interruption)

Gliff? Jo sécher, ech kann lech jo näischt refuséieren, Här Huss.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Merci, Här Minister. Ech hat a menger Ried, an et waren och aner Riedner hei, déi dee Punkt ugeschwat hu vun der Gestiou an vum Statut vun de Spideeler, an Dir hutt an engem gewëssene Moment an enger Äntwert op eng Fro, déi ech lech de Mëtte gestallt hat, gesot, datt Der eventuell souguer géift gedenken de staatleche Vertrieeder aus dem Escher Spidol souguer erauszehuelen. Elo geet et awer hei, bei deem wat mir hei maachen, wa mir hei ofstëmmen, ëm öffentlech Gelder an deelweis ëm Milliarde vun öffentleche Gelder, déi hei de Stat, déi lëtzebuergesch Steierzueler, den Träger, de Spideeler zur Verfügung stellen, ob dat elo öffentlecher sinn oder priva-

ter oder kommunaler, steet emol net zur Diskussioun.

Ass et dann awer net elementar, wann dat esou vill Sue sinn, déi zur Verfügung gestallt gi vun der öffentlecher Hand, datt de Stat a sämtleche Verwaltungsreite, wou et ëm esou grouss Zomme geet, misst vertrieede ginn? An ass et jo och net sënnvoll, mir schwätze jo och vill vu Patienterechter, dass zum Beispill och Patientevertrieeder missten an deene Verwaltungsreite vertrauede sinn, eventuell och d'UCM, dat kann ee jo nach diskutéieren, mä op jidde Fall, de Stat an d'Patiente missten a mengen Aen an deene Verwaltungsreite vertrauede sinn, fir eng gewësse Kontroll do auszeüben.

M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Fir lech, Här Huss, weess ech ganz konkret dorobber ze äntwerthen. Ech hu jo net gesot mir géifen de Vertrieeder am HVEA eraushuelen, ech hu just gesot, dass mer net drop hale fir, wéi soll ech soen, an deenen neie Statute vum fusionéierten Etablissement dobäi ze sinn, dass mer gesot hunn, dass mer ganz gären awer géifen als Observateur mat do schaffen.

Dat gesot awer sinn ech wierklech der Iwwerzeugung, dass et fir déi Statsvertrieeder an deene Gremien heiandsdo ganz schwéier ass, besonnesch wa se herno dat entscheedend Glidd un der ganzer Kette sinn, mat deene Reprochen, wou se dann och nach an der Öffentlechkeet, ech wëll net soen duerch den Dreck gezu ginn, mä awer bal. Dat hunn déi Leit a mengen Aen och net verdéngt, an dat d'autant plus, dass a mengen Aen trotzdeem d'Décsiounen iwwert déi grouss Investissements financiers, wou de Stat matmécht, net an der Commission consultative oder an hirer Kommissioun do fa-

len, mä dass déi trotzdeem nach ëmmer beim Législateur leien. Dat heescht an anere Wierder, keng Kommissioun, och kee Conseil d'administration kann öffentlech Gelder dee Moment engagéieren. Dat ass nach ëmmer d'Virrecht vum Législateur.

Dat gesot wéilt ech alleguer deene Leit merci soen, déi de Projet de loi hei stëmmen, a fir deen, dee sech enthält, den Här Urbany, wäert ech och dat néidegt Verständnis versichen opzebréngen.

Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - D'Diskussioun ass ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique vum Projet de loi 5073 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Mir stëmmen also elo of iwwert de Projet de loi 5073.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmmen mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen an enger Abstentioun.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Clement), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Norbert Hau-

pert), Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming (par M. Jeannot Belling), Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Gusty Graas), MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Jeannot Krecké), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Alex Bodry) et Marc Zanussi (par Mme Mady Delvaux-Stehres);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Jean-Pierre Koepf;

MM. François Bausch (par M. Camille Gira), Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. Jean Huss).

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder wäre mer un Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass iwwermuer a fänkt um halwer dräi un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.32 heures)

Ordre du jour

1. Ordre du jour
2. Communications
3. 5083 - Projet de loi sur l'affectation de l'excédent des recettes de l'exercice 2001
(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale)
4. Dépôt d'un projet de loi
5. 5083 - Projet de loi sur l'affectation de l'excédent des recettes de l'exercice 2001 (suite)
(Discussion générale - suite)
6. 5122 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée
(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
7. 5083 - Projet de loi sur l'affectation de l'excédent des recettes de l'exercice 2001 (suite)
(Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)
8. 4807 - Projet de loi portant modification de la loi du 2 septembre 1993 créant les conditions requises pour l'application
 1. de la loi modifiée du 17 juin 1970 concernant les pratiques commerciales restrictives
 2. du règlement n° 17 du Conseil de la Communauté européenne du 6 février 1962, pris en exécution des articles 85 et 86 du Traité de Rome
 3. du règlement (CEE) n° 4064/89 du 21 décembre 1989 relatif au contrôle des opérations de concentration entre entreprises

(Rapport de la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

9. 4997 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la loi uniforme Benelux sur les marques, signé à Bruxelles, le 11 décembre 2001

(Rapport de la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden et Henri Grethen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.35 heures)

M. le Président. - D'Sitzung ass of.

Den Här Clement freet schonn d'Wuert.

1. Ordre du jour

M. Lucien Clement (CSV). - Här President, ech géif d'Chamber am Numm vu menger Fraktioun bidden eng Modifikatioun vum Ordre du jour virzehuelen an de Projet de loi 5122 iwwert d'TVA als zweete Punkt op eis Dagesuerdnung ze huelen.

M. le Président. - Ass d'Chamber domadder d'accord?

Plusieurs voix. - Jo.

M. le Président. - Et ass esou decidéiert.

2. Communications

Ech wollt der Chamber folgend Kommunikatiounen maachen:

1) En raison des travaux effectués au Palais d'Iéna, son siège à Paris, l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale a tenu la première partie de sa 49e session ordinaire exceptionnellement au Palais de l'Europe à Strasbourg et ce du lundi 2 au mercredi 4 juin 2003.

Y ont assisté le Président de la délégation, M. Gusty Graas et MM. Marcel Glesener et Norbert Hauptert, respectivement membre effectif et suppléant. M. Emile Calmes et Mmes Lydie Err et Mady Delvaux-Stehres se sont fait excu-

ser en raison des séances publiques de la Chambre des Députés.

Les sujets traités ont été les suivants:

- La politique de sécurité d'une Europe élargie - réponse au rapport annuel du Conseil

- La politique de sécurité d'une Europe élargie - Contribution à la Convention

- La défense européenne et la puissance maritime

- L'objectif global de l'Union européenne et la Force de réaction de l'OTAN (NRF) - réponse au rapport annuel du Conseil

- Le suivi parlementaire de la PESD dans les parlements nationaux - débats et réponses aux questions parlementaires dans les pays de l'UEO

- Le développement d'une culture de sécurité et de défense dans le cadre de la PESD

- L'Europe et la nouvelle stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis

- La stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis et ses conséquences pour l'Europe de la défense

- La nouvelle architecture européenne de sécurité et de défense - priorités et lacunes

- L'avenir des industries aéronautiques européennes de défense - réponse au rapport annuel du Conseil

- Les activités spatiales européennes en matière de défense et

le développement de l'autonomie dans le domaine des lanceurs

- Avis sur les budgets des organes ministériels de l'UEO pour 2003 et le projet de budget révisé de l'Assemblée pour 2003 et avis du Conseil

- La coopération entre les industries aéronautiques européenne et russe

- L'évolution de la situation dans l'Europe du sud-est.

Avant le discours de bienvenue de M. Peter Schieder, Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, l'Assemblée a ratifié la décision du Comité des Présidents visant à modifier le titre de l'Assemblée en remplaçant le mot «intermédiaire» par le mot «interparlementaire». Ainsi le titre officiel sera dorénavant: Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale - Assemblée européenne interparlementaire de la sécurité et de la défense.

Différentes personnalités ont prononcé des discours:

- M. Vecdi Gönül, Ministre de la défense nationale de la Turquie,

- M. Antonio Martino, Ministre de la défense de la République italienne, représentant la présidence entrante de l'UEO et de l'UE.

- M. Yannis Papantoniou, Ministre de la défense de la Grèce, représentant la présidence grecque de l'UEO et de l'UE.

Lors de cette session s'est tenue pour la première fois une réunion conjointe avec le Parlement européen et ce sur le thème «Sécurité européenne et relations transatlantiques». L'introduction par M. Elmar Brok, MEP, Président de la Commission des affaires étrangères, des droits de l'homme, de la sécurité commune et de la politique de défense du Parlement européen, a été suivi du discours du Rt Hon. Chris Patten, CH, Membre de la Commission européenne pour les relations extérieures.

L'Assemblée a adopté une série de recommandations, de directives et de résolutions.

Les commissions de l'Assemblée se sont réunies en marge de la session.

La prochaine session aura lieu du 1^{er} au 3 décembre 2003 à Paris.

2) La session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN a eu lieu à Prague du 24 au 28 mai 2003. La Chambre des Députés y était représentée par M. Niki Betendorf, Président de la délégation, ainsi que par MM. Alex Bodry et Jean-Marie Halsdorf, membres de la délégation.

Les différentes commissions de l'AP-OTAN sont réunies, à savoir la Commission permanente, la Commission sur la dimension civile de la sécurité, la Commission de la défense et de la sécurité, la Commission de l'économie et de la sécurité, la Commission politique et la Commission des sciences et des technologies.

Le programme de la session comprenait en premier lieu une réunion de la Commission permanente parlementaire OTAN-Russie. La situation en Irak était au centre des débats.

Une seconde réunion de la Commission permanente a eu lieu à la fin de la session. Celle-ci a essentiellement été consacrée à la lecture de rapports administratifs du trésorier et du secrétaire général de l'AP-OTAN. Enfin, la Commission permanente a entendu des rapports sur les préparatifs des prochaines réunions de l'AP-OTAN.

Lors de la réunion de la Commission sur la dimension civile de la sécurité plusieurs points étaient à l'ordre du jour, dont:

l'examen du projet de rapport «Protection civile: vue d'ensemble», de Madame Verena Wohlleben (Allemagne);

l'intervention de Monsieur Olivier Roy (directeur de recherche au C.N.R.S.): «Le radicalisme islamique: une conséquence des conflits du Moyen-Orient ou bien un effet de la globalisation de l'Islam?», suivie de questions-réponses;

l'intervention de Madame Anna Politkovskaïa, journaliste à Moscou, spécialiste de la question tchétchène;

l'examen du rapport spécial «La situation des minorités russes dans les pays Baltes», de Madame Lubov Sliska (Fédération de Russie);

l'examen du projet de rapport «Criminalité organisée: trafic de drogues et trafic d'êtres humains en Europe», de Madame Christine Boutin (France).

En marge des réunions des différentes commissions de travail, plusieurs personnalités se sont adressées à l'Assemblée. Ce furent par ordre chronologique:

Rt Hon. Lord Robertson of Port Ellen, secrétaire général de l'OTAN et Président du Conseil de l'Atlantique Nord,

Monsieur Václav Klaus, Président de la République Tchèque,

Hon. Doug Bereuter, Président de l'AP-OTAN,

Monsieur Vladimír Špidla, Premier Ministre de la République Tchèque.

Lors de la séance plénière, un débat sur la situation en Irak a été organisé.

Mir kommen dann zur Diskussion um Projekt de loi 5083 iwwert den Iwwerschoss vun de Recetten aus dem Joer 2001. Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Häre Bodry, Ripinger a Gibéryen. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projekt de loi, den honorablen Här Jean-Marie Halsdorf.

3. 5083 - Projet de loi sur l'affectation de l'excédent des recettes de l'exercice 2001

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

■ **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5083 sur l'affectation de l'excédent des recettes de l'exercice 2001, deen dëse Mechanismus regelt, geet zréck op d'Regierungserklärung vum 12. August 1999, wou festgehale gouf, dass wann Excédente vu Recetten an de Konten sinn, dass dann à titre principal an d'Fong gespeist gëtt oder och an de Fonds de dettes, an dat soll dann iwwert e Projet de loi ofgewéckelt ginn. Dësen Exercice hu mer hei an der Chamber elo schonn dräimol gemaach an och dës Kéier hu mer nees en Excédent.

Am Budgetgesetz vum Joer 2001, dat den 22. Dezember hei an der Chamber gestëmmt gouf, hu mer festgehale, dass mer en Total vun Recettë sollten hu vu 5.446,7 Milliounen Euro an en Total vun Dépensé vu 5.445,4 Milliounen Euro.

Am Kont vum 2001 gesi mer, dass mer 152,4 Milliounen Euro an der Keess hunn, an dat gëtt esou ventiliéiert: D'Recettë sinn an d'Lucht gaangen ëm 262,6 Milliounen Euro, d'Dépensé ëm 111,5 Milliounen, esou dass 152,4 Milliounen do stinn. 151,1 plus 1,3 Budgetskapital maachen 152,4 Milliounen.

Mir stelle fest, dass mer 1999 en Excédent hate vu 433 Milliounen. Am Joer 2000, wou et fantastesch geboomt hat, hate mer e Wuessstum vun der Economie vun 9%, mat engem Excédent vu 672,1 Milliounen.

Wéi soll et weidergoen? Eng Reprise gëtt sech erwaart fir dat zweet Semester 2003. Eng Finalitéit ass awer sécherlech déi vun deem Exercice hei a vun der Konkussion, déi mer haut hei zéien.

Dat globaalt Resultat vum Exercice kënn méi no un déi budgetär Viraussoen erun. Dat war jo ëmmer eng grouss Diskussioun hei an der Chamber. Et ass ëmmer gesot ginn, d'Viraussoe géifen express ze déif ageschat ginn. Sécher ass, dass d'Viraussoe vun engem Budget net einfach sinn. Do ka konjunkturell a kuerzfristeg eng Dynamik um Aarbechtsmaart Entstoen, zum Beispill, dass méi Leit agestallt ginn an esou d'Atmosphär vun der Wirtschaft ganz séier variéiert. Och den Zäitpunkt, wou de Budget opgestallt gëtt, erméiglecht et net ëmmer effektiv Schätzungen ze maachen, déi zu 100% déi richteg sinn.

Kloer ass, wann een d'Budgetschätzung kuckt fir den Exercice 2001, dass 99 Milliounen méi erakomm sinn u Kierperschaftssteier. Fir den Exercice 2002 wäert och nach e Plus ze verzeche sinn.

Bei de Steiere vun de Gehälter hu mer e Plus vun 91 Milliounen. Beim Fong fir d'Zësen, d'Dépôts e Plus vun 58 Milliounen. Bei der Taxe d'abonnement sinn 118 Milliounen méi erakomm wéi geschat. Elo ass scho gewosst, dass fir den Exercice 2002 d'Taxe d'abonnement zréckgoe wäert.

Et ass och sécher, wou déi Suen elo hi ventiléiert ginn, an zwar do wou d'Politik et wëllt a wou dobauss Besoine sinn.

An der Kooperatioun sinn et 25 Milliounen, wou jo am Fong geholl de Wuesstum vum PIB dëse Fong steiert.

An dem socio-familial Beräich, dee ganz wichteg ass, sollen 20 Milliounen Euro fléissen, fir Altersheime a Fleegeheimer ze bauen, wou dobaussen eng grouss Demande ass.

Fir d'Spideeler, wou mer gëschter hei iwwer Spidolskonstruktiounen geschwat hunn, solle 40 Milliounen afléissen.

Bei de Schoulen, wou mer jo an engem Plan sectoriel Lycées festgehale hunn, wou all déi Lycéeën am Land solle gebaut ginn, och 40 Milliounen Euro.

An der Loi de garantie 15 Milliounen. Dat ass fir e Remboursement anticipé vun Emprunten, besonnesch vum Plateau Kierchbierg.

Schliesslech, an dat ass eng grouss Diskussioun hei an der Chamber scho gewiescht, fir och an d'Schinn ze investéieren. Hei e Plus vun 10 Milliounen Euro. Do fléissen d'Suen a Réseauen am Süde vum Land an och hei an d'Stad.

Dat alles mécht 150 Milliounen aus.

Dir hutt sécherlech matkritt, dass de Statsrot dëse Projet positiv aviséiert huet. D'Kommission huet en och majoritaire ugeholl. Ech géif lech dofir bieden dëse Projet de loi ze stëmmen a bréngen den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen lech merci fir Är Opmierksamkeit.

■ **M. le Président.** - Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Den Här Bodry huet d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den honorablen Här Rapporteur, den Här Halsdorf huet an engem Rekordtempo säi Rapport zu dësem Projet virgedroen. Ech verstinn hien, well u sech, wann een déi plakeg Zuele kuckt, ass natierlech an deem Gesetz näischt Neies par rapport zu deem, wat d'Chamber net schonn zënter November vum leschte Joer kennt.

Haut, den 19. Juni 2003, d'Chamber an hir Majoritéit am Fong nodréiglech dat ofseenen,

wat d'Regierung Enn November scho festgehale huet, awer och dat wat an offiziellen Dokumenter, der Programmation pluriannuelle vun den Dépenses en capital, schonn zréckbehalte gi war, dat heescht der Chamber hiren Impakt ass de facto do gläich null de jure. Doriwwer léisst sech nach diskutéieren, well - ech kommen herno nach drop zréck - déi heite Prozedur jo eigentlech a kenger Prozedur an a kengem Gesetzestext verankert ass.

Et muss een also feststellen, dass op jidde Fall an deene leschte Méint, wat d'Programmation vun den ausseruerdentlechen Dépensé vun der Regierung ubelaangt, sech näischt geännert huet par rapport zu deem, wat se am spéiden Hierscht d'lescht Joer zréckbehalen huet. Dëse Gesetzesprojet iwwerhëlt nämlech zu 100% déi Zuelen, déi an deem pluriannuell Plang vun de Kapitalausgabe fir d'Period 2002 bis 2006 scho festgehale sinn. Domadder, géif ech soen, riskéiert e bëssen déi Prozedur hei zu engem Exercice de style ze ginn, zu enger renge Formsach, déi, wéi scho gesot, kee regelrechten Impakt op d'Realitéit an op d'Planung vun der Regierung an hir Aarbechten huet.

Et muss een och feststellen, dass och wat den Timing ugeet, mer eigentlech dëst Joer ganz onglécklech leien, well u sech déi Zuelen, wat d'Plus-waalen ugeet, scho bekannt sinn zënter dem Fréijoer vum leschte Joer, an et huet bis an de Januar dëst Joer gedauert bis d'Regierung de Projet de loi deponéiert huet. Dat war dat Joer vir drun anescht, wou ganz aner Délaie waren a wou mer eigentlech vum Ofschluss vun engem Exercice als Chamber per Gesetz iwwert d'Affectation vun de Plus-waale scho konnte befannen. Dat war aus Grënn, déi ech net kennen. Ech wär frou, wann ech do kënn Erklärungen vum zoustännege Minister kréien.

Dëst Joer ass dat net de Fall. Et ass mat enger räichlecher Verspéidung geschitt an dat mécht deen Exercice vun haut dach awer e bëssen onnëtz, zumindest wat déi eigentlech Zuele vun deem heite Gesetzestext uginn.

Mir sinn als sozialistesche Fraktioun awer der Meenung, dass den Eescht vun der Situatioun et eigentlech noutwendeg mécht fir haut iwwert déi puer Zuelen aus deem Gesetzesprojet hei eraus ze kucken an déi Zuelen e bëssen an de Kontext vun der wirtschaftlecher Entwécklung vun de Joren 2001, 2002 an och 2003 - wéi se sech ofzeechent - eran ze setzen an ze kucken, ob net de Moment komm wär, fir dat nozehuelen, wat nëmmer ongenügend an der Dezemberdebat zum Budget 2003 hei geschitt ass, an dass mer méi grondsätzlech Reflexiounen uginn iwwert déi pluriannuel Investissementer iwwert d'Politik vum Stat Lëtzebuerg an deenen nächste Joren, wat déi grouss Investissementer ugeet, a wéi mir et fäerdeg bréngen déi richteg Prioritéiten ze setzen an och ze garantéieren, dass déi Investissementer iwwert d'Joer 2005 eraus och nach kënn finanziert ginn.

Zu den Zuele vum Gesetzesprojet: 2001 huet de Stat méi Suen erakritt an och méi Suen ausgi wéi dat am Budget vun deem Joer vun der Chamber festgehale gi war. Ënnert dem Stréch bleift en Iwwerschoss vun Einnahme vun 152,4 Milliounen Euro. Dat sinn der daitlech manner wéi dat Joer vir drun an och daitlech manner wéi 1999. Entre-temps wësse mer eigentlech och scho wat d'Zuele fir 2002 sinn, well de Premier huet bei senger Deklaratioun zur Lag vun Land deklaréiert, dass fir 2002 deen Iwwerschoss un Einnahmen nach wäert weider schmëlzen op 60 Milliounen Euro. 2003, ech mengen do ass et sécherlech ze fréi fir Prognosen zu deem dote Punkt ze maachen. Do-

madder muss ee soen, dass ee feststellt, dass dat wat am Budget steet als Gesamtéquilibrer - loosse mer et esou soen - Tendenz huet sech der Realitéit unzenäheren. Ech géif net soen, dass et ëmgekéiert wär.

Dat ass u sech keng negativ Entwécklung. Et ass ganz kloer, an eisen Aen ass dat wat de Fait ugeet, dass mer elo eigentlech manner staark Ofweichungen an den totalen Einnahmen an Dépenses zum gestëmmtene Budget hunn, u sech keng negativ Entwécklung. Wann, an dat ass d'Konjunctioun, déi dote Politik, déi Unnäherung vun deem gestëmmtene Budget a vun der Ausféierung vum Budget, wierklech de Produkt ass vun enger gewotener Politik vun der Regierung, an et ass ebe grad dorunner wou mer zweifelen.

Mir zweifelen drun, dass déi méi streng Noperschaft vun den definit Zuelen, d'Zuele vum Kont, mat deene gestëmmtene Zuele vum Budget, iergendwéi eppes ze dinn huet mat enger Regierungspolitik, mat dem Wonsch fir endlech méi Wuerechtsgehalt an de Budget eran ze kréien. A genau esou gesäit et och d'Majoritéit, well et ass ganz interessant ze gesinn, dass am Rapport zu deem heiten Text dran ze liese steet, dass dat eigentlech ausschliesslech zréckzeféiere wär op eng méi schlecht wirtschaftlech Entwécklung.

Et ass also net de Wonsch vun der Regierung gewiescht fir méi seriö Budgeten opzestellen, de Wonsch fir méi no realistesch Budgeten opzestellen, mä et ass déi wirtschaftlech Entwécklung, déi eleng no Meenung vun der Majoritéit dozou gefouert huet, dass mer bei deenen Zuelen hei vun 2001 am Kont méi no beim ursprüngeleche Budgetsprojete leien.

Et ass also dat schlecht wirtschaftlech Resultat vum Joer 2001, mat engem Wirtschaftswuesstum vun 1%. Entre-temps wësse mer, dass och 2002 net besser war an 2003 och riskéiert net daitlech besser ze ginn, wat de Wirtschaftswuesstum ugeet, wéi dat schlecht Joer 2001. Et ass also eleng op déi moros wirtschaftlech Situatioun vun deene leschte puer Joer zréckzeféieren, dass mer elo méi eng kloer Iwwerschnéidung hu vun deem gestëmmtene Budget a vun den Zuelen aus de Konten. Esou gesäit et zumindest d'Majoritéit an deem Rapport, dee se an der Kommissioun ugeholl huet.

Ech géif och mengen, dass an deenen dote Froe vun alle Säiten, a besonnesch vu Regierungssäit, eng grouss Bescheidenheet misst un den Dag geluecht ginn. Ech hunn nogelies wat de Budgetminister viru méi wéi engem Joer hei an der Chamber gesot huet, wéi hien deemools déi héich Plus-waale konnt presentéieren an der Héicht vu méi wéi 30 Milliarden aler Lëtzebuerger Frang. Sengerzäit sot hien, dass déi gutt Resultater do d'Resultat wiere vun enger gudder wirtschaftlecher Lag a vun enger richteger Politik. Ech si virwëtzeg dann ze héieren, ob de Minister och mengt, dass déi schlecht Resultater, déi mer elo afueren, ënner anere och d'Resultat vun enger schlechter Politik sinn.

Also, Bescheidenheet soll een och a gudden Zäiten üben, da riskéiert een net seng Wierder eng Kéier frësch virun de Spiegel gehale ze kréien. Well effektiv ass et esou, dass déi wirtschaftlech Lag net méi déi ass wéi mer se an der zweeter Halschent vun den 90er Jore mat engem culminanté Punkt am Joer 2000 kennt hunn, well mer an de Joren 2001, 2002, 2003 zesumme gerechent nëmme e Wirtschaftswuesstum op déi dräi Joer vun 3,5% riskéieren ze hunn, während mer eleng am Joer 2000 e Wirtschaftswuesstum vu bal 9% haten an engem Joer. Et ass also an dësem Sënn en dramatesche Réckgang vun der wirtschaftlecher Aktivitéit a vun der Plus-value, déi ei-

gentlech vun der Wirtschaft geschafte ginn ass.

An dat werft eng fundamental Fro op, an et ass déi, déi ech och haut a menger Interventioun haapt-sächlech behandelen, an dat ass net geschitt am Virfeld, dat ass also d'Fro: Wa sech déi Gronddaten, wann d'Ëmwelt sech esou drastesch geännert huet, wéi dat elo zënter 2001 de Fall ass, kann een dann dohinner goen an einfach an der Planung, déi een als Regierung fir de Lëtzebuurger Stat mécht, maache wéi wann näischt geschitt wär, wéi wann nach ëmmer déi Situatioun an dee Rhythmus géife bäibehale ginn an de Finanzen och vum Stat, wéi mer dat an der zweeter Halschent vun den 90er Jore kann hunn?

A genau dat ass an eisen Aen d'Regierung amgaangen ze maachen. Si stellt eigentlech a kengem Mooss dat a Fro, dee Rhythmus a Fro mat deem se ugetratt ass 1999, deen d'Fortschreiwung war vun deem wat een och déi puer Jore virdu scho kann huet. Dat war an enger Zäit vu grousser wirtschaftlech Boom a vun engem staarken Zouwuess vun de Finanzkapassitéite vum Stat. Dat ass haut net méi de Fall, an dat ass och vir-aussichtlech an de Joren 2004, 2005 a vläicht souguer 2006 net de Fall, souguer wann d'wirtschaftlech Lag sech géif lues a lues erëm, wat mer hoffen, an deenen nächste Joren erhuelen, well ganz einfach ëmmer mat engem gewëssene Retard vun zwee, dräi Joer sech esou en negative wirtschaftlechen Impakt erëischt konkret am Statsbudget a puncto Einnahme vum Stat wäert bemierkbar maachen.

Ech kann also nënnen hei déi fundamental Kritik widerhuelen an ënnersträchen, déi mer jo schon am Dezember d'lescht Joer bei den Debatten iwwert den 2003er Budget gemaacht hunn. Dass d'Regierung einfach eng Rei vun negativen Entwécklungen net fräizäitig wëllt zur Kenntnis huelen, Entwécklungen, déi awer ausser eis och aner Institutiounen an Organer an deene leschte Méint ervirgehewen hunn.

Liest d'Avisen no vun der Cour des Comptes iwwert d'pluriannuel Planung an d'Finanzmëttelen, déi de Stat nach wäert zur Verfügung hu fir all déi Investissementer iwwert déi nächst Joren, besonnesch mëttel- a laangfristeg, kënnen ze finanzéieren. Liest dat no wat och d'Chambre de Commerce an engem ganz detailléierten Avis zum Budgetsprojéit 2003 zu deem dote Punkt geschriwwen huet, oder dat wat d'Vertrieder vun der Lëtzebuurger Zentralbank an der Finanzkommissioun vun der Chamber am Hierscht d'lescht Joer zu der allgemenger Finanzsituatioun vum Stat an deenen nächste Joren an zu den Investissementspläng vum Stat gesot hunn.

Dat si kritesch Téin, déi do kommen, an et schéngt es wéi wann déi kritesch Téin géifen ignoréiert ginn, well soss misst déi heiten Diskussioun méi am Fong gefouert ginn. Dat soll op jidde Fall an deem Moment net geschéien. Et ass evident, dass mer an eng Zweckmillchen erakommen, well een ëmmer méi gesäit, opgrond vun de Regierungszuele selwer, an ech ginn emol dovunner aus, dass se einegermoosse stëmmen - ech kommen herno nach op den Detail zréck -, dass een einfach verschidde géigesäitge Tendenzen huet, wou een einfach do mierkt, dass déi Schéier ëmmer méi grouss gëtt.

Op där enger Säit, déi ongenügend jährelch Dotatioune vun den Investitiionspläng an domadder d'Reckgänger vun de Reserven, déi iwwer zéng Joer accumuléiert ginn, bei engem staarken parallellen Usteige vun den Dépensen an deenen eenzelnen Investitiionsfongen. Dat heescht d'Dotatioune stagnéieren, ginn héchstens liicht an d'Luucht. Dobäi weist awer d'Planung vun der Regierung e

staarkt Usteige vun de jährelchen Dépensen aus. Dat geet op Käschte vun de Reserven an deenen éischten een, zwee Joer an duerno gesinn ech perséinlech net wéi eigentlech déi Investissementer kënnen weider finanziert ginn, wann all déi Projete wierklech sollen och an deenen nächste Joren ëmgesat ginn, déi d'Regierung ugekënnegt huet, oder déi souguer duerch d'Gesetz ofgeséichert gi sinn.

Am Hierscht d'lescht Joer hunn d'Vertrieder vun der Zentralbank drop opmierksam gemaach, dass eleng fir 2003 d'Dotatioune vun de Fongen ëm insgesamt 6% an d'Luucht ginn, d'Ausgabe vun de Fongen awer fir datselwecht Joer ëm 36% an d'Luucht ginn, wann een den Initialbudgetsprojéit vun 2003 kuckt.

Wann een nach méi wäit kuckt, da gesäit ee ganz kloer, dass wann ee souguer d'Fongen eraushëlt an et rechent een op där enger Säit d'Dotatioune fir d'Fongen aus dem Budget eraus an et setzt een d'Dépense vun de Fonge mat an de Budget eran, dass dann eigentlech hei zu Lëtzebuerg eis öffentlech Finanzen, déi vum Stat, net e Boni opweisen, mä eigentlech en negative Saldo opweisen, wann een déi dote Rechnungsmethod kuckt an et berechent een also de Budget anescht wéi dat hei opgrond vun eiser Budgettechnik üblech ass. Et ass eng fundamental Ëmkéierung vun deem wat mer an deene leschte Joren hei zu Lëtzebuerg kann hunn.

Ech mengen et muss een an den Detail goen, well do gesäit een eigentlech wéi d'Situatioun reell ass a wat fir eng déck Problemer sech net virun de Wahlen, mä wat fir eng déck Problemer sech am Joer 2005 an 2006 an doriwwer eraus wäerten hei zu Lëtzebuerg stellen, wann do net an iergendenger Form en Ëmdenke kënn.

Ech huelen de Spidolsfong. Et ass jo ganz interessant, well mer jo net méi spéit wéi de leschten Dänschen den hei eng ganz déck zousätzlech Enveloppe gestëmmt hu fir Investissementer iwwert dee Spidolsfong kënnen duerchféieren, déi kee Mënsch a Fro stellt. Et dierf een awer hei d'Fro stellen, ob da vun der Regierung dofir gesuergt ginn ass, dass och an deenen nächste Jore genuch Suen do si fir déi Investissementer finanzéieren ze kënnen. Et ass ebe grad do wou ech dach awer meng Zweifele muss umellen, dass déi Virsicht hei bei der Regierung gespilt huet.

Bei de Spidolsfonge louchen d'Avouren Ufanks 2003, no de Regierungsdokument, ëm 262,3 Milliounen Euro. Ufanks 2006 leien se nach, lauschtert gutt, bei 67,7 Milliounen Euro. Dat ass also nach 20% vun deem wat am Ufank vun deem Joer an deem dote Spidolsfong vun Avouir war. An da kënn et dobäi, déi Zuelen opgrond vun deenen déi doten Entwécklung sech ofzeechen, sinn nach beschäinigt, well eleng gëschter si Projeten hei gestëmmt ginn, eng supplementar Enveloppe an Héicht vun 72 Milliounen Euro. Esou dass mer also am Endeffekt um Enn vum Joer 2006, wann d'Regierungszuele stëmmen, net e Boni vu knapp 68 Milliounen Euro wäerten hunn, mä wann een ofrechent, dass dat doten Investissementer sinn, déi an deenen nächste Jore wäerte getäit ginn, da riskéiere mer also e Minus, e plakege Minus ze hunn am Spidolsfong, e Lach fir ze soen um Enn 2006.

An da wësse mer, dass et nach net eriwuer ass, da wësse mer, dass jo d'Regierung deemnächst wäert d'Chamber nach mat zousätzleche Projete befaassen, wou erëm eng Kéier en zousätzleche Käschtepunkt, zousätzlech Coûtë wäerten dra kommen, déi bis elo an der Planung vum Spidolsfong guer net berücksichtegt gi sinn. Och do gëtt geschwat vun héije Milliounen Eurobetrag, zousätzlechen Enveloppen. Parallell dozou gëtt awer net gesot wien dat da wëllt iwwert déi nächst Jore finanzéieren.

Beim Fonds sanitaire et social vum Familljeministère leien d'Avouren Ufanks 2003 bei 61,7 Milliounen. Déi ginn Ufanks 2006 op 15,7 Milliounen Euro erof, praktesch och nach eng Kéier e Véirel vun deem wat se duerstellen. Am Fonds des routes: Ufanks 2003 148,4 Milliounen Euro, Ufanks 2006 e Minus vu 4,1 Milliounen Euro. No den offiziellen Zuele vun der Regierung ass also de Stroossefong Ufank 2006, an dat ass net méi laang, drëschen. An déi normal Dotatioune ginn net duer, fir dann déi Dépensen, déi dat Joer drop virgesi sinn, finanzéieren ze kënnen.

Ech froe mech aus wat fir enger Ur-saach eraus zum Beispill bei der Affectatioun vun deene Plus-valuen deem Ëmstand do net Rechnung gedroe ginn ass. Dat ass fir mech alles onerklärlech, et bleift also, dass dat doten eng Politik ass, déi een esou net einfach hinhuele kann an esou maache ka wéi wa sech keng Problemer géife stellen.

De Fonds d'investissements publics administratifs huet haut e risegen Avoir vun 370,9 Milliounen Euro. Ufanks 2006 geet deen erof op 31,5 Milliounen Euro, op manner wéi en Zéngtel vun deem wat haut an deem dote Fong als Avouren am Ufank vum Joer ze verzeechne war. De Fonds d'investissements scolaires, och e ganz wichtige Fong, deen och hei zousätzlech nach dotéiert gëtt, geet awer vun 277,2 Milliounen Euro Ufanks 2003 op 108,7 Milliounen Avouren am Joer 2006 zréck.

Datselwecht géllt fir de Fonds du rail, datselwecht géllt fir den Ëmweltfong, iwwerall déiselwecht Tendenzen. Et ass also ganz kloer, dass deen Ënnerschied tëschent deene jährelchen Dotatioune iwwert de Budget an déi jährelch Ausgaben, déi sollen an den eenzele Fonge getäit ginn, einfach net iwwertenee stëmmen.

An do ass eben déi besonnesch Angscht, déi een, mengen ech, muss hunn, ganz einfach déi, ob esouguer bei deenen Zuelen do d'Regierung net ze optimistesche war. Well wann een den Detail kuckt, fir hei iwwerhaupt kënnen eng Planung ze presentéieren, wou déi eenzel Fongen 2006 net alleguerten am Minus sinn, ass d'Regierung dohinner gaangen an huet einfach iwwert déi nächst Jore gesot, iwwert de Budget setze mer d'Dotatioune jährelch elo erop.

Ech froe mech just, ob des Regierung, a besonnesch déi nächst Regierung 2005 dee Spillraum do huet fir mat deenen Dotatioune iwwert de Budget déi ordinär Dotatioune iwwert de Budget esou erop ze goe wéi d'Regierung dat hei an hirer Planung ausweist. Et ass mir schleierhaft wéi dat méiglech soll sinn, wann et sech net wierklech ganz schnell zum Gudde wenn a mer erëm praktesch an ökonomesch Boomjoren hei zu Lëtzebuerg 2004 an 2005 erakommen, wou bis elo d'Virzeechen net onbedéngt an déi dote Richtung weisen.

Och do, mengen ech, ass et awer interessant wéinstens eng Zuel nach unzeféieren. Wann een nämlech déi grouss Investitiionsfonge kuckt fir d'Joer 2000, do leien d'Dotatioune am Statsbudget, also déi normal iwwert de Statsbudget, bei 86 Milliounen Euro. Déi sollen, seet d'Regierung, am Budget 2005 op 151 Milliounen Euro erop goen. Dat heescht, déi nächst Regierung misst et fäerdeg bréngen mat hirem éischte Budget 2005 nach 75% méi un ordinären Dotatioune um Statsbudget virzehuelen. Ech soen lech, dat ass onméiglech.

Dat wat d'Regierung hei an hir Planung erageschriwwen huet, fir kënnen positiv Ofschlëss nach 2006 opzeweisen, ass net realistesch. Et ass net virsichteg, dat läit niewent

der Realitéit. An ech fannen et schon, muss ech éierlech soen, e relativ staarkt Stéck fir dat einfach esou hinzehuelen, esou ze maache wéi wann do kee Problem sech géif stellen, an Zuelen hei der Chamber ze presentéieren, déi esou net wäerte stëmmen. Do leeën ech hei meng Hänn an d'Feier!

2005 bréngt menger Ansicht no keng Regierung et fäerdeg déi Dotatioune vun de Fonge par rapport zu 2003 ëm 75% an d'Luucht ze setzen. Da missten op eemol d'Sue vum Himmel gefall komme fir dat fäerdeg ze bréngen. Also stellt sech ganz kloer d'Fro, wann een also hei wëllt wierklech eng seriö Politik maachen, dass musse ganz Chifferen op den Dësch kommen, dass all d'Donnéeë mussen op den Dësch kommen, an dass mer also vun der Regierung hei kloer Wäin ageschenkt kréien.

Da geet et net mat Täschespiller-tricken, da geet et net mat comptablen Astucen, fir iergendwéi flott Statistike kënnen ze presentéieren, mä da musse mer endlech Tableaue kréien, déi d'Realiteit am Ganzen erëm spiegelen an déi eis och d'Méiglechkeet ginn ze kontrolléieren, ob déi Zuele stëmmen, déi an deenen eenzelne Fongen an der pluriannueler Planung och festgehal ginn. An et ass genau do wou mer eigentlech haut net d'Méiglechkeet hunn dat an alle Fäll kënnen ze kontrolléieren.

Ech ginn e Beispill, de Fonds hospitalier, do kréie mer hei Zuele virgeluecht, wou de Coût vum eenzelne Projet net dra steet. Et kann een also net kontrolléiere wat schon déi Jore virdu ausbezuelt ginn ass a wat déi Joren duerno nach soll ausbezuelt ginn. Mer kréien eng Programmation hei virgeluecht, wou eigentlech déi al Zuelen nach dra stinn, wou jiddferee weess, dass déi zënter e puer Joer schon net méi stëmmen. Wéi soll ee sech dann als Chamber, als Parlament e seriö Bild maachen iwwert déi wierklech Situatioun vun deenen eenzelne Fongen, a wéi et soll mëttel- a laangfristeg weider goen?

Ech hunn den Androck, dass sech virun allem interesséiert gëtt wéi et kuerzfristeg hei weider geet, mä dass sech relativ weening Leit seriö mat der Fro ofginn, wéi et iwwer 2004 eraus mat den Investitioune an deene grouss Projete beim Stat soll ausgesinn, a wéi mir et fäerdeg bréngen déi Projeten do ze finanzéieren. Ech wëll net onnëtz hei weiderfuere, ech gesi meng Zäit leeft och esou lues of, mä hei ass nach Material dra fir eng fundamental Diskussioun ze féieren, an et ass an deem Sënn wou ech och am Numm vu menger Fraktioun wëllt soen, dass mer deen heite Projet net wäerte stëmmen.

Net wéinst deenen 150 Milliounen, well et ass a la rigueur, opgrond vun deem Zuelematerial op deem mer musse schaffen, onwesentlech a wat fir eng Fongen dat kënn, well d'Regierung dotéiert jo anscheinend sämtlech Fongen an et ass guer kee Problem a sämtliche Fongen an deenen nächste Joren.

Esou liesen ech déi Zuelen, déi d'Regierung am November hei presentéiert huet. Ech wär frou wann ech da kéint eng aner méi realistesch Lecture vläicht vun deenen Zuelen do kréien. Ech gesi jo och net no wat fir enge Kritären d'Regierung higaangen ass an deen ee Fong hei zousätzlech dotéiert huet an aner Fongen, déi eigentlech finanziell méi schlecht do stinn, mëttelfristeg net dotéiert huet.

Do wär ech och interesséiert dru gewuer ze ginn no wat fir engen objektive Kritären déi heiten Dotatioune virgeholl gi sinn. Wat mech zum Beispill wonnert ass, dass de Fong fir den Développement zousätzlech dotéiert gëtt iwwert d'Plus-valuen, well dat war dee Fong, wou d'Regierung Enn 2002 gesot huet, mir ginn erof mam Fong fir kënnen den 2003er Budget am Equilibre ze presentéieren. Et hëlt ee mat där enger Hand

eppes ewech an op där anerer Säit gëtt een et erëm. Dat si Kontabel-tricken, dat huet u sech näischt mat richtige Prioritéiten ze dinn.

Mir vermessen hei objektiv Grondlagen op deenen ee sech kann eng zolidd Meinung maachen iwwert déi wierklech mëttelfristeg a laangfristeg Entwécklung vun eisen eenzelnen Investitiionsfongen. Mir sinn der Meinung, dass mer opgrond vun deenen Zuelen, déi eis virleien, deen heiten Text net kënnen stëmmen a mir si virun allem der Meinung, dass mer eis mussen Instrumenter ginn als Parlament haapt-sächlech, mä et kënn och der Regierung déngen, déi méi performant sinn, fir dass mer wierklech kënnen déi méi grondleeënd Froen an aller Rou an deenen nächste Méint a besonnesch am Zesummenhang mam 2004er Budget presentéieren. Et ass an deem Sënn, wou ech am Numm vu menger Fraktioun eng Motioun eraginn, wou mer herno nach kënnen drop zréckkommen.

Ech soen lech merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la volonté déclarée par le Gouvernement dans le cadre de sa politique budgétaire «d'asseoir sur des bases solides le financement des dépenses des fonds spéciaux et plus particulièrement des fonds d'investissement de l'Etat»;

- considérant la contribution importante, pendant les exercices écoulés, des plus-values de recettes en tant que source d'alimentation supplémentaire pour les dits fonds;

- considérant partant l'impact considérable d'une diminution des plus-values de recettes sur le financement respectivement l'équilibre financier de ces fonds spéciaux de l'Etat à moyen et à long terme;

- considérant enfin la difficulté d'apprécier l'évolution de l'ensemble des fonds spéciaux sur le long terme en l'absence d'informations détaillées sur chacun de ces fonds, notamment en matière de dépenses prévues pour les exercices ultérieurs à 2006;

invite le Gouvernement

- dans le cadre de l'élaboration du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2004:

- à émarger et à commenter individuellement la programmation pluriannuelle de tous les fonds d'investissement de l'Etat;

- à fournir le détail des dépenses prévues dans le cadre de la programmation pluriannuelle pour chacun de ces fonds, en distinguant entre dépenses engagées et dépenses non encore engagées et en faisant clairement apparaître le coût total de chaque projet financé;

- à préciser le montant des dépenses prévues pour chacun de ces fonds d'investissement pour les exercices ultérieurs à 2006.

(s.) Alex Bodry, Mady Delvaux-Stehres, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

M. le Président. - Merci, Här Bodry. Den nächste Riedner ass den Här Jean-Paul Rippinger.

M. Jean-Paul Rippinger (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu gesinn, dass ouni mäi Wëssen an ouni mäi Wëllen d'Chamber eng Ännerung vum Ordre du jour virgeholl huet, wat mech privéiert huet vum ganz grouse Pleséier den Här Bodry in extenso hei ze héieren. Ech war mat dem President vun der Commission des Affaires étrangères an dem Sall 4 an der Rue du St Esprit, wou mer eng héichkaräteg iranesch Delegatioun emfaangen hunn, wou allerdéngs kee vun der

Oppositoun an notamment kee vun de Sozialisten dobäi war.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Reprochéiert Dir eis an der Sitzung ze sinn?

M. Jean-Paul Rippinger (DP). - Et deet mer Leed, datt den Ordre du jour changéiert gouf, wat mech vun dem immense Pleséier privéiert huet d'Orakel vun Delphi, nämlech dat wat den Här Bodry elo hei gesot huet bis an d'Joer 2004 eran, ze héieren. Ech kann dat alles elo net novollzéien, well ech sinn nach net esou wäit, datt ech d'Orakel vun Delphi oder d'Boule liese kann.

(Interruptions)

Jiddefalls ass meng Fraktioun d'accord mat deem, wat d'Regierung proposéiert, och mat der Affectatioun vun de Fonge selbstverständlech, wat mir ëmmer revendiquéiert hunn a wat Dir iwwrengs ni gemaach hutt. Mir ginn dofir eis Zoustëmmung zu dësem Projet de loi.

M. Alex Bodry (LSAP). - Dir sidd gutt preparéiert. All Respekt!

M. le Président. - Den Här Greisen huet d'Wuert.

M. Fernand Greisen (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Härren, ech wëll mäi Kolleeg, den Här Gast Gibéryen, entschëllegen, deen a politescher Missioun ënnerwee ass.

(Hilarité)

Hie sollt eis Positioun hei erklären, well hien an där zoustänneger Kommissioun Finanzen a Budget ass. Well hien awer verhënnert ass, huet hie mech gefrot lech op e puer Punkten opmierksam ze maachen.

Dat éischt betrëfft d'Héicht vun den Iwwerschëss. Wa mir am Joer 2000 672 Milliounen Euro Iwwerschëss haten, da sinn et der am Joer 2001 - wou mer driwwer schwätzen - nach 152 Milliounen Euro. D'wirtschaftlech Situatioun wäert et mat sech bréngen, datt et fir d'lescht ass, dass iwwerhaapt nach en Iwwerschoss opweises ass. Wat dat mat sech bréngt, dat huet mäi Virriedner, den Här Bodry, scho kloer gesot. Bei den Infrastructures ferroviaires, déi mer hei kierzlech gestëmmt hunn, hunn ech op déi Problemer an deen Ennerscheid higewisen, deen dora besteet, wat mer votéiert hunn a wat effektiv am Fong zur Verfügung steet.

En zweete Punkt ass d'Verwendung, déi dës Sue kréien. Bei de Fongen, déi gespeist ginn, feelen an den A vum ADR zwee wichteg Fongen, déi och misste gefiddert ginn, an zwar de Fong vun de Pensiounen an de Fong fir d'Gemenen, déi jo bekanntlech an enger ganz schlechter Situatioun sinn.

Zum Schluss wëll ech nach eng kéier hiweisen op dat, wat mäi Kolleeg de Gast Gibéryen a sengen Ausféierung bei d'äerselwecher Geleeënheet virum engem Joer gesot huet a matdeelen, dass mer grad wéi deemools eisen Accord net kënne ginn.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Den Här Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Här President, ech wäert et elo net maache wéi den Här Bodry fir déi Budgetsried ze halen, déi hie schonn hei gehalen huet, wat zwar korrekt ass, well et ass plus ou moins dat, wat ech och a menger Budgetsried am Dezember hei gesot hunn, wat eis Aschätzung ubelaangt fir 2004, 2005 vun de Statsfinanzen. Ech deele seng Analys. Dat ass och sécherlech de Grond, firwat datt mir dat hei net wäerte stëmmen niewent dem Aspekt awer, datt mer d'Prozedur nach ëmmer a Fro stellen, wéi d'LSAP och.

Ech wëll just op e klengen Detail hiweise bei der Affectatioun vun de Plus-valuen, an zwar d'Affectatioun vu 15 Milliounen Euro an de Fonds pour la loi de garantie. Firwat maachen ech dat? Mä ech maachen dat, well mer de Moment op enger anerer Plaz, an zwar an der Kommissioun, eng interessant Diskussioun féieren iwwer eng Institutioun an dësem Land, de Fonds du Kirchberg, e Fong, wou behaupt gëtt, datt e keng Gelder géing kréien iwwer de Statsbudget an de President dervun ëmmer der Meenung ass, datt de Fong ausschliesslech sech selwer géing finanzéieren duerch Terrainen, déi e géing verkafen oder soss Recetten, déi en hätt, onofhängeg vum Fait natierlech, deen ech net akzeptéieren, datt en da mécht wéi wann dat mam Stat iwwerhaapt näischt ze dinn hätt, obwuel dee Fong zu 100% dem Stat gehéiert a souwéiso all d'Avoire mat deenen eng kéier ugefaange ginn ass staatlechersäits waren, an do hunn ech ëmmer behaupt, datt dat net géing stëmmen, an datt effektiv och iwwer den normale Budget de Fonds de l'aménagement du Kirchberg géing Sue kréien.

De Bewäis kréie mer haut schwaarz op wäiss. 15 Milliounen Euro ginn an de Fonds pour la loi de garantie gespeist, déi geduecht si fir d'Prise en charge vu Remboursementen vun Annuitéite fir Gebaier, déi de Fonds du Kirchberg pour le compte de l'Etat um Kierchberg gebaut huet. Schwaarz op wäiss läit et hei um Dësch, datt och iwwer den normale Budget dee Fong Gelder vum Stat krit, donc ass och fir mech schwaarz op wäiss de Bewäis erbruecht, datt alles dat wat ech a mengem Rapport geschriwwen hunn - dee jo an der Zwëschenzäit anscheinend vun enger Majoritéitspartei staark contestéiert gëtt - iwwer den Artikel 99 an esou weider, datt dat wahrscheinlech fir dee Fong do zoutreff.

Ech wollt dat just hei bemerken. Fir de Rescht, wéi gesot, schléissen ech mech deem un, wat den Här Bodry gesot huet. Mir stëmmen selbstverständlech dëse Projet net.

M. le Président. - Merci, Här Bausch. Et ass kee Riedner méi ageschriwwen an d'Regierung huet d'Wuert. Här Minister, wann ech glift.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. - Här President, Dir Dammen an Dir Härren, dëse Projet kann ee kuerz oder och laang behandelen, an esou wéi d'Intervenanten dat de Mëtteg gemaach hunn, zweifelt een am Fong drun, ob ee soll kuerz soen.

Hei ass de Bewäis erbruecht ginn, datt d'Suen uerdentlech geréiert gi sinn, gemäß der Politik, déi mer an deene leschte fënnf Joer ëmmer gemaach hunn. Wa méi Suen erakommen, ginn déi Suen an Investitiounsfonge fir Infrastrukturbauten ze finanzéieren. Och dat ass hei konsequent duerchgefouert ginn. Domadder kéint een am Fong dës Ried ophalen an dat misst derzou féieren, datt dës Chamber dëse Projet géing stëmmen, well kee ka mir erklären firwat mer eis net sollen driwwer freeën, wa mer méi era kréien a wa mer déi Suen dann utiliséiere fir Infrastrukturbauten ze finanzéieren, déi am Intérêt vun alle Leit hei am Land an och vun den zukünftege Generatiounen sinn.

Den Här Bodry huet als Spriecher vun der gréisster Oppositounspartei et derwäert fonnt méi wäit auszuhelen. En Fait sinn ech him dofir dankbar, well hie mer esou d'Geleeënheet gëtt op déi gesond a zolidd Finanzsituatioun op engem schwierigen Émfeld hinzewisen, elo an an der Zukunft. Hätte mer nämlech eng PISA-Etüd vun de Statsfinanzen an Europa, da géing ech hoffen, datt déi géing grad esou vill kommentéiert gi wéi aner ähnlech Etüden. Well et ass unique an Europa, datt mer net nëmmen 2001, mä och 2002 zu Lëtzebuerg

et fäerdeg bruecht hunn de Budget am Equilibre ze halen, jo souguer mat engem Iwwerschoss ofzeschléissen.

An dat trotz dem Fait, datt contrairement zu deem, wat den Här Bodry gesot huet, déi manner héich Iwwerschëss dohier kéimen, datt d'Wirtschaft nogelooos hat. Dann ass dat sécher ee vun de Facturen...

(Interruption)

Jo, mä ech wollt dorop zrëck...

(Interruption)

Jo, jo, mä dat ass nëmmen d'hallef Realitéit, well et ginn zwee aner Facteuren, déi erkläre firwat den Iwwerschoss manner grous ass. An dat eent, dat ass, datt mer d'Recetten am Joer 2001 wëllentlech politesch méi héich agesat hunn, fir se ebe méi no bei der Realitéit ze hunn, déi schwierig anzuschätzen ass.

Et ass also de Contraire vun deem wat virun hei gesot ginn ass. Ech hunn nämlech gekuckt, beim Projet de budget 2001, do sinn d'Recetté méi héich agesat ginn, ëm 12,7%. Dat war well mer versicht hunn do méi no un d'Realitéit ze kommen, awer och opgrond vun deene grousse Iwwerschëss vum Joer 2000. Dat heescht et ass also wann elo d'Excédenté manner héich sinn - an dat ass deen drëtten Punkt, loosst mech fir d'éischt deen zweete soen -, et ass also well mer d'Recetté méi héich agesat hunn, well mer se esou no wéi méiglech un d'Realitéit wollten upassen, wat schwierig ass am Virfeld, besonnesch well mer - an dem Rapporteur, deem ech merci soe fir seng Aarbecht - drop higewisen hunn, datt mer deemools vun enger Croissance économique vu 6 bis 8% vum PIB en valeur ausgaange sinn.

Do hu mer d'Recetté méi héich agesat, an dofir ass et normal, datt dann d'Excédenté an manner héich sinn, et gëtt also d'Ursach vum ominöse wirtschaftleche Wuesstum, zweetens hu mer d'Recetté méi héich agesat, an dann ass et logesch, datt d'Excédenté, wann der kommen, da manner héich sinn, an eng drëtt Ursach ass, an déi wëll ech awer gären hei emol nach eng kéier ënnersträichen.

Dës Regierung, dës Majoritéit huet all déi Joren 2001 an 2002 eng enorm grous Steierreform gemaach. Domadder ass et logesch, datt besonnesch am Ufank vill manner Steieren erakommen, et huet een dann d'Hoffnung, datt dat de Konsum ukuerbelt, d'Investitiounen ukuerbelt. Mir hunn an de Joren 2001 an 2002 op eng 450 Milliounen Euro Recetté bei de Personnes physiques verzicht, dat heescht déi mer de Leit méi ginn hu fir besser ze liewen, bei de Betriber hu mer op 400 Milliounen Euro verzicht. 17 Milliarde Lëtzebuerger Frang fir Privatpersounen, 16 Milliarde grosso modo iwwer déi zwee Exercice fir Personnes morales, dat ass net näischt, an och dat erkläert firwat d'Excédenté manner héich sinn, mä ëmmerhi solle mer eis freeën iwwer déi Excédenté, well se sinn d'Resultat vun enger gewolltener Politik, vun enger Politik, déi net einfach ass, mä mat där mer och am Joer 2002 virugefuer sinn.

D'Joer 2002, an ech soen dat nach eng kéier, wann et an Europa iwwerall mat Defiziter ofgeschloss huet, zu Lëtzebuerg hu mer et fäerdeg bruecht mat engem Iwwerschoss ofzeschléissen, e Budget an Equilibre ze hunn, dat war eist Zil. Mir hunn en Iwwerschoss vu ronn 60 Milliounen Euro.

4. Dépôt d'un projet de loi

An et ass och dofir firwat ech de Mëtten, Här President, hei an dëser Sitzung de Projet de loi iwwer de Compte général vum Exercice 2002 déposéieren, wëssend de Wëllen souwuel vun der Regierung wéi vum Parlament, fir kënne schnell déi Chifferen ze kucken. Dofir hutt Der déi Méiglechkeet, well, wéi gesot, de Kont hu mer elo just ofgeschloss, et kann also, wann d'Chamber an de Conseil d'Etat dat wëllen, an deenen nächste Wochen och heiriwwer ofgestëmmt ginn, dann direkt no der Vakanz, also virum de Budgetdebatten, fir datt een och dat viregt Joer direkt ofgeschloss huet, an et ass dofir wou de Grand-Duc eis den 13. Juni autoriséiert huet, dëse Projet hei an der Chamber ze déposéieren.

- *Projet de loi N° 5171 portant règlement du compte général de l'exercice 2002.*

Wann ech glift, Här President.

M. le Président. - Ech huelen Akt vum Dépôt vum Projet de loi 5171, deen un déi zoustänneg Kommissioun weider gereecht gëtt.

5. 5083 - Projet de loi sur l'affectation de l'excédent des recettes de l'exercice 2001 (suite)

Discussion générale (suite)

(Interruption)

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. - En ass komplett. Duerch vill Iwwerstonnen, déi gemaach gi sinn, hu mer e fäerdeg bruecht, wou ech och deenen all wëll dankbar sinn an der Trésorerie an am Finanzministère, déi sech déi vill Méi ginn hu fir all déi Annexen, déi reng techescher Natur sinn, fäerdeg ze kréien. Mir hunn dee politesche Volet dozou selbstverständlech och ofgeschloss.

Do gesäit een, datt mer och am Joer 2002, wat kee Land fäerdeg bruecht huet, en Iwwerschoss gemaach hunn. An dat bréngt mech zu deem Punkt, deen den Här Bodry hei in extenso ugeschwat huet, vun den Investitiounsfongen, iwwer déi mer d'Infrastrukturausgabe bezuelen: Schoulen, Spideeler, Stroossen, Schinnen an esou weider. Et stëmmt, datt mer do ganz héich Dépensen hunn an et stëmmt, datt mer déi ganz gutt müssen an engem schwierigen ekonomeschen Émfeld am Bléck behalen. Et stëmmt awer och, an dat hu mer d'lescht Joer gesot, an dat soen ech och haut nach eng kéier, datt een net nëmme ka soe wéi vill Recetten an engem Joer erakomm sinn a wéi vill een an deem Joer ausgëtt, d'Approche Maastricht, well se net de Reserven, déi constituéiert gi sinn, Rechnung dréit.

Ech wëll hei nach eng kéier drun erënneren, datt mer um 1. Januar dëst Joer Avoiren an de Fonge vun 2,5 Milliarde Euro haten. Ech wëll och drun erënneren, datt mer eng cumuléiert Budgetsreserv haten, déi nach net affectéiert ass, vum 1. Januar vu 560 Milliounen Euro. Alles ronn Chifferen. Déi muss ee mat berücksichtigten, wann een déi Ausgabe kuckt, déi mer iwwer déi nächst Joren an de Fongen hunn, plus déi Dotatiounen, déi mer selbstverständlech am Budget musse maachen an déi mer och an deenen nächste Joren op engem héijen Niveau musse halen.

Wann een awer dat Gesamtbild kuckt, Reserve plus Dotatiounen, an da vergläicht een dat mat den Ausgaben, ech mengen da sinn déi Ausgaben och an deenen nächste Joren ze tätigen. Wann an deenen nächste Joren elo nach eng méi massiv Diminutioun vun de Recetté géing kommen, da muss een ebe bei verschiddene Projeten an deem Moment kucken,

ob een déi ganz oder nëmmen hallef mécht. Dat hu mer och an der Vergaangenheet esou gemaach wéi mer d'Nordstrooss ugefaangen hu mat bauen. Do hu mer gesot, mä wa mer ënnerwee net fäerdeg ginn, da muss een déi an der Halschent ophalen. Mir hunn et konsequent duerchgezunn, an esou geet dat och bei anere Projeten, wann een duerno géif feststellen, datt ee se net all kéint finanzéieren.

Mä mir schreiwen net egal wat an déi Fongen, mir schreiwen déi Projeten dran, déi mer prioritär fannen an déi mer och meng mir kéinten se opgrond vun der aktueller Situatioun finanzéieren. An dofir muss een och e ganz schaarfe Bléck permanent op dat lafend Joer hunn. Et muss een also kucken, wat hu mer gemaach, wat hu mer op d'Säit geluecht fir ze finanzéieren a wéi leeft dat lafend Joer. An dofir kucke mir systematesch dat lafend Joer.

Wann ech kucken, déi dräi éischt Méint vun dësem Joer oder souguer déi fënnf éischt Méint vun dësem Joer, da stellen ech fest, datt mer no dräi bis fënnf Méint vun dësem Joer an der Exécutioun vum Budget do sinn, wou mer am Fong wollte sinn, obschonn datt et ëmmer schwierig ass eng Momentopnam ze maachen. Dat hängk zum Beispill dovun of, ob just eng Tranche bei de Steieren erfall ass, wou d'Leit hir Avancé bezuelt hunn, wou d'Betriber eng Echéance haten, dat hängk op der Dépenséit dovun of wéi vill een a verschidde Fongen op engem gewëssene Moment gemaach huet.

Mä wann ech d'Situatioun Enn Mäerz kucken, dat waren och déi Chifferen, déi de Statsminister an der Erklärung zur Lag vun der Nation genannt hat, dann huet hien lech du gesot, datt mer zu deem Moment Enn Mäerz e liichten Iwwerschoss an de Recetté par rapport zu de Budgetsdépensen haten, an datt mer en ligne ware mat deene Recetté wéi mer eis se an deem Moment erwaart haten. Wann een einfach d'Joer opdeelt an eng theoretesch Recette rechen op esou vill Zwieleftel vum Joer, da gesi mer, datt mer an de Recetté plus ou moins do si wou mer misste sinn.

Ech iwwerreechen lech och haut, Här President, déi trimestriell Situatioun, déi mer am Dezember hei versprach haten.

(M. Luc Frieden dépose un document - à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

Dat ass also déi vun Enn Mäerz, Dir kritt also Enn Juli déi nächst. Ech kann lech soen, datt d'Situatioun Enn Mee lichter méi schlecht war wéi déi, déi Dir am Mäerz gesinn hutt. Do sinn awer verschidde Fongen an Zwëschenzäit substanzuell dotéiert ginn, wou mer also déi ganz Dotatioun vum Joer scho gemaach hunn. D'Echéance vun de Steiere vun Juni ass net dobäi, dofir, gesidd Der, musst Der am Fong all dräi Méint dat kucken. Dat hate mer am Dezember esou diskutéiert.

Ech iwwerginn lech elo hei, Här President, d'Chiffere mat den Erklärungen vun Enn Mäerz an ech géing lech bieten de Membere vun der Finanzkommissioun déi ze ginn, oder och all de Kolleegen hei an der Chamber, fir datt mer déi kënnen am Detail diskutéieren.

D'Konklusiounen awer vun deene Chiffere sinn, datt mer en ligne si mat deem wat mer hei virum Parlament gestëmmt kritt hunn, an datt mer ganz strikt a ganz consciencieux kucken d'Exécutioun vum Budget ze maachen. Mer si bei de Recetten ëm 50 Milliounen en retard, mä wéi gesot dat wäerte mer am Juni ophuelen a wéi gesot, bei den Dotatiounen vun de Fonge maache mer et esou wéi et virgesinn ass, mä mer hu se net direkt ganz dotéiert, fir ëmmer deen Equilibre Recetten an Dépensen ze halen, genau sou wéi mer dat och an

der Vergaangenheet gemaach hunn, mir si mat trimesteruellen Avancé gefuer.

Ech mengen, datt mer et fäerdeg bréngen och an dësem Joer en équilibréierten oder e méi équilibréierte Budget ze halen. Dat hu mer iwwregens och 2002 hei am Parlament gesot an deemools huet all Ménsch gesot: 2002, Katsatroph, et gétt een décken Defizit. Dat ass net komm, mä ech soen, dat kéint nëmmen, wa mer ganz strikt sinn, esouwuel op der Ausgabesäit wéi op der Recettésäit, woubäi mer op der Ausgabesäit eis ëmmer mussen un der Recettésäit inspiréieren. Mat vill Discipline op béide Säite wäert d'Exécutioun vum Budget esou bleiwe wéi mer et versprach hunn. Am Budget 2000...

(Interruption)

Ma dach, ech kann lech déi Budgetsrieden...

Une voix. - Jo dach, dat hätt ech awer gären wann Der mer dat zitéiert.

(Interruption)

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. - Ech bréngen lech dann déi Rieden, mä et ass och egal, op jiddfer Fall...

(Interruption)

Mä tant mieux wann Der dann allequerte sot, Dir hätt dat och fir 2002 virausgesinn, da kënt Der dat jo och positiv stëmmen.

Ech stelle fest, an ech hätt gären, datt d'Leit am Land feststellen, opgrond vun de Chifferen, datt mer 2001 de Budget am Equiliber hunn, am Iwwerschoss hunn. Ech hätt gären, datt Dir heibannen an d'Leit am Land feststellen, datt mer 2002 de Budget am Equiliber hunn an en Iwwerschoss hunn, a mir wäerten alles dru setze fir dat och 2003 esou ze behalen.

An ech soen lech, wa mer dat responsabel maachen, wa mer wëssen, datt mer hei net mat de Statsuen ëmginn, mä mat de Sue vun de Steierzueler, a wa mer net alles zugläich realiséieren an an de Wahlprogrammer an an de Rieden net egal wat fuerderen, dann ass et mer och net Angscht fir d'Budgeten 2004 an 2005 an och net 2006, mä dofir mussen déi, déi dat responsabel maachen, och weider d'Responsabilitéit an deene Beräicher behalen.

Déi, déi Angscht virun deene Joren hunn, déi mussen da soen op wat déi Angscht baséiert, dat hu se de Mëtten net gesot, si hunn einfach gesot do wäre falsch Chifferen, se kënten dat net ënnerleeën. Ech mengen, wann ee verantwortungsvoll mat de Suen ëmgeet, da kann een och déi Budgete vun deenen nächsten dräi Joer op eng raisonnabel Aart a Weis maachen. Mir wäerten...

M. Alex Bodry (LSAP). - Här Minister, am Spidolsfong sinn net déi richteg Chifferen.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. - Also éischens emol huet gëschter d'Chamber, mengen ech, e Gesetz gestëmmt wat deem Spidolsfong nach méi Dépensen agesat huet. Dann hätt Der missen an der Logik dovunner emol eng Rei vun...

M. Alex Bodry (LSAP). - Wien huet dee Projet dann erabruucht hei?

(Interruptions et brouhaha général)

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. - Mir hunn en erabruucht, well mer der Meinung sinn, datt déi...

(Interruptions)

Selbstverständlech, mir hunn en erabruucht, well mir jo och net soen, wéi den honorablen Här Bodry, datt et falsch Chiffere wieren.

M. Alex Bodry (LSAP). - Am Fong si falsch Chifferen. Dann äntwert net egal wat, am Fong si falsch Chifferen.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. - Dann hätt Der gëschter net sollen dee Projet stëmmen.

M. Alex Bodry (LSAP). - Da gitt eis déi richteg Chifferen.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. - Dat sinn déi richteg Chifferen.

M. Alex Bodry (LSAP). - Neen, dat sinn nach ëmmer déi al Chifferen. Déi Enveloppe supplémentaire, déi gëschter gestëmmt ginn ass, ass net dran.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Déi ass net an de Fongen dran.

M. Jean-Paul Rippinger (DP). - Ech verstinn elo, firwat dass den Här Asselborn Äre Spätzekandidat ass.

(Hilarité)

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. - Also, op jiddfer Fall mengen ech, soll een dat onopgereegt kucken. Ech si frou, datt d'Joer 2001, wat den Objet vun dësem Projet de loi ass, esou e Resultat hat, an datt dat d'Opposition opreegt kann ech verstoen. Ech wär opgereegt, wann d'Resultater anerer wäeren. Ech si frou, datt d'Resultat esou ass. Ech si frou, datt mer de Projet, de Kont 2002 esou ofgeschloss hunn. Ech wär frou, wann och d'Parlament dee geschwë kënt...

(Interruptions)

Ech hoffen, datt mer och no de Wahlen, Här Bodry, kënnen op eng responsabel Aart a Weis déi Budgetspolitiik viruféieren, mä ech soen awer zugläich, dofir kann et weder am Budget 2004 nach an de Wahlprogrammer, déi d'Opposition vläicht éischter schreift wéi d'Majoritéit, Versprieche ginn, déi net ze finanzéiere sinn.

Well d'Zäite si schwierig an an Zäite vu Schwierigkeeten, an déi sinn do, d'Recetten am Finanzsecteur gi manner grouss, dat muss ee soen an et muss een doraus d'Konsequenzen zéien. Dat muss ee calme maachen, dat muss ee responsabel maachen, an dofir brauch een och eng gewëssen Erfahrung, déi op der Vergaangenheet baséiert. Mir wäerten dat mat der nämlecher Rou virumaachen an eis do net vun deenen aus dem Konzept bréngen loossen, déi d'Joren 2005 an 2006 elo scho fäerten.

Ech soe merci all deenen, déi dëse Projet stëmmen a virun allem dem Rapporteur, deen dat esou kurz und bündig, mä dofir prezis hei presentéiert huet.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Minister. D'Parole après ministre vum Här Krecké.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Här President, ech wëll dem Kolleeg Budgetminister an Erënnung ruffen, wat eis Partei gesot huet zu de Konten an zum Budget.

(Interruptions)

Mir hunn net behaupt, an dat ass nozeliesen, Här Minister, dass am Joer 2002 géng en Defizit laut eisen Normen entsto. Mir hu gesot: Dir rett lech esouguer iwwert d'Wahlen ewech, doduerch dass Der wahrscheinlech 2004 nach e Budget en équilibre vläicht kéint presentéieren an duerno «kommt das grosse Erwachen», bei de Konte vun 2003, hu mer gesot, an doudsécher beim Budget 2005. Nozeliese bei deem wat ech gesot hunn am Numm vun eiser Fraktion, näischt anescht hu mer gesot. Wann ech glift leet eis net eppes an de Mond wat mer net ge-

sot hunn. Mir hunn also net gesot, den Defizit vun 2002.

Wann Der awer wëllt, wëll ech ënnersträichen, dass dat nëmme laut eise Regeln ass. Wa mer d'Regelen huele vu Bréssel, dann hu mer Defizit. Wann Der dat gär héiert, da soe mer lech et. Do hu mer gesot, déi si kloer virgezechent, a mir hunn hei keng Polemik doriwwer elo gefouert. Mä wann ech glift, gitt nëmmen dat erëm, wat mer wierklech gesot hunn.

M. le Président. - Den Här Frieden freet d'Wuert.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. - Fir datt d'Leit dobaussen dat och verstinn, wëll ech nach eng Keier soen, datt wann een d'Recetté minus d'Dépensé vun engem Joer kuckt, dann ass dat wat den Här Krecké virdu gesot huet - ech hat dat och a menger Ried gesot - richtig.

Well d'Investitionsausgaben an dëse Joren, duerch gewollte Politik vun der Regierung, si méi héich wéi d'Recetté vun deem Joer, mä déi Méiausgaben, déi mer hunn, déi bezuele mer net op Puff oder op Suen, déi mer net hunn, mä op déi Suen, déi mer wëssentlech a wëllentlech op d'Säit geluecht hunn, notamment am Joer 1999 an 2000, wou d'Excédenté ganz héich waren, an och 2001, wat Der elo grad stëmmt a sollt stëmmen, well da kënnen mer dee Speck nach méi uleeën. Dat wat hei gemaach gétt, dat wat Dir haut stëmmt ass dee Speck, fir datt mer déi Investitionsausgaben kënnen stëmmen. An domadder hale mer no eiser Kontabilitéit dat wat mer erakréien, en plus dat wat mer op d'Säit geluecht hunn, am Equiliber mat deem wat mer ausginn.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Den Här Ben Fayot kritt d'Parole après ministre.

M. Ben Fayot (LSAP). - Et ass net d'Parole après ministre, mä ech wollt eppes riichtstellen, wat den Här Rippinger elo éinescht gesot huet. Ech wëll just soen, dass ech dat fir deen Entretien de Mëtte mat der iranescher Delegatioun nokontrolléiert hunn, an dass ech keng Invitatioun kritt hunn. Ech sinn net bekannt als een hei an der Chamber, dass ech net un internationale Konversatiounen mat Delegatiounen deelhuele. Ech hunn also keng Invitatioun dofir kritt an ech konnt also och net deen Abléck bei där Invitatioun derbäi sinn. Dat, well den Här Rippinger geduecht huet, hei express d'Sozialiste missten ervirzesträichen, dass se hir parlamentaresch Flichten net géife wouhuelen.

(Interruptions)

M. le Président. - Dont acte. Esou vill wéi ech weess hu mer alleguerten als Deputéierten d'Informatioun kritt vun der Visite vun den Iraner haut, an do stoungen d'Nimm vun all deene Leit, déi an der Kommissioun vun den Affaires étrangères sinn, drop. Normalerweise hätt missen den Här Ben Fayot a sengem Courier électronique déi Invitatioun och hunn. Dann ass säi Courier électronique vläicht net gaangen. Mä esou vill wéi ech weess, huet d'Chamber dat do verschéckt.

(Interruptions)

Voilà. Den Här President huet mech gefrot, vu dass déi iranesch Delegatioun nach hei ass a vu dass hien net kann hei sinn, fir dann elo d'Ofstëmmung net ze maachen zu dësem Projet, mä ze waarde bis nom zweete Projet.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen dann elo zum Projet de loi 5122 modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée.

De Rapporteur vun deem Projet ass den Här Hauptert. Här Hauptert, Dir hutt d'Wuert.

6. 5122 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Hauptert (CSV), rapporteur. - Här President, fir unzefänken erlaabt mer, datt ech zwee Mercien hei wëll aussprieche. E Merci u meng Kolleegen aus der Kommissioun, déi bereet waren zwee Deeg, nodeem datt de Statsrot säin Avis geholl huet, dëse Projet an der Chamber hei ze evakuéieren. Dat ass e Beweis, datt mer an der Chamber schnell reagéiere kënnen, wann et ëm wirtschaftlech Intérêt vun eiem Land geet. Dat ass mat Sécherheet och e Standuertvirdeel fir Lëtzebuerg, an ech sinn iwwerzeugt, dass de Statsminister an de Wirtschaftsminister, wa se am Ausland fir nei Betriber werben, och dat Beispill wäerten zitéieren.

En zweete Merci geet un d'Beamten aus dem Finanzministère, dem Administrateur général Gast Reinesch a sengem Matarbechter, dem Romain Heinen, fir hir hëllefreich Erklärungen zu engem wierklech komplizéierten Text.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 5122 gesäit d'Emsetze vun zwou EU-Direktiven an eis national Gesetzgebung vir.

Déi éischt Direktiv ass déi iwwert d'Facturatioun am Beräich vun der TVA an huet als Objektiv d'Moderniséierung, d'Harmonisatioun an d'Vereinfachung vun der Facturatioun.

Wat d'Modernisatioun ubelaangt, esou versicht de Projet sech der Entwécklung vun deenen neien Technologien unzepassen, andeems datt hien éischens déi elektronesch Rechnungen zouléisst, zweetens d'Transmissioun vun de Rechnungen iwwert den elektronische Wee méiglech mécht an drëtens den elektronische Stockage vun de Rechnungen an de Kontabilitéitsdokumenten erlaabt, an dat an iergendengem Land vun der Europäescher Unioun.

Weider gesäit d'Direktiv eng Harmoniséierung a sämtlechen EU-Länner vir, wat den Datum vun de Rechnungen ubelaangt an d'Angaben, déi mussen op enger Rechnung enthalte sinn. Dat sinn der am Ganzen 13.

Wat den drëtten Objectif ubelaangt, datt heescht d'Vereinfachung vun der Facturatioun am Beräich vun der TVA, esou erlaabt déi Direktiv éischens d'Autofacturatioun, datt heescht an Zukunft kann och ee Client, wann hien dat mat sengem Fournisseur ofgeschwat huet, eng Facture erstellen.

Zweetens gesäit se vir, d'Sous-traitance vun der Facturatioun, datt heescht de Fournisseur brauch seng Facturatioun net méi a sengem eegene Betrib ze maachen, mä hie ka se an en anere Betrib outsourcen.

Drëtens gesäit d'Direktiv d'Facturation périodique vir, datt heescht e Fournisseur ka sämtlech Liwwerungen, déi hie mat deemselwechte Client huet an déi an engem selwechte Mount geschitt sinn, op enger Facture zesummefaassen.

Véiertens gesäit d'Direktiv eng vereinfacht Form vun der Rechnung vir, wann de Betrag net méi wéi 100 Euro ass.

Fënneftens gesäit d'Direktiv d'Wiel vun der Sprooch an der Währung an där d'Rechnung verfaasst ass vir, fir deen, deen d'Rechnung ausstellt. Déi eenzeg Obligatioun fir Lëtzebuerg ass déi, datt d'TVA awer muss an Euroen ausgedréckt sinn.

Zum Schluss gesäit d'Direktiv och vir, dass bei engem Lot vu Rechnungen un deeselwechte Fournisseur, pardon, un deeselwechte Client déi allgemeng Angaben, déi op all Rechnung sinn, nëmmen eemol brauchen unzegl sinn.

Déi zweet Direktiv ass déi iwwert den TVA-Regime bei de Radios- an Televisiounsservicer a verschidden Dénegschtleeschungen, déi iwwert den elektronische Wee geliwwert ginn. Den Haaptobjektiv vun dëser Direktiv ass d'Konkurrenzverzerrung, déi nom heitege Regime tëschent de Fournisseuren aus den EU-Länner an deenen aus Drëttlänner besteet, aus der Welt ze schaffen.

D'TVA ass jo eng Verbrauchersteuer a misst am Prinzip och vum Ennverbraucher bezuelt ginn an deem Land zegutt kommen, wou de Konsument wunnt. Well deen awer meeschtens net der TVA ënnerläit, hält dee leschte Fournisseur d'TVA zréck an dréit se un d'Verwaltung of. Bei den elektronischen Dénegschtleeschungen ass et méi schwéier den Ennverbraucher ze lokaliséieren an doduerch waren och d'Liwwerunge vun esou Servicer vun der EU an Drëttlänner net ëmmer vun der TVA befreit. Par contre waren d'Importatiounen vun esou Servicer vun engem Drëttstat an en EU-Land net ëmmer vun der TVA erfaasst an doduerch ass déi Wettbewerbsverzerrung tëschent den EU-Lieferanten an den Drëttlännerlieferanten entstanden.

Fir deem opzehéiere gesäit d'Direktiv folgend Prinzipie vir wat d'Ortsbestëmmung vun der TVA-Besteuerung ubelaangt:

1. Bei Liwwerungen tëschent den EU-Länner an Drëttlänner geschitt d'Besteuerung am Land wou den Empfänger säi Wunnsätz huet.
2. Bei Liwwerungen tëschent zwee EU-Länner geschitt d'Besteuerung, am Fall wou den Ennverbraucher der Steuer, der TVA net ënnerworfen ass, also wou den Ennverbraucher non assujetti à la TVA ass, am Land vum Fournisseur; an am Fall wou den Empfänger en Assujetti ass, also och der TVA ënnerworfen ass, geschitt d'Besteuerung am Land vun dem Empfänger. Deen huet jo all Méiglechkeet an och besonnesch Intérêt fir d'TVA ze deklaréieren, well hie se jo duerch de Wee vun der Déductibilitéit vun der TVA en amont ka selwer ofhalen.

Dëse Prinzip huet als Konsequenz, datt bei Liwwerungen tëschent engem EU-Land an engem Drëttland d'Exporter aus den EU detaxéiert sinn an d'Importer an en EU-Land besteiert ginn an deem Land, dat se importéiert. Doduerch missten d'Fournisseuren aus den Drëttstaten sech an all EU-Land mat deem se elektronischen Dénegschtleeschungsverkéier hu fir d'TVA identifizéieren. Fir deene Fournisseuren awer hir Aufgab ze erlichtere gesäit d'Direktiv vir, datt se nëmmen an engem EU-Land sech ze identifizéieren brauchen, an datt dat Land d'TVA mat deenen anere Länner verrechent, d'TVA, déi nom Taux vun deem jeeweilegen Importland zur Rechnung gedroe gëtt.

Eng zweet Konsequenz vun deem Prinzip ass déi, datt bei Liwwerungen bannent der EU un en Ennverbraucher de Fournisseur a sengem Land d'TVA nom Taux vu sengem Land erhieft. Dat bréngt e Standuertvirdeel fir dat Land mat sech, dat deen niddregsten TVA-Saz an der EU huet. Dat ass nun eemol eist Land, wa mer vun der Spezialdispositioun fir Madeira ofgesinn.

Eng weider Konsequenz ergëtt sech aus der Emsetzung vun dëser Direktiv fir eis Betriber, déi Servicer iwwert den elektronische Wee

vermëttelen. D'Direktiv gesäit nämlech vir, datt déi Drëttlandfournisseuren, déi sech an engem EU-Land fir d'TVA identifizéieren, all dräi Méint eng Deklaratioun musse ofginn. Eise Règlement grand-ducal gesäit awer vir, datt vun engem gewësse jährechen Émsaz un eis Betriber eng monatlech Deklaratioun musse ofginn.

Dës Differenz tëscht enger monatlecher an trimestrieller Deklaratioun hätt en Trésoriersvirdeel fir déi Drëttlandlieferante mat sech bruecht, wat erëm zu enger Wettbewerbsverzerrung gefouert hätt. Dofir huet d'Regierung och de Règlement grand-ducal esou ëmgeännert, datt déi zu Lëtzebuerg etabléiert Betriber, déi Servicer iwwert den elektronnesche Wee vermëttelen, nëmmen eng trimestriell Deklaratioun brauchen ofzeginn, och wa se e gewëssene Seuil vun Émsaz iwwerschreiden.

Wat d'Ortsbestëmmung fir d'Besteuerung vun de Radios- an Televisiounsservicer ubelaangt, esou ass d'Kommissioun vu Bréissel der Meenung, datt den Uert wou déi Servicer wierklech gebraucht an exploitéiert ginn, dee beschte wier fir d'Besteuerung virzehuelen. Esou gouf déi Bestëmmung och an de Projet iwwerhol.

Eng lescht Bestëmmung vun der Direktiv 2002/38/CE ass déi vun der obligatorescher Akzeptatioun vun der Verwaltung vun den elektronneschen TVA-Deklaratiounen. Hei geet eise Projet méi wäit wéi d'Direktiv, andeems se d'Transmissioun vun der Deklaratioun an och vun Dokumenter an Informatiounen, déi tëscht der Verwaltung an dem Contribuable zirkuléieren, iwwert den elektronnesche Wee erlaabt. Dat ass ee wichtege Schrëtt an d'Richtung vun eLëtzebuerg, an d'Chamberskommissioun kann deenen anere Verwaltungen, déi deiselwech Dokumenter vun eise Betriber verlaangen, nëmmen un d'Häerz leeën sech och an déi Richtung ze équipéieren, fir datt eis Betriber och mat hinnen iwwert den elektronnesche Wee kënnen kommuniquéieren, wat eng wesentlech Vereinfachung vun der administrativer Aarbecht vun eise Betriber géng mat sech bréngen.

D'Chambre des Métiers, d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an d'Chambre de Travail hunn e favorablen Avis zu deemem Projet ofginn. Och dem Statsrot säin Avis ass favorabel wat de Fong vum Projet ubelaangt. Wat d'Form betrëfft, schléit de Statsrot e puer textlech Ännerunge vir, mat deenen d'Chamberskommissioun och averstanen ass. Dofir proposéiert d'Kommissioun der Chamber dese Projet esou ze stëmmen wéi en hei virläit.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Hâr Rapporteur. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Hâr Clement. Hâr Clement, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Lucien Clement (CSV). - Hâr President, Dir Dammen an Dir Hâren, mä Merci géllt fir d'éischt dem Rapporteur, dem Norbert Hauptert fir säin exemplaresche schrëftleche wéi och mëndleche Rapport, déi allebéid, géif ech soen, séier, prezis an ausféierlech op déi wichtegst Dispositiounen aus deemem Gesetz higewisen hunn. De Rapporteur ass wéi schonns erwähnt op eng ausféierlech Aart a Weis op déi eenzel Dispositiounen aus dem Gesetz agaangen. Ech, fir mäin Deel, wëll vu menger Riedezäit profitéieren an op déi Punkte vum Gesetz agoen, déi fir de Mëttelstand eng tragend Roll spillen an doriwwer eraus e wichtege Schrëtt a Richtung Verwierklechung vun der Strategie eLëtzebuerg duerstellen.

Hâr President, dat virleidend Gesetz transposéiert, wéi de Rapporteur et schonns gesot huet, zwou Direktive vun der europäescher Kommissioun an eis national Législatioun. Et ass dat zum engen d'Direktiv 2001/115 iwwert d'Facturatioun vun der TVA an zum aneren d'Direktiv 2002/38 iwwert den Taxatiounsregime vun de Radios-, Diffusions- an Televisiounsdéngschtleeschungen, esou wéi iwwert verschidden aner Déngschtleeschungen, déi iwwert den elektronnesche Wee geliewert kënnen ginn, wéi zum Beispill d'Fourniture vu Logicielen oder d'Maintenance vu Programmer.

D'Transpositiounen vun diesen zwou Direktiven droen ouni Zweifel vum Ausbau vum elektronneschen Handel an eisem Land bäi. Dat ass iwwerengs och d'Meenung vun der Chambre des Métiers, déi ënner anere an hirem Avis zu deemem Gesetzestext Folgendes festhält: «...les législations s'appliquant aux entreprises en général, et celles ayant trait à la fiscalité en particulier, devront à l'avenir davantage tenir compte des progrès réalisés au niveau des technologies d'information et de communication. Cette prise en compte pourra le cas échéant déboucher sur une réduction des charges administratives à supporter par les entreprises.»

D'Direktiv 2001/115 iwwert d'Facturatioun huet als iewesch Zilsetzung d'Veinfachung, d'Moderniséierung an d'Harmoniséierung vun de Konditiounen fir d'Facturatioun vun der TVA, bei gläichzäiteger Bäibehaltung vun all de Kontrollméiglechkeeten duerch d'Verwaltung selwer. Mat der fréizäiteger Ëmsetzung vun dieser Direktiv wëllt d'Regierung op en neit Zeeche setzen, fir eiser Économie dee Kader zur Verfügung ze stellen, deenen deenen neien technologeschen Entwécklungen a grouss Linnen och Rechnung dréit.

D'Haaptännerunge vum Gesetz vum 12. Februar vun 1979, déi sech aus der Transpositioun vun der Direktiv 2001/115 erginn, betreffen an der Haaptsaach den Artikel 61, wou d'Aféierung vun der Autofacturation vun der Sous-traitance vun de Facturatiounsoperationen esou wéi den Etablissement vun de periodesche Facturë festgehale gëtt. Am Artikel 62 gi wesentlech Modifikatiounen wat d'Form vun de Facturen ugeet festgehale, an do ganz besonnesch d'Mentiounen, déi op de Facturë musse stoen. Zu gudder Lescht betrëfft den Artikel 69 de Stockage électronique vun de Kontabilitéitsbicher an och vun de Facturen.

Wat d'Dispositiounen iwwert d'Autofacturation iwwert d'Sous-traitance vun de Facturatiounsoperationen esou wéi d'Facture périodique ubelaangen, esou si verschidde Punkten hei ervirzehiewen. Bis elo war et ëmmer esou gewiescht, datt de Steierpflichtige selwer verpflichtet ass eng Facture ënnert deene bekannte Konditiounen bei der Verwaltung ofzeginn. Mat deemem Gesetz gëtt et elo méiglech, datt de Steierpflichtigen sech nëmme vergewëssert, datt eng Facture ofgi gëtt, dës lescht kann awer och a sengem Numm et pour son propre compte duerch de Client selwer oder duerch eng drëtt Persoun etabléiert ginn.

Dat heescht also, datt d'Facturatioun duerch Sous-traitance vun elo u mat deemem Gesetz och méiglech gëtt. De Gesetzestext seet allerdings wéineg iwwert déi genau Modalitéit vun der Sous-traitance aus, ausser datt de Steierpflichtigen, wéi schonns gesot, sécherstelle muss, datt och eng Facture ausgestallt ginn ass, an dat no den Dispositiounen aus dem Gesetz iwwert d'TVA. D'Modalitéit musse selbsterständlech ënnert de Concernéierten och ofgestëmmt ginn.

Wat elo d'Facturatioun duerch de Client ubelaangt, esou gesäit de Projet vir, datt se muss ofgeséichert sinn duerch e prélablen Accord tëschent dem Assujetti an dem

Client selwer. D'Modalitéiten an d'Konditiounen vun der Facturatioun musse hei am Viraus ofgestëmmt sinn. All Facture muss doriwwer eraus enger Akzeptatiounsprozedur duerch de Steierpflichtigen ënnerzu ginn, egal ob dat eng Livraisoun vu Gidder oder vun Déngschtleeschungen ass. Dës Akzeptatioun ass och elo a Form vun elektronnescher Ënnerschrëft awer méiglech.

Wat d'Facturation périodique betrëfft, esou erlaabt de Projet d'Erstelle vu periodesche Facturatiounen amplaz vu separate Facturatiounen no all Liwwerung. Dat ass awer nëmme méiglech fir déi Liwwerungen, déi sech innerhalb vun engem an deemselwechte Mount vollzéien.

Eng aner wichteg Innovatioun, déi sech aus deemem Projet ergëtt, ass d'Méiglechkeet fir d'Facturatiounen iwwert den elektronnesche Wee kënnen ze verschécken, à condition datt den Accord vum Destinataire hei och virläit. Des Weidere muss awer hei den authentesch Charakter an d'Origine selbsterständlech garantéiert bleiwen. Fir esou eng Modalitéit hierzestellen kënnen zwou Prozeduren am Prinzip an d'A gefaasst ginn:

- zum engen duerch eng Signature électronique avancée am Sënn vun der Direktiv 1999/93 iwwert de communautairé Kader fir d'Signatures électroniques;

- zum aneren duerch en informatiséierten Informatiounsaustausch, wéi beschriwwen an der Recommendation 1994/820 vun der europäescher Kommissioun iwwert déi juristesche Aspekter vum informatiséierten Informatiounsaustausch, à condition datt den Accord iwwert diesen Informatiounsaustausch gläichzäiteg d'Prozedure virgesäit, déi wéi schonns virdrun erwähnt den authentesch Charakter an d'Integritéit vun den Donnéeën och garantéieren.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Wat den Datum an d'Form elo vun de Facturatiounen ubelaangt, esou gesäit deen neien Text vir, datt d'Facturë spéitstens de 15. vun deem Mount, no dem Datum vun der Liwwerung vun de Gidder, respektiv vun der Prestatioun vun den Déngschtleeschungen erstallt musse ginn. D'Mentiounen, déi op de Facturë musse sinn, sinn déi, déi och an der Direktiv enthalte sinn. Et sinn der 13 un der Zuel.

Eng Facture awer, wou de globale Montant taxe comprise net iwwer 100 Euro erausgeet, muss net all Obligatiounen erfëllen. Hei limitéieren d'Mentiounen sech op den Datum vun der Emissioun vun der Rechnung, den Numm an d'Adress vum Fournisseur, d'Quantitéit an d'Natur vun de Gidder oder vun den Déngschtleeschungen, de Montant taxe comprise esou wéi den Taux vun der Taxe, deen appliquéiert gouf. D'Ënnerschrëft vun der Facturatioun ass an deemem Fall och net obligatoresch.

Wat déi normal Facturen elo betrëfft, esou kann den Auteur vun der Facturatioun d'Währung an d'Sprooch selwer wälen. De Montant vun der Taxe selwer muss awer allerdéngs an Euro libelléiert sinn. D'Steierverwaltung huet awer d'Recht fir ze froen, datt d'Facturatioun - dat kënnst zwar wahrscheinlech nëmmen dann, wann d'Facturatioun aus Drëttlänner kënnst - op franséisch oder däitsch iwwersat muss ginn.

Duerch dat neit Gesetz ass elo séchergestallt, datt d'Facture électronique en matière de TVA elo mat der Facture op traditionellem Pabeier coexistéiert an och gläichgestallt ass, à condition datt sech d'Iwwermëttlung vun den Donnéeën op eng fiable Manéier och an deemem Fall vollzéit.

De Gesetzestext vereinfacht virun allem den administrativen Opwand fir déi kleng a mëttelstänneg Entrepreneuren. Wat d'Mentiounen op de Facturen ubelaangt, esou sinn dës harmoniséiert ginn. De Projet gesäit des Weidere als Vereinfachung vir, datt déi Facturatiounen, déi iwwert den elektronnesche Wee an engem Lot un een an deemselwechten Destinataire geschéckt ginn, datt hei déi gemeinsam Mentiounen nëmmen eng Kéier musse enthalte sinn.

(Coups de cloche de la Présidence et interruptions)

Also, Hâr Rippinger, ech wëll lech soen, dat wat ech elo hei soen, ouni datt Der nogelauschtert hutt, do hutt Dir nach kee Wuert dovunner erkläert kritt.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Dat ass ganz richtig.

M. Jean-Paul Rippinger (DP). - Ganz gutt geschwat, Hâr Clement.

Dir hutt fir de Mëttelstand geschwat, ech hunn dat do ënnen nogelauschtert. An ech approuvéieren dat wat Der gesot hutt.

(Brouhaha général)

Loosst lech net stéieren!

M. Lucien Clement (CSV). - Neen, neen.

Als leschte wichtege Punkt vum virleiede Gesetzestext bleift ervirzehiewen, datt den Text, wat d'Transmissioun vu verschiddenen Deklaratiounen iwwert den elektronnesche Wee ubelaangt, u sech méi wäit geet wéi d'Direktiv dat virgëtt. De Procédure vun dieser Dateniwwermëttlung gëtt vun där zoustänneger Verwaltung accordéiert, sous condition datt d'Origine vun den Dokumenter, esou wéi d'Integritéit, d'Confidentialité, esou wéi och d'Korrektheet vum Inhalt vun der Deklaratioun och weiderhi séchergestallt sinn.

D'Chambre des Métiers huet an hirem Avis vum 4. Juni 2003 dës Moosnamen ausdrécklech ervirgehewen. Si begrëisst virun allem, datt sech d'Optioun och op d'Demande d'autorisation fir den Taux super-réduit fir d'Créatiounsa Renovatiounsaarbechten erstreckt. Grad dat wäert den administrativen Opwand vun den Entrepreneuren justement am Bausecteur zolidd reduzéieren. Demandé fir den Taux super-réduit accordéiert ze kréie gehéiere mëttlerweil - kann ee roueg soen - zu den alldesglechen administrativen Aufgaben oder Aarbechte vun engem Betriber.

Et bleift awer elo festzehalen, datt eng ganz Partie vu Verwaltungen nach net op dës Ännerungen um technesche Plang virbereet sinn. Och wann d'Enregistremensverwaltung beispillsweis zesumme mam Centre Informatique de l'Etat a mat verschidde Fiduciairen amgaangen ass den entspreche Programme auszeschaffen, esou musse awer nach eng ganz Rei vun aneren Administratiounen do nozéien.

Déiselwech Remarque, Hâr President, wëll ech och am Kontext vun der Signature électronique uniforme maachen. Och hei muss ganz schnell eng Regelung op europäeschem Niveau kommen. An der Praxis ginn d'Leit net méi ganz gutt eens domat, wann eng Bank oder eng Verwaltung hir hauseege Virstellungen iwwer esou eng Regelung huet, wéi esou eng Signature électronique soll ausgesinn. Ech mengen et wär wichteg wa mer do eng europäesch Regelung hätten, déi do géif festleeën, wéi dat ze geschéien huet.

Ofschléissend bleift awer nach festzehalen, datt déi am Projet enthalte Moosnamen e wichtege an e richtige Schrëtt sinn a Richtung eLëtzebuerg, a selbsterständlech och e Schrëtt sinn a Richtung Ofbau vun den administrativen Chargen. Ech brénge meng Hoffnung zum Ausdruck, datt sech den Elan

an de Succès vun dese Moosnamen och op aner Verwaltungen, déi e groussen administrativen Opwand bedreiwen, iwwerdroen.

Mam Accord vu menger Fraktioun wäert ech da schléissen an ech soen lech merci, fir déi, déi nogelauschtert hunn.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Hâr Jeannot Krecké agedroen. Den Hâr Krecké huet d'Wuert.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Hâr President, Dir Dammen an Dir Hâren, fir mengem Virriedner ze weisen, datt ech nogelauschtert hunn, muss ech him soen, dass säi Luef, deen hien ausschwätzt, dass elo eng Verwaltung sech endlech e bëssen elektronnesch erneiert huet, fir mech nach net en Zeechen ass. Dee Schrëtt, dee mer elo gemaach hunn, deen ass wuel no vir - et géif och nach feele mir géifen en no hanne maachen -, mä dat ass wierklech nëmmen en Trëppelschrëtt a mir misste scho ganz grouss Schrëtt ënnerhuele fir iwwerhaupt emol kënnen Schrëtt ze hale mat deenen anere Verwaltungen, guer net ze schwätze mat dem wat sech gedoen huet am Privatsecteur.

Dofir géing ech den Hâr Clement just wëllen drun erënneren, d'Resultater, déi viru kuerzem elo erauskomm sinn, PISA II, déi si vläicht encourageant, et kann ee soe wa virdrun en Zentimeter an der Fläsch war, elo sinn der dräi dran, dann ass dat e Riseschrëtt fir hien, mä fir mech heescht et, dass de Gros vun der Fläsch nach ëmmer eidel ass, an de Gros, Hâr Clement, vun eisen Administratiounen hänkt nach ëmmer hoffnungslos hannendran.

Ech sinn effektiv frou mat lech feststellen, dass zumindest elo emol op engem Punkt, an deem vun der TVA, den Enregistrement vläicht e bësse Schrëtt hält mat der Evolution, déi längst an deenen anere Länner, déi wesentlech manner finanziell Méiglechkeeten hate wéi mir der an deene leschte Joren hatten, fäerdeg bruecht ginn ass. Et bleift awer och, dass fir de Particulier nach wie vor dat net méiglech ass, mä et ass mer gesot ginn, dass dat an nächster Zäit kënnst. De Particulier, deen och kann Assujetti sinn, kann nach net ënnert där doter Form dorunner bedeelegt ginn.

Et bleift awer, dass déi aner grouss Administratioun, nämlech déi direkt Steieren, nach ëmmer meilewäit ewech sinn an dat ass bedenklech, einfach well de politesche Wëllen op der Säit vun der Regierung manifestement net do ass. Dat do dauert elo scho säit Joren, dass déi Administratioun eleng gelooss gëtt. Ech weess net wie Schold un där doter Saach ass. Ob de Wëllen op politescher Säit ass? Oder ob de Wëllen an der Administratioun ass? Mä mir stelle fest, dass déi wichtegst Administratioun, déi mer wahrscheinlech am Moment nach ëmmer hunn, nämlech déi vun den direkte Steieren, nach kee Schrëtt an déi do Richtung gemaach huet an och nach muer soubal net wäert fäerdeg sinn.

Dat fir ze soen, dass ech awer mengen, dass d'Explikatiounen, déi vum Rapporteur hei komm sinn, vum Hâr Hauptert, absolut kloer - ech muss wierklech soen, dass hien dat op eng ganz propper an anstänneg Aart a Weis hei gemaach huet -, d'Nécessitéit gewisen huet fir d'TVA-Behandlung ze adaptéieren u Geschäftspraktiken, u Secteuren, déi vläicht trotzdem nach fir eist Land am Moment e bëssen nei sinn. Net nëmme fir eist Land, mä och op europäeschem Plang.

Dofir ass et normal, dass mer an där Démarche, déi iwwert déi Direktiv komm ass, matgemaach hunn. Hien huet ënnerstrach, dass d'Oppositioun och hei gewisen huet, dass se responsabel ka sinn, well mir hunn hei all Prozeduren,

déi d'Chamber normalerweis kennt, op d'Kopp gepucht a mir hu gewisen, dass mer der Regierung an där doter Saach wëllen de Réck stäipen, well se jo onbedéngt dat do esou schnell wéi méiglech wollt émsetze fir gegebenfalls deen een oder anere Betrib, dee sech ugemellt huet, hei net ze vergraulen. A fir ze weisen, dass mer voll hannert där Saach stinn, hu mer och déi Prozedur hei op d'Kopp gestallt a mir ware bereet, wat jo ganz, ganz seelen de Fall ass, eppes wat gëschter eréischt als Rapport an der Kommissioun war, haut schonn op den Ordre du jour ze huelen.

Den Här Hauptert huet dat unerkannt, ech wollt dat nach eng Kéier ënnersträichen, fir dass et och kloer ass, Här Rippinger, dat wat ech scho beim Etat de la nation gesot hunn, dass mer hannert där Saach stinn. Et bleiwen trotzdeem déi Bedenken, déi ech och gëschter geäussert hunn an der Finanzkommissioun. Wann een esou wëllt sinn et net Bedenken, mä einfach Virsicht ass gebueden, an zwar muss ee wëssen, dass dee groussen Atout, firwat dass déi eng oder déi aner Entreprise elo bei eis kéint opgrond vun eiser neier Regelung, awer trotzdeem deen nidrege Taux vun der TVA ass.

Ech si mer bewosst, dass dat net den eenzegen Atout wahrscheinlech ass, mä et ass awer ënnert den Atouté wahrscheinlech dee wichtigsten, mä mir wëssen, dass et muer awer ëmmer nach zu enger Ugläichung ka kommen. Et goufe jo scho Bestriewungen, déi mer 1992 ofgewisen hunn, fir vill méi en harmoniséierten Taux ze hu wéi mer en elo hunn. Déi Palette, dee Spread, dee mer hunn tëschent deenen eenzelne Länner, deen ass nach risegrouss. Deen ass 1992 probéiert ginn auszegläichen, deen hu mer deemools mat vill Méi probéiert ofzewenden. Mir hunn eng ganz Rei Regelungen deemools geholl, déi jo och e reduzierten Taux beinhalten, mä d'Gefor ass nach ëmmer ginn, dass muer dat eng Kéier ännert, wat ech fir eist Land net wäert hoffen.

Et ass och net ze verkennen, dass jo eng gewësse Gefor dra läit, well d'Kommissioun jo och gesot huet si wéilt e Bericht no dräi Joer iwwert d'praktesch Émleung vun där Direktiv hei maachen, an et brauch een net ganz schlau ze si fir ze wëssen, dass d'Kommissioun sech natierlech Gedanke mécht, dass déi eng oder déi aner Distorsioun vläicht kéint optauchen, an dass, wa se esou schnell scho wëllt ee Bericht iwwert eppes maachen, se eben Zweifel huet ob d'Émsetzung vläicht esou vollzu gëtt, wéi si sech et vläicht virstellt a wéi enzel Länner, déi haut zähneknirschend dat do geschléckt hunn, sech virstelle wéi dat an Zukunft geet.

Dofir hoffe mer, a mir sollen net ze vill dovunner schwätzen, mengen ech, dass mer deen een oder anere Betrib doduerch heihinner gelackelt kréien. Mir sollen net de Feeler maachen, deen dee Moment d'Banke gemaach haten, déi den Avantage, deen evident war op eiser Bankeplaz, och nach a groussen Annoncen an den Zeitungen, och an auslänneschen Zeitungen gewisen hunn. Ech mengen dat wär net gutt an dat kéint héchstens d'Leit opmierksam maachen op Evolutiounen, déi eisem Land gënschteg sinn an déi awer anerer kënnte jalous maachen, esou wéi mer dat scho kann hunn.

Doriwwer eraus, mengen ech, beinhaltet dat hei jo och an der Praxis eng Vereinfachung effektiv doduerch, dass elo och sämtlech Betriber, och déi, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, op en anere Modus vun der Deklaratioun kënnen iwwergoen. Ech wëll an Erënnung ruffen, dass mer esouwäit ech weess nach ëmmer och an der Taxe d'abonnement déi Praxis hunn, dass do trimestriell ofgerechent gëtt an heiansdo dérisoire Chifferen do erauskommen, dat heescht do gëtt eng Saisie ge-

maach vun engem klengen Chiffer, deen do e Betrib ze deklarieren huet, an dat gëtt da 4-mol am Joer gemaach, anstatt dass dat eemol am Joer gemaach gëtt. Dat ware sengerzäits, wéi ech mech op alle Fall nach kann drun erënneren, ongeféier 1.200 Frang pro Trimester. Do stellt sech wierklech d'Fro: Firwat gëtt dat net eng Kéier am Joer gemaach?

Ech verstinn dat bei groussen Chifferen, bei groussen Montanté vun der Taxe d'abonnement. Dass déi Chifferen deemools net adaptéiert gi sinn, hunn ech net normal fonnt. Ob dat haut de Fall ass, entzitt sech menger Kenntnis, mä de Minister weess garantéiert vu wat ech schwätzen a wäert mer jo och dorop eng Äntwert ginn.

Ech wollt awer nach op ee Problem opmierksam maachen. Dat ass dee vun de Retardé bei der TVA. Mir hunn hei ze di mat engem Secteur, deen, dat muss een zumindest wëssen, ganz volatil ass, dat heescht wa muer Leit mengen, dass den Avantage concurrentiel, deen eist Land ka bidden, net méi ginn ass, dass een hei relativ schnell d'Diere kann zoumaachen a goen. Hei brauch een net ganz Betribsproduktlinien ofzebauen. Hei hëlt ee seng Computeren ënnert den Aarm an et geet een. Dat heescht, dass et Betriber sinn, déi muer relativ schnell kënnen, aus Gott weess wellechen Iwwerleeungen, hei zoumaachen, an dass, wa mer där Betriber elo ulackelen, där doter Natur, ech einfach fannen, dass mer zu enger anerer Praxis müssen iwwergoen, wat de Paiement vun der TVA ubelaangt.

Ech ginn net midd dat ze ënnersträichen, dass ech et net normal fannen, dass ech keng Strof kréien, wann ech higinn, wann ech meng Deklaratioun eraginn, a meng TVA net bezuelen. Dann ass net direkt hannendrun eng Strof. Mir alleguerten heibannen, d'Bierger alleguerten, déi Avancé muss bezuelen op hiren direkte Steieren, wëssen, dass wa se den 10. Juni net bezuelen, dann ass dat nach net schlëmm. Wa se awer den 2. Juli, an dat ass geschwënn, eréischt bezuelen, hu se Zënsen, an ech fannen dat net méi wéi normal.

(Interruption)

Jo, dat ass nach eng aner Saach. Ech kommen dorop. Leet Äre Kapp a Rou. Dir kennt jo meng Leier.

Ech fannen dat eng richteg Praxis, dat bréngt eis alleguerten dozou, wa mer eng Kéier d'Saach verpasst hunn oder den Trick probéiert hu méi spéit ze bezuelen, dann hu mer Zënsen a mir kréie se net ewechgeholl.

Ech fannen et net normal, dass ech eng Strof kréien als Betrib, wann ech meng TVA-Deklaratioun net eraschécken, mä wann ech d'Deklaratioun eraschécken an ech bezuelen net, dann ass alles an der Rei. Dat fannen ech net normal. Dat dauert heiansdo Joren. An déi Retarden, déi am Moment ugewuess sinn op 40 Milliarden aler Lëtzebuerg Frangen, fannen ech net normal, an där Saach kucke mer no, ouni dass mer eng Reform virhuelen.

Mir stëmmen hei ee Projet nom anere wat d'TVA ubelaangt, ouni iergendeppes an där Praxis do ze änneren, obscho mer säit '97 wëssen, zu wat dass dat do féiert. An d'Administratioun kann eis esou vill erzielen an der Finanzkommissioun wéi se wëllt, déi Retarden, déi mer hu si mëttlerweil inakzeptabel ginn. Egal wat se erzielen iwwert déi Suen, déi och nach par ailleurs d'Betriber zrëckze kréien hunn.

Well och dat, dat si jo net ëmmer déiselwecht Betriber, déi ze bezuelen hunn, déi och Suen zrëckze kréien hunn. An do ass et ganz richtig wat hei elo gesot ginn ass, et ass nach wie vor net normal, dass d'Zënsen no uewe ginn, wann Dir oder mir net bezuelen, also dass wa mer eppes zegutt hunn, an engem raisonnablen Zäitraum, wou d'Administratioun sécherlech

hir Zäit krut fir kënnen ze remboursieren, dass do net och Zënsen drop sinn.

Ech bleiwen dobäi, dat ass eppes wat fir mech inakzeptabel ass. Dat ass scho säit laangem bekannt an et ass ëmmer gesot ginn do wärend administrativ Barrière fir dat do ze maachen. Eppes wat déi klengste Bank mat dräi Leit ka fäerdeg bréngen, bréngt mir scheinbar net fäerdeg. Dat ass a bleift fir mech e Problem, besonnesch wéi gesot wa mer vu Betriber schwätzen, déi elo vun der Aart a Weis wéi se virginn, vun der Aart a Weis wéi se hiren Invest tätegen, garantéiert net schrecklech usässeg hei zu Lëtzebuerg sinn a relativ schnell och hir Diere muer kënnen zoumaachen a goen. Mir riskieren héchstens, dass do eng ganz Rei Retarden, déi sech dann accumulieren bei esou Betriber, wa mer esou virugi wéi mer et bis elo gemaach hunn, einfach fort sinn. Déi récupéiere mer ni. Aner Leit, déi hei wunne bleiwen, wëssen, dass se bis op de leschte Centime awer da muss bezuelen.

Ech fannen dat einfach net normal, quite dass et net direkt eppes mat den eigentlechen Ausféierung vum Här Hauptert ze dinn huet. Mä ech muss dat ëmmer erëm lass ginn, well ech fannen, dass et net an der Rei ass an net richtig ass.

Fir de Rescht muss ech der Regierung soen, dass mer selbstverständlech eisen Appui ginn, net nëmmen iwwert de Fong, mä och iwwert d'Form hu mer gesot, dass mer d'accord wieren dat esou schnell wéi méiglech émsetzen an, Här President, domadder bréngen ech den offiziellen Accord vu menger Fraktioun.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Gusty Graas agedroen. Den Här Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP). - Här Krecké, ass dat Ären?

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Jo, dat ass mäin. Ech gesinn zwar och kloer ouni Brëll.

M. Gusty Graas (DP). - Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass jo eng Tatsaach, dass mer an enger Gesellschaft liewen, wou déi modern Kommunikationsmëttel jo ëmmer méi u Bedeitung gewannen. Besonnesch an deem leschte Jorzéngt huet sech jo eng rasant Entwécklung vollzunn. Virun e puer Joer huet een nach gemengt de Fax zum Beispill wier dat modernst Instrument fir eppes schrëftlech weiderzeginn an haut huet natierlech den Internet eis voll am Grëff. Op där anerer Säit d'äerf een awer net vergiessen, dass e Rapport schonn am Joer 1996 vun der OECD u sech d'Diskussioun iwwert de Commerce électronique ugekuerbelt hat an haut nëmme siwe Joer méi spéit kënne mer feststellen, dass den elektronnesche Commerce jiddefalls an eiser Gesellschaft ëmmer méi wichtig gëtt.

Vill Déngschtleeschunge gi jo elo schonn iwwert dee Wee ofgewéckelt. Sief dat zum Beispill d'Beereitstellung vu Websäiten oder den Onlinezouggrëff op PCen. De Commerce électronique zwëschent den Entrepris selwer mécht haut ronn dräi Véirel vum gesamten elektronneschen Déngschtleeschungsbeitrag aus. Dovu kënnen natierlech haaptsächlech d'PMEE profitieren, well virun allem d'Produktivitéit u sech erhéicht gëtt, well d'Zouliwwerungskäschte wéi eben och d'Produktionsdauer reduzéiert kënne ginn.

Dësen technesche Fortschritt huet natierlech och seng Incidence op dat ekonomesch Émfeld, a wie jiddefalls wëllt mat der Economie Schrëtt halen, dee muss ouni Zwei-

fel hei vill Efforte maachen, well e soss awer riskéiert op déi zweet Plaz ofzerutschen. Dofir ass et och wichtig, dass de Législateur gläichzäiteg eben och d'Émfeld upasst, an ech mengen dat mannst wat een awer ka soen ass, dass des politesch Majoritéit permanent versicht der Economie dat beschtméiglechste legislativt Émfeld ze schaffen.

Ech wëll och an deem Kontext hei kuerz aus dem Avis vun der Chambre des Métiers zitieren, déi dat u sech gutt op de Punkt bruecht huet. Si huet geschriwwen: «...les législations s'appliquant aux entreprises en général, et celles ayant trait à la fiscalité en particulier, devront à l'avenir davantage tenir compte des progrès réalisés au niveau des technologies d'information et de communication.»

Énnert deem Gesichtspunkt muss een also och dat Gesetz kucken, wat mer haut hei stëmmen, wat natierlech vun enger ganz grousser Komplexitéit ass, mä wat trotzdeem eng grouss Wichtigkeet awer och huet. Dat gesäit ee jo awer och wann een déi enzel Avisé vun deene verschiddene Beruffschamberen duerchliest, dass se ëmmerhin ëmmer erëm drop hiweisen, dass et sech hei wéi gesot em e ganz important Gesetz handelt.

D'Aféierung vun der elektronnescher Facture ass natierlech en Novum a wat et och erëm erlaabt de Betriber Zäit an och gegebenfalls Geld ze spueren. Et ass dat ouni Zweifel eng wichteg nei Etapp, déi vläicht net iwwerall direkt op grouss Begeescherung trëfft. Et d'äerf een ni vergiessen, dass et nach ëmmer awer Leit an eiser Gesellschaft ginn, déi vläicht éischer Tendenz hu méi op dat Traditionellt zrëckze gräifen. Mä ech sinn awer iwwerzeegt, dass dat hei sech awer lues a lues och wäert an deenen nächste Joren duerchsetzen.

Dann de Stockage vun den elektronnesche Facturé mat den Annexen, dee ka jo an Zukunft u sech oder muss um Niveau vun all Land an der Eurpäescher Unioun jo och geschéien. Dat bréngt dann awer och mat sech, dass gegebenfalls auslännesch Verwaltunge kënnen an eist Land komme fir Kontrollen ze maachen. Dat ass jo awer och de Beweis, dass Europa ëmmer méi zesummewiisst, an dass Europa u sech ëmmer méi e Ganzt gëtt.

Wa mer elo vun Transmissiounen vu Facturen iwwert den elektronnesche Wee schwätzen, da kënnt een natierlech och net derlaanscht fir nach e Wuert iwwert d'Signature électronique ze verlieren. Si spillt jo virun allem eng wesentlech Roll an deene kommerzielle Verträge, déi jo iwwer Internet zum Beispill gemaach ginn. Mam Gesetz 4641 vum 14. August 2000 hate mer jo hei de legislative Kader fir d'Signature électronique geschafent. Ech wëll och nach eng Kéier drun erënneren, dass entre-temps jo och en Interesseverband geschafent ginn ass, de LuxTrust, wat et wéi gesot och erlaabt, dass d'öffentlech Hand an de Privatsecteur méi zesummen hei an deem Domän schaffen.

Da schaaft dat Gesetz hei awer och eng Rei Inégalitëten aus der Welt, wat eben d'Application vun der TVA ubelaangt, wat u sech mat sech bréngt, dass d'Compétitivitéit vun de Betriber insgesamt an der Eurpäescher Unioun jo verbessert gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat elo d'Aféierung vun dem Régime spécial ubelaangt, esou wëll ech awer hei drun erënneren un déi Remarken, déi d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics gemaach huet. Ech meng mir sollen déi awer trotzdeem eescht huelen. Si wise jo awer drop hin, dass gegebenfalls kann elo eng nei Well vun Immatriculationen op Lëtzebuerg zoukommen, wat dann als Konsequenz hätt, dass natierlech um Niveau vun der betreffender Verwal-

tung misst zousätzlech Personal oder en zousätzlechen Equipement zur Verfügung gestallt ginn, esou dass ee wéi gesot déi Entwécklung awer muss de près suivieren.

Da wëll ech awer virun allem nach op en interessante Volet vun deem Gesetz hiweisen. Dat ass natierlech déi elektronnesch Deklaratioun. Et ass gutt, dass vun der Transposition vun deenen zwou EU-Direktive profitéiert gëtt fir ebe wéi gesot och elo de Lëtzebuerg Betriber et ze erlaben hir Deklaratioun iwwert den elektronnesche Wee eranzeginn.

Et ass och ze begrëissen, dass den Enregistrement an de Centre Informatique de l'Etat elo dat méiglech gemaach hunn. Och wann hei vu mengem Virriedner et nach ëmmer duergestallt ginn ass wéi wann um Niveau vun der Verwierklechung vum Konzept eGovernment näischt géing geschéien, esou ass dat hei awer e wichtige Schrëtt, deen een awer net soll ignorieren an deen dozou bäidréit zumindest de Betriber et awer ze erméigleche méi schnell a méi direkt kënnen esou Aarbechten ze erleedegen an, wéi gesot, Roum ass jo och net an engem Dag gebaut ginn, wéi se jo ëmmer esou schéi soen. Et kann ee jiddefalls dat hei nëmme beluewendend ervirsträichen.

Sécher, ech deelen och déi Meinung, déi hei vun eenzelne Leit schön ënnerstrach ginn ass, dass soll versicht ginn, dass och aner Verwaltungen zousätzlech Efforte solle maachen, fir dat ebe gewëssen administrativ Aarbechte kënnen an Zukunft verstärkt iwwert den elektronnesche Wee ofgewéckelt ginn.

D'Demokratesch Partei begréisst jiddefalls dëst Gesetz, well et jo awer eng Rei vun Avantageen och fir eist Land matbréngt. Besonnesch wann ee bedenkt wann Operatiounen mat Net-Assujettis gemaach ginn, well mir jo awer hei zu Lëtzebuerg ee vun deene klengsten TVA-Sätz an der Eurpäescher Unioun hunn. Ech wëll just drun erënneren, dass eis Noperen d'Belsch op 21% sinn an d'Finnen op 23%. Da läit et also op der Hand, dass jo awer gewësse Betriber sech natierlech vum Standuert Lëtzebuerg ugezu fillen.

Ofschléissend wëll ech awer och nach dem Kolleg Norbert Hauptert merci soen, deen an där ganz kuerzer Zäitspann et awer fäerdeg bruecht huet dee komplexe Sujet hei flott a gutt ze erklären an deen och en interessante Rapport gemaach huet. An deem Sënn bréngen ech selbstverständlech och d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen agedroen. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Merci, Här President. Ech wëll am Numm vun eiser Fraktioun dem Kolleg Norbert Hauptert merci soen. Hien hat eis dëse Projet jo gëschter an der Kommissioun ganz explizit erkläert an hien huet dat haut de Mëtten nach méi am Detail gemaach. Nodeem wat all d'Noriedner hei gesot hunn, muss ech lech soen, fällt et mer schwéier eppes Neies zu deemem Projet nach ze soen. E Projet, dee mer sécherlech muss stëmmen, deen am Intéret vun eiser Economie ass, deen och bewisen huet, dass d'Lëtzebuerg Parlament queesch duerch d'Fraktiounen bereet ass séier ze agieren, wann et noutwendeg ass an ech mengen deen hei ass wierklech am Schnellverfahren duerchgaangen. Et ass och gutt an et ass wichtig, dass mer dat maachen, an ech géif och dofir vun eiser Säit aus d'Zoustëmmung bréngen.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Den nächste Riedner ass den Här François Bausch.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Jo, Här President, ech kann et och kuerz maachen, well den Här Hauptert huet ausgiebig hei d'Technicitéit vum Projet erkläert. Ech wëll vläicht just awer soen, datt et net richtig ass, gëschter an der Kommissioun ass vun engem Vertrieber d'Impressioun opkomme gelooss ginn, wéi wann dee Projet hei ausschliesslech géing gemaach gi wéinst AOL an Amazon.

Et ass esou, datt effektiv de Projet sécherlech beschleunegt ginn ass, datt mer e relativ séier dowéinst ëmsetzen, an dat fannen ech och gutt, mä ech mengen et ass awer och esou, datt dee Projet hei wichtig ass aus deenen anere Grënn, déi den Här Hauptert och hei gutt erkläert huet.

Nämlech éischtens d'Distorsion de concurrence, déi haut scho besteet fir Betriber innerhalb vun der Europäescher Union par rapport zu Pays tiers, am Kontext virun allem vum Commerce électronique, an dat soll een alles net ënnerschätzen, well ech sinn der Iwwerzeugung et gëtt verschidde Branchen haaptsächlech am Déngschtleeschungsberäich, haaptsächlech och am Beräich vum Tourismus zum Beispill, wou de Commerce électronique eng immens Envergere scho kritt huet an déi Envergere, déi gëtt ëmmer méi grouss mat enger enormer Vitesse. Et sinn ëmmer méi Leit, haaptsächlech jonk Leit, déi de Commerce électronique benotzen, a wat e méi sécher gëtt - an e gëtt ëmmer méi sécher an deenen nächste Méint a Joren -, gëtt dat e Beräich, deen immens zouhuele wäert, well e virun allem praktesch ass, well een och vill Méiglechkeeten huet fir Vergläicher ze maachen iwwer Internet, zum Beispill vu Präisser fir verschidde Saachen, déi ee kafe wëllt.

An deem Sënn ass et och wichtig, dass dee Projet hei relativ séier ofgestëmmt gëtt, an net nëmme well mer zwee grouss Fësch an der Angel hunn, déi mer aus deene bekannte Grënn gären op Lëtzebuerg hätten, mä och an Intérêt vun der Ekonomie insgesamt an am Intérêt vum Consommateur. Mir hunn dofir guer kee Problem, fir dese Projet ze stëmmen.

M. le Président. - Als leschten Diskussionsriedner huet de Kolleg Serge Urbany d'Wuert.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Här President, den Här Bausch huet sécherlech Recht, wann hien hei seet, dass dee Projet de loi net zréckzeféieren ass op d'Presenz vun AOL an Amazon hei zu Lëtzebuerg, mä op eng europäesch Direktiv.

Dat eenzegt, wat op déi Presenz zréckzeféieren ass, dat ass déi Vitesse mat deem de Projet de loi elo ofgewéckelt gëtt, wann ee bedenkt, dass en eréischt de 24. Abrëll vun deem Joer déposéiert ginn ass, nodeem dat bekannt gi war, an dass all d'Avisen innerhalb vun zwou, dräi Woche komm sinn, inklusiv gëschter eréischt de Schlussrapport vun der Kommissioun a mer haut schon driwwer ofstëmmen, wat et natierlech néideg gemaach huet fir sech an enger ganz kuerzer Zäit an dee Projet de loi eran ze knéien. Ech hu mer déi Méi gemaach, anerer heibanne schéngé méi légère doriwwer ewechzegen.

Déi europäesch Direktiv ass drop zréckzeféieren, dass wat d'TVA zeekt, deenen europäeschen E-Commerce-Firmen, dat heescht déi, déi Bicher, Toundokumente, Filmer, Computerprogramme iwwer Internet ubidden, hir Situatioun bis elo ongeschéngt geregelt war, doduerch dass d'TVA facturéiert gouf nom Sätz vun der Firma, och wann hir Clienten net an Europa waren, awer dass déi Firmen aus

Drëttlänner, déi Servicer an Europa ubidden, keng TVA bezuelen. Dat heescht um Export läit d'TVA. Um Import zum Beispill aus den USA, déi jo wierklech marktführend an deem Beräich sinn, läit keng TVA.

De Rapport schwätzt do zu Recht vun enger Distorsion vun de Wettbewerbsbedingungen. D'Direktiv vun 2002 seet, a si mécht dat och géint de Widerstand vun deenen, déi e steierfräien E-Commerce verlaangen, zum Beispill an den USA, dass generell op E-Servicer, déi an Europa geleesch ginn, eng TVA muss opgehuewe ginn, egal vu wou aus déi Firma operéiert, och wann dat aus dem Ausland ass. Wa se hire Sätz am Ausland huet liwwert se déi encaisséiert TVA bei engem vun den EU-Länner of, bei deem se sech enregistriert, an dat Land leet d'TVA da weider. Facturé ginn ausgestallt vun de Firmen nom TVA-Saz, deen an den europäesche Länner existéiert, wou d'Clienté vun deene Servicer wunnen.

Et gëtt awer eng notabel Ausnahm fir eng begrenzten Zäitperiod vun dräi Joer, wou muss frësch verhandelt ginn. Dat ass, wann europäesch Firmen u Privatleit an aneren europäesche Länner Prestatiounen maachen, da maachen se dat nom Taux, deen an deem Land besteet, wou se etabléiert sinn an net an deem Land, wou de Consommateur wunnt. Dat ass eng Regelung, déi ganz staark ëmstritten ass, an do si mer bei der aktueller Diskussioun iwwer AOL an Amazon. D'robber hin hunn déi zwou amerikanesch Firmen decidéiert sech hei zu Lëtzebuerg ze etabléieren, do wou jo de Basis-TVA-Saz am niddregsten an Europa ass.

Dat heescht, dass wann Amazon eng Bicherbestellung kritt aus Schweden, do wou den TVA-Saz mengen ech 25% ass, facturéiert se eng TVA vu 15%, dat heescht de schwedesche Client huet en Avantage vun 10% an déi Leit kommen dann natierlech alleguerter bei Amazon zu Lëtzebuerg kafen a Lëtzebuerg kasséiert d'TVA. Dat heescht natierlech och, dass Lëtzebuerg vu sengem niddregen TVA-Saz vu 15% profitéiert, sech domat e Wettbewerbsvirdeel verschafft par rapport zu anere Länner, an et incitéiert och Firme sech op Lëtzebuerg ze délocaliséieren, net nëmme amerikanescher, mä och europäescher.

Et ass wouer, deen niddregen TVA-Saz zu Lëtzebuerg, d'Regierung seet dat ëmmer, och zu Recht, ass net fir AOL gemaach ginn. En ass e Bestanddeel vun enger Politik vun niddregen indirekte Steieren, déi och eisen Appui huet, well mir wëssen alleguerter, dass indirekt Steieren ongerecht sinn. D'Aarbechterkummer seet zu Recht, deen niddregen TVA-Saz misst generell och zu Lëtzebuerg bäibehale ginn. Ech géif souguer soen, och déi reduzéiert TVA-Sätz misste generell bäibehale ginn, zum Beispill dee vun 3% op de Bicher an de Geschäfte. Et misst een déi Regelung op jidde Fall bäibehalen, fir dass den Handel zu Lëtzebuerg en Avantage behält par rapport zum Handel iwwer Internet.

Et bleift onsécher weiderhin, well et si vill Widerstänn dergéint, dass déi aktuell Regelung bäibehale gëtt. D'Regierung hofft, dat huet se gesot, dass déi Firmen awer bleiwe wäerten, well se och aner Avantage hunn.

Ofschléissend wëll ech nach e puer allgemeng Saache soen. Ech sinn der Meenung, dass ee längerfristeg an Europa misst zu enger Steierpolitik komme vun direkten europäesche Betriebssteieren op engem relativ héijen Niveau, dat heescht, do wou de Rächtum geschäfe géif soll en ofgeschöpft ginn, eventuell gestaffelt no differenzierte sozialen an ekologesche Kritären, an dat Ganzt misst begleet sinn, menger Meenung no, vun enger Harmoniséierung vun der TVA an Europa um ënneschten Niveau.

De Moment awer huet Lëtzebuerg souwuel déi niddregst direkt Steiere wéi och déi niddregst indirekt Steieren an Europa. An ech sinn der Meenung, an do si mer e bëssen an der Diskussioun vu virun iwwer de Budget, dass dat net ogoe kann. Doraus ka keen héije sozialen an ekologesche Standard entsto, weder bei eis hei nach an der Groussregioun ronderëm. Ech mengen, dass Lëtzebuerg net ëmmer weider kann Aktivitéiten unzeien no Dumpingsbedingungen, ouni och gläichzäiteg seriö ëmzeverdeelen.

Fir mengem ongudde Gefill Ausdrock ze gi bei där ganzer Entwécklung, wat net onbedéngt eppes direkt ze dinn huet mat deem Gesetzesprojet hei, deen een isoléiert eventuell kéint stëmmen, wëll ech mech awer bei deemem Projet enthalen.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Budgetsminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der Regierung a virun allem vum Finanzminister, dee fir d'TVA-Léiglatioun zoustänneg ass, awer zu Thessaloniki um Sommet ass, géing ech der Chamber wëlle merci soen, virun allem dem Rapporteur, dem Här Hauptert, mä och deenen anere Kollegen aus der Kommissioun, déi hei schnell dese Projet de loi gekuckt an hir Analys dovou gemaach hunn.

Schnellegkeet fannen ech, contrairement zum Här Urbany, eppes Positives. Mir sollen eis dach freeën, dass mir et fäerdeg bréngen an engem breede Konsens zu Lëtzebuerg Gesetzer net jorelaang schleefen ze loossen. Zënter Abrëll bis Enn Juni, dat ass jo och net nëmme een Dag. Ech fannen et positiv, wann d'Leit en Text seriö kucken an dann och schnell kënnen hir Meenung dozou soen. Dat ass hei geschitt.

Dëst Gesetz ass fir d'Regierung, an ech stelle fest fir déi ganz breet Majoritéit vun deemem Haus, e wichteg Gesetz fir de Lëtzeburger Standuert. Och dofir misst am Fong all Deputéierten derfir sinn. Ech stellen hei déi konstruktiv Haltung vun dem Gros vun den Oppositionsparteie fest. Et ass e wesentlecht Gesetz fir de Wirtschaftstanduert Lëtzebuerg, awer och fir e fiskalesche Kader dem Commerce électronique ze ginn an en domadder méi unzekerbelen. Dat ass einfach eppes, wat een an dëser Zäit an engem Konkurrenz-kader an Europa braucht. Mir wëlle gott sinn an deem dote Secteur an dofir misse mer eis déi Instrumenter ginn opgrond vun deenen Texter, déi Europa eis erlaabt.

Hei setze mer d'Direktiven ëm a gebrauchen dee Spillraum, deen d'TVA-Direktiv, och déi, déi mer 1991 ugeholl hunn, wat d'Sätz ubelaangt, eis gëtt. Dat hei ass positiv fir déi Betriber, déi kommen, a fir déi Betriber, déi do sinn. Et ass richtig, dass den Här Bausch dat nach eng Kéier extra ënnerstrach huet. Ech freee mech iwwer déi Betriber, déi kommen. Mech stéiert dat net, vläicht anescht wéi den Här Urbany, dass dat amerikanesch Betriber sinn, ganz am Géigendeel. Ech hätt gären, dass Betriber aus Drëttstade kommen, well se hei dat richtig Einfeld virfannen.

Ech wëll lech just soen, dass déi Betriber och net nëmme komme wéinst der TVA-Gesetzgebung. Ech war bei verschidde vun deene Gespräicher an Amerika d'lescht Joer dobäi, an do hu se och op d'Telekommunikatiounsinfrastruktur higewisen, do hu se op déi schnell Décisiounen higewisen,

op den direkten Accès zu den Autoritéiten, op dat méisproocheg Personal, wat se hei virfannen.

Et gëtt also eng ganz Rei vu Facteuren, déi zesumme selbstverständlech mat der fiskaler legislativer Gesetzgebung dozou féieren, dass esou Betriber op Lëtzebuerg kommen. Et ass och eng administrativ Vereinfachung fir déi Betriber, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Och an deem Sënn gëtt hei eng Regierungspolitik ëmgesat an d'Regierung seet duerfir all deene Kollege merci, déi deesen Text positiv begutachtet hunn a si seet och am Viraus merci fir déi positiv Ofstëmmung, déi sech schéngt hei erauszeschelen.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 5122 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 5 si gelies an ugeholl.

Domat wier d'Lecture ofgeschloss a mir kéimen zum Vote vum virleiende Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi 5122 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen an enger Abstentoun.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf (par M. Laurent Mosar), Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par Mme Nelly Stein), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Nico Loes), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Jeannot Krecké) et Marc Zanussi (par M. Alex Bodry);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 5083 - Projet de loi sur l'affectation de l'ex-cédent des recettes de l'exercice 2001 (suite)

Da stëmme mer och elo nach of, dat heescht mir maache fir d'éischt d'Lecture vun den Artikelen vum deemem Projet virdrun. Do war d'Discussion générale ofgeschloss. Dat ass de Projet 5083 iwwer d'Iwwerschëss vum Joer 2001.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Mir stëmmen also of iwwer de Projet de loi 5083, deen iwwer d'Iwwerschëss vum Joer 2001.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi 5083 ass ugeholl mat 33 Jo-, 13 Nee-Stëmmen an 13 Abstentounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf (par Mme Nelly Stein), Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Nico Loes), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Ont voté non: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Jeannot Krecké) et Marc Zanussi (par M. Mars Di Bartolomeo).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Dann hu mer nach eng Motioun hei, déi den Här Alex Bodry abruecht huet. Déi Motioun ass verdeelt ginn. Si ass explizéiert ginn an ech menge mir kéinten dofir och direkt zur Ofstëmmung iwwergoen.

Ass e Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Also da stëmme mer elektronesch driwwer of.

Mir mussen ee Moment waarden.

Mir stëmmen also of iwwer d'Motioun vum Här Bodry.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun ass ofgeleent mat 33 Nee- a 26 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Jeannot Krecké) et Marc Zanussi (par M. Mars Di Bartolomeo);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-

Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf (par Mme Nelly Stein), Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Nico Loes), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

Da kéime mer elo zum nächste Punkt. Dat ass d'Diskussion vum Projet de loi 4807 iwwert d'Pratiques commerciales restrictives. Et sinn ageschriwwen: den Här Clement, d'Madame Delvaux an den Här Greisen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här John Schummer.

8. 4807 - Projet de loi portant modification de la loi du 2 septembre 1993 créant les conditions requises pour l'application

1. de la loi modifiée du 17 juin 1970 concernant les pratiques commerciales restrictives

2. du règlement n° 17 du Conseil de la Communauté européenne du 6 février 1962, pris en exécution des articles 85 et 86 du Traité de Rome

3. du règlement (CEE) n° 4064/89 du 21 décembre 1989 relatif au contrôle des opérations de concentration entre entreprises

Rapport de la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports

M. John Schummer (DP), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 4807 portant modification de la loi du 2 septembre 1993 créant les conditions requises pour l'application 1. de la loi modifiée du 17 juin 1970 concernant les pratiques commerciales restrictives 2. du règlement n° 17 du Conseil de la Communauté européenne du 6 février 1962, pris en exécution des articles 85 et 86 du Traité de Rome 3. du règlement (CEE) n° 4064/89 du 21 décembre 1989 relatif au contrôle des opérations de concentration entre entreprises viséiert déi lëtzebuergesch Léislatioun en conformité mat dem CEE-Reglement Nummer 659/1999 vum Conseil vum 22. März 1999 ze setzen.

Méi spezifesch geet et drëm de Règlement de procédure, deen d'Modalitéite betreffend d'Kooperation zwëschen der europäescher Kommissioun an deenen eenzelne Memberstaaten, wat d'Aide de l'Etat ugeet, ze adaptéieren. Dese Projet gesäit vir de Champ d'application vum Gesetz vum 2. September 1993 ze erweideren. Dëst Gesetz vum 2. September 1993, wat d'Konditiounen fir d'Kontrolle vun de Pratiques commerciales restrictives fir d'Kommissioun erlabe soll, gëtt also adaptéiert.

Dese Projet ass den 13. Juni 2001 déposiert ginn. De Conseil d'Etat ass den 22. Mee 2001 domat befaasst ginn an hien huet och säin Avis den 22. Oktober 2002 ofginn an huet an dësem Avis och verschidde Verbesserungsvirschléi gemaach. Den 11. März 2003 huet eis Kommissioun meng Wéinegkeet als Rapporteur désignéiert, de Projet an den Avis vum

Conseil d'Etat examinéiert, an den 2. Juni 2003 ass de Rapport an der Kommissioun eestëmmegeg och ugeholl ginn.

De Conseil d'Etat hat a sengem Avis eng Partie Problemer wat d'Befugnisser vun de Beamten ugeet, déi Kontrolle vu Säite vun der Kommissioun duerchféieren. Et gëtt ebenfals präziséiert énnert welcher Form déi lëtzebuergesch Beamten do solle matwierken. D'Detailer sinn am schrëftleche Rapport an allen Detailer nozeliesen.

D'Kommissioun vun der Economie, der Energie, der Post an dem Transport hei aus der Chamber huet déi Remarque vum Conseil d'Etat och ugeholl a biet d'Chamber dësen amendéierten Text, deen aus dräi Artikele besteet, esou unzehuelen. Ech bréngen heimat ebenfals och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Lucien Clement agedroen. Den Här Clement huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Lucien Clement (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt dem Rapporteur John Schummer merci soe fir säi schrëftlechen an och säi méndleche Rapport. Ech gi gären zou, zu dësem Projet ass am Fong net allze vill ze soen an de Rapporteur huet déi verschidden Dispositionen aus dem Text och scho gesot.

Ech wëll just ee Wuert, Här President, zum prakteschen Oflaf vun esou engem Contrôle soen, deen am Kader vun den Aides individuelles duerch déi europäesch Instanzen duerchgefouert gëtt. Wa Soupçoné bestinn iwwert d'Legalitéit vun Aiden, da mécht d'Kommissioun Preuen. Ech mengen dat ass och net nëmme bei deenen heiten Aiden de Fall. Dat kenne mer och aus der Landwirtschaft, datt esou Preuen duerchgefouert ginn. Et gëtt national mandatéiert Agenten, déi kënne bei esou enger Kontrollvisite dobäi sinn, mussen et awer net. Si sinn awer au contraire obligéiert dobäi ze sinn, wann de Betrib Schwierigkeet mécht an esou eng Preuve net wëll zouloosen.

De Conseil d'Etat huet a sengem Avis bemängelt, datt den Text net wäit genuch géif goen, esou datt déi Kommissioun nëmme Zougank huet op déi Dokumenter a Piécen, déi sur place ze fanne sinn. An deem Fall, wou de Betrib sech géif opposéieren, missten natierlech déi national Agenté fir e reibungslosen Oflaf vun esou enger Preuve suergen. Ech géif soen am Fall vu Litigé gesäit d'Gesetz och vir, datt eng Kooperatioun tëschent zwee Etats membres méiglech ass. Selbstverständlech, an ech fannen dat och eng gutt Saach, ass och de Pouvoir vun den Agenten iwwert dëst Gesetz geregelt. Dat sinn, Här President, déi wesentlech Punkten, déi an der Praxis dat Gesetz eilei hiergëtt. Ech bréngen och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

M. le Président.- D'Wuert huet d'Madame Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP).- Merci, Här President. D'Particularitéit vun dësem Gesetz ass, dass den Titel wahrscheinlech méi laang ass wéi de Corps vum Gesetz, wat awer keng Ursach ass, fir net dermat d'accord ze sinn, dass de Ministère de l'Economie sech dee Moyen gëtt fir sengen Obligatiounen kënnen nozekommen, a wann d'Kommissioun Kontrolle muss maachen a Betriber, dass dann de Ministère de l'Economie hir kann assistéieren.

An deem Sënn géif ech och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu dësem Projet bréngen. Merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Greisen agedroen.

M. Fernand Greisen (ADR).- Här President, ech wëll och just den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet ginn.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Bausch.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Här President, mir sinn och d'accord mam Projet.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Minister Henri Grethen.

M. Henri Grethen, Ministre de l'Economie.- Här President, ech wollt der Chamber merci soe fir déi breet Zoustëmmung zu dësem Text.

M. le Président.- D'Diskussion wier domadder ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 3 si gelies an ugeholl.

Mir maachen de Vote vum Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi 4807 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf (par M. Laurent Mosar), Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par Mme Nelly Stein), MM. Patrick Santer (par M. Lucien Clement), Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Nico Loes), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Claude Meisch), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Jos Scheuer), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Jeannot Krecké) et Marc Zanussi (par M. Alex Bodry);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou decidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussion vum Projet de loi 4997, engem Protokoll zur Loi uniforme Benelux iwwert d'Marken. Et sinn ageschriwwen: den Här Hauptert, d'Madame Delvaux-Stehres an den Här Greisen.

D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här John Schummer.

9. 4997 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la loi uniforme Benelux sur les marques, signé à Bruxelles, le 11 décembre 2001

Rapport de la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports

M. John Schummer (DP), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 4997 portant approbation du protocole portant modification de la loi uniforme Benelux sur les marques, signé à Bruxelles, le 11 décembre 2001, ass den 23. Juli 2002 hei an der Chamber déposiert ginn. Den 3. Juli 2002 huet de Conseil d'Etat de Projet soumetéiert kritt a säin Avis ass den 10. Dezember 2002 mat verschiddene Verbesserungsvirschléi erëm zréckkomm.

A senger Sitzung vum 11. März 2003 huet d'Ekonieskommissioun hire President, dat heescht meng Wéinegkeet, als Rapporteur vun dësem Projet désignéiert. An darselwechter Sëtzung sinn dunn de Projet de loi an den Avis vum Conseil d'Etat examinéiert ginn. De Rapport gouf an der Sitzung vum 2. Juni 2003 eestëmmegeg ugeholl.

D'Direktiv 89/104/CEE vum 21.12.1988 hat virgesinn déi Léislatiounen vun de Memberlänner a Bezuch op d'Marke méi ze rapprochéieren. Wéi 1992 d'Benelux-Länner dës Direktiv emgesat hu war decidéiert ginn eng minimalistesch Approche zu där Problematik ze huelen, dat heescht eng Adaptation vun der Loi uniforme nëmme op deene Punkten, déi net kompatibel mat der Direktiv waren.

D'Pratique vum Droit huet awer iwwert d'Joren ewech gewisen, dass dës Approche net duer gaangen ass fir all d'Problemer ze évitéieren, esou d'Affär Sabel B.V. géint Puma AG, déi am Detail am Exposé des motifs ausféierlech nozeliesen ass, déi e Musterbeispill ass.

Och gesäit de Protokoll d'Aféiere vun enger Procédure d'opposition vir. D'Aféiere vun engem Registre des mandataires en marques wäert et erlaben innerhalb vum Benelux méi effizient d'Qualifikatioun vun de Mandatairé vun de Marken ze kontrolléieren an hinnen eng Qualifikation Benelux ze verschafen, déi hinnen et erlaabt och an anere Länner vun der Communautéit unerkannt ze ginn. Déi Lëtzebuerger Mandatairen hu keng Problemer, vu dass hir Qualifikatioun duerch eis Gesetzgebung definiert ass, wat an Holland an an der Belsch eréischt geschéie muss.

(Coups de cloche de la Présidence)

Eis Kommissioun huet ebenfals constatéiert, dass dësen Text eng ganz kuerz Durée de vie wäert hunn, well eng nei Konventioun Benelux en matière de propriété intellectuelle amgaang ass finaliséiert ze ginn. Si ass an der Chamber am Kader vun der Lëtzebuerger Présidence vum Benelux-Parlament virgestallt ginn. D'Kommissioun huet d'Propositionen vum Conseil d'Etat alleguerten ugeholl.

An der Kommissioun hirem Numm bieten ech d'Chamber dësen Text ze stëmmen. All aner Detailer sinn am schrëftleche Rapport nozeliesen. Ech bréngen och den Accord vun der demokratescher Fraktioun.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Norbert Hauptert agedroen. Den Här Hauptert huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Norbert Hauptert (CSV).- Här President, de Rapporteur, den Här Schummer, huet alles gesot, wat zu dësem Gesetzesprojekt ze soen ass. Erlaabt mer just op de

Régistre des mandataires en marques kuerz anzegoen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg schon esou e Regëster am Wirtschaftsministerium. Fir do kënnen agedroen ze gi muss een eng Autorisation d'établissement vum Mëtzelstandsminister hunn. Fir déi ze kréien, muss een eng seriö Qualifikatioun hunn, déi op engem Certificat de réussite berout vun engem Examen am Beräich vun der Propriété industrielle, engem Examen, deen op europäeschem Plang ofgehele gëtt oder vun engem Universitätsdiplom an de Beräicher vun den techneschen oder juristeschen Disziplin mat engem Zousatzstage vun engem Joer. Dat ass eng ganz seriö Qualifikatioun, esou dass mer an deem Beräich net hannendran hänken.

Dat gesot, wéilt ech den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet ginn.

M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Madame Mady Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP).- Här President, ech denken, dass dës Modifikatioun vum Protokoll Benelux sécher méi eng grouss Sécuritéit ginn, well se déi Divergenzen an der Interpretatioun zwëschen der Direktiv an dem Text Benelux am Secteur vun de Marken aus der Welt schaffen.

Den Här Hauptert huet grad gesot, dass et zu Lëtzebuerg zwar scho Mandatairé gëtt, mä an der Belsch an an Holland nach net. Dofir ass den Intérêt méi grouss fir déi Länner, esou dass ech mengen, dass dat eng gutt Modifikatioun ass, déi jo och net fundamental den Text ännert. Ech bréngen dofir och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu dësem Text.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Greisen.

M. Fernand Greisen (ADR).- Här President, och ech bréngen den Accord vu menger Fraktioun.

M. le Président.- D'Wuert huet de Wirtschaftsminister, den Här Henri Grethen.

M. Henri Grethen, Ministre de l'Economie.- Här President, wéi bei deem Projet virdru soen ech der Chamber merci fir déi breet Zoustëmmung.

M. le Président.- D'Diskussion ass ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 3 si gelies an ugeholl.

Mir maachen de Vote vum Projet de loi 4997.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf (par M. Laurent Mosar), Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par Mme Nelly Stein), MM. Patrick Santer (par M. Norbert Hauptert), Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Nico Loes), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Théo Stendebach), Emile Calmes, Mme Agny Durdu,

MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Del-

vaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Jeannot Krecké) et Marc Zanussi (par M. Mars Di Bartolomeo);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder wiere mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst

Sitzunge si virgesi fir den 1., 2. an 3. Juli. Den Ordre du jour dozou gëtt lech schrëftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.46 heures)

MARDI, 1^{ER} JUILLET 200364^E SÉANCE

Présidence: M. Jean Spautz, Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications
2. Octroi de l'honorariat de ses fonctions à M. Ady Jung
3. Ordre du jour
4. Dépôt d'une proposition de loi
5. Débat d'orientation relatif au document final retenu par la Convention sur l'avenir de l'Europe

Résolution du groupe LSAP relative à la tenue d'un référendum sur un futur Traité instituant une Constitution européenne

(Débat - Motions et Résolution - Votes)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Henri Grethen, Charles Goerens, Carlo Wagner et François Biltgen, Ministres; MM. Joseph Schaack et Eugène Berger, Secrétaires d'Etat.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwelch Matdeelung ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

1. Communications

Ech wollt der Chamber folgend Kommunikatiounen maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le Bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) En date du 20 mai 2003 la section du POSL de Differdange a introduit la pétition N° 252 contre la fermeture de la pharmacie d'Oberkorn.

3) Le Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux s'est réuni en séance plénière au Sénat de Belgique à Bruxelles les 27 et 28 juin 2003. Y ont assisté MM. Jeannot Belling, Camille Gira, Ady Jung, Jean-Pierre Koepf, Nico Loes, Mme Lydia Mutsch, M. John Schummer et Mme Nelly Stein.

Sous la présidence de M. Jean-Marie Happart, les parlementaires des trois pays du Benelux se sont penchés sur une série de sujets d'actualité avant de rendre hommage à M. Ady Jung, ancien Président de cette Assemblée parlementaire, appelé aux fonctions de Conseiller d'Etat. Pendant 14 ans, M. Jung était un des piliers du Parlement Benelux, par son engagement et les diverses fonctions qu'il y occupait. Il sera remplacé par Mme Nelly Stein, tandis que M. Nico Loes prendra sa relève comme Président de la délégation luxembourgeoise et en tant que Président de la Commission des Affaires économiques, de l'Agriculture et de la Pêche. M. John Schummer quant à lui, assure les fonctions de Vice-président de l'Assemblée pendant la session en cours.

Lors de la séance du vendredi, 27 juin 2003, consacrée en partie au thème de la coopération des pays Benelux dans le domaine de la politique extérieure et de la Constitu-

tion européenne, M. Jean-Luc Dehaene, ancien Premier Ministre belge et Vice-Président de la Convention Interparlementaire des conclusions de sa participation à l'élaboration de la Constitution européenne.

Selon M. Dehaene, la Convention a donné un nouveau souffle à l'Europe qui franchit ainsi un pas important par rapport au Traité de Nice. Le Ministre belge des Affaires étrangères, M. Louis Michel, également présent lors de ce débat, s'est félicité du résultat obtenu, preuve de la grande maturité du débat européen.

La Chambre des Députés était représentée par l'ensemble de la délégation luxembourgeoise aux séances plénières d'été dont l'ordre du jour reflétait notamment les travaux de la Commission des Affaires économiques, de l'Agriculture et de la Pêche, sous présidence luxembourgeoise.

Le ralentissement économique au sein du Benelux, l'importance du secteur touristique, la protection juridique des inventions biotechnologiques, la protection des produits agricoles et la pollution par les nitrates ont autant retenu l'attention que la circulation des personnes, la politique énergétique et les résultats d'un séminaire sur le patrimoine culturel.

L'Assemblée a également parlé budget et pris connaissance des réponses des trois Gouvernements beneluxiens à des recommandations approuvées antérieurement par elle. Certains points de l'ordre du jour nécessitant un complément d'information, ont été reportés à la session d'hiver.

Dans le cadre de cette session, les membres du Parlement Benelux furent reçus par le Bourgmestre de Bruxelles et par la Présidente du Parlement de la région bruxelloise.

4) L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a tenu la troisième partie de sa session ordinaire de 2003 du 23 au 27 juin 2003. La délégation luxembourgeoise était représentée temporairement par MM. Gusty Graas, Président, et Marcel Glesener, Vice-Président, ainsi que par Mme Lydie Err, en tant que représentants et par M.

Norbert Hauptert et Mme Mady Delvaux-Stehres en tant que suppléants.

M. Jonas ?ekuolis a été élu Vice-Président de l'Assemblée à titre de la Lituanie.

En outre la communication de M. Nicolae Dud?u, Ministre des Affaires étrangères de Moldova et Président en exercice du Comité des Ministres, l'Assemblée a écouté le discours de:

- M. Rudolf Schuster, Président de la République slovaque.

Deux débats d'urgence figuraient à l'ordre du jour à savoir un premier sur les menaces qui pèsent sur la Cour pénale internationale et un second sur la Convention sur l'avenir de l'Europe et le Conseil de l'Europe.

Les principaux thèmes débattus à l'Assemblée étaient:

- le rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée et de la Commission permanente

- l'observation des élections législatives en Arménie,

- l'agriculture et élargissement de l'Union européenne,

- les enjeux de l'agriculture méditerranéenne,

- les zones où la convention européenne des Droits de l'Homme ne peut pas être appliquée,

- la contribution de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) au développement économique en Europe centrale et orientale,

- les activités de l'Organisation internationale pour les migrations entre 1998 et 2002,

- les droits et libertés fondamentaux des Chypriotes grecs et des Maronites vivant dans la partie nord de Chypre et la colonisation par des colons turcs de la partie occupée de Chypre,

- les expériences positives des régions autonomes comme source d'inspiration dans la résolution de conflits en Europe,

- le traitement préférentiel des minorités nationales par l'Etat-parent: le cas de la loi hongroise du 19 juin 2001 concernant les Hongrois vivant dans les pays voisins („Magyars“),

- les migrations liées à la traite des femmes et à la prostitution,

- le trafic d'organes en Europe

- la situation des réfugiés palestiniens,

- les droits des personnes détenues par les Etats-Unis en Afghanistan et sur la base de Guantánamo Bay,

- l'environnement et les droits de l'homme,

- les politiques européennes du transport aérien: des choix cruciaux à une période critique.

Sont intervenus également :

- M. Franz Fischler, Membre de la Commission européenne chargé de l'agriculture, du développement rural et de la pêche,

au cours du débat sur l'agriculture et l'élargissement de l'Union européenne,

- M. Jean Lemierre, Président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), au cours du débat sur la contribution de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) au développement économique en Europe centrale et orientale,

- M. Brunson McKinley, Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) au cours du débat sur les activités de l'Organisation internationale pour les migrations entre 1998 et 2002.

L'Assemblée a adopté une série de recommandations, de directives et de résolutions en rapport avec les sujets à l'ordre du jour.

5) M. Marcel Glesener assumera la fonction de Président de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale du 2 juillet au 31 décembre 2003.

2. Octroi de l'honorariat de ses fonctions à M. Ady Jung

Op der Basis vum Chambersreglement huet de Bureau proposéiert dem Här Ady Jung den Éierentitel vum Député honoraire ze accordéieren.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. Ordre du jour

D'Présidentekonferenz huet an hirer Réunion vum 26. Juni fir dës Woch folgenden Ordre du jour festgehalten.

Haut de Mëtteg hu mer éischtens eng Orientierungsdebat iwwert de Verfassungsvorschlag vum europäesche Konvent, zesumme mat enger Resolution vun der LSAP iwwert d'Ofhale vun engem Referendum iwwert déi europäesch Verfassung.

E Mëtwoch de Mëtteg hu mer d'Interpellatioun vum Här Jeannot Krecké iwwert d'Services publics.

En Donneschdeg de Moien um néng Auer:

1) de Projet de loi 4944 iwwert d'Schafung vun der Organisation Internationale de la Vigne et du Vin;

2) de Projet de loi 5064 iwwert d'Veterinärsverwaltung;

3) de Projet de loi 4970, en Ofkommes iwwert de Schutz vun de Wandervigel;

4) de Projet de loi 4721 iwwert d'Contrats fiduciaires;

5) de Projet de loi 4919 iwwert d'Dierwiechter an d'Notariat.

En Donneschdeg de Mëtteg um halwer dräi hu mer:

1) de Projet de loi 5082 iwwert d'Ersetze vun de Schoulmeeschteren a Léierinnen;

2) d'Projets de loi 4818 an 5025, en audiovisuell Ofkommes mat Frankräich an Däitschland zesumme mat enger Präsentatioun duerch de Kommunikatiounsminister vun en-

gem Bilan iwwert d'Filmindustrie zu Lëtzebuerg.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

D'Wuert freet den Här Marc Zanussi fir den Dépôt vun enger Proposition de loi.

4. Dépôt d'une proposition de loi

M. Marc Zanussi (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt heimat den Dépôt vun enger Proposition de loi maachen, déi sech mat engem Réseau vu kommunale Bibliothéike beschäftegt.

- Proposition de loi N° 5172 portant organisation d'un réseau de bibliothèques communales.

M. le Président. - D'Chamber hält Akt vum Dépôt vun enger Proposition de loi duerch de Kolleeg Marc Zanussi. Si gëtt weidergeleest un déi zoustänneg Kommissioun an un de Conseil d'Etat.

Haut de Mëtteg hu mer also op eisem Ordre du jour eng Orientierungsdebat iwwert d'Schlussdokument vum europäesche Konvent, zesumme mat enger Resolution vun der sozialistescher Fraktioun iwwert d'Ofhale vun engem Referendum iwwert déi europäesch Verfassung. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht.

Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Wiseler, Fayot, Helming, Gibéryen, d'Madame Wagener an d'Madame Err. Als éischte Riedner ass den Här Claude Wiseler agedroen, an domadder kritt den Här Claude Wiseler och elo d'Wuert.

5. Débat d'orientation relatif au document final retenu par la Convention sur l'avenir de l'Europe

Résolution du groupe LSAP relative à la tenue d'un référendum sur un futur Traité instituant une Constitution européenne

M. Claude Wiseler (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e puer Debatten hate mer schonn an dëser Chamber iwwert de Konvent, e puer Debatten, déi eis déi Zäit, an et ass nach net esou laang hier, d'Méiglechkeet ginn hu fir eis em déi grouss Orientatiounen eens ze ginn, fir Richtlinne festzesetzen a fir deene Konventionéierten, déi eis Chamber zu Bréissel vertrueden hunn, se mat op de Wee ze ginn, wa se d'Chamber zu Bréissel géinge vertrieben.

Mir hunn eng Motioun ofgestëmmt virun e puer Méint, wou relativ kloer an däitlech déi grouss Richtlinnen dra stoungen, déi mer wollten oder déi mer gär an deem Text gesinn hätten, deen zu Bréissel am Konvent ausgeschafft ginn ass, also wou mer wollten, dass se berücksichtegt géife ginn.

De Konvent huet och geschafft, huet während Méint, während méi wéi engem Joer seng Aarbecht gemaach, a wann ech haut de Mëtteg

hei stinn, wann ech elo d'Lëscht mat den Nimm vun deene Riedner gehéiert hunn, déi no mir schwätzen, da sinn ech bal deen eenzege - d'Madame Err ass och nach am selwechte Fall -, deen a sech net Member vum Konvent war an dozou awer elo Stellung hält, deen also vläicht méi Schwieregkeeten hat wéi aner Leit, déi duerno schwätzen, d'Detailer vun der Evolution, vun deem wat gesot ginn ass, vun deem wat festgehale ginn ass, esou matkritt ze hunn.

Ech hunn dat an den Zeitunge gelies, ech hunn dat och an de Kommissiounssätzungen, wou déi verschidde Konventionéiert eis bericht hunn, matkritt, mä et war awer schwéier ëmmer d'Detailer esou ze saiséieren, well et e komplexen Dossier ass. Mä et huet een awer par contre den Avantage dat kënnen e weénege méi aus der Distanz ze kucken, vläicht net esou direkt implizéiert ze sinn, an ech probéieren dat dann och ze maachen.

De Konvent war eng nei Method. De Konvent ass vum Conseil européen vu Laeken agesat ginn, an dat wat originell un dësem Konvent war, dat ass, datt der institutioneller Diversitéit am Fong Rechnung gedroe gëtt. Et waren national Parlamentarier dran, et waren Europaparlamentarier, et ware Regierungssvertrieder dran, an alles dat huet déi verschidde Aspekter relativ gutt, denken ech, vertrauden.

Et war och eng geographesch Diversitéit. Och dat war eppes Neies, well nient deene Länner, déi an der Europäescher Unioun sinn, och nach 12 aner Länner plus d'Türkei vertraude waren, also och déi Diversitéit vun Europa huet sech am Konvent zréckgespigelt.

Am Ufank hat déi konventionell Method vill Skeptiker. Vill Leit hu gesot et géing en Diskussionsforum ginn an et géing net vill dobäi erauskommen. Et ass awer geschwé gesi ginn, datt de Konvent iergendwou eng eegen Dynamik krut, a mat der Zäit huet een och kënnen beobachten, datt sech d'Zusammensetzung lues a lues geännert huet, an dat och vill Regierungssvertrieder, Europaminister, Ausseministeren deelweis selwer dohinner gaange sinn. Dat huet bedeit, datt et a sech just méi wéi e Berodungsorgan war. An deem Text, dee proposéiert ginn ass, ass och en Text, deem ee sécher muss Rechnung droen, a wou et schwéier ass derlaanscht ze kommen.

Op där anerer Säit ass et awer grad esou kloer, datt dat Dokument, wat hei virläit, net déi absolut Vollkommenheet bedeit. Et kann ee sech erlaben och haut nach eng Rei Froen ze stellen, sech eng Rei Gedanken ze maachen an eng Rei Problemer opzeweifen. Ech wäert déi positiv Säiten an déi Säiten, déi mer am Anhieb manner positiv schéngen, wou Onklarheeten dra sinn, och wëllen hei op dës Plaz belichten.

D'Deklaratioun vu Laeken huet d'Organisatioun vun den Aarbechte vum Konvent festgehale an huet och déi wichtegst Zilsetzungen festgehale. Dräi Stéck waren dat:

Éischtens d'Bild vun Europa an der Welt oder d'Aarbechtsaart-a-weis vun Europa an der Welt anescht ze gestalten. Europa d'Méiglechkeet gi seng Responsabilitéiten ze huelen, géint d'Violence anzegräifen, fir d'Coopération internationale, an esou eng Plaz an der Welt a sech ze fannen a sech duerch d'Schaffung vu Mechanismen dat ze erméiglechen. Dat sollt eng Äntwert op déi Défië sinn, déi eis bevirstinn, an et soll eis d'Geleeenheet ginn och géintwärtig dem Recht vun der Welt aus engem Mond ze schwätzen. Op jidde Fall esou steet et op der Homepage vun deenen, déi an der Konvention waren, déi eng extra Homepage hate fir hir Aarbecht och dem grand Public accessibel ze maachen. Dat war eng vun den Zilsetzungen, déi Laeken, mä déi si sech och selwer gesat haten.

Zweetens Europa och méi no de Bierger ze maachen, a méi no de Bierger hire Suerge bäizekommen. Vill europäesch Bierger akzeptéieren jo déi grouss Zilsetzung vun Europa, mä d'Unioun bekëmmert sech ëm ze vill, dat ass op jidde Fall eng oft ausgedréckte Meinung, an net ëmmer ëm déi richteg Suerge wéi d'Kriminalitéit, d'Immigration, de Chomâge, d'Protektion vun der Ëmwelt oder d'Sécurité alimentaire. Dës si Suerge, déi de Bierger no net oft genuch considéréiert ginn, an do muss ee méi Wäert drop leeën. Hei soll d'Konvention nei Iddien an nei Léisunge bréngen.

Déi drëtt grouss Zilsetzung war den Elargissement ze erméiglechen. Mir sinn elo an deenen nächste Méint domat befaasst, dass méi wéi zéng Länner an d'EU wäerten erakommen. Dat ass en enorme Changeament, dat bedeit erëm en noutwendige Renouveau vum institutionelle Kader, dee soll halen, dee soll d'Méiglechkeet gi fir eng Rei vu Joren, eng Zäit der Entwécklung ze widerstoën, well et wäert ëmmer méi schwéier ginn an Zukunft esou fundamental Ännerungen, wa se d'Unanimité brauchen, an d'Realitéit ëmzesetzen.

Den europäesche Konvent huet seng eigentlech Tâche Mëtt Juni ofgeschloss. Um Sommet vu Porto Carras huet de Valéry Giscard d'Estaing, ënnert deem senger Prezidenz de Konvent ronn anerhaleft Joer getagt huet, dem Rotspräsident Simitis en a blot Lieder gebonnen Exemplar vum Verfassungsprojekt a griichescher Sprooch iwwerrecht, wat alles schéi symbolesch war.

Och wann elo d'Ëmstänn, ënnert deenen de Konvent mat Zäite geschafft huet, nach laang net ideal an den Ae vun all Mënsch waren, esou huet dës originell Institution - eigentlech ass se et net emol - et dach fäerdeg bruecht e pan-europäesche Konsens zu engem neie Grëndungsprozess vun der Europäescher Unioun ze formuléieren. Dëst eleng verdéngt d'Unerkennung a sollt dozou géeege sinn eng gewësse Begeeschteung fir déi nei europäesch Verfassung opkommen ze loosse.

Europa soll eng Verfassung kréien. Dëst ass keen onschëllegen Exercise, och wann e vläicht onscheinbar schéngt. Den Iwwergang vum Vertrag zur Verfassung als iwwergëuerdnet europäesch Norm ass e qualitative Quantespronk. De Vertrag ass a bleift en Instrument vum internationalen öffentliche Recht, vum Völkerrecht, vum tëschestaatleche Recht. Eng Verfassung awer ass eng intern Rechtsnorm, déi engem eenheetleche Wëllensausdruck zu Gonschte vun enger gemeinsamer politescher Organisatioun eng Form gëtt.

An deem virleiende Fall solle sech am Idealfall - dat heescht wann all 25 Memberstate vun der erweiterter Unioun d'Verfassung guttheeschen - bal eng hallef Milliard Europäer an eng eenzeg gemeinsam Verfassungsloyalitéit beginn. Dëst ass e gewaltege Schrëtt no vir. Bis elo hu sech Staten, fir d'éischt sechs, haut 15, a mar 25, europäesche Verträge ënnerworf. Vun deem Moment un, wou déi europäesch Verfassung a Kraaft trëtt, ënnerwerfe sech iwwer 450 Milliounen Europäer enger eenzege ieweschter Rechtsnorm, déi fir si direkt Rechter a Flichte beinhaltet an en demokratesch politescht Konstrukt organiséiert an deem se liewen.

D'Charta vun de Grundrechter, och vun engem Konvent ausgeschafft iwwregens, gëtt als zweeten Deel an d'Verfassung integréiert. Hir Bestëmmunge sinn domat verbindlech Rechtsnormen zu Gonschte vun dem europäesche Bierger. D'Europäer ginn, fir d'éischt an der Geschicht vun der europäescher Integratioun, d'Sujeté vun der Unioun, zesumme mat de Memberstaten. D'Unioun gëtt déi zweet-

gréissten demokratesch Verfassungsgemeinschaft op der Welt, no Indien a ganz wäit virun de Vereenegte State vun Amerika, wa mer just d'Populatioun kucken.

Wéi gesot, d'Verfassung ass en Erfolleg u sech, an dee Konvent, dee se wäit gehend konzipéiert huet, ass et domat och. Natierlech huet net de Konvent déi definitiv Verfassung rédigiéiert. Déi hu mer eréischt no der nächster Regierungskonferenz, mä d'Regierungschefen hu sech a Griichenland jo derzou engagéiert de Konventsentwurf net a senger grouse Linnen a Fro ze stellen. Dowéinst kann ee behaupten, ouni ze iwwerdreien, datt et am Wesentlechen d'Resultat vum Konvent senge Berodungen ass, dat zu engem spéideren Zäitpunkt den Europäer als Verfassung wäert gellen.

Net alles ass fäerdeg an net alles, iwwer wat de Konvent beroden huet, krut de Kostas Simitis op griesch a gebonnen iwwerrecht. A Säitenszuele betruucht krut hie souguer nëmmen eppes wéi e Véirel vun deem wat emol d'Verfassung wäert ginn. Hie krut awer dat Wesentleche presentéiert, dat wat am eigentleche Sënn och konstitutioneller Natur ass. Den drëtten Deel vun der Verfassung, deen d'Politik vun der Unioun an hir Funktionsweis, virun allem d'Praxis vun der Rechtsetzung definéiert, kënt no, grad ewéi dee véierte mat den transitoreschen Dispositionen um Wee an d'Verfassungsgemeinschaft.

Well d'Unioun jo eng politesch Organisatioun sui generis ass, gëllt datselwecht fir hir Verfassung. De konstituierende Prozess soll d'Traitéen net nëmmen ersetzen, mä se och esouzesoe fusionéieren. Dowéinst muss d'Verfassung och den Detail vun den Entscheidungsprozeduren an déi sektoriell Politike beinhalten, déi haut an de Verträge geregelt sinn. A senger nationaler Verfassung, federal oder net, ass den Detail vum Fonctionnement vun deem Stat net enthalten. Op europäeschem Plang muss dat esou sinn, well alles, wat d'Unioun mécht, nëmme geet, well d'Memberstaten hir dofir d'Kompetenz ginn hunn. Dës Memberstaten hunn och virgesi wéi d'Unioun mat dëse Kompetenzen ëmzegoen huet. Déi Tatsaach erkläert, datt mer net eng handlech 50-Säite-Verfassung wäerten ze ratifizéieren hunn, mä eng vun 300 Säiten.

Den drëtten Deel ass amgang vum Konvent finaliséiert ze ginn. Enn dës Mounts läit och dee vir a ka mat deenen zwee eischten Deeler un d'Regierungskonferenz iwwerwise ginn. De Konvent huet da seng Missioun erfëllt an existéiert net méi. Eng interessant Phase an der europäescher Integrationsgeschichte geet domat op en Enn.

Wesentlech ass also, datt mer dann duerno eng Verfassung hunn. Wesentlech ass och, an dovu gëtt net esou vill geschwat, datt d'EU domat eng Rechtsperséinlechkeet kritt. Dat beréiert vläicht de Bierger net esou direkt, ass awer wichtig wann een duerno iwwert d'Rechtssécherheet, notamment am Kontext vun der Charta schwätzt. Wesentlech ass och, wéi gesot, datt eng Grundrechtcharta fir d'EU-Bierger an dës Verfassung integréiert gëtt. Dat war jo alles och net esou evident an dat ass och net ouni juristesche Schwieregkeete gaangen. Wesentlech ass schlussendlech d'Auswärtung vun de Mehrheitsentscheidungen op notamment eminent wichtige Punkte wéi zum Beispill d'Innen- an d'Justizpolitik.

Dat si Punkten, déi eis e gudd Schrëtt weider bewegen. An do muss ee soen, datt de Konvent effektiv effikass war, datt en effikass gehandelt huet, an et weess een

net, ob d'GIG et fäerdeg bruecht hätt op deene Punkten esou wäit ze kommen, well do eng Unanimité noutwendeg gewiescht wär, déi jo hei am Kader vum Konvent net noutwendeg war, well mer hei a sech mat deem wat ech géing mengen esou enger Zort gefillsméisseger Konsensbildung konnte schaffen, wat natierlech eng Rei vu Saache vereinfacht huet a wat natierlech op esou Punkte wéi deenen heiten eis vill méi schnell weiderbréngen ka loosse, wann een net all Kéiers muss froen, ob nu jidderene, deen am Sall sëtzt, och mat allen Detailer a mat all Komma d'accord ass.

Selbstverständlech war, wéi ëmmer bei deenen doten Debatten, ee vun de Voleten, deen am meeschten diskutéiert ginn ass, dee vun deene verschidde institutionellen Aspekter op Punkte wéi zum Beispill dem President vum Rot, wéi zum Beispill de Kompetenz vum Kommissionspräsident, dem EU-Ausseminister, der Entscheidungsfindung a Saachen Aussepolitik, der Roll vum Europaparlament, der Roll vun den nationale Parlamentarier, der Zuel vun den Europaparlamentarier, dem Prinzip vun der Kommissionsbesetzung, dem Prinzip vun de Majoritéitsfindungen an dem System vum Konvent als Aarbechtsmethod schlussendlech.

De Konvent huet eng Institutionslandschaft konzipéiert, déi net völeg grondleeënd anescht ass wéi déi aktuell. Dat wier och net gaangen, well déi aktuell, mat hiren Checks and Balances an hire Brécken tëschent der Méthode communautaire an der Intergouvernementalitéit, an Europa net einfach kann op d'Kopp geworf ginn. An dach ginn et wesentlech Aménagementen vun deem institutionellen Zouschnëtt, dee mer elo kennen.

Do ass - loosse mer direkt domader ufänken - déi leideg Fro vum permanente President vum Europäesche Conseil. Mir hunn als Lëtzebuerg ëmmer gesot, datt mer esou eppes net wëllten hunn. Net well mer dee Posten net krite, de Géigendeel ass a sech wouer, wann een de Moment emol d'Spekulationen iwwert de Statsminister nolauscht, déi jo a ganz Europa zirkuléieren. Neen, mir waren a mir sinn nach ëmmer géint esou e permanente Conseilspresident, well dee Posten déi institutionell Logik, déi mer fir Europa wëllen, duerchernee werft. De President vum Europäesche Conseil ass e Géigege wicht zum Kommissionspräsident, et ass deem säin intergouvernementale Counterpart, dee souwuel bei der Gestaltung vun der europäescher Agenda wéi och an der Vertriebung vun der Unioun no baussen e Schiet op de President vun der Kommission werft. Mir waren a sinn der Meinung, datt et de Kommissionspräsident muss sinn, deen à terme, zesumme mam europäeschen Ausseminister, d'Unioun no bausse vertritt, well hien de communautairen Interesse vertritt, an de communautairen Interesse ass den Interesse vun de klenge Memberstaten. Dat ass eng prinzipiell Fro, an där ee sech als klengt Land net just kann no eenzelne Carrièrespektiven dréien, wann ee seng grouss Interesse kloer virun Aen huet.

Den Här Giscard d'Estaing wollt awer e President an déi grouss Memberstate wollten en och. Elo steet en am Text, elo kréien se en, allerdéngs mat gestutzene Fligelen, an dat ass de Grond wuerfir och déi Lëtzebuerg Vertrieder am Konvent an och d'Regierung dem aktuellen Zouschnëtt vun dësem Poste kënnen zoustëmmen.

De President vum Conseil kritt keng eege Verwaltung, hie gëtt keng eegen Institution, mä e Koordinator vun den Aarbechte vum Conseil. Doriwwer eraus schléisst den aktuellen Text d'Méiglechkeet net aus, datt eng Kéier de Kommissionspräsident de Conseil presidéiert, wat dat ass,

wat eis eigentlech am léifste wier, well et kohärent a sënnavoll ass an der Perspektiv vun enger eenheetlecher Vertriebung vun Europa no baussen a vun enger rationeller Kooperatioun tëschent den Institutionen no bannen. Dat ass also an dësem Kontext net esou, wéi mer eis et am Idealfall virgestallt haten, well et biergt ganz kloer Geforen a sech.

Mir fannen awer déi Solutioun, déi elo am Text steet, an déi ass dann och esou ugeholl ginn, an deem Sënn akzeptabel, wann ee se vergläicht mat deem wat de President Giscard d'Estaing an enger éischter Etapp virgeschloen hat a wou en och vun deene grouse Länner ënnerstëtz ginn ass. Vun dohi bis op dat, wat mer elo hunn, ass e grouse Wee, deen Dank enger Rei Interventioune vu Leit, déi Der alleguere kennt, konnt gemaach ginn, a wou mer frou sinn, datt dat konnt esou elo am Text stoën an net anescht wéi et am Ufank vun der Prezidenz geduecht war. Dat heescht awer nach net, datt et gutt ass. Dat heescht awer nach net, datt et kloer momentan ass, esou wéi et ass. Do sinn nach eng Rei Saachen ze maachen. Do ass nach eng Schépp drun unzeleeën. Ech kommen duerno nach eng Kéier dorop zréck.

De President vum Conseil kann allerdéngs, esou wéi et de Moment virgesinn ass, keen nationaalt Mandat parallel ausüben. Dat bedeit, datt e Regierungschef, e Member vum Conseil, net och ka President dervu ginn. D'Auteurs wollten dann awer de Schrëtt dohinner, datt d'Présidence vum Europäesche Rot blouss en Niewenjob ass, net goen. Mir gesinn dat nach ëmmer anescht, an zwar esou wéi et am Fong an der Motioun vum Ben Fayot, deen déi déposéiert hat bei der leschter Debatt iwwert de Konvent, kloer an däitlech stoung. Do stoung nämlech am Punkt 11: « que la Chambre des Députés rejette l'idée d'une présidence du Conseil européen choisie en dehors du Conseil ».

■ Une voix. - Bien!

■ M. Claude Wiseler (CSV). - Schéin, jo.

Voilà, dat schéngt mer och nach ëmmer richtig ze sinn, mä ech si sécher, datt d'Debatt de Mëtten nach wäert zu engem Deel dorëm dréien.

(Interruption)

Do brauch et awer nach vill méi fir mech duercherneen ze bréngen, Här Fayot. Ech mengen dat heiten huet lech elo éischter duerchernee bruecht wéi mech.

Enk un d'Fro vun der Roll vum Conseilspresident gekoppelt ass déi vum Handlungsspillraum vum europäeschen Ausseminister. Dat esou e Posten elo geschafte soll ginn ass ee wichtige Fortschritt fir d'Eenheetlechkeet vun der Ausseministerstellung vun der Unioun. Den Ausseminister wäert mindestens déi Funktioune a senger Person vereenen, déi haut vum Aussekommissär a vum héije Vertrieder fir d'GASP wouergeholl ginn, wann net och nach Elementer vun de Ressorte vun anere Kommissionsmemberen. Gutt ass och, datt fir den Ausseminister de Prinzip vum „double hat“ zréckbehale gouf, en Ausdrück, dee grad zu Lëtzebuerg misst eppes Bekanntes suggeréieren, nämlech d'Droe vun zwou Kapen, wat jo hei zu Lëtzebuerg net onüblich ass. An Europa ass dat bis elo zwar nach méi anormal wéi hei zu Lëtzebuerg.

Den Ausseminister gëtt gläichzäitig, respektiv ass gläichzäitig Vizepräsident vun der Europäescher Kommission. Deen Ëmstand ass eigentlech ideal, virun allem well jo och de President vun der Kommission Aussevertriebungskompetenzen huet an duerch d'Plazéiere vun Ausseminister direkt a senger Säit gëtt déi gréisstméiglechste Kohärenz vun der europäescher

Aussepolitik erreicht. Des Weidere presidéiert den Ausseminister och de Rot vun den Ausseministern, wann en als Conseil relations extérieures tagt. Domat gëtt e weidere Bäitrag zur Eenheetlechkeet vun der Duerstellung vun der Unioun no bause geleescht.

D'Fortschrëter an der Struktur vun der europäescher Aussevertriebung sinn erhieflech. Haut hu mer de Kommissionspräsident, e Kommissär fir Aussepolitik, deen zu dësem Zäitpunkt net Vizepräsident vun der Kommissioun ass, en héije Vertrieber fir d'Aussepolitik, deem säi Mandat net terribel eendeiteg definéiert ass, an deen als Generalsekretär vum Ministerrat och keng organesch Relatioun mat der Kommissioun huet. Weider hu mer e President vum Relations-extérieures-Rot an der Persoun vum Ausseminister vun deem Memberstat, dee grad d'Présidence vun der Unioun ausféiert.

Dat mécht also véier Perséinlechkeeten zousätzlech zum Président en exercice vum Europäesche Conseil, déi Aussevertriebungskompetenzen hunn an déi déi net noutgedrongen op koordinéiert Manéier ausüben. Mam Iwwergang an d'europäesch Verfassungsgemeinschaft falen der dovun zwee ewech: den héije Vertrieber an de President vum RELEX-Conseil. Dës Conseilformatioun gëtt an Zukunft vun där Persoun presidéiert, déi och Ausseminister a Kommissionsvizepräsident ass. Hei hu mer et also mat enger wierklecher Fusioon vu Funktiounen a Mandater ze dinn, déi der Stellung vun Europa an der Welt an der Kloe-rheet vu sengem Message iwwert d'Grenze vun eisem Kontinent eraus nëmme kann notzen.

Wann den Här Kissinger nach Ausseminister vun de Vereenegte State wär, dann hätt hien elo nach eng eenzeg Telefonsnummer, déi hie misst dréinen, fir säin europäeschen Homologue un den Apparat ze kréien. Ech ginn emol dovun aus, datt och den Här Powell an deem seng Nofolger den Aus-sproch vum Här Kissinger nach an der Mémoire hunn, an datt si séier wuel wäerten déi geplangte Vereenheetlechkeet vun der personeller Ausstattung vun der europäescher Aussepolitik apprécieren.

Dann, Här Präsident, kënn et jo och zu enger Émorganisatioun vun der Europäescher Kommissioun. Déi lëtzebuergesch Parteien, och meng eegen, an d'Regierung hunn ëmmer gesot si géife sech enger Zesummesetzung vun der Kommissioun verweigere, déi net méi géif e Vertrieber vun all Memberstat vun der Unioun beinhalten. Domat hu mer eis och am Konvent duerchgesat, zesumme mat deenen anere kleng Staaten, déi an där sou genannter Klengstatekoordinatioun matgewierkt hunn. D'Kommissioun wäert och an Zukunft nach e Member aus all Memberstat hunn.

Déi zukünfteg Compositioun vun der Kommissioun, esou wäit de Konvent se virgesinn huet, ass eng Mëschung aus der Suerg no Effizienz a rationaler Aarbecht engersäits, an no ausgeglachener a gläichberechtigter Presenz vun alle Memberstaten anersäits. Stëmmberechtigt Membere vun der Kommissioun sinn deemnächst nach 15 Membere: de President, de Vizepräsident, dee gläichzäitig europäeschen Ausseminister ass, an 13 Membere, déi vun de Memberstate proposéiert ginn. Iwwert déi 15 stëmmberechtigt Membere esou vill weider Membere, wéi der gebraucht ginn, fir datt all Memberstat e Kommissär huet.

Déi stëmmberechtigt an déi net stëmmberechtigt Kommissäre ginn esou désignéiert, datt eng égalitaire Rotatioun tëschent alle Memberstate besteet. Wann an enger Legislaturperiode zum Beispill Lëtzebuerg a Frankräich e stëmmberechtigte Kommissär hunn, an Däitschland a Litauen net, dann

ass dat an der nächster Period ëmgedréint. Esou huet kee Land méi stänneg e stëmmberechtigte Kommissionsmember. All Land huet stänneg e Vertrieber an der Kommissioun. Iwwert d'Zäit gekuckt wäert Lëtzebuerg während grad esou vill Jore an der Kommissioun matgestëmmt hu wéi och Frankräich oder Italien.

Dëse System ass souwuel gerecht wéi effikass. En huet vill Virdeeler a mécht d'Aarbechte vun der Kommissioun méi rationell a fördert d'Integratioun vu Politikberäicher, déi eigentlech zesummegehieren, mä am Verlaf vun der Vergrößerung vun der Kommissioun getrennt goufen, fir all Membere vun där Institutioun zefridden ze stellen.

Da gëtt et nach eng Rei divers Punkten, wou ee sech och muss Froe stellen, well se net kloer sinn, notament déi vun der Présidence vun deenen eenzelne Fachministerréuniounen. D'Fro stellt sech ganz kloer, wien do d'Présidence huet, wéi déi Présidence an d'Rotatioun abruucht gëtt a wéi ee kann eng Kohärenz erabringen, wann net eng allgemeng Présidence do ass, déi Richtlinn ka ginn. Dat alles si Punkten, déi momentan nach net kloer sinn, a wann ee wëllt en uerdentleche Fonctionnement kréien, da muss een an dës Punkte Klorheet schafen éier dësen Text zu engem definitiven Text gëtt.

Här Präsident, et wär nach munches zu den Institutiounen ze soen, mä ech wëll elo ophale mat den Detailausféierungen, ech wëll lech awer net virethalen, datt meng Fraktioun och déi verstärkte Pouvoire vum Kommissionspräsident begréisst, grad esou wéi déi nettement verstärkte Roll vum europäesche Parlament bei der Compositioun vun der Kommissioun. Dëst si wichteg Fortschrëter a Richtung vun enger wierklecher europäescher Ausrichtung vun där Institutioun, déi am beschten den Esprit an d'Méthode communautaire verkierpert.

Meng Fraktioun begréisst och déi zwee Protokoller, déi eng méi prezis Ausformuléierung vun der Bedeutung vun Subsidiaritätsprinzip esou wéi e Mechanismus zur besserer Abannung vun den nationale Parlamenten an den europäeschen Décisionsprozess beinhalten. Virun allem dee sou genannt „Mécanisme d'alerte précoce“, mat deem déi nationaler Parlamenten kënnen hir Virbehalter géigeniwwer enger Kommissionsinitiative zum Ausdrock bréngen, a mat deem se gegebenenfalls, wann d'Dissensiounen net kënnen iwwerwonnen ginn, en europäesche Rechtsakt verhënnere kënnen, ass bemierkenswäert.

Richtig ugewannt erlaabt en eng vill méi déif gräifend Ausernanerung mat europäeschen Themen an den nationale Parlamenten, an domat och mat der öffentlecher Meinung vun de Memberstaten. Falsch ausgeluecht kéint en alledéngs och zu onnéidege Blocagé féieren, obwuel e komplizéiert genuch ass, fir net allze abusiv benotzt ze ginn.

Den zweeten Deel vun der Verfassungsvirlag vum Konvent ass d'Charta vun de Grondrechter. Zu hir selwer ass net méi alles ze soen, dat hu mer virum Sommet vun Nice gemaach, wéi de Konvent fir d'Charta säin Entworf virgueluecht huet. Ech wëll dofir just e puer Aussoen zur Wichtigkeet vun der vollstänneger Integratioun vun der Charta an d'Verfassung maachen.

D'Bestëmmung vun der Charta g'mam A-Kraaft-Triede vun der Verfassung fir bal eng hallef Milliard Europäer rechtsverbindlech. Dat si se haut net. D'Bierger vun der Unioun kréien also e Katalog vun allgemenge Rechter a Fräiheeten zougestane, déi der Kontroll vun der europäescher Cour de justice ënnerleien. Domat kréie mer fir d'éischt an der Geschicht e System vun europäesche Grondrech-

ter, deen an der Unioun verbindlech fir all Mënsch gëllt an un deen all Stat gebonnen ass.

Natierlech huet all Memberstat och esou e System, an doriwwer eraus gëtt et jo och déi europäesch Konventioun vun de Mënscherechter, déi zënter Jorzéngte verflüchtend fir d'Bierger vun de Memberstate vum Europarat gëllt. D'Uniounsbierger kréien also am Fong hei keng nei Rechter a Fräiheeten, mä dat ass och net d'Thema. Wichtig ass, datt eng demokratesch Gemeinschaft vu Staten a Bierger, déi op enger gemeinsamer Verfassung berout, wiesenshaft e System vu biergerleche Fräiheete braucht, fir am rechtsstaatleche Sënn komplett ze sinn, a genee dës Vervollständigung erfiert elo d'Unioun, wa mer de Verfassungsprojet vum Konvent definitiv iceléiert an a Kraaft gesat hunn.

Och de Problem vun der Interaktioun vun den Uniouns- an den Europarotsrechter, fir se emol esou ze nennen, gëtt enger Léisung zougefuert. Domat erreche mer och Eenheetlechkeet a Kohärenz vun der Rechtssprechung a Saache Mënscherechter vun der Cour vu Lëtzebuerg an där vu Stroossbuerg. Well déi Europäesch Unioun mat der Verfassung och selwer d'Rechtsperséinlechkeet kritt - déi huet se haut net, déi huet elo just déi Europäesch Gemeinschaft, also deen éischte vun den dräi Piliere vun der Unioun - ka se och international Rechtsverpflichtungen agoen.

Si kann duerno selwer der Europäescher Konventioun vun de Mënscherechter bäitrieden an esou déi iwwergéuerdent Jurisprudenz vun der Stroossbuerg Cour akzeptieren. D'Gefor, dat er eemol um Kierchbiereg enger Interpretatioun vun dësem oder deem Grondrecht gemaach gëtt, wéi dat zu Stroossbuerg de Fall ass, gëtt domat aus der Welt geschaaft. Dëst ass e wichtegen Aspekt, e weidere Fortschrëtt fir déi gesamt europäesch Mënscherechtskonventioun an och fir all Europäer, dee säi Recht wëllt akloen.

Här Präsident, de leschten Deel vu menger Ried beschäftegt sech mat e puer vun de sektorielle Politiken vun der Unioun, esou wéi se am drëtten Deel vun der Verfassung formuléiert sinn. D'Essenz vu ganz ville vun dësen Politiken gëtt an der Verfassung net nei erfonden, well se aus de besteende Verträge iwwerholl gëtt.

Ufänke wëllt ech mat der ganz wäit goender Generaliséierung vum Vote mat qualifizierter Majoritéit. A bal alle Beräicher vun exklusiver oder gedeelter Uniounskompetenz gëllt, wann d'Verfassung a Kraaft ass, de Prinzip vum Vote mat esou enger Majoritéit. Hien ersetzt op wäite Strécken d'Unanimitéit an dësen Iwwergang zu majoritären Entscheedungen vum Conseil gëtt begleet duerch déi generell Co-décision mam Parlament an der europäescher Législatioun.

An anere Wieder, mir bewegen eis an Europa a Richtung vun engem wierklech bicaméralë System an deem d'Vertrieber vun de Memberstaten a vun den europäesche Bierger op gläichem Fousrecht sëtzen. Dëst ass e signifikante Schrëtt hin zu méi europäescher Demokratie an Transparenz vun den Entscheedungen.

Allgemeng ass och ze begrëissen, datt de komplizierten Nicer System vun de multiple Majoritéite soll duerch e méi einfache System ersat ginn, an deem all majoritär Décision vum Conseil, jee nodeem a wéi engem Cas de figure e sech befënn, och muss de berechente Support vu mindestens 62% vun der europäescher Populatioun fannen.

Ze bedauern ass natierlech, an dat ass awer wesentlech, datt et am Beräich vun der gemeinsamer Aussepolitik net zu enger weidergoender Entscheidungspraxis mat Majoritéit koum. Esou laang dat nämlech net esou ass kritt d'Aussepolitik vun der Unioun net déi eegen Dynamik, déi se eigentlech bräicht fir sech an der Welt op positiv Manéier opzedrängen. Et wäert weiderhi Gezauders a Gehaders ginn an déi verschidden aussepolitesch Partikularinteressen, déi et an der Unioun gëtt, kënnen sech och weiderhi blockéierend artikulieren.

Fir eis ass wichteg, datt d'Fonction vum Ausseminister geschaaft gëtt. Dat hu mer och an där Motioun, déi mer hei alleguer gestëmmt hunn, gefrot. Mir wëllen, datt Europa no bausen e Gesiicht huet. Mir wëllen, datt Europa vum global payer zu engem global player och gëtt. Mir hunn duerch d'Experienzen am fréiere Jugoslawien, am Irak gesinn, awéiwäit eng blockéiert europäesch Aussepolitik ka katastrofal a beschämend Auswierkung fir Europa an der Welt hunn. An dofir ass et fir eis ganz kloer, datt mer eis d'Moyene musse ginn, datt esou Saachen net méi virkommen.

Mir bedauern dofir kloer an däitlech, datt déi Bewegungsfräiheet vun der Aussepolitik agegrenzt ass, well d'Unanimitéit weiderhin obligatoresch bleift a well e Land mat Vetorecht kann Décisionen verhënnere. Wann, wéi de Valéry Giscard d'Estaing dat gesot huet, dës Konstitutioun, dësen Text soll 50 Joer dauere, da schafen esou Dispositiounen während deene 50 Joer sécherlech eng ganz Rei a ganz dramatesch Problemer an hei muss nach kënnen driwwer diskutiert ginn an dat hu mer och am éischte Punkt vun där Motioun gesot, an ech liesen se vir: «La Chambre des Députés est d'avis que l'Union joue un rôle important sur la scène internationale et se rallie à la position majoritaire au sein de la convention qui demande une politique étrangère et de sécurité commune, visant une plus grande efficacité et cohérence à l'action extérieure de l'Union européenne». Fir dat ze errechen, mengen ech, muss hei nach dee weidere Schrëtt, deen eis all esou noutwendig schéngt, gegaange ginn. Zumindest muss d'Perspektiv dofir opgemaach ginn.

Ähnlech gëllt fir d'Verteidigungspolitik. Hei ass et méi novollzäbar, datt wa soll militäresch virgaange ginn, dëst eng gemeinsam Démarche vun alle Membere soll sinn. An dach, och am Beräich vun der Verdeedung muss mer wëssen, datt de gemeinsamen europäesch politesche Projet schwieereg ze formulieren ass, wa kaum Méiglechkeeten zum Virreiden duerch méi enthusiastesche Memberstaten existieren.

De Sommet vu Bréissel, wou Lëtzebuerg zesumme mat sengen dräi Noperen ausserhalb vun de formelle Mechanismen vun der Unioun versicht huet esou e Projet auszuformulieren, huet bewisen, datt et wuel net einfach wäert sinn innerhalb vum System unanime Décisionen ze fannen, déi enger grousser verteidigungspolitescher Ambitioun gerecht ginn. Des Weideren ass d'Bekanntnis vun enger wierklecher europäescher Verteidigung äusserst flou, mat engem Conditionnel ausgedréckt, esou datt vun der politescher Diskusioun bis zur konkreter Aktioun wuel nach vill Zäit ka versträichen, wat net zum Beschte vun eisem Kontinent an deem Fall ass.

Här Präsident, et kann een ni alles soe wat ee kéint soen, well wann een dat géif versichen, da géife mer an d'Nuecht haut falen.

(Interruption)

Ech wollt lech awer och nach eng Chance ginn, fir kënnen hei Är Meenungen zum Ausdrock ze bréngen an dofir fueren ech weider.

Ech wollt elo just nach menger grousser Freed driwwer Ausdrock ginn, datt mer bei der Vergemeinschaftung vum drëtten Piller, also bei der gemeinsamer Politik a Saache Justiz, Polizei, Stroferecht, Asyl an Immigratioun schéngen e substanzuelle Progrès ze verzechen. E gemeinsame Wirtschaftsraum, e kontinentale Raum vu fräier Zirkulatioun fir d'Bierger braucht och gemeinsam Regeln an deenen do Domänen, vun der Kontroll vun de Bausegrenze vun der Unioun bis hin zur gemeinsamer Verbiechensbekämpfung an der Unioun. Hei gesäit de Verfassungsprojet d'Basis vun engem gemeinsamen Rechtsraum vir an deem och ganz enk um Niveau judiciaire a policier zesummege schafft gëtt an dat gëtt vu mir a menger Fraktioun nodrécklech appréciiert.

De Verfassungsprojet ass net dee sichtbar vereinfachte Worf ginn, dee sech Optimisten erwaart hunn. Ech kann dem Konvent dofir awer kee Virwurf maachen. Vlächicht gouf net grad den optimale Grad vu Vereinfachung erreicht a wahrscheinlech besteet grad op deem do Terrain och nach Spurt an der Regierungskonferenz fir weider Simplificatiounen a Clarificatiounen ze errechen. Mä Tatsaach ass, datt Europa e komplizéierte Kontinent ass, d'Europäesch Unioun eng komplizéiert Konstrukt, déi vill Arbitrage muss vollzéien an deementsprechend eng europäesch Verfassung leider net dat Mooss u juristescher Ästhetik kann opweisen, wéi eng national Verfassung dat eventuell kann.

Nach e puer Betruuechtungen zum Konvent wëllt ech awer selwer ustellen. Ech sinn der Meenung, datt en alles an allem eng positiv Erscheinung an der europäescher Institutiounslandschaft war, mä datt mer aus sengen Defizienzen och musse Léiere fir d'Zukunft zéien, fir de Fall notament wou weiderhin nees eng Kéier déi konventionell Method géif genotzt gi fir grondleeënd Ännerungen an der europäescher Organisationsstruktur virzehuelen.

Et war gutt a richtig fir d'éischt emol, datt am Konvent d'Vertrieber vun den nationale Regierungschefen, vun den nationale Parlamenten, vum Europaparlament a vun der Europäescher Kommissioun zesummege schafft hunn. Dëse Mix huet bewierkt, datt sech eng gréisser Panoplie vun Interessen, Aspiratiounen an Iwwerzeegunge konnt austauschen, wéi dat am Kontext vu Regierungskonferenzen de Fall ass oder generell am Kontext vun enger eenzeger Institutioun. Hei ass queesch duerch Institutiounen a politesche konstituéiert Corpsen diskutiert ginn, mat dem Resultat, datt op einzelnen Themen, wéi zum Beispill bei der Communautarisierung vun der Justiz-, Asyl- an Awanderungspolitik vlächicht méi Fortschrëter erreicht goufe wéi dat no enger renger Regierungskonferenz de Fall giewescht wär. D'Compositioun vum Konvent ass also weiderhin als dee richtige Wee bei esou Démarchen ze betruechten.

Da war et selbstverständlech och richtig sämtlech Kandidaten gläichberechtigt un den Aarbechte vum Konvent deelhuelen ze loossen. Natierlech hat dës Participatioun fir déi zéng éischt nei Membere enger wäit gréisser Bedeutung wéi fir Rumänien, Bulgarien an d'Türkei, well si a manner wéi engem Joer zu deem Club gehéieren, deem seng Statuten hei néiergeschriwwen goufen. D'Vertrieber vun deenen zéng zukünftige Membere hu sech ganz aktiv an der Konventsarbeitsbedeelegt, wéi dat un hire sëllichen Interventiounen, déi een noliese kann, och novollzu ka ginn.

Si hu sech och wäit goend an d'Verhandlungslogik, déi innerhalb vun der Unioun gängig ass, agefügt, obwuel se natierlech eng gréisser Sensibilitéit fir Souveränitéit an national Selbstbestëmmung matbruecht hunn, wéi mer dat am Regelfall an der Unioun gewinnt

sinn. Datt d'Vertreieder vun Estland, Lettland a Litauen, déi 1990 nach sowjetesch Truppen op hirem Territoire stoen haten, déi se wollten dovunner ofhale sech an d'Onofhängegkeet ze bewegen, eng aner Relatioun zu dëse Begrëffer hu wéi d'Politiker aus den aktuelle Memberstaaten, dat ass eigentlech evident an natierlech.

Dach huet den Dialog mat dëse Leit am Kader vum Konvent schon emol e Virgeschmaach ginn op de Feeling vun der zukünftiger Unioun. Dëst ass absolut positiv ze bewäerten a sécher si sech hei eenzel Persounen no komm an hu geléiert sech ze verstoen, déi och weiderhin dann eben innerhalb vun der erweiderter Unioun politesch wäerte mateneen ze doen hunn.

Deen eenzege Bémol, deem ech leider muss un der Aarbecht vum Konvent ubréngen, well dat sech opdrängt, ass d'Aart a Weis wéi de Konvent geleet gouf. Hei muss mer fir d'Zukunft aus de Feeler vun deene leschte Méint och léieren. De Valéry Giscard d'Estaing ass e Mann, deem net déi ganz grouss Integratiounsfigur ass, an dat genau war vläicht ee vun de Problemer.

Wien de Konvent presidéiert, dee jo keng Voten hält, mä deem am Konsens beschléisst, dee muss de Konsens sichen a förderen. Wann de President awer heiansdo méi domat beschäftegt ass seng eegen Agenda ze verfolge wéi de Konsens ze facilitéieren, da gëtt d'Resultat vun den Aarbechte vun engem Forum, wéi deem europäesche Konvent hei, net dat wat et am Idealfall kéint sinn. D'Transparenz an d'Effikassitéit leide sécherlech dorënner.

Et gouf schon eng kéier e Konvent, an zwar deem, deem d'Grundrechtecharta ausgeschafft huet. Dee gouf presidéiert vum Roman Herzog, fréieren däitsche President, an deem hat keng eegen Agenda, hien hat just eege Kompetenzen. Wéi de Konvent fir d'Charta seng Aarbechten ofgeschloss huet, goufen et keng prozedural Mësstéin. Et gouf sech net iwwert de Féierungsstil vum Här Herzog beschwéiert, well et näischt gouf wou iwwer sech hätt misse beschwéiert ginn. Sollt also d'Méthode conventionnelle, déi an all hiren Aspekter prinzipiell hir Friichte gedroen huet, an Zukunft nees eng kéier ugewannt ginn, da muss och d'Persoun vum President eng sinn, déi mam Konsens identifizéiert gëtt.

Zum Schluss wëll ech nach drop insistéieren, datt meng Fraktioun de Beschluss vun der Regierung begréisst e Referendum iwwert déi definitiv Verfassungsvirlag ze organiséieren, e Beschluss, dee mer jo och an där Resolutioun erëmfannen, déi dem Parlament de Mëtteg zur Ofstëmmung virläit. Tatsächlech ass et esou, datt den Iwwergang an eng europäesch Verfassungsgemeinschaft och eng Erneuerung vun der Legitimitéit vun europäeschen Integratiounsprojete duerstellt. Aus deem Grond ass et richtig de Verfassungsprojete den Europäer zum Vote virzeleeën, well op deem Wee déi néideg gemeinsam Verfassungsloyaliteit kann erreicht ginn, déi déi nei Qualitéit vun europäeschen Zesummeliewe soll charakteriséieren. Loosse mer mat de Lëtzebuurger iwwert d'Verfassung diskutéieren a loosse mer se driwwer ofstëmmen. Dat neit Europa huet esou e Bekenntnis zu sech selwer verdéngt!

Als Konklusiounen aus deem Ganze wëll ech dat hei soen. Éischtens mir brauchen eng Verfassung. Eng europäesch Verfassung ass wichtig, och fir Lëtzebuerg. Mir brauchen d'Grundrechtecharta an der Constitution. Mir brauchen Aussepolitik. Mir brauchen en europäeschen Ausseminister. D'Konvention huet och eng korrekt Aarbecht gemaach an et ass elo un der Regierungskonferenz iwwert dës Aarbecht ze befannen, a wann d'Regierungskonferenz dësen Text

kritt a wann d'Regierungskonferenz dësen Text verbessert, do wou e muss verbessert ginn, a wann d'Regierungskonferenz dësen Text clarifiéiert, do wou méi Klorheet hëlleft, do wou méi Klorheet eng Noutwendegkeet ass, a wann d'Regierungskonferenz dësen Text compléiert, do wou e Lacunen huet, da kann dat a mengen Aen nëmmen hëlleft sinn.

Ech menge souguer, datt et deelweis eng reell Noutwendegkeet ass, an dat ze soen – dat wëll ech awer och kloer an däitlech hei ënnersträchen - ass keng Opposition géint dee Verfassungsentwurf, dee mer hei virleien hunn, an ass net eng Reaktioun géint d'Method vum Konvent, mä ass haaptsächlech eng Suerg, datt fir déi nächst 50 Joer an Europa mer och en Text kréien, deem Europa géibel mécht, an dat ass net esou einfach an dofir brauch ee Courage, an dofir brauch ee Klorsicht, an am europäesche Rot sinn der, deem een oder deen anerent, wou ech dovun ausginn, datt hie sécher Courage a Klorsicht huet.

Ech soen lech merci fir d'Nolasschere.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächsten Diskussionsriecher ass den Här Ben Fayot agedroen. Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, de Freideg, den 13. Juni 2003, mëttes um zwou Auer, war fir déi meescht Bedeelegt vum Konvent e Moment vu Gléck a Begeescherung. Et ass seelen, dass hautdësdays vu Gléck a Begeescherung am Zesammenhang mat Europa geschwat gëtt. Europa ass an den Hänn vun Diplomaten a Ministeren, vun Technokraten a Businessleit. Iwwer Europa gëtt an eng komplizierter Sprooch geschwat. Europa ass net an den Hänn vun de Biergerinnen an de Bierger.

De Konvent war den éischte seriöse Versuch säit iwwer 50 Joer fir de Bierger Europa erëmzeginn.

Wéi de Konvent den 28. Februar 2002 ugefaangen huet wousst kee wat doraus géif entsto. No an no huet sech gewisen, dass d'Versammlung vun den 105 Vertreieder aus Parlamenten, Regierungen, der Kommissioun, grad wéi Observateure vun de Gewerkschaften an der Zivilgesellschaft, mat Begeescherung a Realismus un hir Aarbecht erugaange sinn. 16 Méint huet déi Aarbecht gedauert, mat ville Konflikter iwwert déi zur Konvergenz fonnt gouf.

Selbstverständlech ass och an där Zäit an de Käpp vun de Konventionellen eng Evolutioun komm iwwert déi Punkten, déi andauernd diskutéiert gi sinn. Dat ass jo d'Wiese vun engem Konvent, wou ee Kompromisser sicht, dass een och capabel ass ze évoluéieren.

Säit dem 13. Juni 2003 ass schonns vill iwwert dee Konvent a seng Resultater gesot ginn. Munches ass zerrappt ginn. Dat ass u sech net schlëmm, wann d'Grundlag vun der Aarbecht net a Fro gestallt gëtt. Och iwwert déi europäesch Verfassung bréngt de Konsensualismus näischt. Den öffentliche Débat soll weidergoen, an ech wënsche mer, dass e während der ganzer Regierungskonferenz esou weidergeet an och während der Referendumscampagne. Doduerch kritt den europäeschen Integratiounsprozess eng nei Qualitéit am öffentleche Raum vun Europa.

An deem Prozess war e wichtige Ament d'Sitzung och vum europäesche Rot zu Thessaloniki, den 20. an 21. Juni 2003. Grad wéi de Conseil affaires générales vun deem Méindeg virdrun zu Lëtzebuerg hu Stats- a Regierungschefe festgehalten de Verfassungsentwurf vum Konvent wär eng gutt Startbasis fir d'Regierungskonferenz.

Ech muss soen, ech fannen dat e bësse schappeng, well dëse Verfassungsentwurf ass déi eenzeg zesammenhängend Basis fir d'Regierungskonferenz, déi ënner gegebenen Zoustänn vun Europa méiglech ass. Ech si souguer esou kéng ze behaupten, dass d'Regierungskonferenz näischt Besseres wäert fäerdeg bréngen wéi dat wat de Konvent a 16 Méint ervirbruecht huet, éischter manner. An ech soen lech och firwat.

Wien d'Reaktiounen vun de Stats- a Regierungschefen um Sommet vun Thessaloniki verfolge huet, huet gemierkt wéi schonns déi éischt nationalistesch an egoistesche Téin erklonge sinn. D'Regierungskonferenz waren ëmmer d'Plaz vun der Realpolitik an och e bësse vum Zynismus, net vun der europäescher Begeescherung. An d'Chefen, oder d'Regierungs- an d'Statschefen an den neie Baitrëttslänner, wann ee verschidde Reaktiounen gehéiert huet, sinn och do net besser wéi déi heiteg Memberen.

Haart verhandelen, keng Konzessiounen u weider Integratioun, keen Effort vu Kompromiss, dat alles schéngt den Agenda vun enger Partie Länner ze sinn, déi méi u sech selwer denke wéi un Europa.

Esou en Agenda kann sech am Konvent net esou ausdrécken, well de Konvent éischtens öffentlech war a well am Konvent eng kloer an engagéiert Majoritéit fir méi Integratioun war.

Natierlech muss ee bei aller Begeescherung, Här President, sachlech bleiwen an eng Partie Problemer gesinn, déi am Verfassungsprojete dra sinn. Dës Problemer entsprangen net der Onfäegkeet vum Konvent Léisungen dofir ze fannen, mä entsprangen dem Zoustand vun der Europäescher Unioun haut.

D'Europäesch Unioun ass haut ganz kloer an zwou Lager ageeilt. Dat engt Lager, ugefouert vun Däitschland a Frankräich, mat de Benelux-Länner, wëllt, dass Europa handlungsfäeg bleift an et ëmmer méi gëtt. Dëst zielt och fir d'Aussepolitik an d'Veerdeedegung, fir d'Immigratiounspolitik an d'ëner Sécherheet. Dat aner Lager gesäit an Europa haaptsächlech eng Fräihandelszon, a vill vun deene Länner sinn extrem retizent wann et heescht Deeler vun hirer Souveränitéit zesammenzeleeën. Déi zwou Lager sinn och gedeelt duerch hir Astellung vis-à-vis vun den USA, wéi den Irakkrich et gewisen huet, an ech muss och soen, dass zu deem méi retizenten Europa och vill nei osteuropäesch Länner gehéieren.

Am Konvent hunn d'Engländer zum Beispill sou genannt red lines, rout Linnen, opgezechent iwwert d'Aussepolitik, iwwert dat soziaalt Europa, iwwert d'Wirtschaftspolitik, iwwert d'Services d'intérêt général, a bal war d'Charta vun de Grundrechter där Astellung zum Opfer gefall. Dat alles huet de Kompromiss schwéier an d'Gläichgewicht delikat gemaach.

Erlaabt mer, eier ech op de Fong aginn, nach eng Remarque zum Fonctionnement vum Konvent, deem ech jo vu bannen erlieft hunn, en Deel, am Géigendeel zum Här Wiseler, deem esou Remarken dozou gemaach huet.

De Konvent war eng Ronn vu Politiker an och Diplomaten, mä et war keng parlamentaresch Versammlung. De Konvent hat e preziiert Mandat duerch d'Annexe vun de Konklusiounen vu Laeken. D'Stats- an d'Regierungschefen haten him d'Mandat ginn, net fir d'Kompetenzen vun der Unioun auszubauen, ausser bei der Aussepolitik a bei der ënnerer Sécherheet, mä fir Europa méi einfach, méi transparent a méi verständlech no baussen ze maachen. Europa sollt och méi de-

mokratesch ginn a méi effikass fonctionnéieren. Am Konvent huet sech awer mat der Zäit d'Iwwerzeugung erausgeschleert, dass wesentlech Punkten, wéi zum Beispill déi vun der Gouvernance économique oder vum sozialen Europa, de Kampf géint d'Aarbechtslosigkeit net ausgeklamert kéinte ginn, ëmsoss allerdéngs wéi d'Resultat weist.

Nach e Wuert zum Här Giscard d'Estaing als President. Den Här Wiseler huet dat jo och schonn hei zum Deel beréiert.

Fir mech ass dat Wesentlech bei där Geschicht net den Numm, mä de Profil vum President. D'Chefen haten dem Konvent e Präsidium gi mat engem fréiere franséische Statspräsident an zwee fréier Premierministere. Dee Profil war u sech e ganze Programm, hin zur Verstärkung vum Europäesche Rot, mat der Schwächung vun der Kommissioun eventuell als Konsequenz.

Dass de President an dee Präsidium den institutionelle Volet fir sech accaparéiert hunn, war an darselwechter Logik. Wat menger Ansicht no gefeelt huet, an ech hunn dat och kloer gesot, war en Aarbechtsgrupp iwwer Institutionen, well d'Praxis vun den Aarbechtsgruppen huet gewisen, dass do mat Hëllef vun Expäre roueg an objektiv konnt diskutéiert ginn. Et huet am Konvent ganz sécher eng déif gräifend Analys iwwer politesch Gouvernance an Europa gefeelt.

Dir erënnert lech, dass am Virfeld vu Laeken wichtig Premierministere eigentlech kee Konvent wollten. Et war net esou evident fir dee Konvent duerchzesetzen. Et sollt fir Verschiddener nëmmen eng Spillwiss als Beschäftigungstherapie fir e puer Deputéierten aus nationale Parlamenten an dem Europäesche Parlament ginn. D'Erfahrung vum éischte Konvent huet awer gewisen, dass d'Regierungen um Dësch mussen mat setzen fir eben déi rout Linnen ze zeichnen. Dat ass jo dann och geschitt. Wat de Konvent méi weidergoung, wat d'Vertreieder vun de Regierungen méi héichkaräteg goufen, an dat ebe well d'Regierungen gesinn hunn, dass de Konvent eppes kënn ginn.

Och Lëtzebuerg, dat wëll ech hei awer och gesot huet, huet an der Persoun vum Jacques Santer a sengem Suppléant, dem Här Nicolas Schmit, stännege Vertreieder vu Lëtzebuerg bei der Europäescher Unioun, déi beschtméiglech Vertreieder, fir de Standpunkt vun der Lëtzebuurger Regierung duerzeleeën, gehat. Si haten e wesentlechen Undeel an de Benelux-Virschléi, déi gewisen hunn, dass ee keng Zwergekoalitioun braucht, fir sech gehéier ze verschafen. Ech kann nach derbäifügen, dass den Här Nicolas Mackel, e jonken an héich kompetenten Diplomat, ons vill duerch seng Kontakter an duerch seng Kenntnis vum Konvent gehollef huet. Datselwecht géllt och fir den Här Genson, wat den drëtten Pilier ugeet, deem e gudder Kenner vun der schwieriger Matière iwwer Justiz an ënner Sécherheet ass.

Wat d'Aktioun vun der Chamber ugeet, kann ech mech nëmme beluewen iwwert déi kolleegial Zesummenaarbecht vun de véier Vertreieder, déi Dir op Bréissel geschéckt hutt, grad ewéi iwwert d'Hëllef vun der Chamberverwaltung an den Dévouement vun der Madame Barra, Fonctionnaire vun der Chamber. Mäin eenzege Regret bleibt, Här President, an ech ginn net midd et ze soen, déi frileuse Manéier mat där d'Majoritéit an dëser Chamber d'Öffentlechkeetsaarbecht vis-à-vis vun de Bierger vum Land gesinn huet.

De Verfassungsentwurf, deem den 13. Juni 2003 vum Konvent ugeholl gouf, huet Resultater fäerdeg bruecht, déi am Ufank keen dem Konvent zougetraut hätt. Als éischt natierlech - et ass scho gesot ginn

- de Passage vum Vertrag zur Verfassung. Ech weess wuel, dass mer de facto nach weider an der Vertragslogik sinn. D'Regierungskonferenz muss en Entwurf eestëmmeg unhuelen. Da muss all Land dës Verfassung ënnerschreien a ratifizéieren. Rechtlech gesinn, si mer also nach am internationale Vertragsrecht, mä dëse Vertrag ass wéi eng Verfassung ugeleucht.

Den éischten Deel enthält d'Grundlage vun der Unioun, déi relativ liicht ze verstoe sinn, och fir d'Bierger dobaussen, dann d'Wärter, d'Zilsetzungen, d'Kompetenzen an d'Ariichtungen. Den zweeten Deel enthält d'Charta vun de Grundrechter, grad ewéi et an all Verfassung e Kapitel iwwert d'Rechter an d'Fräiheete vun de Bierger gëtt. Den drëtten Deel, muss een allerdéngs soen, ass manner verfassungsaarteg. En iwwerhëlt eng grouss Zuel vun Dispositionen aus de besteende Verträge, an et ass och déi komplizéiert Partie. De véierten Deel enthält d'Schlussdispositionen.

Onméiglech huet et am Ufank geschéngt d'Charta vun de Grundrechter mam vollen Text ze incorporéieren. Et ass derwäert déi Charta nach eng kéier genee ze liesen. Vill Revendicatiounen vun der Zivilgesellschaft sinn dran. D'Charta vun de Grundrechter schafft wuel keng nei Kompetenzen, mä d'Evocatioun vun deene Rechter huet eng staark politesch Bedeitung fir d'Identitéit vun der Europäescher Unioun a fir de soziale Modell vun Europa.

Déi Iddien aus der Charta vun de Grundrechter fannen sech och am éischten Deel zum Deel erëm. Mat de Gewerkschaftsvertreieder an der Zivilgesellschaft goufe wéinstens verbal e puer nei Akzenter an den éischten Deel gesat. D'Vollbeschäftegung gëtt als Objektiv vun der Europäescher Unioun genannt, eng sozial Maartwirtschaft an d'Roll vun de Sozialpartner gëtt ënnerstrach.

Et gouf och opgepasst, ech wëll dat hei soen, dass iwwert d'Gläicheit vu Mann a Fra Klorheet herrscht. Am éischten Deel am Artikel 2 iwwert d'Wärter vun der Europäescher Unioun geet Rieds iwwert d'Gläicheit allgemeng. Am Artikel 3 iwwert d'Ziler geet Rieds vun der Gläicheit vu Mann a Fra, déi d'Europäesch Unioun fördere wëllt. Dëst kënn och erëm an der Charta vun de Grundrechter am Artikel 23 an am Artikel 21, de Prinzip vun der Net-Diskriminierung.

Aner Avancéee vum Konvent am Telegrammstil.

D'rechtlech Perséinlechkeet fir d'Europäesch Unioun gëtt hir d'Recht internationalen Verträge auszuhandelen an ofzeschleissen.

Eng radikal Vereinfachung vun de Gesetzes- a Reglementstexter gouf duerchgesat.

D'Opdeelung vun de Kompetenzen gouf klargestallt.

Et gouf an 41 Fäll d'Eestëmmegkeet duerch Majoritéitsbeschlëss ersat. D'Co-décisioun vum Parlament gouf d'Regel an der legislativer Prozedur.

Et gouf och eng Solidaritéitsklausel tëschent de Memberlänner am Fall vun Terrorurschléi a Katastrophen agefouert.

Am institutionelle Beräich gouf am meeschte Kritik um Konvent ausgeübt, mä ech mengen och hei, dass de Konvent op ville Punkten e Point d'équilibre, e Gläichgewicht fonnt huet.

Ons als Parlament interesséiert fir d'éischt emol, dass d'Roll vun den nationale Parlamenten an engem Protokoll festgehale gouf. D'Parlament kann zu all Gesetzesentwurf am Ufank vun der Prozedur seng Meenung soen. Am Protokoll iwwert d'Subsidaritéit gouf eng kloer Prozedur festgeluecht wéi de Respekt vun deem Prinzip ze garantéieren wär.

Eng interessant Neierung, déi zimlech zum Schluss derbäi komm ass, ass och déi Volleksinitiative fir d'europäesch Gesetzgebung. Um institutionelle Plang ass probéiert ginn d'Féierung vun der Europäescher Unioun zu stäerkeren.

Mam Ausseminister ass jiddfereen d'accord. D'Schafung vun där Fonctioun féiert nach net zu enger europäescher Aussepolitik, mä den Ausseminister mécht eng Perspektiv op. Hie kritt méi Mëttele wéi den Här Solana an den Drock vun der öffentlecher Meenung ass do, fir dass Europa dobausse gemeinsam handelt.

Vill hänkt dobäi vun der Persoun vun deem Ausseminister of. Eng vun den Haaptaufgaben vun der europäescher Aussepolitik an Zukunft muss sinn d'Verhältnis vun Europa an den USA am Kader vum transatlantische Bündnis ze iwwerdenken. Et ass net méiglech, dass bei de geréngste Meenungsënnerscheeder d'USA hir Muskele spille loosse, fir d'Europäer op hir Linn ze bréngen. Dat transatlantesch Bündnis ass e Bündnis fir Fräiheet an Zesummenaarbecht vu gläichberechtigte Partner, an eng demokratisch Gouvernance mondiale kann nëmme fonctionnéieren, wann d'Partner gläichberechtigt sinn.

D'Zesummespill vum Europaparlament a vum Conseil européen fir d'Wahl vum Kommissionspräsident ass a sech net kontestéiert, obschonn een hei eventuell méi eng staark Roll nach vum Europaparlament hätt kënnen kréien. Dobäi soll och, wéi et am Text steet, d'Resultat vun den Europawahlen berücksichtegt ginn, wann d'Orientatioun geholl gi fir esou e Kommissionspräsident ze bezeichnen.

Och d'Formaliséierung vum Eurogroup am Conseil mat engem permanente President vun zwee an engem hallwe Joer ass eng interessant Neierung, grad esou wéi d'Ausdehnung vun der normaler legislativer Prozedur, an doduerch d'Verstärkung vun der Roll vum Europaparlament. Déi einfach Léiung fir Mehrheitsofstëmmungen am Conseil ass trotz dem Seuil vu 60% vun der Populatioun e Fortschritt. De Kompromëss, wéi dann elo de Conseil seng legislativ Fonctiounen ausfëlle soll, léisst de Regierung d'Fräiheet déi Ministere fir d'Gesetzgebung ze schécken, déi Spezialiste sinn. Et gëtt also kee Conseil législatif mat permanente Ministeren, déi eleng d'Législatioun maachen. Et gëtt also e Conseil affaires générales et législatives à géométrie variable wat d'Législatioun ueget. Et bleift awer, dass de Conseil als Gesetzgeber wéi e Parlament öffentlech tage muss.

De Ministerrot besteet no der Verfassung aus zwee Conseilen, dem Conseil législatif et des affaires générales an dem Conseil des affaires étrangères. All aner Formatioun gi vum europäesche Rot decidéiert. Dës drastesch Vereinfachung kann dozou féieren, de Conseil Affaires générales massiv opzewäerten.

Am Ministerrot bleift d'Rotatioun vum Virsëtz bestoen. All Land ass an där Hinsicht gläich. Wéi dat praktesch stattfënn, muss nach gekläert ginn.

Une voix. - Merci pour l'explication!

M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, et bleiwen dann dräi institutionell Punkten, déi vill diskutéiert ginn. Den éischte Punkt ass d'Zesummesetzung vun der Kommissioun. Déi Politiker a Politikerinnen, déi sech haut fir d'Repräsentatioun vun all Land an der Kommissioun staark maachen, vergiessen, dass de Vertrag vun Nice, deem a Kraaft ass, d'Weihe fir d'Europäesch Unioun mat 27 Länner gesat huet. Den Traité vun Nice huet festgehalten, ech zitieren: « Lorsque l'Union compte 27 Etats

membres, le nombre des membres de la Commission est inférieur au nombre d'Etats membres. Les membres de la Commission sont choisis sur la base d'une rotation égalitaire, dont les modalités sont arrêtées par le Conseil, statuant à l'unanimité ».

Dat heescht, wann de 27. Memberstat antrëtt, da gëtt d'Kommissioun méi kleng wéi et Memberstate gëtt. Et muss also eng Solutioun fonnt ginn, déi net am Traité vun Nice steet, et sief dann et stellt een de Vertrag vun Nice a Fro.

Perséinlech hätt ech kee Problem mat enger Kommissioun vu 27 oder 30. Ech menge souguer et géif Aarbecht fir se alleguer ginn. Mä de Problem ass net, dass ze vill Leit an der Kommissioun ronderëm den Dësch sëtzen, de Problem ass de politeschen Equilibre. No enger Kommissioun vun 20, déi mer elo hunn, mat 10 Kommissären aus de fënnf grouss Länner, kommen an Zukunft sechs Kommissären aus grouss Länner an 21 Kommissären aus klengen a mëttlere Länner. Och wann ee mat aller Energie d'Gläichheet vun de Memberlänner ennersträcht, gesäit een, dass do e Problem ka sinn.

Wann een eng méi kleng Kommissioun duerch eng gläich Rotatioun bestëmmt, da fäerten déi grouss Länner, dass se net dobäi sinn. Dat huet ee jo scho gehéiert um Owend vum europäesche Rot. Den Här Schroeder huet dozou eppes gesot, an net méi spéit wéi haut de Moien hu mer och nach eng Proposition vum Här Pierre Lequiller, dem President vun der Delegatioun vun der Assemblée nationale fir d'Europäesch Unioun, krut. Dee wëllt eng Kommissioun wéi de Sécherheitsrot, mat enger permanenter Vertriebung fir déi grouss Länner an eng Rotatioun fir déi kleng Länner. Dat gëtt also eng Ausernanersetzung iwwert de Sënn vu Rotatioun. Ech mengen, op jidde Fall war et de Wonsch fir de System vun der gläichmësseger Rotatioun an d'Verfassung anzuschreiwien.

De Beneluxkompromiss ass dofir interessant, well en all Land dat verbréiften a virausschaubaart Recht gëtt um Dësch ze sëtzen, eng Kéier als stëmmberechtigte Member, eng Kéier als net stëmmberechtigten an trotzdem erlaabt eng manner grouss Kommissioun ze hunn. Et gëtt doniewent nëmme zwou aner Méiglechkeeten. Déi eng ass natierlech déi komplett Lassléiung vun der Compositioun vun der Kommissioun am Hibleck op d'Nationalitéit vun de Kommissären. Dat heescht, dass de Kommissionspräsident seng Kommissioun no de Kompetenzen exklusiv vun de Memberen, déi hien auswielt, géing zesummesetzen. Dat kann heeschen, dass Lëtzebuerg jorzéngtelaang kee Kommissär méi hätt, wat natierlech net akzeptabel ass.

Déi zweet Méiglechkeet ass wéi gesot eng Kommissioun mat esou ville Membere wéi Länner, eng Solutioun, déi déi grouss Länner menger Meenung no net akzeptéieren, a wa se se géifen akzeptéieren, da géifen se hiert Gewicht héchstwahrscheinlech op engem anere Plang ze verstärke sichen.

Den zweete kontroverséierte Punkt ass d'Zuel vun den Deputéierten am Europaparlament. D'Léiung vum Konvent ass kloer an awer net 100%eg kloer. De springende Punkt ass fir d'éischt d'Zuel vu 736 Deputéierten, déi als héchsten Zuel an der Verfassung festgeloegt ginn. De toute façon, dat wëll ech hei kloer soen, behale mer sechs Deputéierte bis 2009.

No der Verfassung muss d'Europaparlament virun de Wahlen vun 2009 eng Proposition iwwert d'Zesummesetzung vum Parlament vun 2009/2014 maachen, iwwert déi de Conseil européen eestëmmeg decidéiert. Fir d'Wahlen duerno geschitt datselwecht. D'Verfassung leet also nëmme eng Héchstzuel fest, déi an Zukunft net méi soll dé-

passéiert ginn, och wa mer zum Beispill zu 33 sinn. Si leet och zwee Prinzipie fest, en ënneschte Seuil vu véier, an de Prinzip vun der progressiver Proportionalitéit. Dat heescht, dass kee Land manner wéi véier Deputéiert kann hunn, an dass, wat d'Bevölkerungszuel méi kleng ass, d'Tranche vun der Bevökerung fir en Deputéierte méi kleng gëtt.

Fir Lëtzebuerg ass also an engem Europa mat 27 keng Ännerung ze erwaarden. Wat duerno geschitt ass natierlech eng Saach vu Verhandlungen, souwuel am Europaparlament wéi am Conseil européen. Op kee Fall kann een elo soen, dass mer an Zukunft nëmme véier Deputéierte wäerte kréien.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Awer och net, dass mer der sechs behalen!

M. Ben Fayot (LSAP). - Ech hunn dat jo erkläert, Här Staatsminister.

Den drëtten Punkt ass d'Vertriebung vun de Memberstaten am Conseil. Dëst ass e Froekomplex, dee vun de Medien a vun der Politik op de permanente President vum europäesche Rot reduzéiert gouf. D'Iddi ass jo vu gréisseren Länner wéi Frankräich, England, Spuenien virbruecht ginn, dem Conseil européen e President fir zweemol zweeanenhalleft Joer, also fënnf Joer ze ginn. Dat ass kloer de Versuch d'Versammlung vun de Stats- a Regierungschefen am institutionelle Gefüge méi staark ze maachen. Erlaabt mer dozou méi prezis ze ginn.

Bekanntlech gëtt d'Interessevertriebung vun den einzelnen Memberstaten am institutionelle Gefüge vun der Europäescher Unioun duerch den europäesche Rot, also d'Vertriebung vun de Stats- a Regierungschefen, an duerch de Ministerrot, also d'national Ministeren assuréiert. Mat der Zäit sinn an där Interessevertriebung eng Partie Dysfonctionnement opgetratt.

Grosso modo kann ee soen, dass de Conseil affaires générales, also de Koordinatiounsgremium vun den Ausseministere, ëmmer méi Pouvoiren un den europäesche Rot verluer huet. An och de Conseil fir d'Relations extérieures, dee vum Conseil affaires générales getrennt gouf, spillt aussepolitisch net déi Roll, déi em zougeduecht war.

Keen huet dat besser formuléiert wéi de Jacques Poos an engem Bericht vum Europaparlament iwwert d'Reform vum Conseil am September 2001. Hien huet eng Partie Dysfonctionnement vum Conseil opgezielt, dorënner dat hei: « La montée en puissance du Conseil européen dans le cadre des institutions européennes n'est pas étrangère aux dysfonctionnements du Conseil. Avec les « Sherpas » des Chefs d'Etat et des Premiers Ministres est née une filière de préparations et de commandement parallèle, opaque et intergouvernementale par essence.

La Commission s'est trouvée encore une fois écartée de ce mécanisme et a perdu des pans entiers de son pouvoir de proposition. Toute question importante remontant au sommet, c'est uniquement la Présidence du Conseil qui garde une vue d'ensemble. En se renforçant et en augmentant son emprise, le Conseil européen a changé la nature du mécanisme et de l'équilibre institutionnel: l'intergouvernemental et la diplomatie secrète sont revenues par la grande porte. »

Firwat ass de Conseil européen esou e wichteg Organ ginn?

No der Verfassung an no dem fréieren Artikel 4 vun dem Traité vun der Union européenne soll hie strategesch Impulser ginn. A

Wierklechkeet ass an de Vertrag net kloer ze erkennen, wat seng effektiv Pouvoire sinn. Et muss ee schonns déi Vertrag duerchkämen, fir dat erauszefannen. Zum Beispill hëlt hien de Programme pluriannuel fir d'Unioun un. Hien huet d'Veantwortung fir d'Aussepolitik, op jidde Fall wat d'Prinzipien an d'allgemeng Orientatiounen ueget. Hien huet d'Veantwortung fir d'grandes orientations de politique économique, fir den Emploi. Hie siégéiert als Conseil an der Formatioun vu Stats- a Regierungschefe fir d'Union monétaire, fir d'Droits de l'homme. Hie këmmert sech ëm d'Strategie vu Lissabon an d'Méthode ouverte de coordination, decidéiert Nominatiounen an och Sëtzer vun Agencen an Institutiounen. An de Conseil européen ass och d'Regierungskonferenz.

Dëst ass de Kär vun der Fro. Well de Conseil européen esou eng wichteg Roll spillt, soll hien an der Verfassung eng eegen Institutioun sinn niewent dem Conseil des ministres. D'Lëscht vun den Institutiounen am Artikel 18 vun der Verfassung zielt op: „Le cadre institutionnel de l'Union européenne comprend le Parlement européen, le Conseil européen, le Conseil des ministres, la Commission européenne, la Cour de Justice“. Dat ass d'Opzielung vun den Institutiounen am Artikel 18. Dobäi muss ee bemerken, dass den Här Giscard d'Estaing a sengem éischten Entwurf de Conseil européen un éischer Plaz gesat hat, als dat ieweischt Organ. Am Benelux-Vorschlag dogéint war wéi bis elo de Conseil européen als en Deel vum Conseil ugesi ginn.

Ech hu mech selwer e puermol vis-à-vis vum Här Giscard d'Estaing géint déi Opstockung vum Conseil européen als Gremium vun europäeschen Überväter a -mütter gewiert. Ech muss allerdéngs soen, dës Position hat am Konvent wat d'Evolutioun ugaangen ass, kee Succès. Ze vill staark ass den Drock ënnert de mächtege Männer a Fraen an Europa fir de Conseil européen.

Fir mech ass dofir de springende Punkt wéi kloer d'Kompetenze vum Conseil européen ofgetrennt ginn, an esou laang dat net geschitt, bleift dee Conseil fir mech e Gremium, deem den intergouvernementale Charakter vun der Europäescher Unioun an détriment vun der communautaire a federaler Method am institutionelle Gefüge vun der Europäescher Unioun verstärkt. Dobäi kréien d'Ministren a besonnesch d'Ausseministere ëmmer den zweete Präis. Si bleiwen ëmmer an ëmmer méi am Schiet vun de Stats- a Regierungschefen.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Très bien!

M. Ben Fayot (LSAP). - D'Fro no der Féierung vum Conseil européen stellt natierlech d'Fro vum Leadership an dem erweiderten Europa. Selbstverständlech kann dat Europa vu 27 oder 33 net méi gefouert gi wéi en Europa vu sechs oder 15. Et wäert, wéi et elo no der Constitioun ausgesäit, an Zukunft dräi wichteg Ämter an der Europäescher Unioun ginn: de President vun der Kommissioun, de President vum Conseil européen, den europäeschen Ausseminister. Et muss natierlech verhënnert ginn, dass déi Rivale ginn, amplaz dass si en Team sinn. Dofir ass d'Fro, wien de Conseil européen présidiere soll, esou wichteg.

Wann de Conseil européen besser fonctionnéiere soll, wa seng Décisiounen och deem néidege Suivi kréie sollen, déi se net ëmmer kréien, wann eng Evaluatioun vu sengen Décisiounen muss gemaach ginn, da brauch een dofir eng staark Perséinlechkeet, déi iwwert der Mêle steet an déi net en direkten Interessi an deem Conseil vun deene Chefe vun de Stats- a Regierungschefen huet.

Esou e President, sief gesot, kann natierlech schwéier en nationaal Mandat ausfëllen. Dat kann hie sechs Méint maachen, mä keng fënnf Joer laang. Dofir ass fir mech, Här President, d'Perspektiv, dass de Kommissionspräsident President vum Conseil européen ka ginn, déi eenzeg logesch. Domat wier d'Gefor vun zwee Rivalen un der Spëtzt vun Europa évitéiert. Wichtig ass och, dass gekläert gëtt, dass et den Ausseminister ass, deem d'Aussepolitik féiert.

Wa mer dat fäerdeg bréngen, Här President, dann hu mer kloer ofgetrennt Kompetenze fir jiddfereen vun deenen dräi an hunn eng Féierungséquipe, déi den intergouvernementale wéi och de communautaire Plang zesumme kann ofdecken.

Här President, et bleift dann dee wichtige drëtten Deel, fir deem de Konvent nach zweemol zesummekënn. Wéi de Conseil européen zu Thessaloniki gesot huet, soll e sech ëm Froe reng technescher Natur bekëmmen, mä kaum war de Sommet eriwuer, hate schonns eng Partie Regierunge wéi Frankräich, Portugal, d'Belsch, wichtig inhaltlech Verbesserungsanträge iwwert deem drëtten Deel abruucht. Insgesamt goufe bis de Moien 1.700 Ännerungsanträge virgeloegt. Eng interessant Inkonsistenz, déi Froen opwerft wéi seriö munch Konklusione vum Conseil européen sinn.

Et bleiwen natierlech vill Froen am Raum, och mat dëser Verfassung. Eng éischt Fro betrëfft d'Majoritéitsdécisiounen an d'Eestëmmegkeet. Selbstverständlech huet all Land seng eegen Interéten a jiddfereen fäert fir seng Hiewelen an der Europäescher Unioun. Et muss een allerdéngs och wëssen, dass mer zu 27 keng Décisioun eestëmmeg méi huelen.

Den Alain Lamassoure, e franséischen Deputéierten, huet déi Artikelen, déi der Eestëmmegkeet nach ennerleie wäerten, „des articles menteurs“ genannt, well si täusche vir d'Europäesch Unioun wéilt op deene Gebidder eppes maachen, kann et awer duerch d'Eestëmmegkeet net, esou dass ee sech berechtigterweis d'Fro stelle muss, ob et iwwerhaupt nach e Wäert huet dat als eng europäesch Kompetenz ze féieren. Ech weess, et sinn och Passerellen an der Verfassung, wou ee mat Eestëmmegkeet kann decidéieren op d'Majoritéit iwwerzegoen, mä wéi gesot, d'Eestëmmegkeet ass do natierlech e groust Hénnernes.

Zu de Majoritéitsbeschlëss, an do schlëssen ech mech ausdrécklech dem Här Wiseler un, soll natierlech och d'Aussepolitik gehéieren. D'Fro stellt sech allerdéngs, ob een dat kann. Hätt een zum Beispill iwwert den Irak-Konflikt ofstëmme kënnen? Ech mengen, dat wär komplizéiert gewiescht. Esou Décisiounen stinn um Enn vun engem laange Prozess vun interner Zesummenaarbecht.

Villes ass och um Plang vun der ennerer Sécherheet an d'Majoritéit iwwergang, an dat ass e groussen Erfolg fir d'Sécherheet vun de Bierger, fir de Kampf géint d'international Kriminalitéit, fir Problemer vun Awanderung an Asyl zesummen ze léisen.

Och um soziale Plang bleift nach manches ze maachen. Och um Plang vun der Gouvernance économique an och um ekologesche Plang. Ech bedauern an deem Zesummenhang, dass den Traité EURATOM aus dem Joer 1957 tel quel iwwerholl gëtt. Den Traité ass en eenzeg Loblied op d'zivil Nutzung vun der Energie nucléaire, an ech mengen, dat wär wierklech net akzeptabel an enger Zäit, wou vill europäesch Länner aus der Nuklearenergie erausklammen. Ech mengen, et soll een decidéieren, dass de Vertrag bis 2007 ausleeft, an da soll een déi sécherheets- a gesondheitspolitesch Mesuren, déi an deem Vertrag dra sinn, an d'Verfassung iwwerdroen.

Schlussendlech wëll ech och nach hei ennersträchen, dass d'Fro vun de Services d'intérêt général, also den öffentlechen Déngschtleeschungen, vill Wellen am Konvent gemaach huet, an dass et scho wichteg ass, dass mer do vläicht nach en Hoff maachen an deenen zwou nächste Sitzunge fir eng Base juridique ze kréien, fir den Accès dozou ze garantéieren.

Dat waren, Här President, eng Partie Punkten, déi ech ennersträche wollt. Ech wollt dann och nach d'Resolutioun vun onser Fraktioun iwwert de Referendum virleeën. Mir hu jo als Fraktioun gesot, dass mer der Meenung sinn, dass een e Referendum soll halen natierlech iwwert de finalen Text, deen herno an der Regierungskonferenz erauskënnt, net iwwert d'Verfassung, déi jo elo eigentlech nëmmen e Projet ass, étant donné dass déi Verfassung, wéi se elo virliät a wéi se hoffentlech vun der Regierungskonferenz largement respektéiert gëtt, eng ganz Partie Avancééën enthält.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- *saluant le projet de Constitution, élaboré par la Convention sur l'avenir de l'Europe et prenant acte que les chefs d'Etat et de gouvernement réunis au Conseil européen de Salonique ont considéré le projet de Constitution comme une bonne base de travail pour les prochains travaux de la Conférence intergouvernementale (CIG) ;*

- *considérant que les vingt-cinq gouvernements se sont donné un an pour signer avant les élections européennes du 13 juin 2004, un traité qui donnera à l'Europe une nouvelle Constitution ;*

- *considérant que les négociations, qui débiteront en octobre dans le cadre de la CIG, devront être menées le plus rapidement possible, voire être closes avant la fin de l'année ;*

- *se félicitant de certains acquis de la Convention en vue d'un renforcement de l'Union européenne, tels que*

1. *l'intégration de la Charte des droits fondamentaux, qui assurera une meilleure protection des citoyens ;*

2. *l'octroi de la personnalité juridique à l'Union européenne qui devrait lui permettre de conclure des traités en tant que telle et d'accroître son rôle sur la scène internationale ;*

3. *une participation plus active des parlements nationaux ;*

4. *la construction d'un espace commun de liberté, de sécurité et de justice, qui vise à harmoniser les politiques d'asile et d'immigration, ainsi qu'à favoriser la coopération judiciaire et policière ;*

5. *plus généralement, la simplification qu'apporte la future Constitution dans la multiplicité des textes en vigueur ;*

- *jugeant que le projet de traité constitutionnel marque le renforcement de la démocratie en Europe, rencontrant ainsi l'aspiration des citoyens désireux d'intervenir dans la politique européenne ;*

- *considérant que la nature constitutionnelle, ainsi que la portée du texte proposé par la Convention, requièrent son adoption tant par les Etats membres que par les citoyens européens ;*

- *considérant que la consultation populaire est un moyen approprié à la fois pour réduire le déficit démocratique de l'Union européenne et pour consolider l'espace public européen en formation ;*

- *se déclare en faveur de la tenue d'un référendum portant sur le texte final du Traité instituant une Constitution européenne accepté par la Conférence intergouvernementale.*

(s.) *Ben Fayot, Jean Asselborn, Alex Bodry, Jeannot Krecké, Jos Scheuer.*

Da wëll ech och nach eng Motioun virleeën, Här President, déi vu bis elo dräi Fraktiounen ennerschriewe ginn ass. Ech hunn awer d'Hoffnung, dass ons Kollege vun der CSV se nach wäerte mat droen. Eng Motioun, där hir Teneur am Dispositif et ass, dass mer d'Regierung initiiéieren an der Regierungskonferenz op der Basis vum Text vum Konvent ze agéieren, an dass den Text vun der Verfassung verbessert gëtt an dass mer och wënschen, dass d'Chamber dorunner associéiert gëtt.

Déi Motioun, Här President, ginn ech lech an zwou Minutten, wann d'Ennerschrëften alleguerten drop sinn.

Da fir ofzeschleissen, Här President, just ee Wuert. De Konvent war fir déi gewielte Vertrieeder vum nationale Parlament eng formidable Geleeënheet e Wuert iwwer Europa matzeschwätzen. En huet zwar net alles, mä villes bruecht. En huet gewisen, dass et nach Begeescherung fir Europa gëtt. Mir sollen déi Begeescherung weiderdroe mat Sachlechkeet. Mir hunn all d'Verantwortung fir en vereenegt Europa, fir de Friden an den Zesummenhalt vum europäesche Kontinent an all Kraaft muss an déiselwecht Richtung goen. Lëtzebuerg als Grënnerland ass méi wéi jee gefuerdert ze vermëttelen a matzeschaffen.

Ech soen lech merci!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *saluant la réussite de la Convention à dégager un consensus, sans options, pour répondre au mandat du Conseil européen de Laeken en décembre 2001, à savoir rendre l'Europe élargie plus efficace, plus démocratique et plus transparente ;*

- *saluant l'approche de nature constitutionnelle destinée à renforcer la communauté de valeurs qui unit les citoyens européens ;*

- *saluant que selon le principe de la démocratie participative la Commission peut, sur l'initiative d'un nombre significatif de citoyens de l'Union issus d'un nombre significatif d'Etats membres, être invitée à soumettre une proposition appropriée sur des questions pour lesquelles ces citoyens considèrent qu'un acte juridique de l'Union est nécessaire ;*

- *considérant que le projet de Constitution, élaboré par la Convention, contient des avancées substantielles sur les nouvelles missions de l'Union et sur l'architecture institutionnelle telles que l'intégration de la Charte des droits fondamentaux dans le traité, l'octroi à l'Union européenne d'une personnalité juridique, la clarification des compétences de l'Union, la simplification des procédures législatives et des instruments de l'Union ;*

- *saluant que le rôle des parlements nationaux soit renforcé par des avancées majeures, notamment dans le contrôle du principe de subsidiarité ;*

- *soulignant que la méthode de la Convention, souhaitée par la Chambre des Députés, a prouvé son efficacité en permettant une large participation démocratique des forces politiques et de la société civile ;*

- *rappelant que les représentants des Parlements nationaux et la Convention ont soutenu la méthode conventionnelle pour toute révision substantielle de la future Constitution européenne ;*

- *constatant toutefois que certains points restent insatisfaisants et devront être améliorés lors de la prochaine Conférence intergouvernementale, notamment le recours insuffisant au vote à la majorité qualifiée et la sauvegarde de l'équilibre institutionnel ;*

invite le Gouvernement

- *à oeuvrer lors de la Conférence intergouvernementale, sur base du texte de la Convention, pour que le projet de traité constitutionnel soit amélioré là où les citoyens ont des attentes particulièrement fortes, notamment dans les domaines de la politique étrangère et de défense, dans le champ social et en matière de gouvernance économique européenne ;*

- *à associer dans les meilleures conditions la Chambre des Députés aux travaux de la Conférence intergouvernementale.*

(s.) *Ben Fayot, Gast Gibéryen, Paul Helminger, Jos Scheuer, Claude Wiseler.*

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Paul Helminger agedroen. Den Här Helminger huet d'Wuert.

M. Paul Helminger (DP). - Här President, et ass elo scho ganz vill iwwert dee Konvent gesot ginn an ech wäert probéieren net alles dat ze widerhuele wat meng zwee Virriedner gesot hunn a wou ech souwisou largement mat hinne kann d'accord sinn.

Ech géing wëlle mat e puer allgemenge Remarken ufänken, well ech mengen et kann een de Bilan vun deem Konvent an domat och dann zu gläicher Zäit den Ausbléck op dat wat nach an där Conférence intergouvernementale elo zur Debatt stoung, déi Erwaardungen, déi Erausforderungen, déi u si gestallt sinn, eigentlech nëmme richtig jugéiere wann een awer dee Konvent erëm e bëssen a säi Kontext setzt, wat iwwregens meng Virriedner jo och scho gemaach hunn.

Firwat sinn d'Regierungschefen, d'Statschefe finalement zu Nice zur Konkusioun kouw, zu enger Konkusioun, déi se zu Nice formaliséiert hunn, fir e Konvent zesummenzeruffen, fir sech Gedanken ze maachen iwwert d'Zukunft vun Europa an dat mat engem relativ breede Mandat, deen zwar net all Froen am Detail opgezielt huet, mä deen awer esou formuléiert war, wéi gesot, datt et berechtigt war fir all Fro iwwert d'Fonctionnéiere vun Europa an iwwert d'zukünfteg Entwécklung vun deem Europa um Konvent unzeschneiden, wat jo och herno geschitt ass.

Ech mengen, et ass ganz kloer, datt dee Konvent zesummegegruff ginn ass, well d'Stats- an d'Regierungschefen selwer zu enger Konkusioun komm sinn, déi, souwäit ech mech jiddedfalls erënnere kann, hei an dëser Chamber x-mol, wa mer iwwer Europa geschwat hunn, wa mer déi verschidde Verträge, déi sech am Laf vun de Joren, entweder en Elargissement méiglech gemaach hunn oder eng Reform vun den Institutionen sollten an d'Wee leeden oder nei Gebitter vun der europäescher Politik erschleissen, eng ganz Rei Riedner, an zu deenen hunn ech och gehéiert, der Meenung waren, datt awer geschwënn de Moment do wier, wou mer eis eng Kéier misste méi kohärent ausenanersetze mat dem Fonctionnéiere vun deem Europa, an datt déi Mini-Reformen, déi Mini-Schrëtt no vir ganz oft zu méi Ontransparenz, méi Inkohärenz an eis méi wäit ewech vum Bierger gefouert hunn.

Ech mengen, et war d'Realisatioun, datt et dofir noutwendeg wär en neien Ulaaf ze huelen, besonnesch an engem Moment wou Europa virun enger Erweiderung stoung, déi beispilllos war, praktesch eng Verdueblung vun hirer Memberzuel, datt et do also noutwendeg wier, fir sech dat Ganzt eng Kéier méi fundamental ze iwwerleeën.

Wat fir e Konvent hunn d'Stats- an d'Regierungschefen dunn zesum-

megegruff? Si hunn e Konvent zesummegegruff, deen emol éischstens, an ech mengen dat ass jo remarquabel, deem fundamentale Gläichheetsprinzip vun de Memberstate Rechnung gedroen huet. Däitschland hat dräi Effektiv- an dräi Suppléantsmemberen, och Lëtzebuerg hat dräi Effektiver, Malta hat der och dräi an alleguerten déi aner Länner och. Et war e Konvent, deen zesummegegruff war aus deene véier Komponenten, déi haut an Europa déi Haaptacteure sinn, d'Virrieder vun den nationale Parlamenter, d'Virrieder vum Europaparlament, d'Virrieder vun de Regierungen a Verrieder vun der Kommissioun. Si hunn also alleguerte kënnen matschwätzen, ouni datt vu vireran eng Gewichtung virgeholl ginn ass, esou datt also d'Meenungen an d'Iddien an d'Beitrag vun deenen engen esou gutt ware wéi vun deenen aneren.

Oh, net grad ganz just, well am Ufank do hu mer - déi Kollegeen, déi mat mer am Konvent souzen, kënnen sech dorun erënnere - dach awer e puer Woche laang e Prozedursträit driwwer gefouert, ob dann elo déi Kollegeen, déi déi nei Baitrëtskandidaten deemools nach vertrauden hunn, och kënnen Beiträg maachen. Dat eenzegt wat Laeken gesot hat war jo eigentlech, datt se de Konsens net kënnen verhënnere, wann e sech da géing maachen, mä op wellech Manéier si géinge kënnen un den Diskussiounen deelhuele, dat war net preziséiert - datselwecht géillt iwwregens och fir eis Suppléanten.

Dat huet sech awer séier geregelt an et war finalement e Konvent wou jiddereen, deen eppes ze soen hat, och dat konnt soen, net ëmmer mëndlech, well mer do ënnert der strenger Fuchtel vum President éischstens wéineg Zäit haten, an awer trotzdem net ëmmer alleguerten zu Wuert komm sinn, mä awer schrëftlech jiddedfalls konnt jiddereen do sech ausdrécken an dat huet och gegolle fir déi, déi net direkt Member vum Konvent waren, déi Institutione wéi de Conseil économique et social, de Comité des régions, mä och iwwerhaupt d'Société civile konnt hir Beitrag dozou leeschten.

Dee Konvent ass presidéiert ginn, an och dat ass eng Saach do huet de Konvent selwer ganz wéineg Choix gehat, weinstens de Kär vum Presidium war virbestëmmt vun der Regierungskonferenz, déi de Konvent agesat huet, an der Persoun vum Giscard d'Estaing als President, dem Giulio Amato als Vizepräsident an dem Här Dehaene als zweete Vizepräsident. Dobäi huet dann de Konvent effektiv weinst deene verschidde Komponenten nach kënnen Leit dohinner delegéieren, esou datt finalement eng Dose Leit am Presidium do waren, deenen hir Aufgab et sécherlech war fir dee Konvent do ze dirigéieren, soss hätte mer jo kee gebraucht.

Dee Konvent, an dat ass déi drëtt Bemierkung, déi ech wollt maachen, krut jo gesot, e géing am Konsens schaffen. Domat war scho virbestëmmt, datt forcément een huet misse do sinn, deen dee Konsens géing formuléieren. Well e President wier ëmmer duer gaange fir ze soen, ech hunn elo hei Amendementer, elo stëmme mer of. Wien ass dofir? Wien ass dergéint? Dat wär en aneren Type vu Présidence gewiescht.

Hei hu mer eng Présidence gebraucht, ofgesi vun de Persounen, déi se konstituéiert hunn, déi am Wesentlechen do ware fir nozelaschtere wat an deem Konvent gesot ginn ass, wat erageschriwwen ginn ass an da fir doraus eppes ze formuléieren wat ebe just net sollt engem Vote ennerbreet ginn, mä wat sollt dozou féieren, datt wann um leschten Dag, an dat ass jo och dann effektiv de leschten Dag geschitt, wann een dat dann op den Dësch leet, an do ass nach vill an deenen 48 Stonne virdu geännert ginn, datt dann net den halwe Konvent opspréngt a seet, domat kann ech net d'accord sinn.

An dat ass jo och effektiv dat wat geschitt ass a wéi gesot, ofgesi vun all Remarken iwwer Stil oder Prozeduren, déi ee sécherlech berechtigetwee ka maachen, muss ee feststellen, datt aus dem Konvent finalement en Dokument erausgaangen ass, wat ouni Optionen de Stats- a Regierungschefe konnt virgeluecht ginn a wat eben dann dee Kompromëss duerstellt, zu deem de Konvent komm ass a mat deem elo d'Regierungskonferenz da kuckt wat se dovunner wëllt zrëckbehalen a wéi se doraus wierklech dann en Traité mécht instituant une constitution de l'Union européenne.

Et ass net verwonnerlech, datt am Kader vun deem Exercice alles dat erëm zum Virschäi komm ass wat iwwert dat lescht halleft Jorhonnert den Développement vun der Europäescher Union geprägt huet. Well mir probéieren hei e Schrëtt ze maachen aus dem Pragmatismus eraus, aus deene Solidarités de fait, vun deenen de Monnet an de 50er Jore geschwat huet, an déi de Grondsteen gëschter an haut ware vun deem Europa eriwuer ze goen an en Europa wat eng Verfassung huet an dat ass, wéi de Kolleg Claude Wiseler scho gesot huet, eppes fundamental anesches.

Bis elo war d'Démarche vun Europa, datt mer Saachen zesumme gemaach hunn, festgestallt hunn, datt mer der géinge wëllen zesumme maachen. Et war och am Fong erstaunlech, wann ee kuckt iwwert déi ganz Zäit, iwwer wat mer do alles d'accord ware fir et zesummen ze maachen, mä datt bal all Kéiers wa mer décidéiert hu mir géingen eppes zesumme maachen oder d'Regierungen decidéiert hu si géingen dann elo eppes zesumme maachen, awer och eng extra Method, extra Prozedure fonnt gi si fir Décisionen ze huelen. Gëtt d'Europaparlament gefrot? Gëtt et net gefrot? Wat ass d'Roll vun den nationale Parlamenten?

Bref, aus deem Pragmatismus ass eppes entstanen, wat am Endeffekt zimlech onduerchsichteg war. Eng Verfassung soll jo ebe just doranner Richtlinie bréngen, eng gewësse Klorheet bréngen. Et ass awer grad esou kloer, datt déi, déi wëlle vill Europa hunn, eng Verfassung gäre gehat hätten, déi op wär, déi de Wee fir d'Zukunft méiglechst mann géif verspären, au contraire souguer eng Verfassung wou méiglechst vill géing dra stoe vun deem Neien, dat se gären zesumme géinge maachen. Et ass grad esou evident, datt déi, déi och an der pragmatescher Approche déi waren, déi am längste gezéckt hu fir eppes matzemaachen, datt déi eng Heedenangsch haten, datt an der Verfassung hei géingen ebe Saachen dra stoe kommen, Diere géingen opgemaach ginn, mat deenen se net kéinten d'accord sinn.

Et sinn also déiselwecht Ambitiounen, déiselwecht Reserven, déiselwecht Befierchtungen, déi an deem Konvent hei zum Ausdrock komm sinn an déi awer, mengen ech, ebe grad just well d'Method déi war vum Konsens et erméiglecht hunn, dass jiddereen, deen de Befierchtunge konnt Ausdrock ginn, awer net forcéiert war fir weinst deene Befierchtungen neen ze soen zu eppes, esou datt dat Resultat zu Stane komm ass, wat en fin de compte dann elo um Dësch läit.

Laeken hat deem Konvent dräi Aufgäbe mat op de Wee ginn. Et soll probéiert gi fir d'Europäescher Union méi no bei de Bierger ze bréngen, et soll probéiert gi se méi demokratesch ze gestalten an et soll probéiert gi se méi effikass ze maachen.

Ech géing kuerz déi dräi Themen do wëlle beliichten. Méi no beim Bierger. Ech hu scho gesot, et war eng Folleg vun der pragmatescher Approche, datt Europa ëmmer méi komplizéiert ginn ass. Dat ass déi eng Dynamik, déi dozou gefouert

huet fir eben dann dorunner eppes ze änneren. Mä et ass och eng aner, déi méi inhärent ass, eng Noutwendegkeet, déi aus der Substanz hier kënn vum deem wat Europa haut mécht.

Europa huet ugefaange mat Kuel a Stol, jo, mä Europa huet ugefaangen, an dat ass och haut géng ech mengen nach ëmmer eng grouss aussepolitisch Ambitioun, fir dass Europa soll ni méi ënner senger Memberstate seng Différenden durch Krich ausdrécken, dass et do wär fir zesammen dofir ze suergen, dass eis Bierger am Wuelstand kéinte liewen, de Wuelstand, dee jo déi wesentlech Basis ass fir déi sozial Ofsécherung un där mer alleguerten esou staark hänken.

Mä et ass e Fait awer och, dat, nodeem mer eng Rei aussepolitisch Theme bewältigt haten, mer eis haut ëmmer méi der Innenpolitik zoukéieren. Wann ech den Domän vum der Bewegungsfreiheet vum der Bierger huelen, dann ass et jo ganz kloer, dass dat haut Problemer stellt vum der Sécherheet, vum der Kriminalitéit, déi iwwert d'Grenze ginn. Wann ech vum der Bewegungsfreiheet vum der Bierger schwätzen, da schwätzen ech jo och vum der Bewegungsfreiheet vum deene Bierger, déi iwwert d'Grenze schaffe ginn. Domat stellt sech de Problem vum der Kohärenz vum der sozialer Ofsécherung iwwert d'Grenzen ewech. Dat sinn nun awer typescherweis Problemer, déi éischter fréier zu der Innenpolitik gehéiert hunn an net zu deene Problemer, déi mat der klassischer Definitiou vum der Souveränitéit vum engem Stat ze dinn hunn.

Dofir ass et zum Beispill esou wichtig, dass déi Charta vum der fundamentale Rechter elo an déi Verfassung soll ageschriwwen ginn, well déi niewent deene klassische Freiheeten: Freiheet fir sech zesammen ze dinn, Meenungsfreiheet, Glawensfreiheet a Freiheet fir sech ze bewegen, och elo eng ganz Rei ganz prezis sozial a wirtschaftlech Rechter vu Bierger beinhalt, déi an Europa an Zukunft fir jiddferree gëlle sollen.

Wat d'Veereinfachung vum den Texter ugeet, géng ech awer wëllen dem Vizepräsident Amato a sengem Groupe de travail e groust Kompliment maachen. Sécher, eng europäesch Constitutioun gëtt ni en Text wéi de Giscard d'Estaing et eng kéier gesot huet: « Il faudrait qu'elle soit lisible par un lycéen. » Dat ass natierlech eppes wat mam beschte Wëllen en Zil ass, wat sécherlech net erreechbar ass, mä ech géng awer behaupten, dass par rapport zu der Multitude vum Traitée, déi mer virdrun haten, dat, wat elo um Dësch läit, doranner eng gewësse Vereinfachung bruecht huet.

Datselwecht gëllt fir déi Strukturen, datselwecht gëllt fir déi Déciounsprozedure wéi mer ugefaangen haten, kann ech mech erënnere, dass an engem Aarbechtsgrupp de Kont gemaach gi war, do sinn et iwwer 35 verschidde Manéiere ginn, laut deenen d'Uniou Déciounen hält, déi sinn awer wesentlech reduzéiert ginn op eng Dosen haut, esou dass dat awer, mengen ech, am Sënn vum der Vereinfachung och et méi llicht fir de Bierger mécht, fir dat ze verstoen.

Mä virun allem ass jo déi grouss Avancée, déi, géng ech mengen, am Dëngscht vum Bierger oder am Sënn vum Bierger stattfonnt huet, déi um Plang vum der Subsidiaritéit a vum der Roll vum den nationale Parlamenter, deenen hir Roll och emol eng kéier méi kloer definéiert ginn ass. Mir hunn eis menger Meenung no verrannt, wa mer ëmmer erëm an zousätzlechen internationale Gremien eis zesumme gedoen hunn, mat den Europarlamenter an esou weider, an hunn dobäi e bësse vergiess wat dann d'Roll vum deenen eenzelnen ass.

D'Roll vum Europaparlament ass déi fir um europäesche Plang legislativ virzegoen an d'Roll vum den nationale Parlamenter ass et fir um

nationale Plang hir Aufgab ze erfëllen. Déi Aufgab besteet doranner, dass se engersäits d'Aktioun vum hirer Regierung an deenen europäesche Conseile kontrolléiert, an dass se anerersäits natierlech och, an dat ass déi ganz nei Roll, déi se elo kritt hunn, formal abezu ginn an dee Prozess, fir iwwerhaapt vu viwech mat ze decidéieren, ob eppes iwwerhaapt soll um europäesche Plang ugaange ginn oder ob et net besser um Plang vum de State soll bleiwen. Do – an ech kommen net nach eng kéier op déi Prozeduren zrëck, déi zrëckbehale gi sinn - hu mer eis d'Méi gi fir dofir ze suergen, dass se engersäits dee legislative Prozess net erschwéieren, net ophalen, mä awer anerersäits de Parlamenter d'Geleeënheet gi fir eng Alarmschell ze zéien, fir ze soe passt op do riskéiere mer an eng Violatioun eran ze rutsche vum Prinzip vum der Subsidiaritéit.

Et ass och an deem Sënn, wou ech fannen, dass déi logesch Konsequenz vum deene Beméiunge fir Europa dem Bierger méi no ze bréngen, bei aller Komplexitéit vum den Texter, déi do erauskommen, als Endphas vum deem Prozess och hei zu Lëtzebuerg soll an engem Referendum bestoen, wou de Bierger also gefrot gëtt. Nodeem de Konvent seng Propositione gemaach huet, nodeem d'Regierungskonferenz hoffentlech sech eens ginn ass iwwer en Text, soll den Text dann och dem Bierger virgeluecht ginn, fir dass hie sech kann domadder ausernee setzen a seng Meenung doruwwer soen.

Ech kann net ëmhin, fir hei awer och ze soe wat um Lëtzebuerg Plang geschitt ass fir de Bierger och schon an deeser Phas mat anzubannen an dee Prozess, wat méi oder manner erfollegräich war, mä awer och ze soe wat mer vläicht verpasst hunn.

D'Commission des affaires étrangères - ech hunn d'Lescht de Kont gemaach - huet iwwer eng Dose Mol iwwert den europäesche Konvent sech ënnerhalen, ganz oft dovunner a Presenz vum der Madame Ausseminister oder jiddfalls vum hire Beamten. Mir hunn Hearingen organiséiert gehat. Mir haten dee ganzen Exercice ugefaangen - mir sinn dat eenzeg Land wat dat gemaach hat - mat engem Questionnaire, deen u sämtlech Haushalter hei am Land gaangen ass a wou mer méi wéi 10.000 Äntwerten drop krute wéi de Bierger Europa a sech selwer a säi Land an deem Europa gesät. Wéi gesot, et deet mer nach ëmmer Leed, dass mer et zum Schluss net fäerdeg bruecht hunn, virun der Schlussphas, fir déi Diskussiounen hei an der Chamber engem gréisseren Public zougänge ze maachen, fir dass en hätt kënnen dorunner deelhuelen.

Mir hu wuel en Hearing organiséiert, mä do sinn erëm déi klassesch Vertrieeder vum den Interessen am Land zu Wuert komm, eigentlech awer net de Bierger selwer, esou wéi mer am Ufank bemierkt hunn, dass en awer uspriechbar wär, well wéi gesot 10.000 Äntwerten, dat ass awer ëmmerhin net näischt. Do hu mer vläicht eng kleng Geleeënheet verpasst, mä wa mer elo dee Referendum maachen, dann hu mer vläicht eng Geleeënheet fir dat nach eng kéier nozehuelen.

Dat Europa sollt och méi demokratiesch ginn. Ech mengen d'Demokratie esou wéi mir se verstinn ass jo haaptsächlech, dass mer e bësse méi eng kloer Rollentrennung hunn téschent deenen, déi regéieren, déi exécutéieren an téschent deenen, déi kontrolléieren, an da bien entendu als drëtter Pouvoir déi, déi finalement als Richter decidéieren, ob dat wat dobausse geschitt och conforme ass mat der Législatioun, mat der Constitutioun a mat all deem.

Ech menge grad just an deem Punkt huet awer dee Konvent hei e bësse méi Klorheet bruecht. Ech

hu scho gesot, en huet d'Roll vum Europaparlament engersäits a vum den nationale Parlamenter anerersäits méi kloer definéiert. En huet, besonnesch wat d'Europaparlament ubelaangt, wat jo allgemeng duergestallt gëtt als de grouse Gewënner vum deem Konvent, den Domän vum der Codécioun, wou d'Europaparlament also ka matschwätzen, wäit gehend ausgewäit, en huet em seng Roll bestätegt bei der Nominatioun vum President vum der Kommissioun a vum der Kommissioun insgesamt.

E bezitt d'Europaparlament mat an an d'Opstelle vum engem plurianuellen Aktiounsprogramm, deen - dat soll een och net ënnerschätzen, wann dat richtig ugepaakt gëtt - kéint den Ufank sinn, dass och an Europa a besonnesch am Europaparlament e bëssen eng Ofkéier ass vum deene punktuellen Majoritéiten, mä dass effektiv eng Kommissioun an à la limite e Conseil européen kann untriede mat engem Aktiounsprogramm, deen dann iwwer bal eng Legislaturperiode ze realiséiere wär a wou een dann och kënn dru moossen, ob herno e Resultat do wär oder net, esou wéi dat jo an enger Demokratie eigentlech normal ass.

Ech wëll an deem Zesummenhang och e Wuert iwwert de Legislativrot verléieren, dee jo zimlech kontroverséiert war a wou eng ganz Partie Regierungsvertrieeder eigentlech net frou driwwer waren, au point dass ech mech heiansdo froen an deenen Diskussiounen, déi ech jiddfalls hat, ob et net do awer e kolossaalt Mëssverständnis gëtt.

De Legislativrot, esou wéi ech et jiddfalls verstinn a wéi ech mer et géng virstellen, dass et och an der Constitutioun eigentlech misst säin Agank fannen, seet a mengen A weider näischt wéi, dass wann de Conseil - an do ass d'Compositioun eigentlech a mengen Aen eng zweetrange Geschicht - a senger legislativer Funktioun, déi e jo huet an déi en och wäert an Zukunft behalen, agéiert, dass en do sech muss un déi Regeln hale vum der offener Demokratie, esou wéi mer se kennen, dat heescht, dass dat ebe just net méi kann am stillen Kämmerlein geschéien, mä dass dee Prozess muss an der Öffentlechkeet oflafen.

Eng zweet Roll, déi deem Legislativrot zougenschwat kënn ginn a ginn ass zum Deel, dass ass déi fir dofir ze suergen, dass d'Aktioun vum der Uniou um Niveau vum Conseil och méi kohärent ass - loosse mer eis näischt virmaachen, et kënn jo awer ëmmer erëm vir, dass d'Environnementsministern an eng Directioun gi mat där d'Agrarministern herno Schwieeregkeeten hunn, oder ëmgekéiert -, an dass an der Aktioun vum der Europäescher Uniou méi Kontinuitéit an eng besser Koordination stattfënn. Ech si mer bewosst, dass mer hei an engem Thema sinn, dat och sécherlech op der Regierungskonferenz nach eng kéier wäert opgegraff ginn. Dat éischt schéngt mer absolut wesentlech ze sinn, dass de Legislativrot, wann e légiféiert, sech dann och muss un déi Prozeduren halen, déi an enger Demokratie üblech sinn.

Deen drëtter Volet ass méi effikass. Ech hu schon, mengen ech, ugedeit, dass d'Kompetenzen e bësse méi kloer definéiert gi sinn. Dräi Type vu Kompetenzen: Déi exklusiv Kompetenzen, déi partagéiert Kompetenzen an dann all déi Domänen an deenen d'Uniou Aktiounen ënnerhält, déi dat, wat d'Länner selwer maachen, ënnerstëtze sollen. Et ass och en Effort gemaach ginn, deen och net einfach war, mä deen awer ze enger relativ propperer Lëscht, géng ech mengen, gefouert huet, bis op

zwou, dräi Ausnahmen iwwert déi verschidden Domänen vum der politischer Aktivitéit, déi ënner déi eenzel Kategorië vu Kompetenze falen.

Et ass virun allem - an dat war eng Suerg vum deenen, wéi ech virdrü gesot hunn, déi d'Ambitioun hu fir Europa weiderzebréngen - fäerdeg bruecht ginn, dass mer eng Flexibilitätsklausel dra kruten, déi et erlaabt fir awer och op deenen Domänen, wou d'Uniou keng Kompetenz oder nëmme eng limitéiert Kompetenz huet, agéieren ze kënnen, wann déi héier Prinzipien an déi héier Objektiv vum der Uniou a Fro gestallt sinn. Och ass d'Zuel vun deenen Domänen, wou Majoritéitsbeschlëss kënn geholl ginn, ganz wäit ausgedehnt ginn. Et sinn nach knapps 50 Domänen, wou d'Unanimitéit erfuerdert ass. Do si bien entendu och déi derbäi, wou mir selwer drop halen. Duerfir, mengen ech, solle mer aus der Majoritéit qualifizéiert kee Fetichismus maachen, well et gëtt fir all Land, net nëmme fir Lëtzebuerg, Domänen, wou mer der Meenung sinn, dass déi och an Zukunft sollen eng ausdrécklech Zoustëmmung kréien.

D'Initiativrecht vum der Kommissioun, dat zum Deel op wackelege Féiss stong, ass bestätegt ginn. D'Kommissioun spillt eng eminent Roll am Opstelle vum deem plurianuellen Aktiounsplang, grad esou wéi am Kader vum Conseil affaires générales. Do huet d'Kommissioun eng wichtige Roll an der Preparatioun vum dem Conseil européen an am Suivi vum den Déciounen ze spillen.

Da komme mer un déi ganz Problematik: Rotatioun géint/versus Effektivitéit. Do muss een, fir dat richtig ze jugéieren, vläicht probéieren e Schrëtt zrëckzehuelen.

Wat war de Sënn vum der Rotatioun um Ufank vum der Uniou wéi mer zu sechs waren? Mä et war eent vum deenen Elementer, dat duergestallt huet, dass d'Uniou aus deemools sechs, haut dann ebe 15, muer 25 Gläichberechtete Membere bestanen huet, an dat huet jo och jidderengem net nëmme all zéng Joer, mä all dräi Joer deemools e gutt Gefill ginn. Mat där Rapiditéit mat där d'Europapolitik virugeet, hat ee souguer oft d'Chance, dass een no dräi Joer déi Dossieren erëm erëmfonnt huet, déi een an der éischter Period oder an der Period virdrun net konnt ofschléissen.

Et ass e Fait, dass haut déi Rotatioun nach sécherlech e gutt Gefill gëtt während sechs Méint. Déi, déi effektiv dra musse schaffen, si bëis gestresst, mä et gëtt dem Land e gutt Gefill. Ech ka soen ech hunn elo während sechs Méint déi Présidence, mä ech froe mech, ob et wierklech deem anere Symbol, deem vum der Gläichberechtigung vum de Staten, vum deenen Test nëmme all zwielf an en halleft Joer oder muer all 15 Joer ugetratt ka ginn, nach effektiv gerecht gëtt. Wa mer zrëckdenken, wat alles an deene leschte 15 Joer geschitt ass, muss ech soen, dass ass do villes laanscht d'Nues vum zukünftege Présidencé gaangen, wou déi net ganz vill dozou bäizedroe gehat hätten.

Dat war also erstaunlecherweis en Diskussionspunkt, wou herno am Domän vum der Aussen- a Sécherheetspolitik am séiersten e Konsens do war fir ze soen, do musse mer eppes maachen, do schafe mer elo en europäeschen Ausseminister, an net nëmme dat, deen huet den „double hat“, deen ass och nach Vizepräsident vum der Kommissioun a presidéiert dann och de Conseil affaires générales. Sechs Méint virum Enn vum Konvent ass dee Punkt schon am Konvent behandelt ginn, an dat ass elo de Konsens, wat jo awer e bësse verwonnerlech ass. Duerno hu mer eis haaptsächlech konzentriert op déi Iddi. Dee Konsens lounge schon um Dësch éier de Giscard säi Pavé gepucht huet vum

dem President vum Conseil européen. Bon!

Et gëtt nach eng Rei aner Conseilen, wou vum enger méi permanenter Présidence geschwat ginn ass. Et war d'Benelux-Proposition, dass wann net de President, dann awer e Member vum der Kommissioun soll de Conseil affaires générales presidéieren, wat ech och perséinlech eng gutt Saach fonnt hätt. Et gëtt nach weinstens een aner Domän, wou ech mengen, dass et och net schlecht wär wann Europa d'Méiglechkeet hätt fir méi mat enger Stëmm ze schwätzen no bausen. Dat ass dee ganze Volet ECOFIN, zumindest a senger Euro-Dimensioun. Et kann een och iwwert d'Justice rieden. Vun deene Saachen ass elo keng Rieds méi gaangen. Ech wëll awer och soen, dass se eigentlech och net ausgeschloss si fir d'Zukunft, esou dass dat och nach e Chantier ass, deen ee vläicht misst ugoen.

An dann de Conseil. Mir hunn eis vum Ufank un - dat ass ganz richtig gesot ginn - gewiert fir aus dem Conseil eng eegestänneg Institution ze maachen. Dat hu mer net ganz ewechkritt. De Conseil européen steet an der Oplëschtung vum den Institutionen als separat Instanz do. Allerdéngs ass et fäerdeg bruecht ginn ze verhënnere, dass jiddfalls emol an der Constitutioun direkt, wat herno geschitt, dass muss een nach gesinn, mä dass am Konsens-Pabeier selwer ganz kloer steet, dass de Conseil européen keng Pouvoirs législatifs huet. Déi Iddi, dass e soll en eegestänneg Staff, eng eegestänneg Bürokratie kréien, ass verschwonnen. Et ass au contraire ganz kloer gesot ginn, dass seng Preparatioun ze geschéien huet durch de Conseil affaires générales, wou jo d'Kommissioun matschaft.

Et wär a mengen An eng gutt Iddi gewiescht, wann een et do fäerdeg bruecht hätt fir ze soen, dass net de President vum der Kommissioun, well dat hätt de President vum der Kommissioun op en Niveau gesat, dee par rapport zu dem President, dee mer jo awer dann elo hunn, dee méi permanent ass vum Conseil européen, wou mer en net géinge wëllen hunn. Et wär awer gutt gewiescht, wann ee vum der Kommissioun de Conseil affaires générales hätt kënnen dirigéieren an domadder d'Leedung gehat hätt vum deem ganzen Travail de préparation et de suivi vum Conseil européen.

Dat ass sécherlech dee Chantier, wou d'Conférence intergouvernementale sech nach wäert intensiv domat beschäftegen, mä wou ech awer wëll behaupten, wann och net hei déi leschte Klorheet geschafte ginn ass, jiddfalls a mengen Aen, och nach laang net dat lescht Ideal erreecht ginn ass, dass ass zumindest awer och keng Dier opgemaach ginn, déi entwouch féiert, wou mer net géinge wëllen, an et ass och keng Dier zougemaach ginn, déi eis géng drun hënneren dohinner ze goen, wou mer gäre géinge goen.

Zu der Kommissioun. An deem Equiliber vum den Institutionen sinn effektiv d'Pouvoir vum President net geschwächt, ech géng souguer mengen se wäer gestärkt ginn. Hien huet elo de Choix téschent deene Kandidaten, déi hie vum de Memberstate proposéiert kritt, fir seng Kommissären auszuwëhlen. Hien organiséiert dann och seng Kommissioun, an do si mir vläicht net esou frou, dass hien dee Pouvoir huet, no deene Regeln, déi festgeluecht gi sinn, dass niwint dem Vizepräsident, deen Ausseminister ass, an deen à la majorité qualifizéiert vum Conseil européen désignéiert gëtt, hie finalement awer deen ass, deen dofir suert, dass de Prinzip vum der absoluter Gläichheit an der Rotatioun vum de Memberstaten, ënner Bëuechtung vum der geographescher Dimension vum Europa an hire Memberstaten, déi Kommissioun, déi elo dann aus 15 Commissaires européens a 15 einfache

Kommissäre besteet, dass déi Zesummesetzung klappt.

Mä nach géing ech mengen, datt mat deenen Diskussiounen dat wesentlech Gläichgewicht vun den Institutiounen ënnereneen, vun deenen déi dat Intergouvernementaalt verkierperen an deenen op där anerer Säit, déi dat Gemeinssaamt, dat Europäesch, dat Communautéit verkierperen, datt dat duerch dee Konsens, deen hei fonnt ginn ass, net wesentlech gestéiert ginn ass.

Allerdéngs, wa mer vun Effikassitéit schwätzen, gëtt et zwee Domänen, wou ech mengen, datt an der Substanz effektiv net dat erreicht ginn ass, wat mer eis erwaart hunn. Dat ass ganz kloer an der Aussen- a Sécherheetspolitik, woubäi dat een Thema ass, wann ech nach eng kéier dierf drop zréckkommen op dee Questionnaire, dee mer hei zu Lëtzebuerg verschéckt haten, woubäi dat wierklech ee vun deenen Domänen ass, wou déi gréisste Majoritéit hei zu Lëtzebuerg, mä dat géllt och fir déi aner Länner, sech dofir ausgeschwatt huet, datt Europa misst onbedéngt méi Fortschrétt maachen a méi Poids kréien.

An dann dat Zweet wouriwwer ee sech och e bësse Suerge maache kann, datt ass am Domän vun der Gouvernance économique, wou de Groupe de travail net ganz vill Virschléi gemaach hat, wou och éierlech gesot herno am Konvent, ausser sech vläicht doriwwer ze beklouen do kee grouse Fortschrétt ze verzeche war, och eigentlech näischt wesentlech Neies op den Dësch komm ass, wat awer en Déséquilibre duerstellt.

Et gëtt ëmmer gesot d'Europäesch Unioun ass e wirtschaftleche Ris. Et ass awer och zu gläicher Zäit deen eenzege politesche Kierper vun där Gréisstenuerdnung, mat esou enger Ballung vu wirtschaftlecher Muecht, wou Der op där enger Säit eng onofhängeg Zentralbank hutt, déi also an hirer Autonomie, an dat hätte mer jo gäre gehat, e wesentlechen Deel vun deem finanzielle wirtschaftleche sozialen Equilibre steiert, an op där anerer Säit Regierungen, déi zesummesetzen an dann ebe kucken, datt se sech koordinéieren, mat als eenzegt Instrument e Stabilitéitspakt, wat awer eng Sanktioun ass an net e positiven Ureiz fir a gewëssen Directiounen ze goen. Ech mengen, aus dem Konvent ass och kloer herno ervirgaangen, datt am Fong deen Domän vun der Gouvernance économique een ass, niewent der Aussen- a Sécherheetspolitik, wou een nach eng kéier den Hiewel misst usetzen.

Meng Konkusioun, Här President, ech hunn et scho gesot, e Konsens ass ëmmer e Kompromëss. Dofir ass et net verwonnerlech, dass et an der Gradatioun vun der Freed oder vun der Begeeschterung, déi een iwwert dee Konvent zum Ausdruck bréngt, Ënnerscheeder gëtt. Mä ech soen et nach eng kéier, et schéngt mir wierklech wéi wann hei keng Dier zougeschloe ginn ass, déi derwärt gewiescht wier, fir derduerch ze goen, an dass awer eng Rei interessanter opgemaach gi sinn. Mir hunn et fäerdeg bruecht, datt kee Blocage zum Ausdruck komm ass fir déi weider Entwécklung vun der Europäescher Unioun an ech mengen, d'Basiss ass also do, „une bonne base“, wéi de Conseil vun Thessaloniki seet, fir datt dann och d'Regierungskonferenz zu engem Erfolleg kënn fannen.

Zum Schluss wëll ech awer nach zwoe Bermierkunge maachen iwwert dat wat dat dann elo fir eis heescht, ofgesinn dovun, datt mer dat Ganzt eng kéier mussen ratifizéieren a wéi gesot an engem Referendum mat de Leit diskutéieren. Ech mengen, datt besonnesch dee Volet, deen d'Roll vun den nationale Parlamenter, och vun der Manéier wéi elo d'Aarbechtsmethode vum Conseil zu Bréssel verstane

ginn, eis virun eng Erausforderung stellt iwwert d'Zesummespill vu Regierung a Chamber, och hei zu Lëtzebuerg.

Ech géing et och wéi meng Virriedner ausdrécklech wëlle begréissen, datt déi Zesummenaarbecht téschent de Verrieder vun der Regierung an de Verrieder vun der Chamber iwwert déi 16 Méint do esou gutt geklappt huet. Dat ass wesentlech gewiescht fir déi Beiträg, déi mer awer do zu den Aarbechte vum Konvent konnte leeschten. Ech mengen och im Nachhinein, datt et richteg war, datt mir am Géigesaz zu anere Parlamenter probéiert hu fir déi verschidde politesch Parteien a Richtungen, déi hei an der Chamber vertrat sinn, mat an d'Aarbechte vum Konvent anzebeziehen.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Mä wéi gesot, elo no dem Konvent, a wann déi Konstitutioun bis a Kraaft ass a wa mer zum Beispill nëmmen einfach déi Prozedure vum Subsidiaritätsprinzip wëlle sennvollerweis hei zu Lëtzebuerg uwenden, da mussen mer eis eppes iwwerleeën iwwert déi Manéier wéi d'Chamber à même ass fir déi Aarbechten, déi an Europa geschéien, ze suivéieren. Et si gutt Usätz do. Déi Fiches d'impact, déi mer kréien, déi Zesummenaarbecht, déi mer mat verschidde Ministeren an de Kommissiounen hunn, si sécherlech gutt Usätz dozou, mä ech mengen ganz, datt mer dat awer nach mussen straffen, wa mer wierklech selwer deenen Erwaardungen, déi eis Bierger an der Konvent an duerno an déi Verfassung setzen, wëlle gerecht ginn.

Ech soen lech merci!

M. le Président. - Merci, Här Helminger. Den nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären den 13. Februar dëst Joer hate mer hei an der Chamber eng Debatt wou mer eng Zwëschebilanz, géing ech soen, gemaach hunn iwwert d'Aarbechte vum europäesche Konvent. Haut schwätze mer schonn iwwer Resultater vum Konvent, och wann an deenen nächste puer Wochen nach déi eng oder déi aner Sitzung ass, fir virun allem wat den drëtten Deel ubelaangt d'Texter nach ze verfeinere.

No 16 Méint an no dem Opdrag, dee vum Conseil européen vu Laeken a vun Nice komm ass, huet de Konvent gréisstendeels seng Aarbechten ofgeschloss. Et war dëst eng interessant Etapp, mengen ech, fir alleguer déi Leit, déi d'Chance an d'Éier hate fir während deene 16 Méint derbäi ze sinn, well eben do konnt e feststelle wéi vill Meenungen et hei an Europa gëtt, net nëmmen téschent deenen eenzelne Länner, mä och an deenen eenzelne Länner an dat zu praktesch alle Punkten, déi ee ka behandelen.

Et war och interessant ze gesinn, datt mer net nëmmen déi Leit ronderëm den Dësch sëtzen haten, déi am Abléck Member vun der Europäescher Unioun sinn, mä och d'Bäitrittslänner waren derbäi, an och dat war, mengen ech, e ganz interessante Volet.

Mir hate Leit um Dësch sëtzen, déi ganz pro Europa waren a mir hate selbstverständlech Euro-Skeptiker do sëtzen.

Den ADR ass déi leschte kéier an d'Wahle gaangen an hat e Slogan fir d'Europaparlamentwahlen, dee geheescht huet: „Europa Jo, awer net esou“.

Den ADR ass fir Europa a mir hunn och kloer gesot, et gëtt keng Alternativ zu Europa. Mä mir sinn als ADR géint en zentralistescht Europa. Mir wëlle keen europäesche Stat, mir wëllen en dezentraalt Europa. Mir wëllen en Europa vun den Natiounen, en Europa wat Wäerter

verméttelt. Dofir si mer och als ADR um europäeschen Niveau an d'UEN, Union pour l'Europe des Nations, agestratt, fir eis ebe mat deene Leit op deem Niveau ze concertéieren, déi eiser Meenung no och déi Wäerter an hirem Sigel droen.

De Konvent selwer, dee wéi gesot den 13. Juni säin Ofschloss fonnt huet, ass e Kompromëss. Keen ass zefridden, kann ee soen, an all hu se an d'Hänn geklappt. Et soll dat anscheinend d'Zeeche vum Konsens sinn.

Den Text, dee véier Parteien oder Chapitren opweist, an deen an deenen nächste Wochen nach wäert a sengem leschten Detail gefestegt ginn, ass en Text, deen eis als ADR zefridde stellt, och wann nach Verschiddeenes kënn verbessert ginn. Et ass och kloer, datt an esou engem Text net all Detailler kënnen festgehale ginn.

Hate mer bis elo en Europa wat a priori eng Wirtschaftsunioun ass, esou gëtt deesen Text elo en Europa vun de Bierger a vun de Staten, en Europa wat Wäerter aus eiser Siicht vermëttelt. Virun allem am éischten Deel sinn dës Wäerter festgehale.

Am Artikel 1.2: Les valeurs de l'Union, Respekt virun der Dignitéit, vun der Fräiheet, vun der Demokratie, vun der Gläichheet, vun der Gläichheet téschent de Staten an dem Respekt virun de Mënschechter.

An den Objektivier vun der Unioun fannen mer Wäerter wéi « promouvoir la paix, espace de liberté, de sécurité, de justice, développement durable fondé, économie sociale visant le plein emploi et le progrès social, qualité de l'environnement, non-exclusion sociale, non-discrimination, justice et protection sociale, égalité entre femmes et hommes, solidarité entre générations, protection des droits des enfants, diversité culturelle et linguistique » an esou weider. Et sinn also alles Wäerter, déi ee ka mat zwoe Hänn ënnerschreien a virun allem och dat eent wat d'Diversitéit vun de Kulturen, vun de Sproochen ubelaangt, mengen mer, datt d'Stärkt vun Europa net am Uniformiséieren vun de Kulture läit, mä datt d'Stärkt vun Europa an der Diversitéit vun deene verschidde Kulture läit.

Op dës Wäerter, déi an deesen Texter stinn, an déi och gréisstendeels an eise Programmer vum ADR stinn, kënnen mir also opbauen an eis Zefriddenheet zum Ausdruck bréngen.

Den Artikel 1.5 seet: D'Unioun respektéiert „l'unité nationale de ses Etats membres, les structures fondamentales et constitutionnelles“. Den ADR war vun Ufank u géint e federale Stat an am éischten Text, dee virlooch, war am Fong och de federale Stat niddergeschriwwen ginn an duerno, nodeem vill Interventiounen am Konvent waren, ass d'Terminologie vun dem federale Stat erëm aus den Texter erausgeholl ginn. Dat war fir ons enorm wichtig, well wéi gesot mir si géint en zentralistescht Europa, wat dat eiser Meenung no zum Ausdruck bréngt. Mir wëlle keen Europa, wou zu Bréssel decidéiert gëtt wat d'Länner maachen dierfen, mä mir wëllen en Europa wou d'Länner decidéiere wat se wëllen un Europa ofginn, wat do ka besser gemaach ginn.

D'Citoyennetéit vun der Unioun, do bestung elo schonn, datt all Bierger, deen d'Nationalitéit vun engem Memberstat huet, automatesch och d'Citoyennetéit vun der Unioun huet. Den Text prezisiéiert awer elo, datt d'Citoyennetéit sech der nationaler Citoyennetéit uschléisst a se net ersetzt. An deem Kapitel gëtt och iwwert d'Wahlrecht vun den europäesche

Wahlen a vun de Gemengewahle gläich Rechter a gläich Flichten agefouert, dat heescht an anere Wieder, wa mir als Lëtzebuurger Parlament higin a mir stëmme dem dem Traitée zou, da bedeit dat och, datt mer eis national Législatioun iwwert d'Gemengewahle mussen erëm ofänneren, wou mir jo Iwwergangskritäre fir d'EU-Bierger agesat hunn, fir kënnen dat aktiivt an dat passivt Wahlrecht, respektiv fir d'Schäfferéit ze kréien. Mat dem dem Text géifen déi Bestëmmungen dann ewechfalen, well hei keng Ausnahmeregelunge méi an dem dem Text virgesi sinn.

Iwwert d'Kompetenzen ass de Prinzip vun den Attributiounen vun der Subsidiaritéit an der Proportionalitéit festgehale ginn, an de Prinzip ass am Fong: D'Unioun agéiert nëmmen do, wou se Kompetenze vun den nationale State kritt huet. Kompetenzen, déi net am Text opgefouert sinn, bleiwen d'office national Kompetenzen. Um europäesche Plang ginn d'Kompetenzen opgedeelt an exklusiv an a gedeelte Kompetenzen. Am Prinzip ginn och an dem dem Text keng nei Kompetenzen no Europa, mat der Ausnahm vun der Aussen- a Sécherheetspolitik, wou mir selbstverständlech kënnen dermat averstane sinn.

Et ass awer do eng Bréck an den Text agebaut ginn, dass wann de Conseil an der Unanimitéit decidéiert fir eng aner Majoritéit anzeféieren a souwel d'Europaparlament wéi d'national Parlament an engem bestëmmten Zäitraum am Viraus doriwwer informéiert, da kann de Conseil wéi gesot unanimé decidéiere fir och an deene Kompetenzen eng aner Majoritéit ze kréien. Dat ass gemaach ginn, fir wann eng kéier d'Zäiten änneren an aner Majoritéite méiglech wieren, fir datt een dann den Text als solchen net bräicht ze änneren, an datt een dofir am Fong eng Bréck an den Text agebaut huet, fir dat mat dem dem Text da kënnen ze erméiglechen.

Den Equilibre téschent deenen dräi Institutiounen, der Kommissioun, dem Conseil, an dem Parlament, ass eiser Meenung no an de grouse Linne gehale ginn, an et ass virun allem wichtig, datt keng nei Institutioun, virun allem de Congrès des peuples, dee vum President ëmmer an d'Diskussioun bruecht ginn ass, zréckbehalde ginn ass. Do war déi ganz grouse Majoritéit vun de Memberen ëmmer dogéint.

Dat europäescht Parlament kritt méi Pouvoiren. Et kritt legislativ Kontrollen, et wiert de Kommissiounspräsident a kritt och d'Motion de censure, fir datt d'Kommission misst kollektiv demissionéieren. D'Zuel ass festgeluecht ginn - et ass och vum mengem Virriedner schonn hei ugeschwat ginn - wéi dat zukünfteg Europaparlament sech zesummesetzt, e Minimum vu véier an e Maximum vu 736 Memberen. Et ass doranner festgehale ginn, datt rechtzäitig virun den nächste Wahle vun 2009 d'Europaparlament eng Proposition dem Conseil muss maachen, deen dann eestëmme muss driwwer befannen iwwer eng eventuell nei oder doudsécher nei Zesummesetzung vun dem europäesche Parlament.

A well mer eben och am Conseil do eng Unanimitéit hunn, hu mer quasi do awer e Vetorecht, an et ass dofir duerchaus méiglech, datt mer misste kënnen bei eise sechs Delegierten am Europaparlament bleiwen. Mir sinn op jidde Fall der Meenung, datt d'Regierung, egal wat fir eng Regierung deen Abléck um Pouvoir ass, net kann eng Zoustëmmung ginn, wou Lëtzebuerg géif ënnert déi sechs Mandater an dem Europaparlament fallen.

(Interruption)

Et muss keen der véier kréien, Här Juncker.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Da schreift sechs dohinner.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Jo, mä Malta huet der zum Beispill fénnef elo.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Voilà.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Voilà, also kënnen mer net sechs schreien, soss hätte mer deenen ee bäi ginn.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Jo.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Jo, voilà, esou einfach.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - An een, deen der sechs huet, huet der séier véier!

M. Gast Gibéryen (ADR). - Mä esou wéi mer lech kennen, Här Juncker, an Dir wëllt jo Statsminister bleiwen hei zu Lëtzebuerg, kënn ech mer virstellen, datt Dir doudsécher vum Vetorecht Gebrauch maacht, wann ee géif op de Gedanke komme fir Lëtzebuerg keng sechs méi an Zukunft zouze gestoen.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Ech si frou, datt Dir lech wëllt op sécherem Buedem bewegen.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Ech kommen nach dorobber zréck. En ass méi glétscheg!

D'Zesummesetzung vum Conseil européen, dat ass vun de Presidente vun deenen eenzelne Staten, dem President vun der Kommissioun an dem Ausseminister, an de President gëtt fir zwee an en halleft Joer gewielt, an et ass eemol erneierbar. De President ka keen nationaalt Mandat ausüben, dat schéngt deem engem oder aneren e Problem ze maachen, mä dat ass awer wahrscheinlech schonn eng gutt Funktioun, wann ee weess, datt een do e Mandat vun zwee an engem hallwe Joer kritt, datt een da scho muss eng Persoun kréien, déi dat och haaptamtlech mécht an net niewenamtlech mécht, soss gi mer, mengen ech, deem Posten och net déi néideg Unerkennung, déi em zoukënn.

D'Kommissioun, do brauch ech och net méi weider drop anzugeen, ass vu mengem Virriedner an allen Detailler hei erkläert ginn: de Prinzip, datt all Land och an Zukunft an der Kommissioun vertrat ass, datt mer zwoe Zorte vu Kommissäre kréien, déi eng, déi wahlberechtigt sinn, an déi aner net, an datt eng Rotatioun do ass, déi am Prinzip all Land gläich behandelt. Ech mengen mat deene Prinzipie kann ee liewen.

An dem Artikel 1.42 gëtt iwwer eng Clause solidarité geschwat, déi eiser Meenung no och virun allem engem klengen Land wéi eis eppes bréngt, wou op Ufro e Land muss vun deenen anere Länner Ënnerstützung kréien, dat bei Naturkatastrophen oder Menaces terroristes. Ech mengen do hu mir als Lëtzebuerg och en Intérêt drun, datt esou eng Solidaritéitsklausel an den Text hei festgeschriwwen ginn ass.

Genausou gutt, wat mir positiv fannen, dat ass déi Démocratie participative, Volleksinitiativ, wou eng Millioun Bierger aus de Membersstate kënnen d'Kommissioun opfuere en Acte juridique auszeschaffen an enger bestëmmter Matière. Och dat ass, well mer wëllen Europa de Bierger méi no bréngen a well mer wëlle soen, datt d'Leit solle méi an d'europäesch Politik mat agesat ginn, dann ass dat heite virun allem eng wichteg Moosnam wou dann och d'Bierger emol kënnen op esou eng Initiativ zréckgräifen, an déi eng oder an déi aner Richtung.

Et kënn méi Transparenz duerch déi Texter hei eran, d'Europaparlament tagt öffentlech, dat war bis

elo nach ëmmer esou, mä nei ass: De Conseil, well e legislativ Texter délibéiert an adoptéiert, muss dann och an Zukunft aus der Dunkelkammer, wou e bis elo dra war, erauskommen a muss öffentlech léigféieren.

Da kann och ee Land aus der Europäescher Unioun zrëckrieden, et kann eng Demande maachen, et gëtt iwwer zwee Joer négociéiert fir d'Modalitéite festzehalen ënnert deenen et aus der Europäescher Unioun erauskënnt, an d'Modalitéite gi festgehalen wéi d'Zesumme Fonctionnéieren tëschent deem Land an der Europäescher Unioun nom Austrëtt soll ausgesinn.

Wichtig ass och am zweeten Deel, datt d'Droits fondamentaux vun der Unioun, d'Grondrechter wou ganz viles dra steet, an de Kolleege Fayot huet dat de Mëtten hei nach eng Kéier gesot, et soll een dat emol nach eng Kéier noliessen, wou och d'Termen, d'Detailer dra sinn, wou mir hei zu Lëtzebuerg a verschiddene Gesetzgebungen elo, wa mer dat heiten unhuelen, ech denken do ënner anerem och un d'Streikrecht, mussen ëmdeken, well an der Grundrechtcharta do och Bestëmmunge sinn.

D'Roll vun den nationale Parlamenten gëtt opgewäert. Dat ass fir ons enorm wichtig. Wéi war et bis elo? D'nationale Parlamenten hunn d'Informatiounen iwwer d'Regierung krit. Bei deenen enge Länner huet dat besser, bei deenen aneren net esou gutt geklappt, dat huet een do gemierkt. Hei am Land hu mir ëmmer dann, wann d'Parlament gären Informatiounen gehat hätt, se vun der Regierung krit, mä et ass alles iwwer d'Regierung gaangen.

Nei gëtt elo, datt am Fong geholl net méi déi Déviation iwwer d'Regierung geschitt, mä datt d'nationale Parlamenten direkt vun der Kommissioun hir Dokumenter kréien am Kader vum Subsidiaritätsprinzip, wou jo eng Prozedur festgehalen ginn ass mam System vun der Alerthe précoce, datt déi nationale Parlamenten éischters emol de Joresprogramm vun der Kommissioun ufanks vum Joer zougestallt kréien an dann an der Parlamenten eng Debatt wäert stattfannen iwwer de Programm. Duerno mussen all d'Propositionen de Parlamenten direkt zougestallt ginn.

Déi hunn da sechs Wochen Zäit, fir wa se mengen am Kader vun der Subsidiariteit missten ze reagéieren, dat dann ze maachen, a wann een Drëtzel vun de Memberstate bei der Kommissioun intervenéiert, datt se mengt et wär net am Kader vun der Subsidiariteit oder deelweis, dann ass d'Kommissioun invitéiert déi Texter ze iwwerschaffen. Se ka se awer och bäibehalen a se ka se selbstverständlech och zrëckzéien. Zum Schluss kënnen d'Parlamenten dann, wa se mengen se hätte keng Satisfaktioun krit, beim europäesche Geriichtshaff iwwer de Wee vun der Regierung Recours huelen.

All Informatiounen, déi no enger Reklamatioun vun engem nationale Parlament bei der Kommissioun aginn, mussen dem zoustännege Parlament ëmmer direkt zougestallt ginn - mir versprechen eis vun dëser Iddi ganz viles -, wat selbstverständlech bedeit, datt déi nationale Parlamenten sech och mussen en mesure setze fir d'Äufgab an Zukunft gerecht ze ginn. Dat bedeit, datt mer Strukturen an Infrastrukturen, virun allem wat d'Personal ubelaangt, musse schafen, wou mer kënnen an dem Parlament an an de Fraktiounen déi europapolitisch Theme méi behandelen, an doduerch datt mer se am Parlament diskutéieren, wäerte mer se och dem Bierger méi no bréngen. Et ka sinn, datt d'Chambres professionnelles sech da vläicht och zu esou Texter wäerten äußeren, esou datt mer dann och d'Société civile méi kënnen abannen.

Mir wëssen, datt eise Statsminister am Benelux-Pabeier net ganz frou iwwer déi Iddi do war. De Benelux-Pabeier hat dat jo dann och net

zrëckbehalen, awer eis Chamber huet den 13. Februar eestëmmeg eng Motioun vum ADR ugehall, fir datt déi Iddi vun dem System vun der Alerthe précoce sollt zrëckbehalen ginn. Et ass net opgrond vun där Motioun, wou dat dunn an den Text erakomm ass, mä well déi ganz grouss Majoriteit vun de Memberen am Konvent fir déi direkt Participatioun vun de Parlamenten war.

Wéi gesot, et ass fir eis e ganz wichtige Deel, datt d'Parlamenten elo déi Méiglechkeet kréien. Eise Meenung no entsteet esou eng nei Dynamik tëschent de Länner, well ech ka mir virstellen, datt d'Parlamenten, déi der Iwwerzeugung sinn, datt d'Texten net dem Subsidiaritätsprinzip entsprechen, e Recours wäerte maachen a bei deenen anere Parlamenten wäerten intervenéieren fir Alliiéierter ze fannen, déi sech och där Iddi uschlësse fir esou e Maximum u Parlamenten ze kréien, déi dann Opposition maachen. Esou entsteet eng nei Dynamik, sief dat tëschent de Parlamenten, sief dat eventuell am COSAC, deen elo soll e Sekretariat kréien, deen déi Roll wäert iwwerhuele fir den Austausch tëschent de Parlamenten ze organiséieren.

Mir mussen op jidde Fall eis bewusst sinn, datt do eng nei Dynamik entsteet, an datt mir als Parlament eis mussen och méi doran schaffen, wat sécherlech politesch vläicht net esou direkt interessant ass, mä et awer enorm wichtig ass, datt mer eis mat der breeder Öffentlechkeet hei am Land méi iwwer europäesch Froen ausernaner setzen, well op deem Niveau ganz vill an ëmmer méi Décisiounen geholl ginn, déi e Réckschlag op d'nationale Politik kréien. Op dem Wee, wou mer wëllen d'Bierger méi un der europäescher Politik interesséieren, fällt dann och eis Fuerderung vum Referendum.

Wa mer den Artikel 1.1 kucke vum Text vum Traité vun der Constitution, dee geet u mat „...inspiré par la volonté des citoyens...“, a wann een dat wëllt maachen, da muss een och d'Bierger froen. Mir hunn dofir an der Debatt vum 13. Februar eng Motioun erabruucht, wou mer e Referendum verlaangt hunn, e Référendum décisionnel stoung an eisem Text. Zu deem Zäitpunkt waren awer all aner Fraktiounen der Meenung et kéint ee kee Référendum décisionnel iwwer esou en Traité organiséieren. An der Zwëschenzäit si mer awer frou, dass fir d'éischt déi sozialistesche Kolleege sech op hirem Kongress och fir e Referendum ausgeschwat hunn an den Här Helminger duerno eng Ausso gemaach huet. Kuerzfristeg huet och d'Regierung decidéiert dëse Projet engem Referendum ze ënnerwerfen.

D'Fro ass gestallt, och an der Motioun, déi mer haut hei deponéiert krit: huet d'Fro Form vum Referendum? Den Här Fayot huet dat a senger Proposition haut opstoe gelooss. Hie schwätzt just vun engem Referendum, net méi vun décisionnel oder consultatif, mä mir wëssen awer, datt eis Kommissioun vun den Institutionen an der Chamber net méi spéit wéi de 25. Juni am Kader vun der Reform vun der Constitution eng Décisioun geholl huet, wou gesot gëtt, datt e Referendum iwwer d'Constitution nëmme kéint en decisivë Referendum sinn.

A mir schwätze jo hei vun enger Constitution, déi zum Deel souguer iwwer onser Constitution steet, esou datt et fir eis kloer ass, datt de Referendum iwwer dësen Traité nëmme kann e Référendum décisionnel sinn, an dann ass et am Fong dat, wat mer den 13. Februar hei als ADR an der Chamber gefrot hunn, wou mer leider deemools nëmme siwe Stëmmen krit hunn. D'Zäit bréngt natierlech ganz dacks Positives mat sech, a wa mer haut vläicht kënnen hei eng Décisioun huelen, déi eestëmmeg dat verlaangt, da si mer doriwwer net rosen, mä sinn driwwer frou, datt mer als Parlament esou

eestëmmeg eng Décisioun geholl hunn.

Wichtig ass op jidde Fall, datt mer mat de Leit driwwer schwätzen, well wa mer net mat de Leit iwwer e Referendum schwätzen, da stellen d'Leit sech jo net d'Fro, mä wa mer d'Leit virun d'Entscheidung stelle fir iwwer eppes ze decidéieren, da mussen se sech och mam Inhalt befaassen, iwwer wat se ofstëmmen, an domadder bréngen mer dann och déi Texter, déi positiv wéi déi negativ, de Leit méi no an domat och déi ganz europäesch Problematik.

Et kann een also als Konklusioun soen, datt mer als ADR zefridde si mat deenen Texten, sécherlech net zu 100% zefridden, mä ech géif och soen, datt et fir eng Partei, déi sech méi kritesch mat Europa ausernaner setzt, déi méi géint en zentralistescht Europa ass, déi géint en europäesche Stat ass, méi lüch ass dësem Text zouestëmme wéi vläicht Leit, déi méi pro Europa agestallt sinn. Dat ass vläicht eng Differenz. Ech ka mer net virstellen, datt den Här Juncker, dee sech jo relativ kritesch mat deem Text hei ausernaner gesat huet, an ech denken och do zrëck un de Spiegel-Artikel, de Lëtzebuurger wäert recommandéieren dësen Text net ze stëmmen. Ech ka mir virstellen, datt hie sech nach bis dohinner iwwerwonnen kritt an de Leit recommandéiert dësen Text trotz allem ze stëmmen.

Déi grouss Linne stëmmen an entsprechen eise Virstellungen. Et ass keen europäesche Stat, et ass kee Federalstat, et ass eng Unioun vu Staten am Respekt vun de Kulturen, de Sproochen, der Eegeständegkeet vun deenen eenzelne Länner, en Europa, wat net eleng op ekonomesch Wäerter an Iwwerleeunge méi opbaut, mä och Wäerter vermëttelt. Et gëtt keng nei Kompetenzen an Europa. Et gëtt en Iwwerwachungsmechanismus, wat de Subsidiaritätsprinzip ubelaangt, agefouert. Et gëtt méi en transparent Europa, wou d'Biergerinitiativ méiglech gëtt, en Europa aus deem e Stat och erëm kann austrieden.

Dësen Text, wéi gesot, stellt eis zefridden, well en an déi richteg Richtung geet. Et ass eng Verbesserung an eisem Sënn. Et ass e Kompromiss, deen e Ganzt duerstellt. Et ass och dofir en Text, wou mer der Meenung sinn, an dat war och um Konvent zum Schluss festgehalen ginn, dass am Fong keng Optione solle festgehalen ginn, mä dass e wierkelech als fest Basis soll dënge fir wann d'Regierungskonferenz doriwwer wäert befannen. Et ass och dat, mengen ech, wat an der Motioun, déi haut de Mëtteg vun alle Fraktiounen ënnerschriewe ginn ass, zum Ausdrock kënnt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Kader vun deene ganzen Diskussiounen, déi mer hei gefouert hunn, hei Heem an am Ausland, gouf eise Statsminister all zwee Deeg vun engem Journalist gefrot, ob hien dann elo eng Funktion op europäeschem Niveau wëllt kréien oder ob hie wëllt zu Lëtzebuerg Statsminister bliwen. An den Här Juncker huet dankend déi Froen ëmmer entgéint geholl a geäntwert, a fir d'lescht hunn ech e gëschter Moie mat heescher Stëmm um hallwer aacht um Radio héiere soen: „Wann d'Lëtzebuurger mech d'nächst Joer den 13. Juni als Statsminister erëm wäerten, da bliwen ech fënnel Joer Statsminister“. An anere Wieder, wa se mech net erëm wäerten, da ginn ech.

(Hilarité)

Dat ass d'Lëtzebuurger, géif ech soen, als Geisel geholl. Dat heescht: Entweder Dir wëllt mech oder Dir wëllt mech net.

(Brouhaha général)

Ech bliwen oder ech ginn!

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Wat ass dat e Misär mat där Demokratie do!

M. Gast Gibéryen (ADR). - Mir haten dat schonn. Ech ka mech do erënneren. Den Här Goebbels hat d'Wieler vun der Stad Lëtzebuerg virun d'Alternativ gesat: Buergemeeschter oder näischt.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - A wéi ass et da gaangen?

M. Gast Gibéryen (ADR). - An dunn hunn d'Wieler decidéiert: näischt.

Mir haten duerno den Här Ady Jung, deen huet zu Esch gesot zu de Bierger: Buergemeeschter oder näischt. A wéi ass et gaangen? Déi Escher hu gewillt: näischt. Elo hu mer e Statsminister, dee seet zu de Bierger: Statsminister oder näischt. A mir loosse eis iwwerraschen.

(Interruptions diverses)

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Et ass net grad näischt!

M. Gast Gibéryen (ADR). - Mir loosse eis iwwerrasche wat d'Lëtzebuurger decidéieren. Ech ka mer virstellen, an dat héiert een och elo esou am Land doruechter, datt dat de Leit esou lues op d'Nerve geet,...

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Dat gleewe ech allerdéngs.

M. Gast Gibéryen (ADR). - ...datt de Statsminister all zwee Deeg e Journalist fënnt, deen him déi Fro stellt, fir datt hien dat kann äntwerten.

Ech mengen éischer den Här Juncker, Här President, weess eppes an zwar, datt hie keng vun deenen dräi Hauptfunktione an Europa krit. Hie gëtt weder Kommissionspräsident, nach Conseilspresident, nach Ausseminister. A well hien dat weess, dofir kann hien och soen ech bleiwe bis 2009 Statsminister, wann Der mech erëm wäert. An dofir kann een och de Lëtzebuurger soen, och wann Der en net wäert, e geet net fort, well säi Schicksal ass net wat fir e Posten, dass hie krit, säi Schicksal ass, dass hie kee Poste vun deenen dräi krit.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Oh freck jo!

M. Gast Gibéryen (ADR). - Merci.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Elo sinn ech erléist.

M. le Président. - Merci, Här Gibéryen.

Déi nächst Riednerin ass d'Madame Renée Wagener. Madame Wagener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen neien europäesche Verfassungsvertrag ass ausgehandelt ginn an Zäit vu 16 Méint vu Verriederinnen a Verrieder aus 28 Nationen. Dat u sech ass vläicht dee gréisste Mérite vum europäesche Konvent, woumat d'Unioun scho virun hirer Erweiderung eng nei Dimension erreicht huet.

Ob et awer, an do wëll ech Titele vun diversen Zeitungsartikelen zitieren, „ein europäisches Philadelphia, ein Erfolg ohne Beispiel oder einer der glücklichsten Tage für Europa war“, den 13. Juni, wéi Verschiddener et nennen, do si mir Gréng éischer skeptesch. Mir schlëssen eis éischer deenen un, déi sech d'Fro stellen, ob hei net amplaz vun engem gudden Kom-

promëss éischer e faule Kompromëss zu Stane komm ass, woumat een dann och gesäit, datt een - fir op dem Här Juncker seng ufänglech Boutaden unzespillen, wéi ee se konnt zum Beispill am Spiegel-Interview noliessen - kann opgrond vu ganz ënnerschiddlechen Ausgangspositionen zur selwechter Konklusioun kommen, well mir sinn net der Meenung vum Här Juncker gewiescht, mir woren un a fir sech am Ënnerscheid zu him frou iwwer d'Asetzung vun engem Konvent, well et wéinstens an Usätz méi eng demokratesch Entschlossfindung erméiglecht huet.

A wann net d'Regierungschefen eis e Konventspräsident dohinner gesat hätten, deen dësem Usproch leider net gerecht ginn ass, da wier deen Text, deen haut virläit, vläicht méi ausgeräift a méi équilibréiert a méi no un de Besoinë vun der europäescher Bevölkerung wéi en haut ass a wéi en Text vun der Regierungskonferenz et jee hätt kënnen sinn.

Well deen Text, dee vum Presidium zum Schluss virgeschloen ginn ass, wor net méi den Ausdrock vun der Method vum Konsens, esou wéi e während Méint am Konvent praktiséiert ginn ass, mä ebe grad vun engem Réckfall an déi sou genannte Regierungsmethod, nämlech dem Kouhandel. E gutt Beispill ass d'Verankerung vun der Grundrechtcharta an der europäescher Verfassung, wat jo ganz positiv ass, mä wou d'Engländer méintelaang dofir gestritten hunn, datt nient der Charta och missten déi Kommentaren, déi viru Jore mat ausgeschafft gi waren, mat an déi nei Verfassung erakommen. An obwuel dës Iddi juristesche eigentlech ganz wéineg Sënn mécht an obwuel déi ganz grouss Majoriteit am Konvent dergéint war, also iwwerhaupt kee Konsens op deem Punkt do war, huet de Presidium et awer ganz um Schluss, nämlech een Dag virum Enn an den Text eragehall an domat huet Groussbritannien da seng Extrawursch krit. Ee Beispill also fir d'Regierungsmethod an déi de Konvent zum Schluss era gerutscht ass.

D'Begeescherungsstierm vum 13. Juni baséieren dofir vläicht och éischer op der Erlichterung, datt iwwerhaupt nach en Text zu Stane koum wéi op der inhaltlecher Qualität vum Resultat. An ech denken, datt eng ganz Rei vu Conventiounen an deem Dilemma dra sinn, dee vun engem EVP-Europa-Deputéierten esou beschriewe ginn ass: „In der Öffentlichkeit würde ich den Konvent in den höchsten Tönen loben und alles dafür tun, dass bei der Regierungskonferenz so wenig wie möglich Divergenzen auftreten, doch im inneren Absatz der Öffentlichkeit hoffe ich, dass einige Sachen geändert werden können.“

Här President, dann e puer Wieder och zum Oflaf vun dësem Konvent. Ech denken, datt ee vun den Haaptfeeler eigentlech op zwee Niveaue louch. Dat eent wor deen, datt do d'ONGen an d'Zivilgesellschaft awer trotz enger Rei vun Efforten a Bestriewunge schlussendlech wéineg mat abezu gi sinn an deen Entscheidungsprozess. Dat anert ass, datt verschidden Aarbechtsgruppen, zum Beispill dee ganz wichtige Aarbechtsgrupp vum sozialen Europa, eréischt spéit agesat gi sinn, an datt also eng Rei vu wichtige Themen elo schlecht an deem Text, deen eis virläit, ofgedeckt sinn. Den Aarbechtsgrupp vum sozialen Europa war een, dee ganz gutt geschafft huet, mä deem seng gutt Iddi leider net all erëmgeholl gi sinn an dat ass leider e Phenomeen gewiescht mat deem mer am Konvent öfters ze kämpfen haten, datt d'Aarbechtsgruppen hir Aarbecht gemaach hunn, mä datt de Presidium herno awer gemaach huet wéi e wollt.

Mir hunn als Gréng de Gros vun eisen Asätz dorop verwennt fir grad déi Theme besser berücksichtegt ze kréien, mat méi oder manner

groussem Succès. Zwar gouf an deene leschte Woche vum Konvent intensiv geschafft, mä et gouf haaptsächlech iwwer institutionell Froen diskutéiert an et kann ee bal soe gefeilscht, während déi inhaltlech Aspekter äusserst kuerz komm sinn. Op dës inhaltlech Aspekter wëllt ech dann och méi verdéiften goen.

En éischten Thema ass d'Fraen- an d'Gläichstellungspolitik. Op Drock vum villen, haaptsächlech weibliche Konventionellen, sinn zwar eng Rei vu Verbesserungen an den Text komm, deem am Ufank wierklech net a Richtung vun där dote Fro ausgerichtet wor. Elo hu mer zwar eng Situatioun, datt eng Rei vu Verbesserungen do sinn. Zum Beispill steet d'Gläichheet tëschent Fraen a Männer elo bei den Objektivier vum der Unioun. Bei de Valeuren ass d'Egalitéit opgezielt, mä et gëtt net explizit gesot, datt et sech notament do och ëm d'Gläichheet tëschent Fraen a Männer handelt. Elo kann ee soen, datt sinn Hoerspléckereien. Et ass awer guet net kloer wat dat herno an der Rechtspraxis wäert bedeuten a wéi dat sech herno wäert op den europäesche Gesetzgebungsprozess nidderschloen.

D'Anti-Diskriminierungspolitik ass net méi bei den Objektivier dobäi. D'Egalitéitspolitik steet net bei de Compétences partagées. En Amendement iwwert d'Violence géint d'Fraen, fir dee schonn zënter Méint gestridde gëtt, ass nach ëmmer net duerch.

En Thema wou et méi positiv gaangen ass, mä wou och vill huet misse gekämpft ginn, ass d'Lutte géint d'Traite des êtres humains. Do ass elo endlech no x Interventiounen e Saz am Deel 3 bäikomm iwwert deem also e Freideg dann nach eng Keier diskutéiert gëtt.

Eng weider positiv Neuerung ass, den Här Giscard d'Estaing huet eis versprach, datt deen neien Text wäert an enger geschlechtsneutraler Sprooch verfaasst ginn. Dat ass vläicht dann och e gutt Beispill fir d'Lëtzebuurger Regierung, déi sech nach ëmmer schwéier deet fir hir Gesetzestexter an enger neutraler Sprooch ze verfaassen.

En anere Sujet, d'Sozialpolitik. Och do muss éiweg gekämpft ginn, fir datt ganz kleng Fortschritter kommen. Zum Beispill ass de Problem, datt mer elo am Text stoen hunn, den Usproch op „un niveau d'emploi élevé“. D'Sozialpartner hätten awer gär gehat, datt hei de plein emploi géif ageschriwwen ginn. D'Konditiounen vum Emploi vun de Leit, déi aus den Drëttlänner kommen, bleiwen eng national Kompetenz. Dat si just zwee Punkte fir lech ze weisen, datt nach laang net alles zum Beschten an deem Text ass.

D'Services d'intérêt général, do ass bei den Objektivier vum der Unioun keng explizit Mentioun gemaach ginn, et ass elo nach eng Keier bei den Amendementen insistéiert ginn, an doropshin huet de Präsidium dann endlech eng legal Basis och an den Text gesat, allerdéngs an en drëtten Deel. Ech huelen un, datt dat fir vill Leit heibannen elo e bässe chinesisches ass, déi Saache vun deenen ech schwätzen, den éischten Deel, den drëtten Deel, mä dat huet awer herno wahrscheinlech eng ganz Rei vu Konsequenzen, deenen ee sech leider net ëmmer bewosst ass.

De Punkt vun der Kooperatioun mat der Drëtter Welt. Hei sinn eng Rei vu Propositionen gemaach gi fir en Text ze iwwerschaffen, deem och am Ufank ganz schwach war. Do si verschidde Punkten ugeholl ginn, mä och hei geet den Text den ONGen net wäit genuch.

Den Thema vun der Antidiskriminierung, deem haaptsächlech och behënnert Leit betrëfft, mä awer och aner Gruppe vun der Bevëlkerung, ass zwar am Text ageschriwwen ginn, mä de Problem ass awer, dass hei och erëm eng Keier d'Unanimitéit festgehale ginn ass

fir Mesuren an där Richtung ze huelen. An Dir wësst datt, wann d'Unanimitéit muss bestoen, grad an engem Europa wat erweidert ass, dass et da quasi wäert onméiglech sinn eng voluntaristesche Politik an deem Beräich ze maachen. Ech hoffe ganz staark, well do eng ganz Rei vun Amendementen komm sinn, dass do eventuell nach e Freiden eppes ze maachen ass.

De Problem vun der Relioun a vun de Kierchen, och hei hu mer misse eng ganz déck Mouk schlécken, well elo am Préambule vum Text op déi reliéis Wäerter verwise gëtt, an d'Saach ass och nach net ausgestanen. Hei ginn et haaptsächlech vun der Sait vun den osteuropäesche Regierungen ëmmer nach Versich fir déi reliéis Wäerter do op chrëschtlech Wäerter ze reduzéieren.

Partizipatoresch Forme vun der Demokratie sinn an den Text ageschriwwen ginn, och nees op Drock vun den ONGen, mä och hei ass erëm eng Keier e ganz onprezisen Text zu Stane komm, an op där anerer Sait ass den Accès zur Justiz vun der Zivilgesellschaft a vun den ONGen net ageschriwwen ginn.

An dann, Här President, en Thema wat deene Gréngen natierlech ganz besonnesch uewe läit, d'Ëmweltpolitik, an ech wëllt do haaptsächlech den Thema EURATOM eraushiewen. Et ass virdrun och scho vum Här Fayot op déi ganz Problematik higewise ginn. Dir wësst, dass den Traité EURATOM energiepolitesch méi wéi obsolet ass, well en 1957 an engem Geescht vu blanner Begeescherung fir d'Atomkraaft ausgeschafft ginn ass an zënterhier ni ëmgeschriwwen gouf, a well en eng Rei vun ondemokrateschen Dispositionen enthält.

Trotz ville Beméiungen, an ech géif wierklech mengen, dass duerch d'Bank am Konvent eng ganz Rei vu Leit sech do agesat hunn, hate mer bis elo kee Succès. Mir haten, a mat mir mengen ech net nëmme déi Gréng, mä eng ganz Rei vu konventionellen, vun deenen, an dat huet mech ganz staark gefreet, och d'Unanimitéit vun de Lëtzebuurger Konventionellen, proposéiert, just nach déi Deeler iwwert de Gesondheetsschutz an iwwert d'Sécherheet bestoen ze loossen an doriwwer eraus am Protokoll EURATOM eng sunset clause anzuschreiwen, fir datt den Traité géif 2007 auslafen an also d'office misst iwwerschafft ginn.

Et ass eent vun de Beispiller wou trotz villen Diskussiounen, Interventiounen, Amendementen, de Präsidium iwwert déi Virschléi ewechgaangen ass, an, Här President, all Hoffnungen an deem dote Punkt leien elo bei der Regierungskonferenz. An dofir wëllt ech och en eis Regierungsvorrieder appelléieren fir dësse Punkt vun der Revisioun vun EURATOM op dat heftegste bei der Regierungskonferenz ze verteidegen. Ech hunn och an deem Sënn eng Motioun preparéiert.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- *considérant que le traité Euratom est caduc d'un point de vue énergétique moderne, douteux puisqu'il mélange promotion et contrôle de l'énergie nucléaire et non équitable;*

- *considérant qu'il crée une zone économique spéciale pour l'énergie nucléaire, ce qui est contraire à l'idée de la création d'un marché commun de l'énergie et d'une politique de concurrence unique à l'intérieur de ce marché;*

- *considérant que les moyens démocratiques de contrôle par rapport au traité font défaut;*

- *déplorant que la Convention européenne, dans ses débats autour de l'intégration d'une clause de révision a préféré reléguer le problème d'une réforme fondamentale du traité à la Conférence intergouvernementale européenne;*

- *déplorant que dans le protocole de modification du traité Euratom ajouté au texte d'un traité constitutionnel actuellement en phase de finalisation, l'introduction du principe de codécision du Parlement européen dans cette matière n'est pas prévu;*

invite le Gouvernement

- *à user de toutes ses forces lors de la prochaine Conférence intergouvernementale qui s'annonce afin que la révision du traité Euratom soit réalisée dans les meilleurs délais;*

- *à œuvrer pour que lors de cette révision tous les aspects promotionnels de l'énergie atomique soient annulés et que les aspects liés à la sécurité des installations existantes et les aspects de non-prolifération soient repris dans le Traité général de l'Union;*

- *à s'engager pour un traité qui respecte la volonté de la majorité de la population européenne de renoncer à l'utilisation de l'énergie atomique et qui favorise une politique énergétique correspondant aux principes de l'efficacité, de la protection de l'environnement, du développement soutenable, de la protection de la santé et du contrôle démocratique.*

(s.) *Renée Wagener, François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira et Jean Huss.*

E weidere Punkt ass d'Aussen- a Sécherheetspolitik. Amplaz datt Europa sech géif op seng Kapassitéit fir gewaltfräi Konfliktléisung besënnen an op verstärkte fridenspolitesch Initiativen ze setzen, steet elo am Text d'Schaffung vun engem Amt oder enger Agence fir Rüstung, Fuerschung a militäresch Kapassitéiten.

An da schliesslech d'Bürgerbegehren, vun deem virdrun och scho geschwat ginn ass. Dass um Schluss dës Iddi zu Éire koom, dat ass zwar ganz positiv, mä et gesäit scho bal no engem Trouschtpräis fir d'Zivilgesellschaft aus. Dobäi wor et jo eigentlech ee vun den Opträg vu Laeken un de Konvent gewiescht, fir Europa de Biergerinnen a Bierger erëm méi no ze bréngen.

Genau deeselwechten Androck, Dir Dammen an Dir Hären, huet een awer och elo bei deene Referenden, déi deemnächst a villen europäesche Länner an och zu Lëtzebuerg wäerten ofgehele ginn. Natierlech ass dat un a fir sech eng ganz gutt Saach, mä Participatioun just nodréiglech, dat geet eis net duer, zu engem Paquet jo oder nee soen, kaum Méiglechkeeten ze hunn inhaltlech an nuancéiert ze diskutéieren, dat fanne mir, datt ass d'Aufgaben net gemaach, déi Laeken gestallt huet. Mir hätten eis gewënscht, dass och am Virfeld schonn eng ganz Rei Diskussiounen hätte kënne lafen, an dass dann och vläicht vun der Zivilgesellschaft nach hält kënne op den Text méi Afloss geholl ginn.

Dovun ofgesinn, dass e Referendum grad an dësem Fall haaptsächlech wäert e Plébiscite fir oder géint Europa ginn, an net, wéi ech gesot hunn, eng nuancéiert an inhaltlech Ausernanersetzung mat deem Text, deem de Konvent ausgeschafft huet. A grad déi, Här President, déi sech am meeschte fir Europa a setzen, wäerten hei an e ganz schwéieren Dilemma gerd. An ech wëllt do en Zitat bréngen, wat ech op der Homepage vu Leit erëmfonnt hunn, jonk Studenten, déi sech ganz intensiv mam Thema Europa ausernanersetzung gesat hunn. Déi Homepage nennt sech Café Babel, se ass ganz interessant. An do fënnst een dann zum Beispill folgend Zitat, Dir entschëllegt mäin Englesch: „In all this the most europhile of civic groups find themselves up against an impasse.

The signs are that the Constitution will be put to a referendum in the various EU states, but if the final document falls too far short of the hopes which were invested in it - which will certainly be the case if the IGC foreshortens still further the small gains made - how then will the europhile organizations ask us to vote? Will they call for a yes, a no or an abstention? Such is the great moral dilemma which will be debated in many organizations and collectives in the coming months. The resulting document probably will not be the one most of European civil society was hoping for, but its rejection would mean a certain setback for Europe.“

Plusieurs voix. - Très bien.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG). - Här President, eng Rei vun den Themen, déi ech virdrun opgeléicht hunn, stoussen awer net nëmme bei ONGen op Widderstand oder zumindest op negativ Gefüller, mä si kéinten och bei der Bevëlkerung selwer fir d'Akzeptanz vum Traité eng wichteg positiv oder vläicht och negativ Roll spillen. Et ass net evident wéi déi Referende wäerten ausgoen, besonnesch a Länner, déi souwisou schonn éischer euroskeptesch ausgerichtet sinn.

Ech kéim dann zu den Institutionen a fir d'alleréischte zu der Method, déi och an deem heite Beräich gespillt huet, respektiv net gespillt huet, well och hei huet d'Méthode conventionnelle am Fong net gegräff, mir hate keen Aarbechtsgrupp, deem déi Diskussiounen hätte kënne virbereeden, mä mir hunn op de Proposé vum Här Giscard d'Estaing selwer geschafft, ëm déi fir d'éischt am Präsidium gestridde ginn ass, an dann an der Plénière. Dofir hu mer elo eng ganz Rei vun Onklarheeten an der Rolleverdeedlung zum Beispill tëschent dem neie Rotspräsident, dem Kommissiounspräsident an dem Ausseminister. Mir hunn awer och Onklarheeten am Fonctionnement vun neie Rotatiounssystemer wéi deem vun de Kommissären oder och deem vun de Fachminister an hire Formatiounen.

Mir hunn e President wou ee kann zwar frou sinn, datt et net dee Superpräsident ginn ass, dee sech Leit wéi déi Häre Blair oder Chirac oder Aznar gewënscht haten, mä deem awer relativ staark ass par rapport zu engem Kommissiounspräsident. A mir hunn e Kommissiounspräsident, deem zwar elo vum europäesche Parlament gewielt gëtt, mä awer net fräi, mä op d'Proposition hi vum Conseil.

An dann zur Roll vun den Nationalparlamenten, en Thema wat mer besonnesch um Häerz läit, well ech selwer am Aarbechtsgrupp war, dee sech mat deem Sujet befaasst huet. Et ass hei gesot ginn, dass hei grouss Neierunge kumm wäeren, ech sinn net onbedéngt där Meenung. Ech hunn d'Gefill, dass finalement, wann ee vun deem wichtege, awer och net onkontestéierten neien Instrument vum „early warning mechanism“ ofgesäit, dass dann awer net esou vill Konkretes dobäi erauskomm ass, et pour cause, well ech mengen, dass kee Konvent an och keng aner europäesch Struktur de Parlamenten kann ewechhuelen, dass si selwer hir Hausaufgabe maachen. Domat weisen ech drop hin, dass mir als Gréng eng ganz Rei vu Propositionen gemaach hate wéi mir kéinten heibannen eis d'Moyenë gi fir méi eng effikass Europapolitik.

Ech weess, dass déi Propositionen mat gewësem Wohlwollen hei opgeholl gi sinn, mä dass duerno awer, mengen ech, net méi ganz vill geschitt ass. Ech wëll nach eng Keier drop hiweisen, wann den Här Wiseler zum Beispill seet, dass d'Parlamenter méi Matsproocherecht misste kréien, jo da muss mir eis vläicht selwer dee Moyen emol ginn an da muss mer selwer emol méi fréi opstoen, well wa mir gären am Virfeld matschwätzen -

keng Regierung a keen Europa hënnert eis drun, fir dat ze maachen -, da muss mir eis éischten déi Strukture ginn an zweetens och déi Ressourcen. Domat mengen ech zum Beispill déi Proposen, dass hei an der Chamber misste Fachkräften agestallt ginn, déi deem Domän betreiien, an dass et an de Fraktiounen misst méiglech si Fachkräften ze hunn, déi sech mat der ganzer europäescher Problematik kënnen ausernanersetzen, well soss komme mir hei ni op e gréngen europäeschen Zwiig.

An deem Sënn begrëissen ech, dass eng Rei vu Konventionellen, den Här Fayot ass och dobäi, eng Deklaratioun preparéiert hunn, déi och sënnelecherweis iwwerschriwwen ass: „Raise national European awareness“, wou zum Beispill gesot gëtt d'Parlamenten sollen encouragéiert gi fir europäesch Themen op déi national Agenden ze setzen an hir europäesch Appréciatiounen bekannt ze maachen.

Här President, nach e Wuert zu deene kleng Länner. Ech mengen, dass déi kleng Länner schonn eng ganz Rei Efforte gemaach hunn, dass si och eigentlech e relativ héije Präis bezuelt hu bei deem Kompromëss, dee schlussendlech elo erauskomm ass. Ech denken un deem neie System vun der Zuel vun de Kommissären. Et ass zwar esou, dass déi Saach soll egalitär geregelt ginn, wat ganz positiv ass, mä et ass awer sécher, dass déi aktuell Situatioun deene kleng Länner vläicht méi Méiglechkeete gëtt fir sech ze profiléieren. Dat spillt nach méi bei der Ofschaffung vun der Rotatioun bei der Presidentschaft.

An dann d'Zuel vun de Membere vun Europaparlament. Och wann hei am Land beschwichtegt gëtt fir Lëtzebuerg géif sech bis op weideres näischt änneren, esou si mir awer relativ skeptesch oder zumindest op eise Gardë wat déi Zäit no 2009 betrëfft.

De Konvent hat bäim Sträit iwwert d'Institutionen net nëmme d'Uleies vun der Zivilgesellschaft vergiess, mä en ass och der Versuchung erleeë fir politesch Konflikter duerch Kouhandel ze léisen. Ech hat virdrun schonn e Beispill genannt an denken, dass haaptsächlech d'Engländer an awer och d'Spuenier hei e groussen Drock ausgeübt hunn, an de Konvent - dat kann ee roueg soen - als Geisel geholl hu fir déi Themen, déi hinne wichteg waren, duerchzusetzen.

An deem Sënn huet de Konvent, menger Meenung no, en héije Präis bezuelt, fir dach nach zu enger Eenegung ze kommen. Natierlech muss een dat an en europäesche Kontext setzen, dass mer am Moment e Premierminister an England hunn, deem nach immens pro europäesch ass, well ee sech ka virstelle wéi d'Situatioun gewiescht wär, wa mer do en anere Mënsch sätze gehat hätten. Jiddefalls huet England dann op där anerer Sait, an dat ass de Pendant an deem Kouhandel, schliesslech noginn, wat d'Créatioun vum europäeschen Ausseminister betrëfft, esou datt Der also gesitt, dass net ëmmer d'Method vum Konsens gespillt huet, mä dass et leider och iwwer aner Weeër, besonnesch zum Schluss, gaangen ass.

Wéi gesinn elo déi nächst Wochen aus? Wéi gesot wäerten e Freideg an déi aner Woch déi lescht Amendementen an den drëtten Deel integréiert ginn. Mir hoffen, datt do nach esou vill wéi méiglech positiv Ännerunge kënne geschéien, an da wäert déi lescht Rettung awer bei der Regierungskonferenz leien. Do wäert da kloer ginn a wéi vill Detailberäicher et nach méiglech ass, haaptsächlech och um Niveau vum Abandon vun der Unanimitéit a vu méi Votes à majorité qualifiée, an domat méi Europa nach ka kippen.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Jiddefalls kënne mer eréischt eng definitiv Ausso iwwert deen Text maachen, wann d'Regierungskonferenz, déi jo am Hierscht eréischt ufänkt mat schaffen an am Prinzip wëllt géint Enn vum Joer domat fäerdeg sinn, dat gemaach huet a wa si eis hir Resultater virleet. Elo schonn awer kann ee soen, dass eng grouss Responsabilitéit op de Regierung läit, well si dat lescht Wuert hunn. A wann d'Regierungskonferenz géif higoen an déi Efforten, déi vum Konvent gemaach gi si fir zur Eenegung ze kommen, komplett zerstéiere géif, da wär natierlech dee ganzen Exercice vum Konvent en Debakel an en Echec, dee keen an Europa sech ka leeschten.

Wéi den Här Giscard d'Estaing virun e puer Deeg de fäerdeg Entworf vum enger Verfassung virgestallt huet, war eigentlech eng grouss Harmonie an ass eng grouss Zoustëmmung fir deen Text komm. Do si Wieder gesot gi wéi excellent oder souguer historesch, an dat obwuel déi Deeg virdu ganz hefteg kritesch Téin zum Beispill vu Warschau, vu Madrid, vun Dublin awer och vu Lëtzebuerg komm waren. Mir si frou, dass déi positiv Reaktioun schliesselech komm sinn, well domat bannen sech d'Stats- an d'Regierungschefe fir déi Regierungskonferenz, déi dann elo deemnächst usteet.

Här President, e Bilan ze zéien ass net ganz einfach. Mir mengen, dass et eng ganz Rei positiv Punkte gëtt, déi an dësen Text erakomm sinn. Ech versiche ganz kuerz déi Beräicher opzezielen, wou d'Unanimitéit duerch de Vote à majorité qualifizéiert ersat ginn ass: d'Integratioun vun der Charta, d'Rechtsperson fir d'Europäesch Unioun, d'Simplificatioun, d'Aschreiwung vun der sozialer Maartwirtschaft, d'Communitariséierung vum drëtten Piler oder d'Schafe vun engem Ausseminister, an déi verstärkte Roll vum Europäesche Parlament.

Vill vun deene Punkte hunn dann awer schonn a sech selwer erëm eng negativ Connotation. Ech huelen als Beispill d'Unanimitéit. Déi ass zwar elo d'Regel ginn, mä wann ee sech d'Saach genau ukuckt, da gesäit een, dass an enger ganzer Rei vu Beräicher an notament an esou wichtege Beräicher wéi dem Ëmweltrecht oder dem Schutz vun den Aarbechter Ausnahmen bestinn oder déi Diskriminéierungen, déi ech virdu scho genannt hunn, esou vill Ausnahmen, dass en fait d'Unanimitéit awer nach ganz staark present ass. Datselwech géllt och fir d'Co-déisioun vum Europaparlament. D'Simplificatioun, et ass schonn hei gesot ginn, ass nëmmen an Usätz gelongen. D'Aschreiwung vu soziale Rechter a vum sozialen Dialog risquéiert an zahnlosen Tiger ze ginn. D'Charta ass zwar integréiert ginn, mä mat hire Schwächen, déi mer deemools awer och scho festgestallt haten a mat deene genannten iwwerflëssege Commentairen.

Fir d'Regierungskonferenz géif et also munches ze di ginn, mä de Risiko ass natierlech och grouss, dass wann een dee Paquet opmécht, alles ausneraner gepléckt gëtt. Deen neie konstitutionellen Traité ass eiser Meenung no a ville Beräicher nëmmen e ganz kleng Schrëtt no vir an a manche souguer een no hannen. An enger Rei vu Fäll ass et net kloer, ob et no vir oder no hane geet. Et ass also eiser Meenung no och e Konvent vun de verpasste Chancen.

Positiv Begleiterscheinung ass awer, dass déi 16 Méint vun Zesummenaarbecht téschent deenen dräi Komponenten erméiglecht hunn, dass nei Kontakter, nei Koalitiounen entstanen sinn, wou och d'Bäitrettslänner mat abezu waren, an dat ass sécherlech eng wichteg Virbereedung op den Elargissement.

Mir kënnen eis, vu datt mer déi Saache méi kritesch gesinn, dofir

och net esou richtig mat der Analyse ufrëndem, wéi mer se elo an de Considérante vun der Resolutioun vun der LSAP erëmfonnt hunn. Mir mengen net, dass deen Text e „Compromis globalement équilibré“ ass. A wa sech hei iwwer eng Rei vun Neierunge félicitéiert gëtt, da feelt eiser Meenung no bei der Opléschung och déi vun den negativen Punkte vun deene Beräicher wou et Stagnatioun gëtt oder souguer Réckschrëtt, och wa mer mam „invite“ d'accord si fir e Referendum ofzehalen.

Här President, mir hunn eng eege Motioun ausgeschafft, déi méi kritesch ass an eiser Meenung no méi der reeller Situatioun Rechnung dréit. De Moien hu mer iwwert de Fax eng Motioun vun der LSAP krut niewent der Resolutioun, déi se preparéiert huet, a mir bedauern e bëssen, dass déi eréischt elo kuerzfristeg nokomm ass. Ëmmerhin ass déi e bësse méi kritesch ausgefall, an an enger Rei vu Punkten ass se sécherlech complémenteaire zu där, déi mir preparéiert hunn. Mir konnten eis trotzdeem net dozou duerchréngen, fir se mat ze ënnerschréien, esou wéi dat eis proposéiert gi wor, mä et kënn awer sinn, datt mer se mat e bësse Bauchwéi wäerte matstëmmen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que la Convention européenne va achever ses travaux d'élaboration d'un traité constitutionnel sous peu;

- considérant qu'au stade actuel, des réelles avancées, notamment dans les domaines de la personnalité juridique de l'Union, de la fusion des trois piliers, de l'inclusion de la Charte fondamentale dans le traité ou encore de l'inscription de certains principes fondamentaux, sont relativisées par le peu de progrès en matière d'abandon de la règle de l'unanimité;

- considérant que les questions institutionnelles ont été dominantes par rapport à celles qui touchent directement à la vie des citoyennes et citoyens, à savoir la politique sociale et environnementale de l'Union, la participation démocratique et les mesures de non-discrimination;

- considérant que l'égalité entre femmes et hommes n'a pas été inscrite de façon explicite parmi les valeurs de l'Union et que la lutte contre la violence à l'égard des femmes n'a pas été évoquée;

- considérant que certains sujets importants comme le rôle des services d'intérêts généraux n'ont pas été traités à leur juste valeur;

- considérant que l'occasion n'a pas été saisie de réformer le traité Euratom;

- considérant que le référendum prévu par le gouvernement pour soumettre le futur traité constitutionnel européen aux électeurs et électrices luxembourgeois-es ne cache que mal le fait que les efforts de concertation avec les forces vives du pays n'ont été que minimaux et les possibilités des citoyennes et citoyens d'influencer le débat ont été réduites;

- regrettant qu'elle n'a pas réussi à éveiller l'intérêt de la population pour l'importance du débat préparatoire autour de la future constitution européenne;

- exprimant sa propre volonté à faire tous les efforts qui sont dans ses moyens afin de contribuer à un débat démocratique et contradictoire sur le futur traité européen;

invite le Gouvernement

- à s'engager au niveau de la CIG qui s'annonce pour que les faillies les plus graves dans les domaines cités soient encore éliminées;

- à insister pour que la procédure de déclenchement de la révision du futur traité constitutionnel ne soit pas soumise à la règle de l'unanimité;

- à préparer le référendum annoncé en élaborant, de concert avec la Chambre, une campagne d'information efficace et attrayante sur les résultats de la CIG.

(s.) Renée Wagener, François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss.

Här President, eis Motioun wéi gesot ass net nëmmen kritesch mat der Regierung, mä se ass och e bëssen autokritesch, well mer mengen, datt och d'Parlament selwer hei hätt méi Efforte kënne maachen, och d'Lëtzebuurger Parlament.

An do kéim ech dann och zu mengem leschte Punkt, dem Apport vun der Chamber. Mir sinn der Meenung, datt net alles par rapport zu der Aarbecht am Konvent esou gelaf ass wéi et hätt sollen. Wat zum Beispill den Dialog mat der Zivilgesellschaft ugeet, och wat, an dat huet den Här Fayot virdu och schonn ugeschneide, d'Iwwerdroe vun deene puer Débaten, déi mer haten, op d'Chamber-TV ugeet, wou mer wierklech fannen, wa schonn hei Saachen organiséiert ginn, wou d'Zivilgesellschaft ugeschwat ass, dann ass et onverstandlech, datt dat dann net och kann iwwerdroe ginn.

Mä och aner Forme vun Dialog a vun Informatioun sinn eiser Meenung no ze kuerz komm, an ech denken do och un den Internet-Site, deen d'Chamber zesumme mat der Regierung opgemaach huet. Eischtens emol ass en net opgefannen. Et muss ee sech scho gutt dru ginn, wann een op de Chamber-Site geet, fir en iwwerhaapt erëm ze fannen, a wann een en da fonnt huet, da mierkt een, datt e leider net komplett all déi Bäitrag vun de Lëtzebuurger Konventionellen erëmgëtt, déi se ausgeschafft hunn oder déi Rieden, déi se am Konvent gehalen hunn. Do wär munches ze maache gewiescht.

Mir hoffen, an domat kéim ech zu mengem Schlusswieder, vu dass et net auszuschléissen ass, datt dese Konvent net dee leschten ass, datt et dann d'nächste Kéier net nëmmen an deem Punkt besser geet. Dat wär meng Hoffnung, datt beim nächste Konvent alles besser gëtt.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Urbany age droen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Merci, Här President. Dee Projet vun der europäescher Verfassung, wéi en eis elo virläit, stellt e gewëssen Equiliber duer téschent de wirtschaftlechen, sozialen a politesche Kräften, déi an Europa um Wierk sinn.

Selbstverständlech stinn d'Wirtschaftsinteressen a steet déi weider Verdéiwung vum Bannemaart a seng Ausdehnung op zéng nei Länner am Virdergrond. E relativ neien Aspekt ass den Ausbau vun Europa als politeschen a militäreschen Machtfaktor.

Den europäesche Verfassungsentwurf ass awer gläichzäiteg, wéi d'Vertriederin vun der Gauche unitaire européenne am Konvent, d'Madame Kauffmann, geschriewen huet, „en eenzegaartegen Integratiounsprojet vu 25 State mat iwwer 450 Millioun Leit“, deen nach weiderhin opleift fir aner Länner. Esou en Integratiounsprojet huet kee Bestand, wann en net wéinstens usazweis den Ausdruck ass vum Wëllen a vun der Fäegkeet vu senge Biergerinnen a Bierger solidaresch zesummenzeliewen a wa méiglech besser zesummezeliewen. Op jidde Fall net méi schlecht.

Déi Politik, déi an Europa awer dominiert, spigelt d'Autoritéit vun der fräier Konkurrenz erëm an do-

mat och d'Autoritéit vun deem Stärkeren. Et muss een awer och agestoen, dee virleiende Projet dréit wéinstens usazweis enger nach zevill schwaacher Realitéit um Terrain Rechnung, an zwar der Emergenz, dem Opkomme vun engem Mouvement social européen an och de gewerkschaftlechen Ausernanerungen an deene verschiddene Länner géint den Ofbau vum Sozialstat.

Déi Bewegungen do, déi um Terrain aktiv sinn, waren net um Bréissler Konvent vertrat, op jidde Fall net direkt, mä si hunn awer keen europäesche Sommet verpasst fir hir Revendicatiounen versichen ze preziséieren, ze concertéieren a virzedroen. E Vertrieder vun ATTAC, den Daniel Spoel, huet sech äusserst virsiichteg zum Text vum Konvent ausgedréckt a gemengt: « La société civile devra débattre de ce projet de constitution avant juin 2004, puisqu'elle n'a pas voulu ou su le faire pendant les travaux de la Convention. S'il y a référendum, il faudra informer le grand public des enjeux et savoir s'il faut dire oui ou non. Une chose paraît claire: il y a de nombreuses raisons de dire non, malgré une avancée démocratique qui est visible, mais combien insuffisante. »

Ech wéilt emol versichen aus mengem Siicht hei déi positiv Punkte vun deem Verfassungsentwurf ze nennen.

Eischtens bei de Wäerter vun der Unioun kënn am Artikel 1-2 dee vun der Gläichheet dobäi, vun der Egalitéit. Dat ass e Wuert wat ee scho laang net méi héieren huet an der öffentlecher Debatt, an dat ass, kënn ee soen, e gewësse symbolesche Broch mat der Dominanz vum Neoliberalismus. Ech mengen och, dass een op déi Avancée kann an Zukunft opbauen. Mä de Pabeier, dat wësse mer awer och, ass gedéleg an d'Politik vun der Unioun ass wäitgehend eng aner.

Zweetens géllt datselwech fir den Artikel 1-3, wou de plein emploi an de Progrès social als Zil vun der Ekonomie genannt ginn, och wann déi Ekonomie e bësse widder spréchelech als „économie sociale de marché hautement compétitive“ bezeecht gëtt. Mir wësse jo wat den Inhalt vun där Kompetitioun ass a wat fir Wäerter dobäi gewéinlech op der Streck bleiwen. Och hei mussen déi sozial Inhalter vun der Verfassung eréischt geschafe ginn. An dobäi ass aus menger Siicht d'Charte des droits fondamentaux, déi elo als Kapitel II an den Traité iwwerhol gëtt an domat och akloer gëtt, nach ëmmer e vill zevill schwaacht Fundament fir esou eng europäesch Sozialpolitik. Den Här Juncker huet emol eng Kéier gesot: „L'Europe souffre d'un énorme déficit social“. Ech hat dat zitéiert bei der leschter Debatt, déi mer haten iwwert den europäesche Konvent.

Dréttens déi „avancée démocratique visible, mais combien insuffisante“ vun där den ATTAC-Vertrieder haupsächlech aus folgenden Elementer:

- dat europäesch Parlament kritt e puer Befugnisseer bäi, souwuel wat seng legislativ wéi seng Kontroll- an Ernennungsbefugnisseer vun der Kommissioun ugeet. D'europäesch Wahlen gewonnen domat ouni Zweifel u Bedeutung;

- déi national Parlamenter ginn am Virfeld an den europäeschen Déciounsprozess agebonnen a kënnen d'Anhale vum Subsidiaritätsprinzip kontrolléieren an domadder verhënnern, dass d'Europäesch Unioun hir Befugnisseer iwwerschreit, déi am Traité des Kéier awer zimlech kloer preziséiert a katalogiséiert ginn;

- déi lokal an déi regional Autonomie gëtt am Traité festgeschriwwen an domat gëtt verhënnert, dass en zentralistesche Superstat all Beräicher vum Zesummeliewe kann iwwerwucheren;

- et ginn och nei Recoursrechter vun de Bierger beim europäesche Gericht festgeschriwwen, grad wéi och en europäesche Referendum festgeschriwwen gëtt;

- d'Sitzunge vum Ministerrot sinn an Zukunft öffentlech, wann en als Gesetzgeber funktionnéiert. Dat erlaabt der Öffentlechkeet an Zukunft besser hir Regierungen ze kontrolléieren, an déi kënnen sech och net méi esou einfach hannert den Entscheidung vu Bréissel verstoppen.

Mä trotz deene Fortschréiter bleiwen awer déi negativ Elementer vun der europäescher Konstruktiv bestoen. D'Europäesch Unioun leid nun ebe weiderhin an engem groussen Demokratiedefizit. Hiert Parlament ass net am volle Sënn, esou wéi en nationaalt Parlament, den Ausdrock vun der Vollekssouveränitéit. De wichtigste Motor vun den Déciounen bleift weiderhin eng Kommissioun, déi net nëmmen Déciounen kontrolléiert an exécutéiert, mä och nach a ville Fäll eleng d'Virschlagsrecht fir d'europäesch Gesetzgebung behält.

Dat wahrscheinlech wichtegst gesetzgebend Gremium bleift weiderhin och d'Versammlung vun den europäesche Regierungen, de Ministerrot. D'Ofschaffung vum Rotatiounsprinzip an den europäesche President deiten eng bedauerlech Entwécklung a Richtung Präsidentialismus un. D'Regierung behale weiderhin am Ministerrot d'Méiglechkeet déi europäesch Politik ze blockéieren, do, wou eng Unanimitéit verlaangt ass.

An deene Beräicher, déi fir d'fräi Zirkulatioun vum Kapital wichteg sinn, ass jo bekanntlech den Unanimitéitsprinzip scho laang ofgeschafft. An deene Beräicher awer, déi wichtig wiere fir déi fräi Zirkulatioun e bëssen ze reguléieren, an och ze contrebalancéieren, dat heescht an der Wirtschaft- an an der Sozialpolitik, géllt nach ëmmer den Unanimitéitsprinzip.

D'UNICE, d'Organisatioun vum europäesche Patronat, mengt déi sozial Froe wärend zevill national an et kënn ee se schlecht europäesch regelen. Och de FEDIL-Vertrieder - dat hunn ech nogelies - huet beim Hearing virun der Chamber den 9. Juli 2002 deklaréiert, hei misst virun allem de Subsidiaritätsprinzip a soziale Froen zum Beispill spillen. Sécherlech, och national musse weiderhin nach besonnesch wäit gehend Sozialgesetzter an Zukunft méiglech sinn, mä wann net europäesch en héije soziale Protectionniveau besteet, da ginn un nationale Plang d'Gewerkschaften an déi Leit, déi schaffe ginn, an d'Zwangsjacke vun enger Konkurrenzlogik eragepresst, wéi mer dat jo all Dag erliewen, déi lescht Zäit nach bei der Bunn oder bei de Spideeler.

Mir erliewen datselwech och bei der Diskussioun ëm de Standuert Lëtzebuerg. Mat deem Argument vun der Kompetitivitéit gëtt do de steierlechen a sozialen Dumping gemaach, dacks zum Nodeel vun der wirtschaftlecher Substanz vun eise Nopeschregiounen, mä och zum Nodeel vun enger equilibréierter Entwécklung bei eis. Ech hunn dat schonn dacks hei beklot. Ech brauch do net op den Detail anzegoen.

Ech hunn och mat Opmierksamekheit konnten déi Deklaratiounen noliessen, déi den Här Juncker gemaach huet um Radio, an déi schéng mer méi wichteg ze si wéi déi iwwert seng perséinlech Zukunft, dat sinn déi, déi hie gemaach huet, wou hien der däitscher Regierung säin Appui ginn huet fir déi sou genannte Strukturereformen, an do sinn der derbäi, déi eis deelweis oder déi déi Däitsch deelweis zréckdréieren an d'Situatioun wéi se bestanen huet am 19. Jorhonnert, wéi zum Beispill, dass d'Leit d'Cotisatioun fir d'Krankegeld selwer mussen aus der eegener Täsch bezuelen. Op jidde Fall, déi belsch Gewerkschaften...

(Interruptions)

Ech hunn dat nogelies wat Dir gesot hutt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.* - ...mä et war leider eng Klausur.

M. Serge Urbany (*déi Lénk*). - Ech kéint lech jo zitéiere wat Der op Radio RTL gesot hutt. Dat war esou zimlech dat wat ech elo erëmgin hunn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.* - Ech hu gesot wichteg wier et Strukturreformen ze maachen, ech hunn awer net gesot, dass et wichteg wier de Kënnegungsschutz ofzeschaffen.

M. Serge Urbany (*déi Lénk*). - Dat hunn ech jo och elo net gesot. Dir hutt gesot d'Strukturreformen an der Santé, zum Beispill.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.* - Jo.

M. Serge Urbany (*déi Lénk*). - An dat bedeit jo awer och déi Diskussioun ëm d'Cotisationsformen fir d'Krankegeld, déi d'Leit elo an Zukunft...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat.* - Mä dat bedeit, dass all Däitsche soll cotiséieren, wat déi däitsch Beamten, déi däitsch Baueren an déi däitsch Indépendanten de Moment net maachen, wat se zu Lëtzebuerg schonn zënter laangem maachen. Och dat musst Der elo soen.

(Hilarité)

M. Serge Urbany (*déi Lénk*). - Op jidde Fall déi belsch Gewerkschaften, souwuel déi sozialistesche wéi och déi chrëschtlech, ech hunn och géif wéi déi iwwert de Konvent soen. Déi hu gesot se géifen den europäesche Verfassungstext inakzeptabel fannen, soulaang en et net géif méiglech maache majoritär eng sozial a fiskal Politik an Europa ze maachen an esoulaang en net géif virgesinn ausdrécklech d'Services publics oder d'Services d'intérêt général, wéi dat am Jargon vun der Europäescher Unioun heescht, vun de Regele vun der Konkurrenz auszuschléissen, fir ebe just gewëssen negativ Politiken um nationale Plang kënnen besser ze contrebalancéieren, wou jo awer déi Gewerkschaften an der éischter Rei stinn, wann et drëm geet fir d'Konsequenzen dovunner auszeläffelen.

Zum Schluss wëll ech nach kritiséieren, dass de Projet d'europäesche Citoyennetéit un d'Nationalitéit an net un d'Résidence bënnt an och keng wierklech participative Demokratie aféiert, déi iwwert en einfacht Ulauschtere vun den Uleiese vun der sou genannter Zivilgesellschaft géif erausgoen.

Ech fannen och déi Entwécklungstendenz vun enger europäescher Militärpolitik, esou wéi se elo am Traité festgeschriwwen gëtt, besonnesch negativ. D'Missioune vu séieren Agräifruppen am Ausland hunn, a menger Siicht wéinstens, näischt mat Verteidigungspolitik, mä virrangeg mat weltpolitescher Machtpolitik ze dinn, an ech hu festgestallt, dass am strategesche Projet vun Här Solana d'Notioun vum Preventivschlag op eemol dra vir kënn, obscho jo eigentlech an der Konventioun steet, dass d'Primautéit vun der UNO-Charta ze gellen huet, an d'UNO-Charta gesäit nun eben net e Preventivschlag vir.

Dat war jo déi Diskussioun, déi mer beim Irak hei dacks an der Chamber haten, wou d'Amerikaner falsch louchen, an ech froe mech firwat déi Ausernanerzung gutt waren, wann elo Konzepter vum Bush

a vum Blair grad an deenen dote Froen erëm an europäeschen Décisionen optauchen. Och déi Diskussioun iwwert déi europäesche Agrarpolitik, déi jo och op d'Bedreiwemaach gëtt vun den USA, bedeit leschten Enns en Opmaache vun de Mäert an Europa fir d'international Konkurrenz, an dat zäitgenau virum nächsten OMC-Sommet zu Cancún.

Ech mengen also fir ofzeschléissen, Här President, den Asaz fir déi europäesche Iddi verlaangt also weiderhin eng grouss Opmerksamkeet, wann Europa net soll deene Leit gehéieren, déi Coupon schneiden oder vu Patenter oder vu Gen-Manipulatione profitéieren oder vun der Rüstungsindustrie. An op d'mannst déi Opmerksamkeet an der Öffentlechkeet wäert jo wahrscheinlech dee Projet hei provozéieren. Ech mengen dat ass op d'mannst ee vun de grouse Virdeeler vun deem Projet hei.

Zur Resoloutioun - ech hunn nach e bëssen Zäit zu de Motiounen ze schwätzen - vun der LSAP wëll ech ongeféier datselwecht soe wéi hei d'Madame Wagener. Ech fannen och en einfache Referendum mat jo a mat neen huet e wäit gehend plebiszitäre Charakter an erlaabt net eng genau Äntwert vun de Leit zu deene wichtege Froen, déi sech awer de Moment an Europa stellen, an dat sinn zum Beispill déi Froen um soziale Plang. Do wier et scho wichteg gewiescht, dass een hätt kënnen prezis a vläicht schonn ier d'Décision geholl gi sinn emol eng Kéier eng Emfro maachen oder e Referendum maachen, ob d'Leit der Meenung sinn, dass zum Beispill d'Services publics sollen an d'europäesche Verfassung kommen oder aner sozial Saachen, wéi zum Beispill och, dass den Unanimitätsprinzip géif ofgeschafte gi wat sozial Froen ugeet.

Dat wiere prezis Froe gewiescht, wou een hätt kënnen prezis Äntwerte vun de Leit kréien. Wéi de Referendum sech elo stellt ass et effektiv en Dilemma fir vill Leit, déi dann net wëssen, ob se solle mat jo oder mat nee stëmmen, well se awer eng ganz Partie vu grondleedende Kriticken un deem Entworf do ze maachen hunn.

Trotzdem mengen ech, dass dee Referendum awer soll duerchgefouert ginn. En erlaabt eng öffentlech Diskussioun iwwer all déi Themen an eleng dat ass och schonn d'Saach wäert. Ech wäert dofir och déi Motioun vun der LSAP stëmmen, och wéinst deem leschte Satz, deem zum Referendum opfuert, net onbedéngt wéinst all Bestanddeel vun der Motivatioun, wou jo och ganz vill Saachen dra feelen.

Voilà, ech soen lech merci.

M. le Président. - Als lescht Diskussionsriederin ass d'Madame Lydie Err agedroen. D'Madame Err huet d'Wuert.

Mme Lydie Err (*LSAP*). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt hei ausdrécklech déi Aarbechtsmanéier vum Konvent begréissen, och da wann inhaltlech sécherlech op e puer Punkten, déi hei nach nëmmer an marge ugeschwat gi sinn, munches ze wënschen iwwreg bleift.

Ech bedauere virum allem, dass eng Proposition, déi ech an der Egalitéitskommissioun gemaach hunn, an zwar dass mir als Kommissioun sollten en Avis zum Egalitéitsaspekt an der Konventioun maachen, am Prinzip akzeptéiert ginn ass, mä en fin de compte keng Folgen hat, well soss kéint een eventuell jo hei net nëmmer an sengem eegenen Numm schwätzen, mä am Numm vun enger Kommissioun, an dat géif deenen Argumenter menger Meenung no jiddefalls eng aner Bedeutung kënnen ginn.

Ech wollt mech da limitéieren a menger kuerzer Interventioun iwwert den Egalitéitsaspekt, deem

d'Renée Wagener schonn ugeschwat huet, mä vläicht e bësselche méi an den Detail goe wéi hatt dat a sengem, wéi si dat, pardon, an hirem overall Kommentar gemaach huet.

Et ass richtig, dass et wichteg ass, dass den Egalitéitsprinzip an der éischter Partie vun deem Traité steet, net aus Prestigegegrënn, mä aus prakteschen Iwwerleeungen, well nëmmer déi Saachen, déi am éischten Deel stinn eng transversal Applicatioun a Bedeutung hunn an och doduerjer dann aner Effeten hätten, wéi wa se nëmmer an dem drëtten Deel vun de Politike stéingen.

Dofir ennersträchen ech dat wat hei gesot ginn ass bei de Valeure vun der Unioun, wou d'Egalitéit zwar dra steet, mä wou net preziséiert ass wat fir eng Egalitéit gemengt ass, während den Artikel 4 vun d'ärselwechter Konventioun preziséiert, dass bei der Non-discrimination déi Egalitéit, déi gemengt ass, déi ass zwëschent Nationalitéiten. Et wier also deemno wichteg genuch fir ze preziséieren, dass déi Egalitéit vum Artikel 1 net déiselwecht ass wéi dee bei der Non-discrimination beim Artikel 4, an an deenen zwee Fäll ze preziséieren, dass déi, déi viséiert ass och déi Egalitéit ass zwëschent de Männer an de Fraen.

Firwat wier et wichteg? Net nëmmer fir de Prinzip, mä och fir den Acquis communautaire an dëser Matière ze conservéieren. An et gëtt Gruppen, déi scho méi laang op deem Aspekt schaffen, déi déi Meenung deelen, mä deen ass hei an dëser Hinsicht net gewahrt. Firwat? Well déi Antidiskriminationsformel, déi elo am Artikel 4 dra steet, sech net prezis op d'Männer an d'Fraen applizéiert an och well doduerch et am Artikel vun de Valeuren net kloer ass, wat fir eng Egalitéit gemengt ass, an dass deen Gender mainstreaming, deen zwëschent Amsterdam am Traité transversal Kompetenzen un d'Unioun iwwergëtt, net méi assuréiert ass.

Et ass och esou, dass an den Domaines de compétences partagées expressis verbis d'Egalitéit entre les hommes et les femmes net mat dra steet, an dat ass, mengen ech, e wichtege Feeler. Firwat? Aus deeneselwechten Ursache wéi déi, déi ech virdu gesot hunn, well keng transversal Kompetenz fir d'Unioun en matière d'égalité do sinn. A wa mer wëssen, dass déi wéineg Progrèsen, déi mer zu Lëtzebuerg an deem Domän gemaach hunn, normalerweis déi waren, wou mer eis konnten op europäesche Texter beruffen, da wësse mer, dass dat heescht, dass och op deem Gebitt zu Lëtzebuerg keng sonnig Zäite kommen.

Wa mer kucken, wat an der Diskussioun zu Lëtzebuerg leeft iwwert den Artikel 11, da fanne mer eigentlech genau déiselwecht Diskussioun erëm wéi déi, déi am Konvent gefouert ginn ass. Et geet net duer iergendwou an der Verfassung den Egalitéitsprinzip an der Theorie anzuschreiben, ouni op anere Plazen d'Moyenen anzuschreiwen, déi ee misst hu fir déi Egalitéit op dem Pabeier an d'Wierklechkeet ëmzesetzen. Or, esou ass dat awer an deem Pabeier de Fall. Also e vagen Egalitéitsprinzip, ouni ze preziséieren wat fir een, dass gemengt ass. Dann nach d'Absenz vum Mainstreaming, an den Non-Discrimination-sartikel preziséiert a limitéiert nëmmer op d'Nationalitéiten an net op d'Geschlechter. D'Konklusioun ass a mengen A jiddefalls ze einfach, wa gesot gëtt, den Acquis communautaire ass versicht gi gewahrt ze ginn, well wat d'Egalitéit ubelaangt, esou ass dat sécherlech net de Fall.

Ech sinn nach vill manner optimistesche iwwert den Artikel 7 vum Traité iwwert d'Droits fondamentaux. Hei ass verschiddelech begréisst ginn, dass d'Unioun d'Personnalité juridique hätt a kënnt der europäescher Mënscherechtskonventioun adhérieren. Wa mer awer d'Formulatioun kucken, déi seet: « L'Union s'emploie à adhérer à la convention européenne », dann ass dat éischtens eng Facultéit, et ass keng richtig Obligatioun. Zweetens steet net dran, dass dat heiten eng generell Kompetenz wier, net nëmmer fir d'europäesche Mënscherechtskonventioun mä virum allem och fir seng Protokollen, well déi Protocoles additionnels sinn dat, wat den europäesche Mënscherechtsaspekt staark mécht.

An deem Alinea duerno geet Rieds, wat fir eng Valeur deene Mënscherechter aus der europäescher Mënscherechtskonventioun zoukënn, an zwar déiselwecht wéi déi, déi se bis elo hunn, ouni dass se awer ageschriwwen sinn am Traité: „Ces libertés font partie du droit de l'Union en tant que principes généraux“. Also och op deem Punkt, mengen ech, egalitéitsméisseg keen enorme Progrès, nëmmer Méiglechkeete wou mer net wësse wéi se ausgeschöpft ginn an och bis wuer se kënnte féieren.

Et ass dofir och wichteg fir ze soen, dass et net datselwecht ass, ob d'Egalitéit en Objectif ass, wéi et elo de Fall ass, oder ob et eng Valeur ass, an dat wéinst dem Gender mainstreaming a wéinst der Signification en général, wat fir eng Plaz d'Egalitéit an deem Traité ka kréien. Datselwecht gëllt selbstverständlech fir d'Antidiskriminatioun, déi hei op d'Nationalitéite limitéiert ass. Aner Elementer hätte wéi d'Egalitéit kënnen ageschloss ginn, ouni dass dat iergendwelche supplementären Effort verlaangt hätt.

Wat mech am meeschte stéiert ass am Fong de leschte Punkt, deen ech hei wëll prezis ernimmen, an zwar dass op enger Plaz an der drëtter Partie steet, dass d'Egalitéit en matière de travail ëmmer tëschent Männer a Frae géing bestoen, an dass Actions positives kënn kommen, mä wat ganz kloer ass, dat ass, dass deen Aspekt vun den Actions positives sech exklusiv op d'Aarbechtsgebitt bezieht. Ech mengen, et wär derwäert gewiescht um europäeschen Niveau Virreideroll ze spillen an déi Actions positives, dat heescht déi Moyene fir en Objectif ze erreechen, net nëmmer um Aarbechtsgebitt, wou den Artikel 119 traditionell dat virgesäit, mä déi auszedehnen op all d'Gebitter, esou dass all Politike vun der Unioun hätte kënnen analyséiert ginn op hiren eventuellen Impakt op Egalitéitsfroen.

Och dat ass net de Fall, esou dass een nëmmer kann hoffen, dass dat wat hei bis elo nach net erreecht ginn ass um Niveau vum Konvent, eventuell ka rattrapéiert ginn am Kader vun der Conférence intergouvernementale a virum allem, an dat wier definitiv mäi lescht Wuert an dëser Matière, dass mer um nationalen Niveau vum eiser Verfassung e bësse méi wäit komme wat Egalitéitsfroen ubelaangt, wéi dat elo de Fall ass.

M. le Président. - D'Wuert huet elo d'Madame Ausseminister Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.* - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sollten haut jo zesummen d'Bewäertung vun den Aarbechten vun der Konventioun maachen, an ech war scho frou, dass déi meescht vun deenen, déi hei intervenéiert sinn, dat mat engem gewëssen Abstand, mat enger gewëssener Pondéeratioun gemaach hunn.

Et sinn eng Rei Saachen erreecht ginn, et sinn och vläicht souguer méi Saachen an deene leschten zwee Deeg erreecht gi wéi een nach eng Woch virdu konnt fäerten. Am leschten Endspurt ass effektiv en Effort gemaach ginn, mä mir all zesummen hunn hei op dëser Plaz an och an anere Gremien awer oft festgestallt, dass déi Method am Fong, och wéi se vun dem President ugewannt ginn ass, awer esou munches géing ze denke ginn, wat d'Transparenz an d'Zesummenaarbecht ubelaangt. Dofir muss ech soe war ech awer e bëssen erstaunt wéi den Här Fayot hei vu Gléck a Begeeschterung geshwat huet, déi d'Resultat vun der Konventioun bei him ausgeléist hätt.

Ech géing do schonn éischter op déi, wéi soll ech soen, méi équilibréiert Duerstellung léiwer zréckgräifen, déi d'Madame Wagener hei ginn huet, wéi se en Deputéierten zitéiert huet, dee gesot huet: „Gewëss et huet ons iwwerrascht, dass et finalement besser gangen ass wéi mer geduecht hunn, mä et ass awer nach villes ze verbesseren“. An ech kann lech elo scho soen, dass mir wäerte versichen als Regierung am Kader vun der Regierungskonferenz esou vill wéi méiglech nach kënnen ze verbesseren oder ze preziséieren ouni awer dofir, an dat soen ech grad esou däitlech, dat Ganz op d'Spill ze setzen. Et ass nach e besseren Equiliber ze fannen, an dat wëlle mer och maachen.

Ech wëllt awer och direkt hei ervirsträchen déi Aarbechtsweis, déi mir eis ginn hunn an déi Dir lech ginn hutt, och zesumme mat der Regierung. All deene Konventionellen an awer och all deenen, déi matgeholfen hunn an all deene Méint déi Aarbechten ze suivéieren, wéilt ech merci soe fir déi gutt a konstruktiv Aarbecht, déi gemaach ginn ass. An och dat hat mech e bëssen erstaunt wéi den Här Fayot hei geshwat huet, et wier elo déi éischte Kéier wou d'Leit dobaussen an enger heller Begeeschterung déi Aarbechte suivéiert hätten. Ech muss éierlech soen, ech sinn därer awer ganz wéineg begéint, déi hellop begeeschtert waren an déi Dag fir Dag d'Aarbechte vun dem Konvent suivéiert hunn. Dat heescht awer net, dass dofir d'Aarbechte manner wichteg waren, mä loosse mer eis dach enner eis selwer näischt virmaachen.

Och des Kéier, Gott sei Dank, ass e ganz groussen Deel vun der Aarbecht vun deenen nämlechte Leit gemaach ginn, déi Der genannt hutt, vun den Diplomaten, vun deene Leit, déi effektiv an deene 16 Méint ganz vill zesumme mat de Konventionellen a mat de Regierunge geschaff hunn. Déi Pabeieren, déi ausgeschafft gi sinn, an ech kommen nach drop zréck, ob dat Benelux-Pabeiere sinn, ob dat déi Koordinatiounsarbechte sinn, déi mir gemaach hunn als Benelux-Présidence mat de like-minded Staten, och mat deenen neie Staten aus dem Elargissement, déi si preparéiert ginn, déi si geféiert ginn an de Ministèren, och um Niveau vun de Benelux-Länner mat deene Ministèren. Also et kann een net esou maache wéi wann net deen Input, dee grouse professionellen Input, dee gemaach ginn ass vu professioneller Leit, vu Leit also déi dat do wierklech an hirem Beruff maachen, net gemaach gi wär.

D'Regierung hat vun Ufank un, an ech wëll dat hei nach ervirsträchen, de Choix gemaach, fir ganz enk mat eise Vertrieder an dem Konvent ze schaffen. Mir koumen op eng regelméisseg Aart a Weis zesummen. Mir hunn eis consuléiert a konnten och dofir bis zum Schluss am grouse Ganzen eis Positione kloer duerleeën. Mir hunn och munches erreecht. Ech wëll guer net ofstreiden, dass mer zesummen eng Rei Saache verhénnert hunn, déi méi schlecht gi

wieren, an datt mer eis Iddië konnten op méi eng grouss Aart a Weis duerleeën.

Alles an allem ass also eng gutt Aarbecht geleescht gi vun all deenen, déi matgeholfen hunn, an et sinn och vill Punkten erreicht ginn. Se sinn alleguer hei schonn opgezitt ginn an dofir wëll ech just am Telegrammstil nach eng Kéier un déi positiv Punkten erënneren, déi dobäi erauskomm sinn.

Dat ass d'Clarificatioun op enger Rei Aspekter wéi d'Personnalité juridique unique, wéi d'Integratioun vun der Charte vun de Grundrechter, och méi eng kloer Kompetenz-zouuerdnung vun der Kommissioun mat den Nationalstaaten, eng Vereinfachung vun den Traitéen, net méi déi dräi Pillieren, mä elo véier Partien. D'Veinfachung och vun den Instrumenter, wou mer der elo nach just sechs sollen hunn. Dann och d'Extenssioun effektiv vun der Majorité qualifizéiert.

Mir ware virdu bei 84 Fäll, wou d'Unanimité nach war. Mir sinn elo erfokomm op 57. A 27 Fäll konnt also d'Majorité qualifizéiert ageféiert ginn, wou virdu d'Unanimité war. Elo kann een ëmmer soen, dat geet nach net duer, mä et ass awer en effektive Schrëtt no vir an déi richteg Richtung. A fénnef Fäll sinn och nach Passerellé gebaut ginn, wou een à l'unanimité ka feststellen, datt een awer à la majorité qualifizéiert kënn ofstëmmen. Jee, et ass effektiv e Fortschrëtt.

Wichtig fir eis ass och, dass no 2009 d'double majorité net méi festgestallt gëtt duerch dee relativ komplizéierte System vun Nice, mä duerch déi vill méi einfach double majorité, déi mir awer schonn zu Nice, a wann ech soe mir, dann ass et Lëtzebuerg, mä och eng Rei aner Länner, dee Moment scho proposéiert haten, déi awer vun deenen, déi haut soen si wäer gutt a besser Europäer, net konnt uegeholl ginn. Mir haten also d'double majorité schonn deemools proposéiert. Vun 2009 u soll se dann elo kommen, datt ass e positive Punkt.

En anere ganz wichtige positive Punkt ass d'Schafe vun engem europäeschen Ausseminister. Och dat hate mir am BENELUX-Pabeier proposéiert mat dem dueblen Hutt, souwuel Member vun der Kommissioun, wéi eben och enkt Zesummeschaffen am Kader vum Conseil des Ministres. Mat deem Ausseminister kréie mer méi eng grouss Visibilitéit, dat ass ganz sécher, a kann och eng besser Koordination vun deem ganze Spektrum vun den europäesche Relations extérieures gemaach ginn, mat den Instrumenter vun der Kommissioun an eben deene méi politeschen Décisiounen, déi am Kader vun dem Conseil des Ministres ze huele sinn. Hie kann also Brécken tëschent dem Communautairem an dem Intergouvernementalem schloen.

Mir bedauern, wéi déi meescht, déi haut de Mëtteg hei geschwat hunn, datt an der Politique extérieure awer d'Unanimité bäibehale ginn ass, an datt mer do net d'Majorité qualifizéiert konnten huelen, mä et kann een awer hoffen, datt wéi gesot, duerch d'Schafung vun dem europäeschen Ausseminister hei méi eng grouss Kohesioun a Kohärenz an déi Aarbechte kommen.

Wat och, an ech mengen, do hu mir e ganz grouse Mérite, Lëtzebuerg an d'Memberen, besonnesch déi, déi an der Konventioun geschafft hunn, wou mer verhënnert hunn, datt de Prinzip vun der Egalitéit vun den Etats membres op verschiddene Plazen a Fro gestallt ginn ass. Mir konnten oprecht erhalten, datt en esouwuel an der Kommissioun bliwwen ass, wéi och an der Rotation égalitaire vun de Présidencë vun deene verschiddene Conseils des Ministres. Ech kommen zwar duerno nach dorop zrëck, well dat ass awer e Punkt, deen nach net ganz kloer ass, wéi dat da soll décidéiert ginn, mä de Fait, datt de Prinzip vun der Rotation égalitaire ageschriwwen ginn ass, ass awer e positiv Element.

Dat nämlecht gëllt fir d'Communautarisatioun vun der Justiz an den Affaires intérieures, an d'Clause de solidarité, déi jo och hei begréisst ginn ass, déi méi enk Abannung vun den nationale Parlamenten an d'legislativ Prozedur, déi mir net nëmme begrëssen, mä déi mer och gefuerdert hunn, grad ewéi d'Aféierung vun engem Droit de pétition législative.

Eng ganz Rei Saachen, wou mer also absolut kënnen dermat d'accord sinn. Mä, an dat ass eben dee pondéierte Bléck, deen een op déi Aarbechte muss werfen, et ginn awer och eng Rei Punkte wou een op alle Fall muss versiche Präzisiounen an Erklärungen erbäizeféieren. Do ass zum Beispill d'Method.

Mir wëssen, datt déi drëtt an déi véiert Partie de Moment nach net ofgeschloss ass, datt déi an deenen nächsten zwou Woche wäerten erësch ofgeschloss ginn. Dir wësst, datt eng Rei messeg Amendementer virleien. An deenen Amendementer stinn, muss ech éierlech soen, grueleg Saachen. Fir lech nëmme eng Kostprobe ze ginn. Et ass e franséischen Amendement do, dee seet, majo zukünftig wann Traitée gemaach ginn, oder wann Traitée solle reviséiert ginn a si sollen duerno ratifizéiert ginn, wa bis véier Fënneftel vun de Länner déi Traitée ratifizéiert hunn, da kann de Conseil zesummekommen, d'Kommissioun kann eng Proposition maachen, an da sinn déi, déi Schwierigkeiten hunn dat ze ratifizéieren, wou mengt der dann? Et bien, virun der Dier! Dat steet kloer an engem franséischen Amendement, deen dann elo an deenen nächsten Deeg nach soll proposéiert ginn.

(Interruption)

Dat ass fir ze weise wéi déif gräifend hei awer Propositionen um Dësch leien a wou de Moment kee weess wat da mat deenen Amendementer do geschitt. Esou wéi d'Lëtzebuurger Delegatioun, d'Lëtzebuurger Konventionelle jo eng ganz Mass a ganz gutt Amendementer gemaach hunn, mir hätten se allegueren ënnerschriwwen, well Dir hutt se ënnerschriwwen a mir hu se zesummen ausgeschafft. Dir hutt ganz vill a gutt Propositione gemaach. Si sinn awer leider net alleguer zrëckbehalde ginn, souguer déi allerwéinegst sinn zrëckbehalde ginn. Dräi sinn der zrëckbehalde ginn, fénnef hallef an hallef, 17 iwwerhaupt net an 31 stinn der nach aus. Dat gëllt de Moment fir déi drëtt a véiert Partie nach ganz, an ech wëll nëmme heimat ënnersträichen, datt déi Method awer net onbedéngt ëmmer esou transparent ass, wéi een dat vläicht sech géing wënschen.

Dofir, datt dat e Wee war fir méi enk zesummeschaffen, d'national Parlamentar mat de Regierungen, dat ass en absolut positive Punkt. Mä ech mengen, och fir d'Zukunft misst een um Niveau vun der Method awer nach munches méi präzisieren.

D'ailleurs, wann ech vu Bedenke geschwat hunn a Präzisiounen, déi misste kommen, dann ass et virun allem um institutionelle Plang. Dat ass jo och hei an der Diskussioun ganz kloer ervirkomm. Firwat wuel? Mä well just um institutionelle Plang déi Manéier, wéi am Ufank am Konvent geschafft ginn ass, dat heescht mat Groupes de travail, wou do, ech huelen emol un, en profondeur a wierklech konnt ausdiskutéiert ginn, a Propositione gemaach ginn, déi dee Moment an de Präsidium komm sinn, wou do effektiv op ville Punkten ganz gutt an ausféierlech Aarbecht konnt geleescht ginn. Dat war net wouer fir den institutionelle Plang. Do si Propositionen op den Dësch komm vun President. Ech brauch lech d'Geschicht net ze erzielen, Dir waart derbäi, Dir kennt se besser wéi mir. Am Präsidium selwer ass et mat grouse Schwierigkeiten zu engem halwe Konsens komm, mat Streidereien an der Plénière verbonnen. A wann haut ebe just um Niveau vum Institutionellen

sech nach eng Rei Froe stellen, et bien, dann ass et vläicht wéinst där Method, wou d'Konventioun selwer hir eege Method net respektéiert huet.

Wat sinn déi Punkten?. Ech mengen, datt mir net - wann ech soe mir, da schwätzen ech emol am Ufank vun dem Benelux-Pabeier - fir e President vum Conseil européen waren, deen ausserhalb vun dem Conseil géing gewielt ginn, datt ass ganz kloer. Mir haten et kloer an d'äitlech gesot an och geschriwwen. Dat wat elo virläit ass effektiv e Kompromëss, well an esou engem Konvent muss et schonn zu Kompromësser a Konsense kommen, mä et ass awer net e Kompromëss, deen elo scho glaskloer ass. Well wat d'Funktiounen da wierklech vun deem Mann oder där Fra, deen déi Aufgaben dann do soll iwwerhuelen, solle sinn, déi sinn awer nach net esou kloer a si si virun allem net kloer, wann een dat zesummesetzt mat de Présidencë vun deenen anere Conseils des Ministres. Well do soll jo de Conseil européen decidéiere wéi dann elo déi Présidencë vun dem ECOFIN, vun dem JAI, vun den Affaires étrangères, solle verdeelt ginn.

Dat schéngen also Leit ze gi vu verschiddenen Nationalitéiten, a wou de Conseil eng Kéier eng Proposition mécht. Wéi schaffen déi dann zesummen? Wie mécht d'Koordinatioun vun deene Présidencen? Dat ka bal nëmme de President vum Conseil européen sinn. Dat gëtt him also eng vill méi staark Position, wéi een éierlech elo seet, datt hien se hätt. Esou datt hei verstoppt an eben Onklorheiten, awer nach Potentialitéiten dra si fir deen dote Posten, deen den Equilibre institutionnel awer méi staark belaascht - ech versiche mech elo ganz diplomatesch auszedecken -, wéi dat a priori ausgesäit.

Mir wäerten also versichen hei awer Klärungen ze kréien, well fir eis ass den Equilibre institutionnel, souwuel tëschent den Institutiounen, wéi eben och tëschent de Länner wierklech extrem wichtig, wa mer muer déi Kohesioun an déi Legitimitéit wëllen halen, fir déi mer allegueren antrieden.

En anert Beispill. Et gëtt gesot de Conseil européen besteet aus de Premierministere. Dat ass an der Rei. Dat ass och elo esou. Just elo steet dran, datt se assistéiert gi vun de Ministres des affaires étrangères. Firwat? Mä well déi am Kader vum Conseil affaires générales de Conseil européen solle virbereeden. De Conseil européen soll och an Zukunft nach virbereet ginn am Conseil affaires générales vu Leit awer, déi an Zukunft net méi onbedéngt sollen derbäi sinn.

Elo kënn ee soen, och, dat ass en Oubli. Et ass doudsécher keen Oubli. Et kënn een och nach soen, si wëllen eleng sinn a si wëllen all Kéiers en anere matbréngen. Mä vill méi déif hannendrun ass awer d'Iddi, datt déi Leit, déi déi Aarbechte virbereeden, déi do sollen diskutéiert ginn, net sollen derbäi sinn, a „cui prodest“, géing ech da froen, wann ech am Droit pénal wier, mä et profitéiert deen, deen d'Présidence vum Conseil européen huet, well deen eleng huet jo dann d'Koordinatioun an hie weess, an déi aner, déi Premierien, déi do sëtzen, déi ware weder an der Préparatioun, déi hunn déi Diskussiounen net matkritt. A wann ech déi, déi dat do solle virbereeden, vu vireran net wëll derbäi hunn, jo, da muss dat engem notzen, an dat notzt dem President. An domat hu mer den Equilibre nach méi nees a Fro gestallt.

Dofir wäerte mir, an dat huet näischt mat Persounen ze dinn, well dat hei ass jo fir vill méi eng laang Zäit gesi wéi ebe fir eenzel Persounen, derfir antrieden, einfach an engem strikter Logik, mä

awer och am Intérêt vum Equilibre institutionnel, datt déi Leit, déi de Conseil européen virbereeden, och sollen derbäi si wann diskutéiert gëtt. Dat nëmme fir eent vun deene Beispiller ze ginn, wou ee wierklech nach kann déi Aarbechten, déi scho gutt gelaf sinn zum Deel, awer wierklech nach verbessere kann, an déi ee souguer muss verbessere.

Wéi gesot, wéi ass d'Présidence vum COREPER? Wéi ass d'Présidence vum COPS? Wéi gëtt dat alles decidéiert? Do si mer de Moment nach relativ am Onklaren, mä mir wäerte jo do Zäit hunn. Wéi schaffen déi Leit mateneen? Alles dat si Froen, déi gestallt sinn, an dann ass et fir eis ganz kloer, an ech menge mir hunn dat jo oft genuch schonn als Regierung gesot, datt déi sechs Deputéierten, déi mer am Europaparlament hunn, fir eis extrem wichtig sinn.

Mir hunn eis zu Nice ganz vill, awer wierklech ganz haart dofir geschloen an ech gesinn net an ënnert wéi engen Argumenter mer an engem Moment, wou mer dem Europaparlament méi Pouvoir nach wëlle ginn, eis Representatioun do solle méi kleng maachen. Dat kann nëmme op Käschte vun enger uerdentlecher Representatioun vun deene verschiddene politesche Sensibilitéite goen, an dat kënnen mer net ënnerstëtzen. Dofir wäert dat also och e Punkt sinn, wou mer ganz kloer wäerten dofir antrieden, fir datt et bei deem bleift wat mer elo hunn.

Dat war nëmme fir e puer Punkten opzezielen, wou Verbesserungsnotwendegkeet besteet. Ech wëll zum Schluss nëmme nach festhalten, nach eng Kéier ënnersträichen, datt déi Aart a Weis, déi mir gewielt haten hei zu Lëtzebuerg, fir dat do ze preparéieren, awer eng ganz positiv, eng ganz konstruktiv war, datt mir als Regierung wierklech versicht hunn eisen Afloss, souwuel um Niveau vum Benelux, mä doriwwer eraus eben och an deenen anere Staten, gelten ze dinn, an och net nëmme mat deene Klengen, mä mir hunn och den Dialog iwwert eben déi verschidde Ministèren och mat de Membres fondateurs, wou bekanntlecherweis jo och déi Grouss sinn, géiert.

Ech mengen, mir konnten also eis Verhandlungsposition do och zum Ausdruck bréngen an ech kann lech elo scho garantéieren, datt an der Regierungskonferenz, déi dann am Oktober ugeet, mer déi offen Aart a Weis, déi mer ëmmer hei mat der Chamber haten, och wäerten uwenden. Ech hoffen, datt d'Resultat esou schnell wéi méiglech ass, mä awer och esou gutt wéi méiglech. Dat ass nach méi wichtig, datt mer zesumme mat lech dat Resultat kënnen negociéieren an erausschloen.

Ech soen lech am Virus scho merci fir déi Zesummenaarbecht.

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Premier- a Statsminister Jean-Claude Juncker.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert dem Konvent säi Resultat, d'Aart a Weis wéi en zu senger Resultater komm ass an iwwert déi eigentlech Dimensioun vun engem Konsensus ass hei scho vill geschwat ginn, hei an och op anere Plazen, esou dass et bal müsseg ass dat nach duerch weiderféierend Erläuterungen ze ergänzen. Músseg, net müsseg.

D'Madame Ausseminister wéi och aner Kollegen heibannen, haaptsächlech déi, déi am Konvent waren - an deenen ech wëll wierklech merci soen, dat ass net eng Héiflechkeetsformel, fir déi Aarbecht, déi se am Konvent gemaach hunn, déi war ganz gutt a mir hunn och ganz gutt zesummeschaffen -, hunn d'äitlech gemaach, wat fir Fortschreiter, dass konnten am Kader vun deene Konventsarbeitsrealiséiert ginn. An déi Fortschreiter hu mer och bei vil-

le Kommentéierungen, déi mer an deene leschte Woche gemaach hunn, ëmmer erëm ervirgehewen. Dat ass eis ëmsou méi lüch gefall, well awer och net en eenzeg Element derbäi ass, wat d'Lëtzebuurger Regierung net am Virfeld vun der Regierungskonferenz, déi zu Nice op en Enn gaangen ass, ëmmer erëm mentionnéiert huet a verlaangt huet. Et waren aner Regierungen, déi sech mat deene Gedanken net konnten ufrënnen, an et ware virun allem aner national Parlamenten, déi strikt am Virfeld vun der Regierungskonferenz zu Nice alleguer déi Avancéieren do als net kompatibel mat hiren eigentlechen Usichten ëmmer erëm beschriwwen hunn.

Dofir ass et jo och wéinst deene Blockagen, déi méi parlamentaresch- wéi regierungssäiteg waren, dozou komm fir e Konvent anzerufen, deen, contrairement zu deem wat Einzelner hei wahrheitswidder behaupt hunn, vun der Lëtzebuurger Regierung vum éischten Dag un, a scho virum éischten Dag un, verlaangt ginn ass, well mer der Meenung waren, dass déi Resultater vun Nice net zilführend wieren an net zilorientéiert genuch wieren. Dir kënn lech vläicht drun erënneren, dass mer notament hei op der Tribün d'äitlech gemaach hu wat un deem Vertrag vun Nice gutt wier a wat un deem Vertrag vun Nice mangelhaft wier, an dass mer wéinst deene mangelhafte Perioden, déi dee Vertrag vun Nice enthalen huet, wierklech der Meenung wieren, dass ee misst eng op d'mannst trilateral zesummesate Konventioun mat de weideren Aarbechte beoptragen.

Elo sinn ech e bëssen iwwerrascht, dass eenzel Äußerungen, déi ee gemaach huet op esou e starke Widderhall an der Géigeried hei zu Lëtzebuerg gestouss sinn, notament wann ee gesot huet vun der Transparenz wiere mer bei dem Aarbechtsoufraf wäit ewech gewiescht a bei der Resultatgebung wäit ewech gewiescht. Wann ech de Mëtteg richteg nogelasschert hunn, hat ech an deene Stellungnahmen, déi mer an deene leschten Zäiten haten, emol guer net alles dat opgeléicht wat net gutt un deenen Konventsarbeitsarbeits war, wat haut de Mëtteg hei alles zesummededro ginn ass, also dass ech mech atmosphäresch duerchaus am Renge mat mer selwer fonnt hunn, well déi massiv Opléschung vun deene Saachen, déi eigentlech an der Regierungskonferenz misste probéiert ginn an d'Riicht bruecht ze ginn, ass relativ impressionant gewiescht.

Nun ass et esou, dass vill Resultater am Konvent selbstverständlech dat refléiere wat de Moment dran ass. An op ville Punkten, wou Kritiknotwendegkeet besteet, ass och net méi dran. Den Här Fayot, dee jo zu deene gréissten Europaspzialisten hei am Parlament gehéiert a sech och vill...

(Interruption)

Ech soen och net de Géigendeel. Jiddefalls kennt den Här Fayot eppes vun deene Saachen an hien huet dat kloer erkannt, well hie sech och atmosphäresch auskennt an Europa. Et sinn op enger Rei vu Punkte keng aner Fortschreiter méiglech wéi déi, déi hei an de Konventsiddien zesummededro gi sinn.

Mä op anere Punkten ass et selbstverständlech esou, dass ee muss virufuere Weeër ze siche wéi een déi Europäesch Unioun kann zukunftsfaeg maachen, well ech behaupten haut an hei, wann et bei deem Text vum Konvent bleift, ass Europa net zukunftsfaeg. Kloer an d'äitlech beweisbar net zukunftsfaeg. Wann een déi éischt Äußerung vun Här Giscard d'Estaing liest, nodeem hie President vum Konvent gi war - iwwergens vun der Lëtzebuurger Regierung am éischten Tour vun der Concertatioun net ënnerstëtzt, well mer den Här Wim Kok an den Här Delors ënnerstëtzt hunn, an erëischt op d'Zouriede vum dueblen Exécutif vu Frankräich, deen

huet sech deemools aus zwee Leit zesummegeesat, gesot hunn: Okay dann, wann Der gär den Här Giscard d'Estaing hätt, dann huele mer den Här Giscard d'Estaing -, dann ass bal näischt an den essentielle Partië vun deemem Vertrag esou wéi et als eng absolut Noutwendegkeet fir déi europäesch Zukunft beschriwwen ginn ass.

Ech maachen, wann ech de Konvent béuertheelen, Bémolë par rapport zu der initialer Kritik vum Här Giscard d'Estaing um Nicer Vertrag. Well alles wat hie géint de Vertrag vun Nice gesot huet, stëmmt als Kritik praktesch géint säin eegenen Entworf haut och nach. Mä hien huet effektiv eppes fäerdeg bruecht, nämlech dass hien eng wesentlech Simplificatioun vun der Kategorie vun den europäesche Beschlussfassungsmethoden erbäigefouert huet an hien huet grouss Fortschreiter fäerdeg bruecht, hien an de Konvent, wat d'Kompetenzkatalogisierung ubelaangt, déi natierlech bei der éischter Prouf, op déi se gestallt gëtt, an all Richtung zerflitt, mä ëmmerhin ass den intellektuellen Effort do, de kategorisierenden Effort do, fir d'Zoustännegkeete vun der Europäescher Unioun nei opzewéckelen, an dat halen ech fir e wesentleche Mérite, nieft all deene Punkten déi vun der Madame Ausseminister opgezielt goufen.

Där hir Interventioun huet iwwerens heibanne gewisen, dass iwwerhaapt keng ënnerschiddlech Appréciatioun tëschent dem Ausseminister an dem Premier besteet, wat d'Resultater vum Konvent ubelaangt, wéi dat op lichterfertege Pressekonferenzen heiansdo behaupt gëtt, oder déi hunn net nogelauschert, oder d'Sprooch huet kee Sënn méi, dat ass jiddefalls ganz genau datselwecht gewiescht wat hei virgedroe ginn ass. Also déi Kritik muss een asortéieren an d'Realitéit esou wéi se ass, mä awer och moossen un den Uspréich, déi gestallt gi ware fir se richtig kënnen anzuschätzen.

Nieft deene ganz considérable Fortschreiter, déi erreecht gi sinn an déi een net soll kleng rieden an déi een och net därerofmaachen, do sinn ech mam Här Fayot ganz d'accord, a mat deenen anere Kolleegen heibannen och, et därerf een elo net all Element vun deem Konvent erëm eng Kéier duerch all europäesch Gaassen driewen, well soss kommen se zimlech zerfäzt aus deene Gaassen eraus. Niewent all deem bleiwen eng Rei Saachen, wou net kloer ass, wat eigentlech d'Saach nom Konvent ass a wat d'Saach soll sinn no der Regierungskonferenz, an ech mengen och, dass an den nationale Parlamentar net iwwer all déi Elementer geschwat ginn ass.

Ech ka mat villem liewen, wat am Konvent zesummegegedroe ginn ass, mä ech hätt awer gären, dass mer wëssen, wat mir do decidéieren. Weess dëst Haus, dass an Zukunft d'Reglement 1408, déi wesentlech Deeler vun der Sécurité-sociale-Regel mat qualifizierter Mehrheit kënnen ofgeännert ginn? Ech weess, wéi mir op Nice gaange sinn, hate mer en Text an d'Täsch kritt, dass dat net dierft geschéien. Dat geschitt elo. Ech sinn domat d'accord, mä et muss een et just wëssen.

Den Här Gibéryen huet hei drop opmierksam gemaach, dass wat d'Ausländerwahlrecht bei den Europaparlamentwahlen a bei de Gemengewahlen ubelaangt, elo an den Text geschriwwen gëtt, dass dat no gläiche Rechte, no gläiche Flichte géif geschéien, an dass domat déi Sonderbestëmmungen, déi Lëtzebuerg huet, ewechfalen. Weess d'Parlament dat? Ech sinn domat d'accord, mä dofir sinn ech net domat d'accord, dass am drëtten Deel vum Vertrag, dat huet den Här Gibéryen net virgeluecht kritt, wéi de Konvent seng Aarbechten ofgeschloss huet, erëm dra steet, nodeem dee grouse Prinzip do genannt ginn ass, d'Modalitéité kéinte selbstverständlech à l'unanimité vum Ministerrot adaptéiert

ginn, dat heescht am drëtten Deel, deem dem Konvent net virloung, wéi en applaudiert huet, gëtt dee grouse Prinzip, deem eng reell Avance gewiescht wär, erëm ofgeschafft, esou dass mer net wëssen, wat dann elo zielt. Wann dat am drëtten Deel net zielt, dann den éischten Deel, oder wann dat am éischten Deel anescht gemaach gëtt an der Regierungskonferenz, wat geschitt dann am drëtten Deel?

Déi Onklarheete si besonnesch däitlech am institutionelle Beräich. Wat net kloer ass, dat ass jo net hell. A wat net hell ass, dat ass däischter. An déi Zëmmeren an deenen et däischter ass, déi nennt een eng Dunkelkammer. An an där Dunkelkammer läit ee Film, an do hunn Der 105 geknipst, an déi mengen do wär déi Foto drop vun deem Objet, dee si geknipst hätten, an ech soen lech, wann dee Film entwéckelt gëtt, da si ganz aner Biller ze gesi wéi déi mengen, dass drop wäeren, déi déi Fotoe gemaach hunn.

De Conseil européen kritt elo e President. Elo hunn eis Konventmitglieder et fäerdeg bruecht, déi aner, déi megaloman Virstellung vum Här Giscard d'Estaing zurechtzetzen, deen e richtig groussen heavy President do wollt maache mat zwee Vizepresidenten a mat engem Apparat. Dat ass fort. Mä dat wat kloer war bis elo, nämlech dass all sechs Méint en anert Land géif alles presidéieren, dat war och transparent, an dat ass ofgeschafft ginn. Wat amplatz kënn, dat weess keen. Elo kann een ëmmer soe bravo, bravo, mä et ka kee mer soen, wat fir eng Formation vum Conseil an der Europäescher Unioun den 1. Januar 2006 presidéiert. Wann alles géif bleiwe wéi et ass, weess ech, dat ass Eisträich. Wa mer elo dee Konventspabeier hei kucken, an och wann en net geännert gëtt - Resultat vun der Regierungskonferenz - ka kee soen, wat e Vertrag, deen den 1. Januar 2006 a Kraaft trëtt, wat deen als Konsequenz huet fir den Exercice vun der Presidentschaft.

Do steet, dass dat géif geschéien no folgende Methoden: De Conseil européen, deen eng Institution gëtt, wougéint all Lëtzebuurger ëmmer war, stellt fest, mat 25 Premierer ronderëm den Dësch, a wann et no eis geet och mat 25 Ausseministeren ronderëm den Dësch, à l'unanimité, wéi elo déi Presidentschaft vun deene verschiddene Conseilen organiséiert gëtt. Dat mécht en andeems en dem politesche geographeschen Equilibre Rechnung dréit an andeems en op d'Diversitéit vun den Etats membres kuckt.

Elo kënnen mer emol e Concours veranstalten, wann dat esou kloer ass, wat dat heescht, wat jidderferen dorënner versteet ënner deem Equilibre politique géographique, ënner der Diversitéit vun den Etats membres. Wann ee wëllt eng Présidence à rotation égalitaire hunn, onofhängeg wéi se am Detail ausgesäit, da muss ee jo op d'laang Siicht gesinn, wie wéini wat mécht. Wou wësse mer dann op laang Siicht wat fir eng politesche Equilibre Europa am Joer 2028 huet? Ech verstinn et jiddefalls net, wat dat heescht, an ech verstü virun allem net wat heescht „diversité des Etats membres“.

Ech verstinn et besser, wann ech den Här Giscard d'Estaing sengen Explikatiounen nogelauschert hunn am Conseil européen zu Thessaloniki - ähnelech Dispositioun si bei der Kommissioun virgesinn -, wou hien dat esou kommentéiert huet, dass hie gesot huet et misst selbstverständlech dem Eventail démographique et géographique vun den Etats membres vun der Union européenne Rechnung gedroe ginn. Do wéisst ech dann erëm gären, wat heescht dat? An dann dierf ee sech net excitéieren a sech schwach fale loosser, wann ee seet et géif ee gäre genau wësse wat dat doten ass. Ech fanne, wa mer schonn d'Leit hei an

engem Referendum froen, wou d'Richtung soll higoen, da muss een och deene Leit kënnen Froe beäntweren.

Wéi mer dat am Conseil européen diskutéiert hunn a wou 12 Premiere gesot hunn, si wäere mat all deem net d'accord, - loosst lech net beandrocken duerch den Här Giscard d'Estaing seng Pressekonferenzen, an enger Sitzung hutt Dir jo selwer erlieft, dass hien no bausen net dat duergestallt huet, wat Dir dobanne gesot hutt - vun deene soen der dräi, et wär en Team President, dat heescht e puer Länner géife mateneen d'Présidence maachen. Anerer soen neen, neen, dat wier eng Presidentschaft, wéi mir se ëmmer haten. An anerer soen neen, dat ass et och net, et ass an all Conseil een aus enger anerer Natioun, deen do presidéiert an engem System, dee schéin dréint opgrond vun enger Rei vu Prinzipien.

D'Leit hu Biller geschoss, mä wat op deem Film ass, dat wëssen déi net, déi fotograféiert hunn, an déi wäerte sech wonneren, wann dee Film hei entwéckelt ass, an dofir sinn dat Froen, déi bei der Regierungskonferenz do einfach mussen nach eng Kéier op den Dësch vum Haus kommen.

Elo ass eng grouss Geschicht amgang, wéi dat da soll goe mam President vum Conseil européen. Do ware mer ëmmer dogéint, dass de Conseil européen, den Europäesche Rot, sollt ee President kréien, well mer gesot hunn dat mécht „Tür und Tor“ op fir d'Dérive intergouvernementale, et sollen nach just d'Regierung sinn, déi decidéieren. Dunn ass dat am Konvent e bëssen emgedréint ginn. Dee kritt keen Apparat. E kritt keng Vizepresidenten, e kritt keng Méiglechkeet an déi aner Formationen vun de Conseilen, do wou d'Musik gemaach gëtt, do wou d'Gesetz gemaach ginn, anzegräifen. E gëtt elo laut Konvent ausserhalb vum Europäesche Conseil gewiert. Dat heescht, en Has-been oder e Maybe gëtt President vum Conseil européen, also een, deen net méi an der nationaler Regierungverantwortung steet. Dogéint hu mir eis gewiert, an dat hunn ech eng Zäit laang gesot. Ech froen haut, ob een nach soll virufieren dat ze soen, wann ech feststellen, dass hei am Haus ewell d'Meenung ass, dass et soll en haaptamtleche President sinn.

Den 13. Februar huet d'Chamber gesot: «La Chambre rejette l'idée d'une Présidence du Conseil européen choisie en dehors du Conseil». Dat ass e Rejet sans appel. Déi dräi Benelux-Regierungen hunn an hirem Pabeier gesot: «En aucun cas les trois Gouvernements du Benelux ne sauraient accepter un président élu hors du Conseil européen». Dat plädéiere mir quietschdeli, an da schreift all Mënsch heiheem, mat Ausnahm vum Pefferkär, well dat déi eenzeg Zeitung an der Welt ass, déi weess, dass ech guer keng Chance hu fir eng europäesch Positioun,...

(Interruption)

Dat ass, well Dir esou u mir hänkt, dat verstinn ech ganz gutt.

...an elo kënn dann déi Rumeur op, de Lëtzebuurger Premier wëllt President vun deem Conseil ginn, well de Lëtzebuurger Premier plädéiert eppes, wat déi dräi Benelux-Regierungen gesot hunn, hie plädéiert eppes, wat och den Här Fayot nach fénnef Deeg nom Konvent an extrem frëndleche Wieder, souwuel op der Televisioun wéi op Radio Lëtzebuerg gesot huet, andeem hie gesot huet, hie wär der Meenung, dass een de Conseil européen soll sech selwer organiséieren loosser, an dass een déi Incompatibilité tëschent nationalem

Mandat an europäeschem Mandat soll eraushuelen. Den Här Asselborn huet eis virun e puer Deeg matgedelt, d'sozialistesche Partei wär der Meenung, dat duebelt Mandat kënn et net ginn.

Ech sinn dem Här Fayot senger Meenung, an ech mengen, et soll een hei net virun den Innenpolitiker abrieche, wann et em wichtig europäesch Froe geet, well wann een an där Fro hei e President vum Conseil européen vu bausen hëlt, a wann een d'Présidence vun deenen eenzelne Fachconseilen net geregelt huet, a wann ee par ailleurs feststellt, dass de President vun der Kommissioun an der Représentation extérieure vun der Union européenne iwwerhaapt keng Bedeitung méi huet, wann ee par ailleurs weess, dass d'Ausseministeren erauskatapultéiert ginn aus dem Conseil européen, obscho se laut Konvent de Conseil européen virbereeden a seng Décisionen implementéieren, ass et ganz evident, dass eng Persoun mat e bëssen Talent, wann hien net en nationaalt Mandat huet, en Alleinherrscher gëtt oder een, dee guer näischt ze soen huet.

An deenen zwee Fäll funktionéiert d'europäesch Machinerie net, mä wann et awer déi einheimesch Opfaassung ass, aus Gott weess wat fir engen Iwwerleeungen eraus, dass mer dat solle lafe loosser, da musst Dir eis dat kloer soen, da loosse mer dat lafen, wann all déi aner Länner och domat kënnen liewen, mä ech soen lech, dass dat doten eng Form vu Regéieren an Europa gëtt, déi net geet, well dann ass keng Chaîne de commandement méi do.

Haut gëtt d'Presidentschaft gemaach vun enger Regierung. De Premier vun där Regierung ka seng Ministeren an den eenzelne Fachconseile soen, bis dann an da geschitt dat an dat, an ech hätt gären, dass dat esou an esou géif gemaach ginn, esou wéi mir dat zu Lëtzebuerg an alle guddéi Präsidenzen ëmmer gemaach hunn.

Mä den Här Aznar, wann en net méi spuenesche Premier ass, oder den Här Blair, wann en net méi englesche Premier ass, deen da Président élu vum Conseil européen ass, ouni Zougrëff op iergendeng Formation vum Conseil européen, do wou d'Gesetz am Prinzip gemaach ginn, wéi soll deen dann dee Butték do beieneen halen? D'Représentation extérieure gëtt assuréiert vum Conseil européen, pour ce qui le concerne, vum Ausseminister, pour ce qui le concerne, a vun der Kommissioun, net vum Kommissiounspresident, do wou se Attributiounen huet, dat heescht beispillsweis vum Aussenhandelskommissär. Mengt Der, dat géif der Obligatioun, déi déi vum Konvent war, fir fir méi Visibilitéit no bausen ze suergen, wierklech op d'Spréng hëllefen? Émsou méi wou déi Fro, wien d'Eurozon da soll no bausse representéieren, och net heiranner gekläert gëtt, mä op spéiderhin an eng Décisioun vum Conseil européen verwise gëtt.

Wat ech domat wëll soen, soen ech virun allem dem Här Fayot, dee mäin Estime fir hie kennt an europäesche Saachen, a bei deem ech mech och fir munche gudde Röt bedanken - grad ewéi och beim Här Helminge -: Dat muss mer klären an déi Fro stellen. Dat ass net sech elo géint dat gesamt Konventsresultat do aussprechen. Dat si ganz reell Froen. Ech si Chef vun enger Regierung. Ech liesen hei - mech huet ni een dat gefrot. Ni! Dat ass zum Schluss agefiddert gi wéi d'Begeescherung schonn amgang war ze kommen -, dass déi eenzel Fachministeren nach däreren diskutéieren, sech mat hire Kolleegen ënnerhalen, mä dass ofstëmme nëmmen d'Ausseministeren däreren.

Mengt Der da wierklech, e Finanzminister, e Wirtschaftsminister oder en Transportminister géif sech dat an Europa gefale loosser, fir do a Schnëssronnen ze goen, a wann et em d'Saaf geet, de Mond mussen

ze halen? Dat ass jo eng Invitioun zur Déresponsabiliséierung vun den nationale Ministeren, wann een esou eppes programméiert.

Da steet do, de Conseil européen, wann en taagt, kënn eenzel Ministere bäizéien. Dat ass also dat totaalt Intergouvernementaalt. Deen arme President vum Conseil européen, dee bausse gewielt gëtt, dee kënn aus dem Staunen net eraus, wann e gesäit wat fir eng Pressesioun a wat fir ee Cortège sech duerch déi Säll do beweegt, well bei all Dagesuerdungspunkt aner Leit erakommen. Deen, deen de Conseil „Affaires générales“ presidéiert, an deen zwanzeg Punkten um Ordre du jour huet, iwwert déi soll ofgestëmmt ginn a Schlusdlibérationen virgeholl ginn, deem drëpse jo d'Aen, wann e 25-mol véier Ministeren do komme gesäit.

Mengt Der wierklech, e Finanzminister, dee méindes zu Bréissel iwwer Steiere schwätzt, dee géif sech soe loosse wann ofgestëmmt gëtt: Kënns De den nächste Freideg erëm, well dann tagen hei d'Ausseministeren, dann därers De d'Hand hiewen? Dat ass jo onrealistes.

Onrealistes ass et och sech virzestellen, all Regierung géif dräi Nimm nennen, fir dass d'Kommissäre vum Kommissiounspresident kënnen erausgewielt ginn, compte tenu vun den Equilibres géographiques a vun der Diversitéit vun den Etats membres. Solle mer emol eng Kéier kucke wat fir eng dräi Lëtzebuurger Ministere mer beispillsweis fannen, fir sech op esou eng Lëscht setzen ze loosser? Da geet de President kucken, ob en een dovou ka gebrauchen. Ech géif dee gäre gesinn, wann en erëm hei erakënn an en ass net geholl ginn.

Also, total onrealistes, Dunkelkammer total, wann et em déi institutionell Froe geet an dofir mussen déi institutionell Froe klarifizéiert ginn, fir dass d'Europäesch Unioun zu 25, zu 27, zu 30 an zu 32 ka fonctionnéieren. Dat muss mer probéieren; dat ass méi schwéier ginn duerch de Konvent. Déi Froe muss gekläert ginn, grad wéi ech och der Meenung sinn, dass Eenzelnes, wat d'Madame Err hei virgedroen huet, och eng gesondert Betruechtung fénnt am weidere Verlaf vun där Regierungskonferenz, woubäi ech mer och net all Illusiounen doriwwer maachen.

An dann hätt ech wierklech gären, ier mer an déi Schlussronn vun där Regierungskonferenz ginn, dass d'Chamber kloer zum Ausdrück bréngt wéi si da mengt dass an Zukunft solle Verträge modifizéiert ginn. Dat wat de Konvent virleien huet, dat ass, dass, wa 4/5 vun de State ratifizéiert hunn, an 1/5 - oder manner - nach net, dass dann de Conseil européen sech mat der Fro befaasst. Esou steet et am Text vum Konvent. Do ass also schonn de Prinzip vun der Zoustëmmung vun allen nationale Parlamentar zur Vertrags- an zur Verfassungsannerung net méi dran.

D'franséisch Regierung - d'Madame Polfer huet dat gesot - erkläert elo wat den Här Giscard d'Estaing wollt soen, wéi esou dacks schonn, a seet: Jo, wann de Conseil européen zesummekënn, da freet e sech net: Wat kënnen mer fir lech maachen? Dann diskutéiert en d'Modalitéit du retrait vun deenen, déi d'Verfassungsöfännerung net gestëmmt hunn. Ass dat d'Revaloriséierung vum nationale Parlament? Et ass jo vu virera gesot ginn: Egal wat en nationaalt Parlament seet, wann 1/5, oder ee vun deene 25 oder 30 nationale Parlamentar net Jo seet, da gëtt driwwer diskutéiert wéi dat Land sech soll aus der Europäescher Unioun zrëckzéien.

War dat jidderengem kloer wéi d'Resultater vum Konvent um Dësch waren? An ass et net verständlech, dass een heiansdo emol aus der Këscht spréngt fir ze soen: Loosst mer emol kucke wat do effektiv am Detail drasteet, fir dat lues a lues kënnen an eng Form ze bréngen, déi gutt ass? Dat ännert iwwerhaapt näischt drun,

dass ech fannen, dass dee Konvent eng gutt Saach ass, eng gutt Aarbecht gemaach huet, plazeweis méi transparent, mä plazeweis och méi intransparent geschafft huet wéi eng Regierungskonferenz. Dat ännert näischt drun, dass ech mengen, dass déi Regierungskonferenz déi Hauptfunktionnen, déi de Konvent gesicht huet an déi Haaptträger, déi de Konvent geluecht huet, net erëm sollt un d'Wackele bréngen.

Mä dass mer eis awer asetzen, dass mer op enger gemeinsamer Sécherheets- an Aussepolitik mat Majoritéit stëmmen, mengen ech awer, dat wier nach ëmmer e gemeinsame Lëtzebuurger Wëllen. Dass mer nofroe wat dat dann heescht an der véierter Partie, dass a Froe vun der Evasion fiscale an illégale soll mat qualifizierter Majoritéit ofgestëmmt ginn. Ech hu bekanntlech näischt dergéint. Ech weess just net wat dat ass, Evasion illégale, well ech kenne keng Evasion fiscale léegale.

Ech géif just gäre verstoen, wourënner dass ee supposéiert ass säin Numm ze setzen, an dofir mengen ech, dass ganz vill Klarifizéierendes nach muss an deenen nächste Wochen an an deenen nächste Méint geschéien. An esou wéi mer an deene leschte Méint gutt zesumme geschafft hunn, sinn ech och iwwerzeegt, dass mer och an deenen nächste Wochen a Méint, och wa mer bäi wäitem net alles kënnen errechen, dat solle maachen. Well ech hunn awer fonnt, dass déi Aart a Weis wéi hei Deputéierten, Ministeren a Beamten, déi jo awer dat Essentiell vun der Aarbecht hei geleescht hunn, egal wéi romantiséierend dass een dat elo hei revisitéiere geet, dass déi grad esou gutt virufieren hir Aarbecht ze maache wéi se dat an der Vergaangenheet gemaach hunn.

Dofir: Jo zur Konventioun, mä do wou mer se net verstinn, géife mer se gäre verstoe léieren.

Merci.

M. le Président. - D'Diskusioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen an d'Resolutiounen, déi abruecht gi sinn. D'Motioun si verdeelt ginn. Et huet jiddferen d'Ennerlage virun sech leien. Si sinn och explizéiert ginn, esou datt ech mengen, dass mer direkt zur Ofstëmmung kënnen iwwergoen.

Motions et Résolution

Mir fänken dann u mat der Motioun N° 1, déi abruecht ass gi vum Här Ben Fayot.

Vote

Déi fir d'Motioun 1 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthal sech.

D'Motioun ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: M. Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Nico Loes, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Jean-Marie Halsdorf), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Xavier Bettel), MM. Jeannot Belling (par M. John Schummer), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile

Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Théo Stendebach), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Jos Scheuer), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par Mme Mady Delvaux-Stehres);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch (par Mme Renée Wagener), Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Da komme mer zur Motioun 2 vun der Mme Renée Wagener.

Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthal sech.

D'Motioun ass mat 38 Stëmme géint 6 an 13 Abstentiuone verworf.

Ont voté oui: MM. François Bausch (par Mme Renée Wagener), Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Jean-Marie Halsdorf), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn (par M. Mars Di Bartolomeo), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Jos Scheuer), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké).

An da komme mer zur Motioun N° 3, och vun der Madame Renée Wagener.

Vote

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthal sech.

D'Motioun 3 ass mat 35 Nee-Stëmmen géint 25 Jo-Stëmmen ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry,

Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Jos Scheuer), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch (par M. Jean Huss), Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank (par Mme Nelly Stein), MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Jean-Marie Halsdorf), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Laurent Mosar), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par Mme Agny Durdu), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

M. Jacques-Yves Henckes.

Mir kommen elo zum Vote iwwert d'Resolutioun, déi vum Här Ben Fayot abruecht ginn ass.

Vote

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthal sech.

D'Resolutioun 1 ass mat 54 Jo-Stëmmen a 5 Enthaltungen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Laurent Mosar), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel (par M. Xavier Bettel), MM. Jeannot Belling (par M. John Schummer), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. Claude Meisch), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Jos Scheuer), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. François Bausch (par M. Robert Garcia), Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Mir sinn um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg a fänkt um 14.30 Auer un.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 19.06 heures)

Sommaire des séances publiques

Communication	page 741
Heure d'actualité au sujet des délais des procès en matière pénale (débat demandé par le groupe LSAP)	pages 741-744
Question avec débat N° 29 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la libéralisation du marché des télécommunications;	
Question avec débat N° 30 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la libéralisation du marché du gaz	
et	
Question avec débat N° 31 de M. Jacques-Yves Henckes relative à la libéralisation du marché de l'électricité	pages 744-746
4991 - Projet de loi portant modification de certains articles du code pénal	pages 746-748
5072 - Projet de loi portant	
1. modification de l'article 46 et de l'article 56-2 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, et	
2. introduction des articles 37-2 et 78-2 dans la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif	pages 748-749
Communications	page 749
Ordre du jour	page 749
Dépôt de deux propositions de loi	pages 749-750
Heure de questions au Gouvernement:	
- Question N° 306 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Laurent Mosar au sujet du statut et du fonctionnement de la société coopérative "Spidolswäscherel", adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale	page 750
- Question N° 307 du 16 juin 2003 de Monsieur le Député Jeannot Krecké au sujet des conclusions des groupes de travail issus de la table ronde sur les pensions de l'année 2001, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale	page 750
- Question N° 308 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Gusty Graas au sujet de l'interruption de l'alimentation en eau potable du réservoir principal à Eschdorf à partir de la station de traitement à Esch-sur-Sûre, adressée au Ministre de l'Intérieur	page 750
- Question N° 309 du 16 juin 2003 de Madame la Députée Renée Wagener au sujet des retours des demandeurs d'asile déboutés, adressée au Ministre de la Justice	pages 750-751
- Question N° 310 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Marco Schank au sujet de la stratégie gouvernementale en matière de réduction des émissions à effet de serre, adressée au Ministre de l'Environnement	page 751
- Question N° 311 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Alex Bodry au sujet du prochain sommet de la Grande Région, adressée au Ministre de l'Intérieur	page 751
- Question N° 312 du 17 juin 2003 de Madame la Députée Maggy Nagel au sujet du financement des installations du Syndicat intercommunal pour la collecte, l'évacuation et l'élimination des ordures ménagères et industrielles (SIGRE) en provenance des communes de la région de Grevenmacher, Remich et Echternach, adressée au Ministre de l'Intérieur	page 752
- Question N° 313 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Jean Huss au sujet du conflit social entre l'Entente des Hôpitaux Luxembourgeois et les syndicats du secteur santé, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale	page 752
- Question N° 314 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Patrick Santer au sujet des problèmes juridiques se posant au niveau de la création d'un lieu d'injection (Fixerstuff), adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale	page 752
- Question N° 315 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Ben Fayot au sujet des résultats de la récente enquête Eurobaromètre sur les attitudes vis-à-vis de la discrimination, adressée au Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse	pages 752-753
- Question N° 316 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Ben Fayot au sujet du projet de Constitution élaboré par la Convention sur l'avenir de l'Europe, adressée au Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur	page 753
- Question N° 317 du 17 juin 2003 de Monsieur le Député Jos Scheuer au sujet du problème des surqualifications de nombreux candidats à l'examen-concours pour l'admission au stage dans la fonction publique, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative	pages 753-754
5105 - Projet de loi relatif à l'adhésion du Luxembourg à la Banque Asiatique de Développement	pages 754-755
5073 - Projet de loi modifiant la loi du 21 juin 1999 autorisant l'Etat à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers	pages 755-761
Ordre du jour	page 761
Communications	pages 761-762
5083 - Projet de loi sur l'affectation de l'excédent des recettes de l'exercice 2001	pages 762-765
	pages 768-769
Dépôt d'un projet de loi	page 764
5122 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée	pages 765-768
4807 - Projet de loi portant modification de la loi du 2 septembre 1993 créant les conditions requises pour l'application	
1. de la loi modifiée du 17 juin 1970 concernant les pratiques commerciales restrictives	
2. du règlement n° 17 du Conseil de la Communauté européenne du 6 février 1962, pris en exécution des articles 85 et 86 du Traité de Rome	
3. du règlement (CEE) n° 4064/89 du 21 décembre 1989 relatif au contrôle des opérations de concentration entre entreprises	page 769
4997 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification de la loi uniforme Benelux sur les marques, signé à Bruxelles, le 11 décembre 2001	pages 769-770
Communications	page 770
Octroi de l'honorariat de ses fonctions à M. Ady Jung	page 770
Ordre du jour	page 770
Dépôt d'une proposition de loi	page 770
Débat d'orientation relatif au document final retenu par la Convention sur l'avenir de l'Europe	
et	
Résolution du groupe LSAP relative à la tenue d'un référendum sur un futur Traité instituant une Constitution européenne	pages 770-784

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polycgraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:

media brain, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 18 / 2002-2003

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2121bis	Jean Huss	Implantation du nouveau Laboratoire National de Santé à Dudelange
2159	Emile Calmes	Statistiques quant aux causes des faillites
2170	Patrick Santer	Adoption des normes comptables internationales IAS dans le gouvernement d'entreprise
2183	Ben Fayot	Construction d'un axe tangentiel de grande voirie à l'ouest de Cessange
2189	Gast Gibéryen	Promotion du francique luxembourgeois
2190	Gusty Graas	Policiers en mission de maintien de la paix ou d'observation à l'étranger
2191	Laurent Mosar	Directive européenne "Télévision sans frontières"
2193	Robert Garcia	Décompte du loyer et des charges locatives par le Fonds pour le développement du logement
2194	François Bausch	Protection des intérêts financiers des Communautés (accusations en rapport avec Eurostat)
2195	François Bausch	Etat d'avancement de l'enquête Perry-Lux
2196	Aly Jaerling	Cours d'entraînement pour motards policiers
2198	Jacques-Yves Henckes	Heures d'ouverture du greffe
2203	Marc Zanussi	Energie électrique écologique
2206	François Bausch	Représentation des citoyens au Parlement européen
2208	Alex Bodry	Institution du Conseil supérieur du Développement durable
2209	Marco Schank	Troisième phase de l'harmonisation de l'enseignement musical
2210	Ben Fayot	Circuit culturel interdisciplinaire sur le site du Fond de Gras
2213	Camille Gira	Assainissement du site industriel de la société Electrolux à Vianden
2218	Jacques-Yves Henckes	Critères de l'affectation des inspecteurs de l'enseignement primaire
2219	Jacques-Yves Henckes	Avenir du Fort Thüngen
2220	Gast Gibéryen	Actions en faveur des ménages sinistrés par les orages de juin 2003
2221	Jacques-Yves Henckes	Informations aux demandeurs de la nationalité luxembourgeoise
2229	Laurent Mosar	Fonctionnement de la société "Spidolswäscherei"
2238 urgente	Robert Garcia	Homologation obligatoire des diplômes de fin d'études secondaires luxembourgeois exigée pour les étudiants du Luxembourg en Belgique francophone

Question 2121bis (3.6.2003) de M. Jean Huss (*DÉI GRÉNG*) concernant l'implantation du nouveau Laboratoire National de Santé à Dudelange:

En référence à ma question parlementaire N°2121 sur l'état d'avancement du projet du nouveau Laboratoire National de Santé (LNS) et à la réponse de M. le Ministre de la Santé (*cf compte rendu N° 16/2002-2003*), je me permets de demander les renseignements supplémentaires suivants au Gouvernement:

- Quels sont l'objectif et la composition de la «Commission d'analyse critique», évoquée par M. le Ministre?

- Quelle est l'influence potentielle de cette «analyse critique» sur le dossier et le calendrier prévu de la phase 1?

- D'après la réponse de M. le Ministre, le dépôt du projet de loi relative à la phase 1 est «imminent». Afin de clarifier le calendrier, je désire savoir si cette «imminence» de dépôt se calcule en jours, en semaines ou en mois?

Réponse (30.6.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics*:

1. La création de la Commission d'analyse critique remonte à la décision du Conseil de Gouvernement du 18 novembre 1994 concernant le planning analytique pour le développement des projets d'infrastructure de grande envergure.

La Commission d'analyse critique s'est mise à fonctionner dès 1995.

La mission de cette commission consiste à soumettre à un examen critique le programme de construc-

tion et la conception des projets à réaliser dans le cadre de la programmation pluriannuelle arrêtée par le Conseil de Gouvernement pour en assurer la compatibilité avec la politique des finances publiques.

La Commission d'analyse critique est un organe consultatif qui ne prend aucune décision, mais qui peut donner des avis.

La Commission d'analyse critique est composée de membres permanents, à savoir d'un délégué du Ministère des Travaux publics qui assume le rôle de président, d'un délégué de l'administration des Bâtiments publics, ainsi que d'un délégué de l'Inspection générale des Finances (compétent pour le département des Travaux publics).

La commission est complétée de cas en cas par le représentant du département ministériel demandeur, le représentant de l'utilisateur ainsi que par le représentant de l'Inspection générale des Finances compétent pour le département demandeur concerné.

2. Comme déjà évoqué ci-dessus, la Commission d'analyse critique ne peut donner que des avis, qui ne sont pas contraignants. Il appartient au responsable politique d'en tenir compte ou non.

Pour un dossier en discussion depuis des années à l'instar de la phase 1 du projet LNS, l'influence de la Commission d'analyse critique sur le calendrier peut être considérée comme négligeable.

3. L'imminence du dépôt du projet de loi relative à la phase 1 peut être calculée en semaines.

- Est-ce qu'une enquête du type de celle réalisée par l'UJCB serait envisageable au Grand-Duché?

Réponse (3.7.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

Il n'existe pas à l'heure actuelle de statistiques précises sur les causes des faillites au Luxembourg. Un examen des sociétés déclarées en faillite effectué par le Ministère de la Justice en 1992 a montré que de nombreuses sociétés déclarées en faillite disposaient d'un capital peu élevé situé entre 0 et 50.000 euros et qu'un grand nombre de faillites intervient dans les six premières années d'existence de l'entreprise. Les causes des faillites, examinées également dans le cadre des différents projets de loi visant à prévenir les faillites, sont diverses: elles peuvent être notamment liées à l'incapacité professionnelle de certains dirigeants, la situation et l'évolution des marchés, la trésorerie insuffisante des entreprises, l'évolution et l'absence de prévision suffisante des frais généraux, la mauvaise gestion de l'entreprise. L'informatisation du Registre de Commerce commencée en février 2003 et la mise en place en 2005 d'une centrale des bilans devrait permettre de mettre en place un instrument d'analyse systématique des entreprises en faillites qui permettra de mieux appréhender le phénomène des faillites.

Dans ces circonstances, il n'est donc pas envisagé de faire une enquête du type de celle réalisée par l'UJCB. Il convient toutefois de relever que le parquet remet déjà aujourd'hui lors de chaque faillite un questionnaire au curateur désigné par le tribunal qui permet de collecter un certain nombre d'informations liées à la faillite. Ce questionnaire doit faciliter l'analyse des faillites sur un plan individuel. Cette pratique du questionnaire trouve une base légale renforcée dans le cadre du projet de loi N°5157 portant des mesures ponctuelles en matière de prévention des faillites et de lutte contre les faillites organisées qui vient modifier l'article 494 du code de commerce qui a été déposé le 19 mai 2003 à la Chambre.

Question 2159 (25.4.2003) de M. Emile Calmes (*DP*) concernant les statistiques quant aux causes des faillites:

Dans son édition du 11 avril de cette année, le quotidien financier belge L'Echo fait mention d'une enquête menée par l'Union des Juges Consulaires de Belgique (en collaboration avec Graydon Belgium) concernant les causes des faillites en Belgique. L'enquête, menée sur un échantillon de 6.000 faillites, révèle que la cause principale de la mort d'une entreprise réside principalement en sa mauvaise gestion. D'autres éléments tels un capital insuffisant, les circonstances économiques mais aussi et surtout la fraude, sont également mentionnés.

L'enquête permet non seulement de se faire une idée globale sur les causes des faillites, mais aussi du fonctionnement des chambres d'enquête commerciale au sein des tribunaux de commerce belges. Ainsi, plus de 70% des juges consulaires belges sont d'avis qu'une action préventive plus énergique de la part de la chambre d'enquête aurait permis d'éviter la faillite.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à M. le Ministre de la Justice:

- M. le Ministre dispose-t-il de statistiques sur les causes des faillites au Luxembourg?

d'entreprise. Le Gouvernement français a annoncé une initiative dans cette direction qui serait incluse dans le projet de loi sur la sécurité financière.

Est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur les initiatives que le Gouvernement entend prendre au sujet du gouvernement d'entreprise touchant notamment, mais peut-être pas exclusivement, les sociétés cotées?

Dans l'affirmative, le Gouvernement estime-t-il que l'auto-régulation des marchés a touché à ses limites et qu'une réglementation du gouvernement d'entreprise, pour être efficace, ne peut émaner que de l'Etat?

Ne devrait-on pas envisager des initiatives au niveau européen pour réglementer le gouvernement d'entreprise de manière harmonisée, outre l'adoption des normes IAS, obligations à compter du 1^{er} janvier 2005 (règlement 1606/2002/CE)?

Réponse (30.6.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*:

Dans le domaine du gouvernement d'entreprise, le Gouvernement estime qu'il y a lieu de privilégier l'auto-régulation des marchés, mais qu'il incombe en même temps aux Etats d'intervenir là où l'auto-régulation est insuffisante ou lorsqu'il y a lieu d'assurer la confiance des investisseurs dans les marchés de capitaux.

Le Gouvernement luxembourgeois souhaite une approche européenne en la matière. Il suivra de près les travaux sur le plan d'action que la Commission européenne vient de publier sur ce sujet et dont les principaux objectifs sont le renforcement des droits des actionnaires, la protection des salariés et des créanciers, ainsi que l'amélioration de l'efficacité et de la compétitivité des entreprises.

Question 2183 (13.5.2003) de M. Ben Fayot (*LSAP*) concernant la construction d'un axe tangentiel de grande voirie à l'ouest de Cessange:

Des projets existent pour construire un axe tangentiel de grande voirie à l'ouest de Cessange, avec une largeur de 30 m, partant de la route d'Esch et aboutissant au giratoire de Helfenterbrück.

Cet axe contournerait donc la localité de Cessange par l'ouest, parallèlement au contournement autoroutier à l'ouest de la Ville de Luxembourg. Cette route serait destinée à relier les zones d'activité situées entre la capitale, Bertrange et peut-être Strassen et déchargerait le contournement autoroutier.

Il est vrai que seul existe à ma connaissance un plan sur lequel est marqué un tracé. Voilà pourquoi j'aimerais savoir qui est l'autorité responsable pour ces projets, la Ville ou l'Etat, et si les deux autorités collaborent à cette fin; où en sont les préparatifs et quels sont les délais prévus; dans quelle mesure les habitants de Cessange sont informés et impliqués dans la dite planification; et surtout s'il existe un plan d'ensemble de la circulation pour la partie ouest de la Ville, cet axe routier ne devant en aucun cas permettre à la circulation de transit de s'infiltrer dans les quartiers ouest. Etant entendu qu'il est encore prévu à proximité la gare de Cessange dans le cadre de mobilité.lu., la question se pose encore si un P+R est prévu près de cette future gare ou de préférence à l'extérieur de l'agglomération.

Réponse (1.7.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics*:

La partie Nord du projet visé par

l'honorable député, à savoir de la route d'Arlon jusqu'à un nouvel échangeur à l'intersection avec l'autoroute d'Esch, fait partie du Plan d'aménagement général de la Ville de Luxembourg. La partie Sud du projet a été développée dans le cadre d'une étude de trafic pour la région Sud-Ouest de la capitale (Cloche d'Or-Leudelange/Cessange) où d'importantes zones d'activité, principalement du secteur tertiaire, sont en train de se développer. L'étude visait à traiter de manière globale la structure du réseau routier futur ainsi que les problèmes liés au trafic routier et au transport en commun. Elle a été prise en charge à part égale par le département des Travaux publics, des Transports et la Ville de Luxembourg.

Le futur réseau routier développé dans le cadre de l'étude propose donc un concept en matière de circulation qui tient à la fois compte des volets trafic individuel, transport en commun et trafic non motorisé (pistes cyclables/chemins piétonniers) avec une hiérarchisation précise du réseau. Ainsi le nouvel axe tangentiel à l'ouest de Cessange fait partie du réseau primaire et fait office de collectrice pour les nouveaux quartiers de Cessange évitant aux quartiers existants de servir de route d'accès à ces nouveaux quartiers. Afin de limiter le trafic de transit par le quartier résidentiel, les accès à partir du boulevard périphérique seront limités à un strict minimum.

La gare périphérique de Cessange est raccordée directement au nouveau boulevard, dont une des fonctions principales sera également, à partir de la nouvelle gare, la desserte par bus des zones d'activités en voie de développement. L'accès vers un éventuel P + R près de la gare sera également organisé à partir du boulevard projeté à la hauteur de l'échangeur avec la A4.

L'étude a été présentée le 10 juin 2002 au collège échevinal de la Ville de Luxembourg. Une réunion d'information pour les habitants de Cessange a été organisée par la Ville.

L'étude définitive n'a pas encore été présentée jusqu'à ce jour, les services de l'urbanisme de la Ville de Luxembourg devant encore confirmer ou infirmer certaines hypothèses, notamment les densités prises en compte.

Question 2189 (19.5.2003) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant la promotion du francique luxembourgeois:

Am Siercker Land an an der Géigend vun Diddenewen schwätzen nach ongeféier 35.000 Leit lëtzebuergesch als Mammesprooch. De „francique luxembourgeois“, wéi eis Sprooch offiziell vu franséischer Säit bezeechent gëtt, kritt vum franséische Stat sou gutt wéi keng Ennerstëtzung.

Ee vun de ferventeste Verfechter vun senger Mammesprooch am Siercker Land ass de Jo Nousse. An engem Zeitungsartikel huet de Jo Nousse viru Kuerzem déi lëtzebuergesch Politik nawell zolidd kritiséiert. De Schlëssel zur Unerkennung vum Lëtzebuergesch an Louthrengem géing eendeiteg am Grand-Duché leien. Vun de lëtzebuergesch Autoritéiten misst méi Drock op hir franséisch Kollegee gemaach ginn, fir datt dës endlech handelen, dëst besonnesch an der Fro vum Erhale vun der Lëtzebuerg Sprooch am nördleche Moselle-Departement. Onerklärlecherweis géing een näischt vu lëtzebuergesch Säit héieren. Dëst Zréckhale wier émsou méi onverständlech well d'Lëtzebuergesch am Grand-Duché méi wéi jee op offiziell Ennerstëtzung kéint zielen.

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro iwwert déi europäesch Charta vun de regionalen a minoritäre Sproocher vum 24. Februar 2003 (cf. *compte rendu N°13/2002-2003 - question parlementaire N°2015*) huet d'Mme Minister geäntwert, datt Lëtzebuerg sech der Situatioun vun de grenziwwerscheidende Sproochkontakter bewosst ass a schonns ëmmer beméit wor, gutt Kontakter mat eisen Nopeschlänner ze fleegen. An enger ganzer Rei vu kulturellen Ofkommen wier schonns zënter Jorzéngten eng Plaz fir d'lëtzebuergesch Sprooch. Doniewent zielt d'Mme Minister eng Rëtsch kulturell Projeten op déi de Volet Sprooch och beréieren mat der Prezisioun, datt dës Zesummenaarbechten a vollem Respekt virun der Souverainetéit vun eisen Nopere stattfënn.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un d'Mme Minister:

1) Stëmmen déi Vierwërf déi un d'Adress vu Lëtzebuerg formuléiert ginn? Firwat kréien d'Leit aus dem Siercker Land näischt vun deene sëllege Projeten, déi anscheinend bestinn, mat?

2) Ass d'Mme Minister net der Meenung, datt eng offiziell Kontaktopnahm mat der franséischer Regierung iwwert d'Problematik vun der Ennerstëtzung vun de lëtzebuergeschsproocheg Fransousen ubruecht wier an och keng Violatioun vun der Souverainetéit bedeit?

3) Wat ka Lëtzebuerg maachen, fir datt an eisen Nopeschlänner déi Leit, déi konkret um Terrain fir d'Lëtzebuerg Sprooch schaffen, méi an d'Projete vun der Regierung mat agebonne ginn?

Réponse (30.6.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1. Wéi een um Internet-Site vum „Service Information et Presse“ gesäit (www.gouvernement.lu) ass d'Informatiounsverméttlung vun der Regierung ëmmer um leschte Stand. De Kulturministère ass beméit, mat Hëllef vun deenen neie Medien all Bierger am In- an Ausland esou séier wéi méiglech iwwer seng Aktivitéiten a Projeten ze informéieren. Besonnesch dee grouse Projet vun der Lëtzebuerg Regierung, E-Luxembourg, huet sech zum Zil gesat, d'Informatioun unni Émweeër un de „grand public“ an der Groussregioun an doriwier eraus weiderzeginn.

2. Mir sinn eis eens, datt de Respekt virun der Souverainetéit vun engem anere Stat ausser Zweifel steet. Esou ass et fir Lëtzebuerg net méiglech, op politeschem Niveau beim franséische Stat bei inepoliteschen Themen, wéi Sproochpolitik ze intervenéieren. Doraus ergëtt sech, datt d'Lëtzebuerg Regierung keng Prospektioun a Saache Sproochpolitik am noen Ausland mécht. Lëtzebuerg formuléiert d'Thema Sproochpolitik net als Problematik a wäert dat och an der Zukunft, aus deenen uewe genannte Grënn, net maachen. Et bleift deenen interesséierte Responsabel vun deenen eenzelne Gruppementen am Ausland iwwerlooss, mat de concernéierte lëtzebuergesch Instanze Kontakt opzehuelen.

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro vum 24.2.2003 mentionéiert, huet Lëtzebuerg ëmmer schonns eng aktiv Roll bei der Fleeg vun Lëtzebuergesch als «Lieweg Sprooch» an der Groussregioun iwwerholl. Dës Roll kann, aus den uewe genannte Grënn, net als Tutelle ugesi ginn.

3. Déi Leit, déi konkret um Terrain fir d'Lëtzebuerg Sprooch schaffen, si wäertvoll fir d'Definitioun an d'Erhale vun engem grenziwwerscheidende gemeinsame Patrimoine. Mir hëllef ganz gäre bei hiren Initiativen.

Question 2190 (19.5.2003) de M. Gusty Graas (DP) concernant les policiers en mission de maintien de la paix ou d'observation à l'étranger:

D'après le Syndicat national de la police grand-ducale (SNPGL) plus aucune compagnie d'assurance ne serait disposée à contracter des assurances responsabilité civile ou assurance solde restant dû avec des policiers en mission de maintien de la paix ou d'observation à l'étranger.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre est conscient de ce problème?

- Est-ce que ce fait ne risque pas d'entraver la présence de policiers luxembourgeois à l'étranger dans le cadre de missions de maintien de la paix ou d'observation?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à la situation?

Réponse (3.7.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:

La Direction Générale de la Police n'est pas au courant d'éventuels problèmes qui se poseraient au niveau des contrats d'assurance conclus par les policiers participant à des opérations de maintien de la paix à l'étranger. Les deux policiers actuellement en mission ont confirmé que les contrats afférents ont été maintenus aux conditions initiales lors de leur séjour à l'étranger.

Question 2191 (19.5.2003) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la directive européenne «Télévision sans frontières»:

J'ai l'honneur de vous informer que, conformément aux articles 75 et 76 du Règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser plusieurs questions à Monsieur le Ministre délégué aux Communications concernant la directive «Télévision sans frontières» dite aussi directive TSF (89/552/CEE) qui fut adoptée le 3 octobre 1989 et modifiée le 30 juin 1997 par la directive 97/36/CE du Parlement européen et du Conseil.

La directive TSF établit le cadre légal de référence pour la libre prestation de services télévisuels dans l'Union européenne afin de promouvoir le développement d'un marché européen de télévision, ainsi que des services connexes. Elle vise à créer les conditions propices à la libre circulation d'émissions de télévision au niveau européen. Or, il s'avère que certains télédiffuseurs refusent de distribuer certains programmes portant ainsi atteinte au principe de libre circulation.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre délégué aux Communications:

- Si dans le cadre du réexamen de la directive précitée actuellement en cours et destiné à adapter la radiodiffusion européenne à l'évolution des technologies ainsi qu'au développement du marché, des mécanismes sont prévus pour assurer la libre circulation des émissions de télévision. Et dans l'affirmative, lesquels?

- Si le Gouvernement luxembourgeois est disposé à intervenir dans le cadre du réexamen de la directive afin d'attirer l'attention sur la problématique et trouver une solution adéquate.

- Quelle est en tout état de cause la position du Gouvernement face au problème?

Réponse (3.7.2003) de M. François Biltgen, Ministre délégué aux Communications:

Il est un fait que de nombreux programmes de télévision transmis notamment par satellite sont diffusés sous forme cryptée. Ils ne sont rendus accessibles au public que dans les territoires pour lesquels l'organisme de radiodiffusion a acquis les droits de diffusion.

En particulier presque tous les bouquets ou chaînes à péage ne sont commercialisés que dans un seul ou parfois deux Etats membres. Ces programmes payants ne peuvent dès lors pas être pris en abonnement par les téléspectateurs résidant dans les autres pays de l'Union.

Le Gouvernement luxembourgeois n'a pas manqué d'attirer l'attention de la Commission européenne et des autres Etats membres à ce problème.

Notamment dans le cadre de la révision de la directive «Télévision sans Frontières» qui a figuré à plusieurs reprises à l'ordre du jour du Conseil des Ministres de la Culture et de l'Audiovisuel, la délégation luxembourgeoise a régulièrement profité de l'enceinte pour soulever le problème et insister sur ce sujet, rappelant que la Télévision sans frontières restera lettre morte si les téléspectateurs d'un Etat membre n'ont pas accès aux programmes télévisés des autres Etats de l'Union, y compris aux chaînes payantes.

Lors du Conseil du 6 mai de cette année, j'ai à nouveau saisi l'occasion pour rappeler l'importance de cette question et pour inciter la Commission européenne à se charger de ce dossier, en tant que gardienne de la libre circulation des services en Europe.

Je me suis également adressé directement aux Commissaires compétents, et ceci non seulement dans le contexte de la révision de la Directive «Télévision sans Frontières» (Commissaire en charge de l'audiovisuel), mais aussi dans le cadre de l'enquête plus générale lancée par la Commission européenne sur les entraves qui existent encore au niveau de la circulation des services dans l'Union (Commissaire en charge du marché intérieur).

Le Luxembourg s'est ainsi fait le porte-parole au niveau communautaire en ce qui concerne le problème soulevé. Nous avons réussi à sensibiliser tant la Commission européenne que les Ministres des autres Etats membres.

Le Parlement européen favorise également la recherche d'une réponse appropriée à cette question.

La Commission a désormais pleine conscience du problème. Il faut cependant lui concéder qu'il n'est pas facile de trouver des solutions généralement acceptables, étant donné qu'il faut veiller à ne pas porter atteinte aux prérogatives légitimes des détenteurs de droits. La Commission est en tout cas prête à rechercher des solutions praticables. Elle n'entend cependant pas traiter ce sujet dans le cadre de la révision de la directive «Télévision sans Frontières», mais plutôt dans le cadre d'une modification de la directive dite «Câble et Satellite».

Le Gouvernement ne manquera pas de poursuivre ses efforts afin d'aboutir à une situation permettant aux téléspectateurs européens d'avoir accès non seulement aux programmes de télévision de l'Etat membre dans lequel ils se trouvent, mais également à un large éventail de programmes originaires d'autres Etats membres. Les problèmes qui se posent sont cependant complexes et il ne faut pas s'attendre à des miracles à brève échéance.

Question 2193 (21.5.2003) de M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG) concernant le décompte du loyer et des charges locatives par le Fonds pour le développement du logement:

Les locataires des immeubles du Fonds pour le développement du logement et de l'habitat paient des avances de loyer et de charges locatives pour leurs appartements.

L'article 18 du règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant des mesures en application de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement fixe le délai du décompte annuel: «au 31 décembre de chaque année le loyer annuel réel, calqué sur les différents montants et composants réels, est déterminé et fait l'objet d'un décompte.»

Or, il me revient qu'en pratique le décompte du loyer et des charges locatives serait fait systématiquement dans un délai nettement plus long allant jusqu'à deux ou trois années. Il en résulte que bien des familles à faible revenu se voient ainsi privées pendant une période très longue de sommes pouvant être importantes et qui leur sont dues à base du décompte fait par le Fonds. Ceci m'amène aux interrogations suivantes:

- Est-ce que ces informations se basent sur une pratique systématique ou sur des faits isolés?

- Quelles sont les raisons pour ces délais importants?

- Les responsables du Fonds et le Ministère du Logement ont-ils été informés de cette pratique contraire aux dispositions d'exécution de la loi?

- D'une manière générale, quels sont les droits de regard et de recours accordés aux locataires du Fonds de Logement en matière de décomptes locatifs?

Réponse (30.6.2003) de M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

Il est vrai que l'Etat et tous les promoteurs visés à l'article 16 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement procèdent à la location de logements en exécution du règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'application de l'article 30 de la prédictée loi modifiée du 25 février 1979.

Aux termes dudit règlement, le bailleur perçoit pour chaque logement un loyer se composant de deux éléments, dont le premier dépend du revenu net disponible annuel du ménage et le deuxième de la surface pondérée du logement. Pour le calcul du loyer annuel, les différents montants et composants les plus récents et connus sont considérés. Au 31 décembre de chaque année, le loyer annuel réel, calqué sur les différents montants et composants réels, est déterminé et fait l'objet d'un décompte.

L'article 33 dudit règlement dispose qu'au cours du mois d'avril de chaque année, il est procédé au décompte du loyer de l'année précédente. A cette fin, le bailleur réclame au ménage-occupant la déclaration de tous ses revenus effectivement perçus durant l'année révolue.

Sur base de ces données et en tenant compte de la composition effective du ménage-occupant, un décompte de loyer est opéré. Ce décompte constitue d'ailleurs également la base pour fixer, le cas échéant, les nouvelles avances de loyer à payer pour l'année en cours.

Pour ce qui est de la pratique, le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat, gérant actuellement quelque 1.400 logements locatifs, est confronté à un

nombre considérable de locataires qui réagissent avec indifférence sur l'invitation de lui communiquer les pièces indispensables à la procédure du décompte. Trop souvent, des locataires défaillants bloquent toute activité du décompte.

De plus, l'établissement des décomptes des immeubles récents, en raison du fait que les spécificités et caractéristiques techniques constituant la base pour l'élaboration des décomptes des charges locatives de ces immeubles ne sont pas encore saisies sur un support informatique, peuvent accuser des retards.

Pour ce qui est des droits de regard et de recours des locataires, il y a lieu de souligner que les dispositions y relatives inscrites dans la loi sur les baux à loyer sont d'application.

Question 2194 (21.5.2003) de M. François Bausch (DÉ GRÉNG) concernant la protection des intérêts financiers des Communautés (accusations en rapport avec Eurostat):

Etant donné que le 13 mars 2003, le Parlement européen a voté une «Résolution du Parlement européen sur la protection des intérêts financiers des Communautés et la lutte contre la fraude - Rapport annuel 2001» (2002/2211 (INI)) et que dans ce rapport se retrouve l'extrait suivant:

«37. invite le Luxembourg à enfin respecter, après des années de temporisation, les obligations qui sont les siennes au titre de l'article 280 du traité CE et à faire en sorte que ses autorités judiciaires prennent toutes les mesures nécessaires pour tirer au clair l'affaire Perry-Lux et les accusations en rapport avec Eurostat et engageant, le cas échéant, des procédures pénales»;

j'aimerais avoir les précisions suivantes:

1. Le Gouvernement est-il au courant des enquêtes du parquet en ce qui concerne les sous-contractants luxembourgeois d'Eurostat, les sociétés Eurocost et Eurogramme?

2. Le Gouvernement, peut-il informer la Chambre sur le déroulement de ces enquêtes? Quand est-ce que le parquet a reçu le dossier de la part de l'OLAF, l'agence interne de l'UE pour la lutte anti-fraude, et quand est-ce que le parquet a effectivement ouvert ces enquêtes?

3. Peut-on s'attendre à ce que des poursuites pénales soient bientôt engagées devant la justice luxembourgeoise?

Réponse (30.6.2003) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat et de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

Le Parquet de Luxembourg a été saisi en date du 8 juillet 2002 de la part de l'OLAF de deux dossiers mettant en cause Eurostat et les entités privées Eurocost asbl et Eurogramme ltd. Une information judiciaire a été ouverte auprès du juge d'instruction en date du 13 août 2002 contre inconnu du chef d'escroqueries, abus de confiance, faux, usage de faux.

Question 2195 (21.5.2003) de M. François Bausch (DÉ GRÉNG) concernant l'état d'avancement de l'enquête Perry-Lux:

- Vu que la précédente Commission européenne sous Jacques Santer a démissionné suite à plusieurs affaires de népotisme et de fraudes, dont l'affaire Perry-Lux;

- vu que depuis lors, le parquet luxembourgeois enquête sur cette affaire;

- étant donné que le 13 mars 2003, le Parlement européen a voté une «Résolution du Parlement européen sur la protection des intérêts financiers des Communautés et la lutte contre la fraude - Rapport annuel 2001» (2002/2211 (INI)) et que dans ce rapport se retrouvent les extraits suivants:

«36. prend acte de ce qu'un tribunal belge a, en décembre 2002, condamné les principaux accusés dans l'affaire dite Perry-Lux à respectivement quatre ans et un an d'emprisonnement;

37. invite le Luxembourg à enfin respecter, après des années de temporisation, les obligations qui sont les siennes au titre de l'article 280 du traité CE et à faire en sorte que ses autorités judiciaires prennent toutes les mesures nécessaires pour tirer au clair l'affaire Perry-Lux (...), et engageant, le cas échéant, des procédures pénales;

38. invite la Commission à l'informer d'ici au 30 juin 2003 des mesures prises par les autorités pénales luxembourgeoises dans cette affaire et à lui indiquer quand la fin des enquêtes peut être escomptée»;

j'aimerais avoir les précisions suivantes:

1. Le Gouvernement est-il conscient du retard pris par l'enquête Perry-Lux et du fait que ce retard est interprété au niveau européen comme faisant partie d'une tactique de «temporisation» et d'obstruction volontaire du Grand-Duché?

2. Le Gouvernement peut-il nous informer des raisons de ce retard et de l'état d'avancement de l'enquête relative à l'affaire Perry-Lux? Peut-on s'attendre à ce que des poursuites pénales soient bientôt engagées devant la justice luxembourgeoise?

3. Le Gouvernement a-t-il déjà communiqué une réponse quant aux «mesures prises par les autorités pénales» à la Commission européenne?

Réponse (30.6.2003) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat et de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

Selon les informations nous transmises par les autorités judiciaires, le Parquet de Luxembourg a été saisi du dossier Perry-Lux par l'OLAF le 10 juillet 1998. Dès le 20 juillet 1998 le Parquet a demandé auprès du juge d'instruction l'ouverture d'une information judiciaire du chef de faux et usage de faux et du chef d'escroqueries à subvention.

Dans la suite de nombreux devoirs d'enquête ont été effectués dans cette affaire où des dossiers particulièrement nombreux ont dû être épluchés.

Un rapport du Service de Police Judiciaire (S.P.J.) a été transmis fin avril 2002 au juge d'instruction.

Le 20 juin 2002 le juge d'instruction a ordonné un certain nombre de devoirs complémentaires dont des perquisitions bancaires qui ont été exécutées entre-temps dans une large partie. Un rapport complémentaire du S.P.J. a été remis en décembre 2002.

Le juge d'instruction a l'intention de procéder dans les semaines à venir à d'autres actes d'instruction.

Les raisons pour lesquelles ce dossier important nécessite un investissement en temps plus important tiennent à la complexité de cette affaire, tant du point de vue purement matériel que des opérations visées.

Le Gouvernement voudrait finalement rappeler qu'en raison du principe de la séparation des pouvoirs, il ne peut intervenir dans une instruction judiciaire et n'a aucune in-

fluence sur les délais endéans lesquels ces instructions sont menées.

Question 2196 (21.5.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant les cours d'entraînement pour motards policiers:

Kierzlech hat eng Lëtzebuenger Wochenzätschrëft e Reportage iwwert d'Motorradsausbildung vum de mobilen Douanieren publizéiert. Et handelt sech dobäi ëm eng professionnell Formatioun, déi och allmëiglech Extremsituatiounen um Moto trainéiert. Dës gutt Formatioun ass mat Sécherheet e gudde Investissement fir Beamten, déi berufflech op engem Moto mussen ënnerwee sinn.

Och en Deel vun eise Sécherheetskraäften, a méi speziell d'Poliziste vun der „Brigade volante“ mussen berufflech op hire Motoe regelméisseg Extremsituatiounen meeschteren. D'Existenz vun enger vergläichbarer Formatioun ewéi bei den Douanieren entzitt sech awer menger Kenntnis, bekannt ass just, dat zwee Fuerschoulmoniteure mat der Motoausbildung vum de Poliziste chargéiert sinn.

Ausserdeem war dëslescht an der Press ze liesen, datt eis Sécherheetskraäften nei Motorrieder vum Typ BMW 1150RT an der Policevergioun kruten. Am Alldag awer si mer nach keng där modern Gefierer begéint an och interesséiert Kolleegen hunn nach keng am Asaz gesinn, et sief da bei Fotos-termäiner mat Führungsleit vun der Police.

Dofir folgend Froen:

1. Existéiert eng vergläichbar Formatioun fir Polizisten déi am Beruff Motorrieder notzen?

2. Steet eiser Police en Zentrum oder eng Trainingsfläch fir eng speziell Motosformatioun zur Verfügung a falls jo, wéi ass dës Trainingsinfrastruktur équipéiert?

3. Sinn eis Sécherheetskraäften am Besëtzt vu Motorrieder, déi fir en Training ënnert extreme Konditiounen équipéiert sinn, dat heescht, hefteg an heefeg Stierz ouni gréisser Schied iwwerstoe kënnen?

4. Gëtt dësen Training - falls en dann existéiert - och regelméisseg ofgehalen, fir esou d'Fäegkeet vum Polizist fir op Extremsituatiounen um Moto korrekt ze reagéiere waa-kreg ze halen, a wa jo, a wat fir engen Intervallen?

5. Sinn déi nei Policemotorrieder vum Typ BMW 1150RT schonns am Service a wann net, wéini gi se am Alldag agesat?

6. Wéivill där neier Motorrieder goufe bestallt a wéivill goufen an-tëscht scho geléiwert?

7. Gëtt de ganze Policemotosfuers-park duerch dës nei Maschinn vum Typ BMW 1150RT ersat a wa jo, bis wéini?

Réponse (3.7.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:

La formation de base des motocyclistes de la Police grand-ducale est organisée par le Centre National de Conduite (CNC) de l'Ecole de Police. Actuellement, la Police ne possède pas de terrain d'entraînement propre, mais le CNC dispose de moyens adéquats pour installer des parcours à degré de difficulté variable. Le Ministère de l'Intérieur et la Police grand-ducale ont élaboré dans ce contexte un projet pour aménager un centre d'entraînement de conduite pour autos et motos à Colmar-Berg; centre qui fonctionnerait en collaboration avec le Centre de Conduite pour Jeunes Conducteurs et le

Centre de Conduite de l'entreprise «Goodyear».

Le CNC dispose d'un nombre suffisant de motos d'entraînement de modèles différents, permettant d'organiser la formation des motards dans de bonnes conditions. Seul le candidat qui a réussi la formation de base organisée par le CNC est habilité à obtenir une affectation à un service régional ou central de la police de route.

La Police grand-ducale dispose depuis le mois de mai 2003 de 26 motos de type BMW R 1150 RT qui seront opérationnelles sous peu. Il est prévu d'acquérir chaque année sept motos supplémentaires de ce type en vue de renouveler au fur et à mesure le parc des 74 motos actuellement en service dans la Police grand-ducale.

Question 2198 (22.5.2003) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant les heures d'ouverture du greffe:

An enger „lettre circulaire“ vum 30. Abrëll 2003 huet de Greffier en chef vum Tribunal d'arrondissement d'Affekoten iwwert déi nei Öffnungszäite vum Greffe informéiert. Laut enger Décisioun vum President vum Geriicht ass de Greffe just nach muerges vum 8.15 Auer bis 11.45 Auer op.

An enger zweeter „lettre circulaire“ informéiert de Greffier en chef d'Affekoten, datt de Greffe wéi bis elo, also och mëttes op ass. Do besteet also eng Contradictioun déi nach méi opfälleg gëtt wann een den Artikel 80 vum Gesetz vum 7. Mäerz 1980 «sur l'organisation judiciaire» kuckt, deen a sengem éischten Allinéa seet: «Les greffes sont ouverts tous les jours, excepté les dimanches, samedis et fêtes légales aux heures réglées par le Ministre de la Justice conformément à l'article 142». Et ass also net um President vum Tribunal d'arrondissement an och net um Greffier en chef fir d'Öffnungszäite festzellee. An och de Justizminister muss iwwert de Wee vun engem Règlement drand-ducal fieren wann en an dëser Matière wëllt agräifen.

Kann den Här Justizminister mir duerfir dës Froe beäntweren:

1. Wéi sinn déi genee Öffnungszäite vum Greffe vum Tribunal d'arrondissement?

2. Gedenkt den Här Justizminister dës Öffnungszäiten an nächster Zukunft ze änneren a wa jo, wéi an a wéi enger Aart a Weis?

Réponse (3.7.2003) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

Les bureaux des greffes du tribunal d'arrondissement de Luxembourg sont ouverts pendant toute la journée, à l'exception des bureaux du greffier en chef qui restent fermés l'après-midi sauf pour les avocats, les notaires et les huissiers de justice qui peuvent y accéder pendant toute la journée.

Il n'est pas prévu de modifier ces heures d'ouverture.

Question 2203 (23.5.2003) de M. Marc Zanussi (LSAP) concernant l'énergie électrique écologique:

La compagnie de distribution d'énergie électrique du Grand-Duché, CEGEDEL, vient de conclure un contrat de fourniture avec un fournisseur allemand spécialisé en énergie verte qui garantit une livraison d'énergie électrique à 100% écologique. CEGEDEL précise que le mix énergétique de son nouveau produit, le «nova naturstrom», est composé en moyenne de 90% d'énergies renouvelables (eau, vent, soleil, biomasse) et que les 10% restants sont assurés par des

procédés de production à haut rendement énergétique et à faible impact sur l'environnement, en l'occurrence par la cogénération à gaz naturel.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Economie.

- Pour quelles raisons ce produit nouveau de la CEGEDEL, le «nova naturstrom», est-il plus cher que l'énergie conventionnelle?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'alimenter toutes les administrations publiques, approvisionnées en ce moment par CEGEDEL, par cette nouvelle énergie écologique «nova naturstrom»? Il faut préciser que cette attitude aidera à réaliser les engagements pris par le Luxembourg, en matière de la protection climatique, pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre pour 2008-2012 de 28% par rapport à l'année de référence 1990.

Réponse (17.6.2003) de M. Henri Grethen, Ministre de l'Economie:

Comme le précise Monsieur le Député lui-même dans sa question parlementaire, le „nova naturstrom“ est basé sur une fourniture d'énergie électrique qui est composée à raison de 90% d'énergie renouvelable (86% énergie hydraulique, 2% biomasse, 1% énergie éolienne et 1% photovoltaïque) et de 10% à partir d'une production issue de centrales de cogénération fonctionnant au gaz naturel.

Il est un fait bien connu et accepté par tous que l'énergie électrique produite à partir de ces sources d'énergie est plus chère que celle basée sur le nucléaire, le charbon ou encore les grandes centrales hydroélectriques. Le „nova naturstrom“ provient exclusivement de petites installations ne dépassant pas les 10 MW électriques.

Parmi les facteurs contribuant au renchérissement de la production d'électricité issue de sources d'énergie renouvelable ou de la cogénération, il faut en relever deux qui sont particulièrement importants, à savoir: la durée d'utilisation limitée de ces installations ainsi que leur petite taille.

Pour un investissement donné, les coûts de production par kWh sont d'autant plus bas que la durée d'utilisation de la centrale est plus élevée. Une centrale au charbon a une durée d'utilisation typique de 8.000 heures par an environ, tandis qu'une installation photovoltaïque ne fonctionne que durant 800 heures environ à pleine puissance. Pour les éoliennes, la durée d'utilisation annuelle est de 2.000 heures environ tandis que la durée d'utilisation d'une centrale de cogénération varie entre 2.500 heures et 5.000 heures. Les durées d'utilisation sont ainsi étroitement liées aux conditions géographiques et climatiques.

Etant donné que les installations qui produisent l'électricité verte sont toutes de faible taille, l'investissement spécifique par unité de puissance installée (kW) est plus élevé que dans les cas des centrales classiques dépassant souvent le millier de MW.

Il résulte de ces considérations qu'une fourniture à partir de sources d'énergie renouvelable et de la cogénération sera toujours plus onéreuse qu'une production d'électricité classique.

Il y a lieu de préciser que CEGEDEL ne compte pas de marge bénéficiaire sur le produit „nova naturstrom“ et qu'elle ne fait que répercuter le surcoût par rapport à une production classique sur le consommateur ayant opté pour le produit „nova naturstrom“.

En ce qui concerne la question s'il est envisagé d'alimenter toutes les administrations publiques, approvisionnées en ce moment par CEGEDEL, par le biais d'un contrat „nova naturstrom“, il faut d'abord prendre en compte que les besoins des administrations publiques (communes, éclairage pu-

blic etc.) dépassent largement la production disponible par les centrales électriques produisant exclusivement pour le compte de „nova naturstrom“.

Ensuite, il faut savoir que le Ministre de l'Economie n'a pas dans ses attributions la gestion des bâtiments et autres ouvrages publics, qu'ils soient gouvernementaux ou communaux. En outre, la majorité des administrations gouvernementales se trouve sur le territoire de la Ville de Luxembourg qui exploite sa propre distribution d'électricité et qui n'offre, pour l'instant du moins, pas de produit similaire au „nova naturstrom“. Les administrations communales devraient de leur côté recourir à un marché public et choisir le produit le moins onéreux.

Question 2206 (3.6.2003) de M. François Bausch (DÉI GRÉNG) concernant la représentation des citoyens au Parlement européen:

Vu l'extrait suivant de l'article 1-19 (§2) du projet de Constitution européenne, discuté la semaine passé à la Convention: «La représentation des citoyens européens est assurée de façon dégressivement proportionnelle, avec fixation d'un seuil minimum de quatre membres du Parlement européen par Etat membre.»

vu les propos de M. Paul Helming, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, hier matin à la Chambre des Députés: «Dass [am Dezember 2000 zu Nice] laut deenen Informationsen, déi d'Commission des Affaires étrangères an deem Moment krut, d'Fro ob Lëtzebuerg sechs Europadeputéiert géing kréien oder eventuell manner, net zu deene Punkte gehéiert huet, iwwert déi d'Lëtzebuerg Regierung deemools engem Komproméss hir Zoustëmmung verweigert hätt.»

et vu la réaction rapide de Mme Polfer, qui affirmait hier à la radio qu'à Nice, contrairement aux affirmations de M. Helming - les six sièges ne faisaient pas partie de la marge de manoeuvre du Gouvernement en vue d'un compromis final et que ces six sièges ne seront pas non plus à disposition lors de prochaines négociations,

je me permets de demander d'urgence au Gouvernement une réponse formelle à la question suivante:

Est-ce que le Gouvernement va défendre à tout prix les six sièges luxembourgeois au Parlement européen, ou au contraire, est-ce que le Gouvernement est disposé à accepter une réduction de ce nombre lors d'un «package deal» ou compromis éventuel au niveau européen?

Réponse (7.7.2003) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat:

Tout d'abord, j'attire l'attention de l'honorable député sur le fait que tout au long des travaux de la Convention sur l'avenir de l'Union européenne, les représentants gouvernementaux se sont prononcés pour le maintien des six mandats parlementaires luxembourgeois. Cette position sera aussi celle que le Gouvernement prendra dans le cadre de la conférence intergouvernementale qui débute en automne de cette année.

Il n'y a en effet pas d'élément qui justifierait que le Gouvernement abandonne cette position.

Question 2208 (3.6.2003) de M. Alex Bodry (LSAP) concernant l'institution du Conseil supérieur du Développement durable:

Lors de la déclaration gouvernementale sur la situation économique, sociale et financière 2002 du pays, tenu devant la Chambre des Députés le mardi 7 mai 2002, le Premier Ministre avait précisé:

«Mir wäerten d'Ariichte vun engem „Conseil supérieur du Développement durable“ virschloen, an deem de „Conseil supérieur de l'Aménagement du Territoire“ opgeet. Wéinst sengem horizontalen Aufgabemix gëtt e vum Statsminister presidéiert a vun de Landesplanungs- an Umweltministeren animéiert.»

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à MM. les Ministres de l'Intérieur et de l'Environnement:

- Est-ce que les déclarations faites à ce sujet par M. le Premier Ministre lors des débats sur l'état de la nation de 2002 ont été mises en exécution?

- Si tel n'est pas le cas, quelles en sont les raisons?

- Est-il toujours prévu de fusionner le Conseil supérieur de l'Aménagement du Territoire et le Conseil supérieur du Développement durable?

Réponse commune (30.6.2003) de M. Charles Goerens, Ministre de l'Environnement et de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:

Il y a lieu de rappeler à l'honorable député que le Premier Ministre a déposé lors de la déclaration gouvernementale sur la situation économique, sociale et financière 2003 du pays un projet de loi relative à la coordination de la politique nationale de développement durable et la lecture de ce projet fournit en grande partie les réponses à la présente question parlementaire.

Ainsi, l'article 5 du projet de loi instaure un Conseil supérieur pour le Développement durable qui constitue l'organe de réflexion, de discussion et de conseil en matière de développement durable. Le Conseil supérieur qui comprend avant tout les représentants de la société civile est présidé par le Chef du Gouvernement assisté des ministres ayant dans leurs attributions l'environnement et l'aménagement du territoire.

En outre, il est préférable de ne pas fondre le Conseil supérieur de l'Aménagement du Territoire et le Conseil supérieur pour le Développement durable. Si le premier cité a pour objet, entre autres, de donner des avis sur les instruments prévus par la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire tels les plans directeurs régionaux et sectoriels, le deuxième cité traitera des missions d'un ordre plus global. Aussi, le projet de loi ne prévoit pas une telle fusion.

Question 2209 (3.6.2003) de M. Marco Schank (CSV) concernant la troisième phase de l'harmonisation de l'enseignement musical:

Dans le cadre de la troisième phase de l'harmonisation de l'enseignement musical au Luxembourg, projetée pour septembre 2003, il est prévu de porter les heures de solfège dans les écoles de musique au niveau de la 3e année de deux à trois heures par semaine. L'argument principal plaçant en faveur de cette leçon supplémentaire consiste en l'ambition d'atteindre le niveau des enseignements prestés dans nos conservatoires. Cette décision a été prise par la Commission nationale des Programmes, qui se compose actuellement de 7 membres, dont trois représentant chacun les trois conservatoires de Luxembourg, d'Esch-sur-Alzette et d'Ettelbruck, d'un représentant du SYVICOL, de

deux représentants de l'AEM, ainsi que d'un représentant des écoles de musique de l'UGDA.

Or, il est à craindre que cette augmentation des heures de solfège rencontrera une certaine opposition tant de la part des enfants concernés que des sociétés de musique. Ces dernières se sentent particulièrement concernées par cette question, alors que les enfants ont déjà eu des cours durant quatre heures à l'école. Selon certains responsables des sociétés de musique, la volonté de vouloir élever le niveau du conservatoire paraît très noble, mais témoigne d'un certain excès de zèle.

Pour la bonne majorité des enfants inscrits dans les écoles de musique, l'objectif est de pouvoir disposer d'un enseignement basique, débutant avec l'«éveil musical» à l'âge de cinq ans, suivi par trois années de solfège, et des cours pratiques commençant parallèlement avec la première année de solfège. Cet enseignement constituerait une base suffisante pour pouvoir participer activement aux répétitions et concerts des sociétés.

Les écoles de musique, ainsi que les sociétés affiliées à l'UGDA craignent un abandon massif des cours de solfège, si cette mesure se réalisait en septembre 2003, à un moment où les enfants prennent davantage de goût à la musique par une maîtrise progressive de leurs instruments. Il ne fait aucun doute que cette augmentation entraîne des coûts supplémentaires à charge des communes organisant un enseignement musical, du fait qu'elles seraient dès lors contraintes à mettre des locaux à disposition pour les heures supplémentaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Mme le Ministre de la Culture:

- Mme le Ministre, jugez-vous vraiment opportun d'augmenter le nombre d'heures de cours de solfège au niveau de la 3e année, mesure telle que prévue dans le cadre de l'harmonisation de l'enseignement musical au Luxembourg?

- Existe-t-il un moyen de procéder à une renégociation de cette décision prise par la Commission nationale des Programmes?

Réponse (3.7.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

La Commission nationale des Programmes de l'enseignement musical, instaurée par règlement grand-ducal du 3 août 1998 a en abordant ses missions telles que définies par le règlement grand-ducal en question d'abord fait une analyse de la situation de l'enseignement musical au Luxembourg.

De cette analyse ressortait l'importance de la formation musicale - solfège comme base indispensable de notre enseignement musical. Cette base commune à toutes les branches instrumentales s'étendait depuis des décennies sur trois années de formation et cela dans toutes nos écoles.

Or, on a constaté que le niveau atteint en 1^{ère} mention était fort différent d'une école à l'autre et très souvent inférieur au niveau minimal à atteindre pour permettre à chaque élève de poursuivre ses études instrumentales pourvu d'un bagage théorique approprié. C'est pourquoi les représentants de l'UGDA et des écoles de musique (AEM) proposaient d'augmenter l'horaire prévu pour la formation musicale - solfège et de passer de trois à quatre années d'études en division inférieure commune à tous nos élèves.

Mais comme la Commission nationale après de longues discussions ne voulait pas augmenter le

nombre d'années d'études mais était tout de même consciente de devoir augmenter le temps à disposition pour travailler le programme tel que proposé et jugé indispensable, on a proposé d'ajouter une troisième heure de FMS en 3^{ème} année donc en préparation de la 1^{ère} mention, ce qui d'ailleurs se fait déjà avec succès dans deux écoles.

Comme le but de l'harmonisation n'est nullement „d'atteindre le niveau des enseignements prestés dans les conservatoires“ dans chaque école ou cours de musique, mais d'assurer les bases nécessaires à l'étude de la musique au plus grand nombre les représentants des écoles et cours de musique se sont prononcés pour une augmentation d'horaire pour leur permettre d'atteindre cet objectif.

Néanmoins il est à noter que de commun accord entre le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le Commissaire à l'enseignement musical, la Commission nationale des programmes de l'enseignement musical et toutes les écoles, les propositions de la Commission nationale seront dans une première phase mises à l'épreuve dans nos écoles pendant un certain nombre d'années et ne seront fixées par règlement grand-ducal que du moment qu'une évaluation démontrera le bien-fondé des réformes entreprises.

J'ai d'ailleurs saisi le Conseil supérieur de la musique pour avis sur le processus d'harmonisation actuellement en cours.

Question 2210 (4.6.2003) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant le circuit culturel interdisciplinaire sur le site du Fond de Gras:

Au cours des années 70, le Ministre de la Culture d'alors, M. Robert Krieps, avait avancé l'idée de mettre en place sur le site du Fond de Gras un circuit culturel interdisciplinaire destiné à réunir et à mettre en valeur les témoins de notre passé industriel. Depuis lors, sur la base d'un mémoire précis, un certain nombre d'investissements ont été consentis, des machines et des outils ont été réunis, en partie offerts par des entreprises ou des donateurs privés.

Or, il apparaît que ce musée industriel de plein air n'est plus aujourd'hui qu'un amas de ferraille en très mauvais état sans aucun intérêt pour les visiteurs.

Je voudrais donc demander à Mme le Ministre quels investissements ont été consentis dans les années passées pour ce site. Quel avenir ses services entendent-ils donner à ce site, ou le circuit culturel interdisciplinaire est-il définitivement enterré par le gouvernement? Comment vont être traités les pièces, outils et machines témoins du passé industriel? Seront-ils remis en état, inventoriés, exposés en bonne et due forme avec des balises informatives comme on l'a fait pour les sentiers Vauban et Wenceslas à Luxembourg?

Si le projet n'est pas définitivement enterré, quels seront les investissements nécessaires pour la remise en état des bâtiments et des pièces d'exposition? En bref, le service compétent a-t-il un projet d'avenir pour ce site, dans l'intérêt culturel et touristique de la région?

Réponse (3.7.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

En réponse à la question parlementaire posée par Monsieur le Député Ben Fayot, je puis vous fournir les renseignements suivants:

- Le Musée industriel en plein air se compose de plusieurs vestiges de l'ère industrielle, à savoir: Le hall Paul Würth, le laminoir, le musée ouvrier, l'épicerie, le café des mineurs, le Train 1900, le train de la voie minière et finalement le carreau de mines à Lasauvage et Saulnes.

Tous les immeubles ont été restaurés et ne constituent aucunement un „amas de ferraille“. Plus de 10.000 visiteurs assistent tous les ans aux visites guidées de ce musée industriel en plein air et quelque 40.000 voyageurs empruntent les deux chemins de fer sur place.

- Le CCIBM a été remplacé par l'association Fond de Gras, Parc Industriel et Ferroviaire a.s.b.l., dont le Conseil d'administration composé de représentants du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, du Service des Sites et Monuments nationaux, des communes de Pétange et de Differdange, ainsi que des associations actives sur le site. Ce conseil gère et surveille les activités du Parc.

- Une convention signée entre les communes de Pétange et Differdange, ainsi que le Ministère des Finances permettra d'engager une personne ressource qui s'occupera à plein temps de l'animation culturelle et touristique journalière du Fonds de Gras.

Pour la saison 2004, de nouveaux guides seront engagés qui montreront aux visiteurs du Fond de Gras les différents aspects culturels et historiques, mais aussi le sentier archéologique du *Tételberg* et les sentiers écologiques du *Prénzeberg* et du *Giele Botter*.

Dans les années passées, les investissements suivants ont été réalisés:

- a) Remise en état complet de l'infrastructure ferroviaire sur une longueur totale de 10 km y compris les ouvrages d'art tels que ponts et viaducs. Coût: 75 millions de Luf (1.860.000 €),
- b) Acquisition de terrains pour la connexion du réseau du Train 1900 à celui des CFL en gare de Pétange. Réalisation en mars 2001. Coût: 105 millions de Luf (2.600.000 €),
- c) Reconstruction de la voie minière allant du Fond de Gras à Lasauvage jusqu'à Saulnes en France. Réalisation: 62 millions de Luf (1.550.000 €),
- d) Renforcement et remise en sécurité de la galerie minière Fond de Gras - Lasauvage. Coût: 21 millions de Luf (520.000 €),
- e) Restauration de l'atelier, dépôt et trémis du carreau des mines Lasauvage - Fonds de Gras. Coût: 73 millions de Luf (1.810.000 €),
- f) Restauration du Café des Mineurs et de ses alentours. Coût: 5 millions de Luf (124.000 €),
- g) Restauration et remise en service de deux locomotives à vapeur et 5 locomotives électriques pour le besoin des deux chemins de fer sur place.

- Les machines et pièces d'outils de la sidérurgie d'antan ont été intégrées en grande partie dans le site même, c'est-à-dire aux ateliers du Train 1900 et dans celui de la voie étroite de la *Miniersbunn*. Ces installations ont été remises au service pour garantir l'entretien courant des deux chemins de fer.

- Projets pour l'avenir
a) En ce qui concerne les pièces lourdes tels que: chaîne d'agglomération, transbordeur, lingotières, boucheuse de haut fourneau, etc. un projet à part a été élaboré en 2002. Étant étroitement liée avec celle des friches industrielles de Belval Est, on a fixé la date limite d'attente au 1^{er} janvier 2003, date à laquelle il était prévisible qu'il n'y aurait plus d'autres engins, machines ou outils à récupérer sur ce site qui valaient la peine d'être transférés au Fond de Gras.

En avril 2003, le projet de construction pour un „Hall de centralisation des anciennes machines industrielles au Fond de Gras“ a été lancé.

Le projet va être mis en adjudication après les congés d'été. Coût estimatif: 30 millions de Luf (745.000 €),

b) Le 18 juin 2003 a été adjugée par soumission publique la reconstruction d'un 3e dépôt pour locomotives qui va abriter le matériel ferroviaire récemment restauré. Coût estimatif: 30 millions de Luf (745.000 €).

c) Une des trois locomotives à vapeur originaires des anciennes tanneries de Wiltz est actuellement en voie de restauration dans les ateliers de Meiningen en Allemagne. Coût: 7 millions de Luf (175.000 €).

d) Le projet d'un accueil pour abriter les voyageurs au quai de Pétinge, nouvellement aménagé, sera adjugé vers le début de l'année 2004. Coût estimatif: 25 millions de Luf (620.000 €).

e) Après réalisation des susdits travaux, des panneaux signalétiques du même type que ceux des sentiers Vauban et Wenceslas seront mis en place.

Une balise informatique a déjà été installée en été 2002. Un CD ROM concernant le site, destiné à la vente, sera présenté au public vers la fin de cette année.

Question 2213 (5.6.2003) de M. Camille Gira (DÉI GRÉNG) concernant l'assainissement du site industriel de la société Electrolux à Vianden:

Depuis quelques années, la société Electrolux a arrêté ses activités de production sur son site industriel à Vianden. Plusieurs études ont relevé une pollution non négligeable du sous-sol, notamment par des hydrocarbures et du perchloréthylène. Dans un arrêté du 22 mai 2002, Monsieur le Ministre de l'Environnement a exigé de la société concernée la présentation, dans un délai de 12 mois, d'un plan de travail relatif à l'assainissement du site.

- Est-ce que le plan de travail a été produit par la société Electrolux?
- Quelle est la méthode d'assainissement préconisée?
- Est-ce qu'il existe une estimation des coûts d'assainissement?
- Qui portera ces coûts?
- Est-ce qu'il existe des idées concrètes concernant l'utilisation future de cette friche industrielle?

Réponse (17.6.2003) de M. Charles Goerens, Ministre de l'Environnement:

Par sa question parlementaire, l'honorable député Camille Gira souhaite avoir des renseignements en matière des contaminations du sol de l'ancien terrain Electrolux à Vianden.

1. En date du 5 juin 2003, l'administration de l'environnement a été saisie de façon officielle avec le dossier de demande d'autorisation concernant l'assainissement du site Electrolux à Vianden, ceci conformément aux dispositions de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

2. La méthode d'assainissement préconisée consiste dans une sécurisation du site selon la méthode „funnel & gate“. Les eaux souterraines passant par le site et contaminées lors de leur passage à travers les pollutions sont dirigées moyennant une paroi étanche („funnel“) vers une unité de traitement passive encastrée dans le sol („gate“). Cette unité est composée d'éléments chargés en limailles de fer pour la dégradation des sub-

stances organiques chlorées et en charbon actif pour l'absorption des substances organiques et du mercure. Les eaux ainsi traitées sont dépourvues de contaminations et peuvent s'écouler à nouveau dans le milieu naturel. Des essais pilotes sur place ont prouvé le bon fonctionnement de la méthode retenue. Certaines contaminations ponctuelles sont en outre soumises à un assainissement spécifique. Ainsi p. ex. une zone contaminée avec des hydrocarbures subit un traitement microbiologique in situ. Une région où il existe une flaque d'hydrocarbures surnageant les eaux de surface est traitée par pompage des hydrocarbures en phase.

3. Selon les devis effectués par le bureau d'études chargé de la conception et de la planification de l'assainissement, les frais afférents sont estimés à +/- 853.000 euros, y non compris les frais de surveillance du système une fois mis en place.

4. Selon les dispositions de l'article 16 de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets, les frais d'assainissement sont à supporter par les pouvoirs publics lorsque le responsable de la pollution ne peut plus être identifié, n'existe plus ou n'est pas solvable. En application de la loi du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement, l'Etat peut participer jusqu'à concurrence de 50% aux frais dont la prise en charge se fait par le pouvoir public. L'autre moitié doit alors être financée par la commune dans laquelle le site se trouve. Au cas où l'exploitant est identifié, existe et est solvable, celui-ci doit prendre en charge les frais d'assainissement conformément au principe du pollueur-payeur.

Dans le cas du site d'Electrolux, la pollution résulte de l'activité successive de plusieurs exploitants ayant eu chacun le même type de production. Des recherches historiques ont relevé que la société Electrolux a occupé les lieux pendant environ 50% du temps durant lequel le terrain servait à la production de réfrigérateurs. Pour l'autre moitié du temps, différents exploitants qui n'existent plus y étaient actifs.

En application des dispositions légales, il est désormais proposé que les frais relatifs à l'assainissement du site d'Electrolux à Vianden soient partagés à parts égales entre, d'une part, la société Electrolux et, d'autre part, la commune de Vianden et l'Etat. La partie qui incombe aux deux instances du pouvoir public serait également partagée à parts égales.

5. Mes services de l'administration de l'Environnement ne sont pas encore confrontés à des propositions concrètes concernant l'utilisation future du site en question.

Toujours est-il que toute réaffectation doit tenir compte des contaminations du sol qui restent en place, malgré le fait que l'impact de cette contamination sur le milieu ambiant est arrêté. Ceci vaut particulièrement pour les terrains des anciens halls de production. Tout nouvel immeuble doit être réalisé en évitant des excavations et des constructions dans le sous-sol.

Une partie du terrain dont notamment celle qui abrite actuellement le parking devant l'immeuble administratif ne présente pas de contaminations du sol. Cette partie du terrain peut être utilisée pour tous types de nouvelles affectations.

Question 2218 (11.6.2003) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant les critères de l'affectation des inspecteurs de l'enseignement primaire:

Duerch déi gesetzlech Reform vum 30. Juli 2002 ass den Artikel 71

vum Schoulogesetz vum 1912, deen d'Schoulinспекторат betrëfft, geännert ginn. De Punkt 6 vum dësem Artikel 71 gesäit vir: «Le ministre de l'Education nationale décide de l'affectation des inspecteurs aux différents arrondissements et aux missions spécifiques». De Kritär vum der Anciennetéit wor bis elo an der Fro vum der Affectatioun ëmmer entscheedend.

Mam Wandel vum der Mentalitéit an der Gesellschaft sinn d'Ufuerderungen am Laf vun de Joren un d'Schoulinспекteren ëmmer méi grouss ginn. Mir hunn hautzudags ëmmer méi Elteren, déi ëmmer mat méi Problemer an ëmmer mat méi verschiddene Problemer un d'Inspektoren eruntrieden. Et ass kloer, datt doduerch d'Missioune vun den Inspektoren méi vielfälteg, awer och méi komplex gi sinn. Verschidde Schoulmeeschteren an Inspektoren gi vu verschiddenen Eltere regelrecht harceléiert. Jiddereen ass sech eens, datt mer dem Léierpersonal an de Schoulinспекteren d'Moyenë mussen ginn, fir sech dergéint ze wieren.

Elo ass et awer esou, datt niewent deene genannte Schwierigkeiten sech och Interessekonflikter kënnen erginn, wann zum Beispill e Schoulinспекter fir deen Arrondissement zoustänneg ass wou e wunnt. Vun Interessekonflikter déi sech an esou enger Situatioun nach kënnen erginn guer net ze schwätzen (z.B. wann dem Schoulinспекter seng Kanner a sengem Arrondissement an d'Primärschoul ginn oder wann de Partner Member vum Gemengerot vum enger Uertschaft aus dem Arrondissement ass, asw.).

Kann d'Mme Unterrechtsminister mir duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Wéi sinn déi genee Kritäre vum der Affectatioun vun de Schoulinспекteren op déi verschidden Arrondissementen?
2. Fir méiglech Interessekonflikter ze vermeiden a fir e Maximum un Neutralitéit an Objektivitéit ze garantéieren, misst bei enger Affectatioun vun engem Schoulinспекter do net esou wäit et méiglech ass, verhënnert ginn, datt e Schoulinспекter den Arrondissement zougedelt kritt wou e wunnt oder an enger anerer vun deenen zwou genannten Hypothesen ass?
3. Wa sech sollten esou onglécklech Situatiounen an der Praxis schonns erginn, wéi hunn déi betreffend Schoulinспекteren an déi betraffe Gemengen sech do ze verhalen a wéi kënnen méiglech Interessekonflikter do esou wäit wéi méiglech ausgeschloss ginn?

Réponse (14.7.2003) de Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:

Et ass ganz richteg, datt «d'Missioune vun den Inspektoren méi vielfälteg, awer och méi komplex gi sinn». An et läit mir dofir um Häerz fir derfir ze suergen, datt all Inspektoren seng Fonctioun an sengem Ressort mat Serenitéit an Impartialitéit kann ausüben.

Wat Är konkret Froen ubelaangt, kann ech lech folgend Informatiounen, respektiv Explikatiounen ginn.

1) Wéi Dir richteg bemierkt hutt, décidéiert de Minister op Grund vum Artikel 71 vum Schoulogesetz, deen duerch d'Gesetz vum 30. Juli 2002 iwwer d'Schoulinспекteren reforméiert gouf, iwwer d'Affectatioun vun den Inspektoren un déi verschidden Arrondissementen an u spezifesch Missiounen.

Bis well hunn ech mech, genee sou wéi meng Virgänger, un d'Propositione gehalen déi den Inspecteur général am Numm vum Collège des Inspecteurs mir gemaach huet. Net well se nom Prinzip vun der Anciennetéit opgestallt goufen,

mä well se och verstänneg, équitabel a gutt équilibréiert geschéngt hunn.

Ech sinn iwwregens der Meenung, datt de Prinzip vun der Anciennetéit, à défaut vun engem besseren, an dësem präzise Fall eng Rei vu klaren Avantage huet. Dëse Prinzip gétt vu kengem kontestéiert. En erlaabt all Inspektoren, sech ee Ressort ze siche mat deem en eventuell méi staark perséinlech a gesellschaftlech Affinitéite verspiert wéi mat engem aneren. Et ginn Inspektoren, déi fille sech méi doheem am Éislek, anerer méi op der Musel oder am Minett. De Respekt vun deene Préférences, sou wäit et méiglech ass, wierkt sech erfahrungsgeméis positiv op d'Aarbecht vun den Inspektoren aus.

2) Wat d'Interessekonflikter betrëfft, déi Är Meenung no kënnen entstoen, doduerch datt een Inspecteur een Arrondissement zougedelt kritt, an deem e wunnt oder an deem seng Kanner an d'Primärschoul ginn, dozou muss ech un zwéi Prinzipien erënneren.

Éischtens ginn et an der Schoul keng Interessen ze verdeedegen, ausser engem eenzegem: den Intérêt vun de Kanner, an zwar vun alle Kanner.

Zweetens ass all Inspecteur ee verdeedegte Beamten, deen op Grund vun senger Fonctioun zu absoluter Impartialitéit verflucht ass.

3) Wat de Cas de figure ubelaangt, datt de Partner vun engem Inspecteur Member vum Gemengerot an enger Uertschaft vun sengem Ressort d'inspection ass, do wëllt ech fir d'éischt mol kloer stellen, datt dat keng gesetzlech Incompatibilitéit duerstelt. Ausserdem sinn dat Konstellatiounen déi vun den Aleaen vum politesche Liewen ofhänken, an zu all Moment kënnen änneren. Et wier also zimlech hasardéis, wann een de Ressort vun engem Inspecteur mat sou engem Prinzip a Verbindung géng bréngen.

Sollten trotzdem sou Verméschung vun Interessen eemol objektiv festgestallt (an net nëmme supposéiert) ginn, da missten doräus fir de betreffende Fonctionnaire déi noutwenneg Konsequenze gezu ginn.

Op jiddfer Fall kann ee kengem Fonctionnaire eng Incompatibilitéit operleeden, déi net vum Gesetz virgesinn ass.

Question 2219 (11.6.2003) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant l'Avenir du Fort Thüngen:

No mengen Informatiounen huet de Stat geplangt een Deel vum Réduit vum Fort Thüngen ze démoléieren. Dës Aarbechten an deem als „Patrimoine national“ klasséierte Bauwierk sollen noutwendeg sinn, fir de Fort Thüngen mam Musée d'Art Contemporain, dit Musée Pei, ze verbannen.

Kann d'Mme Bauteminister mer duerfir dës Froe beäntworten:

1. Kann d'Mme Bauteminister dës Informatiounen confirméieren? Besteet en Avis vun der UNESCO fir dës Aarbechte kënnen duerchezéieren?

2. Wa jo, stëmmt et, datt de Präis vun deesen Aarbechte bei iwwer 1,5 Milliounen Euro leie soll?

3. Zu wéi engem Zweck soll de Fort Thüngen mam Pei-Musée verbounne ginn?

4. Besti keng aner Méiglechkeeten dës Verbindung hierzestellen, ouni datt de Fort Thüngen verännert gétt an en Deel dovunner eventuell souguer zerstéiert muss ginn?

Réponse (14.7.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics:

1. Et geet hei ëm eng minimal Interventioun an déi bestehend Substanz vum Fort Thüngen; d'Capon-

nière selwer bleift bestoen an d'Passerell kritt als neit architektonesch Element an am Respekt vun der Charta vu Venedig eng zäitgenösseg Expressioun. En Avis vun der UNESCO ass net vun der Gemeng Lëtzebuerg an hirer Baugenehmigung gefrot ginn, an dës Konstruktionsläit net am Perimeter vum «Patrimoine mondial» vun der UNESCO, mä an der «Zone tampon». Trotzdem hu mer en Avis bei der UNESCO gefrot.

2. Nee, den Devis vun deesen Aarbechte beleef sech op e Betrag vun EUR 1.139.800.- ouni TVA respektiv EUR 1.310.770.- mat TVA (Index 554,26), nozeliesen am diesbezügliche Gesetzesprojet.

3. Déi geplangte verglaste Verbindungspasserell soll eng physesche an architektonesch Verbindung tëschent dem Musée fir modern Konscht an dem Réduit vum Fort Thüngen, deen elo als Festungsmusée amenagéiert gétt, hierstellen, an esou déi harmonesch Unitéit tëschent dem Alen an dem Neie symboliséieren.

Dëse Passage erlaabt et dem Visiteur, och bei ongënschtege Witterungsverhältnissen bequeem vun engem Musée an deen aneren ze gelaangen.

Dës Weidere si mat dëser Verbindung d'Viraussetzung geschafent fir interessant Synergien a gemeinsam Aktivitéiten, vun deenen déi zwéi Muséeën profitéieren.

4. Et besteet keng aner Méiglechkeet fir d'Realisatioun vun dëser Verbindung.

Question 2220 (12.6.2003) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant les actions en faveur des ménages sinistrés par les orages de juin 2003:

An de leschten Deeg hu kräfteg Summerwiederum a verschiddene Géigende vum Land beträchtlech Schied ugeriicht. Dës Schied hu fir vill Leit entsprechend schwéier finanziell Konsequenzen, well a ville Fäll d'Versécherungen net dofir opkommen.

Dofir dës Fro: Ass d'Regierung bereet d'Summerwiedergeschiedegt finanziell ze ënnerstëtzen, a wa jo, bis zu wat fir engem Montant an iwwer wéi eng Prozedur?

Réponse (9.7.2003) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:

Le Gouvernement est d'accord d'accorder une aide sociale aux personnes sinistrées lors des tempêtes du mois de juin. Cette aide est soumise aux principes généraux donnant droit à un secours financier suite à une catastrophe naturelle; à savoir que sont exclus les dommages assurables et les objets de luxe.

Le montant de l'aide est calculé en fonction des dommages subis, déduction faite d'une franchise, qui dépend de la situation socio-financière du sinistré.

Les formulaires pour l'introduction d'une demande peuvent être obtenus auprès du Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.

Je dois néanmoins relever que le Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse a été uniquement contacté par 2 personnes sinistrées, où, suite à un entretien téléphonique, il ressort que les critères pour l'obtention d'une aide ne sont pas remplis.

Question 2221 (12.6.2003) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant les informations aux demandeurs de la nationalité luxembourgeoise:

Um die luxemburgische Nationalität durch Naturalisierung zu erlangen, muss der Antragsteller gemäss Gesetz vom 24. Juli 2001 eine Reihe von Bedingungen erfüllen und zahlreiche Unterlagen einreichen. Bei Antragstellung erhält er/sie eine nur summarisch Auskunft gebende Informationsbrochure zur luxemburgischen Staatsangehörigkeit z.B.: in deutscher Sprache, sowie ein ausführliches Merkblatt, auf dem alle zu erfüllenden Bedingungen und vorzulegenden Dokumente aufgelistet sind.

Allerdings ist dieses Merkblatt in Französisch verfasst. Eine deutsche oder luxemburgische Version existiert anscheinend nicht, obwohl laut Gesetz vom 24. Februar 1984 über die Sprachenregelung auch Luxemburgisch und Deutsch, gleichberechtigt neben Französisch, die offiziellen Landessprachen sind.

Demzufolge ist eine Person, die der französischen Sprache nicht oder nur wenig mächtig ist, gezwungen, die Hilfe eines Dritten in Anspruch zu nehmen um zu erfahren, welche Unterlagen er einreichen und welche Bedingungen er erfüllen muss. Um den Antragstellern entgegen zu kommen, hält z.B. das Bierger-Center der Stadt Luxemburg eine von ihr angefertigte deutsche Übersetzung bereit, die allerdings nicht komplett ist. Ob andere Gemeinden diesem Beispiel gefolgt sind, entzieht sich meiner Kenntnis.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Justizminister richten:

1. Stimmt meine Information, dass besagtes Merkblatt nur in französischer Sprache vom Justizministerium verfasst wurde?

2. Wenn ja, ist der Herr Justizminister nicht der auch der Meinung, dass dies den Menschen gegenüber, welche die beiden Landessprachen Luxemburgisch und Deutsch, jedoch nicht Französisch beherrschen, diskriminierend oder mit Hinblick auf die viel gepriesene Bürgernähe der Verwaltungen zumindest grob unhöflich ist?

3. Beabsichtigt das Justizministerium in Zukunft diese wichtigen Informationsmaterialien auch in anderen als den offiziellen Landessprachen, so z.B. : auch in portugiesisch, italienisch oder englisch, zu veröffentlichen und wenn nicht, was spricht dagegen?

Réponse (10.7.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

1. Artikel 2 des Gesetzes vom 24. Februar 1984 über das Sprachenregime hält fest, dass die Sprache der Gesetzgebung nur die französische Sprache ist. Demzufolge ist es weder unüblich noch unhöflich, dass Veröffentlichungen des Gesetzes und seine Beschreibung in französischer Sprache erfolgen.

2. Jeder Interessent hat die Möglichkeit beim Justizministerium die nötigen Auskünfte zum Erlangen der luxemburgischen Staatsbürgerschaft, auf Anfrage hin, zu erfahren. Diese Auskünfte werden ihm zumindest mündlich in den drei Landessprachen gegeben.

3. Im Rahmen der materiellen Möglichkeiten des Staates wird es sicherlich in Zukunft ähnliche Informationen auch in anderen Sprachen geben.

Question 2229 (19.6.2003) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant le fonctionnement de la société «Spidolswäscherei»:

Dans une annonce récemment publiée dans la presse luxembourgeoise, la société coopérative «Spidolswäscherei» entend recruter un nouveau directeur dans les meilleurs délais. Du fait que les activités de la société coopérative,

étant principalement axées sur la blanchisserie de linge hospitalier pour les hôpitaux luxembourgeois, sont effectuées par des détenus des établissements pénitentiaires, la «Spidolswäscherei» constitue indubitablement une initiative de réinsertion professionnelle louable, dans la mesure où de nombreux prisonniers peuvent y développer une perspective professionnelle pour la période débutant après le séjour à Schlassig. Il faut cependant souligner que les activités de blanchisserie de linge pour les hôpitaux méritent des précautions particulières au niveau de la qualité, de l'hygiène et de la ponctualité. Si mes informations sont exactes, la «Spidolswäscherei» a l'intention de traiter le double des quantités de linge hospitalier actuel.

Il se pose dès lors un certain nombre de questions que je désire poser, Monsieur le Président, à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Existe-t-il un concept définitif pour l'organisation et le fonctionnement de cette société? Combien de détenus vont y être engagés? Est-ce que la société entend procéder à des recrutements extérieurs? Est-ce que les activités nécessitent des formations particulières? Dans l'affirmative, lesquelles? Quelles sont les mesures prévues pour le cas où les détenus refusent d'effectuer leur travail?

- Quelles sont les quantités exactes de linge hospitalier que la «Spidolswäscherei» va traiter?

- Dans ce dossier, est-ce que les hôpitaux notamment du secteur public vont être soumis aux nouvelles dispositions de la loi sur les marchés publics?

- N'y a-t-il pas de risques réels d'une éventuelle concurrence déloyale par rapport au secteur privé, dont la Commission européenne pourrait éventuellement être saisie?

Réponse (10.7.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

A titre liminaire, il convient de noter que ce n'est pas la société coopérative «Spidolswäscherei» qui sera en charge de l'exploitation de la buanderie en voie de construction dans l'enceinte du Centre pénitentiaire de Luxembourg, mais le groupement d'intérêt économique «Buanderie Centrale» dans lequel l'Etat et la Spidolswäscherei SC sont membres.

En ce qui concerne les différentes questions soulevées par M. le Député, je peux donner les réponses suivantes:

1. Depuis la constitution du groupement d'intérêt économique des études ont été effectuées en vue de déterminer l'organisation optimale de la buanderie. Lorsque la buanderie sera pleinement opérationnelle, elle pourra occuper, outre un certain nombre de personnel externe, quelque 100 détenus.

Compte tenu du nombre de détenus actuellement sans occupation et compte tenu de l'augmentation du nombre de détenus, il n'y a pas lieu de craindre que les détenus seront en nombre insuffisant pour effectuer le travail.

2. L'exposé des motifs figurant au projet de loi n° 4717 voté par la Chambre en 2001 (loi du 11 août 2001, Mémorial A-106, p. 2191), précise que la capacité maximale de la buanderie est de 25 tonnes/jour, tonnage qui ne sera atteint que progressivement.

3. D'après les statuts du groupement, il est prévu que le GIE Buanderie Centrale se soumet à la législation sur les marchés publics. Une disposition similaire figure dans les statuts de la Spidolswäscherei SC.

4. Le groupement d'intérêt économique ne traitera que le linge de ses membres. Le GIE Buanderie Centrale n'a pas été créé dans le but d'instituer une nouvelle entreprise qui viendrait en concurrence avec les entreprises du secteur privé

sur un segment de marché donné, mais dans le but de créer en collaboration avec les membres du secteur de la santé et du secteur social un outil commun qui permette à ceux-ci de couvrir eux-mêmes leurs besoins tout en résolvant en même temps le problème de l'occupation des détenus. C'est précisément pourquoi la forme du groupement d'intérêt économique a été choisie, le GIE constituant un instrument de collaboration idéal à cet égard. Cette idée n'a d'ailleurs rien de nouveau alors que le projet de Buanderie Centrale vient remplacer un projet d'installation d'une buanderie ultramoderne par la Spidolswäscherei SC à laquelle ces mêmes institutions auraient confié leur linge. Dans ces conditions, il ne saurait être question d'une éventuelle concurrence déloyale par rapport au secteur privé.

Question urgente 2238 (30.6.2003) de M. Robert Garcia (*DEI GRÉNG*) concernant l'homologation obligatoire des diplômes de fin d'études secondaires luxembourgeois exigée pour les étudiants du Luxembourg en Belgique francophone:

- Constatant qu'à partir de juillet 2003, la Communauté française de Belgique va réinstaurer l'homologation obligatoire des diplômes de fin d'études secondaires luxembourgeois pour accéder à son enseignement supérieur;

- vu que cette mesure vise à ne plus discriminer les étudiants des autres Etats membres vis-à-vis des Luxembourgeois, qui bénéficiaient depuis quelques années d'une exception négociée par l'Etat luxembourgeois;

- étant donné que cette procédure introduite pour la première fois au milieu des années 1990 fut rapidement un obstacle administratif et handicapait l'inscription de nombreux étudiants luxembourgeois en Belgique francophone, traditionnellement la première destination de nos étudiants;

- vu que la difficulté principale fut le respect des délais de la procédure et que par conséquent la date d'obtention de notre diplôme de fin d'études secondaires constituera de nouveau un problème,

je me permets de demander d'urgence au Gouvernement une réponse formelle aux questions suivantes:

- Depuis quand le Gouvernement est-il au courant de la décision belge?

- Est-ce que les étudiants en train de finir le secondaire furent déjà informés du changement?

- Est-ce que le Gouvernement est conscient que l'homologation concernera également tous les étudiants déjà inscrits, mais voulant changer d'université ou d'école supérieure?

- Par conséquent, est-ce que l'ACEL, ou à défaut ses cercles membres concernés, furent déjà officiellement informés?

- Quelles initiatives est-ce que le Gouvernement entend prendre dans ce dossier?

Réponse conjointe (1.7.2003) de Mme Anne Brasseur, *Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports* et de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

En réponse à la question parlementaire n° 2238 de Monsieur le Député Robert Garcia, nous avons l'honneur de vous communiquer les éléments de réponse suivants:

Ad 1) Le Gouvernement a été informé lors d'une rencontre à Bruxelles entre les ministres de l'éducation belge et luxembourgeois en date du 12 mars 2003 que la Commission européenne avait signifié à la Belgique de mettre fin à l'inscription automatique aux universités belges accordée aux bacheliers luxembourgeois du fait que celle-ci était discriminatoire à l'égard des étudiants des autres Etats de la Communauté européenne, qui eux doivent demander une homologation.

Le Gouvernement a immédiatement entrepris un certain nombre de démarches, notamment auprès de la Commission européenne arguant que les élèves luxembourgeois allaient rencontrer des difficultés pour s'inscrire dans les délais prévus et qu'à ses yeux la procédure d'inscription automatique dont bénéficiaient les étudiants luxembourgeois ne constituait pas une discrimination.

Le Gouvernement est également intervenu auprès du ministère belge en vue de maintenir la procédure dont bénéficiaient les étudiants luxembourgeois et pour exempter, le cas échéant, les étudiants luxembourgeois du paiement de la taxe de 124.- euros exigée pour l'établissement d'une homologation.

Le 30 avril 2003 le ministre de l'enseignement secondaire de la Communauté française de Belgique a communiqué la décision définitive au Gouvernement, à savoir que la Belgique avait décidé de se conformer à l'avis de la Commission européenne et que désormais les bacheliers luxembourgeois désirant entreprendre ou poursuivre des études dans l'enseignement supérieur en Belgique devaient introduire une demande d'homologation auprès de la Direction générale de l'enseignement obligatoire dans les formes et délais prévus par l'arrêté royal du 20 juillet 1971.

Ad 2) En date du 6 mai 2003, Madame la Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports et Madame la Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ont adressé une lettre commune à l'ensemble des élèves des classes de première et de troisième les informant que désormais les bacheliers luxembourgeois désirant entreprendre ou poursuivre des études dans l'enseignement supérieur en Belgique devaient introduire une demande d'homologation auprès de la Direction générale de l'enseignement obligatoire dans les formes et délais prévus par l'arrêté royal du 20 juillet 1971.

Parallèlement, le Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur (CEDIES) a élaboré une fiche d'information spéciale reprenant toutes les informations nécessaires à la procédure d'homologation. A cette fiche était jointe une lettre-type de demande d'homologation à adresser aux autorités belges. Ces deux documents étaient disponibles au CEDIES à partir du 6 mai 2003 et ils ont été envoyés à toutes les personnes qui en ont fait la demande: élèves, parents d'élèves, étudiants et responsables des services de psychologie et d'orientation scolaire des lycées et lycées techniques.

La fiche d'information est aussi disponible dans la rubrique «Etudes et métiers» du site Internet du CEDIES sous www.cedies.lu. Le samedi 28 juin 2003, week-end précédant la proclamation des résultats de l'examen de fin d'études secondaires, le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a fait publier, dans la presse nationale, un avis officiel relatif aux changements intervenus dans la procédure d'homologation belge.

Ad 3) La procédure d'homologation ne concerne pas les étudiants luxembourgeois déjà inscrits dans une université belge, qui ont terminé avec succès leur année acadé-

mique et qui s'inscrivent dans l'année subséquente, dans la même discipline, dans la même université. Pour tous les autres cas de figure, à savoir les étudiants désirant changer d'université tout en continuant leurs études dans la même discipline ainsi que les étudiants désirant changer de discipline avec ou sans changement d'université, la procédure d'homologation est obligatoire.

Ad 4) L'ACEL a été informée des changements intervenus à la mi-mai, au cours d'une réunion entre un délégué de l'ACEL et des responsables du CEDIES.

Ad 5) Le Gouvernement a entrepris un certain nombre de démarches reprises sub 1. A la suite de réunions de concertation qui ont eu lieu entre les fonctionnaires des ministères luxembourgeois et belge concernés, le Gouvernement a obtenu l'assentiment que les candidats à une inscription peuvent, en attendant d'être en possession de leur diplôme, présenter une attestation provisoire de réussite qui peut être obtenue au cours de la 1^{ère} semaine de juillet dans les lycées et les lycées techniques.

En annexe:

1. copie du courrier adressé au ministre de l'enseignement secondaire de la Communauté française de Belgique, à la Commission européenne et aux élèves concernés.

2. copie de la fiche d'information préparée à l'attention des élèves

(Ces documents peuvent être consultés au Greffe de la Chambre des Députés)

Chamber TV weist all öffentlich Sitzung live an integral

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer
um Kanal S24 / 327.25 Mhz

Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng
Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz